



UNITED NATIONS
NATIONS UNIES

International Criminal Tribunal for Rwanda
Tribunal pénal international pour le Rwanda

CHAMBRE DE PREMIÈRE INSTANCE II

Affaire n° ICTR-01-68-T

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

Devant les juges : Florence Rita Arrey, Président
Bakhtiyar Tuzmukhamedov
Aydin Sefa Akay

Greffé : Adama Dieng

Jugement rendu le : 30 décembre 2011

LE PROCUREUR

c.

Grégoire NDAHIMANA

2012 NOV 12 P 5:11
13-NOV-2012
JUDICIAL REFORMS/REVIEW
ICTR

JUGEMENT PORTANT CONDAMNATION

Bureau du Procureur
Holo Makwaia
Althea Alexis Windsor
Segun Jegede
Lansana Dumbuya

Conseils de la Défense
Bharat B. Chadha
Wilfred Ngunjiri Nderitu
Tharcisse Gatarama
Marie-Pier Barbeau

CH12-0001(F)

Traduction certifiée par la SSL du TPIR

Jugement portant condamnation

30 décembre 2011

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER : INTRODUCTION	11
1. Introduction	11
2. Résumé de l'affaire	11
CHAPITRE II : QUESTIONS PRÉLIMINAIRES.....	18
1. Notification des charges	18
1.1 Introduction	18
1.2 Droit applicable.....	18
1.3 Allégations abandonnées.....	19
2. Appréciation des éléments de preuve.....	19
2.1 Questions préliminaires	19
2.2 Charge de la preuve.....	20
2.2.1 Crédibilité des témoins	20
2.2.2 Déclarations antérieures	21
2.2.3 Dépositions de témoins complices	21
2.2.4 Alibi et charge de la preuve.....	23
2.2.5 Juridictions <i>gacaca</i>	24
CHAPITRE III : CONSTATATIONS DE FAIT	26
1. Attaques lancées contre les maisons de civils entre le 6 et le 11 avril 1994	26
1.1 Introduction	26
1.2 Éléments de preuve.....	26
1.2.1 Témoin à charge CDL	26
1.2.2 Témoin à charge CDZ	27
1.2.3 Témoin à charge CBN	27
1.2.4 Témoin à charge CNJ	27
1.2.5 Témoin à charge CBR	28
1.2.6 Témoin à décharge ND13	29
1.2.7 Témoin à décharge ND3	29
1.2.8 Témoin à décharge ND4	30
1.2.9 Témoin à décharge ND5	30
1.2.10 Témoin à décharge KR3	31

1.2.11	Témoign à décharge ND34.....	31
1.3	Délibération.....	32
2.	Réunion tenue au bureau communal le 11 avril 1994.....	33
2.1	Introduction.....	33
2.2	Éléments de preuve.....	34
2.2.1.	Témoign à charge CDZ.....	34
2.2.2.	Témoign à charge CBR.....	35
2.2.3	Témoign à charge CDL.....	35
2.2.4	Témoign à charge CNJ.....	37
2.2.5	Témoign à décharge ND23.....	37
2.2.6	Témoign à décharge KR3.....	39
2.2.7	Témoign à décharge ND1.....	40
2.2.8	Témoign à décharge Béatrice Mukankusi.....	40
2.3	Délibération.....	41
3.	Décision prise entre le 11 et le 13 avril 1994 de transférer les réfugiés à l'église de Nyange.....	44
3.1	Introduction.....	44
3.2	Éléments de preuve.....	44
3.2.1	Témoign à charge CBK.....	44
3.2.2	Témoign à charge CDJ.....	44
3.2.3	Témoign à charge CBY.....	45
3.2.4	Témoign à charge CBI.....	45
3.2.5	Témoign à charge CBS.....	45
3.3	Délibération.....	46
4.	Réunions tenues dans la commune de Kivumu entre le 10 et le 14 avril 1994.....	47
4.1	Introduction.....	47
4.2	Éléments de preuve.....	48
4.2.1	Témoign à charge CBS.....	48
4.2.2	Témoign à charge CBN.....	49
4.2.3	Témoign à charge CBI.....	50
4.2.4	Témoign à charge YAU.....	51
4.2.5	Témoign à charge CDZ.....	52
4.2.6	Témoign à charge CBK.....	52
4.2.7	Témoign à charge CBY.....	53
4.2.8	Témoign à charge CDJ.....	54

8 116

4.2.9	Témoign à charge CDL	55
4.2.10	Témoign à charge CBR	56
4.2.11	Témoign à charge CNJ	57
4.2.12	Témoign à décharge Thérèse Mukabideri	57
4.2.13	Témoign à décharge Béatrice Mukankusi	57
4.2.14	Témoign à décharge Léonille Murekeyisoni	58
4.2.15	Témoign à décharge ND24	58
4.2.16	Témoign à décharge ND6	59
4.2.17	Témoign à décharge ND12	60
4.2.18	Témoign à décharge ND11	60
4.2.19	Témoign à décharge ND7	60
4.3	Délibération	61
4.3.1	Crédibilité des témoins	61
4.3.2	Questions préliminaires	73
4.3.3	Réunions tenues au presbytère de Nyange le 13 avril 1994 (paragraphe 22)	73
4.3.4	Réunions tenues au presbytère de Nyange le 14 avril 1994 (paragraphe 23)	77
4.3.5	Réunion tenue à la place du marché de Nyange le 14 avril 1994 (paragraphe 24)	81
4.3.6	Désarmement des réfugiés tutsis (paragraphe 20)	83
5.	Attaque contre la paroisse de Nyange le 15 avril 1994	85
5.1	Introduction	85
5.2	Éléments de preuve	86
5.2.1	Témoign à charge CBT	86
5.2.2	Témoign à charge CDK	87
5.2.3	Témoign à charge CDL	88
5.2.4	Témoign à charge CNJ	90
5.2.5	Témoign à charge CBR	92
5.2.6	Témoign à charge CBK	94
5.2.7	Témoign à charge CBY	95
5.2.8	Témoign à charge CDJ	96
5.2.9	Témoign à charge YAU	96
5.2.10	Témoign à charge CBS	97
5.2.11	Témoign à charge CBI	98
5.2.12	Témoign à charge CBN	99
5.2.13	Témoign à décharge Thérèse Mukabideri	100
5.2.14	Témoign à décharge Béatrice Mukankusi	101
5.2.15	Témoign à décharge Léonille Murekeyisoni	102
5.2.16	Témoign à décharge Anicet Tumusenge	102
5.2.17	Témoign à décharge Clément Kayishema	103
5.2.18	Témoign à décharge ND13	104
5.2.19	Témoign à décharge ND24	104
5.2.20	Témoign à décharge ND34	106
5.2.21	Témoign à décharge ND22	106

5.2.22	Témoign à décharge ND6	107
5.2.23	Témoign à décharge ND12	108
5.2.24	Témoign à décharge ND11	109
5.2.25	Témoign à décharge ND7	110
5.3	Délibération	111
5.3.1	Crédibilité des témoins	111
5.3.2	Utilisation des véhicules communaux pour le transport des assaillants	129
5.3.3	Alibi	130
5.3.4	Réunions	133
5.3.5	Assaillants couverts de feuilles de bananier	137
5.3.6	Attaque contre l'église de Nyange le 15 avril 1994	137
5.3.7	Après l'attaque contre l'église de Nyange	139
6.	Attaque et démolition de l'église de Nyange le 16 avril 1994	141
6.1	Introduction	141
6.2	Éléments de preuve	142
6.2.1	Témoign à charge CBR	142
6.2.2	Témoign à charge CDL	143
6.2.3	Témoign à charge CBK	145
6.2.4	Témoign à charge CNJ	146
6.2.5	Témoign à charge CNT	147
6.2.6	Témoign à charge CBY	148
6.2.7	Témoign à charge CDJ	148
6.2.8	Témoign à charge CBT	149
6.2.9	Témoign à décharge ND17	149
6.2.10	Témoign à décharge ND35	150
6.2.11	Témoign à décharge BX3	150
6.2.12	Témoign à décharge Melane Nkiryehé	151
6.2.13	Témoign à décharge ND6	151
6.2.14	Témoign à décharge ND21	152
6.2.15	Témoign à décharge ND7	152
6.2.16	Témoign à décharge ND24	153
6.2.17	Témoign à décharge KR3	153
6.2.18	Témoign à décharge ND22	154
6.3	Délibération	154
6.3.1	Crédibilité des témoins	154
6.3.2	Alibi	159
6.3.3	Réunions et décision de détruire l'église de Nyange le 16 avril 1994	161
6.3.4	Participation de Ndahimana à l'attaque contre l'église de Nyange	166
6.3.5	Boissons prises au presbytère de Nyange	168
6.3.6	Enterrement des corps après les tueries	169
6.3.7	Moyens de preuve à décharge	169

6096

CHAPITRE IV : CONCLUSIONS JURIDIQUES	173
1. Introduction	173
2. Responsabilité pénale directe	173
2.1 Article 6.1 du Statut.....	173
2.2 Notification des charges	173
2.3 Droit applicable.....	174
3. Responsabilité du supérieur hiérarchique	176
3.1 Principes juridiques.....	176
3.2 Questions préliminaires	177
3.3 Délibération	178
3.4 Autorité <i>de jure</i> de nature générale.....	178
3.5 Autorité <i>de jure</i> spécifique et contrôle effectif	179
3.5.1 Police communale.....	179
3.5.2 Personnel communal.....	186
3.5.3 Gendarmes	190
3.5.4 Réservistes	192
3.5.5 Assaillants civils	193
3.6 Conclusion	194
4. Génocide	194
4.1 Introduction	194
4.2 Droit applicable.....	194
4.3 Délibération	195
4.3.1 Meurtres perpétrés à l'église de Nyange le 16 avril 1994	195
4.3.2 La présence de l'accusé constitue-t-elle une omission comme preuve de participation à une entreprise criminelle commune ?	196
4.3.3 La présence de l'accusé sur les lieux constitue-t-elle une approbation tacite comme preuve de participation par aide et encouragement ?	199
5. Complicité dans le genocide.....	202
6. Crimes contre l'humanité	202

6.1	Introduction	202
6.2	Attaque généralisée ou systématique	202
7.	Extermination	203
7.1	Droit applicable.....	203
7.2	Délibération.....	203
8.	Cumul de déclarations de culpabilité.....	204
8.1	Introduction	204
8.2	Génocide et extermination constitutive de crime contre l'humanité	204
CHAPITRE V : DÉTERMINATION DE LA PEINE		206
1.	Introduction	206
2.	Droit applicable.....	206
3.	Arguments des parties	206
4.	Délibération	207
4.1	Gravité de l'infraction	207
4.2	Situation personnelle de l'accusé, circonstances aggravantes et circonstances atténuantes	208
4.2.1	Circonstances aggravantes.....	208
4.2.2	Circonstances atténuantes.....	209
5	Conclusion	212
OPINION DISSIDENTE DU JUGE FLORENCE RITA ARREY.....		213
1.	Introduction	213
2.	Attaques contre des civils tutsis du 6 au 11 avril 1994	214
3.	Décision prise entre le 11 et le 13 avril 1994 de transférer les réfugiés à l'église de Nyange	214
4.	13 avril 1994 (le « 13 avril »).....	215
4.1	Attaque contre la paroisse et rôle des gendarmes qui y étaient affectés	215
4.2	Remise d'une liste de Tutsis au père Seromba en présence de Ndahimana.....	215

4.3	Présence de Ndahimana à la paroisse de Nyange le 13 avril 1994	217
4.3.1	Crédibilité des témoins à charge	217
4.3.2	Appréciation des éléments de preuve	219
4.4	Conclusion sur le 13 avril 1994.....	220
5.	14 avril 1994 (le « 14 avril »).....	221
5.1	L'alibi.....	221
5.2	Réunion tenue au marché de Mutanoga/Nyange dans l'après-midi du 14 avril	222
5.3	Rôle des gendarmes le 14 avril 1994	223
5.4	Participation de la police communale aux attaques du 14 avril 1994.....	226
5.5	Présence de Ndahimana à la paroisse de Nyange le 14 avril 1994	226
5.6	« Désarmement » des réfugiés	228
5.7	Départ des femmes hutues de l'église	229
5.8	Conclusions sur les 13 et 14 avril 1994	232
6.	15 avril 1994 (le « 15 avril »).....	232
6.1	Aperçu général des événements de la journée	232
6.2	Introduction à l'appréciation des éléments de preuve	233
6.3	Crédibilité des témoins à décharge	234
6.3.1	Témoin Thérèse Mukabideri	234
6.3.2	Témoin Béatrice Mukankusi	234
6.3.3	Témoin Anicet Tumusenge	235
6.3.4	Témoin Clément Kayishema	236
6.3.5	Léonille Murekeyisoni.....	236
6.4	Conclusion sur l'alibi.....	237
6.5	Autres éléments de preuve à décharge	237
6.6	Conclusion sur les éléments de preuve à décharge relatifs au 15 avril 1994.....	241
6.7	Les éléments de preuve à charge	241
6.7.1	Réunion tenue tôt le matin et première attaque	242
6.7.2	Deuxième réunion et début de la deuxième série d'attaques.....	243
6.7.3	Rôle des gendarmes le 15 avril.....	245

6.7.4	Réunion tenue dans la soirée	246
7.	16 avril 1994 (le « 16 avril »).....	246
7.1	L'alibi.....	246
7.2	Première réunion tenue le 16 avril et tirs contre le bâtiment de l'église	248
7.3	Deuxième réunion tenue le 16 avril et décision de détruire l'église de Nyange	250
7.4	Participation de Ndahimana à l'attaque	251
7.5	Boissons prises au presbytère	253
8.	Conclusions juridiques	254
8.1	Autorité de Ndahimana.....	254
8.2	Autorité <i>de jure</i>	255
8.3	Autorité <i>de facto</i>	259
8.3.1	Crédibilité des témoins à décharge	259
8.3.2	Conclusion sur les éléments de preuve à décharge concernant l'autorité <i>de facto</i> exercée par Ndahimana	271
8.3.3	Indices de l'autorité <i>de facto</i> exercée par Ndahimana.....	271
8.3.4	Autorité sur la police communale.....	271
8.3.5	Réunions	274
8.3.6	Autres indices de l'autorité <i>de facto</i>	274
8.3.7	Conclusion sur l'autorité <i>de facto</i> exercée par Ndahimana	276
8.4	Contrainte.....	276
8.5	Entreprise criminelle commune	277
8.5.1	Introduction	277
8.5.2	L'intention de Ndahimana	278
8.5.3	Contribution de Ndahimana à l'entreprise criminelle commune.....	280
8.5.4	Participation par omission	284
8.5.5	Conclusion sur l'entreprise criminelle commune	288
9.	Détermination de la peine	288
9.1	Circonstances aggravantes.....	288
9.2	Circonstances atténuantes	288
	ANNEXE A : RAPPEL DE LA PROCÉDURE.....	290

6056

ANNEXE B : DÉFINITIONS ET JURISPRUDENCE.....	294
ANNEXE C: ACTE D'ACCUSATION.....	306

Couleur

CHAPITRE PREMIER : INTRODUCTION

1. Introduction

1. L'accusé en l'espèce est Grégoire Ndahimana (« Ndahimana », ou le « bourgmestre », ou l'« accusé »). En avril 1994, il était un membre du MDR et le bourgmestre de la commune de Kivumu. Né en 1952 dans le secteur de Rukoko, commune de Kivumu, préfecture de Kibuye (Rwanda), Ndahimana est marié et père de 11 enfants. En 1973, il a obtenu son diplôme de technicien agronome à l'Institut des sciences agronomiques à Butare¹. Il a été élu au poste de bourgmestre en juin 1993 au suffrage indirect et a pris fonction en octobre 1993. Ndahimana était le bourgmestre de la commune de Kivumu tout au long de la période visée dans l'acte d'accusation.

2. Ndahimana a quitté le Rwanda en juillet 1994². Arrêté en République démocratique du Congo le 11 août 2009, il a été transféré au siège du Tribunal pénal international pour le Rwanda (le « Tribunal », ou le « Tribunal de céans », ou le « TPIR ») le 20 septembre 2009³.

3. Le Procureur l'accuse de génocide (chef I) ou, à titre subsidiaire, de complicité dans le génocide (chef II) ainsi que d'extermination constitutive de crime contre l'humanité (chef III). Ndahimana a contesté toutes les accusations portées contre lui⁴.

4. Les parties ont été entendues en leurs réquisitions et plaidoiries les 21 et 22 septembre 2011⁵.

2. Résumé de l'affaire

5. La présente affaire porte sur des faits qui se sont déroulés sur une période de 10 jours, du 6 au 16 avril 1994. Il n'est pas contesté que, à la suite de la mort du Président Habyarimana, 1 000 à 2 000 civils tutsis ont trouvé refuge à la paroisse de Nyange (ou la « paroisse »). Seul un très petit nombre de ces civils ont survécu aux attaques contre l'église de Nyange (ou l'« église ») les 15 et 16 avril 1994. Il n'est pas contesté non plus que, à la suite de la mort du Président Habyarimana, il y a eu une entreprise criminelle commune dans la commune de Kivumu. Le but de cette entreprise était d'exterminer les Tutsis de la commune. La Chambre de première instance (ou la « Chambre ») souligne toutefois que la question sous examen n'est pas celle de savoir s'il y a eu une entreprise criminelle commune pour commettre le génocide dans la commune de Kivumu, mais plutôt si le Procureur a établi au-delà de tout doute raisonnable, sur la base des éléments de preuve produits en l'espèce, que l'accusé s'était rendu coupable de génocide dans le cadre d'une entreprise criminelle commune.

¹ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 2 à 7, 523 ; Mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge, par. 10, 11 et 13 ; pièce du Procureur intitulée « *Prosecu[tor's Final] Brief* », par. 2 et 3 ; comptes rendus des audiences du 28 septembre 2009, p. 1, et du 6 septembre 2010, p. 1.

² Compte rendu de l'audience du 21 septembre 2011, p. 17.

³ Compte rendu de l'audience du 28 septembre 2009, p. 2.

⁴ Acte d'accusation modifié du 18 août 2010, par. 1 ; compte rendu de l'audience du 28 septembre 2009, p. 4 à 14 ; Exception préjudicielle de Ndahimana, 10 novembre 2009, par. 1 ; comptes rendus des audiences du 6 septembre 2010, p. 1, et du 17 janvier 2011, p. 2.

⁵ Comptes rendus des audiences du 21 et du 22 septembre 2011.

6036

6. Le Procureur allègue dans l'acte d'accusation que, dans les jours qui ont immédiatement suivi la mort du Président Habyarimana, un certain Télesphore Ndungutse (« Ndungutse ») a mené des attaques contre trois civils dont un dénommé Grégoire Ndakubana (« Ndakubana »). Il est établi à la satisfaction de la Chambre que Ndungutse a participé à au moins l'un des meurtres de ces personnes. Cependant, elle estime que le Procureur n'a pas établi que la responsabilité de Ndahimana était engagée à raison de ce meurtre. Elle conclut dès lors que le Procureur n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable l'allégation formulée au paragraphe 13 de l'acte d'accusation.
7. Il est allégué dans l'acte d'accusation que, après les attaques visées au paragraphe 13 de l'acte d'accusation, Ndahimana et d'autres personnes ont donné l'ordre de diriger les civils tutsis vers le bureau communal de Kivumu et la paroisse de Nyange pour les exterminer. La Chambre estime que le Procureur n'a pas prouvé cette allégation au-delà de tout doute raisonnable.
8. La Chambre considère que le paragraphe 15 de l'acte d'accusation est purement introductif et elle ne se prononcera donc pas sur les allégations qui y sont portées.
9. Il ressort de l'acte d'accusation que, le 11 avril 1994, Ndahimana et les parties à l'entreprise criminelle commune se sont réunis au bureau communal dans le but de planifier l'extermination des Tutsis et ont, lors de cette réunion, pris trois décisions dans le cadre de l'exécution de ce plan : 1) demander au préfet d'envoyer davantage de gendarmes à la commune pour participer aux tueries ; 2) réquisitionner un véhicule appartenant à un commerçant tutsi, que les parties à l'entreprise criminelle commune ont utilisé pour transporter les assaillants à la paroisse de Nyange ; enfin, 3) transférer à la paroisse les civils tutsis qui avaient trouvé refuge au bureau communal. Une fois à la paroisse, les Tutsis devaient être empêchés de quitter les lieux. La Chambre constate que Ndahimana a effectivement présidé le 11 avril 1994 au bureau communal une réunion au cours de laquelle il a été décidé de demander au préfet d'envoyer davantage de gendarmes, de transférer à la paroisse de Nyange les Tutsis qui avaient trouvé refuge au bureau communal et de réquisitionner un véhicule appartenant à un commerçant local tutsi. Toutefois, elle juge que les éléments de preuve ne permettent pas de savoir si ces décisions étaient motivées par l'intention de protéger les réfugiés ou de leur nuire. Il s'ensuit que le Procureur n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable les allégations formulées aux paragraphes 16, 17 ou 18 de l'acte d'accusation.
10. La Chambre conclut en outre que le Procureur n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable l'allégation avancée dans le paragraphe 19 de l'acte d'accusation.
11. Selon l'acte d'accusation, entre le 10 et le 13 avril 1994 ou vers ces dates, Ndahimana a tenu des réunions au bureau communal et au presbytère de Nyange (le « presbytère ») avec les parties à l'entreprise criminelle commune. Après ces réunions, les réfugiés ont été désarmés à la paroisse. La Chambre estime que les éléments de preuve n'établissent pas que Ndahimana a participé à des réunions au bureau communal. Elle juge toutefois que, le 13 avril 1994, l'intéressé a participé à au moins une réunion avec les parties à l'entreprise criminelle commune au presbytère. La majorité de la Chambre (la « majorité »), le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, conclut que l'objet de ces discussions n'est pas connu. La majorité, le juge Arrey ayant marqué son désaccord sur ce point, estime que les éléments de preuve produits n'établissent pas clairement à quel moment les réfugiés ont été désarmés et qui les a désarmés. Elle estime en outre, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, que le Procureur n'a ni prouvé que la décision de désarmer les réfugiés avait été prise lors de ces réunions ni démontré l'existence d'un lien de causalité entre les réunions

auxquelles Ndahimana a participé et le désarmement des réfugiés. Aussi, la majorité, le juge Arrey ayant émis une opinion partiellement dissidente sur ce point, conclut-elle que le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable l'allégation énoncée au paragraphe 20 de l'acte d'accusation.

12. Dans l'acte d'accusation, le Procureur allègue que, entre le 13 et le 16 avril 1994, Ndahimana a mis plusieurs véhicules à la disposition de ses subordonnés pour que ceux-ci puissent transporter les assaillants à la paroisse de Nyange. Le Procureur allègue aussi que, en tant que bourgmestre, Ndahimana avait connaissance ou avait des raisons d'avoir connaissance des actes de ses subordonnés, mais qu'il n'a ni empêché ces actes ni puni ses subordonnés. La Chambre estime que le Procureur n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable les allégations avancées au paragraphe 21 de l'acte d'accusation.

13. Il ressort de l'acte d'accusation que, le 13 avril 1994, Ndahimana a tenu une réunion avec les parties à l'entreprise criminelle commune au presbytère de Nyange en vue de planifier l'extermination des Tutsis. Le même jour, les assaillants hutus ont lancé une attaque contre les réfugiés à l'instigation de Gaspard Kanyarukiga (« Kanyarukiga »), qui était partie à l'entreprise criminelle commune. La Chambre conclut que Ndahimana a rencontré au moins une fois les parties à l'entreprise criminelle commune au presbytère ce jour-là, mais qu'aucun témoin n'a assisté à cette réunion et qu'aucun élément de preuve probant n'a été produit, qui lui permettrait de déduire que la décision d'exterminer les Tutsis avait été prise lors de ladite réunion. De plus, la majorité, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, estime que les éléments de preuve ne permettent pas de déterminer si l'attaque a eu lieu avant ou après la réunion. La Chambre conclut en outre que les assaillants hutus ont attaqué l'église de Nyange ce jour-là, mais qu'elle ne peut pas déterminer de manière concluante que cette attaque a été perpétrée à l'instigation de Kanyarukiga. Partant, la Chambre juge que le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable les allégations énoncées au paragraphe 22 de l'acte d'accusation.

14. Selon l'acte d'accusation, le 14 avril 1994, Ndahimana a tenu une réunion avec les autres parties à l'entreprise criminelle commune au presbytère de Nyange. Après cette réunion, les réfugiés ont informé Ndahimana des attaques dont ils avaient été la cible. L'accusé leur a dit que les Tutsis étaient des *Inyenzi* qui avaient tué le Président Habyarimana et a refusé de leur venir en aide. Par la suite, ses subordonnés ont lancé une attaque contre les réfugiés qui se trouvaient à l'église de Nyange. Étant le bourgmestre de la commune de Kivumu, Ndahimana avait connaissance ou avait des raisons d'avoir connaissance des actes de ses subordonnés, mais il n'a ni empêché l'attaque ni n'en a puni les responsables. La majorité, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, conclut que Ndahimana a participé à une réunion avec les parties à l'entreprise criminelle commune ce jour-là dans l'après-midi à la paroisse de Nyange et que les assaillants hutus ont attaqué la paroisse ce même jour. La Chambre de première instance juge que le Procureur n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana avait insulté les réfugiés se trouvant à la paroisse ce jour-là. Elle juge en outre que le Procureur n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable que les subordonnés de Ndahimana avaient participé à l'attaque perpétrée ce jour-là et que celui-ci n'avait ni empêché l'attaque ni n'en avait puni les auteurs. La majorité, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, estime qu'une partie de l'alibi de Ndahimana pour la fin de l'après-midi et la soirée du 14 avril 1994 peut raisonnablement être plausible. La majorité estime en outre que le caractère raisonnable de cette conclusion n'est pas mis à mal par des éléments de preuve probants démontrant que l'accusé se trouvait à l'église de Nyange dans la soirée du 14 avril 1994. Partant, le Procureur n'a

3016

pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable les allégations qui figurent au paragraphe 23 de l'acte d'accusation.

15. L'acte d'accusation contient l'allégation selon laquelle, le 14 avril 1994, Ndahimana a présidé sur la place du marché de Nyange une réunion publique à laquelle ont participé des parties à l'entreprise criminelle commune. À cette réunion, Kanyarukiga a incité la foule à tuer les Tutsis qui se trouvaient à la paroisse de Nyange. La Chambre conclut que cette allégation, énoncée au paragraphe 24 de l'acte d'accusation, n'a pas été prouvée au-delà de tout doute raisonnable.

16. Il est allégué aux paragraphes 25, 26 et 27 de l'acte d'accusation que, le 15 avril 1994, Ndahimana et ses subordonnés ont tenu des réunions au presbytère de Nyange, dans un bâtiment appelé CODECOKI et devant la pharmacie de Kanyarukiga. À la suite de ces réunions, Ndahimana a ordonné à ses complices et à ses subordonnés de « se mettre au travail ». Les assaillants ont lancé une attaque contre les Tutsis, en blessant grièvement et en tuant un grand nombre de ceux-ci. Un subordonné de Ndahimana dirigeait l'un des groupes d'assaillants. Il est en outre allégué dans l'acte d'accusation que Ndahimana et ses complices étaient présents, donnant des ordres aux assaillants, les incitant à agir et les supervisant. Ils leur ont fourni des armes et du carburant pour tenter de brûler vifs les réfugiés tutsis dans l'église de Nyange. Ces efforts s'étant avérés vains, Ndahimana et d'autres personnes ont tenu une autre réunion au presbytère pour planifier de nouvelles attaques. Par ailleurs, il est reproché à Ndahimana dans l'acte d'accusation d'avoir conseillé aux assaillants de se couvrir avec des feuilles de bananier pour se faire distinguer des Tutsis. Il est aussi allégué que Ndahimana avait connaissance ou avait des raisons d'avoir connaissance des actes de ses subordonnés et qu'il n'a ni empêché ces actes ni n'en a puni les auteurs.

17. La Défense a invoqué un alibi pour la journée en question, à savoir plus précisément que Ndahimana avait passé la journée dans une maison à Rufungo, pour préparer les funérailles d'un ami proche et pour assister à ces funérailles. Il s'était par la suite rendu dans la ville de Kibuye pour voir le préfet et demander à celui-ci d'affecter davantage de gendarmes à la protection des réfugiés qui se trouvaient à la paroisse de Nyange. La Chambre estime à l'unanimité que certaines parties de l'alibi peuvent raisonnablement être plausibles et que, dès lors, le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana était présent lors de l'attaque contre la paroisse le 15 avril 1994 ni que l'intéressé avait conseillé aux assaillants de se couvrir avec des feuilles de bananier. La majorité, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, conclut que l'alibi peut raisonnablement être en grande partie plausible ; toutefois, la Chambre estime à l'unanimité que Ndahimana est retourné à la paroisse dans la soirée du 15 avril 1994, après l'attaque menée dans la journée, et qu'il y a tenu une réunion avec les parties à l'entreprise criminelle commune. La majorité, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, ne saurait en déduire que la seule conclusion raisonnable est que les attaques du 16 avril 1994 ont été planifiées lors de la réunion tenue ce soir-là.

18. Sur la base des preuves indirectes, la Chambre de première instance conclut toutefois que Ndahimana avait des raisons d'avoir connaissance des crimes perpétrés par la police communale le 15 avril 1994 et que l'accusé n'a pas puni les auteurs de ces crimes. La majorité, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, conclut donc que le Procureur n'a établi au-delà de tout doute raisonnable que ce seul élément des allégations qu'il a avancées dans les paragraphes 25 à 27 de l'acte d'accusation.

19. Au paragraphe 28 de l'acte d'accusation, le Procureur allègue que des parties à l'entreprise criminelle commune ont donné l'ordre d'ensevelir dans des charniers les cadavres des Tutsis tués

600-01

lors de l'attaque menée ce jour-là. Ce paragraphe de l'acte d'accusation ne faisant état d'aucun *actus reus* ou *mens rea* criminel, la Chambre considère qu'il est superflu et elle ne se prononcera pas sur l'allégation qui y est contenue.

20. La Défense a invoqué un alibi pour le 16 avril 1994, à savoir plus précisément que Ndahimana s'était caché dans un couvent de 5 heures à 19 heures ce jour-là. La Chambre de première instance conclut que cet alibi ne peut raisonnablement pas être plausible.

21. Il ressort de l'acte d'accusation que, le 16 avril 1994, Ndahimana et les parties à l'entreprise criminelle commune ont tenu une réunion au presbytère de Nyange. Après cette réunion, Ndahimana a commencé à tirer sur les réfugiés, donnant ainsi aux assaillants le signal du lancement d'une attaque de grande envergure. La Chambre juge que le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable cette allégation énoncée au paragraphe 29 de l'acte d'accusation.

22. Il ressort également de l'acte d'accusation que, le 16 avril 1994, Ndahimana et les parties à l'entreprise criminelle commune se sont réunis, ont élaboré un plan visant à tuer les réfugiés tutsis et ont décidé d'un commun accord de tuer ceux-ci. La majorité, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, considère que la seule présence de Ndahimana à une réunion ne signifie pas forcément que l'intéressé partageait l'intention criminelle qui animait les parties à l'entreprise criminelle commune, ou qu'il a élaboré un plan visant à tuer les réfugiés tutsis, ou encore qu'il était d'accord pour tuer ceux-ci. Aussi, la majorité, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, conclut-elle que le Procureur n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable cette allégation formulée au paragraphe 30 de l'acte d'accusation.

23. Il est allégué au paragraphe 31 de l'acte d'accusation que Ndahimana et les parties à l'entreprise criminelle commune ont ordonné aux assaillants de détruire l'église de Nyange à l'aide d'un bulldozer. Cette attaque a causé la mort de 2 000 civils tutsis. Il y est aussi allégué que Ndahimana a encouragé et supervisé les attaques. La Chambre considère que le Procureur a établi que Ndahimana était présent lors de la démolition de l'église. Toutefois, la majorité, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, n'estime pas que le Procureur a prouvé que Ndahimana avait incité les assaillants à agir ou supervisé les attaques.

24. Selon l'acte d'accusation, après la destruction de l'église de Nyange, Ndahimana et les parties à l'entreprise criminelle commune se sont rendus au presbytère de Nyange pour y fêter l'événement autour d'un verre. La Chambre constate qu'il ressort des éléments de preuve produits que Ndahimana était présent après l'attaque du 16 avril 1994 lorsque les parties à l'entreprise criminelle commune partageaient un verre. La majorité, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, constate que le paragraphe pertinent de l'acte d'accusation ne fait état d'aucun acte criminel et, de ce fait, elle ne se prononcera pas sur cette allégation.

25. Dans le paragraphe 33 de l'acte d'accusation, le Procureur allègue que, après la destruction de l'église de Nyange, les corps des Tutsis tués à la paroisse de Nyange ont été ensevelis dans des charniers dans la paroisse et ses environs. Il n'est fait état dans ce paragraphe de l'acte d'accusation d'aucun *actus reus* ou *mens rea* criminel. En outre, le paragraphe est formulé à la voix passive et aucun individu ou groupe de personnes qui aurait enseveli les corps n'y est nommément cité. En conséquence, la Chambre conclut que ce paragraphe de l'acte d'accusation est superflu et elle ne se prononcera pas sur l'allégation qui y figure.

26. S'agissant à présent de la responsabilité pénale individuelle encourue par Ndahimana pour les crimes commis à la paroisse de Nyange les 15 et 16 avril 1994, la majorité, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, considère que le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana avait planifié, incité à commettre, ordonné ou commis les massacres de Tutsis. En ce qui concerne en particulier la commission dans le cadre d'une entreprise criminelle commune, le Procureur n'a pas prouvé que Ndahimana était animé d'une intention génocide spécifique pour que soit engagée la responsabilité de l'intéressé au titre de ce mode de participation.

27. Toutefois, la Chambre de première instance conclut que Ndahimana exerçait un contrôle effectif sur la police communale. La majorité, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, estime donc que la responsabilité pénale de l'accusé n'est engagée qu'à raison de son manquement à l'obligation de punir les crimes commis par les policiers communaux à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994, en vertu de l'article 6.3 du Statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda (le « Statut »).

28. La majorité, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, conclut par ailleurs que la seule présence de l'accusé sur les lieux du crime le 16 avril 1994 a eu pour effet d'encourager les auteurs principaux, en particulier du fait que l'intéressé occupait une position d'autorité. Par conséquent, Ndahimana a aidé et encouragé à commettre le génocide, en vertu de l'article 6.1 du Statut.

29. La majorité reconnaît Ndahimana coupable de génocide par aide et encouragement ainsi qu'à raison de la responsabilité du supérieur hiérarchique qu'il exerçait sur la police communale (chef I). Elle le reconnaît en outre coupable d'extermination constitutive de crime contre l'humanité pour avoir aidé et encouragé à commettre ce crime, et à raison de la responsabilité du supérieur hiérarchique qu'il exerçait sur la police communale (chef III). Le juge Arrey convient avec la majorité que Ndahimana est coupable au titre des chefs I et III, mais marque son désaccord quant à la forme de responsabilité engagée. La Chambre rejette à l'unanimité le chef II.

30. Abordant maintenant les questions concernant la détermination de la peine, la Chambre de première instance considère que la position de Ndahimana en tant que principale autorité politique dans la commune de Kivumu constitue une circonstance aggravante. Toutefois, la majorité, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, estime que cette circonstance est atténuée par le fait, dont elle est convaincue, que Ndahimana ne jouissait pas du même degré d'autorité *de facto* que les bourgmestres qui étaient membres du MRND et/ou qui avaient été plus longtemps à leur poste que lui. La majorité considère aussi comme une circonstance atténuante le fait que l'ampleur de l'opération ayant conduit à la destruction de l'église de Nyange et le meurtre de milliers de civils tutsis témoignaient d'une coordination à grande échelle entre différents groupes, autorités locales et religieuses ainsi qu'assaillants civils. En effet, il semblerait qu'un certain nombre d'individus occupant des positions d'autorité avaient un intérêt dans ces actes de génocide. Ces éléments de preuve n'exonèrent nullement Ndahimana de la responsabilité lui incombant à raison du rôle qu'il a joué dans le massacre commis à l'église de Nyange. Ces éléments laissent toutefois penser que l'accusé a pu participer à ces crimes, par aide et encouragement, sous l'effet de la contrainte plutôt que par extrémisme ou par haine ethnique.

31. La Chambre de première instance note que Ndahimana est venu en aide à un certain nombre de Tutsis pendant cette période, mais ne considère pas que cette aide sélective constitue une circonstance atténuante.

32. La Chambre a pris en considération la gravité de chacun des crimes dont Ndahimana a été reconnu coupable ainsi que les circonstances aggravantes et atténuantes. Par suite, la majorité de la Chambre de première instance, le juge Arrey étant en désaccord sur ce point, condamne Ndahimana à une peine unique de 15 ans d'emprisonnement. Cette peine l'emporte sur toute autre peine infligée à Grégoire Ndahimana par un quelconque État ou par toute autre institution.

33. La durée de la période que Grégoire Ndahimana a passée en détention depuis son arrestation le 11 août 2009 sera déduite de sa peine, en application de l'article 101 C) du Règlement. Cette peine sera purgée dans un État désigné par le Président du Tribunal après consultation de la Chambre. Le Greffier en avisera le Gouvernement rwandais et l'État désigné. Dans l'attente de son transfèrement au lieu désigné pour l'exécution de sa peine, Grégoire Ndahimana sera maintenu en détention sous le régime qui est actuellement le sien.

CHAPITRE II : QUESTIONS PRÉLIMINAIRES

1. Notification des charges

1.1 Introduction

34. La Chambre de première instance rappelle que, le 5 mars 2010, Grégoire Ndahimana a déposé une exception préjudicielle fondée sur un certain nombre de vices de forme qui entacheraient l'acte d'accusation modifié⁶. Le 30 avril 2010, la Chambre de mise en état a statué sur les exceptions soulevées par la Défense⁷. Dans ses dernières conclusions écrites et orales, la Défense a formulé de nouvelles allégations pour se plaindre d'une notification inadéquate des charges à l'accusé⁸. La Chambre n'a pas estimé nécessaire d'examiner des griefs spécifiques se rapportant à des problèmes de notification des charges à l'accusé, là où, dans les parties pertinentes du jugement, elle a conclu que le Procureur n'avait pas prouvé sa thèse. La Chambre estime toutefois utile d'énoncer, dans cette section, les principes juridiques qu'elle a appliqués chaque fois qu'un problème de notification des charges à l'accusé s'est posé dans le présent jugement.

1.2 Droit applicable

35. Les accusations portées et les faits essentiels qui les sous-tendent doivent être exposés de manière suffisamment précise dans l'acte d'accusation pour en informer l'accusé⁹. Le Procureur devrait connaître son dossier avant de se présenter au procès et n'a pas le droit de forger sa thèse lors des débats en fonction de la façon dont se déroule la présentation des éléments de preuve. Les vices d'un acte d'accusation peuvent se manifester au cours du procès parce que la présentation des éléments de preuve ne se déroule pas comme prévu. Dans ces circonstances, la Chambre de première instance se doit de rechercher s'il faut modifier l'acte d'accusation, suspendre les débats ou exclure les éléments de preuve qui n'entrent pas dans le cadre de l'acte d'accusation pour assurer l'équité du procès¹⁰. En rendant son jugement, une Chambre de première instance ne peut déclarer l'accusé coupable que des crimes exposés dans l'acte d'accusation¹¹.

36. La Chambre d'appel a estimé que les actes criminels commis matériellement par l'accusé en personne devaient être énoncés dans l'acte d'accusation de manière précise, si possible en indiquant

⁶ Pièce de la Défense intitulée « *Defence Motion on Defects in the Amended Indictment pursuant to Rule 72* », 5 mars 2010.

⁷ Décision intitulée « *Decision on Ndahimana's Motion on Defects in the Amended Indictment* », 30 avril 2010 (la « *Décision relative aux vices de forme entachant l'acte d'accusation* »).

⁸ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 107 à 110, 531. Voir aussi le compte rendu de l'audience du 21 septembre 2011, p. 80 et 81 (La Chambre note que, selon la Défense, le Procureur n'a pas précisé dans les arguments qu'il a présentés au titre de l'article 6.3 du Statut la source ou l'étendue de l'obligation juridique incombant à l'accusé (pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 444). La Chambre rappelle toutefois que cette question a déjà été traitée dans la *Décision relative aux vices de forme entachant l'acte d'accusation*. Par conséquent, l'objection de la Défense est dénuée de fondement).

⁹ Premier arrêt *Muvunyi*, par. 18 ; arrêt *Seromba*, par. 27 et 100 ; arrêt *Simba*, par. 63 ; arrêt *Muhimana*, par. 76, 167 et 195 ; arrêt *Gacumbitsi*, par. 49 ; arrêt *Ndindabahizi*, par. 16.

¹⁰ Premier arrêt *Muvunyi*, par. 18 ; arrêt *Ntagerura et consorts*, par. 27 ; arrêt *Kvočka et consorts*, par. 30 et 31 ; arrêt *Niyitegeka*, par. 194 ; arrêt *Kupreskić et consorts*, par. 92.

¹¹ Premier arrêt *Muvunyi*, par. 18 ; arrêt *Ndahimana et consorts*, par. 326 ; arrêt *Ntagerura et consorts*, par. 28 ; arrêt *Kvočka et consorts*, par. 33.

notamment « l'identité de la victime, le moment et le lieu du crime et son mode d'exécution »¹². Lorsqu'il est reproché à l'accusé d'avoir planifié, incité à commettre, ordonné ou aidé et encouragé à planifier, préparer ou exécuter les crimes allégués, le Procureur doit préciser les « agissements » ou la « ligne de conduite » de l'intéressé qui donnent lieu aux accusations portées contre lui¹³.

37. Un acte d'accusation qui ne comporte pas cette précision est vicié, mais peut être purgé de son vice si le Procureur fournit en temps voulu à l'accusé des informations claires et cohérentes présentant de façon détaillée les faits sur lesquels reposent les accusations portées contre lui¹⁴. Le principe qui veut que l'acte d'accusation puisse être purgé d'un vice de forme dont il est entaché connaît toutefois des limites¹⁵. La Chambre d'appel a dit que, en certaines circonstances, un mémoire préalable au procès pouvait fournir pareille information¹⁶. En d'autres, les résumés des dépositions de témoins figurant en annexe aux mémoires préalables au procès peuvent également informer suffisamment l'accusé que tels faits font partie de la thèse du Procureur¹⁷.

1.3 Allégations abandonnées

38. La Chambre considère que le Procureur a abandonné les allégations formulées au paragraphe 16 de l'acte d'accusation, car il n'a produit aucun élément de preuve à leur appui¹⁸.

2. Appréciation des éléments de preuve

2.1 Questions préliminaires

39. Par souci de cohérence, la Chambre s'appuiera sur les traductions anglaises de l'ensemble des comptes rendus d'audience et des pièces à conviction. Cependant, dans les cas où la traduction

¹² Arrêt *Muhimana*, par. 76 ; arrêt *Gacumbitsi*, par. 49 ; arrêt *Ntakirutimana*, par. 32 (citant l'arrêt *Kupreškić et consorts*, par. 89).

¹³ Arrêt *Ntagerura et consorts*, par. 25.

¹⁴ Premier arrêt *Muvunyi*, par. 20 ; arrêt *Seromba*, par. 100 ; arrêt *Simba*, par. 64 ; arrêt *Muhimana*, par. 76, 195 et 217 ; arrêt *Gacumbitsi*, par. 49 ; arrêt *Ntagerura et consorts*, par. 28 et 65.

¹⁵ Affaire *Bagosora et consorts*, Décision intitulée « *Decision on Aloys Ntabakuze's Interlocutory Appeal on Questions of Law Raised by the 29 June 2006 Trial Chamber I Decision on Motion for Exclusion of Evidence* », 18 septembre 2006, par. 30 (« Les "faits essentiels nouveaux" ne devraient pas entraîner une "révision radicale" de la thèse du Procureur. La Chambre de première instance devrait toujours tenir compte du risque qu'un élargissement du champ de l'acte d'accusation par l'ajout de faits essentiels nouveaux pourrait entraîner une injustice et un préjudice pour l'accusé. De plus, si les faits essentiels nouveaux sont tels qu'ils peuvent suffire à fonder des chefs d'accusation distincts, le Procureur devrait demander à la Chambre de première instance l'autorisation de modifier l'acte d'accusation et celle-ci ne devrait accorder son autorisation que si elle est convaincue qu'elle n'entraînerait pas une injustice ou un préjudice pour la Défense » [traduction]).

¹⁶ Arrêt *Muhimana*, par. 82 ; arrêt *Gacumbitsi*, par. 57 et 58 ; arrêt *Ntakirutimana*, par. 48 ; arrêt *Naletilić et Martinović*, par. 45.

¹⁷ Affaire *Ndindiliyimana et consorts*, Décision relative à la requête en extrême urgence de Ndindiliyimana aux fins d'interdire au Procureur de présenter en preuve, par l'intermédiaire du témoin ANF, des faits matériels essentiels non repris dans l'acte d'accusation, 15 juin 2006, par. 32 ; affaire *Karemura et consorts*, Décision relative aux requêtes orales de la Défense aux fins d'exclure la déposition du témoin XBM, de sanctionner le Procureur et d'exclure les éléments de preuve qui sortent du cadre de l'acte d'accusation, 20 octobre 2006, par. 33 et 34 ; arrêt *Gacumbitsi*, par. 58 ; arrêt *Muhimana*, par. 201.

¹⁸ Pièce du Procureur intitulée « *Prosecu[tor's Final] Brief* », par. 29 (Le Procureur cite les réunions mais ne se réfère qu'à celles tenues les 8 et 9, et du 11 au 16 avril 1994). Le Procureur n'a fait mention du paragraphe 16 de l'acte d'accusation ni dans ses dernières conclusions écrites ni dans ses réquisitions ; la Chambre suppose donc que l'allégation formulée dans ledit paragraphe a été abandonnée.

française est plus claire, elle indiquera dans la note de bas de page correspondante son choix de se fonder sur la version française du document.

40. De nombreux témoins ont désigné les Tutsis qui avaient trouvé refuge dans l'église de Nyange comme étant des « réfugiés ». La Chambre note qu'il serait plus juste de les qualifier de « personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays »¹⁹. Toutefois, par souci de cohérence avec l'acte d'accusation, les comptes rendus d'audience, les éléments de preuve et d'autres affaires portant sur le même incident, la Chambre continuera à utiliser le terme « réfugiés » pour parler des civils tutsis attaqués à la paroisse de Nyange.

2.2 Charge de la preuve

41. La charge d'établir au-delà de tout doute raisonnable chacun des éléments constitutifs des infractions reprochées à l'accusé incombe uniquement au Procureur et jamais à la Défense. Il ne suffit pas que la Chambre penche en faveur des éléments de preuve à charge plutôt que de ceux à décharge, elle doit, pour entrer en voie de condamnation, être convaincue au-delà de tout doute raisonnable de la culpabilité de l'accusé²⁰. S'il se dégage des éléments de preuve une explication raisonnable qui écarte la culpabilité de celui-ci, le Procureur ne se sera pas acquitté de la charge de la preuve qui lui incombe et l'accusé doit être acquitté²¹.

42. La Défense n'est pas tenue de produire des éléments de preuve pour réfuter la thèse du Procureur, mais si elle présente des éléments jetant un doute raisonnable sur celle-ci, le Procureur ne se serait pas acquitté de la charge de la preuve qui lui incombe²².

2.2.1 Crédibilité des témoins

43. La Chambre de première instance jouit d'un large pouvoir d'appréciation dans le choix des dépositions auxquelles accorder sa préférence et dans l'évaluation de l'incidence qu'ont sur la crédibilité des témoins les incohérences constatées entre leurs dépositions et leurs déclarations antérieures, ou à l'intérieur desdites dépositions et déclarations. La fiabilité d'un témoignage n'est pas automatiquement mise en cause si celui-ci renferme des incohérences mineures, au nombre desquelles on peut citer les dates et les lieux où les réunions se sont tenues²³. De plus, la Chambre a toute la latitude d'apprécier de telles incohérences et décider si, pris dans son ensemble, le témoignage est fiable. Il n'est pas déraisonnable pour la Chambre d'accepter certaines parties d'un témoignage et d'en rejeter d'autres²⁴. C'est pourquoi elle prendra uniquement en compte les incohérences qui, selon elle, pourraient porter à conséquence.

¹⁹ Voir, par exemple, la définition du terme « réfugié » dans la Convention et le Protocole relatifs au statut des réfugiés, Article premier de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 ; celle de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, cinquante-quatrième session, point 9 d) de l'ordre du jour, et celle figurant dans les Principes directeurs relatifs au déplacement de personnes à l'intérieur de leur propre pays, Portée et objet, principe 2, 11 février 1998.

²⁰ Article 87 A) du Règlement de procédure et de preuve du Tribunal pénal international pour le Rwanda (le « Règlement »), qui dispose que la majorité de la Chambre doit considérer que la culpabilité a été prouvée au-delà de tout doute raisonnable. Voir aussi le jugement *Nchamihigo*, par. 12.

²¹ Arrêt *Kayishema et Ruzindana*, par. 117 ; arrêt *Niyitegeka*, par. 60 et 61 ; arrêt *Delalić et consorts*, par. 458.

²² Jugement *Kayishema*, par. 17 ; jugement *Musema*, par. 113.

²³ Deuxième arrêt *Muvunyi*, par. 27 et 28.

²⁴ Ibid., par. 44.

5946

44. La preuve par ouï-dire est une relation de faits dont le témoin n'a pas eu personnellement connaissance. La Chambre a la latitude d'examiner ce genre de preuve avec circonspection et de s'y fonder. Étant donné que la Chambre peut recevoir tout élément de preuve pertinent dont elle estime qu'il a valeur probante²⁵, la preuve par ouï-dire n'est pas en soi irrecevable²⁶. Toutefois, elle peut être entamée par des erreurs de perception doublées de défaillances de la mémoire, des erreurs de narration et le manque de sincérité et devrait être soigneusement examinée avant de s'y appuyer²⁷. Ainsi, l'importance ou la valeur probante qui s'y attache sera habituellement moindre que celle accordée à la déposition sous serment d'un témoin qui a été contre-interrogé²⁸.

2.2.2 Déclarations antérieures

45. L'article 90 A) du Règlement prévoit que les Chambres entendent les témoins en personne. Les déclarations antérieures des témoins qui comparaissent à l'audience ne sont généralement pertinentes que dans la mesure où elles sont nécessaires à la Chambre aux fins de l'appréciation de la crédibilité d'un témoin. S'il n'est pas interdit dans l'absolu de retenir les déclarations antérieures en raison de la véracité de leur contenu, la Chambre d'appel a dit que la jurisprudence du Tribunal déconseille le recours à cette pratique²⁹.

46. Les déclarations antérieures constituent un outil important pour apprécier la crédibilité d'un témoin³⁰. En outre, la Chambre rappelle que le procès-verbal du premier entretien avec un témoin est de la plus haute importance car c'est lui qui, très vraisemblablement, saisira fidèlement le rappel des faits par le témoin, ce rappel étant le plus proche dans le temps des faits et le moins susceptible aux influences ultérieures³¹.

47. Dans son appréciation des éléments de preuve, la Chambre a la latitude de déterminer si les incohérences qui existeraient entre les déclarations antérieures et la déposition à la barre remettent en cause la fiabilité du témoignage³². Par ailleurs, la Chambre d'appel estime que les déclarations antérieures concordantes ne peuvent être utilisées pour conforter la crédibilité d'un témoin qu'à l'effet de réfuter une allégation tendant à établir qu'un témoignage a récemment été monté de toutes pièces³³.

2.2.3 Dépositions de témoins complices

48. La Chambre rappelle que la déposition d'un « témoin complice » doit être considérée avec une prudence toute particulière et, en conséquence, qu'elle est tenue d'examiner soigneusement l'ensemble des circonstances dans lesquelles une telle déposition a été faite lorsqu'elle en apprécie la valeur probante³⁴. La Chambre d'appel a jugé que, dans son sens ordinaire, le terme « complice » désigne « celui qui partage la culpabilité d'une infraction, celui qui participe à l'infraction commise

²⁵ Article 89 C) du Règlement.

²⁶ Arrêt *Akayesu*, par. 284 à 309.

²⁷ Arrêt *Akayesu*, par. 284 à 309 ; jugement *Simić et consorts*, par. 22.

²⁸ Arrêt *Kalimanzira*, par. 96 ; arrêt *Karera*, par. 39.

²⁹ Arrêt *Kalimanzira*, par. 180 ; arrêt *Nchamihigo*, par. 311.

³⁰ Arrêt *Akayesu*, par. 169.

³¹ Arrêt *Niyitegeka*, par. 33.

³² Arrêt *Seromba*, par. 116 ; arrêt *Rutaganda*, par. 443 à 447.

³³ Arrêt *Ntakirutimana et Ntakirutimana*, par. 147 et 148.

³⁴ Arrêt *Nchamihigo*, par. 47 et 48 ; premier arrêt *Muvunyi*, par. 128.

5936

par un autre, le compagnon de crime »³⁵. Un témoin peut être qualifié de complice aux fins d'appréciation de la crédibilité lorsque des preuves tendant à établir qu'il a participé aux actes criminels qui servent de base aux charges dont l'accusé doit répondre ont été produites au procès³⁶. La Chambre rappelle qu'un témoin peut être considéré comme complice même si sa participation au crime en question doit encore être établie³⁷ ou même s'il a déjà purgé sa peine³⁸. Toutefois, la qualification de témoin complice ne saurait se justifier lorsque le témoin a déjà été acquitté des actes criminels mis en cause³⁹, ou s'il n'est accusé que de crimes semblables à ceux imputés à l'accusé⁴⁰.

49. La Chambre considère que les témoins à charge CNT, CBR, CDL, CNJ, CDK et CBT ainsi que ceux à décharge ND6, ND22 et ND24 sont des témoins complices, chacun d'entre eux ayant purgé ou purgeant actuellement une peine en raison de sa participation aux faits survenus à la paroisse de Nyange à la mi-avril 1994. La Chambre reconnaît que le simple fait qu'un témoin détenu ait pu être tenté de mentir à la barre pour obtenir l'indulgence des autorités rwandaises « n'est pas, en soi, suffisant pour établir qu'il a effectivement menti »⁴¹.

50. La Chambre examinera soigneusement si chaque témoin complice avait des « motifs précis de déposer comme il l'a fait et de mentir », lors de l'appréciation de la valeur probante à accorder à une telle déposition⁴². Dans l'affaire *Nchamihigo*, la Chambre d'appel a cité les éléments ci-après comme étant particulièrement importants pour apprécier si un témoin complice a eu quelque motif de fabriquer son témoignage de toutes pièces ou a été incité à le faire⁴³. Il s'agit de la satisfaction avec laquelle les contradictions relevées dans sa déposition ont été expliquées⁴⁴; la question de savoir si le témoin complice a conclu un accord de reconnaissance de culpabilité avec le Procureur; s'il a déjà été jugé et condamné ou s'il attend toujours la fin de son procès⁴⁵; s'il pourrait avoir quelque autre raison de garder une rancune contre l'accusé⁴⁶, et si la déposition du témoin a été corroborée⁴⁷. Il est important de relever que cette liste n'est pas exhaustive, la Chambre de première instance gardant toute la latitude d'apprécier la crédibilité de la déposition d'un témoin au cas par cas.

51. Il appert de la jurisprudence que l'élément le plus important pour apprécier si un témoin complice avait des motifs de mentir semble être la question de savoir si sa déposition influera favorablement sur sa propre cause. Dans l'affaire *Kordić et Čerkez*, la Chambre de première instance a relevé que l'espoir « d'obtenir une réduction de sa peine » tenait du mobile, tout comme la mesure dans laquelle sa déposition « est corroborée par d'autres éléments de preuve »⁴⁸. Les mêmes considérations ressortaient dans l'affaire *Niyitegeka*, où la Chambre d'appel a fait observer

³⁵ Arrêt *Niyitegeka*, par. 98. Voir aussi l'arrêt *Ntagerura*, par. 203.

³⁶ Jugement *Niyitegeka*, par. 73 et 245.

³⁷ Jugement *Simba*, par. 164.

³⁸ Deuxième jugement *Muvunyi*, par. 14.

³⁹ Arrêt *Ntagerura*, par. 239 et 240.

⁴⁰ Id.

⁴¹ Arrêt *Ntakirutimana et Ntakirutimana*, par. 181.

⁴² Arrêt *Ntagerura*, par. 206 (citant le jugement *Čelebići*, par. 759 et 762); jugement *Kordić et Čerkez*, par. 630.

⁴³ Arrêt *Nchamihigo*, par. 47.

⁴⁴ Arrêt *Simba*, par. 129.

⁴⁵ Voir le jugement *Blagojević et Jokić*, par. 24.

⁴⁶ Voir le jugement *Kajelijeli*, par. 151.

⁴⁷ Voir l'arrêt *Nchamihigo*, par. 45 (Bien qu'importante, la corroboration n'est pas exigée).

⁴⁸ Jugement *Kordić et Čerkez*, par. 628 et 630.

que le motif peut découler du fait pour un complice d'être incité à « fabriquer de toutes pièces un témoignage pour influencer sur sa propre cause ou pour obtenir une peine plus légère »⁴⁹ [traduction].

52. Par conséquent, si les dépositions de témoins complices seront examinées avec prudence, la Chambre recourra à un degré moindre de prudence à l'égard de témoins pour lesquels aucune circonstance particulière ni aucun motif particulier de mentir ne peut être identifié.

2.2.4 Alibi et charge de la preuve

53. Bien que la Défense ait invoqué un alibi pour la période du 6 au 9 avril 1994, la Chambre ne se prononcera pas sur les éléments de preuve produits à l'appui de celui-ci, car ces éléments ne se rapportent pas aux charges formulées contre Ndahimana⁵⁰. La Chambre observe que l'article 67 A) ii) a) du Règlement dispose que la Défense notifie au Procureur son intention d'invoquer un alibi « avant le début du procès », et spécifie « les noms et adresses des témoins ainsi que tous autres éléments de preuve sur lesquels l'accusé a l'intention de se fonder pour établir son alibi ». La Défense a également invoqué un alibi pour la période du 14 au 16 avril 1994. La première notification d'alibi a été déposée le 3 septembre 2010 ; les noms et adresses de certains des témoins pertinents ont été communiqués le 21 septembre 2010. En ce qui concerne l'alibi pour le 16 avril 1994, seuls le nom et l'adresse du témoin BX3 ont été communiqués le 21 septembre 2010, avant la fin de la présentation des moyens à charge. Les noms et adresses des témoins ND35 et ND17 ont été communiqués respectivement le 7 et le 13 avril 1994, presque à la fin de la présentation des moyens à décharge.

54. La notification d'alibi concernant le 15 avril 1994 a été déposée dans les délais, au début de la présentation des moyens à charge⁵¹.

55. S'agissant de l'alibi concernant le 16 avril 1994, la Chambre rappelle que le défaut de soulever un alibi à temps peut avoir une incidence sur les conclusions de la Chambre de première instance⁵², qui peut en tenir compte au moment d'évaluer la crédibilité de l'alibi⁵³. Elle prendra en considération, lors de l'évaluation de la crédibilité de l'alibi invoqué pour le 16 avril 1994, le dépôt tardif par la Défense de la notification d'alibi.

56. La Chambre rappelle en outre que, en invoquant un alibi, l'accusé ne nie pas seulement avoir commis les crimes qui lui sont imputés, mais affirme aussi qu'il se trouvait, au moment de la commission desdits crimes, dans un lieu autre que celui où ceux-ci ont été commis. Comme indiqué plus haut, il incombe au Procureur de prouver la culpabilité de l'accusé au-delà de tout doute raisonnable. En conséquence, pour réfuter une défense d'alibi, le Procureur doit démontrer au-delà

⁴⁹ Arrêt *Niyitegeka*, par. 98.

⁵⁰ Comptes rendus des audiences du 24 et du 25 février 2011 (témoin KR3), du 28 février 2011 (témoin Munsy), p. 2 et 3, du 23 février 2011 (témoin BX3), p. 7 et 8, et du 21 février 2011 (témoin Rucyeribuga), p. 50, 60 et 64 (Tous les témoins ont déposé à propos du voyage effectué par Ndahimana de Kigali à Kivumu, en passant par Gitarama, entre le 6 et le 9 avril 1994). Voir aussi la pièce du Procureur intitulée « *Prosecu[tor's Final] Brief* », par. 211 à 227.

⁵¹ La Chambre rappelle que les noms et adresses des témoins Anicet Tumusenge, Thérèse Mukabideri, Béatrice Mukankusi et Clément Kayishema ont été communiqués le 21 septembre 2010 (Voir la pièce de la Défense intitulée « *Supplement to the Notice of Alibi filed on 3rd September 2010* », 21 septembre 2010).

⁵² Arrêt *Rutaganda*, note de bas de page 392. Voir aussi la pièce du Procureur intitulée « *Prosecu[tor's Final] Brief* », par. 208.

⁵³ Jugement *Kajelijeli*, par. 164 ; jugement *Kamuhanda*, par. 82 ; jugement *Musema*, par. 107 ; jugement *Niyitegeka*, par. 50 ; jugement *Kayishema et Ruzindana*, par. 237 ; jugement *Semanza*, par. 82.

591 bis

de tout doute raisonnable que l'alibi de la Défense ne tient pas et prouver que l'accusé était présent et qu'il a commis les crimes qui lui sont imputés. Comme la Chambre d'appel l'a réitéré dans l'arrêt *Zigiranyirazo*, la défense d'alibi ne crée pas une charge de preuve distincte. Au contraire, le juge des faits, à savoir la Chambre, doit examiner si la Défense a invoqué un alibi « soulevant un doute raisonnable quant à la preuve rapportée par le Procureur » et « [s]i l'alibi est vraisemblable, il doit être retenu »⁵⁴. Pour justifier un verdict de culpabilité, le Procureur doit établir que, malgré l'alibi, les faits tels qu'allégués sont vrais au-delà de tout doute raisonnable, soit en prouvant que l'alibi invoqué n'exclut pas que l'accusé ait été présent sur le lieu du crime au moment de la commission de celui-ci, soit en démontrant que l'alibi n'est pas plausible⁵⁵. Bref, la Chambre ne peut rejeter un alibi que si le Procureur établit « au-delà de tout doute raisonnable que, en dépit des éléments de preuve produits à l'appui de l'alibi, les faits rapportés dans l'acte d'accusation étaient vrais »⁵⁶.

2.2.5 Juridictions *gacaca*

57. La Chambre est consciente que Ndahimana a été condamné par les juridictions *gacaca* avant son procès devant le TPIR⁵⁷. Elle note que les parties n'ont pas soulevé d'objections quant à la possibilité d'une double incrimination. Quoi qu'il en soit, elle rappelle que le jugement rendu en l'espèce l'emporte sur tout autre jugement prononcé contre Grégoire Ndahimana par un quelconque État ou toute autre institution (voir le chapitre V relatif à la détermination de la peine).

58. S'intéressant à présent aux dossiers *gacaca*, la Chambre reconnaît que les dossiers judiciaires rwandais sont un outil précieux pour l'appréciation de la crédibilité des témoins, en particulier lorsque ces dossiers sont utilisés pendant l'interrogatoire des intéressés. En l'espèce, la Chambre a pris en compte les dossiers des juridictions *gacaca* déposés comme pièces à conviction, pour se prononcer sur la crédibilité individuelle des témoins.

59. La Chambre rappelle que la Chambre de première instance et la Chambre d'appel ont toutes deux, à différentes occasions, souligné que les procès *gacaca* conservent un caractère purement rwandais et que les juridictions *gacaca* constituent des organes judiciaires distincts et différents du TPIR. Pour ce motif, bien que les dossiers *gacaca* soient une précieuse ressource, le contenu des dossiers susvisés n'est revêtu ni d'une force obligatoire ni d'une autorité devant le Tribunal de céans⁵⁸.

60. La Chambre a par ailleurs examiné les dépositions de deux juges de juridictions *gacaca* ayant pris part à des procès *gacaca* concernant l'accusé, en l'occurrence les témoins ND8 et ND9. Elle relève que les deux témoins savaient que Ndahimana avait été jugé par contumace⁵⁹. En outre, les intéressés ont affirmé que, lors des procès *gacaca*, les témoins à charge CDL, CBR et CBN avaient tous faussement allégué que l'accusé avait participé aux attaques à l'église de Nyange. Leurs assertions se fondaient sur des allégations formulées par les membres de la population au moment où se déroulaient les dépositions des témoins à charge⁶⁰. La Chambre fait observer qu'elle

⁵⁴ Arrêt *Zigiranyirazo*, par. 17.

⁵⁵ Ibid., par. 18.

⁵⁶ Arrêt *Musema*, par. 202.

⁵⁷ Voir, par exemple, la pièce à conviction D.97.

⁵⁸ Arrêt *Renzaho*, par. 460 et 469 ; jugement *Bizimungu et consorts*, par. 493.

⁵⁹ Comptes rendus des audiences du 27 janvier 2011 (témoin ND8), p. 55 et 56 (huis clos), et du 25 janvier 2011 (témoin ND9), p. 78 (huis clos).

⁶⁰ Comptes rendus des audiences du 27 janvier 2011 (témoin ND8), p. 58 à 63 (huis clos), et du 26 janvier 2011 (témoin ND9), p. 4 à 8.

590 bis

préfère s'appuyer sur les dépositions faites en l'espèce, pour apprécier la crédibilité de ces témoins⁶¹.

61. La Chambre émet aussi des réserves quant à la crédibilité des témoins ND8 et ND9. Elle fait observer en particulier que l'on ne sait trop comment ND8, qui ne faisait pas partie des juges siégeant dans le procès concernant Ndahimana, a pu suivre ledit procès de si près, du début à la fin⁶². En outre, ND9 a expliqué à la présente Chambre que les juges ayant siégé à ces audiences *gacaca* avaient l'intention d'acquitter Ndahimana parce que celui-ci était innocent des crimes qui lui étaient imputés. Invité lors du contre-interrogatoire à fournir de plus amples informations sur cette déclaration, ND9 a dit que les seules personnes à avoir témoigné contre Ndahimana étaient des coauteurs, mais que les membres de la population et tous les témoins à décharge étaient persuadés de l'innocence de l'accusé⁶³. De plus, la Chambre note que ND9 a fausement affirmé à la barre que la loi portant organisation et compétence des juridictions *gacaca* disposait que toutes les personnes occupant une position d'autorité au niveau communal devaient être déclarées coupables⁶⁴. Pour ces motifs, la Chambre estime que ces témoins ne sont pas crédibles.

⁶¹ Arrêt *Nahimana et consorts*, par. 194 ; arrêt *Bikindi*, par. 114 ; arrêt *Nchamihigo*, par. 47 et 285.

⁶² Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 54 à 56 (huis clos).

⁶³ Compte rendu de l'audience du 26 janvier 2011, p. 20 à 22 (huis clos).

⁶⁴ *Ibid.*, p. 25 et 26.

CHAPITRE III : CONSTATATIONS DE FAIT

1. Attaques lancées contre les maisons de civils entre le 6 et le 11 avril 1994

1.1 Introduction

62. Dans le paragraphe 13 de l'acte d'accusation, le Procureur allègue que, à la mort du Président rwandais survenue le 6 avril 1994, Télesphore Ndungutse a mené des attaques contre des civils tutsis chez eux dans la commune de Kivumu, tuant Martin Karekezi, Thomas Mwendezi et certains membres de la famille de Grégoire Ndakubana pour contribuer au succès de l'entreprise criminelle commune. Le Procureur n'est revenu sur ce paragraphe ni dans ses dernières conclusions écrites ni dans ses réquisitions.

63. La Défense soutient qu'aucun témoin à charge n'a établi de lien entre Ndahimana et les attaques alléguées au paragraphe 13 de l'acte d'accusation⁶⁵. En outre, Ndahimana se trouvait à Kigali lorsque lesdites attaques ont eu lieu et n'en avait donc pas connaissance. Informé des incidents à son retour dans la commune de Kivumu, il a immédiatement procédé à l'arrestation des présumés auteurs des meurtres commis. Les suspects ont été libérés par la suite par l'inspecteur de police judiciaire (l'« IPJ ») Fulgence Kayishema (« Kayishema » ou l'« IPJ Kayishema »)⁶⁶.

64. Même si la Défense a fourni un alibi pour la période allant du 6 au 9 avril 1994, la Chambre ne se prononcera pas sur les éléments de preuve produits au soutien dudit alibi, ceux-ci n'étant pas pertinents pour les charges formulées contre l'accusé en l'espèce⁶⁷.

1.2 Éléments de preuve

1.2.1 Témoin à charge CDL

65. En avril 1994, le témoin CDL, d'ethnie hutue, était enseignant et habitait le secteur de Nyange, commune de Kivumu. Il avait été condamné au Rwanda pour des crimes commis dans la commune de Kivumu en avril 1994⁶⁸. Il travaillait au bureau communal lorsque Ndahimana avait pris ses fonctions à la fin octobre ou début novembre 1993 et il avait connu l'accusé à ce moment-là⁶⁹.

66. Le 7 avril 1994, des assaillants hutus avaient commencé à tuer les civils tutsis dans la partie de la commune de Kivumu connue sous le nom de Murambi. Dans la nuit du 7 avril 1994, des assaillants conduits par Ndungutse, un enseignant d'ethnie hutue et vice-président du MRND, avaient attaqué la famille Ndakubana, tuant deux enfants et blessant d'autres membres de ladite famille, qui avaient été conduits à l'hôpital le lendemain. Parmi les autres Tutsis tués pendant cette période figuraient Thomas Mwendezi, qui habitait le secteur de Kigali, Martin Karekezi, un moniteur agricole, et M. Muhigirwa, qui tenait un commerce près de la statue de la Vierge Marie.

⁶⁵ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 91.

⁶⁶ Ibid., par. 93 et 94.

⁶⁷ Comptes rendus des audiences des 24 et 25 février 2011 (témoin KR3), du 28 février 2011 (témoin Munsy), p. 2 et 3, du 23 février 2011 (témoin BX3), p. 7 et 8 (huis clos), et du 21 février 2011 (témoin Rucyeribuga), p. 59, 60, 64 (Qui ont tous déposé au sujet du voyage de Ndahimana de Kigali à Kivumu en passant par Gitarama du 6 au 9 avril 1994). Voir aussi la pièce du Procureur intitulée « *Prosecu[tor's Final] Brief* », par. 211 à 227.

⁶⁸ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 63 (huis clos) ; pièce à conviction P.46.

⁶⁹ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 63 et 64 (huis clos).

Gaspard Gasigwa avait été arrêté au sujet du meurtre de Mwendezi. Un dénommé Callixte et d'autres personnes soupçonnées d'avoir participé au meurtre de Karekezi avaient aussi été arrêtés. Les auteurs d'autres meurtres n'avaient pas été mis en détention. Les suspects avaient été remis en liberté le lendemain de leur arrestation⁷⁰, mais le témoin n'a pas dit par qui.

1.2.2 Témoin à charge CDZ

67. En avril 1994, le témoin à charge CDZ, d'ethnie tutsie, était commerçant dans la commune de Kivumu⁷¹. Il connaissait bien Ndahimana⁷².

68. La famille Ndakubana habitait le secteur de Nyange. Le 7 avril 1994⁷³, elle avait été la cible d'une attaque durant laquelle deux enfants et un visiteur avaient été tués⁷⁴. La nièce du témoin avait été blessée lors de l'attaque. Le témoin s'était rendu auprès de l'IPJ Kayishema pour l'informer de l'attaque dont sa famille avait fait l'objet et avait demandé l'intervention de l'intéressé pour arrêter les tueries⁷⁵. Kayishema avait refusé d'en arrêter les auteurs, affirmant que s'il procédait à l'arrestation des auteurs de ces crimes, d'autres assaillants pourraient tuer les membres survivants de la famille⁷⁶.

1.2.3 Témoin à charge CBN

69. En avril 1994, le témoin à charge CBN, un agriculteur d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu⁷⁷.

70. À en croire CBN, dans la nuit du 9 avril 1994, la famille Ndakubana du secteur de Nyange avait été attaquée. Des membres de ladite famille avaient été tués par des assaillants armés de machettes. Dans la même nuit, un certain Thomas avait été tué. Les auteurs présumés de ce meurtre avaient été arrêtés, puis relâchés le lendemain⁷⁸. Le témoin n'a pas dit comment il avait été informé de cet incident.

1.2.4 Témoin à charge CNJ

71. En avril 1994, le témoin à charge CNJ, d'ethnie hutue, habitait le secteur de Gasave de la commune de Kivumu⁷⁹. Il savait que Ndahimana était bourgmestre de la commune de Kivumu pendant le conflit⁸⁰.

72. Le témoin passait tous les jours devant la maison de Ndakubana en se rendant au marché. La famille de celui-ci avait été attaquée dans la nuit du 7 avril 1994 par des assaillants conduits par Ndungutse⁸¹. Le lendemain, le témoin s'était rendu chez Ndakubana et avait constaté que deux

⁷⁰ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 66 à 69.

⁷¹ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 29 ; pièce à conviction P.4.

⁷² Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 41.

⁷³ Ibid., p. 42.

⁷⁴ Comptes rendus des audiences du 8 septembre 2010, p. 34 (huis clos), p. 42.

⁷⁵ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 42.

⁷⁶ Id.

⁷⁷ Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 18 ; pièce à conviction P.6.

⁷⁸ Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 17.

⁷⁹ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 50 ; pièce à conviction P.20.

⁸⁰ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 50.

⁸¹ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 72 (huis clos).

personnes avaient été tuées⁸². L'IPJ Kayishema était arrivé sur les lieux, mais n'avait procédé à aucune arrestation. Il avait simplement demandé qu'une personne blessée dans l'attaque soit conduite au centre de santé. Par la suite, le témoin avait appris que deux ou trois personnes avaient été arrêtées et que, à la suite d'une réunion tenue au bureau communal le 11 avril 1994, elles avaient été remises en liberté⁸³.

1.2.5 Témoin à charge CBR

73. En avril 1994, le témoin CBR, d'ethnie hutue, habitait le secteur de Nyange dans la commune de Kivumu⁸⁴. Il avait été condamné pour participation au génocide⁸⁵. Il savait que Ndahimana était bourgmestre de la commune de Kivumu⁸⁶.

74. Le 7 avril 1994, Ndungutse avait informé le témoin et d'autres personnes que « le Chef de l'État a[vait] été tué par des "Inyenzi" », et leur avait demandé de « venger la mort [du Président] »⁸⁷. Ndungutse avait déjà incité la population locale contre les Tutsis en 1990, mais le bourgmestre de l'époque avait mis fin à de telles activités.

75. Ndungutse avait ensuite dit qu'il se rendait au bureau communal⁸⁸. À son retour au lieu-dit Karuteyi entre 14 heures et 15 heures, il a pris la parole devant une réunion et a rencontré un groupe de membres de la population dont faisait partie le témoin. Ndungutse était accompagné de ses collègues enseignants Innocent Tuyisenge, Bosco Uwayezu, Tharcisse Nyiribuga et Dominique Hakizimana ainsi que du témoin KR3⁸⁹. Le témoin CBR a précisé que Ndungutse leur avait alors « demandé d'aller tuer les Tutsis en commençant par un certain Ndakubana »⁹⁰.

76. À la tombée de la nuit, un groupe d'assaillants, dont le témoin, avait pris des armes chez Ndungutse et s'était rendu chez Ndakubana. Ndungutse ne les avait pas accompagnés. Les fils de Ndakubana avaient dans un premier temps réussi à repousser les assaillants, qui avaient informé Ndungutse de leur échec. Celui-ci s'était rendu chez le témoin KR3. Celui-ci lui avait fourni des renforts provenant de Ndaro, avec lesquels les assaillants étaient retournés chez Ndakubana. De retour sur les lieux, les assaillants avaient tué deux des cinq membres de la famille Ndakubana se trouvant encore dans la maison et blessé les trois autres⁹¹. L'identité des assaillants était connue de tous, mais, a indiqué CBR, « [l']autorité communale qu'incarnait Ndahimana ne nous a[vait] pas inquiétés »⁹². Au contraire, le lendemain des meurtres, des membres de la famille de Ndakubana s'étaient plaints de Ndungutse auprès de « l'administration communale », mais, lorsque l'IPJ Kayishema et Joseph Habiyaambere (« Habiyaambere »), un juge local, étaient arrivés sur les lieux du crime, ils s'étaient contentés de demander aux assaillants d'enterrer les corps. L'un des rescapés avait informé Kayishema et Habiyaambere que l'attaque avait été dirigée par Ndungutse et avait désigné les autres assaillants présents sur les lieux ce jour-là ; puis, il avait demandé pourquoi les

⁸² Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 73.

⁸³ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 73 (huis clos).

⁸⁴ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 7 ; pièce à conviction P.14.

⁸⁵ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 11, 48, 59.

⁸⁶ Ibid., p. 7.

⁸⁷ Ibid., p. 8.

⁸⁸ Id.

⁸⁹ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 9.

⁹⁰ Id.

⁹¹ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 10 et 11.

⁹² Ibid., p. 11.

5866

assaillants avaient été simplement invités à enterrer les victimes. Kayishema et Habiyaambere avaient répondu : « Si vous nous montrez l'auteur de la mort du Chef de l'État, nous allons également vous montrer les auteurs du meurtre des [vôtres] ». Aucune enquête n'avait été ouverte et les auteurs de ce crime n'avaient subi aucune conséquence pendant la durée du mandat de Ndahimana comme bourgmestre⁹³.

1.2.6 Témoignage à décharge ND13

77. En avril 1994, le témoin ND13, d'ethnie hutue, était employé à la préfecture de Kibuye⁹⁴.

78. Le témoin a dit à la barre que Ndungutse était le vice-président communal du MRND en avril 1994 et l'un des cerveaux des massacres commis dans la commune de Kivumu en 1994⁹⁵. Il n'était pas placé sous l'autorité de Ndahimana pendant la période en cause⁹⁶. Son supérieur hiérarchique était l'inspecteur de l'enseignement primaire du secteur, Jean Baptise Kagenza, qui était par ailleurs président du MRND pour la commune⁹⁷.

1.2.7 Témoignage à décharge ND3

79. Le témoin ND3 est d'ethnie hutue. Son père était conseiller dans la commune de Kivumu en avril 1994⁹⁸. Le témoin avait connu Ndahimana en fin 1993, lorsque celui-ci était venu emprunter un véhicule à son père⁹⁹.

80. Des membres de la famille de Ndakubana avaient été tués le 7 avril 1994. À la suite de cette attaque, la situation sécuritaire dans la commune s'était détériorée encore plus¹⁰⁰. Le témoin pouvait voir de chez lui la maison de Ndakubana. Son père lui avait appris que l'attaque contre la famille de Ndakubana avait été dirigée par Téléphore Ndungutse et le témoin CBR¹⁰¹.

81. Le 10 avril 1994, Ndahimana avait adressé au père du témoin une lettre dans laquelle l'accusé disait :

Je vous écris cette lettre pour vous demander de préserver la sécurité dans le secteur placé sous votre autorité.

Monsieur le Conseiller,

Comme il apparaît que la sécurité se détériore de plus en plus, je vous demande avec insistance ce qui suit :

- Continuer à maintenir la sécurité de la population ;
- Éviter la discorde ;
- Veiller particulièrement à contrôler les frontières avec les préfectures voisines puisqu'il s'avère que les semeurs de trouble dans ces préfectures pourraient s'infiltrer dans notre commune pour y troubler la paix¹⁰².

⁹³ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 12 et 13.

⁹⁴ Comptes rendus des audiences du 17 janvier 2011, p. 11 (huis clos), p. 41 ; pièce à conviction D.84.

⁹⁵ Compte rendu de l'audience du 17 janvier 2011, p. 36.

⁹⁶ Id.

⁹⁷ Id.

⁹⁸ Comptes rendus des audiences du 15 février 2011, p. 40 (huis clos), et du 17 février 2011, p. 13.

⁹⁹ Compte rendu de l'audience du 15 février 2011, p. 40 (huis clos).

¹⁰⁰ Ibid., p. 41 (huis clos).

¹⁰¹ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 10 (huis clos).

¹⁰² Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 2 et 3 ; pièce à conviction D.108A.

585 bis

82. L'original de la lettre était conservé dans les papiers du père du témoin¹⁰³.

1.2.8 Témoin à décharge ND4

83. En avril 1994, le témoin ND4, d'ethnie hutue, était un élève âgé de 13 ans. Son père était membre du MDR¹⁰⁴.

84. Lorsque Ndahimana avait été informé des problèmes que connaissait la région, il avait d'abord envoyé « un message verbal » au père du témoin. Le 11 avril 1994, Ndahimana avait écrit au père du témoin une lettre dans laquelle il disait :

Certaines personnes ont commencé à commettre des violences contre leurs voisins sur base ethnique. J'espère sans aucun doute que vous allez vous adresser aux adhérents du MDR que vous dirigez pour leur dire qu'ils ne doivent agresser personnes sur base de sa naissance comme Ndungutse est en train de le faire en collaboration avec ses complices¹⁰⁵.

85. À une date non précisée par le témoin, Ndungutse avait rendu visite au père du témoin et lui avait dit : « Nous finirons par savoir ce que vous et Ndahimana vous faites. Si vous n'êtes pas *Inyenzi*, vous êtes complices des *Inyenzi*, sauf si vous décidez de vous associer à moi dans mes activités ». Le père du témoin avait répondu qu'il n'avait rien contre les Tutsis, et Ndungutse était alors reparti¹⁰⁶.

86. Un mardi, qui était jour de marché, « lorsque les massacres avaient diminué d'intensité », Ndungutse avait pris la parole devant une foule réunie sur la place du marché de Bamiro. Il avait donné lecture d'une liste de personnes qu'il avait traitées de « couards » et annoncé que celles-ci devaient acheter à boire en guise « d'amendes ». Le père du témoin et Ndahimana faisaient partie de ceux qui avaient été traités de lâches¹⁰⁷.

1.2.9 Témoin à décharge ND5

87. En avril 1994, le témoin ND5, d'ethnie hutue, était agriculteur¹⁰⁸.

88. Dans la nuit du 9 au 10 avril 1994, entre 20 heures et 22 heures, des assaillants de la cellule du témoin avaient tué un vieil homme du nom de Thomas Mwendezi¹⁰⁹. Le lendemain, le 10 avril 1994, le témoin et cinq autres personnes avaient été arrêtés par les policiers Adrien Niyitegeka¹¹⁰ (« Niyitegeka ») et Télesphore Munyantarama (« Munyantarama ») à propos de ce meurtre. Lors de cette arrestation, le témoin avait tenté d'expliquer aux agents de police qu'il n'y avait pas participé, mais Niyitegeka avait répondu que Ndahimana lui avait donné l'ordre d'arrêter les suspects, dont le témoin. Les suspects avaient été conduits au bureau communal par les policiers et présentés à Ndahimana. Lorsqu'ils avaient nié avoir été mêlés au meurtre de Mwendezi, Ndahimana avait

¹⁰³ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 28.

¹⁰⁴ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 35, 47 et 48 (huis clos).

¹⁰⁵ Ibid., p. 37 et 41 (huis clos).

¹⁰⁶ Ibid., p. 44 et 45 (huis clos).

¹⁰⁷ Comptes rendus des audiences du 17 février 2011, p. 45 et 46 (huis clos), p. 61 à 64.

¹⁰⁸ Compte rendu de l'audience du 26 janvier 2011, p. 53 ; pièce à conviction D.98.

¹⁰⁹ Compte rendu de l'audience du 26 janvier 2011, p. 54.

¹¹⁰ Niyitegeka était aussi connu sous les noms de « Maharamu » ou « Gichade ».

décidé qu'ils passeraient la nuit au cachot communal en attendant l'enquête de l'inspecteur de police judiciaire. Le lendemain, les suspects s'étaient entretenus avec l'IPJ Kayishema pendant une quarantaine de minutes. Celui-ci leur avait alors demandé de rentrer chez eux en attendant la fin de son enquête. De l'avis du témoin, Ndahimana n'avait joué aucun rôle dans sa relaxe ce jour-là¹¹¹.

1.2.10 Témoin à décharge KR3

89. En 1994, le témoin KR3, d'ethnie hutue, travaillait dans la commune de Kivumu¹¹².

90. Ndahimana se trouvait à Kigali lorsque le Président Habyarimana avait été tué. Il était revenu dans la commune de Kivumu le 9 avril 1994¹¹³.

91. Le témoin avait appris que deux enfants de la famille Ndakubana avaient été tués et que deux autres membres de la famille avaient été blessés dans les jours qui avaient suivi la mort du Président Habyarimana. Cette famille habitait le secteur de Nyange, non loin du domicile du témoin¹¹⁴. Face à cette situation, « il a[vait] été décidé que les policiers communaux ainsi que les membres des comités de cellule s'attelle[raie]nt à la sécurité des membres de la population »¹¹⁵.

92. Le 8 avril 1994 ou vers cette date, Ndungutse avait demandé au témoin de participer à l'attaque contre la famille Ndakubana, mais le témoin avait refusé. Par la suite, Ndungutse avait cherché à faire tuer le témoin « parce que [celui-ci] avai[t] refusé de l'accompagner lors de l'attaque qu'il comptait lancer chez Ndakubana »¹¹⁶. Le témoin avait alors commencé à se déplacer en compagnie d'un policier communal, mais, constatant que cette situation était intenable, il avait parlé du problème à Ndahimana. Lorsque celui-ci avait été informé des menaces de Ndungutse, « il a[vait] agi ». Il avait demandé au brigadier de police communal, Jean Bosco Abayisenga (« Abayisenga »), de désarmer Ndungutse, ce qui avait été fait par Abayisenga et un réserviste de l'armée dénommé Boniface Kabalisa (« Kabalisa »), et « cela a[vait] mis fin au problème parce que Ndungutse n'avait plus d'arme »¹¹⁷.

1.2.11 Témoin à décharge ND34

93. En avril 1994, le témoin ND34, d'ethnie hutue, habitait la commune de Kivumu¹¹⁸. Ndahimana était son voisin¹¹⁹. Le témoin l'avait vu pour la première fois en 1993 lors d'une réunion du MDR tenue dans le secteur de Nyange¹²⁰.

94. La situation sécuritaire de la commune de Kivumu s'était détériorée immédiatement après la mort du Président Habyarimana. La famille d'un certain Thomas avait été attaquée le 8 avril 1994. Le 9 avril 1994, un groupe dirigé par Callixte Muryaneza, Théoneste, Modeste et Venuste avait attaqué Martin Karekezi¹²¹. Un dimanche, vers 8 heures¹²², le témoin avait vu Ndahimana arriver

¹¹¹ Compte rendu de l'audience du 26 janvier 2011, p. 53 à 58.

¹¹² Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 53 ; pièce à conviction D.95.

¹¹³ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 60 et 61 (huis clos).

¹¹⁴ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 71.

¹¹⁵ Id.

¹¹⁶ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 8 (huis clos).

¹¹⁷ Ibid., p. 8 et 9 (huis clos).

¹¹⁸ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 70.

¹¹⁹ Ibid., p. 69 et 70.

¹²⁰ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 36 (huis clos).

¹²¹ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 72.

583-61

chez les Karekezi en compagnie de deux policiers communaux dont l'un s'appelait Léonard Kibyutsa. Ndahimana avait interrogé ceux qui s'étaient rassemblés sur les lieux, et ceux-ci avaient cité les noms des présumés auteurs du meurtre de Karekezi¹²³. Le 11 avril 1994, le témoin avait vu l'un des suspects, qui lui avait appris que ses compagnons et lui avaient été remis en liberté ce jour-là par l'IPJ Kayishema, et que celui-ci leur avait dit que les enquêtes relevaient de sa seule responsabilité¹²⁴.

1.3 Délibération

95. La Défense affirme que Ndahimana n'était pas dans la commune de Kivumu les jours où les meurtres ont été commis¹²⁵. Ndahimana n'étant pas accusé d'avoir personnellement participé aux attaques alléguées, la question relative à sa présence dans la commune de Kivumu au moment des faits ne revêt pas de pertinence. Ce qui importe ici, c'est de savoir si l'accusé a planifié ou encouragé les attaques, ou s'il avait connaissance de celles-ci et de l'identité des auteurs présumés et n'a pas pris les mesures préventives ou punitives nécessaires.

96. La Chambre relève qu'il n'est fait état au paragraphe 13 de l'acte d'accusation que des seuls crimes auxquels Télesphore Ndungutse aurait participé, même s'il est question dans le paragraphe de trois meurtres différents. Sur la base des preuves directes et des preuves par ouï-dire produites par les témoins CDL, CNJ, CBR, KR3, ND3 et ND4, la Chambre tient pour établi que Télesphore Ndungutse a participé à l'attaque contre la famille Ndakubana, pendant laquelle deux enfants ont été tués et d'autres personnes blessées. Les éléments de preuve n'étaient pas l'allégation selon laquelle l'intéressé a aussi pris part au meurtre de Martin Karekezi ou à celui de Thomas Mwendezi. Sur la base des dépositions des témoins CDL et CBN, la Chambre tient pour prouvé que Ndahimana a pris des mesures pour arrêter les auteurs présumés de l'assassinat de Karekezi et de Mwendezi. Le témoin CNJ a dit avoir entendu que deux ou trois personnes dont les noms n'avaient pas été cités avaient été arrêtées, puis relâchées à propos du meurtre des Ndakubana¹²⁶. La Chambre note toutefois que cette preuve vague et par ouï-dire n'a pas été corroborée. Quoi qu'il en soit, aucun élément de preuve du dossier ne démontre que Ndahimana a pris des mesures disciplinaires ou punitives contre Ndungutse.

97. La Chambre rappelle qu'il ressort de la pièce à conviction D.110C, une lettre adressée au représentant local du MDR par Ndahimana, que, le 11 avril 1994, l'accusé savait que Ndungutse « agress[ait] » les gens « sur la base ethnique »¹²⁷. En outre, le témoin ND4 a dit à la barre que son père, qui était le destinataire de la lettre, savait que c'était Ndungutse qui était responsable de l'attaque contre la famille Ndakubana¹²⁸. Dans la lettre qu'il a adressée au père du témoin ND4, Ndahimana a demandé à l'intéressé d'œuvrer à la réduction des tensions interethniques¹²⁹. La Chambre estime par ailleurs utile de rappeler que, à une date non précisée vers mai 1994,

¹²² La Chambre de première instance en déduit qu'il s'agissait du dimanche 10 avril 1994.

¹²³ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 72.

¹²⁴ Ibid., p. 73.

¹²⁵ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 93 et 94 ; compte rendu de l'audience du 21 septembre 2011, p. 75.

¹²⁶ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 73 (huis clos).

¹²⁷ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 41 (huis clos).

¹²⁸ Ibid., p. 10 (huis clos).

¹²⁹ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 37 et 41 (huis clos).

Ndahimana a fait désarmer Ndungutse par le nouveau brigadier de la police communale, lorsqu'il a été informé des menaces dont le témoin KR3 faisait l'objet de la part de Ndungutse¹³⁰.

98. La majorité relève que la lettre de Ndahimana au père du témoin ND4 ne contient pas de mention spécifique du meurtre de membres de la famille Ndakubana. Le bourgmestre n'entretenait pas par ailleurs de bonnes relations avec Téléphore Ndungutse, qui était membre du MRND. En fait, Ndungutse a menacé de tuer le témoin KR3, parce que celui-ci avait refusé de participer à l'attaque qu'il avait lancée contre Ndakubana le 8 avril 1994 ou vers cette date¹³¹.

99. La Chambre estime qu'elle ne saurait conclure au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana était au courant du rôle joué par Ndungutse dans le meurtre en question, ce qui aurait exigé de la part de l'accusé des mesures punitives plus énergiques contre ce dernier. Sur la base de ce qui précède, la Chambre ne saurait tenir Ndahimana responsable des crimes commis par Téléphore Ndungutse.

2. Réunion tenue au bureau communal le 11 avril 1994

2.1 Introduction

100. Le paragraphe 16 de l'acte d'accusation contient l'allégation suivante : « Le 10 Avril 1994 ou vers cette date, Grégoire Ndahimana, Athanase Seromba [« le père Seromba » ou « Seromba »], Fulgence Kayishema, Gaspard Kanyarukiga et d'autres parties à l'entreprise criminelle commune avaient participé à une réunion au bureau communal de Kivumu dans le but de planifier l'extermination des Tutsis et de demander à la préfecture de Kibuye d'envoyer des gendarmes participer à la tuerie ».

101. Le paragraphe 17 de l'acte d'accusation contient l'allégation qui suit : « Le 11 avril 1994 ou vers cette date, Grégoire Ndahimana, Fulgence Kayishema, Téléphore Ndungutse, Védaste Murangwabugabo, alias Védaste Mupende, des conseillers et d'autres personnes ont tenu au bureau communal de Kivumu une réunion lors de laquelle il a été décidé de réquisitionner un véhicule appartenant ... [au témoin CDZ], que Fulgence Kayishema et d'autres ont utilisé pour transporter des assaillants à la paroisse de Nyange et diffuser des messages encourageant la population à attaquer les Tutsis ».

102. Le paragraphe 18 de l'acte d'accusation contient l'allégation suivante : « Entre le 11 et le 13 avril 1994 ou vers ces dates, Grégoire Ndahimana, Fulgence Kayishema, Téléphore Ndungutse, Védaste Murangwabugabo, alias Védaste Mupende, et d'autres personnes ont décidé de transférer à la paroisse de Nyange tous les Tutsis qui se trouvaient au bureau communal de Kivumu et d'envoyer des gendarmes les y confiner pour contribuer au succès de l'entreprise criminelle commune ».

103. Le Procureur se fonde sur les dépositions des témoins à charge CBR, CDZ, CDL et CNJ.

104. La Défense ne conteste pas le fait que Ndahimana a présidé une réunion de sécurité au bureau communal le 11 avril 1994, mais soutient que toutes les décisions prises lors de ladite

¹³⁰ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 8 et 9 (huis clos).

¹³¹ Ibid., p. 8 (huis clos).

réunion visaient le maintien de la sécurité et de l'ordre dans la commune¹³². La Défense affirme aussi que, de nombreuses personnalités tutsies de la commune ayant pris part à la réunion, il paraît inconcevable que des décisions hostiles aux intérêts des Tutsis de la commune aient pu être prises à ladite réunion¹³³. La Défense fait fond sur les dépositions des témoins ND23, KR3, ND1 et de Béatrice Mukankusi pour réfuter la thèse du Procureur selon laquelle la réunion avait pour but de commencer la planification de la destruction de la population tutsie de la commune.

2.2 Éléments de preuve

2.2.1. Témoin à charge CDZ

105. En 1994, le témoin CDZ, un commerçant d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu. Il savait que Ndahimana était le bourgmestre de la commune de Kivumu et s'entretenait et traitait souvent avec lui¹³⁴.

106. Après la mort du Président Habyarimana le 6 avril 1994, « on a[vait] commencé à tuer les gens petit à petit »¹³⁵. Le 11 avril 1994, le bourgmestre Ndahimana avait organisé au bureau communal de Kivumu une réunion de sécurité qui regroupait les conseillers de la région et les chefs des services communaux¹³⁶. Le témoin n'y avait pas participé, mais, immédiatement après ladite réunion, l'accusé lui avait envoyé une lettre livrée par l'IPJ Kayishema pour réquisitionner son pickup Toyota Stout¹³⁷. Selon la lettre, en raison de l'instabilité qui régnait dans la commune de Kivumu, les participants à la réunion de sécurité tenue ce jour-là avaient décidé que le témoin devait emmener son véhicule au bureau communal à 16 heures 15¹³⁸. Le témoin avait compris par cette lettre « qu'on ne demandait pas une assistance, c'était plutôt un ordre »¹³⁹. Pour lui, lorsque le terme « sécurité » était évoqué, cela voulait dire qu'il n'y avait pas de « sécurité » et pas de « paix » depuis la mort du Président Habyarimana le 6 avril 1994¹⁴⁰.

107. Après réception de la lettre des mains de l'IPJ Kayishema, le témoin avait emmené son véhicule au bureau communal. Une fois sur place, Ndahimana lui avait demandé de le conduire à la frontière entre les communes de Kibilira et de Kivumu pour y inspecter la situation sécuritaire. Le témoin avait refusé d'obtempérer, parce qu'il craignait pour sa vie. Cependant, il avait promis d'envoyer un certain Uwimana Jigoma pour que celui-ci serve de chauffeur à Ndahimana¹⁴¹.

108. À son arrivée au bureau communal, CDZ avait vu trois véhicules semblables au sien appartenant tous à des Hutus, ainsi que le véhicule de la commune, une Toyota Hilux de couleur

¹³² Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 124.

¹³³ Ibid., par. 122.

¹³⁴ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 29.

¹³⁵ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 33 (huis clos).

¹³⁶ Ibid., p. 31, 32 (huis clos) (Le témoin CDZ a dit avoir vu plusieurs conseillers quitter le bureau communal alors qu'il s'y rendait ; il s'agissait de : Laurent Sindabyemera, conseiller du secteur de Sanza, Callixte Niyibizi, Téléphore Mahame, Gaspard Gatwaza, conseiller du secteur de Kivumu, et Jean-Marie Vianney Habarugira, conseiller du secteur de Nyange ; à son arrivée au bureau communal, il avait vu le père Baltazar Hitimana, une dame dénommée Thérèse Mukabidene et le conseiller Munyarukato du secteur de Ngobagoba). Voir la pièce à conviction D.14, p. 3 et 4.

¹³⁷ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 31, 34 et 35 (huis clos) ; pièce à conviction P.5.

¹³⁸ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 34 et 35 (huis clos).

¹³⁹ Ibid., p. 54 et 55 (huis clos).

¹⁴⁰ Ibid., p. 33 à 35 (huis clos).

¹⁴¹ Ibid., p. 36 (huis clos).

rouge. Par conséquent, il avait conclu que Ndahimana voulait que ce soit lui, un Tutsi, qui conduise son véhicule à la frontière, parce que l'accusé pensait que le témoin y serait tué¹⁴².

109. Le témoin ne connaissait pas l'objet de la réunion du 11 avril 1994, mais il avait constaté qu'elle avait coïncidé avec le début des meurtres de Tutsis dans la commune¹⁴³.

2.2.2. Témoin à charge CBR

110. En 1994, le témoin CBR, d'ethnie hutue, habitait la commune de Kivumu¹⁴⁴. Il avait été jugé et condamné pour sa participation aux crimes commis en avril 1994 à la paroisse de Nyange et ailleurs dans la commune de Kivumu¹⁴⁵. Il avait été arrêté de nouveau quelques mois avant sa comparution dans le cadre de la présente procédure¹⁴⁶. Il savait que Ndahimana était le bourgmestre et avait vu l'intéressé un certain nombre de fois avant les événements d'avril 1994 dans la commune de Kivumu soit au volant du véhicule de couleur rouge de la commune soit à pied¹⁴⁷.

111. Le 10 avril 1994, l'annonce avait été faite à l'église de Nyange qu'une réunion se tiendrait le lendemain au bureau communal. Ladite réunion, « convoquée » par Ndahimana, s'adressait « aux chefs de services, aux chefs des différents partis politiques, [...] aux chefs de différentes confessions religieuses »¹⁴⁸. Le témoin n'avait pas assisté à la réunion, mais Télesphore Ndungutse lui en avait parlé¹⁴⁹. Dès la fin de la réunion, le véhicule d'un commerçant tutsi, un membre de la population bien connu, avait été confisqué « sous prétexte que ce véhicule allait aider les autorités à assurer la sécurité des réfugiés »¹⁵⁰. Ce même véhicule avait été utilisé pour transporter les gendarmes à l'église¹⁵¹. Le 14 avril 1994, le témoin avait vu l'IPJ Kayishema sillonner la cellule du témoin au volant dudit véhicule. À l'aide d'un mégaphone, Kayishema demandait à la population de sauver la paroisse de Nyange des *Inyenzi*¹⁵², un terme qui pour la population locale désignait les Tutsis¹⁵³.

2.2.3 Témoin à charge CDL

112. En avril 1994, le témoin CDL, d'ethnie hutue, était enseignant¹⁵⁴. Il était membre du MDR¹⁵⁵ et avait occupé un poste important au bureau communal de Kivumu de 1988 à 1993¹⁵⁶. Condamné pour sa participation aux crimes commis à la paroisse de Nyange en avril 1994, il effectuait des travaux d'intérêt général faisant partie de sa peine de 20 ans d'emprisonnement, lorsqu'il avait été arrêté de nouveau en 2009 et condamné pour avoir distribué des armes lors des attaques contre l'église de Nyange, et pour avoir organisé et présidé des réunions pendant lesquelles

¹⁴² Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 35 et 36 (huis clos).

¹⁴³ Pièce à conviction D.14.

¹⁴⁴ Pièce à conviction P.14.

¹⁴⁵ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 58 et 59.

¹⁴⁶ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 1 de la version anglaise, 63 et 64 (huis clos).

¹⁴⁷ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 7.

¹⁴⁸ Ibid., p. 17.

¹⁴⁹ Ibid., P. 16 et 17

¹⁵⁰ Ibid., p. 16

¹⁵¹ Id.

¹⁵² Le mot kinyarwanda « *Inyenzi* » signifie « cafards » en français.

¹⁵³ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 15.

¹⁵⁴ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 63 (huis clos).

¹⁵⁵ Pièce à conviction D.74.

¹⁵⁶ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 63 (huis clos).

579/65

les attaques avaient été planifiées. Le 22 octobre 2009, il avait été condamné à perpétuité¹⁵⁷. Le témoin occupait encore son poste au bureau communal lorsque Ndahimana avait été élu bourgmestre de Kivumu en juin 1993 et au moment de l'investiture de l'accusé à la fin octobre ou début novembre de cette année-là¹⁵⁸.

113. Le 10 avril 1994, pendant la messe du dimanche à l'église de Nyange, le père Seromba avait, à la demande du bourgmestre, donné lecture d'un message annonçant la tenue d'une réunion le 11 avril 1994 au bureau communal¹⁵⁹. Avant la réunion, le témoin s'était entretenu avec Jean Baptiste Kayitare, qui était le chef du MDR pour la commune¹⁶⁰. Ils avaient décidé de ne pas y prendre part¹⁶¹. Le témoin avait toutefois été informé de ce qui s'était dit pendant la réunion par le témoin KR3 et Habiyaambere, président du tribunal de canton¹⁶². La réunion avait été présidée par Ndahimana et les participants étaient notamment les conseillers de secteurs, les représentants des partis politiques, les chefs de services et les chefs religieux ainsi que d'autres personnalités en charge de la sécurité dans la commune¹⁶³.

114. À la suite de la mort du Président Habyarimana, les Tutsis avaient commencé à chercher refuge au bureau communal et ailleurs¹⁶⁴. Selon KR3 et Habiyaambere, la décision avait été prise lors de la réunion du 11 avril 1994 de rassembler tous les réfugiés à la paroisse de Nyange et de les encourager à se rendre en ce lieu plutôt que de fuir. Il avait aussi été décidé de demander au préfet de Kibuye de fournir des gendarmes et des militaires à la commune de Kivumu, et que des policiers communaux devaient être envoyés dans les secteurs pour y assurer la sécurité. Les participants avaient en outre convenu d'installer un certain nombre de barrages routiers, y compris près de la statue de la Vierge Marie à quelque 20 à 30 mètres de l'église de Nyange¹⁶⁵. Ces barrages avaient pour but de vérifier les pièces d'identité et de fouiller les bagages de tous ceux qui y passaient¹⁶⁶.

115. Après la réunion, le témoin n'avait plus vu de réfugiés au bureau communal, mais avait remarqué qu'un grand nombre de ceux-ci se dirigeait vers la paroisse de Nyange ou s'y trouvait déjà¹⁶⁷. Le témoin avait aussi appris que, immédiatement après la réunion, vers 16 heures, Ndahimana s'était rendu à Kibuye pour s'entretenir avec le préfet Clément Kayishema. Les gendarmes envoyés par Clément Kayishema étaient arrivés à Kivumu dans la même soirée, le témoin les ayant vus pour la première fois le lendemain¹⁶⁸.

¹⁵⁷ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 40 et 41 (huis clos).

¹⁵⁸ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 64 (huis clos).

¹⁵⁹ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 70.

¹⁶⁰ Pièce à conviction D.74.

¹⁶¹ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 70 et 73.

¹⁶² Ibid., p. 70 et 71.

¹⁶³ Ibid., p. 70 (Parmi les chefs religieux qui avaient participé à la réunion se trouvaient notamment le père Seromba et un pasteur protestant de Rufungu dont le témoin ne se souvenait plus du nom. Les conseillers présents à la réunion étaient notamment Habarugira, Callixte Niyibizi de Kigali, Onesphore Mahame de Rukoko, Ferdinand Munyamukato de Ngobagoba, Laurent Sindabyemera de Gasanza ainsi que Gatwaza de Kivumu, le témoin KR3, Joseph Habiyaambere, président du tribunal de canton, le témoin ND23, le conseiller du secteur de Gasave, Jean-Marie Vianney Habarugira, le conseiller du secteur de Nyange et le bourgmestre adjoint de la commune de Kivumu, M. Kanani).

¹⁶⁴ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 69.

¹⁶⁵ Ibid., p. 71 à 73.

¹⁶⁶ Ibid., p. 73 à 75.

¹⁶⁷ Ibid., p. 74.

¹⁶⁸ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 72 et 74.

2.2.4 Témoignage à charge CNJ

116. En 1994, le témoin CNJ, d'ethnie hutue, était élève¹⁶⁹. Il avait été arrêté en 1997 pour sa participation aux crimes commis à la paroisse de Nyange. À une date qu'il n'a pas précisée, il avait été condamné à huit ans d'emprisonnement, mais avait été libéré immédiatement en raison du temps qu'il avait déjà passé en détention préventive et il est actuellement libre¹⁷⁰. Il savait que Grégoire Ndahimana était le bourgmestre de la commune de Kivumu pendant la guerre¹⁷¹.

117. À la suite de la mort du Président Habyarimana, les Hutus, y compris le témoin, avaient commencé à s'en prendre aux Tutsis à l'intérieur et autour de la commune de Kivumu. En conséquence, les Tutsis avaient commencé à chercher refuge au bureau communal¹⁷².

118. Le témoin n'avait pas participé à la réunion qui s'était tenue le 11 avril 1994 au bureau communal de Kivumu, mais un parent qui était à l'époque conseiller et qui avait participé à la réunion lui en avait parlé¹⁷³. Parmi les participants figuraient les conseillers de secteurs, les chefs de services communaux, le bourgmestre Ndahimana, l'IPJ Kayishema et Ndungutse, l'enseignant¹⁷⁴.

119. La décision avait été prise pendant la réunion de déplacer les Tutsis qui avaient trouvé refuge au bureau communal et de les conduire à la paroisse de Nyange parce que « les gens qui étaient responsables de leur sécurité s'étaient rendu compte du fait qu'ils ne pouvaient pas les protéger au bureau communal »¹⁷⁵. Il avait aussi été décidé de demander au préfet de Kibuye des gendarmes pour protéger les réfugiés¹⁷⁶. Cependant, lorsque le témoin avait vu les gendarmes dans son secteur la première fois le 13 avril 1994, ceux-ci « [avaient] dit que l'ennemi » c'était « le Tutsi, ainsi que toute personne armée qui était opposée au Gouvernement de l'époque »¹⁷⁷.

2.2.5 Témoignage à décharge ND23

120. Le témoin ND23, d'ethnie hutue, avait été conseiller dans la commune de Kivumu pendant une vingtaine d'années avant les événements de 1994, et vit actuellement au Rwanda. Il savait que Ndahimana était le bourgmestre en 1994 et se rappelait que l'investiture de celui-ci avait eu lieu au stade de football de Nyamitanga en 1993¹⁷⁸. En outre, les conseillers relevaient directement du bourgmestre¹⁷⁹. Bien que la question n'ait pas été posée au témoin, la Chambre déduit que ce témoin était apparenté au témoin CNJ et que c'était lui qui avait informé ce dernier de la réunion du 11 avril 1994¹⁸⁰.

121. Dans les moments qui avaient suivi la mort du Président Habyarimana, la situation sécuritaire dans le secteur du témoin était stable, si bien que les Tutsis qui fuyaient les violences à

¹⁶⁹ Pièce à conviction P.20.

¹⁷⁰ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 73 (huis clos).

¹⁷¹ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 50.

¹⁷² Id.

¹⁷³ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 53 (huis clos).

¹⁷⁴ Id.

¹⁷⁵ Id.

¹⁷⁶ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 54 (huis clos).

¹⁷⁷ Ibid., p. 53 (huis clos).

¹⁷⁸ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 32 et 33 (huis clos) ; pièce à conviction D.123.

¹⁷⁹ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 42 (huis clos).

¹⁸⁰ Ibid., p. 32 et 33 (huis clos) ; pièce à conviction D.123. Voir aussi le compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 53 (huis clos).

Kibilira venaient y chercher refuge. Ce n'est que le 10 avril 1994, lorsque le témoin avait reçu une correspondance du bourgmestre par laquelle celui-ci demandait à tous les responsables politiques d'assurer la sécurité de la population, qu'il avait découvert que la situation sécuritaire se détériorait dans d'autres secteurs¹⁸¹.

122. Le 11 avril 1994, le témoin avait pris part à la réunion convoquée par le bourgmestre au bureau communal. Participaient à cette réunion les présidents des partis politiques, les chefs des services communaux, les conseillers communaux et les chefs religieux. Aussi bien les Hutus que les Tutsis y avaient participé¹⁸². Avant la mort du Président Habyarimana, des invitations avaient été distribuées en vue de la tenue d'une réunion sur le développement. Ladite réunion avait été renvoyée à une date ultérieure après la mort du Président et aussi en raison de l'absence du bourgmestre. À son retour, celui-ci avait publié un communiqué, lu à l'église le 10 avril 1994, par lequel il invitait les membres du conseil communal de développement à prendre part à la réunion prévue le 11 avril 1994¹⁸³.

123. Le témoin était arrivé au bureau communal vers 11 heures le 11 avril 1994. Il avait remarqué que plus d'une trentaine de Tutsis étaient venus y chercher refuge¹⁸⁴. Les participants à la réunion avaient décidé que les responsables des cellules et ceux des partis politiques devaient collaborer en vue d'assurer la sécurité dans leurs secteurs respectifs. Ils avaient également demandé au bourgmestre d'appeler la préfecture à Kibuye pour faire venir des gendarmes. Ndahimana l'avait fait et, à 13 heures, il avait déjà appelé le préfet à deux reprises¹⁸⁵. Le préfet avait répondu¹⁸⁶ en envoyant des gendarmes qui avaient collaboré avec les policiers communaux pour assurer la sécurité dans la commune¹⁸⁷. Celle-ci devait prendre en charge les gendarmes pendant la durée de leur séjour dans la commune de Kivumu¹⁸⁸. Le témoin était d'avis que, le bourgmestre Ndahimana ayant requis l'envoi des gendarmes, il devait leur avoir donné des instructions à un moment donné, mais ND23 ne s'est pas étendu sur le sujet¹⁸⁹.

124. Les participants à la réunion avaient aussi décidé de réquisitionner des véhicules appartenant aux commerçants, dont celui du témoin CDZ¹⁹⁰. Ces véhicules devaient être emmenés au bureau communal et y être gardés par les policiers communaux¹⁹¹. Une autre décision tendait à déplacer tous les réfugiés tutsis du bureau communal à la paroisse de Nyange¹⁹². Le témoin ne se rappelait pas d'une décision visant à rechercher les Tutsis dans leurs secteurs pour leur demander instamment

¹⁸¹ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 34 (huis clos) ; pièce à conviction D.124.

¹⁸² Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 38 (huis clos) (Les responsables tutsis présents étaient notamment Boniface Gatara, un encadreur de la jeunesse dans la commune, Lambert Gatara, le représentant du PL, Charles Mugenzi, médecin du centre de santé de Nyange, une religieuse qui venait du couvent, Stanislas Kayigi, le pasteur de Ngungu, et le pasteur de la paroisse de Gaseke).

¹⁸³ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 48.

¹⁸⁴ Id.

¹⁸⁵ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 50.

¹⁸⁶ Id.

¹⁸⁷ Comptes rendus des audiences du 19 avril 2011, p. 39 (huis clos), p. 50.

¹⁸⁸ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 50.

¹⁸⁹ Ibid., p. 51.

¹⁹⁰ Ibid., p. 49 et 59.

¹⁹¹ Ibid., p. 59.

¹⁹² Ibid., p. 49.

de se rendre à la paroisse. La décision avait plutôt été prise d'assurer la sécurité des Tutsis et de leurs biens¹⁹³. Le témoin était parti de la réunion entre 13 heures et 14 heures¹⁹⁴.

2.2.6 Témoin à décharge KR3

125. En 1994, le témoin KR3, d'ethnie hutue, occupait depuis quelque temps déjà un poste qui lui permettait d'observer ce qui se passait au bureau communal de Kivumu¹⁹⁵.

126. Le 10 avril 1994, un communiqué avait été lu à l'église demandant aux fidèles venus à la messe d'informer les personnes intéressées qu'elles étaient conviées à une réunion que présiderait le bourgmestre au bureau communal le 11 avril 1994¹⁹⁶. Le témoin n'avait pas assisté à la messe, mais son fils qui y était lui avait parlé de la réunion et le témoin y avait pris part¹⁹⁷.

127. Quelque 25 personnes avaient participé à la réunion qui avait commencé vers 10 heures et avait pris fin vers 14 heures¹⁹⁸. Aussi bien des Hutus que des Tutsis étaient présents. Parmi les Tutsis présents figuraient notamment Charles Mugenzi, chef du centre de santé de Nyange, Lambert Gatara, chef du PL, Boniface Gatara, encadreur de la jeunesse et des activités coopératives, François Kayigi, pasteur de la paroisse de Ngongwe (*sic*) et un autre pasteur qui venait de Gaseke¹⁹⁹. La majorité des participants occupaient des positions d'autorité ou étaient des hommes politiques²⁰⁰. Kanyarukiga, un commerçant de Kigali qui était propriétaire d'une pharmacie à Kivumu, n'avait pas pris part à la réunion, parce qu'il n'occupait pas de poste de responsabilité. De même, Ndungutse n'avait pas été invité à la réunion et n'était donc pas présent²⁰¹.

128. Pendant la réunion, Ndahimana avait téléphoné au préfet de Kibuye pour demander à celui-ci d'envoyer des gendarmes à la commune afin d'aider à assurer la sécurité²⁰². L'accusé avait en outre invité les conseillers à collaborer avec les membres des comités de cellule pour assurer la sécurité, et il avait été interdit aux habitants de Kivumu de fréquenter les bars la nuit²⁰³. Les participants avaient également décidé que les vivres destinés à l'origine aux élèves de l'école secondaire de Ntambwe seraient distribués aux personnes réfugiées à la paroisse de Nyange, de même que les vivres stockés au centre de nutrition et au presbytère²⁰⁴. En outre, la décision avait été prise que le bourgmestre pouvait réquisitionner tout véhicule dans la commune pour assurer la sécurité. Cette décision découlait du fait que le véhicule de la commune, une vieille Toyota Hilux de couleur rouge, était en réparation dans un garage à Gitarama²⁰⁵. Le témoin a fait observer que Jean Bizimana, le chauffeur du véhicule de la commune, était mort en janvier ou février 1994 et

¹⁹³ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 49.

¹⁹⁴ Ibid., p. 52.

¹⁹⁵ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 53 et 55 (huis clos) ; pièce à conviction P.95.

¹⁹⁶ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 17 et 20.

¹⁹⁷ Ibid., p. 17.

¹⁹⁸ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 65.

¹⁹⁹ Ibid., p. 63.

²⁰⁰ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 19.

²⁰¹ Comptes rendus des audiences du 24 janvier 2011, p. 64, et du 25 janvier 2011, p. 19.

²⁰² Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 65.

²⁰³ Ibid., p. 65 et 76.

²⁰⁴ Ibid., p. 65.

²⁰⁵ Ibid., p. 65, 66 et 69.

575 bis

que, par la suite, Ndahimana conduisait lui-même le véhicule. Celui-ci était encore au garage en juillet 1994, lorsque le témoin avait quitté le pays²⁰⁶.

129. Les véhicules du témoin CDZ et d'un certain Antoine Twagirayezu avaient servi à assurer la sécurité et à transporter les vivres destinés aux personnes réfugiées à la paroisse de Nyange. Le bourgmestre s'en servait aussi pour suivre la situation sécuritaire ici et là dans la commune²⁰⁷. Enfin, les participants à la réunion du 11 avril 1994 avaient décidé que les Tutsis qui s'étaient réfugiés au bureau communal devaient être transférés à la paroisse. Ils pensaient que les gendarmes envoyés par le préfet seraient mieux à même d'y protéger tous ceux qui y avaient trouvé refuge²⁰⁸.

130. À une date non précisée par le témoin, Ndahimana s'était rendu dans les différents secteurs pour exhorter les conseillers et les membres de la population à assurer la sécurité²⁰⁹.

2.2.7 Témoin à décharge ND1

131. En 1994, le témoin ND1, d'ethnie hutue, travaillait au centre de santé de Nyange, dans la commune de Kivumu²¹⁰. Elle savait que Ndahimana était le bourgmestre de la commune de Kivumu en 1994, mais n'avait pas d'autre lien avec l'intéressé²¹¹.

132. Après la mort du Président Habyarimana, il avait été conseillé aux résidents de Kivumu de rester chez eux. Toutefois, ND1 était retournée au travail le 11 avril 1994. Vers 10 heures ce jour-là, son chef de service s'était rendu à une réunion au bureau communal. À son retour, il avait organisé une réunion du personnel pendant laquelle il avait conseillé à celui-ci de continuer de travailler, le bourgmestre ayant rassuré les participants à la réunion quant à la situation sécuritaire²¹². Elle avait donc été surprise de voir son lieu de travail attaqué le lendemain²¹³.

2.2.8 Témoin à décharge Béatrice Mukankusi

133. Béatrice Mukankusi, une commerçante d'ethnie hutue qui habitait près du bureau communal en 1994, est la veuve d'Antoine Twagirayezu. Elle connaissait Ndahimana, qui était le bourgmestre de la commune de Kivumu depuis octobre 1993²¹⁴.

134. Elle a dit lors de sa déposition que, à une date qu'elle n'a pas précisée, en avril 1994, elle avait reçu une lettre des autorités communales l'informant qu'elle devait être prête à céder son véhicule en cas de besoin par les autorités. La lettre lui avait été remise par un policier communal du nom de Kibyutsa²¹⁵.

²⁰⁶ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 65, 66 et 69.

²⁰⁷ Ibid., p. 66.

²⁰⁸ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 44 (huis clos).

²⁰⁹ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 78.

²¹⁰ Compte rendu de l'audience du 20 janvier 2011, p. 4 (huis clos) ; pièce à conviction P.87.

²¹¹ Compte rendu de l'audience du 20 Janvier 2011, p. 5 et 30.

²¹² Ibid., p. 8, 30 et 31.

²¹³ Ibid., p. 31.

²¹⁴ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 4 à 6.

²¹⁵ Ibid., p. 35 à 37.

2.3 Délibération

135. Une simple lecture des paragraphes 16 à 18 de l'acte d'accusation laisse voir que le Procureur y allègue que Ndahimana et les autres parties à l'entreprise criminelle commune avaient tenu une série de réunions au bureau communal de Kivumu entre le 10 et le 13 avril 1994. Pendant ces réunions, un certain nombre d'importantes décisions, qui auraient trait au génocide, auraient été prises : 1) « demander à la préfecture de Kibuye d'envoyer des gendarmes participer à la tuerie »²¹⁶; 2) réquisitionner un véhicule appartenant à un commerçant tutsi dénommé Aloys Rwamasirabo que Fulgence Kayishema et d'autres personnes ont utilisé pour transporter des assaillants à la paroisse de Nyange et diffuser des messages encourageant la population à attaquer les Tutsis²¹⁷; enfin, 3) transférer à la paroisse de Nyange tous les Tutsis qui se trouvaient au bureau communal de Kivumu et envoyer des gendarmes « les y confiner pour contribuer au succès de l'entreprise criminelle commune »²¹⁸. Cependant, il est clair, sur la base des seules dépositions des témoins à charge²¹⁹, qu'il est question dans tous les trois paragraphes d'une seule réunion présidée par le bourgmestre Ndahimana au bureau communal le 11 avril 1994. La Chambre fait observer que la Défense n'a pas soulevé d'objection quant à la forme de l'acte d'accusation et, partant, elle conclut que la Défense n'a subi aucun préjudice découlant de la formulation déroutante du Procureur.

136. Les parties ne sont pas divisées sur le fait que Ndahimana a présidé une réunion sur la sécurité au bureau communal de Kivumu le 11 avril 1994. En outre, la Défense reconnaît que la décision a été prise lors de ladite réunion de réquisitionner un véhicule appartenant au témoin CDZ et qu'une deuxième décision portait sur le transfert à la paroisse de Nyange des Tutsis qui avaient trouvé refuge au bureau communal²²⁰. Les parties sont également d'accord que les participants avaient décidé que Ndahimana demanderait au préfet d'affecter un certain nombre de gendarmes à la commune de Kivumu²²¹. Ce qui divise les parties, c'est le point de savoir si les participants avaient pris ces décisions pour mieux protéger la population tutsie de Kivumu²²² ou pour contribuer au succès de l'entreprise criminelle commune alléguée²²³.

137. Le Procureur se fonde sur les preuves par ouï-dire de CDZ, CBR, CDL et CNJ relatives à la réunion. La Défense s'appuie sur les dépositions de ND23 et KR3, qui étaient tous deux présents à la réunion, et sur celle de ND1, qui en avait été informée²²⁴. Le témoin à décharge Béatrice Mukankusi a seulement ajouté que, à une date qu'elle n'a pas précisée, elle avait reçu du bureau communal une lettre l'informant de la possibilité que son véhicule soit réquisitionné²²⁵.

138. La Chambre exprime d'emblée sa réticence à s'appuyer sur des preuves par ouï-dire, et elle ne s'appuiera sur de tels éléments de preuve que s'ils sont corroborés par des témoignages de

²¹⁶ Acte d'accusation, par. 16.

²¹⁷ Ibid., par. 17.

²¹⁸ Ibid., par. 18.

²¹⁹ Témoins à charge CBR, CDZ, CDL et CNJ.

²²⁰ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 121, 122 et 149.

²²¹ Pièce du Procureur intitulée « *Prosecu[tor's Final] Brief* », par. 35 ; pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 125.

²²² Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 149.

²²³ Pièce du Procureur intitulée « *Prosecu[tor's Final] Brief* », par. 29, 31 et 33.

²²⁴ Comptes rendus des audiences du 19 avril 2011 (témoin ND23), p. 38 (huis clos), du 25 janvier 2011 (témoin KR3), p. 17, et du 20 janvier 2011 (témoin ND1), p. 8, 30 et 31.

²²⁵ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 35 à 37.

première main. Sur cette seule base, elle pourrait conclure que le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable les allégations contenues aux paragraphes 16 à 18 de l'acte d'accusation.

139. Cependant, la Chambre de première instance tient à ajouter que, même si un ou plusieurs témoins à charge avaient *effectivement* participé à la réunion du 11 avril 1994, leurs dépositions n'auraient pas pour autant étayé les allégations du Procureur. Celui-ci ne conteste pas l'affirmation de la Défense selon laquelle un certain nombre de Tutsis avaient été invités à la réunion et y avaient prit part. Le témoin CDZ a dit à la barre que, immédiatement après la réunion du 11 avril 1994, il avait reçu une lettre des autorités communales réquisitionnant son véhicule. Il a ajouté que Ndahimana lui avait demandé de le conduire à la frontière de la commune pour qu'il puisse y évaluer la situation sécuritaire. Le témoin avait interprété la demande de Ndahimana comme une volonté de ce dernier de faire en sorte qu'il soit tué à la frontière, mais n'a pas expliqué que l'accusé lui avait inspiré de la peur ce jour-là, pas plus qu'il n'a fait cas de menaces quelconques que Ndahimana aurait proférées contre lui à une date ultérieure²²⁶. Par suite, si la Chambre est d'avis que ce témoin est, dans l'ensemble, crédible et digne de foi, elle ne saurait toutefois accorder du crédit à la suspicion de l'intéressé quant à l'intention de l'accusé de le faire tuer le 11 avril 1994.

140. Le témoin à charge CBR a confirmé que la décision de réquisitionner le véhicule de CDZ avait été prise lors de la réunion en question. Il a ajouté que c'était « sous prétexte que ce véhicule allait aider les autorités à assurer la sécurité des réfugiés »²²⁷, mais qu'il avait constaté que le véhicule avait servi plusieurs jours après à transporter les assaillants à la paroisse de Nyange et à demander aux résidents hutus de Kivumu de participer aux attaques contre l'église de Nyange. En dépit des sérieuses réserves de la Chambre de première instance sur la crédibilité et la fiabilité de ce témoin, réserves qui seront exposées de façon plus détaillée plus loin²²⁸, la Chambre relève que le témoin n'a pas soutenu que les participants à la réunion avaient réquisitionné le véhicule dans le but spécifique de transporter les assaillants hutus à la paroisse de Nyange. Certes, un certain nombre de témoins à charge ont corroboré les dires de CBR selon lesquels le véhicule réquisitionné avait par la suite servi à aider les génocidaires dans leur mission²²⁹, mais la Chambre ne peut déduire de ces seuls éléments de preuve que le véhicule avait été réquisitionné à cette fin.

141. Un autre témoin à charge, CDL, dont la Chambre estime que la crédibilité et la fiabilité sont sujettes à caution²³⁰, a soutenu que, lors de la réunion, il avait été décidé de demander au préfet d'affecter des gendarmes à Kivumu pour y assurer la sécurité. Le témoin n'a pas dit qu'il était évident à ce moment-là que ces gendarmes participeraient ensuite aux meurtres des Tutsis. Le témoin a en outre soutenu que les participants avaient aussi décidé d'établir des barrages routiers juste devant la paroisse de Nyange²³¹. Cet élément de preuve n'a toutefois pas été corroboré.

142. Enfin, CDL a par ailleurs affirmé lors de sa déposition que les participants à la réunion avaient décidé de regrouper tous les réfugiés tutsis à la paroisse de Nyange²³². Ce témoignage est corroboré par le témoin à charge CNJ, qui a dit à la barre qu'il avait été décidé de transférer à la paroisse de Nyange les Tutsis qui étaient venus chercher refuge au bureau communal²³³. La

²²⁶ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 35 et 36 (huis clos).

²²⁷ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 16.

²²⁸ Voir la section 5.2.5 du chapitre III.

²²⁹ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 16.

²³⁰ Voir la section 5.2.3 du chapitre III.

²³¹ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 70.

²³² Ibid., p. 71 à 74.

²³³ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 53 (huis clos).

Chambre note cependant que CNJ a ajouté que cette décision avait été prise parce que « les gens qui étaient responsables de leur sécurité s'étaient rendu compte du fait qu'ils ne pouvaient pas les protéger au bureau communal ». De l'avis de CNJ, les participants à la réunion avaient décidé de demander au préfet d'envoyer des gendarmes pour protéger les réfugiés et non pas pour les tuer²³⁴. En somme, aucun témoin à charge n'a dit que les participants à la réunion du 11 avril savaient ou devaient croire que les décisions qu'ils avaient prises ce jour-là aboutiraient au meurtre des réfugiés tutsis plutôt que de contribuer à la protection de ceux-ci.

143. Dans son examen du contexte dans lequel s'était tenue la réunion du 11 avril 1994, la Chambre s'appuie dans une très large mesure sur deux lettres envoyées par Ndahimana les 10 et 11 avril 1994 et dont l'authenticité n'a pas été contestée par le Procureur. La première, datée du 10 avril 1994 et adressée aux présidents des partis politiques dans la commune de Kivumu, à savoir le MRND, le MDR, le PSD et le PL, était libellée comme suit :

[V]u les actes d'agression qui continuent à être commis dans tous les secteurs ici et là, et plus particulièrement dans le secteur de Nyange et celui de Ngobagoba, où certains Tutsis ont été tués et d'autres chassés de leurs domiciles, je vous demande ce qui suit :

Demander aux membres de votre parti politique de ne pas se mêler à ces actes d'agression.

Ne pas agresser qui que ce soit à cause de son appartenance à un parti politique ou de son appartenance ethnique.

Collaborer avec les organes ou les institutions de la commune pour maintenir la sécurité pour tous les membres de la population sans distinction aucune.

Informers les adhérents de vos partis politiques que, si quelqu'un est arrêté en train de commettre de tels actes d'agression, il sera puni d'une façon exemplaire²³⁵.

144. Dans une lettre envoyée le lendemain au responsable local du MDR²³⁶, Ndahimana a réitéré son message ainsi qu'il suit :

Je vous demande avec insistance d'assurer la sécurité dans votre zone. Certaines personnes ont commencé à commettre des violences contre leurs voisins sur base ethnique. J'espère sans aucun doute que vous allez vous adresser aux adhérents du MDR que vous dirigez pour leur dire qu'ils ne doivent agresser personne sur base de sa naissance comme Ndungutse est en train de le faire en collaboration avec ses complices. Monsieur [nom du destinataire], vous êtes du même parti que moi. Je vous dis avec insistance que vous devez faire attention²³⁷.

145. Les lettres ci-dessus attestant de l'aversion de Ndahimana pour la violence interethnique pendant la période en cause, la Chambre de première instance estime beaucoup plus plausible les dépositions des témoins à décharge ND23 et KR3, qui ont participé à la réunion du 11 avril 1994 et ont précisé à la barre que les décisions prises visaient la protection des réfugiés tutsis et l'amélioration de la situation sécuritaire dans l'ensemble de la commune.

146. Partant, la Chambre conclut que le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable les allégations formulées aux paragraphes 16 à 18 de l'acte d'accusation.

²³⁴ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 53 (huis clos).

²³⁵ Pièce à conviction D.124 ; compte rendu du 19 avril 2011, p. 36 et 37 (huis clos).

²³⁶ Pièce à conviction D.110C ; compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 41 (huis clos).

²³⁷ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 41 et 42 (huis clos).

3. Décision prise entre le 11 et le 13 avril 1994 de transférer les réfugiés à l'église de Nyange

3.1 Introduction

147. Le Procureur allègue dans l'acte d'accusation que, entre le 11 et le 13 avril 1994 ou vers ces dates, Ndahimana et les autres parties à l'entreprise criminelle commune se sont réunis au presbytère ou au bureau communal pour prendre la décision de transférer à l'église de Nyange tous les réfugiés tutsis qui se trouvaient à la paroisse. Il allègue aussi que le père Seromba a donné l'ordre de transférer ces Tutsis à l'église de Nyange où des policiers communaux, des gendarmes, des *Interahamwe* et des civils hutus les ont confinés, les empêchant ainsi de quitter les lieux²³⁸.

148. La Défense soutient que les éléments de preuve à charge ne sont ni crédibles ni dignes de foi. Elle affirme en outre que le Procureur n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable qui avait pris la décision, ni prouvé que celle-ci avait été prise dans l'intention de nuire, et non pas parce que ceux qui l'avaient prise pensaient que les réfugiés seraient mieux protégés dans l'église²³⁹.

3.2 Éléments de preuve

3.2.1 Témoign à charge CBK

149. Le témoin CBK, d'ethnie hutue, se trouvait à l'église de Nyange pendant les événements²⁴⁰. Selon ses dires, les réfugiés qui étaient arrivés le 7 avril 1994 avaient été logés dans la salle de catéchisme, et des réfugiés avaient continué d'arriver tous les jours à la paroisse. Un petit nombre d'entre eux avaient aussi été logés dans d'autres chambres au presbytère²⁴¹. Le 12 avril 1994, le père Seromba, Ndahimana, Kayishema, Ndungutse, le brigadier Christophe Mbakilirehe (« Mbakilirehe ») et d'autres autorités s'étaient réunis et avaient décidé de transférer les réfugiés à l'intérieur de l'église où, avait-il été dit à ces derniers, ils seraient mieux protégés. Les autorités avaient constaté le désordre créé par les réfugiés, qui étaient éparpillés un peu partout, et avaient donc décidé de faire entrer ceux-ci dans l'église. Par la suite, les Tutsis qui étaient logés à divers endroits avaient été transférés dans l'église dont les portes étaient ouvertes et l'étaient restées pour permettre aux autres Tutsis qui arrivaient de s'installer à l'intérieur de l'église²⁴². Le témoin a reconnu que le transfert des réfugiés s'expliquait en partie par le fait que le père Seromba voulait être libre²⁴³. Il a cependant dit ce qui suit pendant le contre-interrogatoire : « Je ne peux pas m'aventurer à vous donner les raisons qui les ont poussés à ouvrir cette église »²⁴⁴.

3.2.2 Témoign à charge CDJ

150. En avril 1994, le témoin CDJ, d'ethnie hutue, se trouvait à un endroit d'où il pouvait observer ce qui se passait à la paroisse de Nyange²⁴⁵. Au procès, il a soutenu avoir vu le père

²³⁸ Acte d'accusation, par. 19 ; pièce du Procureur intitulée « *Prosecu[tor's Final] Brief* », par. 40 à 42.

²³⁹ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 153 à 159.

²⁴⁰ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 69 et 70 (huis clos) ; pièce à conviction P.16.

²⁴¹ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 2 et 3. La salle de catéchisme était située dans la cour du presbytère de Nyange.

²⁴² Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010, p. 59 à 62 (huis clos), p. 3 à 5.

²⁴³ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010, p. 49 (huis clos), p. 3 et 4.

²⁴⁴ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 61 (huis clos).

²⁴⁵ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 26 et 27 (huis clos).

Seromba, Kanyarukiga et Ndahimana s'entretenir à l'étage le mardi. Cependant, il ne pouvait pas entendre ce qu'ils disaient. La conversation s'était poursuivie pendant une heure après son arrivée²⁴⁶. Le lendemain, à son arrivée à l'église, il avait « constaté que les réfugiés qui se trouvaient au presbytère avaient été transférés à l'intérieur de l'église. Ils avaient rejoint d'autres réfugiés qui se trouvaient dans l'église. Puis les réfugiés s'étaient enfermés ou plutôt [avaient] été enfermés dans l'église ». Il a précisé que cette décision était due au fait que les réfugiés « avaient créé un peu de désordre »²⁴⁷.

3.2.3 Témoignage à charge CBY

151. En avril 1994, le témoin CBY, d'ethnie hutu, se trouvait à un endroit d'où il pouvait observer ce qui se passait à l'intérieur de la paroisse de Nyange. Bien que ne vivant pas habituellement à la paroisse, il y avait passé toute la période allant du 10 au 18 avril 1994 à cause de la situation sécuritaire qui prévalait dans la région²⁴⁸. Le 11 ou le 12 avril 1994, le nombre de réfugiés avait augmenté considérablement et les salles ne pouvaient plus les contenir tous. Il avait été décidé d'ouvrir les portes de l'église pour que les réfugiés qui ne pouvaient pas trouver de place dans les salles puissent entrer dans l'église. L'abbé Seromba avait donné les clés au témoin pour qu'il ouvre l'église. Aux dires de CBY, « c'était dans l'intention d'y envoyer les réfugiés car ils étaient très nombreux – car la salle de catéchisme était remplie de réfugiés »²⁴⁹.

3.2.4 Témoignage à charge CBI

152. En avril 1994, le témoin CBI, un agriculteur d'ethnie tutsi, habitait la commune de Kivumu²⁵⁰. Il était arrivé à la paroisse de Nyange le 12 avril 1994. À son arrivée, il n'était pas entré dans l'église parce que celle-ci était pleine, et « il n'y avait que les vieilles personnes et les dames qui se trouvaient à l'intérieur de l'église »²⁵¹.

3.2.5 Témoignage à charge CBS

153. En avril 1994, le témoin CBS, d'ethnie tutsi, habitait la commune de Kivumu²⁵². Il était arrivé à la paroisse de Nyange le mardi 12 avril 1994 dans la matinée, et y était resté jusqu'au vendredi 15 avril 1994. Il se trouvait à l'extérieur de l'église, mais dans l'enceinte de la paroisse. Alors que la nuit tombait, davantage de réfugiés étaient entrés dans l'église, pendant que d'autres continuaient d'affluer à la paroisse²⁵³. L'église de Nyange était un immense bâtiment et il y avait des réfugiés partout dans l'enceinte. Il y avait quelque 2 000 réfugiés²⁵⁴. La nuit, lorsque les réfugiés étaient entrés dans l'église, il n'y avait pas suffisamment de places pour tous ; alors, certains étaient restés debout sur les bas-côtés et dans l'allée centrale, ou autour des bancs et des

²⁴⁶ Compte rendu de l'audience du 11 Novembre 2010, p. 31 et 32 (La Chambre a déduit que le « mardi » correspondait au 12 avril 1994).

²⁴⁷ Ibid., p. 32.

²⁴⁸ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010, p. 46 et 47 (huis clos), et du 10 novembre 2010, p. 44 (huis clos).

²⁴⁹ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010, p. 57 et 58 (huis clos), et du 10 novembre 2010, p. 11 (huis clos).

²⁵⁰ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 27.

²⁵¹ Ibid., p. 33.

²⁵² Compte rendu de l'audience du 6 Septembre 2010, p. 10 ; pièce à conviction P.1.

²⁵³ Compte rendu de l'audience du 6 Septembre 2010, p. 16.

²⁵⁴ Ibid., p. 17

chaises où étaient assis d'autres réfugiés²⁵⁵. À son arrivée à l'église, CBS y avait trouvé des gendarmes et il était donc impossible de quitter les lieux. Il a dit à propos des gendarmes : « [J]'essaie de pouvoir vous dire la tâche qui était la leur. Lorsque je suis arrivé, j'ai trouvé des réfugiés et des gendarmes. Je ne connaissais pas leur mission, peut-être qu'ils étaient là pour nous contrôler, nous surveiller ; ce que je sais, c'est qu'ils n'ont pas pu nous protéger »²⁵⁶.

154. Pour ce qui concerne les éléments de preuve à décharge, la Chambre rappelle qu'aucun témoin n'a déposé au sujet de cette allégation précise.

3.3 Délibération

155. Des deux témoins qui ont dit qu'une réunion s'était tenue le 12 avril 1994, ni CBK ni CDJ ne connaissaient avec précision la teneur des conversations qu'ils avaient vu tenir²⁵⁷. En effet, tout ce que CDJ a pu dire avec certitude, c'est que les réfugiés avaient été transférés dans l'église au bout de 24 heures. Cependant, il n'était pas présent lorsque ce transfert avait eu lieu et son témoignage ne contient aucun élément de preuve montrant que les réfugiés avaient été transférés dans l'église à la suite d'une décision prise par Ndahimana ou par d'autres autorités²⁵⁸. Le témoin CBK ne pouvait pas lui non plus entendre la teneur de la discussion, mais avait « déduit » que Ndahimana et d'autres autorités avaient décidé de transférer les réfugiés à l'intérieur de l'église²⁵⁹. La Chambre relève que, dans ses déclarations antérieures, le témoin avait expliqué que, lorsque les réfugiés avaient commencé à arriver à l'église, « [l]'abbé Seromba [les] a[vait] empêché[s] d'entrer dans l'église ... » et que l'abbé avait ouvert les portes parce qu'il « s'était rendu compte qu'il y avait beaucoup de réfugiés et que ces réfugiés pouvaient défoncer les portes pour entrer... »²⁶⁰. En conséquence, la Chambre a des doutes quant à la participation ou non de Ndahimana à la prise de la décision de transférer les réfugiés à l'intérieur de l'église. En conclusion, elle estime aussi plausible que les réfugiés aient simplement été autorisés à entrer dans l'église parce qu'ils étaient nombreux et auraient pu endommager les portes pour entrer. Cette version des faits est corroborée par le témoin à charge CBY²⁶¹.

156. En outre, il ressort de la preuve que les réfugiés étaient arrivés à la paroisse et étaient entrés dans l'église avant même la réunion alléguée qui se serait tenue le 12 avril 1994. La Chambre rappelle que, à en croire CBK, lorsque les réfugiés avaient commencé à arriver à la paroisse le 7 avril 1994, ils avaient été installés dans la salle de catéchisme et dans d'autres salles au presbytère²⁶². Le témoin à décharge ND7, d'ethnie tutsie, a dit à la barre s'être rendue à la paroisse de Nyange le 10 avril 1994 et y avoir trouvé une quarantaine de réfugiés tutsis²⁶³. En conséquence,

²⁵⁵ Compte rendu de l'audience du 6 Septembre 2010, p. 17. (Le témoin a expliqué qu'il était arrivé à la paroisse de Nyange après les tueries perpétrées le 11 avril 1994 et qu'il y était resté de « mardi à vendredi ». La Chambre suppose donc qu'il y était resté du mardi 12 avril 1994 au vendredi 15 avril 1994).

²⁵⁶ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 15 et 16.

²⁵⁷ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010, p. 61 (huis clos), du 11 novembre 2010, p. 32, et du 21 septembre 2011, p. 12.

²⁵⁸ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 32.

²⁵⁹ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 5.

²⁶⁰ Pièce à conviction D.41, p. 13 ; pièce à conviction D.40, p. 3 (« [A]u début, le Père Seromba refusait d'ouvrir les portes de l'Église pour leur donner accès à l'intérieur de l'Église de Nyange. Lorsque le nombre de réfugiés [t]utsi[s] dans la cour de l'Église est devenu très grand, le Père Seromba constata que les réfugiés tentaient de forcer les accès à l'Église qu'il refusait d'ouvrir [:] il a alors décidé de leur donner accès à l'intérieur en ouvrant les portes »).

²⁶¹ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 58 (huis clos).

²⁶² Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 2 et 3.

²⁶³ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 4.

56866

la Chambre conclut que les réfugiés avaient pu entrer dans l'église dès le 7 avril 1994, qu'ils aient ou non reçu par la suite un quelconque ordre de le faire.

157. Enfin, les éléments de preuve versés au dossier n'établissent pas que les réfugiés étaient confinés dans l'église. Au contraire, ils pouvaient se déplacer et entrer dans l'église la nuit et lorsque des attaques étaient lancées, parce qu'ils pensaient qu'ils y seraient mieux protégés. Les témoins à charge CBI, CBY et CBS ont précisé à l'audience que les réfugiés pouvaient se déplacer dans l'enceinte de la paroisse et n'étaient pas confinés dans l'église²⁶⁴. La Chambre rappelle les affirmations du témoin CBS selon lesquelles les réfugiés ne pouvaient pas quitter les lieux à cause des gendarmes qui avaient pour mission de surveiller plutôt que de protéger les réfugiés²⁶⁵. Cependant, la Chambre constate que CBS n'était pas certain de connaître la raison de la présence des gendarmes à la paroisse et, étant le seul à avoir déposé sur ce point, la Chambre ne peut pas raisonnablement conclure sur la base de sa seule déposition que les gendarmes étaient là pour empêcher les réfugiés de s'enfuir²⁶⁶.

158. De nombreux témoins ont dit que, pendant l'attaque du 15 avril 1994, les réfugiés s'étaient repliés vers l'église et s'y étaient retranchés pour se protéger²⁶⁷. Par exemple, ND22 a dit à la barre que, pendant les attaques, de nombreux Tutsis avaient tenté de se réfugier dans l'église, et que ceux qui n'y étaient pas parvenus avaient été tués²⁶⁸. Le témoin ND6 a indiqué que plus de 1 000 réfugiés se trouvaient à la paroisse, à l'intérieur mais aussi à l'extérieur de l'église²⁶⁹. D'ailleurs, dans ses réquisitions, le Procureur s'est même appuyé sur le fait que les Tutsis qui pouvaient fuir s'étaient retranchés dans l'église pour se protéger²⁷⁰.

159. Bref, le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable que la responsabilité de Ndahimana devrait être engagée au titre des accusations exposées au paragraphe 19 de l'acte d'accusation ; il n'a pas non plus prouvé au-delà de tout doute raisonnable que les réfugiés avaient été forcés d'entrer dans l'église et qu'ils y avaient été confinés pour que les assaillants hutus puissent plus facilement les attaquer.

4. Réunions tenues dans la commune de Kivumu entre le 10 et le 14 avril 1994

4.1 Introduction

160. Il est allégué dans l'acte d'accusation que Ndahimana et d'autres parties à l'entreprise criminelle commune ont donné l'ordre de diriger les civils tutsis vers le bureau communal de Kivumu et la paroisse de Nyange pour les exterminer. Il y est aussi allégué que, entre le 13 et le 16 avril 1994, Ndahimana, Seromba, Kayishema, Kanyarukiga, Ndungutse et d'autres personnes

²⁶⁴ Comptes rendus des audiences du 14 septembre 2010, p. 33, et du 6 septembre 2010, p. 16.

²⁶⁵ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 16.

²⁶⁶ Acte d'accusation, par. 19 ; pièce du Procureur intitulée « *Prosecu[tor's Final] Brief* », par. 40 à 42.

²⁶⁷ Comptes rendus des audiences du 21 février 2011 (témoin ND24), p. 53, du 20 avril 2011 (témoin ND22), p. 7, du 27 janvier 2011 (témoin ND6), p. 40 (huis clos), du 19 janvier 2011 (témoin ND12), p. 8, et du 18 janvier 2011 (témoin ND11), p. 40.

²⁶⁸ Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 7.

²⁶⁹ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 41 et 42 (huis clos).

²⁷⁰ Compte rendu de l'audience du 21 septembre 2011, p. 14 (« Madame le Président, vous vous souviendrez sans doute les témoignages au sujet des événements du 15 avril 1994, en termes de brutalité et de nombre de personnes tuées ce jour, le 15 avril ; eh bien, ce ne sont pas tous les Tutsis qui ont trouvé la mort... Les Tutsis qui ont comparu ici vous ont dit comment ils ont pu fuir et se barricader à l'intérieur de l'église »).

56762

ont participé à plusieurs réunions tenues dans différents lieux proches de la paroisse de Nyange pour planifier l'extermination des Tutsis dans la commune de Kivumu. Il ressort également de l'acte d'accusation que, après certaines de ces réunions, les Tutsis ont été désarmés par des parties à l'entreprise criminelle commune et que des attaques avaient eu lieu à l'église de Nyange²⁷¹.

161. Comme question préliminaire, la majorité note que la Défense soutient que le paragraphe 15 de l'acte d'accusation est entaché d'un vice de forme et devrait être considéré comme introductif²⁷². À ce sujet, la majorité rappelle que les allégations contenues au paragraphe 15 constituent en effet une introduction. En outre, les périodes indiquées dans le paragraphe 15 doivent être appréciées en tenant compte des paragraphes 16 à 33, qui contiennent des détails supplémentaires. La Chambre a déjà eu à dire que, « s'agissant de l'indication des lieux et des dates, l'acte d'accusation n'[était] pas d'une imprécision inadmissible »²⁷³ [traduction]. La majorité fait observer par ailleurs que le Procureur n'a produit aucun élément de preuve au soutien du paragraphe 16 de l'acte d'accusation²⁷⁴.

162. En réponse aux allégations du Procureur, la Défense affirme que les éléments de preuve à charge relatifs aux réunions sont contradictoires et ne sont pas fiables. Elle ajoute qu'il ressort des éléments de preuve du dossier que les réfugiés n'étaient pas autorisés à entrer dans l'église avec des armes²⁷⁵. Elle soutient en outre que le Procureur n'a pas établi la participation de Ndahimana à l'une quelconque des réunions alléguées, ni l'implication de l'accusé dans les attaques qui avaient ensuite eu lieu à la paroisse²⁷⁶.

4.2 Éléments de preuve

4.2.1 Témoin à charge CBS

163. En avril 1994, le témoin CBS, d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu²⁷⁷. Il était arrivé à la paroisse de Nyange avec des membres de sa famille le mardi 12 avril 1994 vers 6 heures. Des gendarmes étaient présents sur les lieux ainsi que quelque 2 000 réfugiés tutsis²⁷⁸.

164. Le 13 avril 1994, des femmes enceintes et un certain nombre d'enfants réfugiés à la paroisse étaient morts de faim. Seromba avait refusé de distribuer de la nourriture aux réfugiés et avait demandé aux gendarmes de tirer sur tout réfugié qui irait chercher des bananes dans la bananeraie²⁷⁹.

²⁷¹ Acte d'accusation, par. 14 et 15, 20, 22 et 23.

²⁷² Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 107 à 109.

²⁷³ Décision relative aux vices de forme entachant l'acte d'accusation, par. 16.

²⁷⁴ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010 (témoin CDZ), p. 32 à 35, 61 et 62 (huis clos) (La majorité constate que, selon les dires du témoin CDZ, Ndahimana avait participé à une réunion tenue à Kibuye le 10 avril 1994 et organisée par le préfet Clément Kayishema. Le témoin avait été informé de la participation de Ndahimana à ladite réunion, mais pas de l'objet de celle-ci. La Chambre ne peut tirer aucune conclusion de cette preuve par ouï-dire. La majorité rappelle en outre qu'aucun paragraphe de l'acte d'accusation ne contient de charge à l'encontre de l'accusé au sujet d'une réunion tenue à la préfecture de Kibuye).

²⁷⁵ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 164 à 172.

²⁷⁶ Ibid., par. 191 à 269.

²⁷⁷ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 10 ; pièce à conviction P.1.

²⁷⁸ Compte rendu de l'audience du 6 Septembre 2010, p. 15 à 17.

²⁷⁹ Ibid., p. 16.

566-8

165. Dans la matinée du jeudi 14 avril 1994, les réfugiés avaient repoussé à coups de pierres un groupe d'assaillants hutus venus les attaquer²⁸⁰. Dans l'après-midi, Ndahimana, l'IPJ Kayishema, Mbakilirehe, Kanyarukiga, Ndungutse et le témoin CDL étaient arrivés à la paroisse pour s'entretenir avec le père Seromba. Le témoin ne pouvait pas entendre ce qui se disait durant la réunion, mais « [les] personnalités étaient rentrées sans adresser la parole aux réfugiés »²⁸¹. Ce même jour dans la soirée, Ndahimana, Kayishema et Mbakilirehe étaient revenus à la paroisse dans le véhicule de couleur rouge de la commune. Ndahimana et un policier étaient restés dans le véhicule, alors que Kayishema et Mbakilirehe s'étaient approchés de l'église. Se tenant à l'entrée de celle-ci, Kayishema avait appelé sur une liste les noms de trois femmes hutues qui étaient mariées à des Tutsis. Les trois femmes étaient sorties de l'église, s'étaient entretenues avec Kayishema et Mbakilirehe, et étaient rentrées chez elles. Kayishema était alors retourné dans le véhicule, qui était ensuite reparti²⁸².

4.2.2 Témoin à charge CBN

166. En avril 1994, le témoin CBN, un agriculteur d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu²⁸³. Les membres de sa famille et lui étaient allés chercher refuge à la paroisse de Nyange le 12 avril 1994²⁸⁴.

167. Vers 8 heures le 13 avril 1994, les réfugiés présents à la paroisse avaient été attaqués par des assaillants hutus qui portaient des armes traditionnelles et qui avaient installé un barrage routier en face de la pharmacie de Kanyarukiga. Trois gendarmes avaient aidé les assaillants en leur ouvrant le barrage et en se mettant à l'écart. Cependant, à un moment non précisé par le témoin, les gendarmes avaient aussi tiré en l'air en guise d'avertissement aux assaillants pour amener ceux-ci à reculer. Les réfugiés avaient réussi à repousser les assaillants en leur jetant des pierres. L'attaque s'était poursuivie toute la journée jusqu'aux environs de 16 heures²⁸⁵. Des policiers avaient récupéré le 13 avril 1994 les armes traditionnelles que détenaient les réfugiés, en disant à ces derniers que leur protection serait assurée par des policiers et des gendarmes²⁸⁶.

168. Le 14 avril 1994 vers 8 heures, les Hutus avaient lancé une attaque contre les réfugiés, mais ceux-ci avaient réussi à les repousser²⁸⁷. Le témoin a ajouté : « [P]endant toute la journée, nous avons fait face aux assaillants qui nous attaquaient et nous les avons repoussés »²⁸⁸. Les assaillants avaient mis fin à leur attaque alors que les autorités étaient en réunion. Aucun réfugié n'avait été tué ce jour-là²⁸⁹.

169. Le 14 avril 1994, Ndahimana était arrivé à l'église entre midi et 13 h 30. Il était en compagnie du brigadier Mbakilirehe, de l'IPJ Kayishema, de Kanyarukiga, et du vice-président

²⁸⁰ Compte rendu de l'audience du 6 Septembre 2010, p. 20.

²⁸¹ Ibid., p. 18, 62.

²⁸² Ibid., p. 19, 52 et 53, 58 (L'une des femmes s'appelait Nyirantama. Le témoin ne connaissait pas les noms des deux autres, mais savait qu'elles étaient Hutues et étaient mariées à des Tutsis).

²⁸³ Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 3.

²⁸⁴ Ibid., p. 19.

²⁸⁵ Comptes rendus des audiences du 13 septembre 2010, p. 20 et 21, 61, et du 14 septembre 2010, p. 8.

²⁸⁶ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 9.

²⁸⁷ Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 28.

²⁸⁸ Ibid., p. 68.

²⁸⁹ Id.

5656

d'un tribunal local, Gaca Butelezi. Ils étaient allés voir le père Seromba au presbytère²⁹⁰. Le témoin les avait vu arriver, puis il avait vu le groupe debout sur le balcon du presbytère et désignant du doigt les réfugiés, mais il ne pouvait pas entendre ce qui se disait. Ils n'étaient pas restés longtemps et étaient descendus peu après. Les réfugiés avaient posé la question suivante à Ndahimana : « Nous sommes réellement attaqués, qu'est-ce que vous allez faire pour nous ? » ; l'accusé avait répondu que c'étaient des « *Inyenzi-Inkotanyi* qui avaient provoqué la guerre et que les Hutus devaient également se défendre ». Il était ensuite reparti²⁹¹. Après le départ des autorités, les réfugiés avaient eu à repousser une attaque de faible envergure²⁹².

4.2.3 Témoin à charge CBI

170. En avril 1994, le témoin CBI, un agriculteur d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu²⁹³. Il connaissait Ndahimana parce que celui-ci était le bourgmestre de sa commune²⁹⁴. Le 7 avril 1994, le témoin était allé chercher refuge chez un ami²⁹⁵. Il s'était ensuite rendu à la paroisse de Nyange après avoir appris des Tutsis de son secteur que Ndahimana encourageait les Tutsis à aller à la paroisse. Il avait de fait appris que le bourgmestre y avait déjà conduit des Tutsis à bord de sa Toyota Hilux de couleur rouge²⁹⁶. Il était arrivé à la paroisse le 12 avril 1994 vers 19 heures²⁹⁷.

171. Le 13 avril 1994, CBI avait vu Ndahimana, Kayishema, Kanyarukiga, Murangwabugabo et Ndungutse vers 10 heures. Ils étaient allés s'entretenir avec le père Seromba au presbytère²⁹⁸. Les autorités avaient passé environ une heure au presbytère. Le témoin ne pouvait pas entendre ce qu'elles se disaient, mais pouvait les voir converser parce qu'il se trouvait dans la cour²⁹⁹.

172. Ce jour-là, à un moment non indiqué par le témoin, Seromba avait demandé aux réfugiés « s'il n'y avait pas d'autres personnes qui étaient restées sur les collines »³⁰⁰. Le témoin lui avait donné les noms des personnes de sa localité qui ne se trouvaient pas à la paroisse et Seromba avait remis la liste à Ndahimana. Plus tard ce jour-là, le témoin avait vu les Tutsis dont il avait donné les noms arriver à la paroisse. Certains étaient arrivés à bord d'un pickup de couleur blanche qui appartenait au témoin CDZ et que conduisait un dénommé Yohana Jigoma³⁰¹.

173. Le 13 avril 1994, vers 10 heures, des assaillants hutus munis d'armes traditionnelles avaient lancé une attaque contre les réfugiés. Pendant l'attaque, ils criaient : « Nous sommes en train de tuer les *Inyenzi* ». Les réfugiés avaient réussi à les repousser et aucun réfugié n'avait été tué lors de cette attaque³⁰². Dans la nuit, les réfugiés avaient tenté de chercher des bananes dans la bananeraie qui se

²⁹⁰ Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 22.

²⁹¹ Comptes rendus des audiences du 13 septembre 2010, p. 24, et du 21 septembre 2011, p. 7, 13.

²⁹² Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 24, 61, 62, 68.

²⁹³ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 27.

²⁹⁴ Ibid., p. 33.

²⁹⁵ Ibid., p. 28.

²⁹⁶ Ibid., p. 31.

²⁹⁷ Ibid., p. 32.

²⁹⁸ Comptes rendus des audiences du 14 septembre 2010, p. 33 et 34, et du 21 septembre 2011, p. 13 ; pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 129.

²⁹⁹ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 38 ; pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 129.

³⁰⁰ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 35.

³⁰¹ Ibid., p. 35 à 38 (Parmi les Tutsis qui étaient arrivés par la suite à l'église, le témoin avait vu Antoine Karake et sa famille).

³⁰² Ibid., p. 38 et 39.

564/65

trouvait près de la paroisse. Le père Seromba avait menacé en disant que tout réfugié qui s'approcherait encore des bananiers serait abattu³⁰³.

174. Le 14 avril 1994, vers 11 heures ou midi, Ndahimana, Kayishema, Kanyarukiga, Ndungutse et Védaste Murangwabugabo étaient revenus à l'église et s'étaient entretenus avec le père Seromba au presbytère. La réunion avait duré environ deux heures³⁰⁴. Dans la même journée, à une heure non précisée par le témoin, une autre attaque avait eu lieu. Les assaillants étaient munis d'armes traditionnelles et étaient plus nombreux que la veille, mais les réfugiés avaient une fois de plus réussi à les repousser. L'attaque avait duré environ une heure et s'était déroulée en présence des autorités qui étaient arrivées plus tôt³⁰⁵.

4.2.4 Témoin à charge YAU

175. En avril 1994, le témoin YAU, une femme au foyer d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu³⁰⁶. Avant les événements d'avril 1994, Ndahimana et elle étaient voisins³⁰⁷.

176. Le témoin et sa famille étaient allés chercher refuge à la paroisse de Nyange « quelques jours » après la mort du Président Habyarimana³⁰⁸. Elle y était restée trois jours³⁰⁹. Elle était arrivée avant midi et avait vu Ndahimana, le père Seromba, Kayishema, Kanyarukiga et un conseiller du nom de Vianney Habarugira (« Habarugira ») tenant une réunion devant le secrétariat de la paroisse. Elle se trouvait à plusieurs mètres du groupe³¹⁰. Kayishema et Kanyarukiga étaient allés à la recherche des Tutsis qui n'étaient pas encore arrivés à la paroisse. Ils avaient effectué plusieurs navettes, revenant chaque fois avec des Tutsis à bord du véhicule de Kanyarukiga³¹¹.

177. Le deuxième jour de présence du témoin à la paroisse, une religieuse du nom de Mama Jean avait essayé d'apporter à manger aux réfugiés. L'IPJ Kayishema et Kanyarukiga l'en avaient empêchée et avaient versé la nourriture par terre³¹². Le même jour, les réfugiés avaient demandé de l'eau à Seromba. Celui-ci avait refusé de leur en donner en répondant que, de toutes les façons, ils « [étaient] voués à la mort »³¹³. Dans la journée, à une heure qu'elle n'a pas précisée, YAU avait vu Ndahimana, le père Seromba, Kayishema, Kanyarukiga et Habaruriga le conseiller du secteur de Nyange réunis devant le secrétariat³¹⁴. Le même jour, le père Seromba avait demandé aux gendarmes de confisquer les « bâtons » qu'avaient les réfugiés³¹⁵. Plus tard, elle avait vu les mêmes personnes réunies avec un groupe de gendarmes devant le secrétariat. À une heure non indiquée par le témoin, des assaillants hutus s'étaient rassemblés à la place du Jubilé, mais le père Seromba leur avait demandé d'attendre parce qu'ils étaient moins nombreux que les réfugiés. Ce groupe d'assaillants avait obtempéré. Cependant, un deuxième groupe venant de la direction de la statue de

³⁰³ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 40.

³⁰⁴ Comptes rendus des audiences du 14 septembre 2010, p. 40, et du 21 septembre 2011, p. 13.

³⁰⁵ Compte rendu de l'audience du 14 Septembre 2010, p. 41 et 42.

³⁰⁶ Pièce à conviction P.13.

³⁰⁷ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 54 (huis clos).

³⁰⁸ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 40.

³⁰⁹ Ibid., p. 45.

³¹⁰ Ibid., p. 41 et 42 (La majorité en déduit que YAU était arrivée le 13 avril 1994).

³¹¹ Ibid., p. 43.

³¹² Ibid., p. 45 (La majorité en déduit qu'il s'agissait du 14 avril 1994).

³¹³ Ibid., p. 45 et 46 (La majorité en déduit que le témoin parle ici des événements qui s'étaient produits le 14 avril 1994).

³¹⁴ Ibid., p. 45.

³¹⁵ Ibid., p. 46.

la Vierge Marie avait attaqué les réfugiés. Le témoin a précisé : « Ils nous ont attaqués, nous nous sommes servis de pierres pour nous défendre. Nous les repoussions, ils retournaient, ainsi de suite »³¹⁶. Deux gendarmes étaient présents lors des attaques, mais n'avaient rien fait pour venir en aide aux réfugiés³¹⁷.

4.2.5 Témoin à charge CDZ

178. En 1994, le témoin CDZ, d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu³¹⁸. Il s'était rendu à l'église de Nyange le 13 avril 1994. À son arrivée, « [l']église était pleine de gens »³¹⁹. Il était resté à l'église de Nyange de son arrivée à 20 heures le 13 avril 1994 à la nuit suivante, le 14 avril 1994³²⁰.

179. Alors qu'il se cachait dans un coin à l'intérieur de l'église, il avait entendu des bruits venant de l'extérieur. Il a ajouté : « [I]l y avait quelques Tutsis à l'extérieur de l'église. J'entendais des bruits à l'extérieur de l'église, et j'entendais les gens dire qu'il y avait des assaillants qui avaient tenté de jeter des pierres sur les réfugiés »³²¹. Le témoin avait quitté l'église dans la nuit du 14 avril 1994, parce qu'il pensait que ceux qui y restaient étaient en danger de mort. Des gendarmes lui avaient parlé du risque élevé auquel on s'exposait en restant à l'église³²².

4.2.6 Témoin à charge CBK

180. Le témoin CBK, d'ethnie hutue, était à la paroisse de Nyange pendant les événements d'avril 1994³²³. À la barre, il a dit que, le 7 avril 1994, le premier groupe de Tutsis était venu chercher refuge à la paroisse vers 14 heures et que, par la suite, les réfugiés avaient continué d'arriver chaque jour³²⁴. Le 12 avril 1994, les réfugiés étaient entrés dans l'église après que Seromba, Ndahimana, Kayishema, Ndungutse, Mbakilirehe et d'autres autorités leur eurent dit qu'ils y seraient mieux protégés. Cela s'était déroulé sous les yeux du témoin³²⁵.

181. Dans la matinée du 13 avril 1994, CBK avait vu Seromba, Ndahimana, le témoin CDL, Kayishema, Mbakilirehe, Ndungutse, le colonel Nzaphakumunsi ainsi que d'autres autorités « de toutes les catégories » arriver à la paroisse. Ils s'étaient rendus dans le bâtiment où résidaient les prêtres, dans la chambre qu'occupait habituellement l'évêque de Nyundo lorsque l'intéressé venait à la paroisse³²⁶. Les mêmes autorités s'étaient réunies à deux reprises le 13 avril 1994. La première réunion avait eu lieu avant midi et avait duré environ une heure, et la deuxième avait commencé vers 14 heures. Entre les deux réunions, une attaque de faible envergure avait été lancée contre les réfugiés, qui avaient cependant réussi à repousser les Hutus à l'aide de pierres et de petites armes traditionnelles. Le témoin a pensé que c'était pendant la deuxième réunion que les autorités avaient

³¹⁶ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 46.

³¹⁷ Id.

³¹⁸ Pièce à conviction P.4.

³¹⁹ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 39.

³²⁰ Ibid., p. 40.

³²¹ Ibid., p. 41.

³²² Id.

³²³ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 69 (huis clos) ; pièce à conviction P.16.

³²⁴ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 2, 3, 48 (huis clos).

³²⁵ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 3, 67, 68.

³²⁶ Ibid., p. 7.

décidé de faire venir des armes à l'église car « [c'était] donc [après la réunion de] l'après-midi que les armes [avaient] été amenées à l'église »³²⁷.

182. Le 14 avril 1994, les autorités avaient désarmé ceux des réfugiés qui étaient arrivés à l'église munis d'armes traditionnelles telles que des arcs et des machettes. Elles avaient dit aux réfugiés : « Écoutez, Messieurs les réfugiés, donnez-nous vos armes, car nous sommes ici pour assurer votre sécurité »³²⁸. Ce jour-là, les autorités s'étaient réunies à deux reprises dans la chambre de l'évêque. À la suite de la première réunion, vers 11 heures, elles avaient commencé à désarmer les réfugiés. Cette opération avait duré environ une heure. Certaines des armes confisquées avaient été chargées dans le véhicule de la commune, alors que les arcs et les flèches avaient été entreposés à l'église. Ndahimana était présent aux deux réunions et aussi lorsque les réfugiés avaient été désarmés. Les autres personnes qui avaient participé aux deux réunions et à la confiscation des armes étaient notamment le père Seromba, Kayishema, Kanyarukiga, Ndungutse et d'autres autorités parmi lesquelles des conseillers³²⁹. Immédiatement après la confiscation des armes des réfugiés, un groupe d'assaillants hutus avait attaqué de nouveau la paroisse. Le témoin a dit à la barre que, alors que Ndahimana, Seromba et Kayishema étaient réunis une deuxième fois ce jour-là, « [I]es Hutus s'[étaient] retirés et les Tutsis [étaient] rentrés dans l'église ». Les Tutsis avaient une fois de plus réussi à repousser les assaillants et « [i]l n'y a[vait] pas eu beaucoup de dégâts ». De l'avis du témoin, pendant leurs réunions, les autorités discutaient des mesures à prendre pour venir à bout des Tutsis³³⁰.

4.2.7 Témoin à charge CBY

183. En avril 1994, le témoin CBY, d'ethnie hutue, se trouvait à un endroit d'où il pouvait observer ce qui se passait à la paroisse de Nyange. Bien que ne vivant pas habituellement à la paroisse, il y avait passé toute la période allant du 10 au 18 avril 1994 à cause de la situation sécuritaire qui prévalait dans la région³³¹. Il avait vu Ndahimana à deux reprises avant les événements d'avril 1994 : la première fois lors de l'investiture du bourgmestre et la deuxième fois alors que celui-ci passait sur une route³³².

184. Pendant le génocide, il avait vu Ndahimana les 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 avril 1994³³³. Le 12 avril 1994, le témoin avait vu un groupe d'environ dix « bandits, sales gamins » armés de gourdins et de machettes arriver à la paroisse de Nyange. Le groupe avait échangé des injures avec les réfugiés et était reparti³³⁴. Le 13 avril 1994, les autorités, dont Ndahimana, étaient arrivées à la paroisse après le groupe d'assaillants. Le témoin avait entendu Ndahimana demander aux assaillants de rentrer chez eux³³⁵.

³²⁷ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010, p. 12, et du 21 septembre 2011, p. 13.

³²⁸ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 12.

³²⁹ Ibid., p. 12 à 14, 67, 68.

³³⁰ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 13, 14 et 68 (Les noms des conseillers étaient : Habarugira Kamili et Sindagera. Le témoin a dit avoir entendu les autorités, dont Ndahimana, parler de la nécessité de désarmer les réfugiés. Il est impossible de savoir s'il avait entendu cela après la réunion tenue le 12 avril 1994 ou après la première réunion du 14 avril 1994).

³³¹ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010, p. 46 et 47 (huis clos), et du 10 novembre 2010, p. 44 (huis clos).

³³² Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 41.

³³³ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 53 et 54 (huis clos).

³³⁴ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 60.

³³⁵ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 23 (huis clos) (« R : Il [Ndahimana] s'adressait aux Hutus qui

561 bis

185. Le 14 avril 1994, vers 8 heures, le témoin avait vu Ndahimana, l'IPJ Kayishema, Ndungutse, un dénommé Théodomir (alias « Kiragi ») et Kanyarukiga dans la cour arrière, se rendant chez le « prêtre » au presbytère. L'attaque contre les réfugiés avait débuté une heure ou deux plus tard. À en croire CBY, les « autorités » étaient déjà parties lorsque l'attaque avait débuté. Celle de ce jour-là avait duré environ deux heures³³⁶. De l'avis du témoin, l'attaque du 14 avril 1994 était la véritable première attaque contre les réfugiés, parce qu'un dénommé Muhigirwa avait été tué ce jour-là vers 14 heures à un barrage situé près de la paroisse³³⁷. Cette attaque était dirigée par Kanyarukiga, Maharamu et Appolinaire Rangira (« Rangira »)³³⁸. Les assaillants jetaient des pierres sur les réfugiés, qui répliquaient en jetant des pierres sur les assaillants, mais « [l]es Hutus n'étaient pas très nombreux ce jour-là et s'[étaient] retirés »³³⁹.

4.2.8 Témoin à charge CDJ

186. En avril 1994, le témoin CDJ, d'ethnie hutue, se trouvait à un endroit d'où il pouvait observer ce qui passait à la paroisse de Nyange³⁴⁰.

187. Il était présent le dimanche où les réfugiés avaient commencé à affluer en grand nombre à la paroisse, mais n'avait pas vu d'autorités ce jour-là. Le lendemain, à son arrivée à 19 heures, il avait vu Ndahimana, Kayishema et Kanyarukiga s'entretenir avec le père Seromba au balcon du bâtiment où résidaient les prêtres. Il ne pouvait pas entendre ce que ces hommes se disaient, mais, à son avis, leur entretien avait duré environ une heure après son arrivée³⁴¹. À l'arrivée du témoin le mardi à 19 heures, il avait vu Ndahimana assis en compagnie de Kanyarukiga et du père Seromba sur le même balcon. Comme la première fois, il ne pouvait pas entendre ce qu'ils disaient, mais, à son avis, ils étaient restés ensemble environ une heure après son arrivée³⁴².

188. Le témoin s'était encore rendu à la paroisse le mercredi à 19 heures. À son arrivée, il avait constaté que les réfugiés qui étaient au presbytère de Nyange avaient été déplacés et enfermés dans l'église. Il avait compris que ce changement était intervenu parce que les réfugiés avaient causé du « désordre » au presbytère. Ce jour-là, il avait vu Ndahimana avec Kanyarukiga et le père Seromba en train de parler sur le même balcon. Ils y étaient restés environ une heure et demie après l'arrivée du témoin³⁴³.

189. Le lendemain, le jeudi, à son arrivée à la paroisse, le témoin avait appris des personnes présentes sur les lieux qu'il y avait eu des « affrontements » ce jour-là, et que « les gens s'étaient lancé des pierres ». Il avait aussi vu Ndahimana, Kayishema, et Kanyarukiga s'entretenir avec le père Seromba sur le balcon. Comme les autres fois, il ne pouvait pas entendre leur conversation,

avaient attaqué les Tutsis. Q. : Veuillez me corriger, si je me trompe – est-ce que Ndahimana a dit aux assaillants de rentrer chez eux ? R. : Oui, il leur a demandé de rentrer. Mais je ne sais pas s'ils sont immédiatement rentrés chez eux parce que je ne les ai pas suivis »).

³³⁶ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 35 et 36 (huis clos).

³³⁷ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010, p. 60, et du 10 novembre 2010, p. 22, 34 (huis clos).

³³⁸ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 35 (huis clos).

³³⁹ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 61.

³⁴⁰ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 26 et 27 (huis clos).

³⁴¹ Comptes rendus des audiences du 11 novembre 2010, p. 26 et 27 (huis clos), p. 31 et 32 (La Chambre en déduit qu'il s'agissait du 11 avril 1994).

³⁴² Id.

³⁴³ Comptes rendus des audiences du 11 novembre 2010, p. 26 et 27 (huis clos), p. 32 et 33.

mais, à son avis, cette fois-là, ils étaient restés ensemble pendant environ deux heures et demie après son arrivée³⁴⁴.

190. En réponse à l'affirmation de la Défense selon laquelle Ndahimana avait participé à des funérailles les 14, 15 et 16 avril 1994, le témoin a dit que « [Ndahimana était] allé[] à Rufungu le jour où on avait dit que le docteur Juvénal Ntawuruhunga [le « docteur Ntawuruhunga »] était décédé à Kigali, mais [qu']il[] n'[avait] pas passé la nuit à Rufungu »³⁴⁵.

4.2.9 Témoin à charge CDL

191. En avril 1994, le témoin CDL, d'ethnie hutue, était enseignant et habitait la commune de Kivumu³⁴⁶. Le 13 avril 1994, il s'était rendu à la place du marché de Mutanoga entre midi et 14 heures. Sur le chemin, il avait rencontré par hasard Kanani, qui était en compagnie de Habiyaambere, Kayishema et d'autres personnes qui revenaient de l'église de Nyange. Kanani avait dit avoir « exécuté sa mission » et que « les autres devaient exécuter leurs missions »³⁴⁷. Kanani avait expliqué qu'il avait vérifié si les réfugiés étaient armés et qu'il avait fait cela en exécution d'une décision prise lors d'une réunion tenue ce jour-là au bureau communal de Kivumu. Au nombre des participants à ladite réunion figuraient Ndahimana, l'IPJ Kayishema, le président du tribunal de canton Habiyaambere, le brigadier de la police communale ainsi que les « leaders des attaques », Ndungutse, Kanyarukiga, et le père Seromba. Le témoin avait été informé de la tenue de la réunion par Kanani et Habiyaambere. Kanani avait constaté que certains réfugiés avaient des armes traditionnelles, mais qu'aucun ne possédait d'arme à feu³⁴⁸.

192. Le 14 avril 1994, le témoin ne s'était pas rendu à l'église³⁴⁹. Vers 15 heures, il s'était rendu au centre commercial de Mutanoga et était assis au bar de Nganji, lorsqu'il avait vu un groupe de personnes armées de bâtons et de machettes venant de la direction de l'église de Nyange. Il avait appris qu'une attaque avait été lancée contre l'église et qu'elle avait été dirigée par Ndungutse. Sur la place du marché se trouvaient certaines personnes qui tenaient un barrage situé tout près et d'autres personnes qui étaient venues voir le corps du docteur Ntawuruhunga. Même si le témoin a dit ne pas être certain de l'heure, selon lui, un certain Félix qui tenait le barrage lui avait appris que le corps était arrivé au barrage vers 14 heures, avant l'arrivée du témoin. Sur la place du marché, CDL avait vu Ndahimana, Kayishema, Habiyaambere, Mbakilirehe et Jean-Baptiste Kagenza, qui était enseignant et président du MRND. Il a ajouté que « [certaines] personnes qui étaient venues de Kigali » avaient demandé à Ndahimana d'intervenir. Ceux qui tenaient le barrage voulaient ouvrir le cercueil du médecin. Une fois sur les lieux, l'accusé avait veillé à ce que le cercueil passe le barrage sans encombre³⁵⁰.

193. Vers 15 h 30, alors que Ndahimana s'entretenait avec Ndungutse, Kayishema et d'autres personnes, Kanyarukiga était arrivé à bord d'un véhicule de couleur rouge³⁵¹. Il avait posé la question de savoir si les réfugiés qui se trouvaient à l'église avaient été tués et on lui avait répondu

³⁴⁴ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 33 et 34.

³⁴⁵ Ibid., p. 56.

³⁴⁶ Pièce à conviction P.46.

³⁴⁷ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 76.

³⁴⁸ Comptes rendus des audiences du 11 novembre 2010, p. 76 et 77, du 18 novembre 2010, p. 61 à 63, du 19 novembre 2010, p. 23 et 24, et du 21 septembre 2011, p. 13.

³⁴⁹ Compte rendu de l'audience du 18 novembre 2010, p. 64.

³⁵⁰ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 2 et 3, et du 18 novembre 2010, p. 13, 61 à 63.

³⁵¹ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 3 à 5.

559.63

que l'attaque avait échoué. Kanyarukiga avait alors dit au groupe que les *Inkotanyi* étaient arrivés de l'autre côté de la rivière et se préparaient à venir libérer les réfugiés, et qu'il fallait exterminer ceux-ci rapidement³⁵². Ndahimana avait ajouté que tous les « habitants » devaient se rendre à la paroisse et qu'il fallait leur faire comprendre que les *Inkotanyi* avaient tué le docteur Ntawuruhunga, Théoneste Mujyanama, et le Président de la République. Il avait exhorté tous ceux qui étaient présents à réunir leurs voisins pour que ceux-ci prennent part à l'attaque³⁵³. Environ une demi-heure plus tard, le groupe de personnes, y compris Ndahimana, était parti pour le secteur de Ngobagoba, puisqu'il pensait que les *Inkotanyi* arriveraient par là³⁵⁴. L'accusé n'aurait pas pu passer la nuit chez le docteur Ntawuruhunga, parce que la situation était critique et qu'il avait des problèmes urgents à régler³⁵⁵.

4.2.10 Témoin à charge CBR

194. En avril 1994, le témoin CBR, un agriculteur d'ethnie hutue, habitait la commune de Kivumu³⁵⁶. Il savait que l'accusé était le bourgmestre de la commune de Kivumu. Il le voyait souvent passer au volant du véhicule de la commune, une camionnette de couleur rouge à laquelle l'accusé avait eu droit après sa nomination en tant que bourgmestre³⁵⁷.

195. Le témoin s'était rendu à la paroisse de Nyange le 13 avril 1994 pour apporter à manger à son beau-frère, un Tutsi qui y était allé chercher refuge. Avant le départ du témoin pour la paroisse, Ndungutse l'avait informé qu'une réunion à laquelle avaient notamment pris part Ndungutse, le bourgmestre Ndahimana, Védaste Muragwabugabo, le bourgmestre adjoint, Gilbert Kanani Rugwizangoga, Gatsha Buthelezi, Kanyarukiga et l'adjudant-chef Habarugira s'était tenue au bureau communal. Lors de cette réunion, il avait été décidé d'attaquer les réfugiés et de vérifier si ceux-ci étaient armés ou non. À son arrivée à la paroisse, le témoin avait averti son beau-frère qu'une attaque était imminente. Celui-ci lui avait appris que Rugwizangoga, le père Seromba et Habiyaambere avaient déjà fouillé les réfugiés³⁵⁸.

196. Le 14 avril 1994, Kayishema avait sillonné la commune au volant du véhicule du témoin CDZ. À l'aide d'un mégaphone, il avait informé la population locale que les « *Inyenzi* » avaient attaqué la commune et qu'il fallait sauver celle-ci. Le témoin avait compris que le terme « *Inyenzi* » désignait les Tutsis. Ndungutse, Kayishema et un groupe d'assaillants, dont le témoin, s'étaient réunis à la statue de la Vierge Marie vers 11 heures. Ndungutse et Kayishema s'étaient entretenus avec les gendarmes, qui avaient dit aux deux hommes qu'ils seraient submergés par le très grand nombre de réfugiés. Ndungutse et Kayishema avaient répondu qu'ils « [allaient], [eux], essayer » et avaient convaincu les gendarmes de laisser les assaillants lancer leur attaque. Les gendarmes avaient alors coupé la corde qui servait de barrage et s'étaient retirés. Ensuite, les assaillants, dont le témoin, avaient commencé à jeter des pierres sur les réfugiés qui leur rendaient la pareille. Il y avait entre 500 et 1 000 assaillants ce jour-là, mais les réfugiés étaient beaucoup plus nombreux. S'étant vite rendu compte que les réfugiés étaient trop nombreux, les assaillants étaient rentrés chez eux. Personne n'avait été tué ce jour-là. De l'avis du témoin, les autres assaillants et lui étaient arrivés à

³⁵² Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 3 et 4, et du 18 novembre 2010, p. 62 et 63.

³⁵³ Compte rendu de l'audience du 18 novembre 2010, p. 63.

³⁵⁴ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 5.

³⁵⁵ Compte rendu de l'audience du 18 novembre 2010, p. 63 et 64.

³⁵⁶ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 7 ; pièce à conviction P.14.

³⁵⁷ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 7.

³⁵⁸ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 14 et 15, du 2 novembre 2010, p. 17, et du 21 septembre 2011, p. 13.

55866

l'église vers 11 heures, l'attaque avait été lancée dans l'après midi et elle n'avait pas duré longtemps. Sans être sûr de l'heure exacte, à son avis, les assaillants s'étaient retirés vers 15 heures³⁵⁹.

197. En rentrant chez lui en compagnie des autres assaillants, le témoin avait vu Ndungutse s'arrêter pour s'entretenir avec quelqu'un qui se trouvait dans un véhicule sur la route. Ndungutse avait ensuite dit aux assaillants qu'il s'agissait de Kanyarukiga et que ce dernier lui avait appris que les *Inyenzi* étaient proches et qu'ils venaient à la rescousse des réfugiés qui se trouvaient à la paroisse. Kanyarukiga avait donné aux assaillants l'ordre de retourner à l'église et promis des renforts³⁶⁰.

4.2.11 Témoin à charge CNJ

198. En avril 1994, le témoin CNJ, d'ethnie hutue, était élève et habitait le secteur de Gasave, dans la commune de Kivumu³⁶¹. Il avait participé aux tueries commises en avril 1994, notamment à l'église de Nyange³⁶². Il connaissait Ndahimana du fait que l'intéressé était bourgmestre de la commune de Kivumu³⁶³.

199. Le témoin a indiqué à la barre que, le 14 avril 1994, Kayishema était venu à Karuteyi demander aux membres de la population de se rendre à l'église de Nyange le 15 avril 1994 pour tuer les Tutsis, parce que c'étaient ceux-ci qui avaient tué un médecin hutu³⁶⁴.

4.2.12 Témoin à décharge Thérèse Mukabideri

200. Thérèse Mukabideri, d'ethnie hutue, était l'épouse du docteur Ntawuruhunga. En 1994, elle travaillait à la Banque Continentale Africaine et était membre du MRND³⁶⁵. Le 14 avril 1994, elle avait été informée que son mari, le docteur Ntawuruhunga, avait été tué dans la nuit du 13 avril 1994 par des éléments du FPR. Le corps du défunt qu'accompagnaient Ndahimana, Ferdinand et d'autres personnes avait été ramené à Rufungo vers 16 heures le 14 avril 1994³⁶⁶. L'accusé était resté à Rufungo au-delà de minuit pour organiser les obsèques qui devaient avoir lieu le lendemain 15 avril 1994³⁶⁷.

4.2.13 Témoin à décharge Béatrice Mukankusi

201. En 1994, Béatrice Mukankusi, d'ethnie hutue, habitait le secteur de Nyange, à environ 50 à 100 mètres du bureau communal. Elle vendait de la nourriture et des boissons au marché local³⁶⁸.

³⁵⁹ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 15 à 19, et du 2 novembre 2010, p. 14 et 15, 18.

³⁶⁰ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 19 et 20.

³⁶¹ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 50 ; pièce à conviction P-20.

³⁶² Comptes rendus des audiences du 4 novembre 2010, p. 50 (« Q. : Faisiez-vous partie du groupe de Hutus qui ciblaient les Tutsis ? R : Tout à fait »), et du 5 novembre 2010, p. 12 (huis clos) (Le témoin a affirmé ce qui suit : « J'ai joué un rôle également dans les tueries des autres... d'autres personnes, mais les 11 personnes, ce sont les personnes [que] j'ai physiquement... j'ai physiquement tuées »).

³⁶³ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 80.

³⁶⁴ Ibid., p. 59.

³⁶⁵ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 67 et 68.

³⁶⁶ Ibid., p. 74 et 75.

³⁶⁷ Ibid., p. 75.

³⁶⁸ Ibid., p. 4 à 6.

202. Le jeudi 14 avril 1994, vers 14 heures ou 15 heures, elle avait prêté son véhicule, un pickup Daihatsu de couleur bleue, à Ndahimana pour que celui-ci puisse se rendre aux funérailles du docteur Ntawuruhunga à Rufungo dans le secteur de Rukoko³⁶⁹.

4.2.14 Témoignage à décharge Léonille Murekeyisoni

203. En 1994, Léonille Murekeyisoni, d'ethnie hutue, habitait Ngoma dans la préfecture de Butare. Elle était l'épouse de Juvénal Rwanzegushira, qui avait été bourgmestre de la commune de Kivumu de septembre 1990 à 1993³⁷⁰. La majorité fait observer que le mari du témoin et l'accusé étaient amis, un fait qui devra être pris en compte lors de l'évaluation de la déposition de l'intéressée³⁷¹.

204. Le 14 avril 1994, elle avait appris la mort du docteur Ntawuruhunga et s'était rendue dans la maison de celui-ci. Elle y était arrivée vers 17 heures et en était repartie vers 18 heures. Ndahimana était chez le docteur Ntawuruhunga à l'arrivée du témoin³⁷².

4.2.15 Témoignage à décharge ND24

205. En avril 1994, le témoin ND24, d'ethnie hutue, était commerçant et habitait la commune de Kivumu³⁷³. Il avait connu Ndahimana lorsque celui-ci était devenu bourgmestre en octobre 1993³⁷⁴. Arrêté en 1996 pour sa participation au génocide, le témoin avait avoué avoir tenu un barrage routier, participé au meurtre d'un Tutsi dénommé Innocent Muhigirwa le 12 avril 1994 et avoir pris part aux attaques contre l'église de Nyange les 14 et 15 avril 1994. Il a été libéré en 2003³⁷⁵.

206. Le 13 avril 1994, le témoin CDL, Kayishema, Ndungutse et le président du tribunal de canton Gacabutarezi avaient donné au témoin et à d'autres personnes l'ordre d'installer un barrage près de la paroisse de Nyange, juste en face de la maison de Kimaranzara et à environ une minute et demie de marche de la place du marché de Mutanoga, pour « empêcher l'infiltration des Inkotanyi »³⁷⁶. Le barrage était resté en place pendant trois jours. Aucun Tutsi n'y avait été tué³⁷⁷. Le témoin a soutenu lors de sa déposition que, si le bourgmestre était passé par le barrage, il l'aurait su, même s'il avait été absent : « [Q]uelqu'un comme [Ndahimana] ne pouvait pas passer à un tel endroit sans qu'on le sache »³⁷⁸.

207. Le 14 avril 1994, le témoin était arrivé au barrage à 8 heures. Vers 11 heures, des assaillants conduits par Ndungutse y étaient arrivés, armés de gourdins. Les gendarmes avaient tiré en l'air et les assaillants, mais aussi ceux qui tenaient le barrage, avaient pris la fuite. L'incident avait duré en tout une vingtaine de minutes et le barrage avait été remis en place vers midi³⁷⁹. Le témoin avait vu Ndahimana passer par le barrage pour se rendre au presbytère entre 13 heures et 14 heures le 14

³⁶⁹ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 14.

³⁷⁰ Compte rendu de l'audience du 10 février 2011, p. 6.

³⁷¹ Ibid., p. 6 et 7, 19.

³⁷² Ibid., p. 10, 17 à 19.

³⁷³ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 6 ; pièce à conviction D.113.

³⁷⁴ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 6.

³⁷⁵ Ibid., p. 3 et 4.

³⁷⁶ Ibid., p. 6, 27.

³⁷⁷ Ibid., p. 27 et 28.

³⁷⁸ Ibid., p. 35.

³⁷⁹ Ibid., p. 8 à 10.

avril 1994. Il conduisait une Daihatsu de couleur bleue appartenant à un commerçant dénommé Antoine et était accompagné de deux policiers locaux. À son arrivée au presbytère, « tout le monde [y compris les Tutsis] s'[était] rapproché de lui, même les gendarmes », mais le témoin ne pouvait pas entendre ce qu'ils disaient³⁸⁰. Ndahimana était reparti du presbytère au bout d'une trentaine de minutes³⁸¹. Le témoin l'avait revu plus tard ce jour-là. Entre 15 heures et 16 heures, ceux qui tenaient le barrage avaient fouillé le véhicule qui transportait « [le] corps » d'un homme qui avait été tué à Kigali. Quelqu'un qui se trouvait dans le véhicule avait dit que le corps était emmené chez le défunt. Kimaranzara, le chef de ceux qui tenaient le barrage, avait personnellement fouillé le véhicule. Kayishema avait ordonné à ceux qui tenaient le barrage de fouiller tous les véhicules qui passaient par le barrage, y compris celui du bourgmestre. Une vingtaine de minutes plus tard, Ndahimana « [était] passé par là » à bord de la Daihatsu, qui avait aussi été fouillée³⁸². Aucun Tutsi n'avait été tué le 14 avril 1994³⁸³.

4.2.16 Témoin à décharge ND6

208. En 1994, le témoin ND6, d'ethnie hutue, habitait le secteur de Nyange dans la commune de Kivumu³⁸⁴. Il avait participé aux attaques contre l'église de Nyange, ce qui fait de lui un témoin complice³⁸⁵. Il a affirmé à la barre n'avoir pas vu le bourgmestre les 14, 15 et 16 avril 1994³⁸⁶.

209. Le 14 avril 1994, Ndungutse avait ordonné à un petit groupe d'une vingtaine de personnes, dont le témoin, de se rendre à la paroisse de Nyange pour tuer ceux qui y étaient réfugiés. Le témoin était parti de chez lui vers midi et avait rejoint Ndungutse dans un bar à Karuteyi³⁸⁷. À l'arrivée du groupe à la paroisse, Ndungutse avait parlé aux gendarmes. Ceux-ci avaient demandé au groupe de se retirer. Le groupe ayant refusé d'obtempérer, les gendarmes avaient tiré en l'air. Ndungutse avait alors décidé qu'il serait plus sage de revenir à la paroisse le lendemain avec des renforts. Sur le chemin du retour, le groupe avait croisé le brigadier Mbakilirehe. Informé de ce qui s'était passé, celui-ci avait dit : « C'est le bourgmestre qui a compliqué la tâche pour vous, parce qu'il a amené ces gendarmes-là »³⁸⁸. Lui aussi était d'avis qu'il valait mieux chercher des renforts et revenir le lendemain. Le témoin n'avait pas entendu la conversation entre Ndungutse et Mbakilirehe, mais en avait été informé plus tard par Ndungutse³⁸⁹.

210. Le témoin avait vu CDL s'entretenir avec Ndungutse dans un bar à Karuteyi, alors qu'il revenait de l'attaque. Le témoin CDL avait promis de fournir des renforts venant de Kilibilira pour « déloger » les gendarmes. Ce jour-là, ND6 n'avait vu ni Kanyarukiga ni Ndahimana³⁹⁰.

³⁸⁰ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 10.

³⁸¹ Ibid., p. 10 et 11.

³⁸² Ibid., p. 12, 28.

³⁸³ Ibid., p. 26 et 27.

³⁸⁴ Pièce à conviction D.99.

³⁸⁵ Compte rendu de l'audience du 27 Janvier 2011, p. 2 à 4.

³⁸⁶ Ibid., p. 22, 35.

³⁸⁷ Ibid., p. 4 et 5.

³⁸⁸ Compte rendu de l'audience du 27 Janvier 2011, p. 5 et 6.

³⁸⁹ Id.

³⁹⁰ Compte rendu de l'audience du 27 Janvier 2011, p. 8 à 10.

SSS

4.2.17 Témoin à décharge ND12

211. En avril 1994, le témoin ND12, un agriculteur d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu³⁹¹. Il avait connu Ndahimana lorsque celui-ci était agronome à Gisenyi³⁹². Il était allé chercher refuge à la paroisse de Nyange, où il était arrivé le 13 avril 1994 entre 22 heures et 23 heures³⁹³.

212. Le 14 avril 1994, vers 10 heures, Ndungutse était arrivé à la paroisse avec un groupe d'assaillants. Il y avait sur les lieux trois gendarmes qui avaient réussi à chasser les assaillants. Ceux-ci n'étaient pas revenus ce jour-là. Le témoin avait vu Ndahimana au presbytère vers 14 heures cet après-midi là. Il a indiqué à la barre que l'accusé avait parlé à deux Tutsis, un enseignant dénommé Gatara et un assistant médical dénommé Charles Mugenzi. Il avait demandé aux réfugiés le nom de celui qui avait conduit l'attaque et ils avaient répondu que c'était Ndungutse. Ndahimana leur avait dit « qu'il n'avait pas de pouvoir », mais qu'il avait demandé aux gendarmes de continuer à protéger les réfugiés³⁹⁴. Il leur avait aussi annoncé qu'un membre de sa famille était mort à Kigali et qu'il se rendait aux funérailles. Puis il avait demandé aux gendarmes d'empêcher les *Interahamwe* de s'approcher de l'église³⁹⁵. Le témoin avait aussi vu Ndahimana à la paroisse de Nyange dans la soirée du 14 avril 1994³⁹⁶.

4.2.18 Témoin à décharge ND11

213. En avril 1994, le témoin ND11, d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu. Il savait que Ndahimana était bourgmestre de la commune de Kivumu³⁹⁷.

214. Le 14 avril 1994, le témoin était allé chercher refuge à l'église de Nyange. Il y était arrivé vers 22 heures et avait dû éviter des barrages pour arriver à la paroisse. Certains réfugiés avaient tenté d'entrer dans l'église avec des armes, mais celles-ci avaient été confisquées par les gendarmes³⁹⁸. À son arrivée à l'église, il avait été informé par des membres de sa famille que Ndungutse avait lancé une attaque contre les réfugiés ce jour-là, mais que les gendarmes avaient repoussé les assaillants. Ils lui avaient aussi dit que Ndahimana était venu au presbytère vers 14 heures après le départ des assaillants. Les réfugiés avaient appris au témoin que l'accusé s'était entretenu avec Charles Mugenzi et un homme du nom de Gatara. Ndahimana s'était ensuite rendu aux funérailles d'un membre de sa famille qui avait été tué à Kigali³⁹⁹.

4.2.19 Témoin à décharge ND7

215. En avril 1994, le témoin ND7, une agricultrice d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu⁴⁰⁰. Elle était allée chercher refuge à la paroisse de Nyange le 10 avril 1994⁴⁰¹.

³⁹¹ Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 2 ; pièce à conviction D.86.

³⁹² Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 3.

³⁹³ Ibid., p. 3 et 4 ; pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 148.

³⁹⁴ Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 6 et 7.

³⁹⁵ Ibid., p. 7.

³⁹⁶ Ibid., p. 9.

³⁹⁷ Pièce à conviction D.85 ; compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 35.

³⁹⁸ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 37 et 38, 56 et 57 ; pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 146.

³⁹⁹ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 38 à 40, 57.

⁴⁰⁰ Pièce à conviction D.93.

216. Le 14 avril 1994, des assaillants hutus conduits par Ndungutse, Kayishema et le témoin CDL avaient attaqué l'église, mais les gendarmes avaient réussi à les repousser. Ndahimana était arrivé à la paroisse après l'attaque, vers 14 heures. Il s'était entretenu avec Anicet Gatara et Charles Mugenzi, mais le témoin ne pouvait pas entendre ce qu'ils disaient. En revanche, elle avait entendu l'accusé parler aux gendarmes, parce qu'elle était allée chercher de l'eau et le robinet se trouvait près des gendarmes. Ndahimana avait dit à ceux-ci qu'ils devaient protéger les réfugiés et qu'ils pouvaient tirer sur les assaillants si cela s'avérait nécessaire⁴⁰².

4.3 Délibération

4.3.1 Crédibilité des témoins

4.3.1.1 Témoin à charge CBS

217. La majorité rappelle que plusieurs membres de la famille du témoin ont été tués à l'église de Nyange et, en conséquence, il est possible que sa mémoire ait pu être influencée par le caractère chaotique et traumatisant des événements en cause⁴⁰³.

218. La majorité a aussi pris en considération le fait que la déclaration faite par le témoin en février 1996 aux enquêteurs du Tribunal avait été recueillie au tribunal de Kivumu et que la déclaration de mars 2003 de l'intéressé avait été recueillie chez le bourgmestre adjoint⁴⁰⁴. Elle a également tenu compte du fait que le témoin était un parent éloigné du bourgmestre pendant la période en cause et qu'il avait occupé un poste dans l'administration communale au moins de 1995 à 2003⁴⁰⁵. Cependant, ces points ne privent pas nécessairement de crédibilité la déposition sous serment qu'il a faite dans le cadre de la présente instance.

219. S'agissant des déclarations antérieures du témoin, la majorité juge évasives les réponses données par celui-ci aux questions relatives auxdites déclarations⁴⁰⁶ et estime que ceci a eu un effet défavorable sur l'appréciation du comportement qui a été le sien à l'audience⁴⁰⁷. Les déclarations datées de novembre 1995 et d'août 2000 corroborent l'affirmation du témoin selon laquelle, le jeudi dans l'après-midi, Ndahimana, Kayishema, Mbakilirehe et Kanyarukiga s'étaient rendus au presbytère de Nyange pour s'entretenir avec le père Seromba⁴⁰⁸. Dans sa déclaration de 1995, le témoin avait dit que trois femmes hutues mariées à des Tutsis avaient été sorties de l'église, mais il

⁴⁰¹ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 3 ; pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 145.

⁴⁰² Comptes rendus des audiences du 24 janvier 2011, p. 4, 5, 30 et 32, et du 21 septembre 2011, p. 55 et 56.

⁴⁰³ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2009, p. 31.

⁴⁰⁴ Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 16 et 17 ; pièces à conviction D.4 et D.6.

⁴⁰⁵ Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 19 (huis clos) ; pièces à conviction P.1, D.3, D.4, D.5 et D.6.

⁴⁰⁶ Voir, par exemple, les comptes rendus des audiences du 6 septembre 2010, p. 35 à 39 (Le témoin a essayé d'éluder les questions qui lui étaient posées, en alléguant que la déclaration avait été recueillie il y a longtemps, que ce n'était pas lui qui l'avaient rédigée, qu'elle n'avait pas été correctement transcrite et qu'on lui en avait simplement donné la lecture après), et du 7 septembre 2010, p. 7 (« Je constate qu'il y a une signature sur ce document qui ressemble à la mienne, mais c'est une vague ressemblance. Je me dis que c'est quelqu'un d'autre qui a signé ce document et non moi-même ») ; pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 75 à 78.

⁴⁰⁷ Arrêt *Nahimana et consorts*, par. 194 ; jugement *Bikindi*, par. 31.

⁴⁰⁸ Pièce à conviction D.3 (Le témoin CBS a dit avoir vu l'accusé de lundi à jeudi arrivant de la commune à bord d'un véhicule et que l'intéressé avait parlé à des policiers et à des gendarmes) ; pièce à conviction D.5 (Ce témoin aussi avait fait état de cette réunion).

553.63

n'avait pas donné de détails sur la personne qui les avait fait sortir⁴⁰⁹. Cependant, dans aucune de ses déclarations antérieures, le témoin n'avait fait état du fait que Ndahimana était revenu à la paroisse de Nyange une seconde fois et était resté dans la voiture pendant qu'on demandait à trois femmes [hutues] de sortir de l'église.

220. Le témoin avait fourni de plus amples explications dans sa déclaration de 1996. Il avait dit avoir vu Ndahimana arriver à l'église à bord d'un véhicule le « jeudi » en compagnie de l'IPJ Kayishema, du brigadier Mbakilirehe et d'un policier dénommé Aloys Nishirimbere. De façon plus spécifique, le témoin avait dit : « Kayishema est venu à l'église et a fait partir les femmes hutues qui ont épousé des hommes tutsis ... Le bourgmestre Ndahimana est resté à bord du véhicule »⁴¹⁰. Dans cette déclaration, le témoin n'avait pas fait état de la tenue d'une réunion plus tôt ce jour-là. La majorité relève que ce récit diffère de la déposition faite par CBS à l'audience, dans laquelle il a dit que l'accusé s'était rendu à la paroisse de Nyange à deux reprises ce jour-là.

221. Le témoin a essayé de justifier les omissions observées dans ses déclarations antérieures en disant qu'il n'avait pas lui-même rédigé ses déclarations et qu'il s'était contenté de répondre aux questions qui lui étaient posées⁴¹¹. La majorité estime néanmoins ces omissions préoccupantes.

222. En outre, dans sa déclaration de 1996, le témoin avait affirmé n'avoir pas vu Ndahimana « le jour de l'attaque [le 15 avril 1994] »⁴¹², alors qu'au procès il a dit avoir vu l'accusé à la paroisse de Nyange ce jour-là (section 5.2.10 du chapitre III). La majorité fait observer que cette discordance tient peut-être au fait que le témoin pouvait avoir essayé d'alourdir la responsabilité de Ndahimana dans les événements de 1994. En pareilles circonstances, la majorité ne s'appuiera sur la déposition de ce témoin que si celle-ci est corroborée.

4.3.1.2 Témoin à charge CBN

223. La majorité a examiné les déclarations antérieures du témoin. Dans la déclaration faite aux enquêteurs du Tribunal le 15 novembre 1995, CBN n'avait pas fait état de l'implication de Ndahimana dans les événements du 14 avril 1994⁴¹³. Cependant, dans un additif à ladite déclaration daté du 2 février 1996, le témoin a mentionné une réunion tenue le « jeudi » et à laquelle avait participé le bourgmestre. La majorité déduit que ladite réunion avait eu lieu le 14 avril 1994. Le témoin avait affirmé que les réfugiés avaient demandé de l'aide à Ndahimana et que celui-ci avait répondu : « [J]e ne peux rien pour vous » [traduction]. En outre, dans cet additif, le témoin avait dit : « Le lendemain, vendredi, l'attaque de grande envergure avait eu lieu. Je suis convaincu que le bourgmestre était au courant de tout. Le prêtre et lui n'avaient rien fait pour nous aider. C'était la seule fois où j'avais vu le bourgmestre près de l'église »⁴¹⁴ [traduction]. Dans sa déclaration de 2000, le témoin avait aussi fait état de ce que, le 14 avril 1994, l'accusé avait participé à une réunion tenue au presbytère de Nyange en présence de Seromba et d'autres autorités⁴¹⁵.

224. La majorité note une certaine évolution dans les propos qu'a rapportés le témoin CBN comme ayant été tenus aux réfugiés par l'accusé. Dans sa déclaration de 1996, le témoin a affirmé

⁴⁰⁹ Pièce à conviction D.3, p. 5, 7.

⁴¹⁰ Pièce à conviction D.4, p. 5.

⁴¹¹ Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 29.

⁴¹² Pièce à conviction D.4, p. 5.

⁴¹³ Pièce à conviction D.16A.

⁴¹⁴ Pièce à conviction D.17A, p. 4.

⁴¹⁵ Pièce à conviction D.18, p. 3.

552-66

que Ndahimana avait dit : « [J]e ne peux rien pour vous »⁴¹⁶. Dans sa déclaration de 2000, il a dit que l'accusé avait répondu : « [C]ette guerre a été déclenchée par les *Inyenzi* qui ont tué notre Président Habyarimana »⁴¹⁷ [traduction]. Enfin, lors de sa déposition en l'espèce, il a indiqué que l'accusé avait rétorqué que c'étaient des « *Inyenzis-Inkotanyis* qui avaient provoqué la guerre et que les Hutus devaient également se défendre »⁴¹⁸. La majorité fait observer que, dans ses premières déclarations, CBN décrit l'accusé comme étant un individu plutôt sans pouvoir, alors que ce qui ressort de sa déposition à l'audience, c'est l'image d'un Ndahimana plutôt vindicatif.

225. Le témoin semble garder rancune à l'accusé, parce que celui-ci n'avait pas porté secours aux réfugiés bien qu'occupant un poste élevé dans la commune. Par suite, la majorité ne s'appuiera sur la déposition de ce témoin que si celle-ci est corroborée.

4.3.1.3 Témoin à charge CBI

226. La majorité note d'emblée que le témoin avait fait sa déclaration datée d'avril 2001 au bureau communal de Kivumu et celle datée de février et mars 2003 au domicile du bourgmestre, lequel était cité dans toutes les déclarations antérieures du témoin au TPIR comme personne-contact⁴¹⁹. Pendant le contre-interrogatoire, le témoin a confirmé être désormais membre du FPR et avoir informé le parti qu'il serait absent du Rwanda du fait de sa comparution au présent procès⁴²⁰. Pour ce motif, la majorité estime qu'il est possible que CBI manque d'impartialité en témoignant contre les autorités en place en 1994. Cependant, la Défense n'ayant pas procédé à un contre-interrogatoire plus poussé du témoin sur ce point, la majorité ne saurait conclure que le témoin avait peut-être un motif pour témoigner contre l'accusé. En outre, le témoin, de même que d'autres personnes, sert de guide à tous ceux qui veulent savoir ce qui s'était passé à l'église de Nyange⁴²¹. Compte tenu de cela, la majorité note qu'il est possible que le témoignage de CBI reflète non seulement les événements dont il avait personnellement été témoin en avril 1994, mais aussi les informations que l'intéressé a depuis lors recueillies pour les besoins de son travail de guide sur le site de l'église.

227. La majorité trouve dans ce qui va suivre un exemple des efforts faits par le témoin lors de sa déposition pour alourdir la responsabilité de Ndahimana dans les événements survenus le 7 avril 1994. Pour commencer, il a dit avoir vu Ndahimana ce jour-là à bord du véhicule de couleur rouge de la commune, lorsque la violence avait éclaté. Cependant, lorsque lui ont été opposés les éléments de preuve concernant la présence de l'accusé à Kigali ce jour-là, le témoin s'est rétracté en disant avoir simplement vu le véhicule de couleur rouge et que des « Tutsis » lui avaient appris que le bourgmestre était là⁴²². La majorité a des doutes quant au bien-fondé de cette allégation, n'étant pas convaincue que le véhicule de couleur rouge de la commune soit en état de marche en avril 1994 (section 5.3.1.26 du chapitre III).

228. Abordant à présent le témoignage de CBI sur les attaques contre l'église de Nyange, la majorité relève que la Défense a mis en exergue les incohérences entre les déclarations antérieures du témoin à propos de la date de son arrivée à la paroisse et les dates des événements qui s'étaient

⁴¹⁶ Pièce à conviction D.17A.

⁴¹⁷ Pièce à conviction D.18 (traduction non officielle).

⁴¹⁸ Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 24.

⁴¹⁹ Pièces à conviction D.25, D.26 et D.27.

⁴²⁰ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 15 et 16.

⁴²¹ Ibid., p. 18 et 19.

⁴²² Ibid., p. 1 à 4, 37.

SS (Lb)

produits par la suite⁴²³. Le témoin a maintenu lors de sa déposition être arrivé le 12 avril 1994 et que l'attaque contre l'église de Nyange avait eu lieu le 15 avril 1994⁴²⁴.

229. La majorité relève que, dans la première déclaration qu'il avait faite aux enquêteurs du TPIR le 30 août 2000, le témoin n'avait fourni aucune date pour les incidents allégués par lui. Il avait néanmoins parlé en détail de la demande des noms de Tutsis par Seromba, du rôle qu'il avait lui-même joué pour donner les noms, de la remise de la liste à Ndahimana et de l'arrivée plus tard ce jour-là de certains de ces Tutsis à la paroisse⁴²⁵.

230. La majorité relève en outre que le témoin n'avait pas fait cas des réunions des 13 et 14 avril 1994 dans ses déclarations écrites antérieures ni dans la déposition qu'il a faite dans le cadre de l'affaire *Seromba*⁴²⁶. La Défense a interrogé le témoin au sujet de la déclaration que celui-ci avait faite en février et mars 2003, dans laquelle aucune mention n'était faite de réunions des autorités et de Seromba. Dans sa réponse, il a nié avoir fait cas de réunions : « Q. : Donc, vous n'avez aucune connaissance de réunions qui se soient tenues les 13, 14 et 15, n'est-ce pas ? R. : Non, je ne connais pas de réunion qui aurait été tenue au cours de cette période. Tout simplement, je voyais ces autorités passer et se rendre chez le père Seromba. Je les voyais en train de s'entretenir, mais je ne qualifierais pas cela de réunion, et je n'ai pas parlé de réunion »⁴²⁷.

231. En conclusion, la majorité est réticente à s'appuyer sur la déposition de CBI pour tirer des conclusions au-delà de tout doute raisonnable. Outre ses doutes concernant le possible intérêt du témoin à incriminer l'accusé, elle n'a pas trouvé le récit de CBI concernant les réunions auxquelles l'accusé aurait participé suffisamment convaincant et détaillé. Partant, elle ne fera fond sur cette déposition que si elle est corroborée.

4.3.1.4 Témoin à charge YAU

232. Ayant examiné la totalité des éléments de preuve présentés par YAU, la majorité conclut que celle-ci était arrivée à la paroisse de Nyange le 13 avril 1994, qu'elle y avait séjourné les 14 et 15 avril 1994 et qu'elle s'était enfuie dans la nuit du 15 au 16 avril 1994.

233. La majorité note que le témoin n'avait pas fait état de la présence de Ndahimana à la paroisse de Nyange dans la première déclaration qu'elle avait faite aux enquêteurs du TPIR en 2000. Interrogée à ce sujet, elle a expliqué s'être contentée de répondre aux questions qui lui étaient posées et n'avait pas donné plus de détails⁴²⁸. La majorité considère cette explication plausible. En dépit de cette explication de YAU, elle note toutefois que, dans sa déclaration susvisée, celle-ci avait effectivement décrit les événements qui avaient précédé l'attaque - Seromba avait refusé de

⁴²³ Comptes rendus des audiences du 14 septembre 2010, p. 50 à 56, 60 et 61, et du 15 septembre 2010, p. 9 à 13.

⁴²⁴ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 50 à 53.

⁴²⁵ Pièce à conviction D.25A, p. 3.

⁴²⁶ Pièce à conviction D.26 (La majorité note que, dans sa déclaration datée d'avril 2001, le témoin avait fait état de l'arrivée de Kanyarukiga à la paroisse de Nyange en compagnie de Ndungutse, Kayishema, Ndahimana et d'un homme d'affaires dénommé « Anicet », dans l'après-midi du jour qui semble être le 13 avril 1994. Cependant, le témoin a également dit qu'une attaque avait eu lieu le même jour et qu'il avait entendu une explosion de grenade. Il ressort de la déposition du témoin examinée ailleurs dans le présent jugement (section 5.2.11 du chapitre III) que la grenade avait été lancée le 15 avril 1994. Compte tenu du caractère vague de cette déclaration, et le témoin ayant fait état de plusieurs réunions, la majorité ne peut dire avec certitude si l'incident relaté dans la déclaration vient ou non à l'appui de la déposition du témoin).

⁴²⁷ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 56.

⁴²⁸ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 60.

J. J. J.

donner de l'eau aux réfugiés, était venu désarmer ces derniers et était revenu avec Kayishema et Kanyarukiga pour leur prendre de l'argent -, mais n'avait à aucun moment cité le nom de Ndahimana. Le témoin a affirmé connaître l'accusé, et, pourtant, elle a clairement dit que « [l]a seule autre personne en autorité qu'[elle] a[vait] reconnue présente à l'église de Nyange [était] le conseiller Vianney »⁴²⁹. Dès lors, la majorité ne s'appuiera sur la déposition de ce témoin que si celle-ci est corroborée.

4.3.1.5 Témoin à charge CDZ

234. Le témoin n'ayant que superficiellement corroboré le fait que les assaillants hutus avaient attaqué les réfugiés tutsis le 14 avril 1994, un fait qui n'est pas contesté, la majorité ne se penchera pas à ce stade sur la crédibilité de l'intéressé. Quoi qu'il en soit, elle fait observer que CDZ ne fait cas d'aucune réunion et pas davantage de l'entrée d'aucune autorité dans l'église de Nyange pour procéder à la fouille des réfugiés alors que le témoin s'y trouvait caché.

4.3.1.6 Témoin à charge CBK

235. La majorité rappelle que le témoin CBK n'avait que 14 ans à la période des événements en cause⁴³⁰. En conséquence, son jeune âge au moment des faits sera pris en compte. Le témoin avait fait trois déclarations antérieures au TPIR. Celles qui sont datées d'août 2000 et d'octobre/novembre 2002 semblent axées essentiellement sur Seromba, alors que celle d'avril 2001 portait principalement sur Kanyarukiga⁴³¹.

236. La déclaration datée d'août 2000 est très détaillée et couvre les événements qui s'étaient produits à la paroisse de Nyange, de l'arrivée des premiers réfugiés jusqu'aux jours qui avaient suivi la démolition de l'église. Cependant, le témoin n'avait fait mention d'aucun événement particulier qui se serait produit le 14 avril 1994 et n'avait cité le nom de Ndahimana qu'à propos d'une réunion tenue dans la soirée du 15 avril 1994⁴³². Dans sa déclaration datée d'octobre/novembre 2002, CBK avait dit que Seromba était entré dans l'église avec Ndahimana, Kayishema, Kanyarukiga et Mbakilirehe et que les intéressés étaient ressortis avec des armes traditionnelles. Seromba avait conservé « un arc, quelques flèches et quelques lances », et le reste des armes avait été transporté au bureau communal par Ndahimana et l'IPJ Kayishema⁴³³. Cette déclaration concorde avec le témoignage à l'audience de CBK concernant le fait que les autorités, dont Ndahimana, avaient désarmé les Tutsis. Cependant, dans cette déclaration, il n'est pas question de réunions qui se seraient tenues le 14 avril 1994. Vu que la déclaration était très détaillée (11 pages), mais qu'il n'y était pourtant pas fait état des deux réunions dont a parlé le témoin à l'audience, la majorité juge cette omission troublante.

237. En outre, dans l'affaire *Seromba*, CBK avait dit à la barre que deux réunions s'étaient déroulées le 14 avril 1994. Il avait ajouté que les réfugiés avaient été désarmés « à un certain moment », mais qu'il ne savait pas qui avait pris cette décision⁴³⁴. Cependant, dans l'affaire

⁴²⁹ Pièce à conviction D.30, p. 4.

⁴³⁰ Pièce à conviction P.16.

⁴³¹ Pièces à conviction D.40, D.39, p. 4, et D.42, p. 6 et 7.

⁴³² Pièce à conviction D.40, p. 4 (S'il est vrai que le témoin n'a fourni aucune date précise, il a toutefois dit avoir vu Ndahimana le jour où les assaillants avaient tenté d'incendier l'église. La majorité considère que, sur la base de la déposition du témoin, ce jour correspondrait au 15 avril 1994).

⁴³³ Pièce à conviction D.42, p. 6 et 7.

⁴³⁴ Pièce à conviction D.41, p. 17, 19.

54965

Kanyarukiga, il avait dit que les Tutsis avaient été désarmés le 13 avril 1994 par les autorités parmi lesquelles figuraient Ndahimana, Kayishema, Kanyarukiga, Mbakilirehe et le témoin CDL⁴³⁵. La majorité estime que chacune de ces variations ne revêt pas en soi d'importance, mais, prises ensemble, elles jettent le doute sur la fiabilité du récit de CBK s'agissant de la tenue ou non de réunions le 14 avril 1994 et de qui avait désarmé les réfugiés.

238. Passant à l'appréciation de la déposition faite par le témoin au procès, la majorité rappelle que l'intéressé pouvait circuler librement, étant hutu et étant proche du père Seromba. De ce fait, il était bien placé pour savoir avec qui Seromba tenait des réunions, bien qu'il apparaisse clairement qu'il ne participait pas à ces réunions⁴³⁶. Selon ses dires, deux réunions avaient eu lieu le 14 avril 1994. La première, tenue dans la matinée, aurait été suivie du désarmement des réfugiés tutsis. Toutefois, la décision relative à ce désarmement avait été prise lors de la réunion qui s'était déroulée la veille, le 13 avril 1994⁴³⁷. Il s'ensuit que l'objet de la réunion tenue dans la matinée du 14 avril 1994 n'apparaît pas clairement. Aussi, la majorité ne s'appuiera-t-elle sur la déposition de CBK que si celle-ci est corroborée.

4.3.1.7 Témoin à charge CBY

239. Le témoin CBY a fait ses déclarations aux enquêteurs du TPIR en 1996 et en 2000⁴³⁸. La majorité rappelle que, en évaluant la cohérence des récits des faits présentés par le témoin, elle a attaché une importance particulière à ces deux déclarations faites par le témoin avant l'inculpation de l'accusé par le Tribunal de céans. Elle a évoqué ailleurs dans le présent jugement certaines préoccupations suscitées par les discordances relevées entre la déposition du témoin et ses déclarations antérieures en ce qui concerne les dates auxquelles il aurait vu Ndahimana à la paroisse de Nyange (section 5.3.1.7 du chapitre III). Dans la déclaration faite par le témoin en 1996, celui-ci avait seulement dit avoir vu Ndahimana s'entretenir avec le père Seromba quelques jours avant la principale attaque⁴³⁹. En revanche, lors de sa déposition, il a dit avoir vu l'accusé s'entretenir à la paroisse avec Seromba à plusieurs reprises avant les attaques. La majorité estime que cette discordance est préoccupante. Cependant, elle relève que la déclaration de 1996 était en général très peu détaillée, et était axée essentiellement sur Seromba. La déclaration du témoin de 2000 est beaucoup plus détaillée que la première et concorde dans l'ensemble avec la déposition du témoin à l'audience, sauf en ce qui concerne les dates.

240. La majorité est d'avis que les informations fournies par le témoin lors de sa déposition au sujet des réunions qui ont précédé les attaques sont assez succinctes et ne permettent pas de connaître l'objet de ces réunions. Le témoin a ainsi dit à propos des participants à la réunion : « Tout simplement, je les ai vus aller voir le prêtre »⁴⁴⁰. Sa déposition manque également de clarté

⁴³⁵ Pièce à conviction P.19, p. 70.

⁴³⁶ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010, p. 50 et 51 (huis clos) (Le témoin connaissait Seromba), du 2 novembre 2010, p. 64 à 66 (huis clos) de la version anglaise, et du 3 novembre 2010, p. 6 (Il a aussi décrit Seromba comme étant le curé de la paroisse de Nyange en 1994), p. 4, 13 (Le témoin a décrit Ndahimana comme étant le bourgmestre de la commune de Kivumu en 1994, et a en outre dit que Fulgence Kayishema était inspecteur de police judiciaire, que Ndungutse était enseignant et aussi président du MRND dans la commune de Kivumu. Mbakilirehe était le brigadier de police de la commune de Kivumu et Gaspard Kanyarukiga était un commerçant, un homme d'affaires installé au centre commercial de Nyange).

⁴³⁷ Compte rendu de l'audience du 3 novembre, 2010, p. 68.

⁴³⁸ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 66.

⁴³⁹ Pièce à conviction D.67.

⁴⁴⁰ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 35 (huis clos).

quant à la question de savoir si les autorités étaient présentes à un moment ou à un autre pendant l'attaque du 14 avril 1994⁴⁴¹. En raison des discordances avec le contenu des déclarations antérieures du témoin, et du fait que le témoignage de CBY au sujet des réunions alléguées n'est pas très convaincant, la majorité ne se fondera sur la déposition de l'intéressé que si celle-ci est corroborée.

4.3.1.8 Témoin à charge CDJ

241. La majorité note que la déposition de CDJ était vague à propos des dates et heures auxquelles se seraient produits les événements relatés par lui, et que le témoin n'a pu donner aucune information sur l'objet des réunions. Elle souligne que, dans la déclaration qu'il avait faite en avril 2001⁴⁴², CDJ avait affirmé que les réfugiés étaient restés à la paroisse de Nyange pendant environ trois jours, tout en insistant sur le fait qu'il ne pouvait pas être plus précis en ce qui concernait les dates. Le témoin avait aussi dit dans sa déclaration que, pendant cette période-là, Gaspard Kanyarukiga venait le soir pour discuter avec le père Seromba et qu'il n'avait jamais vu les deux hommes ensemble avant l'arrivée des réfugiés. Il avait décrit les vêtements que portait Kanyarukiga et avait ajouté que celui-ci « était d'ordinaire accompagné d'un troisième homme, le bourgmestre Grégoire Ndahimana »⁴⁴³. Le témoin avait ajouté que, lorsqu'il se trouvait proche des intéressés, ceux-ci commençaient à parler français, langue qu'il ne comprenait pas⁴⁴⁴.

242. La majorité estime que la première déclaration du témoin concorde dans l'ensemble avec la déposition faite par lui à l'audience. Elle relève que CDJ était d'habitude présent à la paroisse de Nyange à 19 heures tous les soirs et elle tient pour établi qu'il en avait été ainsi les 12, 13 et 14 avril 1994. En conséquence, la majorité juge le témoin crédible lorsque la déposition de l'intéressé corrobore des informations plus précises relatives aux réunions alléguées.

4.3.1.9 Témoin à charge CDL

243. Comme cela sera analysé de façon plus détaillée ailleurs dans le présent jugement (section 5.3.1.3 du chapitre III), CDL est un témoin complice et semble avoir fait partie des meneurs des attaques contre l'église de Nyange en avril 1994. En outre, dès 1999, il avait fait part au parquet de Kibuye de l'animosité personnelle qu'il nourrissait contre Ndahimana (section 5.3.1.3 du chapitre III).

244. La majorité fait d'emblée observer que la décision de CDL de témoigner contre Seromba, Kanyarukiga et Ndahimana était très probablement motivée par le désir du témoin d'établir la vérité au sujet des événements de 1994. Ceci dit, elle considère qu'il est peu probable que cette décision soit dénuée de tout intérêt personnel. Comme il appert des éléments de preuve produits en l'espèce, il est possible que le témoin se soit efforcé de minimiser son propre rôle dans les événements. Pendant le contre-interrogatoire, il a expliqué, à propos de la réunion du 14 avril 1994, que Kanyarukiga était venu de chez lui pour informer les autorités que les *Inkotanyi* se trouvaient déjà de l'autre côté de la rivière et qu'ils venaient libérer les Tutsis réfugiés à la paroisse de Nyange⁴⁴⁵. La majorité relève que, premièrement, cette information concernant l'objet présumé de la réunion

⁴⁴¹ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 35 à 37 (huis clos).

⁴⁴² Pièce à conviction D.71.

⁴⁴³ Ibid., p. 4.

⁴⁴⁴ Ibid., p. 5.

⁴⁴⁵ Compte rendu de l'audience du 18 novembre 2010, p. 63.

est une preuve par oui-dire, deuxièmement, d'autres éléments de preuve ont été soumis au Tribunal par le témoin ND11, qui a dit à la barre que, le 11 avril 1994, Kayishema, Gacabuterezi et le témoin CDL avaient envoyé une lettre à un *Interahamwe* demandant que les meurtres de Tutsis commencent dans la région⁴⁴⁶. Par suite, la majorité n'est pas convaincue que le témoin n'ait pas fait partie de ceux qui portaient la responsabilité du déclenchement des tueries dans la région.

245. En outre, les dépositions d'autres témoins jettent le doute sur les assertions de CDL selon lesquelles il ne s'était pas rendu à la paroisse de Nyange le 14 avril 1994. Le témoin CBS a dit que CDL avait participé à la réunion tenue à la paroisse en compagnie de Ndahimana, Kanyarukiga, Seromba et d'autres personnes⁴⁴⁷. En outre, alors que CDL a dit n'avoir été qu'un « spectateur » à la réunion tenue à la place du marché après l'attaque du 14 avril 1994⁴⁴⁸, le témoin à décharge ND6 a expliqué que l'intéressé avait non seulement regardé ce qui se passait, mais avait aussi dit à Ndungutse : « [T]u ne peux pas réussir avec si peu de gens » et qu'il avait ensuite promis d'apporter des renforts⁴⁴⁹. De ce fait, la majorité est d'avis que la responsabilité du témoin dans les événements qui s'étaient produits à la paroisse est de nature à influencer l'ensemble de sa déposition, ce qui impose que celle-ci soit abordée avec circonspection.

246. La majorité a examiné attentivement les déclarations antérieures du témoin. Elle estime que ces déclarations, en particulier les aveux de CDL, son plaidoyer de culpabilité et sa demande de pardon présentés le 16 avril 1999 au parquet de Kibuye, concordent avec la déposition qu'a faite l'intéressé à l'audience, en ce qui concerne les principales caractéristiques des événements survenus le 13 et le 14 avril 1994⁴⁵⁰. Dans le document en question, le témoin a dit que la décision de lancer une attaque contre l'église de Nyange avait été prise lors d'une réunion tenue le 13 avril 1994, réunion à laquelle Ndahimana ainsi que d'autres autorités et des gendarmes avaient participé. Il a en outre expliqué que, à la suite de la réunion, Rugwizangoga et Seromba s'étaient rendus dans l'église pour vérifier si les réfugiés étaient armés⁴⁵¹. La majorité fait cependant observer que, si les faits rapportés par le témoin dans sa déposition sont des preuves par oui-dire, en revanche, dans sa déclaration, il avait dit avoir pu « reconnaître » [traduction] Ndahimana et d'autres personnes, ce qui suppose que lui-même avait pris part à la réunion⁴⁵². Elle note aussi que la déclaration antérieure ne corrobore pas la déposition du témoin, pour ce qui est de l'identité de ceux qui étaient allés vérifier si les réfugiés étaient armés⁴⁵³.

247. Dans sa déclaration de 1999, le témoin avait affirmé que, lors de l'attaque du 14 avril 1994, les assaillants avaient été repoussés par les réfugiés et que les gendarmes avaient conseillé aux assaillants de chercher des renforts. Ndahimana, Kayishema, Habiyambere, Mbakilirehe, Kagenza et le témoin se trouvaient au centre commercial de Mutanoga lorsque Kanyarukiga était arrivé et les avait informés qu'un groupe d'*Inyenzi* était en train d'arriver⁴⁵⁴. Ndahimana avait demandé à ceux qui étaient rassemblés « d'annoncer à tous » qu'« ils devaient se retrouver à l'église très tôt le

⁴⁴⁶ Compte rendu de l'audience du 18 novembre 2010, p. 36.

⁴⁴⁷ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 17 à 19, 62 et 63.

⁴⁴⁸ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 2 à 4, et du 18 novembre 2010, p. 13, 61 à 64.

⁴⁴⁹ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 8 et 9.

⁴⁵⁰ Pièce à conviction D.77.

⁴⁵¹ Ibid., p. 9.

⁴⁵² Id.

⁴⁵³ Id. (Le témoin a identifié Rugwizangoga et Seromba). Voir le compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 76 (Le témoin a identifié Kanani).

⁴⁵⁴ Pièce à conviction D.77, p. 9.

SCB b

lendemain pour “tuer ces Tutsis” »⁴⁵⁵ [traduction]. L’accusé avait ajouté : « Faites-leur comprendre que ce sont les *Inkotanyi*...qui ont tué le Chef d’État ...Théoneste Mujyanama...[et] le docteur Juvénal Ntawurunga »⁴⁵⁶ [traduction].

248. La majorité fait remarquer que le rôle de premier plan joué par CDL dans les attaques contre l’église de Nyange, sa rivalité avec Ndahimana et sa tendance à déformer la vérité lorsqu’il s’agit d’événements dans lesquels sa responsabilité est engagée imposent une appréciation de la déposition du témoin avec circonspection. Elle ne pourra faire fond sur cette déposition que si celle-ci est dûment corroborée.

4.3.1.10 Témoin à charge CBR

249. La majorité rappelle que CBR est un témoin complice, ayant participé activement aux tueries commises à l’église de Nyange. Il a dit à la barre que le parquet de Kibuye lui avait demandé de témoigner devant le Tribunal de céans et l’avait présenté aux enquêteurs du TPIR⁴⁵⁷. La majorité rappelle en outre avoir fait ailleurs dans le présent jugement des observations et exprimé de profondes préoccupations au sujet des éléments de preuve crédibles donnant à entendre que CBR avait exercé des pressions sur d’autres détenus pour que ces derniers incriminent Ndahimana dans leurs aveux. Pareilles circonstances imposent à la majorité d’examiner la déposition de l’intéressé avec circonspection (section 5.3.1.5 du chapitre III).

250. La majorité souligne que le témoin avait plaidé coupable et était passé aux aveux devant les autorités rwandaises en 1999. Dans ces aveux, il avait cité Ndahimana, entre autres, comme coauteur et reconnu notamment avoir participé à l’attaque contre l’église de Nyange le 14 avril 1994⁴⁵⁸. Ce qu’il a dit dans sa déposition au sujet de l’attaque du 14 avril 1994 concorde avec le récit qu’il avait fait dans ses aveux. Il n’avait cependant pas mentionné dans ledit récit la réunion tenue au bureau communal, réunion qui, selon les informations qu’il avait reçues de Ndungutse, avait précédé l’attaque contre l’église, pas plus qu’il n’y avait fait cas du désarmement des réfugiés le 13 avril 1994⁴⁵⁹. Dans la première déclaration faite aux enquêteurs du TPIR en août et septembre 2000⁴⁶⁰, le témoin n’avait pas mentionné la réunion du 13 avril 1994, mais sa relation de l’attaque du 14 avril 1994 concorde avec ce qu’il en a dit dans sa déposition. Il n’avait pas parlé de la présence de l’accusé ce jour-là⁴⁶¹. La majorité fait observer que ce qu’a relaté le témoin dans sa déposition à propos de la réunion, de même que l’allégation selon laquelle le bourgmestre adjoint était venu dans la soirée du 13 avril 1994 pour vérifier si les réfugiés étaient armés, sont des preuves par oui-dire, qu’elle examinera dès lors avec circonspection. Enfin, le témoin n’avait pas cité le nom de Ndahimana au sujet de l’attaque du 14 avril 1994. Sur la base de l’ensemble de ces éléments, la majorité abordera la déposition du témoin avec circonspection et n’en tiendra compte que si elle est dûment corroborée.

⁴⁵⁵ Pièce à conviction D.77, p. 9.

⁴⁵⁶ Id.

⁴⁵⁷ Compte rendu de l’audience du 2 novembre 2010, p. 60.

⁴⁵⁸ Pièce à conviction D.34, p. 27 de la version anglaise (Le document n’est pas clair. Bien qu’il semble dater de 2001, il porte sur les aveux faits par le témoin en septembre 1999).

⁴⁵⁹ Pièce à conviction D.34, p. 27.

⁴⁶⁰ Pièce à conviction D.32.

⁴⁶¹ Ibid., p. 3.

4.3.1.11 Témoin à charge CNJ

251. Le témoin CNJ avait participé à l'attaque du 15 avril 1994 contre l'église de Nyange et il s'agit par conséquent d'un témoin complice. Il avait été libéré en 2008 après huit ans d'emprisonnement⁴⁶².

252. Pendant le contre-interrogatoire, CNJ a dit clairement qu'aucune autorité « ne s'[était] présentée dans [leur] secteur pour [leur] demander d'aller à Nyange », mais que l'information avait été transmise par Kayishema et Ntungutse, ce qui avait amené le témoin et les autres personnes à décider de s'y rendre⁴⁶³.

253. Dans deux déclarations faites avant 2001, le témoin avait dit que les autorités communales avaient mobilisé la population pour que celle-ci attaque les réfugiés à l'église de Nyange, sans avoir cité le nom de Ndahimana⁴⁶⁴. Dans son plaidoyer de culpabilité daté d'août 2000, le témoin avait précisé que les assaillants étaient conduits par Ntungutse, le témoin CDL et les policiers communaux, mais n'avait fait aucune mention de Ndahimana⁴⁶⁵.

254. La majorité trouve troublant que le témoin n'ait parlé de l'accusé pour la première fois que dans sa déclaration datée de novembre 2001, après le dépôt du premier acte d'accusation concernant Ndahimana⁴⁶⁶. Par conséquent, elle ne s'appuiera sur la déposition de ce témoin que si celle-ci est corroborée.

4.3.1.12 Témoins à décharge Thérèse Mukabideri, Béatrice Mukankusi et Léonille Murekeyisoni

255. LA majorité est d'avis que ces témoins sont dans l'ensemble crédibles, nonobstant les liens de parenté étroits qui les unissent à l'accusé. Elle examine ailleurs dans le présent jugement les liens qui unissent Mukabideri aux autres témoins à décharge et rappelle en outre que, en raison des contradictions relevées dans la déposition de l'intéressée pendant le contre-interrogatoire, la majorité aborde la déposition de ce témoin avec circonspection (section 5.3.1.14 du chapitre III).

256. En ce qui concerne la crédibilité de Léonille Murekeyisoni, la majorité a jugé le récit du témoin relativement superficiel. Elle fait cependant remarquer que Murekeyisoni n'a pas été citée comme témoin d'alibi, fait qui doit être pris en compte dans l'évaluation de la déposition de l'intéressée.

4.3.1.13 Témoin à décharge ND24

257. Il avait participé aux attaques contre l'église de Nyange les 14 et 15 avril 1994 et avait avoué avoir tué un civil tutsi le 12 avril 1994⁴⁶⁷. Il avait aussi été reconnu coupable pour avoir tenu un barrage situé juste devant la paroisse de Nyange⁴⁶⁸. Il s'agit d'un témoin complice ; cependant,

⁴⁶² Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 73 (huis clos).

⁴⁶³ Compte rendu de l'audience du 5 novembre 2010, p. 44.

⁴⁶⁴ Pièces à conviction D.44, p. 1, et D.50, p. 1. Voir aussi le compte rendu de l'audience du 5 novembre 2010, p. 4 à 6 (huis clos).

⁴⁶⁵ Pièce à conviction D.44, p. 2.

⁴⁶⁶ Pièce à conviction D.46.

⁴⁶⁷ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 4 à 6.

⁴⁶⁸ Ibid., p. 5 et 6.

Sefer

la majorité estime qu'il ne semble pas avoir de motif particulier pour témoigner en faveur de l'accusé (section 5.3.1.19 du chapitre III).

258. La majorité retient que le témoin ND24 avait vu l'accusé passer trois fois par le barrage le 14 avril 1994 : d'abord, lorsque celui-ci s'était rendu au presbytère de Nyange après la tentative d'attaque, ensuite, lorsqu'il avait quitté le presbytère et, enfin, plus tard dans l'après-midi, suivant le convoi funèbre qui passait par le barrage⁴⁶⁹. Le témoignage de ND24 selon lequel l'accusé conduisait un pickup Daihatsu de couleur bleue a été corroboré par le témoin Béatrice Mukankusi, qui a dit avoir prêté son véhicule à Ndahimana, un pickup Daihatsu de couleur bleue, pour permettre à l'intéressé de se rendre aux funérailles du docteur Ntawuruhunga à Rufungo dans le secteur de Rukoko⁴⁷⁰.

259. La majorité n'est pas convaincue que le témoin ait reçu des instructions pour fouiller en particulier le véhicule du bourgmestre ; elle estime cependant plausible qu'on lui ait demandé de fouiller tous les véhicules et, le bourgmestre conduisant un véhicule privé, ledit véhicule aurait aussi été fouillé. Pour conclure, elle rappelle que le témoin tenant un barrage et ne se trouvant donc pas réellement à la paroisse de Nyange, il ne pouvait fournir que des informations d'ordre général sur les activités que le bourgmestre y avait menées.

4.3.1.14 Témoin à décharge ND6

260. Le témoin avait reconnu avoir participé aux massacres perpétrés à l'église de Nyange en avril 1994⁴⁷¹. Il s'agit par conséquent d'un témoin complice. Il avait été jugé en 1996 et avait avoué les crimes qu'il avait commis. Il avait purgé sa peine et faisait des travaux d'intérêt général à l'époque de sa déposition devant le Tribunal de céans⁴⁷².

261. La majorité rappelle que la principale question qu'il convient de se poser lors de l'appréciation de la crédibilité de tels témoins n'est pas de savoir si le témoin est détenu ou non, mais plutôt de savoir si le témoin concerné a un intérêt personnel à incriminer l'accusé⁴⁷³ (section 2.2.3 du chapitre II). Elle estime qu'il ne semble pas ici que le ND6 ait de motif pour incriminer Ndahimana. Le témoin ayant reconnu sa participation au crime et ayant déjà purgé sa peine, il ne semble pas que témoigner en faveur de l'accusé l'exonérerait de sa responsabilité. En conséquence, la majorité juge la déposition du témoin crédible. Néanmoins, elle relève que celui-ci n'avait pas effectivement entendu la conversation entre Ndungutse et les gendarmes, ni celle que Ndungutse avait tenue avec Mbakilirehe ; de ce fait, son témoignage sur ce point constitue une preuve par ouï-dire. En outre, il semblerait que ce soit Ndungutse lui-même qui ait fait part des deux conversations au témoin. Dans ce cas, la majorité examinera cette preuve par ouï-dire avec circonspection.

4.3.1.15 Témoin à décharge ND12

262. La majorité trouve ce témoin crédible, mais note cependant qu'il a dit être resté dans l'église de Nyange pendant tout son séjour à la paroisse et ne s'être rendu au presbytère qu'une seule fois le 14 avril 1994 pour entendre ce que Ndahimana avait à dire. De ce fait, il pouvait ne pas être à même

⁴⁶⁹ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 44 à 46, 52.

⁴⁷⁰ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 13 et 14.

⁴⁷¹ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 23.

⁴⁷² Ibid., p. 24 et 25.

⁴⁷³ Arrêt *Nahimana et consorts*, par. 439.

543

de voir ce que d'autres témoins avaient vu. Par exemple, le témoin a dit n'avoir pas vu le père Seromba à la paroisse pendant son séjour, parce qu'il était dans l'église et que Seromba se trouvait dans la cour arrière du presbytère⁴⁷⁴. Enfin, comme déjà indiqué ailleurs dans le présent jugement (section 5.3.1.24 du chapitre III), la majorité garde à l'esprit la possibilité d'une collusion entre le témoin et ND11, et traitera de cette question ci-après.

4.3.1.16 Témoin à décharge ND11

263. La majorité note que, pendant le contre-interrogatoire, le Procureur a laissé entendre que, si le témoin avait participé à la réunion du 12 avril 1994, il est peu probable que Jean Bosco, qui savait que le témoin était Tutsi, l'aurait laissé partir en paix. Le témoin a toutefois expliqué que Jean Bosco était son voisin et qu'ils se connaissaient personnellement. Il a ajouté qu'être un *Interahamwe* ne signifiait pas être incapable de sauver ou de prévenir certaines personnes⁴⁷⁵. La majorité juge cette explication plausible.

264. Elle rappelle que, aux dires du témoin, Ndahimana l'avait sauvé le 15 avril 1994. En conséquence, il est probable par conséquent qu'il ait pu être animé de la volonté de donner une version des faits dont se dégagerait une image positive de l'accusé⁴⁷⁶. En outre, ND11 a reconnu être arrivé à la paroisse tard dans la soirée du 14 avril 1994 et, cela étant, son témoignage sur cette journée-là est une preuve par ouï-dire. De surcroît, la majorité note que le récit qu'a fait le témoin des événements du 14 avril 1994 est semblable à celui du témoin ND12. Elle ne perd pas de vue le risque de collusion entre les deux témoins. Quoi qu'il en soit, leurs deux dépositions ont une faible valeur probante.

4.3.1.17 Témoin à décharge ND7

265. La majorité relève que, dans son Mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge, la Défense a affirmé que le témoin avait vu Ndahimana parlant aux réfugiés le 14 avril 1994 sans pouvoir entendre ce que l'accusé disait. La Défense n'avait pas indiqué que ND7 dirait à la barre qu'elle avait entendu Ndahimana parler aux gendarmes. Le Procureur a soulevé une objection au motif que la Défense n'avait pas fourni cette information en temps utile⁴⁷⁷. En réponse, la Chambre avait décidé qu'elle n'écarterait pas l'élément de preuve en question, mais que la Défense ne serait pas autorisée à poser d'autres questions à ce sujet. Quoi qu'il en soit, la majorité trouve troublant ce souvenir tardif de la discussion de Ndahimana avec les gendarmes à l'église de Nyange le 14 avril 1994. Elle examinera cette information avec circonspection ; elle note cependant qu'elle a jugé crédibles certaines parties du récit que le témoin a fait de ce qu'elle a vécu à l'église de Nyange le 14 avril 1994.

266. Ayant conclu qu'elle ne pouvait s'appuyer sur la déposition d'aucun des témoins à charge si celle-ci n'est pas corroborée, la majorité recherchera maintenant si la thèse du Procureur repose sur des éléments de preuve concordants permettant d'établir la culpabilité de l'accusé au-delà de tout doute raisonnable.

⁴⁷⁴ Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 12.

⁴⁷⁵ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 55 et 56.

⁴⁷⁶ Ibid., p. 43 et 44, 66 à 70.

⁴⁷⁷ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 5 à 7.

4.3.2 Questions préliminaires

267. La Défense soutient que les faits relatifs à une attaque contre l'église de Nyange le 12 avril 1994, tels que décrits par les témoins CBY et CBN, n'avaient pas été plaidés comme il se devait dans l'acte d'accusation et devraient par conséquent être écartés de l'examen des charges formulées contre l'accusé⁴⁷⁸. La majorité retient que CBY a dit avoir vu le 12 avril 1994 un groupe de dix « bandits, sales gamins » armés de gourdins et de machettes arriver à la paroisse de Nyange. Le groupe avait échangé des injures avec les réfugiés et était reparti⁴⁷⁹. Toujours selon les dires du témoin, Ndahimana était venu rendre visite à Seromba à la paroisse le 12 avril 1994⁴⁸⁰. Le témoin CBN a, quant à lui, affirmé qu'une dénommée Judith avait été agressée et blessée par des *Interahamwe* le 12 avril 1994⁴⁸¹. Ces allégations n'ayant de rapport avec aucun acte criminel reproché à l'accusé, elles ne peuvent pas être considérées comme des accusations portées contre celui-ci. La majorité conclut dès lors que l'objection de la Défense est sans fondement et qu'il n'est pas besoin de l'examiner.

4.3.3 Réunions tenues au presbytère de Nyange le 13 avril 1994 (paragraphe 22)

268. Le Procureur allègue au paragraphe 22 de l'acte d'accusation que, le 13 avril 1994 ou vers cette date, Ndahimana, Seromba, Kayishema, Kanyarukiga et d'autres personnes ont tenu une réunion au presbytère de Nyange en vue de planifier l'extermination des Tutsis. Le même jour, des assaillants ont lancé une attaque contre les réfugiés tutsis à l'instigation de Kanyarukiga.

269. La majorité a examiné les dépositions des témoins à charge CBN, CBI, YAU, CBK, CBY, CDJ, CDL et CBR ainsi que celles des témoins à décharge ND12 et ND24.

270. Tout d'abord, la majorité observe que, à partir du 13 avril 1994, la situation qui prévalait à la paroisse de Nyange était devenue de plus en plus tendue et que les réfugiés avaient été la cible d'attaques sporadiques d'ampleur limitée.

271. La majorité va à présent examiner les éléments de preuve se rapportant aux allégations selon lesquelles Ndahimana avait pris part aux réunions et était impliqué dans les attaques contre l'église de Nyange qui s'en étaient suivies.

272. Elle retient que CBN a parlé à la barre d'une attaque lancée le 13 avril 1994, mais n'a pas dit qu'une réunion s'était tenue ce jour-là, pas plus qu'il n'a cité le nom de Ndahimana à propos dudit jour. Le témoin CBI a fait état d'une réunion tenue entre l'accusé et d'autres autorités, de même que d'une attaque lancée simultanément vers 10 heures. Le témoin CDJ, arrivé à la paroisse tard le 13 avril 1994, a dit qu'une réunion s'était tenue vers 19 heures. Les témoins YAU et CBY ont affirmé à la barre qu'une réunion s'était tenue le jour en question, mais n'ont pas parlé d'une attaque le même jour. Enfin, CBK a indiqué que deux réunions distinctes tenues par les autorités de Kivumu avaient eu lieu le 13 avril 1994 et que l'attaque s'était produite entre ces deux réunions⁴⁸². Les éléments de preuve relatifs au nombre de réunions qui avaient eu lieu à la paroisse le 13 avril 1994 et au nombre d'attaques qui avaient été lancées ce même jour sont peu clairs. Vu le temps qui

⁴⁷⁸ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », n. 572.

⁴⁷⁹ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 60.

⁴⁸⁰ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010, p. 57 (huis clos), et du 10 novembre 2010, p. 9 (huis clos).

⁴⁸¹ Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 19.

⁴⁸² Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010, p. 12, et du 21 septembre 2011, p. 13.

s'est écoulé depuis la survenue des événements, la majorité est d'avis que ces divergences mineures sur la chronologie de ces événements ne revêtent pas d'importance. Ceci dit, un certain degré de cohérence demeure cependant nécessaire pour lui permettre de tirer des conclusions des éléments de preuve versés au dossier.

273. Elle fait d'emblée remarquer que CDL et CBR ont tous deux dit à l'audience que les parties à l'entreprise criminelle commune s'étaient réunies au bureau communal dans la matinée du 13 avril 1994. Aucune mention n'étant faite dans le paragraphe 22 de l'acte d'accusation de ladite réunion, cet élément de preuve ne sera pas examiné par la majorité.

274. Les témoins CBK, CBI et CBN ont affirmé à la barre que des assaillants hutus avaient attaqué les réfugiés ce jour-là⁴⁸³. Selon CBN, l'attaque avait commencé vers 8 heures et s'était poursuivie jusqu'à 16 heures. Le témoin CBK a fait cas d'une attaque de faible envergure qui avait eu lieu entre la matinée et 14 heures⁴⁸⁴. Par ailleurs, il ressort du témoignage de CBI que les Tutsis avaient réussi à repousser les assaillants et que personne n'avait été tué ce jour-là⁴⁸⁵, un fait qui a été confirmé par CBY⁴⁸⁶. Quoi qu'il en soit, les éléments de preuve ne montrent pas qu'une attaque avait résulté d'une réunion à laquelle Ndahimana avait participé, ou avait fait suite à pareille réunion.

275. Plusieurs témoins ont dit qu'une réunion à laquelle avaient participé Ndahimana, Seromba, Kayishema, Kanyarukiga et d'autres autorités s'était tenue dans la matinée à la paroisse de Nyange. D'emblée, la majorité relève l'absence de concordance quant au lieu de ladite réunion⁴⁸⁷. En outre, aucun des témoins n'a pu donner avec précision la teneur des discussions qui avaient eu lieu lors de la réunion, ni n'a pu confirmer que celle-ci avait pour objet de planifier l'extermination des Tutsis⁴⁸⁸.

276. Le témoin CBK était le seul témoin à affirmer que deux réunions s'étaient tenues ce jour-là. Il a dit lors de sa déposition que la deuxième avait commencé vers 14 heures et que Seromba, Ndahimana, le témoin CDL, Kayishema, Mbakilirehe, Ndungutse, le colonel Nzaphakumunsi et d'autres autorités « de toutes les catégories » y avaient participé⁴⁸⁹. Il a précisé que les autorités

⁴⁸³ Comptes rendus des audiences du 13 septembre 2010 (témoin CBN), p. 20 et 21, du 14 septembre 2010 (témoin CBN), p. 8, du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 33 et 34, 38 et 39, et du 3 novembre 2010 (témoin CB), p. 7 et 8, 67.

⁴⁸⁴ Comptes rendus des audiences du 13 septembre 2010 (témoin CBN), p. 20, et du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 12.

⁴⁸⁵ Comptes rendus des audiences du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 39, et du 10 novembre 2010 (témoin CBY), p. 26 (huis clos).

⁴⁸⁶ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 26 (huis clos).

⁴⁸⁷ Comptes rendus des audiences du 15 septembre 2010 (témoin YAU), p. 41 et 42, (Le témoin a dit que Ndahimana, le père Seromba, Kayishema, Kanyarukiga et un conseiller du nom de Vianney Habarugira avaient tenu une réunion devant le secrétariat de la paroisse), du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 33 et 34 (Ndahimana, Kayishema, Kanyarukiga, Murangwabugabo et Ndungutse étaient allés s'entretenir avec Seromba au presbytère de Nyange), et du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 7 et 8, 67 (Seromba, Ndahimana, le témoin CDL, Kayishema, Mbakilirehe, Christophe Ndungutse, le colonel Nzaphakumunsi ainsi que d'autres autorités « de toutes les catégories » avaient tenu une réunion dans le bâtiment où résidaient les prêtres et à l'étage dans la chambre qu'occupait habituellement l'évêque de Nyundo lorsqu'il était en visite à la paroisse de Nyange).

⁴⁸⁸ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010 (témoin CBY), p. 57 (huis clos) (Le témoin a dit avoir vu « ces personnes venir s'entretenir avec le prêtre », mais ne les avait pas vues faire autre chose), et du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 38 (Le témoin a dit qu'il ne pouvait pas entendre ce qu'ils disaient, mais qu'il pouvait les voir converser, parce qu'il se trouvait dans la cour).

⁴⁸⁹ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 7.

3406

avaient décidé que les réfugiés devaient être désarmés et que ceux-ci l'avaient été par la suite le 14 avril 1994. Le témoin n'avait pas personnellement pris part à la réunion, mais avait constaté que, à la fin de celle-ci, les autorités avaient annoncé publiquement qu'il fallait désarmer les réfugiés⁴⁹⁰. Le récit du témoin n'étant pas corroboré et les éléments de preuve relatifs au désarmement des réfugiés étant confus, la majorité ne s'appuiera pas sur le seul témoignage de CBK.

277. Le témoin CDJ est le seul à avoir dit que, le 13 avril 1994 vers 19 h 30, Ndahimana, Kanyarukiga et Seromba s'étaient entretenus chez Seromba⁴⁹¹. Quoi qu'il en soit, aucun élément de preuve n'a été produit pour ce qui est de l'objet de cette réunion et des conséquences qui en auraient découlées.

278. La majorité reconnaît qu'il est difficile pour le Procureur de citer des témoins capables de donner des précisions sur le contenu d'une réunion réservée à un groupe restreint de personnalités. Cela étant, elle fait observer que les preuves indirectes peuvent utilement donner une idée des conséquences possibles de la réunion et de l'état d'esprit des participants.

279. À cet égard, CBI a dit lors de sa déposition que, à une heure non précisée par le témoin, le 13 avril 1994, Seromba avait demandé aux réfugiés « s'il n'y avait pas d'autres personnes qui étaient restées sur les collines »⁴⁹². Le témoin avait donné à Seromba les noms des personnes de sa localité qui n'étaient pas encore arrivées à la paroisse de Nyange et Seromba avait par la suite remis la liste à Ndahimana. Plus tard ce jour-là, le témoin avait vu les Tutsis dont il avait communiqué les noms arriver à la paroisse, certains à bord d'un pickup de couleur blanche appartenant à CDZ et conduit par un dénommé Yohana Jigoma⁴⁹³.

280. La majorité présume que le Procureur se fonde sur ce témoignage pour prouver que l'accusé avait agi de concert avec les parties à l'entreprise criminelle commune dans une intention génocide partagée⁴⁹⁴. Elle constate que le témoin a fourni de multiples détails sur l'incident, citant les noms des réfugiés qui avaient été amenés à la paroisse ce jour-là et donnant des détails sur le véhicule à bord duquel certains étaient arrivés⁴⁹⁵. Ce témoignage ne prouve néanmoins pas au-delà de tout doute raisonnable que la liste avait pour objet de rassembler les Tutsis à l'église en vue de leur extermination. Interrogé sur le sort d'Antoine Karake, l'un des Tutsis qui avaient été emmenés à la paroisse, le témoin a répondu : « [J]e ne l'ai plus jamais revu. Même aujourd'hui, je ne l'ai jamais revu »⁴⁹⁶. En outre, la majorité n'a aucun doute sur la bonne foi du témoin, lorsque celui-ci avait fourni les noms à Seromba. À supposer même que la liste de noms ait effectivement été remise à Ndahimana, aucun élément de preuve du dossier n'établit que, à ce moment-là, l'accusé était animé d'une intention criminelle. De surcroît, aucun élément de preuve ne donne à penser que les Tutsis avaient été conduits à la paroisse de Nyange sur instructions de l'accusé.

⁴⁹⁰ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 68.

⁴⁹¹ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 31 et 32 (La Chambre suppose que le témoin parlait du 13 avril 1994).

⁴⁹² Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 35.

⁴⁹³ Ibid., p. 35 à 38 (Le témoin a dit avoir vu Antoine Karake et sa famille parmi les Tutsis qui étaient arrivés par la suite à l'église de Nyange).

⁴⁹⁴ Pièce du Procureur intitulée « *Prosecu[tor's Final] Brief* », par. 143 ; compte rendu de l'audience du 21 septembre 2011, p. 10 et 11.

⁴⁹⁵ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 35 à 37.

⁴⁹⁶ Ibid., p. 38.

281. La majorité a aussi examiné la déposition de YAU, qui a dit à l'audience que l'IPJ Kayishema et Kanyarukiga avaient conduit les Tutsis à la paroisse de Nyange dans le véhicule de Kanyarukiga le lendemain d'une réunion tenue avec Ndahimana⁴⁹⁷. Elle estime qu'il n'est pas impossible que certains Tutsis aient été conduits à la paroisse par des autorités qui avaient ensuite participé aux tueries. Cependant, il ressort d'autres éléments de preuve que des Tutsis avaient volontairement décidé de se rendre à la paroisse, parce qu'ils ne pouvaient aller nulle part ailleurs ou qu'ils pensaient y être protégés⁴⁹⁸. La majorité note que, s'il existe de nombreuses explications possibles à la présence d'un si grand nombre de réfugiés dans l'église, aucune ne démontre que l'accusé avait joué un rôle central dans cette présence, ni que celui-ci avait planifié ou ordonné le transfert des Tutsis à la paroisse de Nyange et, par la suite, dans l'église, en vue de leur extermination. Les éléments de preuve produits n'étaient pas non plus les allégations contenues au paragraphe 18 de l'acte d'accusation⁴⁹⁹.

282. Au vu de l'ensemble de la preuve, il est établi à la satisfaction de la majorité qu'une réunion s'est tenue le 13 avril 1994 au presbytère de Nyange en présence de Ndahimana, de Seromba et d'autres personnes. Cependant, les éléments de preuve n'établissent pas que cette réunion avait pour but de planifier l'extermination des Tutsis. En fait, d'autres éléments de preuve donnent effectivement à penser que Ndahimana ne nourrissait pas de sentiments hostiles ni de mauvaises intentions à l'égard des réfugiés. En effet, à en croire CBY, le 13 avril 1994, le témoin avait entendu l'accusé demander aux assaillants de rentrer chez eux⁵⁰⁰. Enfin, si plusieurs témoins ont affirmé qu'une attaque avait eu lieu le 13 avril 1994, il n'a pas été prouvé que celle-ci avait été lancée à l'instigation de Kanyarukiga.

283. Les éléments de preuve à décharge produits ne sont pas ici d'une grande aide ; aucun des témoins qui avaient participé aux tueries n'a fait état d'une attaque lancée ou d'une réunion tenue le 13 avril 1994⁵⁰¹. Parmi les témoins qui étaient à l'église de Nyange, ND12 a dit à la barre que la première attaque contre l'église avait eu lieu le 14 avril 1994⁵⁰². Le témoin ND24 n'a pas fait état d'un passage de Ndahimana le 13 avril 1994 au barrage tenu par lui. Les autres témoins à décharge n'ont rien signalé de particulier au sujet du 13 avril 1994.

284. En conclusion, la majorité n'estime pas que les allégations contenues au paragraphe 22 de l'acte d'accusation ont été prouvées au-delà de tout doute raisonnable.

⁴⁹⁷ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 43 et 44.

⁴⁹⁸ Comptes rendus des audiences du 6 septembre 2010 (témoin CBS), p. 15 (Le témoin a dit avoir fui à l'église de Nyange parce qu'il pensait y être en sécurité, car, lorsque des événements semblables s'étaient produits à Kibirara en 1990, ceux qui étaient allés se réfugier à l'église avaient survécu au massacre), du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 57 (Le témoin s'était rendu à l'église de son propre chef parce que les gens y avaient été en sécurité en 1993), et du 19 janvier 2011 (témoin ND12), p. 4 et 5 (« J'ai décidé de me rendre à la paroisse de Nyange, parce que, en 73, lorsqu'il y avait une guerre au Rwanda, les gens avaient cherché refuge à la paroisse de Nyange. C'est la raison pour laquelle tout le monde, lorsqu'il y a eu encore une fois une guerre, s'est dirigé vers la paroisse de Nyange... Personne ne m'a forcé [à] m'y rendre. Les gens avaient l'habitude de se réfugier aux... dans des églises, et ils y avaient la vie sauve. C'est tout simplement une décision personnelle »).

⁴⁹⁹ Les paragraphes 22 et 23 de l'acte d'accusation sont examinés plus en détail dans les sections 2.3.3 du chapitre III.

⁵⁰⁰ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 19 et 20 (huis clos) (« R. : Il [Ndahimana] s'adressait aux Hutus qui avaient attaqué les Tutsis. Q. : Veuillez me corriger si je me trompe – Est-ce que Ndahimana a dit aux assaillants de rentrer chez eux ? R. : Oui, il leur a demandé de rentrer. Mais je ne sais pas s'ils sont immédiatement rentrés chez eux parce que je ne les ai pas suivis »).

⁵⁰¹ Voir les comptes rendus des audiences du 21 février 2011 (témoin ND24), et des 26 et 27 janvier 2011 (témoin ND6).

⁵⁰² Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 3.

4.3.4 Réunions tenues au presbytère de Nyange le 14 avril 1994 (paragraphe 23)

4.3.4.1 Questions préliminaires

285. La Défense a fourni un alibi partiel pour le 14 avril 1994, en affirmant que, à partir de 15 heures ce jour-là, l'accusé était avec la famille du défunt docteur Ntawurhunga⁵⁰³. Dans ses dernières conclusions écrites, elle soutient que, vers 14 h 30 le 14 avril 1994 et jusqu'à environ 13 heures le 15 avril 1994, Ndahimana était occupé à préparer les funérailles du docteur Ntawurhunga et à y participer⁵⁰⁴.

286. Il ressort de la preuve que, le 14 avril 1994, le corps du docteur Ntawurhunga avait été transféré de Kigali à Rufungu, et était passé dans l'après-midi par le barrage situé près de la place du marché de Mutanoga dans la commune de Kivumu⁵⁰⁵. Béatrice Mukankusi a dit que, le 14 avril 1994 vers 14 heures ou 15 heures, elle avait prêté son véhicule à Ndahimana pour que celui-ci puisse se rendre aux funérailles du docteur Ntawurhunga à Rukoko⁵⁰⁶. Thérèse Mukabideri a précisé à la barre que le corps de son mari était arrivé chez elle à Rufungu vers 16 heures le 14 avril 1994, accompagné par l'accusé et d'autres personnes. Elle a affirmé que Ndahimana était resté chez elle au-delà de minuit pour organiser les funérailles prévues le lendemain⁵⁰⁷.

287. Les témoins ND24 et ND12 ont indiqué que, après être allé au presbytère, l'accusé s'était rendu chez le défunt. Le témoin ND12 avait vu Ndahimana au presbytère vers 14 heures ; le témoin ND24 avait vu l'accusé alors que celui-ci était en route pour Rufungu entre 15 heures et 16 heures⁵⁰⁸. Le témoin CDJ a dit lors de sa déposition que ce jour-là, après avoir quitté le presbytère, l'accusé s'était rendu à Rufungu, mais qu'il n'y avait pas passé la nuit⁵⁰⁹. Les éléments de preuve divergent quant à l'heure d'arrivée de Ndahimana à Rufungu, mais la majorité s'appuie sur les dépositions des témoins à décharge Thérèse Mukabideri et ND24 pour conclure que l'accusé était arrivé chez le docteur Ntawurhunga vers 16 heures le 14 avril 1994. Ce témoignage est corroboré par celui de Murekeyisoni, qui a dit avoir vu l'accusé chez Ntawurhunga, alors qu'elle s'y trouvait, entre 17 heures et 18 heures⁵¹⁰. La majorité observe que le fait que l'accusé se soit rendu aux funérailles n'exclut pas nécessairement la possibilité que l'intéressé ait été au presbytère de Nyange plus tôt ce jour-là.

288. De même, la majorité reconnaît que le fait que Ndahimana soit arrivé chez le docteur Ntawurhunga vers 16 heures et qu'il y soit resté jusque tard dans la nuit n'exclut pas la possibilité que l'accusé se soit arrêté au presbytère de Nyange sur le chemin du retour. En effet, le témoin CDJ a dit avoir vu Ndahimana, Kayishema et Kanyarukiga s'entretenir avec le père Seromba sur le balcon. Certes, il ne pouvait pas entendre ce que les intéressés se disaient et il ne pouvait pas non plus donner l'heure à laquelle cette réunion avait eu lieu, mais il a affirmé être lui-même resté à la

⁵⁰³ Pièce de la Défense intitulée « *Notice of Alibi* », 3 septembre 2010, p. 2.

⁵⁰⁴ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 23.

⁵⁰⁵ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 2 et 3, et du 7 février 2011 (témoin Mukabideri), p. 75.

⁵⁰⁶ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 13 à 15.

⁵⁰⁷ Ibid., p. 75.

⁵⁰⁸ Comptes rendus des audiences du 21 février 2011 (témoin ND24), p. 12, et du 19 janvier 2011 (témoin ND12), p. 6 et 7.

⁵⁰⁹ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 56.

⁵¹⁰ Compte rendu de l'audience du 10 février 2011, p. 9 et 10, 17.

paroisse de 19 heures à 6 heures⁵¹¹. Le témoin ND12 aussi avait vu Ndahimana à la paroisse de Nyange dans la soirée du 14 avril 1994⁵¹². Le témoin ND24 n'a pas mentionné ce fait, mais il est possible que l'accusé se soit rendu à la paroisse très tard dans la soirée, après que le témoin fut rentré chez lui pour la nuit. Comme il l'a reconnu lui-même, le témoin n'était pas présent au barrage tout au long de la journée⁵¹³.

289. En conclusion, la majorité considère que l'accusé aurait pu se rendre aux funérailles et aussi à la paroisse de Nyange le même jour, la distance entre Nyange et Rufungo pouvant être parcourue en une heure au plus (section 5.3.3 du chapitre III). En conséquence, si l'alibi partiel fourni par la Défense peut raisonnablement être plausible, il est néanmoins conciliable avec d'autres éléments de preuve concernant la présence de l'accusé à la paroisse ce jour-là.

290. La majorité rappelle cependant que Ndahimana n'est pas accusé à propos d'une deuxième réunion tenue le 14 avril 1994, mais uniquement au sujet de celle qui est mentionnée au paragraphe 23 de l'acte d'accusation. Quoi qu'il en soit, les éléments de preuve ne jettent aucune lumière sur l'objet de cette deuxième réunion alléguée.

291. La majorité va maintenant évaluer les éléments de preuve produits au soutien du paragraphe 23 de l'acte d'accusation.

4.3.4.2 Discussion

292. Il est allégué au paragraphe 23 de l'acte d'accusation que, le 14 avril 1994 ou vers cette date, Ndahimana, Seromba, Kayishema, Kanyarukiga et d'autres personnes ont tenu une réunion au presbytère. Après cette réunion, certains réfugiés tutsis ont informé Ndahimana des attaques dont ils avaient été la cible. Celui-ci a déclaré que les Tutsis étaient des *Inyenzi* qui avaient tué le Président et a refusé de venir en aide aux réfugiés. Par la suite, les subordonnés de l'accusé ont lancé une attaque contre les Tutsis de l'église de Nyange. Ndahimana avait connaissance ou avait des raisons d'avoir connaissance des actes de ses subordonnés, mais il n'a ni empêché ces actes ni n'en a puni les auteurs.

293. Il ressort de la preuve qu'une attaque a été lancée contre la paroisse de Nyange dans la matinée du 14 avril 1994, mais que l'attaque s'était soldée par un échec. La majorité va à présent évaluer les éléments de preuve concernant les raisons de la présence de Ndahimana à la paroisse ce jour-là.

294. Pour ce faire, la majorité examinera les dépositions des témoins à charge CBS, CBN, CBI, CBK, CDJ, YAU et CDL ainsi que celles des témoins à décharge ND7, ND11, ND24 et ND12.

4.3.4.2.1 Objet de la réunion alléguée

295. Les témoins CBS, CBN, CBI, CBK, CDJ et YAU ont affirmé à l'audience que Ndahimana, ainsi que d'autres parties à l'entreprise criminelle commune, notamment Kanyarukiga et Kayishema, avaient tenu une réunion avec le père Seromba au presbytère de Nyange le 14 avril

⁵¹¹ Comptes rendus des audiences du 11 novembre 2010, p. 26 et 27 (huis clos), p. 33.

⁵¹² Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 9.

⁵¹³ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 35.

1994⁵¹⁴. Les témoins CBS et CBN ne pouvaient pas entendre ce qui se disait pendant ladite réunion. Les témoins CBK, CBI et YAU n'ont pas fourni d'informations à ce sujet⁵¹⁵. Le témoin CBS a dit à la barre que, à la fin de la réunion, Ndahimana et les autres personnes étaient repartis sans parler aux réfugiés⁵¹⁶. Ces affirmations sont contredites par le témoin CBN, qui a dit que les réfugiés avaient sollicité l'aide de Ndahimana, lequel avait répondu avant de s'en aller que c'étaient des « *Inyenzi-Inkotanyi* qui avaient provoqué la guerre et que les Hutus devaient également se défendre »⁵¹⁷. Cependant, la majorité considère que cette contradiction pourrait s'expliquer par le fait que les témoins avaient pu observer ce qui se passait à partir d'endroits différents. Les autres témoins n'ont fourni aucune information sur le point en question. La majorité rappelle son appréciation de la crédibilité personnelle de CBN et sa décision de ne s'appuyer sur la déposition de celui-ci que si elle est corroborée. Elle rappelle en outre la circonspection que lui ont inspirée les variations dans les propos qu'a rapportés ce témoin comme ayant été tenus aux réfugiés par l'accusé (section 4.3.1.2 du chapitre III). Par suite, la majorité ne s'appuiera pas sur la seule déposition de CBN pour se prononcer sur ce point.

296. Les éléments de preuve à décharge étayaient le fait que Ndahimana s'était rendu au presbytère de Nyange le 14 avril 1994. Le témoin ND24 a affirmé à la barre que, après l'attaque, l'accusé s'était rendu au presbytère en compagnie de deux policiers. Le témoin avait vu tout le monde se diriger vers le bourgmestre, y compris les gendarmes et les Tutsis, mais il ne pouvait pas entendre les propos de l'accusé⁵¹⁸. Le témoin ND11 avait appris que l'accusé s'était rendu au presbytère et qu'il avait parlé aux réfugiés⁵¹⁹. La présence de Ndahimana à la paroisse est confirmée par ND12, qui faisait partie des réfugiés présents ce jour-là. Elle a affirmé que « [t]ous les réfugiés pouvaient entendre » ce qui se disait, que ceux-ci avaient dit à Ndahimana que Ndungutse avait conduit une attaque contre eux et que l'accusé avait répondu qu'il « n'avait pas de pouvoir », mais avait demandé aux gendarmes de continuer à protéger les réfugiés⁵²⁰. Le témoin ND7, qui était aussi réfugié à l'église, n'avait pas entendu ce que Ndahimana disait aux réfugiés, mais avait entendu l'accusé demander aux gendarmes d'assurer la sécurité des Tutsis et de tirer si cela s'avérait nécessaire⁵²¹.

297. La majorité tient donc pour établi que Ndahimana s'est rendu à Nyange le 14 avril 1994. Cependant, le Procureur n'a pas prouvé que l'accusé était reparti en refusant d'apporter son aide aux réfugiés. En outre, le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable qu'une attaque orchestrée par les subordonnés de l'accusé avait eu lieu après la réunion. Sur ce point, la majorité note que, en dépit du caractère vague des éléments de preuve se rapportant à l'identité des assaillants, aucun témoin n'a mis en cause la police communale dans cette attaque. Il ressort plutôt du témoignage de CDL que les policiers communaux ne faisaient *pas* partie des assaillants ce jour-là. En effet, selon les dires de ce témoin, le 14 avril 1994, après l'attaque, Kanyarukiga était reparti

⁵¹⁴ Comptes rendus des audiences du 6 septembre 2010 (témoin CBS), p. 17, 62, du 13 septembre 2010 (témoin CBN), p. 22 à 24, 62, du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 40, du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 12 à 14, 68, du 11 novembre 2010 (témoin CDJ), p. 33, et du 15 septembre 2010 (témoin YAU), p. 45.

⁵¹⁵ Comptes rendus des audiences du 6 septembre 2010 (témoin CBS), p. 18, 62, du 13 septembre 2010 (témoin CBN), p. 22 à 24, et du 11 novembre 2010 (témoin CDJ), p. 33.

⁵¹⁶ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 18, 62.

⁵¹⁷ Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 24.

⁵¹⁸ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 10.

⁵¹⁹ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 40.

⁵²⁰ Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 7.

⁵²¹ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 5, 31.

535 bis

avec d'autres personnes, parce qu'ils voulaient amener les policiers à « participer à cette intervention »⁵²².

4.3.4.2.2 Conséquences de la réunion alléguée

298. La majorité juge que les éléments de preuve à charge relatifs aux conséquences de la réunion alléguée sont vagues et peu concluants. Le témoin CBN est le seul à avoir affirmé que, le 14 avril 1994, à la suite de la réunion tenue au presbytère de Nyange et après le départ des autorités, les réfugiés avaient dû repousser une attaque de faible envergure. Le témoin avait entendu des coups de sifflets et il avait été demandé aux membres de la population de se tenir prêts en vue d'une attaque contre l'église le lendemain 15 avril 1994⁵²³.

299. La majorité relève que, dans le but « de prouver l'intention génocide de Ndahimana », le Procureur s'appuie sur des témoignages selon lesquels les femmes hutues mariées à des Tutsis ont été sorties de l'église de Nyange. Le Procureur soutient que Ndahimana était « si déterminé à exterminer précisément les Tutsis qu'il veillait à ce qu'aucun Hutu ne soit tué par mégarde »⁵²⁴ [traduction]. La Défense a demandé à la Chambre d'écarter cette allégation pour défaut de notification⁵²⁵. Comme l'a dit clairement le Procureur, l'allégation a trait à la *mens rea* de l'accusé ; par conséquent, le Procureur ayant évoqué dans l'acte d'accusation comme un fait essentiel cet état d'esprit spécifique qu'il dit être celui de l'accusé, les faits invoqués pour étayer l'intention criminelle prêtée à celui-ci relèvent de l'administration de la preuve et n'ont pas besoin d'être plaidés⁵²⁶.

300. Le témoin à charge CBS a affirmé que Ndahimana était revenu le même jour dans la soirée à bord du véhicule de couleur rouge de la commune en compagnie de Kayishema et de Mbakilirehe. Selon le témoin, Ndahimana était resté dans le véhicule pendant que Kayishema lisait à haute voix sur une liste les noms des trois Hutues mariées à des Tutsis. Ensuite, les trois femmes avaient quitté l'église pour rentrer chez elles⁵²⁷.

301. D'emblée, la majorité fait observer que le témoignage selon lequel Ndahimana était resté dans le véhicule pendant que Kayishema appelait les noms des trois Hutues pour les inviter à sortir de l'église pourrait, tout au plus, démontrer que l'accusé connaissait l'intention criminelle de Kayishema de séparer les Hutus des Tutsis en prévision des attaques, mais ne signifie pas nécessairement qu'il partageait l'intention de ce dernier. La majorité est d'avis que, s'il avait éprouvé de l'animosité vis-à-vis des Tutsis, l'accusé aurait probablement joué dans la sortie des Hutues de l'église un rôle plus actif que celui d'un Ndahimana décrit par le témoin à charge passivement assis dans le véhicule.

⁵²² Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 5.

⁵²³ Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 24, 25, 61 et 62, 68.

⁵²⁴ Pièce du Procureur intitulée « Prosecu[tor's Final] Brief », par. 62 et 63.

⁵²⁵ Compte rendu de l'audience du 21 septembre 2010, p. 80.

⁵²⁶ Voir, par exemple, *Kanyarukiga*, décision intitulée « Decision on Gaspard Kanyarukiga's Interlocutory Appeal of a Decision on the Exclusion of Evidence », 23 mars 2010, par. 8 à 10 ; *Ntahobali & Nyiramasuhuko*, décision intitulée *Decision on the Appeals By Pauline Nyiramasuhuko and Arsène Shalom Ntahobali on the "Decision on Defence Urgent Motion to Declare Parts of the Evidence of Witnesses RV and QBZ Inadmissible"* », 2 juillet 2004, par. 14 et 15.

⁵²⁷ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 19 et 20, 52 et 53, 58.

302. En sus de la conclusion qu'elle a tirée plus haut, à savoir qu'elle ne s'appuierait sur la déposition de CBS que si celle-ci est corroborée, la majorité juge troublant le fait que, de tous les témoins qui étaient présents à la paroisse dans la soirée du 14 avril 1994, CBS soit le seul à se rappeler que quelques Hutues avaient été extraites de l'église. La majorité a aussi émis ailleurs dans le présent jugement des doutes quant au bon état de marche du véhicule de couleur rouge de la commune pendant les événements (section 5.3.1.26 du chapitre III). Il s'ensuit que la majorité n'est pas convaincue au-delà de tout doute raisonnable par ce qu'a dit CBS dans sa déposition sur ce point.

4.3.5 Réunion tenue à la place du marché de Nyange le 14 avril 1994 (paragraphe 24)

303. Selon l'acte d'accusation, le 14 avril 1994 ou vers cette date, Ndahimana a présidé une réunion publique sur la place du marché de Nyange, réunion à laquelle ont participé Rugwizangoga, Kanani, Mbakilirehe, Habiyaambere, l'IPJ Kayishema et d'autres personnes non identifiées. À cette réunion, Kanyarukiga a incité la foule à tuer les Tutsis qui se trouvaient à l'église de Nyange⁵²⁸.

304. La Défense fait valoir qu'aucune réunion ne s'est tenue le 14 avril 1994 au marché de Mutanoga, que Ndahimana était en route pour Rufungu pour assister à des funérailles et que le Procureur n'a pas prouvé que Kanyarukiga avait incité la foule à tuer les Tutsis à l'église de Nyange⁵²⁹.

305. La majorité va à présent examiner les dépositions des témoins à charge CBR, CNJ et CDL ainsi que celles du témoin à décharge ND24.

4.3.5.1 Questions préliminaires

306. La majorité a jugé que l'alibi de Ndahimana peut raisonnablement être plausible, les éléments de preuve produits ayant permis d'établir que l'accusé avait emprunté le véhicule de Béatrice Mukankusi le 14 avril 1994 vers 14 heures ou 15 heures, qu'il était arrivé à Rufungu vers 16 heures et qu'il y était resté jusque tard dans la nuit avant de rentrer à Nyange (section 4.2.11 du chapitre III). Elle recherchera maintenant si le caractère raisonnablement plausible de cet alibi est ou non mis à mal par des éléments de preuve convaincants.

4.3.5.2 Discussion

307. Le témoin CBR faisait partie des assaillants. Il a affirmé à l'audience que, le 14 avril 1994, l'IPJ Kayishema avait sillonné la commune au volant d'un véhicule appartenant à CDZ. À l'aide d'un mégaphone, Kayishema avait informé la population locale que les « Inyenzi » avaient envahi la commune. Ndungutse et Kayishema avaient incité les assaillants à lancer une attaque contre les réfugiés. Le témoin avait participé à l'attaque qui avait eu lieu par la suite. Son groupe n'avait tué personne ce jour-là⁵³⁰. La majorité relève que le témoin n'a pas dit que Ndahimana avait présidé une réunion publique ce jour-là. Il a indiqué que c'étaient Ndungutse et Kayishema qui avaient incité la population, mais n'a pas fait cas de Kanyarukiga, dont le nom est mentionné dans l'acte d'accusation. La majorité peut s'appuyer sur ce qu'a dit CBR dans sa déposition sur ce point,

⁵²⁸ Acte d'accusation, par. 24 ; pièce du Procureur intitulée « Prosecu[tor's Final] Brief », par. 59, 60, 144 et 145.

⁵²⁹ Pièce de la Défense intitulée « Defence [Final] Brief », par. 253 à 269.

⁵³⁰ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 15 à 19, et du 2 novembre 2010, p. 14 et 15, 18.

uniquement pour étayer les éléments de preuve produits aux fins d'établir que des responsables locaux avaient incité la population à se rendre à la paroisse de Nyange.

308. Le témoin CNJ faisait partie des assaillants⁵³¹. Il a dit à la barre s'être rendu à la paroisse parce que les autorités communales avaient demandé à la population d'y aller pour tuer les réfugiés tutsis. Plus précisément, il a indiqué que, le 14 avril 1994, vers 16 heures, Kayishema était venu à Karuteyi et, s'adressant aux membres de la population, avait demandé à ceux-ci de se rendre à la paroisse pour tuer les Tutsis⁵³². Cependant, la majorité relève qu'il n'est pas fait mention de l'accusé dans cette allégation.

309. La majorité a également examiné le témoignage de CDL selon lequel, le 14 avril 1994, le témoin avait vu Ndahimana, Kayishema et Kanyarukiga à la place du marché de Mutanoga après l'attaque, entre 14 heures et 16 heures⁵³³. Selon CDL, Ndahimana avait dit que tous les habitants devaient se rendre à la paroisse et qu'ils devaient savoir que les *Inkotanyi* avaient tué le docteur Ntawuruhunga et le Président de la République⁵³⁴. Toutefois, l'intéressé est le seul témoin cité au soutien de l'allégation selon laquelle Ndahimana avait présidé une réunion publique sur la place du marché de Nyange, réunion mentionnée au paragraphe 24 de l'acte d'accusation. La majorité a déjà fait observer que, pour se prononcer sur des points au-delà de tout doute raisonnable, elle ne s'appuierait pas sur la seule déposition de CDL.

310. Quoi qu'il en soit, la majorité note que, d'après CDL, Ndahimana était arrivé parce que ceux qui tenaient le barrage voulaient ouvrir le cercueil du docteur Ntawuruhunga⁵³⁵. Le témoin ND24 a dit lors de sa déposition que l'accusé était passé par le barrage une vingtaine de minutes après le cortège funèbre du docteur Ntawuruhunga⁵³⁶. Le témoignage de CDL étant une preuve par ouï-dire, contrairement à celui de ND24, qui était effectivement présent au barrage, la majorité s'appuie sur le témoignage de ND24 sur ce point.

311. Enfin, d'autres éléments de preuve indiquent que CDL aurait peut-être un intérêt à incriminer Ndahimana dans le but de minimiser sa propre responsabilité dans les événements en cause. Pour parvenir à cette conclusion, la majorité retient que, selon le témoin à décharge ND6, CDL se trouvait à Karuteyi après l'attaque et avait promis à Ndungutse qu'il amènerait des renforts de Kibilira pour déloger les gendarmes et attaquer les réfugiés⁵³⁷. Par ailleurs, CDL a dit ne s'être pas rendu à l'église de Nyange le 14 avril 1994⁵³⁸. Cette affirmation est contredite par le témoin à charge CBS, qui a dit que CDL avait participé avec Ndahimana, Kanyarukiga, Seromba et d'autres personnes à la réunion tenue à l'église⁵³⁹. Le témoin à décharge ND24 a quant à lui dit à l'audience que CDL avait participé à l'attaque contre l'église de Nyange le 14 avril 1994⁵⁴⁰.

⁵³¹ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 50 (« Q. : Faisiez-vous partie du groupe de Hutus qui ciblaient les Tutsis ? R. : Tout à fait »).

⁵³² Ibid., p. 59 (Kayishema accusait les Tutsis d'avoir assassiné un médecin hutu à Kigali).

⁵³³ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 2 et 3, et du 18 novembre 2010, p. 13, 62 et 63.

⁵³⁴ Compte rendu de l'audience du 18 novembre 2010, p. 63.

⁵³⁵ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 3 et 4.

⁵³⁶ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 12, 34.

⁵³⁷ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 7 à 9.

⁵³⁸ Compte rendu de l'audience du 18 novembre 2010, p. 64.

⁵³⁹ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 17 et 18.

⁵⁴⁰ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 6.

312. Sur la base des circonstances qui précèdent, la majorité conclut que le Procureur n'a pas mis à mal le caractère raisonnablement plausible de l'argument de la Défense selon lequel, à 15 heures au plus tard, l'accusé avait quitté Nyange pour se rendre à Rufungu. Partant, le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable l'allégation contenue au paragraphe 24 de l'acte d'accusation.

4.3.6 Désarmement des réfugiés tutsis (paragraphe 20)

313. Dans l'acte d'accusation, le Procureur allègue que, en exécution du plan visant à tuer les réfugiés Tutsis, ceux-ci ont été désarmés par Mbakilirehe, Kanani et d'autres personnes « [i]mmédiatement après » des réunions tenues par Ndahimana, Seromba, Kayishema, Kanyarukiga et d'autres personnes au bureau communal et au presbytère de Nyange⁵⁴¹.

314. La majorité va à présent examiner les dépositions des témoins à charge CBK, CDL et CBR ainsi que celles des témoins à décharge ND7, ND11 et ND12.

315. Aux dires de CBK, les autorités, notamment Ndahimana, Seromba, Kayishema, Kanyarukiga, Ndungutse et d'autres personnes, étaient entrées dans l'église de Nyange dans la matinée du 14 avril 1994 pour confisquer les armes⁵⁴². Le témoin a affirmé que la décision de désarmer les réfugiés avait été prise le 13 avril 1994 lors d'une réunion. Il n'avait pas participé à ladite réunion, mais, à la fin de celle-ci, les autorités avaient annoncé publiquement que les réfugiés devaient être désarmés le lendemain⁵⁴³.

316. Certes, la Défense n'a pas soulevé d'objection sur ce point, mais la majorité rappelle cependant que « [l]e degré de précision requis dans la notification des charges est proportionnel au degré de mise en cause directe de l'accusé »⁵⁴⁴ [traduction]. La majorité a aussi examiné le témoignage de CBK à la lumière de l'acte d'accusation et conclut que le Procureur n'a pas accusé Ndahimana d'avoir *personnellement* confisqué les armes des Tutsis. Elle estime que l'intéressé n'a pas été informé suffisamment de cette accusation particulière. En outre, ce témoignage de CBK n'est pas corroboré et les affirmations de l'intéressé selon lesquelles Ndahimana avait participé à la prise de la décision de désarmer les réfugiés sont contredites par son témoignage dans l'affaire *Seromba*, où il avait dit que les réfugiés avaient été désarmés à « un certain moment » [traduction], mais qu'il ne savait pas qui avait pris cette décision⁵⁴⁵.

317. Les témoins CDL et CBR ont tous deux fourni des preuves par ouï-dire, selon lesquelles Ndahimana et d'autres personnes avaient participé le 13 avril 1994 à une réunion au cours de laquelle la décision de fouiller les réfugiés avait été prise. Le témoin CDL a dit que Kanani lui avait appris le 13 avril 1994 qu'il s'était rendu à l'église de Nyange pour vérifier si les réfugiés étaient armés, à la suite d'instructions données par les autorités lors de la réunion tenue au bureau

⁵⁴¹ Acte d'accusation, par. 20.

⁵⁴² Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 12 à 14 (Les noms des conseillers étaient Habarugira Kamili et Sindagera).

⁵⁴³ Ibid., p. 68.

⁵⁴⁴ *Bagosora et consorts*, décision intitulée « *Decision on Ntabakuze Motion for Exclusion of Evidence* », 29 juin 2006, par. 5. Voir aussi *Karemera et consorts*, Décision relative aux requêtes orales de la Défense aux fins d'exclure la déposition du témoin XBM, de sanctionner le Procureur et d'exclure les éléments de preuve qui sortent du cadre de l'acte d'accusation, 19 octobre 2006, par. 12.

⁵⁴⁵ Pièce à conviction D.41, p. 17, 19.

communal ce jour-là⁵⁴⁶. Le témoin CBR a affirmé que son beau-frère, qui se cachait dans l'église, l'avait informé que le bourgmestre adjoint ainsi que Seromba, Joseph Habiyaambere et d'autres personnes étaient venus fouiller les réfugiés dans la nuit du 13 au 14 avril 1994⁵⁴⁷.

318. La majorité rappelle avoir déjà fait observer ailleurs dans le présent jugement (sections 4.3.1.9, 4.3.1.10, 5.3.1.3, 5.3.1.5 du chapitre III) que CDL et CBR sont des témoins complices. En outre, aucun des deux n'a fait état, dans ses déclarations antérieures, du fait que les réfugiés avaient été fouillés et désarmés à la suite d'une réunion tenue par Ndahimana. Leurs témoignages étant des preuves par ouï-dire, la majorité recherchera si d'autres sources corroborent les allégations susmentionnées.

319. La majorité constate que les éléments de preuve relatifs aux réunions du 13 avril 1994, de même que ceux se rapportant au fait que les Tutsis avaient été fouillés et par la suite désarmés, sont des preuves par ouï-dire. S'il est normal qu'aucun témoin n'ait assisté à la réunion du 13 avril 1994 réservée aux autorités et aux responsables, la majorité trouve troublant le fait qu'aucun des témoins victimes qui se cachaient à l'intérieur de l'église n'ait fait état de ces événements. Seule YAU a dit dans une déclaration antérieure que, un jour, qui semble être le 14 avril 1994, Seromba était venu désarmer les réfugiés, avant de revenir avec Kayishema et Kanyarukiga prendre de l'argent à ces derniers⁵⁴⁸. Cependant, lors de sa déposition, YAU n'a pas été interrogée sur cette partie de sa déclaration. La majorité rappelle que les témoins à charge CBS, CBI et CBN étaient déjà réfugiés à la paroisse les 13 et 14 avril 1994, mais qu'ils n'ont pas dit au procès que les réfugiés avaient été fouillés ou désarmés. Elle précise que le fait que les témoins n'aient rien dit de la fouille ni du désarmement des réfugiés ne signifie pas que ces faits ne s'étaient pas produits et elle estime crédible que les réfugiés aient pu être désarmés. Néanmoins, la majorité relève que le Procureur n'a pas saisi l'occasion qui lui était offerte pour présenter des éléments de preuve de première main sur cette accusation particulière aux fins d'établir que les parties à l'entreprise criminelle commune alléguée avaient désarmé les réfugiés à la suite de réunions auxquelles Ndahimana avait pris part.

320. La majorité a examiné les dépositions des témoins à décharge ND7 et ND12, qui étaient réfugiés à la paroisse et qui ont dit qu'il n'y avait pas d'armes à l'intérieur de l'église⁵⁴⁹. Le témoin ND11 a dit à l'audience que les gendarmes confisquaient les armes des réfugiés avant que ceux-ci n'entrent dans l'église⁵⁵⁰. Cependant, elle estime que ce témoignage n'est pas d'une grande aide.

321. En conclusion, la majorité estime que les éléments de preuve n'établissent pas clairement le moment où les réfugiés avaient été désarmés, et par qui. Elle estime en outre que, ainsi que le montre l'analyse qui précède, le Procureur n'a pas prouvé que la décision de désarmer les réfugiés avait été prise lors des réunions tenues le 13 et le 14 avril 1994. Par conséquent, le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable les allégations formulées au paragraphe 20 de l'acte d'accusation.

⁵⁴⁶ Comptes rendus des audiences du 11 novembre 2010, p. 76 et 77, et du 19 novembre 2010, p. 23 et 24.

⁵⁴⁷ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 14 et 15.

⁵⁴⁸ Pièce à conviction D.30, p. 3.

⁵⁴⁹ Comptes rendus des audiences du 24 janvier 2011 (témoin ND7), p. 4, et du 19 janvier 2011 (témoin ND12), p. 7.

⁵⁵⁰ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 38.

5. Attaque contre la paroisse de Nyange le 15 avril 1994

5.1 Introduction

322. Il est allégué au paragraphe 21 de l'acte d'accusation que Ndahimana a mis à la disposition de ses subordonnés, dont l'IPJ Kayishema et Ndungutse, plusieurs véhicules destinés à transporter des assaillants à la paroisse de Nyange.

323. Au paragraphe 25 de l'acte d'accusation, il est allégué que, le 15 avril 1994 ou vers cette date, Ndahimana et un groupe de subordonnés cités nommément ont tenu des réunions au presbytère, à la CODECOKI et devant la pharmacie de Gaspard Kanyarukiga. À la suite de ces réunions, l'accusé a ordonné aux policiers communaux, aux gendarmes, aux *Interahamwe*, à un réserviste de l'armée nommé Théophile Rukara (« Rukara ») et à d'autres assaillants de « se mettre au travail ». Les assaillants ont lancé contre les Tutsis une attaque au cours de laquelle ils ont tué ou grièvement blessé un grand nombre de ces derniers. Habarugira était à la tête de l'un des groupes qui ont attaqué les Tutsis. Ndahimana, en tant que bourgmestre de la commune de Kivumu, avait connaissance ou avait des raisons d'avoir connaissance des actes de ses subordonnés, et il n'a ni empêché ces actes ni n'en a puni les auteurs.

324. Il est allégué aux paragraphes 26 à 28 de l'acte d'accusation que, pendant les attaques, Ndahimana, Seromba, l'IPJ Kayishema, Kanyarukiga et d'autres personnes étaient présents, donnant des ordres aux assaillants, les incitant à agir et les supervisant, qu'ils ont aidé et encouragé ces derniers, en leur fournissant des armes et du carburant pour tenter de brûler vifs les réfugiés tutsis dans l'église. Toutefois, cette tentative n'ayant pas été couronnée de succès, Ndahimana et les autres parties à l'entreprise criminelle commune ont tenu une réunion au presbytère pour planifier de nouvelles attaques contre les Tutsis. Ndahimana a demandé aux assaillants de se couvrir avec des feuilles de bananier pour se faire distinguer facilement des réfugiés qu'ils s'apprêtaient à attaquer. Les parties à l'entreprise criminelle commune ont donné l'ordre d'ensevelir les cadavres des Tutsis tués lors des attaques dans des charniers à la paroisse de Nyange et dans ses environs.

325. La Défense a fourni un alibi pour cette date⁵⁵¹. Elle soutient que Ndahimana assistait aux funérailles du docteur Ntawuruhunga à Rufungo le 15 avril 1994. L'accusé ne savait pas que l'église de Nyange serait attaquée ce jour-là, et n'avait pris connaissance de l'attaque que pendant qu'il était aux funérailles. Aussitôt informé de l'attaque, il était allé chercher de l'aide auprès du préfet de Kibuye Clément Kayishema⁵⁵². La Défense met par ailleurs en doute la crédibilité des témoins à charge, qui ont affirmé à l'audience que Ndahimana était présent à la paroisse le 15 avril 1994⁵⁵³.

⁵⁵¹ Pièce de la Défense intitulée « *Notice of alibi* », 3 septembre 2010 ; pièce de la Défense intitulée « *Supplement to the Notice of Alibi filed on 3rd September 2010* », 21 septembre 2010 ; pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 270 à 331, 333 à 352 ; comptes rendus des audiences du 21 septembre 2011, p. 51 à 65, 81 à 84, et du 22 septembre 2011, p. 1 à 4, 13 à 15.

⁵⁵² Mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge, par. 133 ; pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 332.

⁵⁵³ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 270 à 331, 333 à 352 ; comptes rendus des audiences du 21 septembre 2011, p. 51 à 65, 81 à 84, et du 22 septembre 2011, p. 1 à 4, 13 à 15.

5.2 Éléments de preuve

5.2.1 Témoin à charge CBT

326. En avril 1994, le témoin CBT, d'ethnie hutue, était agriculteur et habitait la commune de Kivumu⁵⁵⁴. Il avait participé aux meurtres perpétrés à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994⁵⁵⁵. Aucun élément de preuve du dossier ne permet de savoir comment il avait connu Ndahimana.

327. Le 15 avril 1994, le témoin gardait son bétail lorsqu'il avait entendu l'IPJ Kayishema s'adresser à la population à l'aide d'un mégaphone. Kayishema se trouvait à bord d'un pickup de couleur blanche appartenant au témoin CDZ. Il demandait aux membres de la population de se rendre à la paroisse de Nyange pour affronter les « *Inyenzi* ». Le témoin avait compris que le terme « *Inyenzi* » désignait les Tutsis⁵⁵⁶. Il avait répondu à l'appel de Kayishema, parce que celui-ci avait menacé de lui prendre son bétail s'il refusait d'obéir⁵⁵⁷. Le témoin et d'autres personnes s'étaient rendus à pied à la paroisse. Il était armé du bâton qu'il utilisait lorsqu'il gardait ses vaches. Il portait une tenue ordinaire, mais certaines personnes étaient couvertes de feuilles de bananier ou d'eucalyptus. Il était arrivé à la paroisse entre 11 h 30 et midi⁵⁵⁸.

328. À son arrivée, il avait vu des cadavres de Tutsis entre la statue de la Vierge Marie et l'église⁵⁵⁹. Selon le témoin, les victimes avaient été tuées par une grenade lancée par Rukara. Aucun élément de preuve ne permet de savoir comment le témoin avait appris cela⁵⁶⁰.

329. Ndahimana, l'IPJ Kayishema, les adjoints du bourgmestre dénommés Anastas et Védaste Murangwabugabo (alias « Mpenda » ou « Mupende »), Habiyambere, un certain Mbakilirehe, un dénommé Léonard Nibarere, des policiers communaux dénommés Niyitegeka [et] Appolinaire Rangira ainsi que l'agent vétérinaire communal, un certain Nyiramukira, faisaient partie des autorités communales présentes à l'église à l'arrivée du témoin⁵⁶¹. Étaient également présents d'autres responsables de la communauté, dont certains n'occupaient pas de fonctions officielles, parmi lesquels figuraient Kanyarukiga, le témoin ND23, conseiller du secteur de Gasave, Habarugira, conseiller du secteur de Nyange, le conseiller du secteur de Nyange, de même que des enseignants et des directeurs d'écoles⁵⁶². Mpenda avait demandé aux assaillants d'encercler l'église pour empêcher les réfugiés de fuir. Habiyambere aussi avait donné des instructions aux assaillants⁵⁶³.

330. Vers 13 heures le 15 avril 1994, les assaillants s'étaient rassemblés dans la cour de l'église. De là, CBT avait clairement vu Ndahimana prendre un fusil des mains de Kabalisa, un ancien militaire, et ouvrir le feu sur le clocher de l'église, donnant ainsi le signal du lancement de

⁵⁵⁴ Pièce à conviction P.2 ; compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 63.

⁵⁵⁵ Comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010, p. 74 et 75 (« Si je m'étais rendu à l'église, ce n'était pas pour une messe, c'était pour y commettre des tueries et je l'ai avoué »), et du 8 septembre 2010, p. 2.

⁵⁵⁶ Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 38 et 39, 61, 65.

⁵⁵⁷ Ibid., p. 39, 64.

⁵⁵⁸ Ibid., p. 39 à 41, 45, 68 à 70.

⁵⁵⁹ Comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010, p. 41, et du 8 septembre 2010, p. 7.

⁵⁶⁰ Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 41.

⁵⁶¹ Ibid., p. 42 à 44.

⁵⁶² Ibid., p. 44 et 45, 49 et 50.

⁵⁶³ Ibid., p. 42 à 44.

l'attaque⁵⁶⁴. Le témoin a précisé : « [P]ersonne n'avait osé tirer en direction de l'église, mais dès qu'il a donné son signal, les assaillants se sont rués sur l'église »⁵⁶⁵. Rangira et Niyitegeka avaient continué de tirer sur le clocher avec un fusil⁵⁶⁶. Ndahimana n'était pas resté longtemps à la paroisse et semblait furieux. Le témoin l'avait entendu dire aux assaillants que les *Inyenzi* avait tué un membre de sa famille qui était médecin et qu'il s'en allait pour apporter une assistance à la famille du défunt⁵⁶⁷. Le témoin avait ensuite été informé par les autorités locales qu'il s'agissait du docteur Ntawuruhunga⁵⁶⁸. Ndahimana était alors parti pour Rufungu et le témoin ne l'avait plus revu⁵⁶⁹. Ce jour-là, pendant l'attaque, les assaillants avaient d'abord utilisé des armes traditionnelles et des fusils. Par la suite, deux hommes dénommés Ahorunaniye et Nibarere avaient aspergé d'essence l'église, que les assaillants avaient alors tenté d'incendier. La tentative ayant échoué, ils avaient utilisé de la dynamite pour casser les portes de l'église. De nombreux Tutsis avaient été tués ce jour-là dans l'attaque⁵⁷⁰. Leurs corps avaient été ensevelis plus tard dans un charnier en contrebas du bâtiment de la Caritas⁵⁷¹.

331. Le témoin avait quitté l'église ce soir-là. Sur le chemin du retour, il avait évité les barrages mis en place pour maintenir les assaillants à la paroisse et pour empêcher les Tutsis de s'échapper pendant la nuit⁵⁷².

5.2.2 Témoin à charge CDK

332. En avril 1994, CDK, un agriculteur d'ethnie hutue, habitait la commune de Kivumu⁵⁷³. Il avait participé aux tueries perpétrées à la paroisse de Nyange en avril 1994⁵⁷⁴. Il savait que Ndahimana était bourgmestre de la commune de Kivumu et avait vu celui-ci avant l'attaque du 15 avril 1994⁵⁷⁵.

333. Vers 9 heures ou 9 h 30 le 15 avril 1994, le témoin avait entendu l'IPJ Kayishema arriver dans son village à bord d'un véhicule Toyota Stout de couleur blanche qui avait été confisqué au témoin CDZ. À l'aide d'un mégaphone, Kayishema avait informé la population que les « *Inyenzi* avaient attaqué l'église ». Il avait ensuite donné aux habitants du village l'ordre de se rendre à la paroisse de Nyange⁵⁷⁶. Le témoin y était arrivé entre 11 heures et 11 h 30, armé d'une machette et d'un bâton. Une foule nombreuse de Hutus munis d'armes traditionnelles était déjà rassemblée devant la statue de la Vierge Marie. Certains étaient couverts de feuilles de bananier. À son arrivée, le témoin avait vu Ndahimana, le père Seromba, Gaspard Kanyarukiga et un enseignant du nom de Ndungutse se rendant à une réunion dans le bâtiment de la CODECOKI⁵⁷⁷.

⁵⁶⁴ Comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010, p. 43 et 44, 49, et du 8 septembre 2010, p. 7, 13, 16, 21.

⁵⁶⁵ Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 44.

⁵⁶⁶ Ibid., p. 49.

⁵⁶⁷ Comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010, p. 44, et du 8 septembre 2010, p. 6, 10, 16.

⁵⁶⁸ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 10.

⁵⁶⁹ Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 55.

⁵⁷⁰ Ibid., p. 46 et 47.

⁵⁷¹ Ibid., p. 48.

⁵⁷² Comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010, p. 50 et 51, 71 à 74, et du 8 septembre 2010, p. 3.

⁵⁷³ Pièce à conviction P.41.

⁵⁷⁴ Compte rendu de l'audience du 8 novembre 2010, p. 41 et 42.

⁵⁷⁵ Ibid., p. 36.

⁵⁷⁶ Ibid., p. 33 et 34.

⁵⁷⁷ Ibid., p. 35 à 37.

334. À leur sortie de la réunion, Ndahimana et le père Seromba ainsi qu'un groupe de gendarmes s'étaient dirigés vers l'église. Au même moment, Kanyarukiga avait ordonné à un groupe de Hutus qui se tenaient debout devant la statue de ramasser des pierres pour attaquer les Tutsis dans l'église. Peu après, un groupe de Tutsis était sorti de l'église et avait commencé à jeter des pierres sur les Hutus qui s'avançaient. À la suite de cet incident, Kanyarukiga avait eu une conversation avec un militaire du nom de Rukara. Celui-ci était alors monté sur le toit de la maison de Kanyarukiga et avait commencé à lancer des grenades sur les Tutsis, tuant un certain nombre d'entre eux-ci. Les Tutsis rescapés s'étaient repliés vers l'église. Les assaillants avaient alors attaqué l'église. Tout d'abord, deux policiers communaux dénommés Maharamu et Munyancarama ainsi qu'un ancien militaire du nom de Kabilisa avaient ouvert le feu sur l'église. Ensuite, deux hommes, Arnold Nibarere et Faustin Uworenaniye, avaient tenté d'incendier celle-ci. Pour finir, des employés de la société Astaldi avaient essayé de détruire l'église avec de la dynamite⁵⁷⁸.

335. Le témoin avait revu Ndahimana à l'église, en compagnie du père Seromba et de l'IPJ Kayishema. Ce dernier avait dit aux assaillants en présence de l'accusé « de combattre les Tutsis et [de] leur prouver qu'ils étaient de jeunes personnes robustes »⁵⁷⁹. Le témoin se trouvait à environ deux mètres de Ndahimana et de Kayishema lorsque celui-ci tenait ces propos⁵⁸⁰. L'accusé était resté dans les environs de l'église pendant près de deux heures, puis était parti pour Rufungu vers 13 heures⁵⁸¹.

336. À une heure non indiquée par le témoin, l'IPJ Kayishema et d'autres personnes avaient apporté « un engin spécial qui a[vait] commencé à ramasser les corps et les jeter dans une fosse qui se trouvait en contrebas du bâtiment de la Caritas »⁵⁸². Le témoin CDK avait quitté l'église entre 17 heures et 17 h 30⁵⁸³.

5.2.3 Témoin à charge CDL

337. En avril 1994, le témoin à charge CDL, d'ethnie hutue, était enseignant et habitait la commune de Kivumu⁵⁸⁴. Il avait participé aux attaques à la paroisse Nyange en avril 1994⁵⁸⁵.

338. Le 15 avril 1994, le témoin s'était rendu à l'école où il enseignait. Le gardien avait demandé au témoin d'aller chercher l'autre gardien pour le remplacer, afin qu'il puisse s'absenter pour une courte période⁵⁸⁶. Le premier gardien avait dit au témoin qu'il pensait que son collègue avait passé la nuit au barrage de Kubyapa, et c'est ainsi que le témoin s'était rendu à la paroisse pour chercher le deuxième gardien⁵⁸⁷.

339. Le témoin était arrivé à la paroisse entre 10 heures et 11 heures. À ce moment-là, les assaillants qui avaient encerclé l'église se battaient à coups de pierres avec les Tutsis réfugiés à

⁵⁷⁸ Comptes rendus des audiences du 8 novembre 2010, p. 36 à 40, et du 9 novembre 2010, p. 21 et 22.

⁵⁷⁹ Compte rendu de l'audience du 8 novembre 2010, p. 41 et 42.

⁵⁸⁰ Ibid., p. 41.

⁵⁸¹ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 22.

⁵⁸² Compte rendu de l'audience du 8 novembre 2010, p. 41.

⁵⁸³ Ibid., p. 47.

⁵⁸⁴ Pièce à conviction P.46.

⁵⁸⁵ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 40 et 41 (huis clos).

⁵⁸⁶ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 6 et 7.

⁵⁸⁷ Id.

5266

l'église⁵⁸⁸. Certains assaillants se trouvaient sur la route Nyange-Kibuye, d'autres dans une bananeraie, tandis que d'autres encore étaient dans un petit bois⁵⁸⁹.

340. Les réfugiés avaient réussi à repousser les assaillants jusqu'à ce que ceux-ci commencent à leur lancer des grenades. Un certain Abayisenga, un policier, avait lancé une grenade qui n'avait pas explosé. Alors, « Rukara », un ancien militaire qui s'appelait en réalité Théophile Boneza, était monté sur le toit de l'une des boutiques du petit centre commercial et avait lancé une grenade qui avait explosé. Les réfugiés s'étaient alors repliés. Le témoin n'avait pas personnellement vu Rukara lancer la grenade, mais il l'avait appris d'autres personnes⁵⁹⁰. Les réfugiés fuyant les grenades n'ayant pas pu tous se replier dans l'église, certains d'entre eux étaient entrés dans le presbytère ou s'étaient enfuis dans un bois tout proche⁵⁹¹.

341. Vers midi, après l'attaque à coups de pierres, le témoin avait quitté les lieux pour retourner à l'école. Arrivé près du bureau communal, il avait entendu des explosions de grenades et était revenu à la paroisse de Nyange pour voir ce qui se passait. Il avait vu des corps étendus sur la route qui montait à l'église, mais aussi à l'église elle-même. Selon ses estimations, une trentaine de réfugiés avaient été tués dans l'attaque à la grenade, mais il y avait 200 à 300 autres corps dans la cour de l'église⁵⁹².

342. Le prêtre le plus en vue de la paroisse pendant la période en cause était le père Seromba⁵⁹³. Le témoin l'avait vu entre 14 heures et 15 heures le 15 avril 1994 dans la cour du presbytère. Plus tard, Seromba se tenait debout au secrétariat de la paroisse, face à l'église. Il n'avait rien fait pour empêcher les assaillants de tuer les Tutsis, mais avait exprimé sa préoccupation face aux nombreux corps⁵⁹⁴. Il en avait parlé aux assaillants et ceux-ci avaient décidé d'observer une trêve pour que les corps puissent être enterrés. Ils avaient ensuite repris l'attaque⁵⁹⁵. Environ 1 500 à 2 000 Tutsis se trouvaient à l'église ce jour-là⁵⁹⁶.

343. Un groupe de personnes, composé notamment de Ndungutse, de gendarmes, de Kayishema, de Kanani et d'autres membres de la population, s'étaient réunies avec Seromba. Après leur discussion, Ndungutse avait demandé au témoin de prendre contact avec le responsable du matériel de la société Astaldi afin de demander l'utilisation des engins de la société pour enterrer les morts. Les corps des réfugiés tués ce jour-là avaient été enterrés vers 14 heures, derrière le restaurant de la Caritas qui appartenait à la paroisse⁵⁹⁷. Ils avaient été enterrés à l'aide d'un engin spécial, appelé « poquelin », qui avait été fourni par la société Astaldi⁵⁹⁸. Le poquelin avait servi à creuser une fosse et un autre engin transportait les corps et les chargeait dans un camion qui à son tour les déversait dans la fosse⁵⁹⁹. Le témoin avait participé à l'enterrement⁶⁰⁰.

⁵⁸⁸ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 7 et 8.

⁵⁸⁹ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 7, et du 18 novembre 2010, p. 14 de la version anglaise.

⁵⁹⁰ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 7 et 8 (Dans la version anglaise, ce policier est désigné sous le nom de « Mabayisenga »).

⁵⁹¹ Ibid., p. 11.

⁵⁹² Ibid., p. 8 et 9.

⁵⁹³ Ibid., p. 9.

⁵⁹⁴ Ibid., p. 9 et 10.

⁵⁹⁵ Id..

⁵⁹⁶ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 11.

⁵⁹⁷ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 11, et du 12 novembre 2010, p. 13 (huis clos).

⁵⁹⁸ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 11 et 12 (huis clos).

⁵⁹⁹ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 11 et 12.

525 bis

344. Les attaques avaient repris après l'enterrement. Des gendarmes faisaient partie des assaillants⁶⁰¹. Ceux-ci avaient tenté de défoncer les portes de l'église. N'y étant pas parvenus, ils avaient utilisé de la dynamite reçue de la société Astaldi pour faire sauter l'église. Cette tentative s'étant elle aussi soldée par un échec, les assaillants avaient alors essayé d'incendier l'église avec du carburant que Fulgence Kayishema avait apporté dans un bidon. Ce jour-là, les assaillants n'avaient pas pu tuer les réfugiés qui se trouvaient à l'intérieur de l'église⁶⁰².

345. Au nombre des personnes présentes à l'église figuraient Ndungutse, un certain nombre de gendarmes, Habiyambere, Kanani et Kanyarukiga. Parmi les policiers communaux qui avaient participé aux attaques, il y avait Abayisenga, Télesphore Nyantara, Anasthase Uzabakiro (alias « Gicyare »), un certain Makaberi, Appolinaire Rwamagira et Adrien Niyitegeka. Des policiers, notamment l'adjudant-chef Habarugira et un dénommé Ephrem, avaient ouvert le feu sur les réfugiés tutsis et sur l'église⁶⁰³. Un certain Uzabakirho avait rendu son fusil parce qu'il ne savait pas s'en servir⁶⁰⁴.

346. Le témoin n'avait pas vu Ndahimana à la paroisse le 15 avril 1994, mais l'avait vu le 14 avril 1994 à Mutanoga. À cette occasion, l'accusé avait dit qu'il n'allait pas se joindre aux assaillants à la paroisse le lendemain, parce qu'il devait se rendre aux funérailles du docteur Ntawuruhunga⁶⁰⁵. Cependant, le témoin avait effectivement vu Ndahimana à côté du mât du drapeau devant le bureau communal dans la soirée du 15 avril 1994 vers 18 h 30. L'accusé s'entretenait avec l'IPJ Kayishema et les policiers communaux Abayisenga et Kagenza. Kayishema et Abayisenga lui rendaient compte du déroulement des attaques ce jour-là. Ils l'avaient informé que les assaillants n'avaient pas pu tuer les réfugiés tutsis parce qu'ils étaient à court de munitions et parce que Ndahimana n'avait pas été présent pour distribuer l'équipement nécessaire⁶⁰⁶. Ndahimana avait promis de leur fournir l'équipement nécessaire le lendemain matin⁶⁰⁷.

5.2.4 Témoin à charge CNJ

347. En avril 1994, le témoin CNJ, d'ethnie hutue, était élève et habitait le secteur de Gasave dans la commune de Kivumu⁶⁰⁸. Il avait participé aux tueries commises en avril 1994, y compris celles de la paroisse de Nyange⁶⁰⁹. Il avait purgé sa peine et était libre au moment de sa déposition devant la Chambre⁶¹⁰. Il connaissait Ndahimana parce que celui-ci était le bourgmestre de la commune de Kivumu⁶¹¹.

⁶⁰⁰ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 13 (huis clos).

⁶⁰¹ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 15.

⁶⁰² Ibid., p. 15 et 16.

⁶⁰³ Ibid., p. 10 et 11.

⁶⁰⁴ Ibid., p. 16.

⁶⁰⁵ Compte rendu de l'audience du 18 novembre 2010, p. 25 et 26 (huis clos).

⁶⁰⁶ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 17.

⁶⁰⁷ Id.

⁶⁰⁸ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 48, 50 ; pièce à conviction P.20.

⁶⁰⁹ Comptes rendus des audiences du 4 novembre 2010, p. 50 (« Q. : Faisiez-vous partie du groupe de Hutus qui ciblaient les Tutsis ? R. : Tout à fait »), et du 5 novembre 2010, p. 12 (huis clos) (Le témoin a dit : « J'ai joué un rôle également dans les tueries ... d'autres personnes, mais les 11 personnes, ce sont les personnes [que] j'ai physiquement tuées »).

⁶¹⁰ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 73 (huis clos).

⁶¹¹ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 80 et 81.

52463

348. Le 14 avril 1994, l'IPJ Kayishema était venu à Karuteyi pour demander aux membres de la population de se rendre à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994⁶¹². Le témoin a estimé être arrivé à la statue de la Vierge Marie entre 11 heures et 13 heures le 15 avril 1994, à bord d'un camion qu'utilisait le bureau communal pour transporter les assaillants. L'attaque avait déjà commencé⁶¹³. À son arrivée, il avait vu Ndahimana en compagnie de l'IPJ Kayishema, du pharmacien Kanyarukiga et d'un certain Ndungutse à la statue de la Vierge Marie. L'accusé avait souhaité la bienvenue aux assaillants et leur avait demandé de se vêtir de feuilles de bananier pour se faire distinguer des Tutsis. Il les avait aussi informés que Kanyarukiga n'était pas loin et que celui-ci était prêt à fournir l'assistance médicale nécessaire en cas de blessure⁶¹⁴. Kayishema avait ensuite conduit les assaillants à l'endroit où ils devaient attaquer les Tutsis. À un moment donné, Rukara, un militaire à la retraite, avait lancé trois grenades sur les Tutsis, qui s'étaient alors repliés. Ndahimana était encore présent sur les lieux⁶¹⁵.

349. Après que Rukara eut lancé des grenades, les assaillants avaient poursuivi les Tutsis, qui s'étaient repliés dans l'église et s'y étaient retranchés. Ceux d'entre eux qui n'avaient pas pu entrer dans l'église avaient été tués. Le témoin a dit à la barre que l'accusé avait « ordonné aux policiers communaux de tirer sur les personnes qui tentaient de se cacher dans la tour de l'église ». Ndahimana avait ensuite confisqué les fusils de deux gendarmes qui refusaient d'obtempérer. Le brigadier Mbakilirehe et deux policiers communaux avaient aussi refusé de tirer, et le bourgmestre leur avait aussi demandé de remettre leurs fusils⁶¹⁶.

350. Après le meurtre des Tutsis qui n'avaient pas pu entrer dans l'église, l'IPJ Kayishema et d'autres personnes étaient arrivés à bord d'une Pajero, avec du carburant. Les assaillants avaient répandu le carburant sur le clocher de l'église dans l'intention d'incendier l'église, mais leur tentative s'était soldée par un échec⁶¹⁷. Le bourgmestre était reparti après 14 heures, après avoir donné l'ordre d'ouvrir le feu⁶¹⁸. Lorsque les policiers s'étaient trouvés à court de munitions, ils avaient alors constaté que le bourgmestre était parti et qu'ils devaient attendre son retour pour se ravitailler en munitions. Le témoin avait appris que le bourgmestre s'était rendu aux obsèques d'un médecin originaire de Rukoko⁶¹⁹.

351. Selon CNJ, il y avait environ 4 000 assaillants à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994 et quelque 300 Tutsis avaient été tués ce jour-là⁶²⁰. Kayishema et Kanyarukiga avaient demandé à

⁶¹² Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 59.

⁶¹³ Ibid., p. 62.

⁶¹⁴ Comptes rendus des audiences du 4 novembre 2010, p. 55 à 58, et du 5 novembre 2010, p. 25 et 26 (huis clos), p. 33, 64 et 65.

⁶¹⁵ Comptes rendus des audiences du 4 novembre 2010, p. 58 à 60, et du 5 novembre 2010, p. 60 et 61 de la version anglaise.

⁶¹⁶ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 60 à 63 (Les policiers Adrien Niyitegeka (alias « Maharamu ») et Abayisenga, qui était originaire de Rukoko, avaient tiré sur le clocher de l'église. L'un des deux policiers qui avaient été désarmés s'appelait « Gicadi »).

⁶¹⁷ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 61 et 62 (Kayishema était avec un certain Kiragi, Théodomir et Arnaud Nibarere, lorsqu'il était arrivé avec du carburant à bord d'une Pajero).

⁶¹⁸ Comptes rendus des audiences du 4 novembre 2010, p. 65, et du 5 novembre 2010, p. 34.

⁶¹⁹ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 63 (Le témoin a expliqué que, lorsque les policiers s'étaient retrouvés à court de munitions, « il fallait donc attendre le retour du bourgmestre. Car il n'y avait pas moyen d'aller chercher les munitions au bureau communal »).

⁶²⁰ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 64 (Le 15 avril 1994, Gatari, un ancien enseignant, avait été tué à l'église de Nyange. Le témoin n'a pas pu se souvenir des noms des autres victimes), p. 80.

ceux qui étaient venus de Kibilira de passer la nuit autour de l'église pour empêcher les réfugiés qui s'étaient retranchés dans l'église de s'enfuir⁶²¹. Le témoin avait quitté les lieux vers 18 heures⁶²².

352. Les corps des Tutsis tués le 15 avril 1994 avaient été enterrés à Nyange près du restaurant de la Caritas. Le témoin CDL avait amené un bulldozer pour creuser une fosse commune⁶²³.

5.2.5 Témoin à charge CBR

353. En avril 1994, le témoin CBR, un agriculteur d'ethnie hutue, habitait la commune de Kivumu⁶²⁴. Il avait participé aux tueries commises à la paroisse le 15 avril 1994⁶²⁵. Il savait que Ndahimana était le bourgmestre de la commune de Kivumu et le voyait souvent passer au volant du véhicule de la commune, une camionnette de couleur rouge auquel l'accusé avait eu droit « lorsqu'il a[vait] été nommé bourgmestre »⁶²⁶.

354. Les 14, 15 et 16 Avril 1994, le témoin s'était rendu à la paroisse pour participer aux attaques dirigées par Ndungutse⁶²⁷. Le 14 avril 1994, l'IPJ Kayishema avait sillonné la commune au volant d'un véhicule appartenant au témoin CDZ. À l'aide d'un mégaphone, Kayishema avait informé la population locale que les « *Inyenzi* » avaient envahi la commune. Ndungutse et Kayishema avaient incité la population à lancer une attaque contre les réfugiés⁶²⁸.

355. Le 15 avril 1994, Kayishema était arrivé de la même manière dans la commune du témoin et, comme la première fois, avait incité la population à attaquer la paroisse de Nyange⁶²⁹. Le témoin et d'autres assaillants étaient montés à bord de camions appartenant à la société Astaldi, qui les avaient conduits à la paroisse. Selon lui, le transport avait été arrangé par les autorités locales⁶³⁰.

356. Les camions avaient déposé les assaillants à la statue de la Vierge Marie à une heure non indiquée par le témoin. À l'arrivée de celui-ci, une foule nombreuse d'assaillants y était déjà assemblée. Selon ses estimations, les assaillants étaient huit fois plus nombreux que les réfugiés. Le témoin avait vu Ndahimana, Ndungutse, Kanyarukiga, Kayishema, Murangwabugabo, Habarugira et d'autres personnes qui se trouvaient déjà sur les lieux⁶³¹. Les autorités s'étaient éloignées de la statue en direction du presbytère de Nyange. Chemin faisant, elles s'entretenaient avec les gendarmes. Ensuite, elles s'étaient réunies avec les prêtres au presbytère avant de retourner au bâtiment de la CODECOKI⁶³².

357. Lorsque les autorités étaient sorties du bâtiment de la CODECOKI, Ndahimana avait dit aux assaillants : « Messieurs, commencez à travailler ». Ceux-ci avaient compris qu'il s'agissait de

⁶²¹ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 65 et 66 (Ndungutse et Biyambere aussi étaient présents).

⁶²² Ibid., p. 65.

⁶²³ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 25 ; pièce à conviction P.14.

⁶²⁴ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 7 ; pièce à conviction P.14.

⁶²⁵ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 20 à 22.

⁶²⁶ Ibid., p. 7.

⁶²⁷ Ibid., p. 14, 16 et 17 (« En fait, c'est Ndungutse qui nous dirigeait, c'était lui notre chef, c'est lui qui nous donnait toutes les nouvelles, qui nous donnait toutes les informations au sujet de ce qui s'était passé au bureau communal, c'est lui qui nous disait ce qui s'était passé et qui nous donnait donc le programme de ce qui allait suivre »).

⁶²⁸ Ibid., p. 15 à 18.

⁶²⁹ Ibid., p. 17, 20.

⁶³⁰ Ibid., p. 20.

⁶³¹ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 21, et du 2 novembre 2010, p. 19.

⁶³² Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 21 et 57.

l'ordre de tuer les Tutsis et avaient lancé une attaque contre les réfugiés qui se trouvaient à l'église de Nyange⁶³³. Selon les estimations du témoin, l'attaque avait débuté entre 11 heures et midi⁶³⁴. Après avoir donné cet ordre, Ndahimana était reparti avec les policiers communaux pour assister aux funérailles du médecin originaire de Rufungo⁶³⁵.

358. Au début de l'attaque, les assaillants jetaient des pierres sur les réfugiés⁶³⁶. Ensuite, un certain Rukara était arrivé avec des armes, dont des grenades⁶³⁷. Du toit d'une boutique, Rukara avait lancé des grenades sur les réfugiés, faisant plusieurs morts parmi les Tutsis⁶³⁸. Les assaillants avaient alors « enjambé » les corps pour poursuivre l'attaque⁶³⁹. Les rescapés s'étaient enfuis vers l'église et s'y étaient retranchés, pendant que d'autres cherchaient refuge au presbytère et qu'un troisième groupe s'enfuyait vers un petit bois près de la paroisse⁶⁴⁰.

359. Les assaillants avaient poursuivi les réfugiés en direction du presbytère, mais avaient été arrêtés par le père Seromba et les gendarmes. Le père Seromba avait dit à Ndungutse et à l'IPJ Kayishema, qui dirigeaient l'attaque, que la priorité était d'enlever les corps qui jonchaient la cour⁶⁴¹. Le témoin CDL s'était rendu à la société Astaldi à bord du véhicule de CDZ⁶⁴². Astaldi avait envoyé des bulldozers et un camion entre 14 heures et 15 heures. Les véhicules avaient servi à ramasser les corps, à creuser une fosse en contrebas du bâtiment de la Caritas et à y déverser les corps⁶⁴³.

360. Après l'enterrement des corps, des anciens militaires et des policiers communaux avaient ouvert le feu sur l'église, marquant ainsi le début de l'attaque contre celle-ci⁶⁴⁴. L'IPJ Kayishema était arrivé avec du carburant et les assaillants avaient essayé d'incendier l'église, sans y parvenir⁶⁴⁵.

361. L'attaque s'était poursuivie jusqu'à la tombée de la nuit⁶⁴⁶. « [V]ers la fin de [leur] opération », les *Interahamwe* en provenance de Kibilira étaient arrivés à bord de camions de l'Astaldi, portant des armes traditionnelles. Il avait été demandé aux renforts de passer la nuit à l'église pour empêcher les réfugiés de s'enfuir pendant la nuit et pour que les assaillants ne soient pas en retard le lendemain⁶⁴⁷. À la tombée de la nuit, Ndungutse et l'IPJ Kayishema avaient informé les assaillants qu'ils étaient à court de « matériel » parce que « le stock ...d'autres matériels avaient

⁶³³ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 29, et du 2 novembre 2010, p. 25.

⁶³⁴ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 23.

⁶³⁵ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 29, et du 2 novembre 2010, p. 25.

⁶³⁶ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 24.

⁶³⁷ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 22.

⁶³⁸ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 22 à 24, et du 2 novembre 2010, p. 63 et 64.

⁶³⁹ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 22.

⁶⁴⁰ Ibid., p. 24.

⁶⁴¹ Ibid., p. 24 et 25.

⁶⁴² Ibid., p. 25.

⁶⁴³ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 25 et 26, et du 2 novembre 2010, p. 50.

⁶⁴⁴ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 25 à 28 (Les assaillants étaient des anciens militaires et des policiers communaux de la commune de Kivumu, dont Adrien Niyitegeka (alias « Murangwabugabo »), Appolinaire Rangira, Murantayama ainsi qu'un ancien militaire du nom de Kabalisa. Anasthase Uzabukaliho (alias « Giyshade ») s'était mis à trembler lorsqu'il avait tiré, alors Kabalisa lui avait pris son fusil et s'en était servi lui-même).

⁶⁴⁵ Ibid., p. 26.

⁶⁴⁶ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 24.

⁶⁴⁷ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 26, 28.

5216

été [enfermés] par le bourgmestre, qu'ils attendaient que le bourgmestre revienne » pour leur donner du matériel supplémentaire⁶⁴⁸.

362. Le témoin avait quitté l'église vers 18 heures ce soir-là. Ndungutse lui avait appris que Ndahimana était revenu plus tard pour donner à manger aux renforts venus de Kibilira⁶⁴⁹.

5.2.6 Témoin à charge CBK

363. En avril 1994, le témoin CBK, d'ethnie hutue, avait 14 ans⁶⁵⁰. Il se trouvait à un endroit d'où il avait pu observer ce qui s'était passé à la paroisse de Nyange en 1994⁶⁵¹. Les comptes rendus d'audience ne permettent pas d'établir clairement comment il avait connu Ndahimana, mais il s'est rappelé le nom de l'accusé en entier ainsi que le poste de celui-ci⁶⁵². Selon le témoin, l'église de Nyange pouvait accueillir de 2 000 à 3 000 personnes⁶⁵³.

364. Le 15 avril 1994, les assaillants étaient arrivés à la paroisse à pied et aussi à bord de véhicules. « Les choses étaient si organisées » [traduction] que des véhicules avaient été mis à la disposition de ceux qui étaient chargés d'acheminer les assaillants à la paroisse. Parmi les véhicules utilisés se trouvaient un pickup Stout de couleur blanche appartenant au témoin CDZ, le véhicule de la commune de Kivumu, une Toyota Hilux de couleur rouge ainsi que le véhicule du colonel Nzaphakumunsi, un pickup double-cabine de couleur blanche⁶⁵⁴. Le témoin avait vu le véhicule Hilux de couleur rouge à la paroisse tant le 15 que le 16 avril 1994, mais, ces jours-là, Ndahimana s'était servi de la Toyota Stout de couleur blanche appartenant au témoin CDZ⁶⁵⁵.

365. Le 15 avril 1994 vers 9 heures, le témoin avait vu Seromba, Ndahimana, l'IPJ Kayishema, Kanyarukiga, Mbakilirehe, le témoin CDL ainsi que les conseillers Habarugira, Sindabyemera et Mahame. Ceux-ci s'étaient rendus dans la chambre de l'évêque qui se trouvait dans le bâtiment où résidaient les prêtres. Le témoin n'avait pas entendu ce qu'ils disaient, mais, après la réunion, il les avait vus s'entretenir avec les assaillants hutus, après quoi une attaque de grande envergure avait eu lieu. Parmi les assaillants se trouvaient les policiers communaux qui avaient ouvert le feu sur l'église. Les *Interahamwe* portaient des armes traditionnelles. Des gendarmes avaient également participé à l'attaque. Les assaillants étaient vêtus de feuilles de bananier et de petites branches de cyprès pour se faire distinguer des réfugiés. Le témoin s'était vêtu de feuilles de bananier à cette fin. À un moment donné, Théophile Rukara était monté sur le toit du bâtiment de la Caritas et avait lancé des grenades sur les Tutsis, tuant un certain nombre d'entre eux⁶⁵⁶.

⁶⁴⁸ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 26 et 27.

⁶⁴⁹ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 37 et 38, et du 2 novembre 2010, p. 24 et 25.

⁶⁵⁰ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 69 et 70 (huis clos) ; pièce à conviction P.16.

⁶⁵¹ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 70 (huis clos) ; pièce à conviction P.16.

⁶⁵² Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 3 et 4 de la version anglaise.

⁶⁵³ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 70 et 71 (huis clos).

⁶⁵⁴ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 18, 31, 65 et 66 (La commune de Kivumu ne possédait qu'un seul véhicule, un pickup de couleur rouge).

⁶⁵⁵ Ibid., p. 66.

⁶⁵⁶ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010, p. 14 et 16, 70 et 71 (Parmi les policiers, le témoin avait reconnu Adrien Marahamu, Mbungira, Kibyutsa et Léonard. Il a ajouté que les policiers portaient des fusils. Selon ses souvenirs, ils étaient armés de Kalachnikovs et d'« un autre type de fusil qui ne tire pas beaucoup de balles à la fois »), et du 4 novembre 2010, p. 2.

366. Constatant qu'ils ne pouvaient pas se défendre, les Tutsis s'étaient repliés vers l'église et s'y étaient retranchés⁶⁵⁷. Les assaillants avaient utilisé du carburant pour allumer les feuilles de bananier qu'ils avaient ensuite lancées à l'intérieur de l'église pour tuer les réfugiés qui s'y trouvaient. Ils avaient ensuite tenté d'incendier l'église en « aspergeant » du carburant tout autour. D'autres grenades avaient aussi été lancées ce jour-là⁶⁵⁸. S'étant rendu compte que leur plan visant à incendier l'église avait échoué, les « autorités » avaient tenu une autre réunion vers 19 heures, cette fois encore dans le bâtiment où résidaient les prêtres. Parmi les participants figuraient Seromba, Ndahimana, l'IPJ Kayishema, Kanyarukiga, Ndungutse, Mbakilirehe et le colonel Nzaphakumunsi⁶⁵⁹. Le témoin n'avait pas vu Ndahimana entre la première réunion qui s'était achevée vers 10 heures et la deuxième qui avait eu lieu dans la soirée⁶⁶⁰.

5.2.7 Témoin à charge CBY

367. En avril 1994, le témoin CBY, d'ethnie hutue, se trouvait à un endroit d'où il pouvait observer ce qui se passait à la paroisse de Nyange. Bien que ne vivant pas habituellement à la paroisse, il y avait passé toute la période allant du 10 au 18 avril 1994 à cause de la situation sécuritaire qui prévalait dans la région⁶⁶¹. Il avait vu Ndahimana à deux reprises avant les événements d'avril 1994 : la première fois lors de l'investiture du bourgmestre et la deuxième fois alors que celui-ci passait sur une route⁶⁶².

368. Le 15 avril 1994, le témoin avait vu Ndahimana, l'IPJ Kayishema, Ndungutse, Kanyarukiga et Théodomir (alias « Kiragi ») arriver dans la cour du presbytère de Nyange vers 8 heures pour s'entretenir avec les prêtres⁶⁶³. Après l'entretien, le groupe avait quitté le presbytère. Immédiatement après, des assaillants hutus vêtus de feuilles de bananier avaient commencé à jeter des pierres sur les réfugiés. Parmi les assaillants se trouvaient des policiers communaux, notamment Maharamu, Appolinaire et Kabalisa. Les réfugiés avaient réussi à repousser les assaillants jusqu'aux environs de la statue de la Vierge Marie. Alors que les prêtres déjeunaient vers 12 h 30, un ancien militaire du nom de Rukara était monté sur le toit d'une maison toute proche pour lancer des grenades sur les réfugiés tutsis, faisant plusieurs morts et de nombreux blessés parmi ceux-ci. Les rescapés s'étaient repliés vers l'église. Ceux d'entre eux qui n'avaient pas pu entrer dans l'église s'étaient repliés vers la cour du presbytère où les gendarmes étaient positionnés⁶⁶⁴. Là, ces derniers avaient ouvert le feu sur les réfugiés. Les assaillants, parmi lesquels figuraient Kanyarukiga, un certain Kiragi et plusieurs policiers communaux, dont Kabalisa, Maharumu et Jean-Marie, avaient essayé de tirer à l'intérieur de l'église. Lorsqu'ils avaient constaté l'inefficacité de cette tactique, un certain Léonard Nibarere était arrivé avec une pompe contenant du carburant et avait aspergé les murs de l'église de carburant pour incendier celle-ci. Ensuite, voyant qu'il était difficile de démolir l'église, les assaillants s'étaient mis très en colère. Ils étaient donc allés chercher un bulldozer. Ils avaient commencé à démolir l'église le 15 avril 1994⁶⁶⁵. Ce soir-là, les

⁶⁵⁷ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 15.

⁶⁵⁸ Ibid., p. 17.

⁶⁵⁹ Ibid., p. 18 et 19.

⁶⁶⁰ Ibid., p. 70 et 71.

⁶⁶¹ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010, p. 46 et 47 (huis clos), et du 10 novembre 2010, p. 44 (huis clos).

⁶⁶² Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 41.

⁶⁶³ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010, p. 54 (huis clos), p. 61.

⁶⁶⁴ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010, p. 61, et du 10 novembre 2010, p. 27 et 28, 38 et 39 (huis clos).

⁶⁶⁵ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010, p. 62 et 63, et du 10 novembre 2010, p. 34, 38 à 41 (huis clos).

assaillants avaient encerclé l'église pour attaquer tout réfugié qui tenterait de s'échapper⁶⁶⁶. Le témoin a estimé à 200 le nombre de réfugiés tués ce jour-là⁶⁶⁷.

5.2.8 Témoin à charge CDJ

369. En avril 1994, le témoin CDJ, d'ethnie hutue, se trouvait à un endroit d'où il pouvait observer ce qui se passait à la paroisse de Nyange⁶⁶⁸. La manière dont il avait connu Ndahimana n'apparaît pas clairement dans les pièces versées au dossier, mais il savait que l'accusé était devenu bourgmestre de la commune de Kivumu⁶⁶⁹.

370. Un vendredi dont la date n'a pas été précisée par le témoin, dans la nuit, après la mort du Président Habyarimana, le témoin était arrivé à la paroisse de Nyange vers 19 heures et avait constaté qu'une partie de l'église avait été détruite et que des corps gisaient dans la cour⁶⁷⁰. À son arrivée, Ndahimana, le père Seromba et Kanyarukiga étaient assis à la véranda du presbytère tenant une discussion qui avait duré environ deux heures. Le témoin ne savait pas de quoi les autorités parlaient⁶⁷¹. Lorsqu'il était retourné à l'église le lendemain, il avait constaté que celle-ci avait été totalement détruite⁶⁷².

5.2.9 Témoin à charge YAU

371. En avril 1994, le témoin YAU, une femme au foyer d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu⁶⁷³. Avant les événements d'avril 1994, elle connaissait Ndahimana bien avant que celui-ci ne soit devenu bourgmestre de la commune de Kivumu⁶⁷⁴.

372. Sa famille et elle étaient allées chercher refuge à la paroisse de Nyange « quelques jours » après la mort du Président Habyarimana⁶⁷⁵. Elle y était restée trois jours⁶⁷⁶. Le troisième jour, une attaque de grande envergure avait été lancée, faisant de nombreuses victimes tutsies⁶⁷⁷. Ce matin-là, YAU avait vu le père Kanyiranga arriver dans un autobus avec un groupe de militaires armés de grenades. « Dans l'avant midi », Kanyiranga s'était entretenu avec Ndahimana, Kayishema, Kanyarukiga, et le père Seromba devant le secrétariat. Peu après, le père Seromba avait eu une discussion avec un groupe d'*Interahamwe* et la tuerie avait commencé. Un enseignant du nom de Gatara, qui était considéré comme un intellectuel, faisait partie des premières victimes. Le témoin YAU avait ensuite vu lancer des grenades et s'était enfuie au presbytère. Ndahimana était présent

⁶⁶⁶ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 63.

⁶⁶⁷ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 29 (huis clos).

⁶⁶⁸ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 26 et 27 (huis clos).

⁶⁶⁹ Ibid., p. 63 et 64 (huis clos).

⁶⁷⁰ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 34 (La majorité en déduit que le témoin parlait du vendredi 15 avril 1994).

⁶⁷¹ Ibid., p. 33 et 34.

⁶⁷² Ibid., p. 35 (La majorité en déduit que le témoin parlait du samedi 16 avril 1994).

⁶⁷³ Pièce à conviction P.13.

⁶⁷⁴ Comptes rendus des audiences du 15 septembre 2010, p. 54 (huis clos), et du 16 septembre 2010, p. 15 et 16 (huis clos).

⁶⁷⁵ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 40 et 41.

⁶⁷⁶ Ibid., p. 45.

⁶⁷⁷ Ibid., p. 47 (La majorité en déduit que le troisième jour du témoin à l'église correspondait au 15 avril 1994).

« au moment où ces meurtres se produisaient »⁶⁷⁸. Elle avait vu l'IPJ Kayishema et des gendarmes à l'église, mais pas de policiers communaux⁶⁷⁹.

373. Au presbytère, elle avait entendu le père Seromba demander à un *Interahamwe* du nom de Nyirandayimbushi de tuer les réfugiés qui y étaient entrés. Ce soir-là, elle avait entendu Seromba dire aux *Interahamwe* qu'il était fatigué et que ceux-ci devaient rentrer chez eux pour se reposer, mais qu'ils devaient revenir dans la nuit pour tuer les Tutsis qui s'étaient réfugiés dans le clocher de l'église⁶⁸⁰. Ce soir-là, le père Kanyiranga était entré dans la pièce où le témoin et d'autres réfugiés se cachaient et leur avait conseillé de fuir. Des 30 Tutsis qui s'étaient enfuis du presbytère cette nuit-là, seuls deux, dont le témoin, avaient survécu⁶⁸¹.

5.2.10 Témoin à charge CBS

374. En avril 1994, le témoin CBS, d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu⁶⁸². Il connaissait Ndahimana avant les événements d'avril 1994, parce que le témoin était allé rendre visite à celui-ci au bureau communal au moins une fois pour discuter d'un problème avec lui⁶⁸³.

375. Des membres de la famille du témoin avaient été tués le 11 avril 1994. Le lendemain, il était allé chercher refuge à la paroisse de Nyange avec sa mère et certains de ses frères et sœurs⁶⁸⁴. Ils étaient arrivés à la paroisse le mardi 12 avril 1994 vers 6 heures. Des gendarmes et quelque 2 000 réfugiés Tutsis étaient présents sur les lieux à leur arrivée⁶⁸⁵.

376. Tôt dans la matinée du 15 avril 1994, les réfugiés avaient entendu des coups de sifflets et le son des tambours venant des collines, et le témoin avait compris qu'il s'agissait d'un signal envoyé aux Hutus pour lancer l'attaque contre les Tutsis à la paroisse⁶⁸⁶. Peu après, le conseiller Gatwaza était arrivé avec son « armée » et d'autres assaillants étaient venus des localités voisines⁶⁸⁷.

377. Le témoin se trouvait à l'extérieur de l'église ce matin-là⁶⁸⁸. Les assaillants étaient arrivés de partout. Des véhicules les déposaient à la statue de la Vierge Marie⁶⁸⁹. Les autorités communales avaient réquisitionné un véhicule appartenant au témoin CDZ et s'en étaient servi pour transporter les assaillants⁶⁹⁰.

378. Les assaillants s'étaient déguisés avec des feuilles de bananier pour se faire distinguer des réfugiés⁶⁹¹. Vers 8 heures, le témoin avait vu Ndahimana ainsi que Kayishema et des policiers

⁶⁷⁸ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 48 et 49.

⁶⁷⁹ Ibid., p. 68.

⁶⁸⁰ Ibid., p. 49 à 51.

⁶⁸¹ Ibid., p. 51 à 53.

⁶⁸² Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 10 ; pièce à conviction P.1.

⁶⁸³ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 18.

⁶⁸⁴ Ibid., p. 14.

⁶⁸⁵ Ibid., p. 15 à 17 (Le témoin a dit être arrivé à l'église de Nyange après les tueries perpétrées le 11 avril 1994 et y être resté de « mardi à vendredi ». La majorité suppose donc qu'il y était resté du mardi 12 avril 1994 au vendredi 15 avril 1994).

⁶⁸⁶ Ibid., p. 21.

⁶⁸⁷ Ibid., p. 24.

⁶⁸⁸ Ibid., p. 16, 18, 22, 27 et 28.

⁶⁸⁹ Ibid., p. 21 et 22.

⁶⁹⁰ Ibid., p. 29.

⁶⁹¹ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 26.

armés à l'endroit où les véhicules déposaient les assaillants. Il a ajouté : « Il était évident que c'[était] le groupe de Ndahimana qui donnait des instructions aux assaillants. Les assaillants s'arrêtaient à cet endroit et discutaient d'abord avec le groupe composé de Ndahimana et [d']autres autorités ». Il en avait déduit que les assaillants recevaient des ordres de Ndahimana. Celui-ci était resté sur les lieux jusqu'à ce que les assaillants soient prêts à lancer l'attaque⁶⁹².

379. L'attaque contre les réfugiés à la paroisse de Nyange avait débuté vers 9 heures. Les réfugiés avaient repoussé les assaillants en leur jetant des pierres. Alors, ceux-ci avaient commencé à utiliser des grenades dont une seule « pouvait facilement tuer 30 Tutsis ». Les réfugiés s'étaient repliés et avaient été vite totalement submergés. L'attaque s'était poursuivie jusqu'aux environs de 15 heures. Des policiers communaux y avaient participé en tirant sur les réfugiés⁶⁹³. Le témoin avait vu les conseillers Gatwaza et Habarugira de la commune de Kivumu à la paroisse ce jour-là⁶⁹⁴. Le conseiller Gatwaza et d'autres responsables vêtus de feuilles de bananier encerclaient l'église pour tuer les réfugiés⁶⁹⁵. Un autre conseiller, Habarugira, qui avait aussi participé à la tuerie, s'était armé d'une machette et donnait des instructions aux assaillants⁶⁹⁶. Des gendarmes aussi avaient pris part à l'attaque⁶⁹⁷.

380. Le témoin avait eu la vie sauve parce qu'il s'était caché dans la cuisine du presbytère. Il était ensuite passé par le couloir, puis au poulailler, où il était resté jusqu'à la tombée de la nuit. Cette nuit-là, il s'était enfui à la préfecture de Gitarama⁶⁹⁸. Sur les 2 000 réfugiés au moins qui se trouvaient à la paroisse de Nyange, seuls 20 avaient survécu aux massacres⁶⁹⁹.

5.2.11 Témoin à charge CBI

381. En avril 1994, le témoin CBI, un agriculteur d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu⁷⁰⁰. Le témoin connaissait Ndahimana, celui-ci étant le bourgmestre de sa commune⁷⁰¹. Le 7 avril 1994, le témoin s'était réfugié chez un de ses amis⁷⁰². Il s'était ensuite rendu à la paroisse de Nyange après avoir été informé par des Tutsis de son secteur que Ndahimana encourageait les Tutsis à y aller. On lui avait dit que le bourgmestre y avait déjà emmené des Tutsis à bord de son véhicule, une Toyota Hilux de couleur rouge⁷⁰³. Il était arrivé à la paroisse de Nyange le 12 avril 1994, vers 19 heures⁷⁰⁴.

382. La plus importante attaque contre l'église de Nyange avait eu lieu le 15 avril 1994. Pendant cette attaque, le témoin avait vu notamment les autorités locales suivantes : Ndahimana,

⁶⁹² Ibid., p. 22.

⁶⁹³ Ibid., p. 22 à 24 (Un policier du nom de Nishyirembere était parti avant la fin de l'attaque. Le témoin avait reconnu les autres policiers dénommés Nihirembere, Adrian Maharamu Niyitegeka, et Rangira. Ndahimana ordonnait à ces policiers communaux de tirer sur les réfugiés).

⁶⁹⁴ Ibid., p. 24.

⁶⁹⁵ Ibid., p. 25.

⁶⁹⁶ Ibid., p. 27 (Le conseiller Habarugira était en charge du secteur de l'église de Nyange).

⁶⁹⁷ Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 10, 32.

⁶⁹⁸ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 28 et 29, 31.

⁶⁹⁹ Comptes rendus des audiences du 6 septembre 2010, p. 29, et du 7 septembre 2010, p. 23.

⁷⁰⁰ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 24 à 28. Voir aussi le compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 14 et 15.

⁷⁰¹ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 31 et 32.

⁷⁰² Ibid., p. 32 et 33.

⁷⁰³ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 29 à 32.

⁷⁰⁴ Ibid., p. 32 et 33.

Kayishema, le bourgmestre adjoint Védaste Murangwabugabo, Kanyarukiga, Ndungutse et un certain Anicet⁷⁰⁵.

383. Le témoin a estimé que le nombre des assaillants qui avaient participé à l'attaque du 15 avril 1994 était au moins dix fois supérieur à celui des assaillants qui avaient pris part aux attaques précédentes, les assaillants étant de ce fait devenus plus nombreux que les réfugiés. Ils portaient des armes traditionnelles et certains d'entre eux avaient revêtu des feuilles de bananier. Le témoin avait vu la Hilux rouge de Ndahimana et il lui avait été dit que celle-ci avait fait le tour du secteur du témoin et des communes environnantes équipée d'un mégaphone qui avait servi à appeler les habitants de la localité à se rendre à la paroisse⁷⁰⁶.

384. L'attaque avait commencé vers 11 heures ou midi et s'était poursuivie jusque vers 14 heures, lorsqu'il s'était mis à pleuvoir. Les tueries avaient finalement cessé à 18 heures, à la tombée de la nuit⁷⁰⁷. Les assaillants qui encerclaient l'église de Nyange portaient des armes traditionnelles, alors que les policiers communaux étaient munis d'armes modernes dont des armes à feu. Parmi les policiers figuraient Niyitegeka, Munyantarama et Télesphore Mbakirirehe⁷⁰⁸.

385. Pendant l'attaque, les gendarmes et les policiers avaient travaillé de concert avec les assaillants et avaient tiré sur les réfugiés. Ceux qui ne tiraient pas se tenaient à côté du prêtre et observaient ce qui se passait. De nombreux Tutsis avaient été tués ce jour-là⁷⁰⁹.

386. Avec les autres réfugiés, le témoin avait lutté contre les assaillants. Quand il s'était rendu compte que les assaillants prenaient le dessus, il avait sauté par-dessus le mur de l'église et s'était caché dans la cuisine du presbytère pendant une vingtaine de minutes jusque vers 16 heures⁷¹⁰. Alors qu'il était caché, le témoin avait entendu des explosions de grenades. Peu après, des gendarmes étaient arrivés et avaient demandé aux gens de se présenter. Le témoin avait escaladé la clôture du presbytère et avait fui à Kabgayi⁷¹¹.

5.2.12 Témoin à charge CBN

387. En avril 1994, le témoin à charge CBN, un agriculteur d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu. Il avait rencontré Ndahimana pour la première fois en 1991⁷¹². Ses parents et lui avaient cherché refuge à la paroisse de Nyange du fait de l'aggravation des hostilités dans la commune après la mort du Président⁷¹³.

388. Le 14 avril 1994, CBN avait entendu des coups de sifflet et il avait été demandé aux gens de se préparer pour une attaque prévue le lendemain contre l'église de Nyange⁷¹⁴. Puis, le 15 avril 1994, des assaillants hutus avaient lancé une attaque de grande envergure contre l'église. L'attaque

⁷⁰⁵ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 42 et 43.

⁷⁰⁶ Comptes rendus des audiences du 14 septembre 2010, p. 38 à 42, et du 15 septembre 2010, p. 36 et 37.

⁷⁰⁷ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 42 à 45.

⁷⁰⁸ Ibid., p. 43 et 44.

⁷⁰⁹ Ibid., p. 42 à 45.

⁷¹⁰ Ibid., p. 44 et 45, 47 et 48.

⁷¹¹ Ibid., p. 47 et 48.

⁷¹² Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 2 et 3.

⁷¹³ Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 18 et 19.

⁷¹⁴ Ibid., p. 23 et 24, 61 et 62, 66, 68.

5756

avait commencé vers 8 heures⁷¹⁵. Des assaillants venant de la place de la statue de la Vierge Marie, de Lugabano et de la direction de Nyamiyugiri avaient encerclé l'église⁷¹⁶. Certains étaient munis d'armes traditionnelles tandis que d'autres lançaient des grenades sur les réfugiés, faisant ainsi de nombreuses victimes⁷¹⁷.

389. Ce jour-là, il y avait parmi les assaillants Balisaba, Grégoire Gatana, les conseillers Gatwaza et Habarugira, Mahame qui dirigeait les assaillants venus de Lugoko, Kanyarukiga, l'IPJ Kayishema, Mupenda le bourgmestre adjoint, de nombreux policiers, militaires et gendarmes qui collaboraient avec les assaillants et leur montraient comment utiliser les grenades⁷¹⁸. Le témoin n'a vu Ndahimana diriger aucune des attaques⁷¹⁹.

390. Alors que les attaques se poursuivaient, le témoin avait pu s'échapper de l'église de Nyange entre 13 heures et 14 heures en se couvrant de feuilles de bananier à l'instar des assaillants. Il avait pu rejoindre le petit séminaire de Kabgayi. Les parents du témoin avaient tous péri lors de l'attaque contre l'église⁷²⁰.

5.2.13 Témoin à décharge Thérèse Mukabideri

391. En avril 1994, Thérèse Mukabideri, d'ethnie hutue, était le chef du département administratif et financier de la Banque Continentale Africaine⁷²¹. Elle était mariée au docteur Ntawuruhunga et ils habitaient Kigali. Elle était partie de Kigali à Gitarama le 8 avril 1994 et s'était ensuite rendue à Kivumu le 11 avril 1994, laissant son mari à Kigali⁷²². Ndahimana était un ami de la famille. Elle l'avait rencontré pour la première fois le jour de son mariage au docteur Ntawuruhunga en 1986. Celui-ci était le parrain des fils de Ndahimana⁷²³.

392. Le 14 avril 1994, le témoin avait appris que des soldats du FPR avaient tué son mari dans la nuit du 13 avril 1994. Ndahimana, Ferdinand et les autres personnes qui accompagnaient le corps étaient arrivés à Rufungu, dans la commune de Kivumu, le 14 avril 1994 vers 16 heures⁷²⁴. Ndahimana était resté à Rufungu jusqu'après minuit pour organiser les funérailles prévues le lendemain⁷²⁵.

393. Ndahimana était revenu à Rufungu vers 5 heures ou 6 heures le 15 avril 1994 pour terminer les préparatifs en vue de l'enterrement, mais était reparti avant l'enterrement. Avant de repartir, il avait dit au témoin qu'il avait appris qu'il y avait des problèmes dans le secteur de Nyange et qu'il devait se rendre à Kibuye pour voir le préfet. Il était reparti avec Anicet Tumusenge, qui avait conduit jusqu'à Kibuye⁷²⁶. Anicet et Ndahimana étaient revenus pour les funérailles vers 18 heures

⁷¹⁵ Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 27 et 28.

⁷¹⁶ Ibid., p. 26.

⁷¹⁷ Ibid., p. 24 à 28.

⁷¹⁸ Ibid., p. 26 à 28.

⁷¹⁹ Ibid., p. 62 et 63.

⁷²⁰ Ibid., p. 27 et 28.

⁷²¹ Pièce à conviction D.102.

⁷²² Comptes rendus des audiences du 7 février 2011, p. 67 et 68, 73 et 74, et du 8 février 2011, p. 4 et 5.

⁷²³ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 74 et 75.

⁷²⁴ Ibid., p. 74 à 76.

⁷²⁵ Comptes rendus des audiences du 7 février 2011, p. 75 et 76, et du 8 février 2011, p. 19 et 20.

⁷²⁶ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 75 et 76.

5746

ou 19 heures, mais n'étaient pas restés longtemps avant de repartir. L'accusé était reparti de nouveau avec Anicet, mais le témoin ne savait pas où ils étaient allés⁷²⁷.

394. Le témoin a estimé à une dizaine de kilomètres la distance séparant Rufungu de Nyange⁷²⁸. Elle n'a pas pu donner une estimation de la distance entre Rufungu et Kibuye⁷²⁹. Toutefois, elle a expliqué que les routes entre les deux endroits étaient en mauvais état⁷³⁰.

5.2.14 Témoin à décharge Béatrice Mukankusi

395. En 1994, Béatrice Mukankusi, commerçante d'ethnie hutue, habitait le secteur de Nyange à une cinquantaine ou centaine de mètres du bureau communal⁷³¹.

396. Le jeudi 14 avril 1994, vers 14 heures ou 15 heures,⁷³² le témoin avait prêté son véhicule, un pickup Daihatsu de couleur bleue, à Ndahimana pour que celui-ci puisse se rendre aux funérailles du docteur Ntawuruhunga à Rufungu dans le secteur de Rukoko⁷³³.

397. Le témoin n'avait pas revu Ndahimana jusqu'au 15 avril 1994 aux funérailles du docteur Juvénal Ntawuruhunga⁷³⁴. Elle s'était rendue aux funérailles avec son beau-frère Anicet Tumusenge, à bord du véhicule Pajero bleu de celui-ci. Elle était à bord du véhicule avec Clémence Mujawimana, l'épouse d'Anicet, Sekimanzi Jean, le jeune frère d'Anicet, et l'épouse de celui-ci, la belle-mère de Béatrice et le chauffeur de Béatrice, Alphonse Mudahiranwa⁷³⁵.

398. Ils étaient partis de la maison vers 10 heures⁷³⁶. Chemin faisant, ils avaient rencontré des assaillants hutus et des réfugiés tutsis qui se jetaient des pierres non loin de la statue de la Vierge Marie⁷³⁷, et avaient fait un détour pour arriver aux funérailles⁷³⁸. Ils étaient arrivés à Rufungu juste avant 11 heures⁷³⁹. Le témoin n'a pas pu donner une estimation de la distance entre Nyange et Rufungu, mais a dit qu'« il y a[vait] quand même une bonne distance entre les deux endroits »⁷⁴⁰. À l'arrivée du témoin, Ndahimana se trouvait déjà sur les lieux et assurait la coordination de l'évènement⁷⁴¹.

399. Bien qu'étant « le maître de cérémonie » aux funérailles, lorsque le témoin lui avait décrit la situation qui prévalait à la paroisse de Nyange, Ndahimana avait quitté le lieu des funérailles avec Anicet Tumusenge à bord de la Pajero d'Anicet et était parti pour Kibuye afin d'y voir le préfet⁷⁴². Si elle n'a pas pu dire à quel moment Ndahimana et Anicet avaient quitté les funérailles, elle a

⁷²⁷ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 76 et 77.

⁷²⁸ Compte rendu de l'audience du 8 février 2011, p. 18 et 19.

⁷²⁹ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 75 et 76.

⁷³⁰ Compte rendu de l'audience du 8 février 2011, p. 17 à 19.

⁷³¹ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 4 à 6 ; pièce à conviction D.101.

⁷³² Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 14.

⁷³³ Ibid., p. 13 et 14.

⁷³⁴ Ibid., p. 14 à 16.

⁷³⁵ Ibid., p. 50 et 51.

⁷³⁶ Ibid., p. 14 à 16.

⁷³⁷ Ibid., p. 16 et 17.

⁷³⁸ Ibid., p. 16 et 17, 45 à 47.

⁷³⁹ Ibid., p. 50 à 52.

⁷⁴⁰ Ibid., p. 46.

⁷⁴¹ Ibid., p. 47 et 48, 51 et 52.

⁷⁴² Ibid., p. 17.

toutefois précisé que ce n'était pas immédiatement après son arrivée à 11 heures, mais plutôt avant qu'elle même n'ait quitté les lieux à 17 heures⁷⁴³. Elle a dit : « On n'a pas consulté les montres et c'était un moment de funérailles, on n'a pas pu faire attention à l'heure qu'il faisait »⁷⁴⁴. En rentrant des funérailles, elle avait vu « beaucoup de cadavres...[et]... un bulldozer qui ramassait les cadavres »⁷⁴⁵.

5.2.15 Témoin à décharge Léonille Murekeyisoni

400. En 1994, Léonille Murekeyisoni, d'ethnie hutue, habitait Ngoma dans la préfecture de Butare. Son mari avait été le bourgmestre de la commune de Kivumu de septembre 1990 à 1993⁷⁴⁶. Son mari et Ndahimana étaient amis⁷⁴⁷.

401. Le témoin était arrivé aux funérailles du docteur Ntawuruhunga le 15 avril 1994 vers 11 heures, mais « [e]n tout cas ... avant 12 heures »⁷⁴⁸. Ndahimana se trouvait déjà sur les lieux à son arrivée. Il était « le maître de cérémonie » avec un autre homme du nom d'Anicet. Ndahimana avait quitté les lieux avant la fin de la cérémonie des funérailles. Le témoin a estimé avoir constaté l'absence du bourgmestre vers 13 heures ou 14 heures⁷⁴⁹. Un certain Mukeshimana lui avait dit que Ndahimana était allé à la préfecture afin de solliciter l'aide du préfet pour régler un problème de sécurité dans le secteur de Nyange⁷⁵⁰. L'enterrement avait eu lieu vers 14 heures et les funérailles avaient pris fin vers 15 heures. Il n'y avait pas plus de 100 personnes à la cérémonie⁷⁵¹. Le témoin avait quitté les lieux vers 17 heures et n'avait jamais vu revenir Ndahimana⁷⁵².

5.2.16 Témoin à décharge Anicet Tumusenge

402. Le témoin Anicet Tumusenge, d'ethnie hutue, était commerçant à Gitarama⁷⁵³. Dans la matinée du 7 avril 1994, il avait dû quitter Gitarama pour se rendre dans le secteur de Nyange, préfecture de Kibuye, du fait de la situation sécuritaire qui prévalait⁷⁵⁴. Il est le beau-frère du témoin à décharge Béatrice Mukankusi et le parrain de la fille du témoin à décharge Thérèse Mukabideri⁷⁵⁵. Le défunt docteur Ntawuruhunga était le parrain de la fille du témoin⁷⁵⁶. Il ne connaissait pas Ndahimana avant les funérailles⁷⁵⁷.

⁷⁴³ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 17 et 18, 52 et 53.

⁷⁴⁴ Ibid., p. 52.

⁷⁴⁵ Ibid., p. 18.

⁷⁴⁶ Compte rendu de l'audience du 10 février 2011, p. 6.

⁷⁴⁷ Ibid., p. 6 à 8.

⁷⁴⁸ Ibid., p. 20 (« En tout cas, j'y suis arrivée avant 12 heures, peut-être 11 heures et quelques minutes. Je ne peux pas dire si c'était 11 h 5 ou 11 h 10. Mais, en général, c'était vers 11 heures. En tout cas, je ne peux pas vous donner une heure précise, à la minute près. Non, je ne peux pas le faire »).

⁷⁴⁹ Ibid., p. 8 à 12, 20 et 21.

⁷⁵⁰ Ibid., p. 12 à 14.

⁷⁵¹ Ibid., p. 20 et 21.

⁷⁵² Ibid., p. 12 à 14.

⁷⁵³ Compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 2 et 3 ; pièce à conviction D.128.

⁷⁵⁴ Compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 3 et 4.

⁷⁵⁵ Compte rendu de l'audience du 8 février 2011, p. 19 et 20.

⁷⁵⁶ Compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 5 et 6.

⁷⁵⁷ Ibid., p. 5 à 7.

403. Le témoin connaissait très bien le docteur Ntawuruhunga et avait assisté aux funérailles de celui-ci à Rufungu. Il n'avait pas pu se rappeler la date précise à laquelle les funérailles avaient eu lieu, mais a estimé que c'était entre le 14 et le 16 avril 1994⁷⁵⁸. Ndahimana avait coordonné la cérémonie de funérailles et se trouvait déjà sur les lieux lorsque le témoin y était arrivé dans la matinée⁷⁵⁹. Pendant les funérailles, le témoin avait été chargé d'accueillir les invités et de rechercher du matériel pour le remettre à Ndahimana⁷⁶⁰. À un moment donné, celui-ci avait demandé au témoin de lui prêter son véhicule pour qu'il puisse se rendre à Kibuye, parce qu'il y avait des problèmes de sécurité à Nyange. Le témoin avait pensé que Ndahimana voulait peut-être s'emparer de son véhicule et avait décidé de le conduire lui-même à Kibuye⁷⁶¹. Le témoin a estimé avoir passé une heure aux funérailles avant de partir avec Ndahimana pour Kibuye vers 13 heures⁷⁶².

404. Dès qu'ils s'étaient mis en route, Ndahimana avait dit au témoin qu'il se rendait à la préfecture pour chercher des militaires, parce qu'il y avait des problèmes de sécurité à Nyange⁷⁶³. Le témoin avait conduit Ndahimana à la préfecture. Ndahimana avait passé une quarantaine à une soixantaine de minutes dans le bureau du préfet, le témoin attendant pendant ce temps dans la voiture. Ndahimana était sorti du bureau en compagnie du préfet. Le témoin n'avait pas su que c'était le préfet jusqu'au moment où Ndahimana le lui avait dit⁷⁶⁴. Lorsque Ndahimana était revenu à la voiture, il avait fait savoir au témoin que le préfet lui avait dit qu'il n'y avait ni militaires ni gendarmes disponibles⁷⁶⁵.

405. Le témoin et Ndahimana s'étaient alors rendus à la gendarmerie. Ndahimana avait laissé le témoin dans le véhicule et était entré⁷⁶⁶. Il avait passé moins de 30 minutes à la gendarmerie. Ils s'étaient ensuite rendus au domicile d'un agronome du nom de Janvier, avant de retourner aux funérailles. Le témoin a estimé qu'ils étaient retournés aux funérailles vers 18 heures. Les funérailles étant déjà terminées, Ndahimana et lui avaient pris quelques bières et avaient quitté les lieux vers 19 h 30⁷⁶⁷. Il avait déposé Ndahimana à son domicile vers 20 heures et était rentré chez lui⁷⁶⁸.

5.2.17 Témoin à décharge Clément Kayishema

406. En avril 1994, Clément Kayishema, d'ethnie hutue, était le préfet de la préfecture de Kibuye⁷⁶⁹. Il avait été jugé et reconnu coupable devant le Tribunal à raison de sa participation au génocide de 1994 et purge actuellement une peine d'emprisonnement à vie⁷⁷⁰.

⁷⁵⁸ Compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 5 et 6, 13 et 14.

⁷⁵⁹ Ibid., p. 7 et 8.

⁷⁶⁰ Ibid., p. 13 et 14.

⁷⁶¹ Ibid., p. 7 et 8.

⁷⁶² Ibid., p. 13 (« [J]e pense que nous avons quitté cet endroit vers 13 heures, parce que j'y ai passé environ une heure »).

⁷⁶³ Ibid., p. 10.

⁷⁶⁴ Ibid., p. 8 et 12.

⁷⁶⁵ Ibid., p. 10.

⁷⁶⁶ Ibid., p. 8 à 10.

⁷⁶⁷ Ibid., p. 10 à 12, 15 à 19.

⁷⁶⁸ Ibid., p. 15, 16, 18 et 19.

⁷⁶⁹ Pièce à conviction D.118.

⁷⁷⁰ Arrêt *Kayishema et Ruzindana*, dispositif.

511b

407. Dans l'après midi du 15 avril 1994, Ndahimana était arrivé au bureau du témoin vers 14 heures et s'y était entretenu avec lui pendant 30 à 40 minutes⁷⁷¹. Il était arrivé sans escorte, à bord d'un véhicule bleu muni d'une plaque d'immatriculation civile et conduit par quelqu'un que le témoin ne connaissait pas⁷⁷². Ndahimana avait informé le témoin de la situation qui régnait à Kivumu ainsi qu'à la paroisse de Nyange et lui avait parlé des rumeurs qui circulaient dans la commune selon lesquelles une attaque de grande envergure était en préparation contre la paroisse de Nyange⁷⁷³. Ndahimana avait demandé au témoin d'envoyer des gendarmes en renfort à Kivumu, mais celui-ci n'avait pas pu l'aider, les gendarmes de Kibuye étant partis pour Kigali⁷⁷⁴. Ndahimana avait demandé de l'essence et de l'argent pour payer les salaires de son personnel, de même que des vivres et des soins médicaux pour les personnes déplacées et les rescapés de la guerre⁷⁷⁵. Le témoin n'avait ni carburant ni véhicules à donner à Ndahimana⁷⁷⁶.

408. Kayishema et Ndahimana avaient parlé des sanctions à infliger aux auteurs des attaques perpétrées dans la commune de Kivumu ce jour-là. Ndahimana avait dit au témoin que des individus avaient été arrêtés et ils avaient discuté du transfert des détenus au bureau du Procureur à Kibuye⁷⁷⁷.

5.2.18 Témoin à décharge ND13

409. En 1994, le témoin ND13, d'ethnie hutue, était employé à la préfecture de Kibuye. Ndahimana avait été son élève et ils se voyaient « de temps en temps »⁷⁷⁸.

410. Il avait entendu parler des tueries commises à la paroisse de Nyange entre le 12 et le 15 avril 1994⁷⁷⁹. Le 15 avril 1994, il avait vu Ndahimana quitter le bureau du préfet. Ndahimana était allé demander des renforts au préfet pour protéger les réfugiés qui se trouvaient à la paroisse, parce que les trois gendarmes qui avaient déjà été mis à la disposition du bourgmestre ne pouvaient plus faire face à la situation. Le préfet n'avait pas pu lui venir en aide, la plupart des gendarmes ayant été rappelés à Kigali et ceux qui étaient restés devant protéger la gendarmerie⁷⁸⁰.

5.2.19 Témoin à décharge ND24

411. En avril 1994, le témoin ND24, d'ethnie hutue, était un petit commerçant habitant la commune de Kivumu⁷⁸¹. Il avait participé au génocide⁷⁸². Il avait entendu parler de Ndahimana pour la première fois en octobre 1993, lorsque celui-ci avait été nommé bourgmestre⁷⁸³.

⁷⁷¹ Comptes rendus des audiences du 18 avril 2011, p. 39 et 40, 72 et 73, et du 19 avril 2011, p. 8 et 9.

⁷⁷² Compte rendu de l'audience du 18 avril 2011, p. 41 à 44, 73 et 74.

⁷⁷³ Ibid., p. 39 et 40, 74 et 75.

⁷⁷⁴ Ibid., p. 39 à 41.

⁷⁷⁵ Ibid., p. 54 et 55, 60 à 63, 74 et 75.

⁷⁷⁶ Ibid., p. 39 à 44, 54 et 55.

⁷⁷⁷ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 12 à 14.

⁷⁷⁸ Compte rendu de l'audience du 17 janvier 2011, p. 12 (huis clos) ; pièce à conviction D.84.

⁷⁷⁹ Compte rendu de l'audience du 17 janvier 2011, p. 21.

⁷⁸⁰ Compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 38 à 43.

⁷⁸¹ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 2 et 3, 18 à 20 ; pièce à conviction D.112.

⁷⁸² Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 2 à 4.

⁷⁸³ Ibid., p. 6 à 8.

412. Le 14 avril 1994, vers 15 heures ou 16 heures, alors que le témoin tenait un barrage routier, un véhicule transportant la dépouille d'un habitant de Kigali était arrivé. Une vingtaine de minutes après le passage du véhicule, le bourgmestre était passé par le barrage routier. Les gardes qui tenaient le barrage routier avaient appris que les personnes à bord du véhicule se rendaient à la résidence du défunt⁷⁸⁴. Le bourgmestre était à bord d'une voiture privée et non dans le véhicule communal⁷⁸⁵.

413. Le 15 avril 1994, le témoin était arrivé dans le secteur de Nyange vers 7 heures et s'était rendu au barrage routier en compagnie d'autres personnes. Ils avaient stoppé un certain nombre de véhicules ce jour-là, mais le témoin ne pouvait se souvenir d'aucun détail⁷⁸⁶.

414. Ce jour-là, une attaque de grande envergure avait commencé vers 10 h 30. Les assaillants étaient dirigés par Ndungutse, l'IPJ Kayishema et Gababuterezi, le vice-président du tribunal local. Kayishema avait donné des ordres aux assaillants. Certains des assaillants étaient arrivés à bord d'une voiture appartenant à un certain Mutuyimana. D'autres étaient arrivés à bord de camions ou à pied. De nombreux assaillants s'étaient couverts de feuilles de bananier. Les Hutus et les Tutsis se jetaient des pierres. Le témoin avait quitté le barrage routier et était allé lui aussi jeter des pierres. À un moment donné, Rukara, un officier de réserve « qui a[va]it pu prendre place sur un toit » avait lancé une grenade sur les Tutsis, qui s'étaient repliés et retranchés à l'intérieur de l'église de Nyange. Plus tard ce jour-là, un bulldozer avait été amené pour détruire l'église⁷⁸⁷. Hormis les grenades, aucune arme à feu n'avait été utilisée ce jour-là⁷⁸⁸.

415. Il avait commencé à pleuvoir vers 16 heures et les assaillants avaient quitté l'église. Ce jour-là, le témoin avait vu Ndahimana venant de la direction de Kibuye vers 20 heures ou 21 heures à bord d'une voiture privée de marque Pajero, conduite par un commerçant du nom d'Anicet. Le témoin et son groupe avaient fouillé la voiture, mais n'avaient rien trouvé⁷⁸⁹. Alors qu'ils fouillaient la voiture, ceux qui tenaient le barrage routier s'étaient rendu compte que c'était le bourgmestre qui se trouvait à bord. Le témoin et son groupe avaient ouvert le barrage routier et laissé passer la voiture ; Ndahimana s'était ensuite rendu au presbytère de Nyange. Il n'y était pas resté longtemps et le témoin l'avait vu repartir⁷⁹⁰.

416. Tous ceux qui empruntaient la route conduisant à l'église de Nyange devaient passer par le barrage routier⁷⁹¹. Bien que le témoin ait reconnu qu'il n'était pas tout le temps au barrage routier, il a affirmé que Ndahimana ne pouvait pas être passé par le barrage entre le 14 et le 16 avril 1994 sans qu'il l'ait su, ajoutant : « [Q]uelqu'un comme lui ne pouvait pas passer à un tel endroit sans qu'on le sache »⁷⁹².

⁷⁸⁴ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 8 à 12.

⁷⁸⁵ Ibid., p. 28 et 29, 34 et 35.

⁷⁸⁶ Ibid., p. 10 à 13.

⁷⁸⁷ Ibid., p. 13.

⁷⁸⁸ Ibid., p. 52 et 53.

⁷⁸⁹ Ibid., p. 15 à 17, 31 à 34.

⁷⁹⁰ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 15 à 18 (citation), 28 et 29, 31 à 33.

⁷⁹¹ Ibid., p. 29 (« Oui, toute personne qui viendrait de la route qui vient de Kigali pouvait voir le barrage routier. Lorsque vous alliez à l'église, vous deviez nécessairement passer par ce barrage routier. Et il s'agissait de deux morceaux de bois de part et d'autre de la route »).

⁷⁹² Ibid., p. 35 (citation), 36 à 39.

5096

5.2.20 Témoin à décharge ND34

417. En avril 1994, le témoin ND34, un agriculteur d'ethnie hutue, habitait la commune de Kivumu⁷⁹³. Il avait participé au génocide de 1994, mais pas à l'église de Nyange⁷⁹⁴. Le témoin avait rencontré Ndahimana pour la première fois en 1993 et avait par la suite appris que celui-ci avait été nommé bourgmestre de la commune de Kivumu⁷⁹⁵.

418. Le témoin s'était rendu à l'église de Nyange le 15 avril 1994 vers 17 heures. Il y avait vu des cadavres dans la cour ainsi que deux bulldozers : l'un des bulldozers entassait des cadavres tandis que l'autre creusait une fosse en contrebas du bâtiment de la Caritas⁷⁹⁶. Il avait quitté l'église vers 17 h 30, lorsqu'il s'était mis à pleuvoir. Alors qu'il se trouvait à l'église, il avait vu deux policiers, Apollinaire et Gicadi, s'adressant « aux personnes présentes » et demandant à celles-ci de ramasser les corps et de les approcher du bulldozer. Il avait également vu Kayishema, Gacabuterezi, le témoin CDL et Ndungutse⁷⁹⁷.

5.2.21 Témoin à décharge ND22

419. En 1994, le témoin ND22, un agriculteur d'ethnie hutue, habitait la commune de Kivumu⁷⁹⁸. Il savait que Ndahimana était le bourgmestre de la commune de Kivumu⁷⁹⁹. Le témoin avait participé à l'attaque du 15 avril 1994 contre l'église de Nyange et avait passé huit ans en prison pour cela, mais était libre au moment de sa déposition devant la Chambre⁸⁰⁰.

420. Le témoin n'avait pas vu Ndahimana à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994⁸⁰¹. Ce jour-là, ND22 était arrivé au niveau de la statue de la Vierge Marie vers 7 heures. Un grand nombre de Hutus y étaient rassemblés ainsi que les « autorités » suivantes : Kayishema, Ndungutse, Mbakilirehe et le témoin CDL. Les Hutus avaient continué à arriver, certains à pied, d'autres à bord de camions. Les autorités se tenaient près de la statue de la Vierge Marie et disaient aux membres de la population d'affronter les Tutsis⁸⁰². « À un moment donné », les Hutus, dont le témoin, et les Tutsis avaient commencé à se jeter des pierres. Kayishema était furieux et avait demandé à Ndungutse où était le bourgmestre. Ndungutse avait répondu que celui-ci « s'[était] rendu chez ses congénères, les *Inkotanyi* ». Les Tutsis ayant réussi à repousser les assaillants hutus vers la statue de la Vierge Marie, Rukara avait alors lancé trois grenades sur les réfugiés, qui s'étaient repliés vers l'église de Nyange. Une centaine de Tutsis n'avaient pas pu entrer dans l'église de Nyange et avaient été tués par les assaillants⁸⁰³.

421. Seromba avait dit qu'« il fallait [se] débarrasser [des] corps et les mettre quelque part ». Par la suite, deux bulldozers étaient arrivés, l'un pour creuser une fosse et l'autre pour transporter les

⁷⁹³ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 67 à 69 ; pièce à conviction D.111.

⁷⁹⁴ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 73 et 74.

⁷⁹⁵ Ibid., p. 67 à 70.

⁷⁹⁶ Ibid., p. 72 et 73.

⁷⁹⁷ Ibid., p. 73 et 74 (Le témoin a dit que Gacabuterezi était le président du tribunal de canton).

⁷⁹⁸ Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 1 à 3, 21 et 22 ; pièce à conviction D.125.

⁷⁹⁹ Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 3 et 4.

⁸⁰⁰ Ibid., p. 15 à 25.

⁸⁰¹ Ibid., p. 22 et 23.

⁸⁰² Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 4 à 7.

⁸⁰³ Ibid., p. 8, 22 et 23, 26 et 27.

corps qui avaient été enterrés en contrebas du bâtiment de la Caritas⁸⁰⁴. Après les tueries et les enterrements, un bulldozer avait commencé à détruire l'église de Nyange, mais il s'était mis à pleuvoir et la démolition s'était arrêtée, les roues du bulldozer s'embourbant⁸⁰⁵.

422. L'attaque avait commencé vers 10 heures et avait pris fin entre 16 heures et 17 heures. Lorsque le témoin quittait les lieux, certains assaillants s'y trouvaient encore⁸⁰⁶.

5.2.22 Témoin à décharge ND6

423. En avril 1994, le témoin ND6, d'ethnie hutue, travaillait à la société Astaldi. Il était également le voisin de Télesphore Ndungutse à cette époque⁸⁰⁷. Il savait que Ndahimana était le bourgmestre de la commune de Kivumu⁸⁰⁸. Il avait participé aux tueries de la paroisse de Nyange⁸⁰⁹. Il avait purgé sa peine et était libre au moment de sa déposition devant la Chambre⁸¹⁰. Le témoin connaissait bien Ndahimana, car il voyait celui-ci à la messe à l'église de Nyange⁸¹¹.

424. Le témoin n'avait pas vu le bourgmestre les 14, 15 ou 16 avril 1994⁸¹². Le 15 avril 1994, vers 11 heures, il était parti avec d'autres assaillants pour la paroisse de Nyange, à bord d'un camion appartenant à un certain Mutuyimana. Chemin faisant vers la paroisse, le camion avait continué à embarquer des assaillants et, à l'arrivée à la paroisse, il y avait plus de 30 personnes à bord⁸¹³.

425. Le camion s'était arrêté près de la statue de la Vierge Marie, où les assaillants avaient rencontré Ndungutse et d'autres assaillants. Ndungutse avait ordonné aux assaillants de se couvrir de feuilles de bananier pour se faire distinguer des Tutsis⁸¹⁴. Il n'y avait pas eu de réunion à la CODECOKI avant le lancement de l'attaque, ni de réunion tenue par les autorités de la commune à l'église de Nyange ou dans le voisinage de celle-ci le 15 avril 1994. Si une réunion s'était tenue, Ndungutse en aurait parlé aux assaillants⁸¹⁵.

426. À la paroisse de Nyange, à l'intérieur et à l'extérieur de l'église, il y avait plus de 1 000 réfugiés⁸¹⁶. Les assaillants n'étaient pas très nombreux, mais leur nombre avait augmenté à mesure que l'attaque se poursuivait. Ndungutse avait donné le signal du lancement de l'attaque. Entretemps, les réfugiés avaient commencé à jeter des pierres sur les assaillants et avaient réussi à repousser ceux-ci vers la zone du bâtiment de la CODECOKI⁸¹⁷.

⁸⁰⁴ Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 9, 33 et 34.

⁸⁰⁵ Ibid., p. 12 à 14.

⁸⁰⁶ Ibid., p. 7 à 10.

⁸⁰⁷ Compte rendu de l'audience du 26 janvier 2011, p. 67 et 68 ; pièce à conviction D.99.

⁸⁰⁸ Compte rendu de l'audience du 26 janvier 2011, p. 71 et 72.

⁸⁰⁹ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 22 et 23.

⁸¹⁰ Ibid., p. 24 et 25.

⁸¹¹ Ibid., p. 21 à 23, 30 et 31, 34 et 35, 40 et 41 (huis clos).

⁸¹² Id.

⁸¹³ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 9 à 12.

⁸¹⁴ Ibid., p. 10 à 12 (Le témoin a ajouté qu'un certain Rwarakabiye, originaire de Kibilira, faisait partie des assaillants).

⁸¹⁵ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 17 et 18.

⁸¹⁶ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 12 à 14, 41 et 42 (huis clos).

⁸¹⁷ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 17 et 18.

5076

427. Un militaire du nom de Rukara avait alors conçu le plan de monter sur le toit d'un bâtiment afin de lancer des grenades sur les réfugiés. Ndungutse avait ordonné aux assaillants de provoquer les réfugiés pour pousser ces derniers à se rendre dans la cour de la paroisse. Le plan a fonctionné et, après que Rukara eut lancé une deuxième grenade sur les réfugiés, ceux-ci s'étaient repliés vers l'église de Nyange. De nombreux Tutsis avaient été tués à l'entrée de l'église, tandis que ceux qui étaient à l'intérieur de l'église s'y étaient retranchés. À un certain moment, il s'était mis à pleuvoir. Les assaillants avaient aspergé d'essence les portes de l'église pour incendier celle-ci, mais la tentative s'était soldée par un échec. Finalement, les assaillants avaient décidé de jeter des pierres sur les réfugiés à travers les fenêtres⁸¹⁸. L'attaque contre l'église avait pris fin vers 16 h 30⁸¹⁹.

428. Parmi les assaillants à l'église de Nyange le 15 avril 1994, le témoin avait vu l'IPJ Kayishema et le témoin CDL. Par la suite, il avait aussi vu les policiers communaux Munyantarama et Niyitegeka, alors que l'église était jonchée de cadavres. Les policiers étaient venus du bureau communal et « étaient étonnés » de voir cette « scène horrible »⁸²⁰. Ils étaient arrivés à l'église environ une heure après le début de l'attaque, qui avait commencé entre 10 heures et 11 heures. À leur arrivée, de nombreux Tutsis avaient déjà été tués et d'autres s'étaient réfugiés à l'intérieur de l'église⁸²¹. Ils n'avaient parlé à personne, mais l'un d'entre eux avait tiré deux fois en l'air. La police n'avait pas arrêté les auteurs et elle n'aurait pas pu le faire, puisque Kayishema était présent et était l'un de ceux qui dirigeaient l'attaque⁸²². Les gendarmes se trouvaient dans la cour arrière du presbytère de Nyange, mais « [s'étaient] découragés », parce que les assaillants étaient trop nombreux⁸²³. Le témoin n'a vu aucun conseiller à l'église de Nyange ni aucun bourgmestre adjoint⁸²⁴.

5.2.23 Témoin à décharge ND12

429. En avril 1994, le témoin ND12, un agriculteur d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu⁸²⁵. Il était allé chercher refuge à la paroisse de Nyange le 13 avril 1994⁸²⁶. Ndahimana était arrivé au presbytère de Nyange le 14 avril 1994 vers 14 heures⁸²⁷.

430. Le 15 avril 1994, une attaque avait été lancée entre 9 heures et 11 heures. Les assaillants étaient dirigés par Ndungutse, Kayishema, Gababuterezi, le témoin CDL et de nombreuses autres personnes⁸²⁸.

431. Le témoin n'avait vu personne arriver à la paroisse de Nyange à bord d'un véhicule ce jour-là⁸²⁹. Des assaillants s'étaient dirigés vers l'église de Nyange pour tuer les réfugiés et les gendarmes les avaient repoussés. Par la suite, une autre attaque, à laquelle de nombreux miliciens *Interahamwe*

⁸¹⁸ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 13 à 17 (La personne qui avait aspergé d'essence les portes de l'église s'appelait Arnold ; il avait été aidé par Faustin Uwurinaniye).

⁸¹⁹ Ibid., p. 17 et 18.

⁸²⁰ Ibid., p. 16, 34 à 38, 46 à 49.

⁸²¹ Ibid., p. 37 à 39.

⁸²² Ibid., p. 34 à 38.

⁸²³ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 42 (huis clos).

⁸²⁴ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 25 et 26.

⁸²⁵ Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 1 à 3 ; pièce à conviction D.86.

⁸²⁶ Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 3 et 4.

⁸²⁷ Ibid., p. 4 à 8, 16 à 18.

⁸²⁸ Ibid., p. 7 et 8 (Le témoin a expliqué que Gacabuterezi était magistrat).

⁸²⁹ Ibid., p. 12 à 14 (Le témoin savait qu'un véhicule du témoin CDZ avait été saisi, mais il n'avait pas vu ce véhicule ce jour-là). Voir la section 2.3 du chapitre III.

arrivés en sifflant et en faisant beaucoup de bruit avaient participé, avait été lancée. Les gendarmes n'étaient plus là. Certains miliciens *Interahamwe* détenaient des grenades. L'un d'eux, du nom de Rukara, avait lancé des grenades sur les réfugiés. Certains de ceux-ci avaient été tués et d'autres s'étaient repliés dans l'église⁸³⁰. Le témoin faisait partie de ceux qui avaient échangé des jets de pierres avec les assaillants, mais il s'était replié lorsque les assaillants avaient commencé à utiliser des grenades⁸³¹. Les assaillants avaient alors tenté d'incendier l'église à l'aide de carburant, mais la tentative avait échoué. Un bulldozer était arrivé par la suite pour ensevelir les corps des victimes à un endroit appelé Rubagano. Vers 16 heures ou 17 heures, le bulldozer avait commencé à démolir les murs de l'église, mais il avait dû s'arrêter lorsqu'il s'était mis à pleuvoir. Les *Interahamwe* s'étaient retirés et les réfugiés, dont le témoin, étaient restés à l'intérieur de l'église⁸³².

432. Ndahimana ne s'était pas rendu à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994⁸³³. Le témoin avait quitté la paroisse ce jour-là vers minuit, en compagnie du témoin ND11. Après leur départ de l'église de Nyange, ND11 avait fait savoir au témoin que des réfugiés lui avaient dit que Ndahimana avait demandé à un policier d'ouvrir le feu sur les assaillants qui voulaient tuer les réfugiés⁸³⁴.

5.2.24 Témoin à décharge ND11

433. Le témoin ND11, d'ethnie tutsie, est un rescapé du génocide. En 1994, il habitait la commune de Kivumu. Il savait que Ndahimana était le bourgmestre de la commune. Il avait vu celui-ci deux fois avant les événements de la paroisse de Nyange. La troisième fois, c'était lorsqu'il était allé chercher refuge chez Ndahimana dans la nuit du 15 avril 1994⁸³⁵.

434. Le 14 avril 1994, le témoin était allé chercher refuge à la paroisse de Nyange⁸³⁶. Entre 10 heures et 11 heures le 15 avril 1994, de nombreux miliciens *Interahamwe* étaient arrivés à la paroisse en donnant des coups de sifflet. Le témoin et d'autres hommes tutsis avaient jeté des pierres sur les assaillants et les avaient repoussés vers la statue de la Vierge Marie. Les assaillants avaient alors commencé à lancer des grenades sur les réfugiés et ceux-ci s'étaient repliés vers l'église de Nyange. Parmi les assaillants figuraient le témoin CDL, Ndungutse et l'IPJ Kayishema. Le témoin n'avait pas vu Ndahimana. Il y avait environ un millier de réfugiés et 3 000 assaillants à la paroisse ce jour-là⁸³⁷.

435. Alors que le témoin se trouvait à l'intérieur de l'église de Nyange, un homme du nom de Léonard était arrivé avec du carburant et en avait aspergé l'église. Les réfugiés avaient alors vu arriver « un engin spécial ». Cet appareil avait creusé une fosse dans laquelle des cadavres avaient été ensevelis. L'engin avait été utilisé pour attaquer le côté nord de l'église. Par la suite, il s'était mis à pleuvoir et la nuit était tombée. L'engin spécial était resté dans l'enceinte de l'église⁸³⁸.

⁸³⁰ Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 7 à 10.

⁸³¹ Ibid., p. 7 et 8, 18 à 20.

⁸³² Ibid., p. 7 à 10.

⁸³³ Ibid., p. 8 et 9.

⁸³⁴ Ibid., p. 9 et 10.

⁸³⁵ Pièce à conviction D.85 ; compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 35 et 36.

⁸³⁶ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 36 et 37.

⁸³⁷ Ibid., p. 39 à 42, 59 à 61.

⁸³⁸ Ibid., p. 41, 45 à 47.

5056

436. Aucune réunion ne s'était tenue ce jour-là ni dans l'enceinte de l'église de Nyange ni dans la cour de la paroisse de Nyange. Le témoin et d'autres personnes étaient à l'intérieur du clocher de l'église et auraient pu voir si une telle réunion s'était tenue⁸³⁹. Cette nuit-là, le témoin se trouvait dans le clocher de l'église lorsqu'il avait entendu des assaillants dire que les Tutsis allaient être tués le lendemain. Il avait alors parlé à un gendarme qui lui avait « permis » de quitter l'église vers minuit⁸⁴⁰.

437. Le témoin s'était enfui en compagnie du témoin ND12. À un moment donné, ND12 avait décidé de prendre une autre direction. Le témoin était alors allé tout seul chercher refuge au domicile de l'accusé, ayant entendu dire que le bourgmestre avait aidé des Tutsis venant du secteur de Kigali. Lorsqu'il y était arrivé, Ndahimana lui avait demandé de lui décrire la situation qui régnait à l'église de Nyange car lui-même n'y était pas allé. Ndahimana avait dit au témoin qu'il avait demandé l'aide du préfet. Par la suite, il avait donné à manger au témoin et avait chargé un policier répondant au nom de Munyantarama, qui gardait son domicile, d'accompagner le témoin jusqu'à la rivière, afin que celui-ci puisse traverser et poursuivre sa route vers la préfecture de Gitarama⁸⁴¹.

5.2.25 Témoin à décharge ND7

438. En avril 1994, le témoin ND7, une agricultrice d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu. Elle avait vu Ndahimana pour la première fois lorsque celui-ci faisait campagne en 1993, et par la suite dans la commune⁸⁴².

439. Le témoin avait cherché refuge à la paroisse de Nyange le 10 avril 1994⁸⁴³. Le 15 avril 1994, une attaque de grande envergure avait été lancée vers 9 heures. Les assaillants avaient attaqué les réfugiés qui avaient essayé de se défendre en leur jetant des pierres. Dans l'après-midi, de nombreux réfugiés avaient été tués lorsque les assaillants avaient lancé des grenades sur eux. Les réfugiés s'étaient repliés à l'intérieur de l'église de Nyange ; ceux qui n'avaient pas pu entrer dans l'église avaient été attaqués par les Hutus à l'extérieur de celle-ci⁸⁴⁴. Le témoin avait été blessé à coups de machette. Elle-même et d'autres réfugiés étaient alors allés se cacher dans une pièce du presbytère de Nyange⁸⁴⁵.

440. Dès que le témoin et d'autres réfugiés étaient entrés entre 15 heures et 16 heures dans la pièce, dont les gendarmes avaient verrouillé la porte pour mettre les réfugiés hors d'atteinte des assaillants⁸⁴⁶. De cette pièce, le témoin pouvait voir d'autres pièces du presbytère de Nyange et, de la fenêtre, elle pouvait voir l'église de Nyange et le clocher de celle-ci⁸⁴⁷. Lorsque le témoin était entré dans la pièce, elle avait pu voir ceux qui dirigeaient l'attaque à l'extérieur, à savoir Kayishema, le témoin CDL et Ndungutse. Elle a ajouté que « c[']étaient ces personnes qui [avaient] fait venir les bulldozers pour ensevelir les cadavres des personnes qui avaient été tuées ». Les

⁸³⁹ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 41 et 42.

⁸⁴⁰ Ibid., p. 41 à 43, 76.

⁸⁴¹ Ibid., p. 42 à 44, 45 à 47, 58 et 59, 62 à 65.

⁸⁴² Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 1 ; pièce à conviction D.93.

⁸⁴³ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 3 et 4.

⁸⁴⁴ Ibid., p. 8 et 9, 34 à 36.

⁸⁴⁵ Ibid., p. 9 à 12, 34 et 35 (Le témoin a identifié l'emplacement de la pièce sur un croquis qui lui a été montré) ; pièce à conviction D.94.

⁸⁴⁶ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 14 à 16, 34 et 35, 38 et 39.

⁸⁴⁷ Ibid., p. 9 à 12, 15 et 16, 36 à 38.

50463

victimes avaient été enterrées à un endroit appelé Rubagano⁸⁴⁸. Parmi les « autorités » venues à l'église ce jour-là, elle avait aussi reconnu des conseillers tels que Jean Rwajekare et Sindabyemera, le conseiller de Sanza. Elle a dit y avoir vu également le père Seromba. Elle ne connaissait pas Kanyarukiga⁸⁴⁹. Elle n'avait pas vu Ndahimana au cours de l'attaque, mais elle l'avait vu entre 20 heures et 21 heures dans la cour du presbytère⁸⁵⁰.

5.3 Délibération

5.3.1 Crédibilité des témoins

5.3.1.1 Témoin à charge CBT

441. Le témoin à charge CBT avait pris part à l'attaque contre l'église de Nyange le 15 avril 1994, mais a dit n'avoir pas participé à l'attaque du lendemain⁸⁵¹. Il avait plaidé coupable de participation au génocide devant les juridictions *gacaca* et avait été libéré en 2003, après huit ans d'emprisonnement⁸⁵². Il s'agit d'un témoin complice, mais il ne ressort pas de sa déposition qu'il ait un motif particulier d'incriminer Ndahimana. La majorité a relevé qu'il est le seul témoin à avoir mentionné la présence de toutes les autorités communales à l'église le 15 avril 1994 ; toutefois, ce point ne prive pas nécessairement sa déposition de fiabilité⁸⁵³.

442. Ce témoin avait fait plusieurs déclarations antérieures aux enquêteurs du TPIR et avait aussi déposé dans l'affaire *Seromba*⁸⁵⁴. Le témoin CBT avait parlé des tueries commises le 15 avril 1994 à la paroisse de Nyange dans sa déclaration de 2000. La majorité a relevé qu'il n'avait pas mentionné la présence de Ndahimana à la paroisse le 15 avril 1994, quoiqu'ayant cité les noms d'autres personnes présentes à l'époque⁸⁵⁵. La majorité a également relevé que, dans sa déclaration d'octobre 2001, le témoin n'avait pas signalé la présence de Ndahimana à la paroisse le 15 avril 1994, bien qu'il semble que sa deuxième déclaration ait principalement porté sur Gaspard Kanyarugika⁸⁵⁶.

⁸⁴⁸ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 14, 38 et 39.

⁸⁴⁹ Ibid., p. 38 et 39.

⁸⁵⁰ Ibid., p. 8 et 9.

⁸⁵¹ Comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010, p. 55 et 56, et du 8 septembre 2010, p. 4 à 6.

⁸⁵² Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 59 et 60.

⁸⁵³ Ibid., p. 42, 44 et 45 (« Il y avait par exemple l'IPJ - inspecteur de la police judiciaire - Kayishema, l'assistant bourgmestre Rushema Anastase, l'assistant bourgmestre Murangwabugabo Mupenda, le juge président du tribunal de canton Gaca Butelezi Habiyambere, le brigadier de la police communale, Monsieur Mbakirirehe, le bourgmestre Grégoire Ndahimana ; il y avait également Monsieur Léonard Nibarere ; il y avait Adrien[] Niyitegeka qui était policier communal ; il y avait également un policier surnommé Gicade ; il y avait Monsieur Apollinaire Rangira, qui était également policier communal ; il y avait également des conseillers communaux, d'autres fonctionnaires de la commune dont, par exemple, Niyomukiza, qui était [le] vétérinaire de la commune... Il y avait plusieurs autorités sur place »).

⁸⁵⁴ Pièces à conviction D.9, D.10, D.11 et D.12.

⁸⁵⁵ Comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010, p. 64 et 65, 69 et 70, et du 8 septembre 2010, p. 3 et 4 ; pièce à conviction D.9 (Le témoin a fait un récit détaillé des tueries du 15 avril 1994, mais n'a pas fait référence à l'accusé. Toutefois, il a mentionné l'accusé en disant ceci : « J'ai constaté que ce même NDUNGUTSE était armé d'une arme à feu le jour où je me suis rendu à l'église. Ses miliciens m'ont dit que cette arme lui avait été remise par le bourgmestre. Le lendemain, le bourgmestre lui a enlevé son arme car NDUNGUTSE l'avait utilisée durant la nuit pour tirer en l'air »).

⁸⁵⁶ Pièce à conviction D.10.

503 bis

443. Il a reconnu n'avoir mentionné l'implication de Ndahimana dans les événements dans aucune de ses déclarations, mais a affirmé l'avoir mentionnée dans un plaidoyer de culpabilité remis aux autorités rwandaises le 18 janvier 2001⁸⁵⁷. La majorité fait observer que, dans ledit document, le témoin avait dit que Ndahimana se trouvait parmi ceux qui tiraient à « l'arc et au fusil »⁸⁵⁸ [traduction]. Bien que le témoin ait précisé que la déclaration du 18 janvier 2001 était un plaidoyer de culpabilité, la majorité relève qu'il n'y avait avoué aucun de ses propres actes ; il avait plutôt parlé au Procureur de Kibuye de l'implication de plus de 15 personnes originaires de la commune de Kivumu, dont la plupart occupaient des positions d'autorité. La majorité estime que cette déclaration doit être examinée avec circonspection, dans la mesure où le témoin était encore en détention en 2001 et avait pu avoir intérêt à incriminer les autorités en poste avant 1994.

444. La majorité trouve aussi troublant le fait que le témoin a admis ne pas être sûr de pouvoir reconnaître Ndahimana dans le prétoire, en raison de sa mauvaise vue et du temps qui s'était écoulé⁸⁵⁹. Si la question n'a pas été posée au témoin de savoir s'il connaissait l'accusé en 1994 et comment il l'avait connu, la déposition de celui-ci donne toutefois à penser qu'il savait effectivement que Ndahimana était le bourgmestre de la commune de Kivumu⁸⁶⁰.

445. Le fait que le témoin n'ait ni mentionné la présence de Ndahimana à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994 dans ses deux premières déclarations ni pu identifier l'accusé dans le prétoire ne prive pas nécessairement de fiabilité la déposition sous serment qu'il a faite en l'espèce ; néanmoins, la majorité ne fera fond sur la déposition de CBT que si celle-ci est corroborée.

5.3.1.2 Témoin à charge CDK

446. La majorité rappelle que le témoin CDK avait participé à l'attaque contre l'église de Nyange le 15 avril 1994. Il avait plaidé coupable, avait été condamné à 25 ans d'emprisonnement et était encore en détention au moment de sa déposition devant la Chambre. Il s'agit donc d'un témoin complice⁸⁶¹.

447. Dans sa déclaration du 2 octobre 1994 aux autorités rwandaises, CDK avait nié avoir participé au meurtre d'un enfant. Cependant, dans une déclaration ultérieure et dans son plaidoyer de culpabilité remis aux autorités rwandaises, respectivement datés du 26 octobre 1994 et du 3 août 2000, il avait reconnu avoir tué cet enfant et avait donné le nom de plusieurs coauteurs de ce meurtre. La majorité relève que le témoin n'avait fait référence aux tueries de la paroisse de Nyange dans aucune de ces trois déclarations⁸⁶². Dans une quatrième déclaration datée du 18 août 2000, le témoin avait nié avoir participé à aucun autre crime⁸⁶³.

448. Dans la déclaration initiale qu'il avait faite aux enquêteurs du TPIR le 11 octobre 2001, CDK avait reconnu avoir été à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994. Bien que la déclaration semble porter principalement sur Kanyarukiga, le témoin avait indiqué que celui-ci, Ndungutse et

⁸⁵⁷ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 5 et 6. Voir aussi la pièce à conviction P.3.

⁸⁵⁸ Pièce à conviction P.3.

⁸⁵⁹ Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 54 et 55.

⁸⁶⁰ Id. (Le témoin savait que Ndahimana avait été bourgmestre pendant six mois environ et que l'accusé était originaire de Rufungu).

⁸⁶¹ Compte rendu de l'audience du 8 novembre 2010, p. 45 et 46 (huis clos).

⁸⁶² Pièces à conviction D.57, D.58 et D.59.

⁸⁶³ Pièce à conviction D.60.

Kayishema étaient les « trois personnes principales qui dirigeaient les opérations ce jour-là ». Il avait aussi relevé la présence du père Seromba, mais n'avait pas fait mention de Ndahimana⁸⁶⁴.

449. Dans sa déclaration du 24 janvier 2002 au Comité vérité de la commune de Kivumu, il n'avait pas non plus mentionné la présence de Ndahimana. Il a expliqué cette omission en disant qu'il lui avait été spécifiquement demandé de parler du rôle de Kanyarukiga⁸⁶⁵. Il a par ailleurs prétendu qu'un certain Nzabagerageza lui avait dit qu'il ne devait parler que de ceux dont les noms lui avaient été donnés et ne devait en aucun cas mentionner le nom de Ndahimana, sous peine d'être jeté en prison⁸⁶⁶. La majorité trouve ces explications peu convaincantes.

450. Le témoin avait mentionné pour la première fois la présence de Ndahimana le 15 avril 1994 à la paroisse de Nyange dans sa déclaration du 29 janvier 2003 aux enquêteurs du TPIR. Dans cette déclaration, il avait précisé qu'il ajoutait des informations à sa déclaration de 2001 et avait donné de plus amples détails. La majorité fait observer que, bien que le témoin ait fait plusieurs déclarations antérieures, il n'avait toutefois parlé de Ndahimana qu'après que celui-ci eut été accusé devant le Tribunal de céans. De plus, il ressort des déclarations antérieures de CDK aux autorités rwandaises que celui-ci avait essayé de minimiser sa propre responsabilité dans le génocide. Cela en soi ne prive pas de crédibilité la déposition sous serment du témoin. Toutefois, lorsqu'on y ajoute le fait que le témoin était toujours détenu au moment de sa déposition devant la Chambre, on peut supposer que l'intéressé avait un motif d'incriminer l'accusé pour rejeter sur celui-ci ou partager avec celui-ci la responsabilité qui lui avait été imputée. Sa démarche peut également être motivée par la possibilité de bénéficier d'avantages réels ou escomptés concernant ses conditions de détention. Bref, la majorité ne s'appuiera sur cette déposition que si elle est corroborée.

5.3.1.3 Témoin à charge CDL

451. Le témoin CDL avait été arrêté et reconnu coupable à deux reprises pour des crimes liés au génocide de 1994. La majorité ne peut déterminer ni le moment précis de la première arrestation de CDL ni celui de la première condamnation de l'intéressé. Il avait été arrêté une deuxième fois, alors qu'il faisait des travaux d'intérêt général faisant partie de sa peine de 20 ans, et avait été condamné de nouveau pour des crimes commis lors du génocide de 1994. Au moment de sa déposition devant la Chambre, il purgeait une peine d'emprisonnement à vie à raison des crimes commis par lui⁸⁶⁷. À l'en croire, il avait été condamné lors de ce deuxième procès sur la base d'un faux témoignage. Il aurait été accusé à tort d'avoir distribué des armes qui avaient été utilisées lors de l'attaque contre l'église de Nyange et d'avoir organisé et présidé des réunions au cours desquelles les attaques avaient été planifiées⁸⁶⁸.

452. La majorité relève que, dans une lettre adressée en 1999 au Procureur de Kibuye par le témoin, celui-ci avait dit ne pas être en bons termes avec Ndahimana⁸⁶⁹. Au procès, il a confirmé cette déclaration, mais a expliqué que les divergences avec Ndahimana étaient idéologiques et non personnelles⁸⁷⁰.

⁸⁶⁴ Pièce à conviction D.54.

⁸⁶⁵ Pièce à conviction D.56 : compte rendu de l'audience du 8 novembre 2010, p. 63 à 66.

⁸⁶⁶ Compte rendu de l'audience du 8 novembre 2010, p. 66 (huis clos).

⁸⁶⁷ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 40 et 41 (huis clos).

⁸⁶⁸ Id.

⁸⁷¹ Pièce à conviction D.74.

453. En dépit de ce qui précède, la majorité note que la déposition du témoin était cohérente et détaillée. Toutefois, CDL est un témoin complice et la majorité ne perd pas de vue que l'intéressé peut avoir inventé ou exagéré le rôle de Ndahimana dans les attaques afin de minimiser sa propre responsabilité. Par exemple, dans une déclaration faite aux enquêteurs du TPIR en 2001, il avait affirmé ce qui suit : « Je n'ai pris aucune part active aux tueries...Je n'étais qu'un spectateur »⁸⁷¹. En 2002, il avait admis uniquement avoir demandé du matériel pour ensevelir les cadavres, ajoutant : « Durant ces tueries...j'essayais tout simplement de réprimander les membres de la population qui voulaient outrager ces victimes innocentes [...] les dépouiller de leurs biens »⁸⁷². Bien que le témoin ne soit pas accusé devant le Tribunal de céans, des témoins cités en l'espèce ont affirmé à la barre que l'intéressé était l'un des principaux assaillants à la paroisse de Nyange. Par exemple, le témoin CDK a dit lors de sa déposition que CDL avait pris part à la réunion tenue dans le bâtiment où résidaient les prêtres dans la matinée du 15 avril 1994 et les témoins CNJ, CBT, ND12 et ND7 ont tous soutenu que CDL figurait parmi ceux qui dirigeaient l'attaque du 15 avril 1994. De plus, le témoin ND9, un juge des juridictions *gacaca*, a dit que CDL avait été accusé d'être un des coauteurs avec Ndahimana, lors des procès tenus au Rwanda contre Ndahimana devant lesdites juridictions⁸⁷³. Compte tenu de ces préoccupations concernant la crédibilité et la fiabilité de ce témoin, la majorité ne s'appuiera sur la déposition de celui-ci que si son récit des événements du 15 avril 1994 est corroboré.

5.3.1.4 Témoin à charge CNJ

454. Le témoin CNJ avait participé à l'attaque du 15 avril 1994 contre l'église de Nyange. Il avait passé huit ans en prison et avait été libéré en 2008. Il s'agit donc d'un témoin complice et la majorité tiendra compte de cela au moment d'apprécier la crédibilité et la fiabilité de l'intéressé⁸⁷⁴. La majorité fait observer que l'intéressé était détenu lorsqu'il avait fait ses déclarations antérieures aux enquêteurs du TPIR ainsi qu'au moment de sa déposition devant la Chambre en l'espèce. En conséquence, elle examinera la déposition de ce témoin avec circonspection, même si celui-ci a affirmé n'avoir subi aucune pression pour incriminer les autorités et même s'il n'a pas bénéficié d'une réduction de peine en contrepartie de sa déposition devant le Tribunal de céans⁸⁷⁵.

455. Dans un plaidoyer de culpabilité daté du 21 août 2000, le témoin n'avait pas spécifiquement fait mention de Ndahimana⁸⁷⁶. Dans une déclaration ultérieure non datée ayant pour objet la mise à jour des aveux faits en 1998, il n'avait pas non plus mentionné Ndahimana⁸⁷⁷. Invité à expliquer ces omissions, il a dit ceci : « Je n'ai pas voulu tout dire parce que si jamais j'avais osé citer les noms de toutes les personnes qui avaient été impliquées dans les massacres de Nyange, j'aurais peut-être été cité à comparaître dans ce procès »⁸⁷⁸. La majorité conclut que cette réponse n'est pas convaincante, dans la mesure où le témoin avait mis en cause d'autres personnes, telles que Seromba, Kayiranga, et avait par la suite été cité comme témoin dans le procès *Seromba*. De plus, la majorité reconnaît certes que le témoin n'avait peut-être pas pu citer « les noms de toutes les personnes qui avaient été impliquées » dans les massacres, mais qu'il aurait dû, au moins, citer les

⁸⁷² Pièce à conviction D.78.

⁸⁷³ Compte rendu de l'audience du 26 janvier 2011, p. 17 et 18 (huis clos).

⁸⁷⁴ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 73 et 74 (huis clos).

⁸⁷⁵ Compte rendu de l'audience du 5 novembre 2010, p. 46 et 47.

⁸⁷⁶ Pièce à conviction D.44.

⁸⁷⁷ Pièce à conviction D.50 ; compte rendu de l'audience du 5 novembre 2010, p. 2 et 3, 4 et 5 (huis clos).

⁸⁷⁸ Compte rendu de l'audience du 5 novembre 2010, p. 6 et 7 (huis clos). Voir aussi le compte rendu de l'audience du 5 novembre 2011, p. 6 (« ...Q : Vous reconnaissez que toute la vérité n'est pas dite dans ce document. C'est bien ce que vous voulez dire ? R : Je suis d'accord avec vous et je vous en ai précisé les raisons »).

noms des personnes, comme Ndahimana, auxquelles il allait par la suite attribuer le rôle principal dans ces massacres.

456. Le témoin a mentionné pour la première fois Ndahimana dans la déclaration qu'il a faite aux autorités rwandaises en novembre 2001, indiquant qu'il avait vu celui-ci et d'autres personnes parler avec Seromba. Dans cette déclaration, il avait donné une liste beaucoup plus détaillée des personnes qui étaient allées parler à Seromba. Il a également dit avoir vu ces individus le « vendredi », qui pour la majorité correspondait au 15 avril 1994⁸⁷⁹.

457. La majorité relève que, dans cette déclaration, dans laquelle le témoin avait affirmé que Ndahimana et d'autres personnes étaient présentes lorsque la décision de démolir l'église avait été prise, l'intéressé avait ajouté ceci : « Les personnes que j'ai ci-haut citées n'ont joué aucun rôle majeur, mais leur présence représentait pour les membres de la population, un soutien moral (soutien moral) »⁸⁸⁰. Lorsqu'il lui a été demandé d'expliquer les divergences entre sa déclaration antérieure et sa déposition devant la Chambre, il a expliqué que, au moment où il avait fait sa déclaration, le frère du père Seromba lui avait promis de l'argent⁸⁸¹ ; toutefois, lorsqu'il avait su qu'il ne recevrait pas cet argent à moins de témoigner en faveur de Seromba, il avait fait une deuxième déclaration dans laquelle il était revenu sur celle de novembre 2001⁸⁸². L'explication donnée par le témoin sur ce point est peu claire, mais, en conclusion, le fait que le témoin a admis qu'il était prêt à fournir des informations erronées contre de l'argent impose que sa déposition soit examinée avec circonspection.

458. La majorité constate d'autres divergences entre la déposition du témoin CNJ et les déclarations antérieures de l'intéressé. Devant la Chambre, CNJ a estimé être arrivé à la statue de la Vierge Marie le 15 avril 1994 entre 11 heures et 13 heures⁸⁸³. Toutefois, dans une déclaration antérieure, il avait dit y être arrivé vers 14 h 30. Cette divergence peut certes s'expliquer par le temps qui s'est écoulé, mais la majorité trouve troublante la mise en garde suivante du témoin : « Ne retenez pas cette date comme étant la date... cette heure comme étant l'heure véritable de notre arrivée à l'église. Je vous dis que je n'ai pas voulu donner d'amples informations et des informations correctes pour que l'on ne me cite pas dans le procès des prêtres ... En fait, je voulais justement ... éviter ce procès »⁸⁸⁴. Le motif des fausses informations faites par lui suscite des interrogations. Ces diverses considérations prises ensemble amènent la majorité à ne se fonder sur la déposition de ce témoin que si celle-ci est corroborée.

⁸⁷⁹ Pièce à conviction D.46.

⁸⁸⁰ Pièce à conviction D.46 ; compte rendu de l'audience du 5 novembre 2011, p. 12 à 15 (huis clos).

⁸⁸¹ Comptes rendus des audiences du 5 novembre 2010, p. 21 à 25 (huis clos), p. 52 à 54.

⁸⁸² Compte rendu de l'audience du 5 novembre 2010, p. 59 (« On ne m'a pas remis cette somme, mais on avait promis de me donner cet argent lorsque j'ai écrit cette lettre, [dont] nous avons discuté pendant longtemps. Et, après avoir écrit cette lettre et que j'ai réclamé cette somme d'argent, on m'a dit qu'on allait me remettre cette somme après avoir déchargé Seromba. C'est pour cela que j'ai décidé d'écrire une autre lettre qui contredit celle que j'avais écrite avant. Autrement, je n'ai pas perçu cette somme »).

⁸⁸³ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 61 et 62.

⁸⁸⁴ Compte rendu de l'audience du 5 novembre 2010, p. 36.

5.3.1.5 Témoin à charge CBR

459. Le témoin CBR avait participé à l'attaque contre l'église de Nyange le 15 avril 1994. Il avait été arrêté en juillet 1994 et accusé de participation au génocide⁸⁸⁵. Il était passé aux aveux et avait été condamné à 20 ans d'emprisonnement⁸⁸⁶. Il a précisé que le bureau du Procureur de Kibuye lui avait demandé de témoigner devant le Tribunal et l'avait présenté aux enquêteurs du TPIR⁸⁸⁷. Sur la base des éléments qui précèdent, la majorité estime que la déposition de l'intéressé doit être appréciée avec une circonspection particulière.

460. Le témoin avait joué un rôle important dans les tueries et a admis avoir participé à de nombreuses attaques à l'église de Nyange entre le 13 et le 16 avril 1994. Lorsqu'il lui a été demandé pour quelle raison il n'avait pas, dans son plaidoyer de culpabilité, donné les noms des deux personnes qu'il avait tuées, il a donné l'explication suivante : « [L]orsqu'on m'a interrogé sur le meurtre de ces deux victimes, je pensais qu'il n'y aurait pas de témoin pour témoigner à ma charge. Devant les enquêteurs, je n'ai pas reconnu les faits »⁸⁸⁸.

461. La majorité fait aussi observer que les témoins à décharge ND24, ND34 et ND22 ont tous affirmé que le témoin CBR avait exercé des pressions sur eux et sur d'autres détenus, alors qu'ils étaient en prison, pour que dans leurs aveux ils mettent en cause des autorités, dont Ndahimana⁸⁸⁹. La majorité a conclu à la crédibilité de ces témoins quant à ce qu'ils avaient dit dans leurs dépositions au sujet du témoin CBR. Elle trouve certes particulièrement troublantes ces allégations contre le témoin CBR, mais elle admet que, lors de la déposition de l'intéressé, il ne lui a pas été demandé de parler de ces allégations le concernant et que, de ce fait, CBR n'a pas eu l'occasion d'y réagir. Sur la base de l'ensemble de ces faits, la majorité aborde la déposition de ce témoin avec une circonspection particulière et ne s'appuiera sur elle que si elle est corroborée.

5.3.1.6 Témoin à charge CBK

462. La majorité relève que le témoin CBK avait 14 ans en avril 1994. L'âge du témoin à l'époque des événements impose que sa déposition soit examinée avec une certaine circonspection⁸⁹⁰. Malgré son jeune âge, la majorité relève que sa déposition a été cohérente et détaillée.

463. Cependant, dans sa déclaration du 15 août 2000, CBK n'avait mentionné la présence de Ndahimana qu'à une seule réunion tenue au presbytère de Nyange le 15 avril 1994, à la tombée de la nuit⁸⁹¹. Il n'avait pas parlé de Ndahimana dans sa déclaration du 26 avril 2001, mais la majorité relève que cette déclaration concernait surtout Gaspard Kanyarukiga. Dans sa déclaration de 2002,

⁸⁸⁵ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 7 et 8, 10 à 12, 33 et 34 (Il a reconnu avoir été arrêté de nouveau en mai 2010 et incarcéré).

⁸⁸⁶ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 37 à 41. Voir aussi le compte rendu de l'audience du 26 janvier 2011 (témoin ND9), p. 17 et 18 (huis clos) (Le témoin ND9 a indiqué que le témoin à charge CBR avait été accusé par une juridiction *gacaca* d'être un coauteur avec Ndahimana).

⁸⁸⁷ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 59 et 60.

⁸⁸⁸ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 40.

⁸⁸⁹ Comptes rendus des audiences du 21 février 2011 (témoin ND24), p. 42 et 43, du 20 avril 2011 (témoin ND22), p. 17 et 18, 31 et 32, du 17 février 2011 (témoin ND34), p. 75 à 78, et du 18 février 2011 (témoin ND34), p. 8 à 10.

⁸⁹⁰ En raison du jeune âge du témoin lors des événements, sa déposition doit être examinée avec une certaine prudence.

Voir, par exemple, le jugement *Simba*, par. 78.

⁸⁹¹ Pièce à conviction D.40.

le témoin avait nommé cité Ndahimana comme un des dirigeants locaux qui étaient présents au presbytère le 15 avril 1994 à la réunion de 9 heures. Dans cette déclaration, il avait également dit que Ndahimana avait parlé aux miliciens *Interahamwe* avant le début de l'attaque et que l'accusé était revenu prendre part à une deuxième réunion dans la même soirée⁸⁹².

464. Dans l'affaire *Seromba*, CBK avait parlé du « bourgmestre » comme ayant fait partie de ceux qui avaient essayé d'incendier l'église de Nyange⁸⁹³. Ce qui ne concorde pas avec ce qu'il a affirmé dans sa déposition en l'espèce, le témoin ayant indiqué à la barre n'avoir pas vu l'accusé lors de l'attaque. En raison de cette incohérence dans sa déclaration antérieure, la majorité ne prendra compte du témoignage de l'intéressé selon lequel il avait vu Ndahimana à la réunion au presbytère de Nyange dans la matinée du 15 avril 1994 que si ledit témoignage est corroboré.

5.3.1.7 Témoin à charge CBY

465. En 2007, le témoin CBY avait été condamné en première instance par une juridiction *gacaca* en raison de sa participation aux tueries de l'église de Nyange, mais il avait été acquitté en appel⁸⁹⁴. De ce fait, il n'est pas considéré comme un témoin complice. La majorité relève que l'intéressé se trouvait à un endroit d'où il avait pu observer ce qui s'était passé à la paroisse de Nyange en avril 1994⁸⁹⁵.

466. La majorité constate un certain nombre de divergences entre les dates des événements fournies par le témoin au procès et celles données dans ses déclarations du 2 février 1996 et du 4 octobre 2000⁸⁹⁶. Dans sa déclaration de 2000, le témoin avait dit que certains faits avaient eu lieu le 13 avril 1994, alors qu'au procès il a dit que ces mêmes faits s'étaient produits le 15 avril 1994. Invité à expliquer ces divergences, le témoin a dit que les enquêteurs qui relevaient sa déclaration en 2000 étaient principalement intéressés par les événements et n'avaient pas insisté sur les dates⁸⁹⁷. Le témoin a ajouté avoir rectifié ces erreurs lors de sa déposition dans le procès *Kanyarukiga*⁸⁹⁸, point dont la majorité confirme la véracité. Toutefois, la majorité rappelle que, en 1996, deux ans après les événements, le témoin avait dit : « La grande attaque a commencé le 14. Je me souviens de cette date car l'église a été détruite le 15 »⁸⁹⁹. La majorité prend note de ces contradictions.

467. La majorité est plus préoccupée encore par les divergences entre la déposition faite par le témoin devant la Chambre et les déclarations antérieures de l'intéressé, en ce qui concerne les dates auxquelles il avait vu Ndahimana à la paroisse de Nyange. À l'audience, le témoin a dit avoir vu Ndahimana à la paroisse les 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 avril 1994⁹⁰⁰. Toutefois, dans sa déclaration de 1996, il avait indiqué l'avoir vu seulement « le 12 ou le 13 au soir à la paroisse...peu de temps donc avant la destruction de l'église »⁹⁰¹. Dans sa déclaration de 2000, le témoin avait

⁸⁹² Pièce à conviction D.42, p. 7.

⁸⁹³ Pièce à conviction D.41.

⁸⁹⁴ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 64 à 66.

⁸⁹⁵ Pièce à conviction P.43.

⁸⁹⁶ Pièces à conviction D.67 et D.66.

⁸⁹⁷ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010, p. 66 et 67, et du 10 novembre 2010, p. 25 à 27 (huis clos).

⁸⁹⁸ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 67 (« Les événements sont corrects, mais certains événements sont placés au 13 avril alors qu'ils se sont déroulés le 15 avril ») ; pièces à conviction D.68 et D.69.

⁸⁹⁹ Pièce à conviction D.67.

⁹⁰⁰ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 53 et 54, 56 à 59 (huis clos).

⁹⁰¹ Pièce à conviction D.67 ; compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 8 à 10, 42 et 43 (huis clos).

indiqué avoir vu Ndahimana uniquement les 8, 11 et 12 avril 1994⁹⁰². Il a expliqué ces divergences en disant que, lors de ladite déclaration, il s'était contenté de répondre aux questions qui lui étaient posées⁹⁰³.

468. La majorité estime que les contradictions relevées entre la déposition du témoin devant la Chambre et les déclarations antérieures de CBY sont troublantes, et la Chambre ne s'appuiera sur le récit du témoin concernant les événements survenus le 15 avril 1994 que si celui-ci est corroboré. Elle ne se fondera pas sur le témoignage de l'intéressé, pour ce qui concerne la présence de Ndahimana à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994.

5.3.1.8 Témoin à charge CDJ

469. Le témoin CDJ avait été accusé de participation au génocide de 1994 et avait été acquitté par une juridiction *gacaca* en 2007⁹⁰⁴. Il ne s'agit donc pas d'un témoin complice.

470. La déposition du témoin est cohérente et n'a pas été ébranlée lors du contre-interrogatoire. La majorité note que cette déposition du témoin est certes vague en ce qui concerne certains aspects des événements, plus particulièrement pour ce qui est des dates, mais que le témoin avait l'habitude d'être présent à la paroisse de Nyange vers 19 heures chaque soir. Elle tient donc pour établi que le témoin s'y trouvait à cette heure-là dans la soirée du 15 avril 1994⁹⁰⁵.

5.3.1.9 Témoin à charge YAU

471. La majorité relève que, bien que YAU n'ait pas pu se rappeler les dates exactes des événements qu'elle a décrits⁹⁰⁶, elle a pu déduire de la relation des événements par le témoin et des dépositions d'autres témoins en l'espèce que l'intéressée était arrivée à la paroisse le 13 avril 1994 et s'était enfuie dans la soirée du 15 avril 1994.

472. La majorité observe que, lors de sa déposition dans le procès *Seromba*, le témoin avait mentionné la présence de Ndahimana à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994, bien qu'il ne lui ait pas été demandé de parler de ce dernier de manière particulière⁹⁰⁷. Toutefois, YAU n'avait pas fait mention de la présence de Ndahimana dans sa déclaration du 25 octobre 2000. Bien que sa déclaration n'ait été principalement axée que sur les activités du père Seromba, le témoin avait effectivement mentionné la présence d'autres individus. Elle avait en outre parlé de la réunion qui s'était tenue avant les tueries et de l'attaque qui s'en était suivie. Elle avait en outre dit de manière spécifique : « La seule autre personne en autorité que j'ai reconnue présente à l'église de Nyange est le conseiller Vianney »⁹⁰⁸.

473. La majorité observe aussi que, dans sa déclaration antérieure, le témoin avait dit plusieurs fois qu'elle s'était cachée dans la cave du presbytère de Nyange et qu'elle avait « entendu » le père

⁹⁰² Pièce à conviction D.66.

⁹⁰³ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 42 et 43 (huis clos).

⁹⁰⁴ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 35 et 36.

⁹⁰⁵ Pièce à conviction D.71 ; compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 26 et 27.

⁹⁰⁶ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 66 à 68 ; pièces à conviction D.30 et D.31, p. 11.

⁹⁰⁷ Pièce à conviction D.31, p. 14 et 17 (Le témoin a aussi parlé de la présence de Ndahimana à la paroisse de Nyange le 13 ou le 14 avril 1994, bien que la question ne lui ait pas été expressément posée).

⁹⁰⁸ Pièce à conviction D.30.

Seromba. Elle n'avait pas vu les événements se dérouler⁹⁰⁹. Ceci contredit ce que le témoin a dit lors de sa déposition en l'espèce, à savoir qu'elle s'était réfugiée au premier étage du presbytère, d'où elle avait vu les événements qu'elle a décrits⁹¹⁰. Quoi qu'il en soit, la majorité n'est pas convaincue que le témoin pouvait effectivement voir tous les événements qu'elle a décrits comme ayant eu lieu le 15 avril 1994. Aussi, la majorité ne se fondera-t-elle sur la déposition du témoin relative aux événements survenus ce jour-là que si celle-ci est corroborée.

5.3.1.10 Témoin à charge CBS

474. La majorité rappelle que de nombreux membres de la famille du témoin ont été tués à l'église de Nyange et que, de ce fait, la mémoire de l'intéressé peut avoir été influencée par le caractère chaotique et traumatique de ces événements⁹¹¹.

475. Le témoin avait fait plusieurs déclarations antérieures devant les enquêteurs du TPIR et avait témoigné dans l'affaire *Kanyarukiga*⁹¹². La majorité constate que le témoin était évasif dans ses réponses aux questions qui lui ont été posées au sujet de ses déclarations antérieures⁹¹³ et que ceci a eu un effet défavorable sur l'appréciation que la Chambre a faite du comportement de l'intéressé au procès⁹¹⁴. Dans sa déclaration du 15 novembre 1995, le témoin avait indiqué n'avoir pas vu l'IPJ Kayishema, le bourgmestre ni d'autres personnes diriger la population et/ou lui donner des ordres pendant la guerre⁹¹⁵. De plus, alors que le témoin avait donné des informations sur le rôle de Ndahimana à la réunion tenue le 11 avril 1994, il n'a pas mentionné le nom de celui-ci lorsqu'il lui avait été demandé de donner les noms des tueurs à la paroisse de Nyange⁹¹⁶. Dans sa déclaration du 2 février 1996, faite pour ajouter des « précisions » à celle faite en novembre 1995, il avait corrigé seulement quelques menus détails⁹¹⁷. Dans cette déclaration, il avait dit spécifiquement n'avoir « pas vu le bourgmestre [Ndahimana] le jour de l'attaque du 15 avril 1994 ». À l'en croire, sa déclaration antérieure n'avait pas été correctement enregistrée⁹¹⁸. La majorité conclut que ces omissions sont préoccupantes.

⁹⁰⁹ Pièce à conviction D.30.

⁹¹⁰ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 48 (« [J]'ai été témoin oculaire de tout cela »).

⁹¹¹ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2009, p. 30 à 32.

⁹¹² Pièces à conviction D.2, D.3, D.4, D.5, D.6, D.7 et D.8. La majorité a aussi tenu compte du fait que la déclaration du témoin CBS de février 1996 aux enquêteurs du TPIR avait été recueillie au tribunal de Kivumu et que celle de mars 2003 avait été recueillie à la résidence du bourgmestre adjoint. Elle a aussi tenu compte de ce que le témoin était un parent éloigné du bourgmestre à l'époque des faits et avait occupé un poste dans l'administration communale au moins de 1995 à 2003. Cela ne prive pas nécessairement de crédibilité la déposition sous serment qu'il a faite en l'espèce. Voir la section 4.3.1.1 du chapitre III.

⁹¹³ Voir aussi, par exemple, les comptes rendus des audiences du 6 septembre 2010, p. 35 à 39 (Le témoin a essayé d'éluder les questions qui lui étaient posées, en alléguant que la déclaration avait été recueillie il y a longtemps, que ce n'était pas lui qui l'avait rédigée, qu'elle n'avait pas été correctement transcrite et qu'on lui en avait simplement donné lecture après), et du 7 septembre 2010, p. 6 à 8 (« Je constate qu'il y a une signature sur ce document qui ressemble à la mienne, mais c'est une vague ressemblance. Je me dis que c'est quelqu'un d'autre qui a signé ce document et non moi-même ») ; pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 75 à 78.

⁹¹⁴ Arrêt *Nahimana et consorts*, par. 194 ; jugement *Bikindi*, par. 31.

⁹¹⁵ Pièce à conviction D.3 ; compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 39 à 42.

⁹¹⁶ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 44 à 46.

⁹¹⁷ Pièce à conviction D.4 ; compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 50 à 52 (Le témoin a corrigé sa date de naissance, confirmé que son père avait été tué le lundi 11 avril 1994 et dit que lui-même était resté à l'église de Nyange du mardi au vendredi 15 avril 1994).

⁹¹⁸ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 46 à 51.

476. La majorité relève en outre que la déposition du témoin était peu claire au sujet de la présence de Ndahimana lors de l'attaque ayant fait suite aux réunions. Il a indiqué que les autorités présentes n'étaient pas intervenues⁹¹⁹, mais il n'a jamais mentionné ni le rôle de Ndahimana dans l'attaque, ni l'endroit où se trouvait celui-ci, ni combien de temps l'intéressé était resté sur les lieux. Toutefois, lors du contre-interrogatoire, il a allégué que Ndahimana était présent pendant l'attaque⁹²⁰. Au vu des préoccupations qui précèdent, la majorité ne jugera la déposition de CBS crédible que si celle-ci est corroborée, pour ce qui est de la réunion tenue avant l'attaque du 15 avril 1994, mais ne fera pas fond sur les éléments de preuve du témoin relatifs à la présence de Ndahimana durant l'attaque.

5.3.1.11 Témoin à charge CBI

477. La Défense a souligné les divergences entre les déclarations antérieures du témoin en ce qui concerne la date à laquelle il était arrivé à la paroisse de Nyange et les dates des événements ultérieurs⁹²¹. Toutefois, l'intéressé a maintenu devant la Chambre son témoignage selon lequel il était arrivé à la paroisse le 12 avril 1994 et que l'attaque avait eu lieu le 15 avril 1994⁹²². Par ailleurs, en dépit de quelques divergences, il avait mentionné la présence de Ndahimana lors de l'attaque dans ses déclarations datées d'août 2000 et d'avril 2001⁹²³.

478. Cependant, la majorité rappelle l'observation qu'elle a déjà faite à propos de la crédibilité de ce témoin (section 4.3.1.3 du chapitre III).

479. Enfin, le témoignage de CBI relatif à la participation de Ndahimana à l'attaque du 15 avril 1994 est très succinct. Le témoin n'a pas parlé de la participation de Ndahimana à une quelconque réunion avant l'attaque. Il a mentionné la présence de l'accusé durant l'attaque, mais n'a rien dit d'autre sur la présence de celui-ci à la paroisse de Nyange. Enfin, il a expliqué n'avoir pas vu Ndahimana lui-même, mais avoir vu le véhicule Hilux de couleur rouge de l'intéressé quitter les lieux et avoir appris que l'accusé sillonnait la région pour inciter la population à se rendre à la paroisse⁹²⁴. Cette allégation est contredite par d'autres témoins à charge, qui ont affirmé que l'accusé était parti prendre part à des funérailles à Rufungu⁹²⁵. La majorité rappelle aussi qu'elle avait jugé le témoin à décharge Charles Ruvurajabo crédible et que, de ce fait, elle a des doutes sur le fait que le véhicule rouge de la commune se trouvait encore en état de marche le 15 avril 1994⁹²⁶. En conséquence, elle ne s'appuiera sur la déposition de CBI que si celle-ci est corroborée.

5.3.1.12 Témoin à charge CBN

480. Dans sa déclaration du 15 novembre 1995, le témoin n'avait fait qu'un récit superficiel des événements survenus à la paroisse de Nyange entre le 12 et le 15 avril 1994. Il avait dit dans cette déclaration avoir vu Seromba tenir une réunion avec le bourgmestre au presbytère « le dernier jour

⁹¹⁹ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 24 à 26.

⁹²⁰ Ibid., p. 46 à 53.

⁹²¹ Comptes rendus des audiences du 14 septembre 2010, p. 48 à 57, 60 à 62, et du 15 septembre 2010, p. 9 à 13.

⁹²² Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 46 à 55.

⁹²³ Pièces à conviction D.25 et D.26.

⁹²⁴ Comptes rendus des audiences du 14 septembre 2010, p. 38 à 43, et du 15 septembre 2010, p. 36 et 37.

⁹²⁵ Voir, par exemple, les comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010 (témoin CBT), p. 55 et 56, du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 63 et 64, du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 28 et 29, et du 2 novembre 2010 (témoin CBR), p. 25 à 27.

⁹²⁶ Voir aussi la section 5.3.1.26 du chapitre III.

des attaques »⁹²⁷. Le témoin s'étant enfui de la paroisse le 15 avril 1994, la majorité suppose que, lorsqu'il parle du « dernier jour des attaques » [traduction], il fait référence à l'attaque du 15 avril 1994. Cependant, il ne fait aucunement référence à cette réunion dans sa déposition devant la Chambre. En fait, il ne mentionne dans sa déposition ni la présence de l'accusé ni une quelconque action de celui-ci le 15 avril 1994. La majorité conclut que le témoin n'a pas vu l'accusé le 15 avril 1994, et elle ne s'appuiera sur la déposition de l'intéressé qu'aux fins de corroborer d'autres témoignages concernant les événements survenus le 15 avril 1994.

5.3.1.13 Témoin à décharge Thérèse Mukabideri

481. La majorité fait observer que le témoin a nié avoir jamais utilisé une fausse identité⁹²⁸. Or, le Procureur a démontré qu'elle avait voyagé avec un faux passeport lorsqu'elle s'était rendue en Belgique afin d'y demander l'asile⁹²⁹. Le témoin a expliqué qu'elle avait oublié ce fait⁹³⁰ et a également concédé que sa demande d'asile comportait de fausses informations sur son parcours professionnel⁹³¹. La majorité conclut que ces faits seuls n'entament pas la fiabilité de la déposition du témoin.

482. La majorité fait de plus observer que le témoin et sa famille étaient des amis proches de l'accusé et qu'il connaissait celui-ci depuis près de 25 ans lorsqu'elle a fait sa déposition en l'espèce⁹³². De surcroît, elle était reconnaissante à Ndahimana de lui avoir permis de téléphoner à son époux une dernière fois, avant que ce dernier ne soit tué⁹³³. La majorité tient également compte du fait que, lorsqu'une question a été posée au témoin sur la nature de son amitié avec le témoin à décharge Béatrice Mukankusi, l'intéressée a affirmé qu'elles n'étaient pas des amies proches, tout en admettant que leurs familles étaient amies et que de temps en temps elles se voyaient parce que maintenant elles vivaient toutes deux en Belgique. Le témoin a aussi dit avoir pris le même avion que Mukankusi pour venir à Arusha et avoir logé dans le même hôtel à Arusha en attendant de déposer devant la Chambre⁹³⁴.

483. Béatrice Mukankusi a décrit ses liens avec Mukabideri comme étant des liens étroits. Elle a dit que leurs familles étaient amies et se rencontraient souvent pour discuter de manière générale des événements survenus dans la commune de Kivumu. Toutefois, elle a ajouté que, bien qu'elles aient fait le voyage d'Arusha ensemble, elles n'avaient pas parlé de leurs dépositions attendues⁹³⁵. Si la majorité constate qu'il y a des similarités entre les dépositions des deux témoins, elle reconnaît aussi que cela en soi et en lui seul ne constitue pas la preuve que les deux témoins s'étaient entendues sur les dépositions qu'elles allaient faire. En conséquence, la majorité conclut que le témoin Mukabideri a été crédible et fiable.

⁹²⁷ Pièce à conviction D.16A.

⁹²⁸ Compte rendu de l'audience du 8 février 2011, p. 3 et 4.

⁹²⁹ Ibid., p. 8 et 9.

⁹³⁰ Id.

⁹³¹ Compte rendu de l'audience du 8 février 2011, p. 9 et 10.

⁹³² Ibid., p. 16 et 17, 19 à 21.

⁹³³ Ibid., p. 16 à 18.

⁹³⁴ Compte rendu de l'audience du 8 février 2011, p. 19 et 20, 25 et 26.

⁹³⁵ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 46 à 48.

5.3.1.14 Témoin à décharge Béatrice Mukankusi

484. Lors de sa déposition en l'affaire *Seromba*, le témoin Mukankusi avait dit que Ndahimana, Fulgence Kayishema et Ndungutse se trouvaient à l'église les 14, 15 et 16 avril 1994, mais qu'elle ne les avait pas vus. Elle a reconnu avoir donné cette réponse, mais a ajouté qu'elle s'était contentée de répondre aux questions qui lui étaient posées⁹³⁶. La majorité trouve l'explication du témoin préoccupante, mais relève que, quoi qu'il en soit, la déposition de Mukankusi en l'affaire *Seromba* était fondée sur une preuve par ouï-dire. Bref, la majorité aborde la déposition de ce témoin avec circonspection.

5.3.1.15 Témoin à décharge Léonille Murekeyisoni

485. La déposition du témoin a été relativement courte et il ne lui a pas été demandé de donner beaucoup de détails ni sur les événements de 1994 ni sur la situation générale qui régnait dans la commune de Kivumu à l'époque. La majorité n'a pas décelé d'incohérences particulières dans la déposition de Léonille Murekeyisoni ; ayant seulement noté que l'époux de l'intéressée et Ndahimana étaient amis, elle tiendra compte de ce fait au moment d'évaluer la déposition du témoin⁹³⁷.

5.3.1.16 Témoin à décharge Anicet Tumusenge

486. Le témoin a dit à l'audience qu'il ne connaissait pas Ndahimana avant les funérailles auxquelles ils avaient tous deux participé le 15 avril 1994⁹³⁸. La déposition du témoin était cohérente et n'a pas été ébranlée lors du contre-interrogatoire ; cependant, le témoin s'est montré incertain sur les dates et la chronologie des événements. Au départ, il a indiqué être arrivé au lieu des funérailles « avant midi », mais, par la suite, il a dit avoir quitté les funérailles vers 13 heures, après être resté une heure. Il découle de cette dernière affirmation qu'il était arrivé au lieu des funérailles vers midi. En outre, bien que le témoin ait dit y être retourné vers 18 heures, la majorité ne voit pas vraiment comment le voyage retour de l'intéressé cet après-midi-là avait pu nécessiter 5 heures d'horloge. Par conséquent, il est possible qu'il ait été de retour plus tôt.

487. La majorité relève que le témoin a nié avoir jamais été arrêté ou avoir jamais utilisé une fausse identité⁹³⁹. Or, il s'est avéré qu'il s'était rendu en Belgique en utilisant un faux passeport⁹⁴⁰, qu'il avait été arrêté et détenu pendant trois mois à Gitarama en décembre 1994 et qu'il avait été aussi arrêté au Kenya en décembre 1998⁹⁴¹. Le témoin a expliqué n'avoir pas estimé que ce qui était arrivé au Kenya était une arrestation, car il avait donné de l'argent et avait été libéré avant le procès⁹⁴². La majorité juge que ce point ne prive pas nécessairement de fiabilité le récit qu'a fait le témoin des faits survenus le 15 avril 1994.

488. La majorité relève aussi que, en juin 1994, le témoin avait commencé à craindre pour la sécurité de sa famille et avait sollicité l'aide de Ndahimana, que celui-ci la lui avait fournie, même

⁹³⁶ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 56 à 60 ; pièce à conviction P.57.

⁹³⁷ Compte rendu de l'audience du 10 février 2011, p. 6 à 8.

⁹³⁸ Compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 5 à 7.

⁹³⁹ Ibid., p. 19 et 20.

⁹⁴⁰ Ibid., p. 21 et 22.

⁹⁴¹ Ibid., p. 24 à 26.

⁹⁴² Ibid., p. 25 et 26.

si les détails de cette aide sont peu clairs⁹⁴³. Ce qui amène à s'interroger sur ce qui avait poussé l'intéressé à témoigner ; la majorité estime cependant que le témoin a pu simplement solliciter l'aide de Ndahimana en contrepartie de ce qu'il avait fait pour ce dernier, en lui fournissant un moyen de transport le 15 avril 1994.

489. Enfin, le Procureur a attiré l'attention de la Chambre sur le fait que, bien que Mukankusi ait dit être allée aux funérailles le 15 avril 1994 avec son beau-frère Anicet Tumesenge, ce dernier n'a pas mentionné dans sa déposition avoir fait le voyage en compagnie de Mukankusi⁹⁴⁴. La majorité note toutefois que le Procureur n'a pas posé de question à Tumesenge sur l'arrivée de celui-ci au lieu des funérailles et elle ne saurait donc se prononcer sur cette question.

490. En conclusion, la majorité juge que la déposition de Tumesenge est crédible dans l'ensemble. Elle fait observer toutefois que le témoignage de celui-ci relatif à l'objet de la visite de Ndahimana au préfet est une preuve par ouï-dire fournie par l'accusé lui-même.

5.3.1.17 Témoin à décharge Clément Kayishema

491. L'ancien préfet Clément Kayishema a été jugé et condamné par le Tribunal de céans à raison de sa participation au génocide de 1994, et il purge actuellement une peine d'emprisonnement à vie⁹⁴⁵. Le témoin étant un auteur de crime et un ancien préfet, la majorité reconnaît que l'intéressé a pu avoir intérêt à soutenir qu'il avait tout mis en œuvre pour assurer la sécurité dans sa préfecture.

492. Kayishema a dit à la barre que, le 15 avril 1994, Ndahimana était arrivé à la préfecture pour demander des renforts et qu'il était conduit par un inconnu dans une Jeep bleue portant des plaques d'immatriculation civile⁹⁴⁶. Cette affirmation corrobore celle du témoin Tumesenge, qui a dit avoir conduit l'accusé à la préfecture. La majorité rappelle aussi la déposition du témoin Mukankusi selon laquelle Tumesenge conduisait une voiture de marque Pajero, de couleur bleue⁹⁴⁷.

493. Kayishema a également dit à l'audience en l'espèce que deux bourgmestres avaient participé aux massacres. Pourtant, lors de sa déposition dans son propre procès en septembre 1998, il avait dit ne connaître aucune « personnalité de la préfecture, des communes, ... » ayant participé au massacre de Mubuga. Il a précisé avoir eu cette preuve après le procès et a nié avoir modifié son récit pour protéger Ndahimana⁹⁴⁸. La majorité a des doutes sur ces explications.

494. Clément Kayishema a aussi affirmé que Ndahimana était arrivé à la préfecture le 15 avril 1994 après 14 heures pour solliciter des renforts, mais qu'il n'avait pas pu fournir à l'intéressé d'autres gendarmes, ceux-ci étant tous partis pour Kigali⁹⁴⁹. Or, lors de son propre procès, Kayishema avait dit que les gendarmes avaient quitté Kibuye dans la soirée du 15 avril 1994. En l'espèce, à la barre, Kayishema a maintenu sa version des faits selon laquelle les gendarmes avaient

⁹⁴³ Compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 22 et 23.

⁹⁴⁴ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 14 et 16, 50 et 51 ; pièce du Procureur intitulée « Prosecu[tor's Final] Brief », par. 251.

⁹⁴⁵ Arrêt *Kayishema et Ruzindana*, dispositif.

⁹⁴⁶ Compte rendu de l'audience du 18 avril 2011, p. 39 et 40, 41 à 44, 70 et 71.

⁹⁴⁷ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 50 et 51.

⁹⁴⁸ Comptes rendus des audiences du 18 avril 2011, p. 51 à 54, et du 19 avril 2011, p. 4 à 9 ; pièce à conviction P.61.

⁹⁴⁹ Comptes rendus des audiences du 18 avril 2011, p. 39 à 44, 54 et 55, et du 19 avril 2011, p. 8 et 9.

491 Béo

quitté Kibuye dans l'après-midi, mais avant que Ndahimana n'ait sollicité une aide⁹⁵⁰. Lors de l'interrogatoire complémentaire, Kayishema a indiqué que les seuls gendarmes qui se trouvaient à Kibuye lorsque Ndahimana y était arrivé étaient ceux qui gardaient le camp et qui ne pouvaient donc pas être réquisitionnés⁹⁵¹. La majorité éprouve de sérieux doutes sur cette déposition et elle l'abordera avec circonspection.

5.3.1.18 Témoin à décharge ND13

495. En avril 1994, le témoin occupait un poste dans l'administration de la préfecture de Kibuye. Il connaissait l'accusé depuis l'enfance et le voyait de temps en temps⁹⁵². Bien que cela en soi et en lui seul n'indique pas qu'il avait des motifs de déposer en faveur de Ndahimana, la majorité est d'avis que, en raison du poste qu'il occupait, le témoin a pu avoir des motivations l'ayant incité à déposer en faveur de l'accusé, comme il l'avait fait pour d'autres personnalités de Kivumu. En effet, il a reconnu avoir été condamné et emprisonné pendant trois mois pour faux témoignage devant une juridiction *gacaca*, dans une procédure mettant en cause un autre bourgmestre de la préfecture de Kibuye. Il a nié avoir donné un faux témoignage⁹⁵³. Ailleurs, il a dit avoir appris que Seromba avait été condamné à tort, l'intéressé n'ayant pas participé à la destruction de l'église de Nyange⁹⁵⁴.

496. La majorité relève en outre des divergences importantes entre la déposition du témoin devant la Chambre et ses déclarations antérieures. Par exemple, à la barre, il a insisté sur le fait qu'il n'avait pas pris part à une réunion avec le préfet Clément Kayishema le 18 avril 1994⁹⁵⁵. Pourtant, dans ses déclarations du 19 octobre 1995 et du 11 avril 1996 respectivement, il avait dit avoir participé à une réunion avec le préfet le 18 avril 1994⁹⁵⁶. Il a essayé d'expliquer cette divergence par le fait qu'il estimait que sa discussion avec le préfet était une « consultation » et non pas une « réunion »⁹⁵⁷. La majorité juge cette explication peu convaincante.

497. Au vu de ces préoccupations, la majorité examinera la déposition du témoin avec circonspection. Elle relève aussi que le témoignage de ND13 relatif à l'objet de la visite de Ndahimana au préfet est une preuve par ouï-dire fournie par l'accusé lui-même.

5.3.1.19 Témoin à décharge ND24

498. Le témoin avait avoué avoir participé aux meurtres de la paroisse de Nyange et avoir tué une personne le 12 avril 1994 ; il s'agit donc d'un témoin complice. Il faisait partie des assaillants qui avaient attaqué les réfugiés le 14 avril 1994 et qui avaient jeté des pierres sur ceux-ci le 15 avril

⁹⁵⁰ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 8 à 10 ; pièce à conviction P.62.

⁹⁵¹ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 22 et 23.

⁹⁵² Compte rendu de l'audience du 17 janvier 2011, p. 11 à 13 (huis clos) ; pièce à conviction D.84.

⁹⁵³ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 20 et 21 (huis clos).

⁹⁵⁴ Compte rendu de l'audience du 17 janvier 2011, p. 44 à 46.

⁹⁵⁵ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 5 et 6.

⁹⁵⁶ Pièces à conviction P.49 et P.50.

⁹⁵⁷ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 9 et 10.

1994 pour les faire sortir de l'église de Nyange⁹⁵⁸. Il avait été reconnu coupable d'avoir tenu un barrage routier établi le 13 avril 1994 juste devant la paroisse⁹⁵⁹.

499. La majorité rappelle que l'élément le plus pertinent dans l'appréciation de la crédibilité d'un témoin consiste à déterminer si celui-ci tirera un avantage quelconque de sa déposition devant le Tribunal. En l'espèce, la majorité note que le témoin ND24 était un homme libre au moment de sa déposition devant la Chambre, que l'intéressé n'a pas nié sa participation aux tueries et que le fait pour lui de nier tout lien avec l'accusé n'aura aucun effet, favorable ni défavorable, sur la propre responsabilité du témoin. En conséquence, la majorité ne croit pas que la déposition à décharge de ND24 démontre une quelconque motivation ou un quelconque intérêt personnel chez le témoin.

500. La majorité relève que le témoin a reconnu n'avoir pas été présent tout le temps au barrage routier, mais qu'il a affirmé que l'accusé n'aurait pas pu passer par le barrage routier entre le 14 et le 16 avril 1994 sans qu'il l'ait su⁹⁶⁰. Vu le nombre de personnes qui avaient pu passer par le barrage routier le 15 avril 1994 et le caractère chaotique des événements à la paroisse de Nyange ce jour-là, la majorité ne peut ajouter foi aux affirmations du témoin selon lesquelles il aurait su, si l'accusé était passé par le barrage routier en son absence. En particulier, le témoin n'a pas mentionné le fait que l'accusé était passé par le barrage routier tôt dans la matinée du 15 avril 1994, bien que les éléments de preuve à décharge établissent que celui-ci s'était rendu à Rufungu tôt dans la matinée ce jour-là pour prendre part à des funérailles.

5.3.1.20 Témoin à décharge ND34

501. Le témoin ND34 avait participé au génocide mais ses crimes ne semblent pas liés aux tueries de la paroisse de Nyange⁹⁶¹. La majorité conclut que le témoignage de l'intéressé sur les événements du 15 avril 1994 a une valeur probante limitée, le témoin n'étant arrivé à l'église que vers 17 heures⁹⁶². Elle juge également crédible le témoignage de ND34 selon lequel, alors qu'il se trouvait en détention avec le témoin CBR, celui-ci avait exercé des pressions sur les détenus pour que ceux-ci fassent de faux témoignages contre Ndahimana⁹⁶³.

5.3.1.21 Témoin à décharge ND22

502. Le témoin ND22 avait participé aux attaques contre les réfugiés tutsis à l'église de Nyange le 15 avril 1994 et il s'agit donc d'un témoin complice⁹⁶⁴. Il était libre au moment de sa déposition devant la Chambre et la majorité n'a aucune raison particulière de penser que l'intéressé pouvait avoir un motif quelconque de témoigner en faveur de l'accusé⁹⁶⁵.

⁹⁵⁸ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 3 à 6, 42 et 43 (La personne tuée par le témoin s'appelait Innocent Muhigirwa).

⁹⁵⁹ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 5 et 6, 7.

⁹⁶⁰ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 35 à 39.

⁹⁶¹ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 73 à 76 (Le témoin a reconnu que sa participation au génocide s'était limitée au meurtre d'un inconnu qui se cachait dans une bananeraie et au pillage de lits, de biens et d'objets appartenant à Mukamukwaya).

⁹⁶² Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 72 et 73.

⁹⁶³ Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 17 et 18, 31 à 33.

⁹⁶⁴ Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 6 à 9, 22 et 23.

⁹⁶⁵ Pièce à conviction D.125.

503. Le témoin a dit à l'audience être arrivé à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994 vers 7 heures, pour se joindre aux assaillants⁹⁶⁶. Toutefois, dans ses aveux devant une juridiction *gacaca*, il avait dit avoir quitté son domicile vers midi pour se rendre à l'église⁹⁶⁷. Selon lui, la femme qui avait recueilli sa déclaration a pu commettre une erreur qu'il n'avait pas pu déceler car il est illettré⁹⁶⁸. La majorité juge cette explication plausible.

504. Lors de l'interrogatoire principal, il a affirmé en outre avoir entendu le père Seromba dire que les cadavres devaient être enlevés⁹⁶⁹. Lors du contre-interrogatoire, il a dit n'avoir jamais vu Seromba pendant les tueries à l'église de Nyange et qu'il ne pouvait pas l'avoir vu, puisqu'il n'était pas allé au presbytère de Nyange. Il a expliqué qu'il avait entendu des membres de la population dire que le père Seromba avait demandé que les cadavres soient enlevés⁹⁷⁰. Le reste de sa déposition est cohérente dans l'ensemble, mais la majorité garde à l'esprit que le témoin était resté au niveau de la statue de la Vierge Marie lors de l'attaque du 15 avril 1994 et pouvait, de ce fait, ne pas être placé de sorte à avoir pu observer chacun des faits survenus au presbytère ce jour-là.

505. Le témoin ND22 a par ailleurs dit à la barre que, pendant qu'il était en détention avec CBR, celui-ci avait exercé des pressions sur les détenus pour que ceux-ci fassent de faux témoignages contre Ndahimana⁹⁷¹. Le Procureur a fait valoir que le témoin n'avait pas mis en cause Ndahimana dans ses aveux. Le témoin a expliqué qu'il ne pouvait pas mettre en cause Ndahimana dans la mesure où il ne savait rien de celui-ci⁹⁷². La majorité conclut que le fait que le témoin n'a pas mis en cause l'accusé dans ses aveux ne prive pas la déposition de l'intéressé de fiabilité, pour ce qui concerne la coercition subie par lui.

5.3.1.22 Témoin à décharge ND6

506. Bien qu'ayant participé aux tueries de l'église de Nyange, le témoin ND6 avait fini de purger sa peine au moment de sa déposition devant la Chambre⁹⁷³.

507. Le témoin a affirmé qu'aucune réunion ne s'était tenue dans le bâtiment de la CODECOKI avant le début de l'attaque du 15 avril 1994 et que les autorités communales n'avaient participé à une réunion ce jour-là ni à l'église de Nyange ni dans les environs. Il a dit à l'audience n'avoir pas vu Ndahimana à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994 et qu'aucune réunion ne s'était tenue ce jour-là. Il a fait valoir que, si pareille réunion s'était tenue, Ndungutse en aurait informé le témoin et ses compagnons. La majorité relève que le témoin n'était arrivé à la paroisse que vers 11 heures le 15 avril 1994 et que, de ce fait, une réunion avec ou sans Ndahimana avait pu se tenir avant son arrivée. De plus, vu le chaos qui régnait ce jour-là, il n'apparaît pas clairement que le témoin se trouvait à un endroit d'où il pouvait observer tout ce qui se passait à la paroisse. Enfin, alors que la plupart des témoins ont parlé de la présence du père Seromba à la paroisse le 15 avril 1994, le témoin ne l'a pas fait. Ce qui porte à croire que le témoin ne se trouvait pas à un endroit d'où il

⁹⁶⁶ Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 4 et 5.

⁹⁶⁷ Ibid., p. 24 à 26 ; pièce à conviction P.64B.

⁹⁶⁸ Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 25 à 29.

⁹⁶⁹ Ibid., p. 9 et 10.

⁹⁷⁰ Ibid., p. 33 à 35.

⁹⁷¹ Ibid., p. 17 et 18, 31 à 33.

⁹⁷² Ibid., p. 32 et 33.

⁹⁷³ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 22 et 23.

pouvait observer tout ce qui se passait à la paroisse ce jour-là⁹⁷⁴. La majorité relève toutefois que ND6 a décrit les événements survenus à l'église de manière détaillée et estime que, dans l'ensemble, la déposition de ce témoin est fiable et crédible, pour ce qui concerne ces événements.

5.3.1.23 Témoin à décharge ND12

508. Le témoin a dit ce qui suit: « [J]e pense avoir vu beaucoup de choses qui se sont produites à l'église... » ; il a ajouté qu'il aurait su, si le bourgmestre avait été présent à la paroisse de Nyange ce jour-là. La majorité a de sérieux doutes sur la fiabilité de cette affirmation, vu que le témoin s'était retranché à l'intérieur de l'église de Nyange lorsque les assaillants avaient commencé à lancer des grenades sur les réfugiés, pour ne pas parler du grand nombre de réfugiés qui se trouvaient à l'intérieur de l'église, de la médiocre visibilité à partir de l'intérieur de l'église et du caractère chaotique des événements survenus ce jour-là⁹⁷⁵. De ce fait, bien que la majorité ait conclu que le récit que le témoin a fait de ce qu'il avait vécu à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994 était crédible et fiable, la déposition de l'intéressé ne permet pas à la majorité de déterminer si Ndahimana était présent ou non ce jour-là. Elle relève en outre que ND12 connaît le témoin ND13 et est reconnaissant à ce dernier de lui avoir procuré un emploi. Elle note que les deux hommes ont voyagé ensemble pour venir à Arusha⁹⁷⁶. Toutefois, à la lumière de la déposition de l'un et l'autre témoins, la majorité n'a aucune raison de suspecter une éventuelle collusion entre ND12 et ND13. Elle note également que ND12 connaît le témoin ND11 et qu'ils étaient tous deux à l'église. Le risque de collusion entre ces deux témoins sera examiné à part, ci-après.

5.3.1.24 Témoin à décharge ND11

509. Le témoin est un rescapé tutsi des tueries survenues à la paroisse de Nyange⁹⁷⁷. Il a expliqué que, le 15 avril 1994, il se trouvait à l'intérieur de l'église de Nyange. Lorsque les assaillants étaient arrivés, il était sorti pour leur jeter des pierres. Puis, il s'était replié dans l'église. La majorité relève que le témoin a dit à l'audience que les réfugiés pouvaient voir ce qui se passait à l'extérieur, parce qu'ils se trouvaient dans le clocher de l'église et que, de là, ils avaient une vue bien dégagée sur ce qui se passait. Cependant, lorsque la question lui a été posée d'indiquer combien de temps il était resté dans le clocher de l'église, il a répondu : « On ne pouvait pas y aller et rester longtemps : on pouvait s'y rendre pendant deux minutes - il y avait des escaliers qui y menaient - et on revenait rapidement »⁹⁷⁸. Etant donné que le témoin se trouvait à l'intérieur de l'église avec plus de 1 000 autres réfugiés, la majorité n'est pas convaincue qu'il ait pu voir grand-chose de ce qui se passait à l'extérieur de l'église.

510. La majorité considère aussi important le témoignage de ND11 selon lequel Ndahimana l'avait secouru dans la nuit du 15 avril 1994⁹⁷⁹, ce qui donnait au témoin une raison de chercher à protéger l'accusé au procès.

511. La majorité note par ailleurs que ND11 et ND12 s'étaient enfuis de l'église ensemble le 15 avril 1994⁹⁸⁰. Le témoin ND11 a expliqué qu'ils étaient voisins à l'époque des faits et qu'ils le

⁹⁷⁴ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 10 à 13 (Le témoin a ajouté qu'un certain Rwarakabije, originaire de Kibilira, faisait partie des assaillants).

⁹⁷⁵ Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 13 (citation), 18 à 21.

⁹⁷⁶ Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 22 et 23 (huis clos).

⁹⁷⁷ Pièce à conviction D.85 ; compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 35 et 36.

⁹⁷⁸ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 50, 76 (citation).

⁹⁷⁹ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 43 et 49, 66 à 69.

sont encore aujourd'hui. Ils se voient pratiquement tous les jours et, pendant « la période de deuil », discutaient des événements de 1994. Ils ont en outre voyagé ensemble pour venir à Arusha, même s'ils n'ont pas été logés au même endroit⁹⁸¹.

512. La majorité fait observer toutefois que, si ND12 a affirmé qu'un bulldozer avait commencé à détruire l'église de Nyange le 15 avril 1994, ND11 a, quant à lui, seulement dit que le bulldozer était resté dans l'enceinte de l'église⁹⁸². De plus, alors que ND12 a dit que les gendarmes s'étaient battus contre les assaillants aux côtés des réfugiés le 15 avril, ND11 n'a, en ce qui le concerne, pas parlé du rôle des gendarmes, hormis le fait qu'un gendarme lui avait permis de s'enfuir de l'église à minuit⁹⁸³. Malgré ces divergences mineures, les deux dépositions sont très semblables et, de ce fait, la majorité est consciente du risque de collusion entre les deux témoins. Quoi qu'il en soit, les deux dépositions ont une valeur probante limitée.

5.3.1.25 Témoin à décharge ND7

513. Le témoin est une ancienne victime des attaques à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994. Elle a indiqué qu'il y avait des milliers de réfugiés à l'église de Nyange ce jour-là. Elle a soutenu avoir régulièrement regardé par la fenêtre du presbytère de Nyange pour voir ce qui se passait à l'extérieur. Elle a aussi dit à la barre que, si Ndahimana était arrivé à la paroisse ce jour-là, elle l'aurait su, car, chaque fois qu'une personnalité arrivait, les miliciens *Interahamwe* scandaient le nom de l'intéressé à haute voix et secouaient des feuilles de bananier, et elle n'avait pas entendu scander le nom de Ndahimana⁹⁸⁴.

514. Ayant visité le site qui à l'époque était la paroisse de Nyange, la majorité est d'avis que, de l'endroit où se trouvait ND7, elle ne pouvait pas voir grand-chose de ce qui se passait à l'extérieur du presbytère de Nyange ce jour-là. De plus, vu le nombre de personnes qui se trouvaient à l'église, le fait que le témoin se cachait et le caractère traumatisant des événements, la majorité conclut que ND7 pouvait ne pas forcément voir Ndahimana, si celui-ci avait été présent. Enfin, aucun autre témoin n'a indiqué que l'on secouait les feuilles de bananier ni que les noms des personnalités étaient scandés lorsque celles-ci arrivaient à la paroisse⁹⁸⁵. Par suite, bien que la majorité ait conclu que le récit de ce que le témoin avait vécu à Nyange le 15 avril 1994 était crédible et fiable, la déposition de ND7 ne lui permet pas de déterminer si Ndahimana était présent ou non à la paroisse de Nyange ce jour-là.

5.3.1.26 Témoin à décharge Charles Ruvurajabo

515. Le témoin Ruvurajabo a dit à l'audience que le pickup de couleur rouge appartenant à la commune était restée dans son garage à lui de la fin de 1993 jusqu'au moment où il s'était enfui à la mi-avril 1994, car elle nécessitait des réparations importantes, et la commune n'avait pas payé la

⁹⁸⁰ Comptes rendus des audiences du 19 janvier 2011 (témoin ND12), p. 9 et 10, et du 18 janvier 2011 (témoin ND11), p. 43 à 47, 58 et 59, 62 à 65.

⁹⁸¹ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 66.

⁹⁸² Comptes rendus des audiences du 19 janvier 2011 (témoin ND12), p. 7 à 10, et du 18 janvier 2011 (témoin ND11), p. 41 et 42, 45 à 47.

⁹⁸³ Comptes rendus des audiences du 19 janvier 2011 (témoin ND12), p. 7 à 10, 20 et 21, et du 18 janvier 2011 (témoin ND11), p. 41 à 43.

⁹⁸⁴ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 34 à 38.

⁹⁸⁵ Id.

somme requise pour réparer le véhicule⁹⁸⁶. La majorité conclut que la déposition du témoin est fiable et crédible. Elle est d'avis que l'intéressé n'aurait eu aucun motif de témoigner en faveur de Ndahimana. Elle relève ces propos tenus par le témoin : « [N]ous nous sommes cachés début mai », a-t-il dit, en ajoutant qu'il ne savait pas exactement quand « les *Interahamwe* [avaient] commencé à piller [leur] garage »⁹⁸⁷. Toutefois, à une question posée par la Chambre, le témoin a répondu : « [A]pproximativement, je dirais que c'est entre une semaine et une semaine et demie, après le 6 avril ». Le témoin se serait donc enfui vers le 15 ou le 16 avril 1994⁹⁸⁸.

516. La majorité conclut qu'il est peu probable que le véhicule ait été volé avant les attaques contre la paroisse de Nyange, et qu'il est encore moins probable que, après avoir été volé, il ait pu être réparé avant les attaques, dans la mesure où il nécessitait des réparations importantes. Quoi qu'il en soit, elle conclut que la déposition de Ruvurajabo jette des doutes sur celles des témoins à charge selon lesquelles le pickup de couleur rouge de la commune aurait été utilisé entre le 12 et le 16 avril 1994. De plus, elle rappelle que la lettre datée du 10 avril 1994, écrite par le préfet de Kibuye, contenait elle aussi une mention du fait que la commune ne disposait pas alors de véhicule⁹⁸⁹.

5.3.2 Utilisation des véhicules communaux pour le transport des assaillants

517. Dans le paragraphe 21 de l'acte d'accusation, le Procureur allègue que Ndahimana a mis à la disposition de ses subordonnés tels que Kayishema et Ndungutse plusieurs véhicules destinés à transporter les assaillants à la paroisse de Nyange. Il ressort de la preuve que, le 15 avril 1994, les assaillants sont arrivés à la paroisse à la fois à pied et à bord de véhicules. Le Procureur allègue que l'accusé, avec d'autres parties à l'entreprise criminelle commune, a aidé à organiser ce transport⁹⁹⁰.

518. Il ressort des dépositions que différents véhicules avaient été utilisés pour transporter les assaillants hutus. Le témoin CBK a mentionné le pickup Stout de couleur blanche appartenant au témoin CDZ et le véhicule de la commune de Kivumu, une Toyota Hilux de couleur rouge, qui auraient été utilisés pour amener les assaillants à l'église⁹⁹¹. D'après le témoin CBS, les autorités communales avaient réquisitionné le véhicule de CDZ pour transporter les assaillants⁹⁹².

519. Le témoin CNJ a dit être arrivé à l'église à bord d'un camion qui appartenait à la société Astaldi, mais qui était à ce moment-là utilisé par le bureau communal pour transporter les assaillants⁹⁹³. Ce témoignage est corroboré par CBR, qui a dit lors de sa déposition que lui-même et d'autres assaillants étaient montés à bord de camions appartenant à la société Astaldi, qui les avaient transportés à la paroisse de Nyange. D'après lui, le transport avait été organisé par les

⁹⁸⁶ Compte rendu de l'audience du 8 février 2011, p. 36 à 42.

⁹⁸⁷ Ibid., p. 42.

⁹⁸⁸ Compte rendu de l'audience du 10 février 2011, p. 37.

⁹⁸⁹ Voir pièce à conviction D.1 ; compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 58 à 60.

⁹⁹⁰ Acte d'accusation, par. 17 et 21.

⁹⁹¹ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 17 à 19, 65 et 66 (La commune de Kivumu n'avait qu'un seul véhicule, un pickup de couleur rouge).

⁹⁹² Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 28 et 29.

⁹⁹³ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 58 à 60.

autorités locales⁹⁹⁴. Le témoin YAU est la seule à avoir dit que le père Kanyiranga était arrivé à bord d'un bus avec un groupe de militaires munis de grenades⁹⁹⁵.

520. Des témoins à décharge qui se trouvaient parmi les assaillants ont également décrit la manière dont ils étaient arrivés à la paroisse de Nyange. Le témoin ND22 a dit que des Hutus étaient arrivés à bord de camions⁹⁹⁶. Le témoin ND6 a dit à la barre être allé à la paroisse à bord d'un camion appartenant à Mutuyimana⁹⁹⁷.

521. Après appréciation de cette déposition, la majorité conclut que le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable les allégations formulées au paragraphe 17 et 21 de l'acte d'accusation⁹⁹⁸. Il n'a pas démontré de manière convaincante que le véhicule du témoin CDZ avait été réquisitionné pour transporter les assaillants et inciter la population locale à attaquer les Tutsis à la paroisse de Nyange. S'agissant du véhicule Toyota Hilux de couleur rouge, la majorité a déjà dit que le témoignage à décharge de Ruvurajabo suscite des doutes quant au point de savoir si le véhicule communal était ou non en état de marche à ce moment-là (section 5.3.1.26 du chapitre III). De plus, elle a dit ailleurs dans le présent jugement qu'elle ne se fondera pas sur la déposition du témoin YAU en l'absence de corroboration (section 4.3.1.4 du chapitre III).

522. Il ressort de la preuve que des camions et des camionnettes avaient effectivement transporté les assaillants hutus à la paroisse de Nyange. Toutefois, hormis quelques témoins qui ont pensé que l'implication de Kayishema signifiait la participation des autorités locales, le Procureur n'a pas fourni d'éléments de preuve établissant que ces autorités, en particulier l'accusé, avaient *effectivement* mobilisé les moyens de transport décrits ci-dessus. Cette absence de preuves amène la majorité à conclure que le Procureur n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana et d'autres autorités communales avaient réquisitionné des véhicules et mobilisé d'autres moyens de transport pour transporter les assaillants à la paroisse de Nyange.

5.3.3 Alibi

523. La notification d'alibi déposée par la Défense le 3 septembre 2010 faisait état des activités suivantes de Ndahimana le 15 avril 1994 : 1) il se trouvait de 7 heures à 13 heures chez le docteur Ntawuruhunga, préparant les funérailles de celui-ci ; 2) à 13 heures, il avait quitté le domicile du médecin pour se rendre à Kibuye et y rencontrer le préfet Clément Kayishema ; 3) il était arrivé à Kibuye vers 15 heures et avait rencontré le préfet, rencontre après laquelle il avait effectué une courte visite au camp de la gendarmerie vers 16 heures ; 4) de 16 heures à 18 heures, il avait été sur la route pour rentrer à Kivumu ; 5) il était retourné au domicile du médecin vers 18 heures et y avait passé une heure ; 6) il s'était arrêté brièvement chez lui avant de se rendre à la paroisse de Nyange entre 19 h 30 et 20 heures⁹⁹⁹.

524. La Défense a invoqué les dépositions de plusieurs témoins à l'appui de cet alibi. Thérèse Mukabideri a dit à l'audience que Ndahimana était arrivé à Rufungu le 15 avril 1994, vers 5 ou 6 heures¹⁰⁰⁰. Béatrice Mukankusi a dit être arrivée à 11 heures aux funérailles et y avoir trouvé

⁹⁹⁴ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 20 et 21.

⁹⁹⁵ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 48 et 49.

⁹⁹⁶ Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 7 à 9.

⁹⁹⁷ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 9 et 10.

⁹⁹⁸ Acte d'accusation, par. 17 et 21.

⁹⁹⁹ Pièce de la Défense intitulée « *Notice of alibi* », 3 septembre 2010.

¹⁰⁰⁰ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 75 et 76.

Ndahimana¹⁰⁰¹. Toutefois, Anicet Tumusenge qui la conduisait a d'abord dit qu'ils y étaient arrivés « dans la matinée », avant de soutenir par la suite qu'ils y étaient peut-être arrivés vers midi¹⁰⁰². Léonille Murekeyisoni a dit être arrivée entre 11 heures et midi pour les funérailles et y avoir trouvé Ndahimana¹⁰⁰³.

525. S'agissant de la distance qui sépare Nyange de Rufungo, Thérèse Mukabideri l'a estimée à une dizaine de kilomètres, mais a dit que les routes étaient en très mauvais état¹⁰⁰⁴. Béatrice Mukankusi a dit avoir quitté son domicile situé dans le secteur de Nyange vers 10 heures¹⁰⁰⁵ et être arrivée à Rufungo peu avant 11 heures¹⁰⁰⁶. La majorité en conclut que la distance entre Nyange et Rufungo peut être parcourue en une heure environ.

526. Thérèse Mukabideri est la seule personne qui ait dit avoir vu l'accusé à 5 ou 6 heures le 15 avril 1994, parce que l'intéressé devait mettre la dernière main à l'organisation des obsèques¹⁰⁰⁷. Elle est aussi la seule qui pouvait indiquer à quel moment Ndahimana était arrivé, puisqu'elle était l'hôtesse et que les autres témoins étaient arrivés par la suite dans la matinée. La majorité rappelle que la déposition du témoin était très clairement présentée et très détaillée, et qu'elle n'a pas été ébranlée lors du contre-interrogatoire. Elle rappelle aussi que le témoin n'a pas essayé de nier le fait que Ndahimana était un ami de sa famille, mais a maintenu que sa déposition n'était pas motivée par un désir d'aider Ndahimana¹⁰⁰⁸. La présence de l'accusé au domicile de Mukabideri a été confirmée par d'autres témoins, qui ont dit que l'intéressé était occupé à organiser les obsèques lorsqu'ils étaient arrivés entre 11 heures et midi. Lors de l'appréciation de la crédibilité des éléments de preuve à décharge, la majorité a estimé que la notification d'alibi avait été déposée dans les délais, avant le début du procès. Sur la base des circonstances qui précèdent, la majorité conclut que l'alibi peut raisonnablement être plausible et qu'elle doit, dès lors, y ajouter foi¹⁰⁰⁹. Elle juge prouvé que l'accusé se trouvait à Rufungo le 15 avril 1994 dès 5 ou 6 heures.

527. La majorité s'est penchée par ailleurs sur le fait que, à un moment donné au cours des funérailles, Ndahimana avait quitté Rufungo pour aller voir le préfet à Kibuye. Anicet Tumusenge a dit avoir quitté les lieux avec Ndahimana vers 13 heures¹⁰¹⁰. Léonille Murekeyisoni a constaté que l'accusé n'était plus au lieu des funérailles vers 13 heures ou 14 heures¹⁰¹¹. Le préfet Kayishema a confirmé que Ndahimana était arrivé à son bureau vers 14 heures et que leur rencontre avait duré de 30 à 40 minutes¹⁰¹². Le témoin ND13 a dit à l'audience avoir vu Ndahimana le 15 avril 1994 au

¹⁰⁰¹ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 50 à 52.

¹⁰⁰² Compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 7 et 8, 13 et 14.

¹⁰⁰³ Compte rendu de l'audience du 10 février 2011, p. 8 à 13, 20 et 21.

¹⁰⁰⁴ Compte rendu de l'audience du 8 février 2011, p. 18 et 19.

¹⁰⁰⁵ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 4 à 6, 14 à 16. Voir aussi la pièce à conviction D.101.

¹⁰⁰⁶ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 50 à 52.

¹⁰⁰⁷ Ibid., p. 75 et 76.

¹⁰⁰⁸ Compte rendu de l'audience du 8 février 2011, p. 21 (« Non, Madame la Procureur, je ne suis pas d'accord avec vous. Ce que je dis, c'est ce que j'ai vu. Je ne peux pas affirmer ce qui n'est pas juste pour le défendre. Ndahimana, il était [un] ami, mais j'aimerais vous dire, Madame le Procureur, que, même pour les élections, il est venu me demander de voter pour lui, mais je lui ai dit : "Je suis membre d'un autre parti, je ne vais pas voter pour toi." Ce que j'ai fait... Donc, je ne peux pas faire... je ne peux pas le défendre pour le défendre. Ce que j'ai dit, c'est ce que j'ai vu »).

¹⁰⁰⁹ Arrêt *Nahimana et consorts*, par. 414 ; arrêt *Kamuhanda*, par. 38 ; arrêt *Kajelijeli*, par. 41 ; arrêt *Musema*, par. 205 et 206.

¹⁰¹⁰ Compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 13 et 14.

¹⁰¹¹ Compte rendu de l'audience du 10 février 2011, p. 11 à 13.

¹⁰¹² Comptes rendus des audiences du 18 avril 2011, p. 39 et 40, 72 et 73, et du 19 avril 2011, p. 8 et 9.

moment où celui-ci quittait le bureau du préfet¹⁰¹³. Mukabideri et Tumesenge ont tous deux dit que l'accusé était retourné à Rufungu entre 18 heures et 19 heures, mais qu'il n'y était pas resté longtemps avant de repartir¹⁰¹⁴.

528. Se penchant maintenant sur la teneur de la conversation que Ndahimana aurait eue avec le préfet Kayishema, la majorité relève que seul ce dernier a pu donner un témoignage de première main. Les éléments de preuve fournis par d'autres témoins à décharge étaient entièrement des preuves par ouï-dire. La majorité s'est déjà dite préoccupée quant à la fiabilité du préfet Kayishema et a conclu que celui-ci avait pu avoir des motifs de déposer en faveur de l'accusé. En l'absence d'autres éléments de preuve fiables, elle n'est pas convaincue de la teneur de la conversation entre les deux hommes telle que rapportée par Kayishema.

529. Toutefois, sur la base de témoignages corroborés, la majorité conclut qu'il est raisonnablement plausible que l'accusé n'ait pas été présent à la paroisse de Nyange lors de la commission des crimes survenus dans l'après-midi, l'intéressé étant reparti de Rufungu vers 13 heures pour aller rencontrer plusieurs personnes, dont le préfet, avant de retourner ensuite à Rufungu vers 18 ou 19 heures¹⁰¹⁵. En pareilles circonstances, il n'est plus besoin pour la majorité d'examiner l'objection soulevée par la Défense au motif que l'accusé n'a pas reçu de notification adéquate à propos de l'ordre de commencer l'attaque du 15 avril 1994¹⁰¹⁶.

530. Enfin, la Défense elle-même soutient que, après le retour de Ndahimana de Rufungu, entre 19 h 30 et 20 heures, l'accusé s'était brièvement arrêté chez lui avant de poursuivre sa route pour se rendre à la paroisse de Nyange¹⁰¹⁷. La majorité n'a aucune raison de douter du bien-fondé de cet argument. Ayant conclu que l'alibi peut raisonnablement être plausible, elle recherchera maintenant si le caractère raisonnable de l'alibi a été ou non mis à mal par des éléments de preuve convaincants établissant que Ndahimana se trouvait à la paroisse de Nyange ce jour-là.

¹⁰¹³ Compte rendu de l'audience du 17 janvier 2011, p. 38 et 39, 43.

¹⁰¹⁴ Comptes rendus des audiences du 7 février 2011, p. 76 et 77, et du 12 mai 2011, p. 10 à 12, 15 à 19.

¹⁰¹⁵ Pour la majorité, la déposition d'Anicet Tumesenge est particulièrement convaincante, car elle est détaillée et cohérente, outre le fait que ce témoin est le seul à avoir accompagné l'accusé dans ses déplacements (section 5.3.1.16 du chapitre III). M. Tumesenge a dit que, dès qu'ils avaient quitté Rufungu, Ndahimana lui avait dit qu'il se rendait à la préfecture parce qu'il y avait des problèmes de sécurité dans le secteur de Nyange (compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 10). Il a ensuite dit avoir conduit Ndahimana à la préfecture et avoir attendu dans la voiture pendant que Ndahimana rencontrait le préfet dans le bureau de ce dernier, où l'accusé avait passé une quarantaine à une soixantaine de minutes. Ndahimana était ressorti du bureau avec le préfet ; le témoin n'avait su qu'il s'agissait du préfet que lorsque Ndahimana le lui avait dit (compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 8 à 10). Ndahimana avait alors fait savoir au témoin que le préfet lui avait dit qu'il n'y avait ni militaires ni gendarmes disponibles (compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 10). Après la visite au préfet, le témoin avait conduit Ndahimana à la gendarmerie, où il avait attendu une trentaine de minutes dans la voiture, alors que Ndahimana était dans le bureau de la gendarmerie. Après cela, il avait emmené Ndahimana chez un agronome du nom de Janvier, puis il était retourné à Rufungu avec Ndahimana (compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 10 à 12). La majorité rappelle que la distance séparant la maison à Rufungu de la préfecture de Kibuye est de 37,7 kilomètres, selon le procès-verbal intitulé « *Report on Site Visit* » établi le 13 juin 2011, par. 6 iii).

¹⁰¹⁶ Voir, par exemple, les comptes rendus des audiences du 21 septembre 2011, p. 79 à 81, et du 22 septembre 2011, p. 14 à 16.

¹⁰¹⁷ Pièce de la Défense intitulée « *Notice of Alibi* », 3 septembre 2010.

482

5.3.4 Réunions

5.3.4.1 Lieu et objet des réunions tenues dans la matinée

531. À l'appui du paragraphe 25 de l'acte d'accusation, le Procureur allègue qu'au moins deux réunions se sont tenues avant l'attaque de l'église de Nyange le 15 avril 1994, l'une dans le bâtiment de la CODECOKI ou à la statue de la Vierge Marie et l'autre au presbytère de Nyange. La distance qui sépare les deux endroits semble très courte. L'accusé a donc pu prendre part aux deux réunions en se déplaçant entre les deux endroits en très peu de temps. La majorité se penchera sur ces deux réunions l'une après l'autre.

5.3.4.2 Réunions tenues au presbytère de Nyange ou à la paroisse avant les attaques

532. Le témoin CBY a dit à la barre avoir vu Ndahimana, l'IPJ Kayishema, Ndungutse, Kanyarukiga et Théodomir arriver dans la cour intérieure du presbytère de Nyange vers 8 heures et y rencontrer les prêtres. Il a expliqué qu'après leur discussion les autorités « [étaient] sorties »¹⁰¹⁸.

533. Le témoin CBK a dit que, vers 9 heures, Seromba, Ndahimana, Kayishema, Kanyarukiga, Mbakilirehe, le témoin CDL et des conseillers s'étaient réunis dans le bureau de l'évêque situé dans le bâtiment où résidaient les prêtres. Il n'avait pas pu entendre ce que les intéressés se disaient, mais, après la réunion, il avait vu le groupe parler aux assaillants hutus. À la suite de cette discussion, une attaque de grande envergure avait été lancée contre l'église¹⁰¹⁹.

534. Le témoin YAU a dit lors de sa déposition que le père Kanyiranga, l'IPJ Kayishema, Ndahimana, Kanyarukiga et le père Seromba avaient participé à une réunion tenue devant le secrétariat à un moment de « l'avant midi ». Peu après, le père Seromba avait rencontré un groupe de miliciens *Interahamwe* et les tueries avaient commencé¹⁰²⁰.

535. Après appréciation des détails concernant la crédibilité des témoins, la majorité conclut que les dépositions des témoins à charge ne concordent pas à propos de l'heure précise à laquelle la réunion s'est tenue¹⁰²¹, du lieu où elle s'est tenue¹⁰²² ou des conséquences qui en ont résulté¹⁰²³.

¹⁰¹⁸ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 38 (huis clos).

¹⁰¹⁹ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010, p. 13 à 17, 70 et 71 (Parmi les policiers présents, le témoin avait reconnu Adrien Marahamu, Mbungira, Kibyutsa et Leonal), et du 4 novembre 2010, p. 2 (Le témoin a ajouté que les policiers portaient des fusils. À sa connaissance, ils avaient des Kalachnikovs et « un autre type de fusil qui ne tire pas beaucoup de balles à la fois »).

¹⁰²⁰ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 48.

¹⁰²¹ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 13 à 15 (Il a affirmé que les autorités s'étaient réunies à 9 heures), et du 15 septembre 2010 (témoin YAU), p. 48 et 49 (Elle a affirmé que les autorités s'étaient réunies « dans la matinée »).

¹⁰²² Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 13 à 15 (Il a dit que le fait était survenu dans la chambre de l'évêque située dans le bâtiment où résidaient les prêtres), du 15 septembre 2010 (témoin YAU), p. 48 et 49 (Elle a dit que c'était devant le secrétariat). La majorité relève que, même si ces endroits étaient proches, les témoins ont été précis dans leur description du lieu où la réunion s'était tenue.

¹⁰²³ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 13 à 15, 70 et 71 (Il a dit avoir vu les autorités s'entretenir avec les assaillants hutus après la réunion), et du 15 septembre 2010 (témoin YAU), p. 48 et 49 (Elle a dit que, après la réunion, le père Seromba avait rencontré un groupe de miliciens *Interahamwe* et la tuerie avait commencé. Si elle a parlé de Ndahimana pour ce qui est de la réunion, cependant, à l'en croire, ce n'était que Seromba qui avait parlé aux assaillants).

4816

5.3.4.3 Réunion dans le bâtiment de la CODECOKI/à la Statue de la Vierge Marie

536. Le témoin CNJ était arrivé à la statue de la Vierge Marie entre 11 heures et 13 heures. Les combats avaient déjà commencé¹⁰²⁴. À son arrivée, il avait vu Ndahimana avec l'IPJ Kayishema, le pharmacien Kanyarukiga et un certain Ndungutse à la statue de la Vierge Marie. Ndahimana avait accueilli le groupe d'assaillants¹⁰²⁵. Kayishema avait alors conduit les assaillants à l'endroit où ils devaient attaquer les Tutsis. À un moment donné, un militaire à la retraite dénommé Rukara avait lancé trois grenades sur les Tutsis, qui avaient alors commencé à se replier¹⁰²⁶.

537. Le témoin CDK a dit à la barre être arrivé à la paroisse de Nyange entre 11 heures et 11 h 30 et avoir trouvé que Ndahimana, Seromba, Kanyarukiga et Ndungutse tenaient une réunion dans le bâtiment de la CODECOKI¹⁰²⁷. Sa déposition semble indiquer qu'une attaque avait eu lieu peu après la fin de la réunion, mais le témoin n'a pas précisé combien de temps la réunion avait duré¹⁰²⁸.

538. Le témoin CBS, un réfugié, a dit lors de sa déposition avoir vu Ndahimana avec Kayishema et des policiers armés à la statue de la Vierge Marie vers 8 heures. Il a affirmé qu'« [i]l était évident que c'[était] le groupe de Ndahimana qui donnait des instructions aux assaillants »¹⁰²⁹, pour l'attaque qui avait commencé vers 9 heures¹⁰³⁰.

539. Le témoin CBR, qui avait participé aux attaques ce jour-là, avait vu les autorités suivantes dans le bâtiment de la CODECOKI : Ndahimana, Ndungutse, Kanyarukiga, Kayishema, Murangwabugabo, Habarugira et d'autres autorités¹⁰³¹. Lorsque les autorités étaient sorties de la réunion, Ndahimana avait dit aux assaillants : « Messieurs, commencez à travailler »¹⁰³². Le témoin a pu seulement dire que cette réunion s'était tenue avant une attaque qui avait commencé entre 11 heures et midi¹⁰³³.

540. À supposer même que le bâtiment de la CODECOKI et la statue de la Vierge Marie renvoient au même endroit, la majorité constate que, là encore, les éléments de preuve à charge varient considérablement pour ce qui est du moment où la réunion alléguée s'est tenue. En fonction du témoin qui donne l'indication, l'heure à laquelle s'est tenue la réunion varie entre 8 heures et midi¹⁰³⁴. La majorité ne s'attend certes pas à ce que chacun des témoins puisse donner l'heure exacte de la survenue d'événements auxquels il a assisté il y a de cela 17 ans, mais il se trouve toutefois que, en l'occurrence, l'heure de cette réunion revêt une grande importance s'agissant du commencement des attaques.

¹⁰²⁴ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 56 et 57, 61 et 62.

¹⁰²⁵ Comptes rendus des audiences du 4 novembre 2010, p. 55 à 57, et du 5 novembre 2010, p. 24 à 27 (huis clos), p. 33 et 34.

¹⁰²⁶ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 57 à 61.

¹⁰²⁷ Compte rendu de l'audience du 8 novembre 2010, p. 35 à 37.

¹⁰²⁸ Ibid., p. 37 et 38.

¹⁰²⁹ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 22.

¹⁰³⁰ Ibid., p. 26 à 28.

¹⁰³¹ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 20 et 21, et du 2 novembre 2010, p. 19 et 20.

¹⁰³² Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 21.

¹⁰³³ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 22 et 23.

¹⁰³⁴ Comptes rendus des audiences du 8 novembre 2010 (témoin CDK), p. 35 à 37 (Il a dit que la réunion s'était tenue entre 11 heures et 11 h 30), du 6 septembre 2010 (témoin CBS), p. 20 à 23 (Pour lui, c'était à 8 heures), et du 2 novembre 2010 (témoin CBR), p. 22 et 23 (Pour lui, c'était quelque temps avant l'attaque qu'il a située entre 11 heures et midi).

541. Un examen détaillé des dépositions à charge montre que les éléments de preuve ne sont pas concordants au sujet des deux réunions alléguées. D'abord, on ne sait pas clairement laquelle des deux réunions s'était tenue en premier ni laquelle avait déclenché l'attaque. Plus important encore : l'heure à laquelle les deux réunions s'étaient tenues par rapport au début de l'attaque ne ressort pas clairement des éléments de preuve.

542. La majorité ne s'appuiera pas sur la déposition de CNJ, seul témoin à avoir affirmé à l'audience que les gens jetaient déjà des pierres lorsque les autorités s'étaient réunies à la statue de la Vierge Marie¹⁰³⁵.

543. Les témoins CBT et CDL n'ont pas parlé de réunion ; ce qui peut toutefois s'expliquer par le fait qu'ils étaient peut-être arrivés après les deux réunions alléguées au paragraphe 25 de l'acte d'accusation. Le témoin CBT était arrivé entre 11 h 30 et midi, après que Rukara eut jeté une grenade sur les réfugiés et après que ceux-ci se furent repliés vers l'église de Nyange¹⁰³⁶. Il a indiqué que l'attaque contre l'église avait commencé vers 13 heures¹⁰³⁷. Quant au témoin CDL, selon lui, la bataille à coups de pierres avait commencé presque au même moment où il était arrivé à l'église, soit entre 10 heures et 11 heures¹⁰³⁸. Il a en outre expliqué avoir entendu une grenade exploser vers 12 heures et être retourné à l'église¹⁰³⁹.

544. Il ressort des éléments de preuve qui précèdent que les deux réunions se seraient tenues au moins avant 11 heures. Cette constatation est confortée par les dépositions des témoins CBK et CBY. En effet, selon le témoin CBK, l'attaque avait commencé immédiatement après une réunion tenue vers 9 heures dans le bâtiment où résidaient les prêtres¹⁰⁴⁰. D'après CBY, l'attaque avait commencé immédiatement après une réunion tenue vers 8 heures au presbytère¹⁰⁴¹. Le témoin YAU n'a pas donné d'indication claire de temps¹⁰⁴².

545. Cependant, d'autres éléments de preuve tendent à montrer que l'attaque avait commencé après 11 heures. Le témoin CDK était arrivé à l'église entre 11 heures et 11 h 30¹⁰⁴³. Il a précisé à l'audience que, après une réunion tenue dans le bâtiment de la CODECOKI, les Hutus avaient commencé à jeter des pierres sur les Tutsis, que, ensuite, Rukara avait lancé une grenade, que les Tutsis avaient été repoussés dans l'église de Nyange et que l'attaque s'était poursuivie¹⁰⁴⁴. Le témoin CBR a estimé que l'attaque avait commencé après une réunion tenue dans le bâtiment de la CODECOKI entre 11 heures et midi¹⁰⁴⁵. Il a dit que les Hutus avaient commencé à jeter des pierres sur les Tutsis, puis que Rukara avait lancé des grenades sur ceux-ci, qui avaient commencé à se replier vers l'église. L'attaque s'était alors poursuivie¹⁰⁴⁶.

¹⁰³⁵ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 57 et 58.

¹⁰³⁶ Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 39 à 42, 69 à 71.

¹⁰³⁷ Ibid., p. 49 et 50.

¹⁰³⁸ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 7 et 8, et du 18 novembre 2010, p. 17 à 19.

¹⁰³⁹ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 8 et 9.

¹⁰⁴⁰ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 13 à 17, 70 et 71.

¹⁰⁴¹ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 34 à 36.

¹⁰⁴² Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 48 (« [A]vant midi »).

¹⁰⁴³ Compte rendu de l'audience du 8 novembre 2010, p. 35 et 36.

¹⁰⁴⁴ Ibid., p. 37 à 40.

¹⁰⁴⁵ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 22 et 23.

¹⁰⁴⁶ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 21 à 25, et du 2 novembre 2010, p. 23 à 25.

4796

546. La majorité constate que ces thèses sont difficiles à concilier. Alors que pour les témoins CBK et CBY l'attaque par jet de pierres avait commencé juste après la réunion tenue au presbytère vers 8 heures ou 9 heures, les témoins CDK et CBR ont, quant à eux, dit à la barre que cette attaque par jet de pierres avait commencé juste après la réunion tenue dans le bâtiment de la CODECOKI ou à la statue de la Vierge Marie vers 11 heures.

547. Une troisième version de la manière dont l'attaque avait commencé est fournie par le témoin CBS, qui se trouvait à la place de l'église de Nyange dans la matinée du 15 avril 1994, mais qui n'a parlé d'aucune réunion tenue au presbytère¹⁰⁴⁷. Il a indiqué à l'audience que l'attaque avait commencé vers 9 heures¹⁰⁴⁸. Toutefois, peu avant, à 8 heures, il avait vu Ndahimana et Kayishema accompagnés de policiers armés à la statue de la Vierge Marie. Il a ajouté : « Il était évident que c'[était] le groupe de Ndahimana qui donnait des instructions aux assaillants »¹⁰⁴⁹.

548. Sur la base des circonstances qui précèdent, la majorité conclut que les dépositions des témoins à charge ne concordent pas suffisamment pour prouver au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana a participé à une réunion au presbytère de Nyange dans la matinée du 15 avril 1994. Aucun élément de preuve n'a été produit concernant la teneur de cette réunion et le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable que l'accusé avait ordonné à ses subordonnés allégués de commencer les tueries. Le Procureur n'a pas davantage prouvé que l'accusé avait planifié ou encouragé les tueries commises plus tard ce jour-là. Les éléments de preuve à charge ne mettant pas à mal l'alibi qui a été jugé raisonnablement plausible, celui-ci est par suite retenu¹⁰⁵⁰.

5.3.4.4 Événements survenus après les réunions alléguées

549. Il est allégué dans les paragraphes 26 à 28 de l'acte d'accusation que, durant les attaques, Ndahimana, le père Seromba, l'IPJ Kayishema, Kanyarukiga et d'autres personnes étaient présents, donnant des ordres aux assaillants, les incitant à agir et les supervisant, en leur fournissant des armes et du carburant pour tenter de brûler vifs les réfugiés tutsis dans l'église de Nyange. Cette tentative ayant échoué, Ndahimana et les autres parties à l'entreprise criminelle commune ont tenu une réunion au presbytère de Nyange pour planifier de nouvelles attaques contre les Tutsis¹⁰⁵¹.

550. Les témoins CDK, CBS, CBR, CBY, ND22, ND6 et ND12 ont dit avoir assisté après les réunions au début de l'attaque, lorsque les Hutus avaient commencé à jeter des pierres sur les réfugiés. Une ou plusieurs grenades ayant ensuite été lancées par un réserviste du nom de Rukara sur les Tutsis, ceux-ci s'étaient repliés vers l'église de Nyange¹⁰⁵². Aucun élément de preuve n'a été produit pour montrer que Rukara a agi sur ordre de l'accusé.

¹⁰⁴⁷ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 22 et 23.

¹⁰⁴⁸ Ibid., p. 26 à 28.

¹⁰⁴⁹ Ibid., p. 22.

¹⁰⁵⁰ Comptes rendus des audiences du 21 septembre 2011, p. 79 à 81, et du 22 septembre 2011, p. 14 à 16.

¹⁰⁵¹ Compte rendu de l'audience du 21 septembre 2011, p. 4 et 5, 18 à 21, 36 à 40.

¹⁰⁵² Comptes rendus des audiences du 8 novembre 2010 (témoin CDK), p. 36 à 40, du 6 septembre 2010 (témoin CBS), p. 20 à 23, du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 22 à 25, du 2 novembre 2010 (témoin CBR), p. 23 à 25, du 9 novembre 2010 (témoin CBY), p. 61 et 62, du 10 novembre 2010 (témoin CBY), p. 37 et 38 (huis clos), du 20 avril 2011 (témoin ND22), p. 6 à 9, du 27 janvier 2011 (témoin ND6), p. 13 et 14, du 19 janvier 2011 (témoin ND12), p. 7 à 9, 18 à 21, 16 et 17, du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 56 et 57, et du 5 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 24 à 27 (huis clos), p. 33 et 34 (Il est le seul à avoir dit que les combats avaient déjà commencé quand Ndahimana et d'autres personnes « [avaient] accueilli[] » les assaillants au niveau de la statue de la Vierge Marie).

5.3.5 Assaillants couverts de feuilles de bananier

551. Le Procureur allègue dans l'acte d'accusation que Ndahimana a ordonné aux assaillants de se couvrir de feuilles de bananier pour se faire distinguer des Tutsis¹⁰⁵³. La majorité relève que certains des assaillants hutus ont utilisé des feuilles de bananier ou d'autres types de feuilles à cette fin¹⁰⁵⁴. Toutefois, seul le témoin CNJ a affirmé que l'ordre donné aux assaillants de se couvrir de feuilles de bananier émanait de Ndahimana¹⁰⁵⁵. La majorité a déjà dit qu'elle ne s'appuierait pas sur la déposition de ce témoin complice si celle-ci n'est pas corroborée (section 4.3.1.11 du chapitre III). En conséquence, elle conclut que le Procureur n'a pas prouvé cette allégation au-delà de tout doute raisonnable.

5.3.6 Attaque contre l'église de Nyange le 15 avril 1994

552. La majorité rappelle qu'elle n'a pas pu déterminer à partir des éléments de preuve versés au dossier le moment précis où les attaques du 15 avril 1994 contre l'église de Nyange avaient commencé. Toutefois, les éléments de preuve contiennent une description plutôt cohérente de la manière dont l'attaque a été menée. Tutsis et Hutus ont commencé à se jeter des pierres. Ensuite, un certain Rukara a lancé une ou plusieurs grenades ; les réfugiés se sont repliés dans l'église, au presbytère de Nyange et dans un bois tout proche. À la suite des attaques à la grenade et au repli qui s'en est suivi, les assaillants se sont dirigés vers l'église et ont tué les réfugiés qui se trouvaient encore dans la cour de celle-ci.

5.3.6.1 *Participation de Ndahimana à l'attaque contre l'église de Nyange et présence de l'accusé lors de l'attaque*

553. Trois témoins ont dit à l'audience que Ndahimana avait donné l'ordre de commencer l'attaque. Le témoin CBT a indiqué que Ndahimana se trouvait dans la cour de l'église de Nyange, que l'accusé avait pris un fusil que tenait un ancien militaire du nom de Kabalisa et qu'il avait tiré une fois sur le clocher de l'église pour donner le signal du déclenchement de l'attaque¹⁰⁵⁶. Le témoin CNJ a dit que Ndahimana « a[vait] ordonné aux policiers communaux de tirer sur les personnes qui essayaient de se cacher dans le clocher de l'église ». L'accusé avait ensuite confisqué les fusils de deux gendarmes et de trois policiers communaux qui avaient refusé d'obéir à ses ordres¹⁰⁵⁷. Le témoin CBR a précisé que, de l'extérieur du bâtiment de la CODECOKI, Ndahimana avait donné des ordres aux assaillants, en leur disant : « Messieurs, commencez à travailler », ce qui pour les assaillants signifiait qu'il fallait commencer à attaquer les Tutsis¹⁰⁵⁸. La majorité s'est dite préoccupée par la crédibilité et la fiabilité de chacun de ces témoins. En particulier, tel qu'exposé en

¹⁰⁵³ Acte d'accusation, par. 27.

¹⁰⁵⁴ Comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010 (témoin CBT), p. 39 et 40 (Certaines personnes portaient des feuilles de bananier ou d'eucalyptus), du 8 novembre 2010 (témoin CDK), p. 35 et 36 (Certains assaillants s'étaient couverts de feuilles de bananier), du 10 novembre 2010 (témoin CBY), p. 40 et 41 (huis clos), p. 78 et 79 (Les assaillants portaient des feuilles de bananier), du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 17 et 18, du 4 novembre 2010 (témoin CBK), p. 57 et 58 (Les assaillants portaient des feuilles de bananier et de petites branches de cyprès pour se faire distinguer des réfugiés), du 6 septembre 2010 (témoin CBS), p. 25 et 26 (Les assaillants s'étaient déguisés avec des feuilles de bananier pour se faire distinguer des réfugiés), et du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 38 et 39 (Certains portaient leurs propres vêtements, tandis que d'autres étaient couverts de feuilles de bananier).

¹⁰⁵⁵ Comptes rendus des audiences du 4 novembre 2010, p. 56 et 57, et du 5 novembre 2010, p. 24 et 25 (huis clos).

¹⁰⁵⁶ Comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010, p. 43 et 44, 49 et 50, et du 8 septembre 2010, p. 6 et 7, 12 et 13, 15 à 18, 20 et 21.

¹⁰⁵⁷ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 60 à 63.

¹⁰⁵⁸ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 20 à 22.

détail ci-dessous, la majorité émet des doutes sur l'allégation de CNJ selon laquelle le brigadier Mbakilirehe avait refusé de tirer. En outre, les divergences entre les trois récits ne permettent pas à la majorité de conclure au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana avait incité les assaillants à attaquer ou que l'accusé était physiquement présent le 15 avril 1994 pour donner à ceux-ci l'ordre de commencer les tueries. De surcroît, ce témoignage est contredit par celui de YAU, qui a dit lors de sa déposition que les tueries avaient commencé immédiatement après que le père Seromba eut parlé aux *Interahamwe*¹⁰⁵⁹.

554. Un certain nombre de témoins à charge ont dit à la barre que Ndahimana était présent à un moment donné de l'attaque. Les témoins CDK, CBR, CBT et CNJ ont chacun affirmé que Ndahimana était présent au début de l'attaque, mais qu'il avait ensuite quitté les lieux vers 13 heures ou 14 heures pour se rendre à des funérailles à Rufungu¹⁰⁶⁰. Le témoin YAU a dit que Ndahimana se trouvait à la paroisse de Nyange « au moment où [l]es meurtres se produisaient » et CBI a dit avoir vu Ndahimana lors de l'attaque¹⁰⁶¹.

555. Toutefois, d'autres témoins à charge, à savoir CBY, CDL, CBK, CBS et CBN, qui étaient tous présents lors de l'attaque, n'ont pas indiqué à l'audience que Ndahimana était présent. De plus, les témoins à décharge ND24, ND22, ND6, ND12, ND11 et ND7 ont, pour leur part, tous affirmé que Ndahimana n'était pas présent lors de l'attaque¹⁰⁶².

556. La majorité met en exergue tout particulièrement la déposition du témoin CDL, qui a dit n'avoir pas vu Ndahimana à la paroisse de Nyange jusque dans la soirée du 15 avril 1994¹⁰⁶³. Les témoins CNJ, CBT, ND12 et ND7 ayant affirmé que le témoin CDL faisait partie des ceux qui avaient dirigé l'attaque, il semble que, si Ndahimana avait été lui aussi présent, l'accusé et CDL auraient très probablement été ensemble¹⁰⁶⁴.

¹⁰⁵⁹ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 48 et 49.

¹⁰⁶⁰ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010 (témoin CDK), p. 21 à 23, du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 28 et 29, du 2 novembre 2010 (témoin CBR), p. 25 à 27, du 7 septembre 2010 (témoin CBT), p. 43 et 44, du 8 septembre 2010 (témoin CBT), p. 5 et 6, 10 et 11, 15 à 17, et du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 63 et 64.

¹⁰⁶¹ Comptes rendus des audiences du 15 septembre 2010 (témoin YAU), p. 48 et 49, et du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 42 et 43.

¹⁰⁶² Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010 (témoin CBY), p. 21 à 23 (Ndahimana était parti juste après la réunion, avant le début de l'attaque), du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 16 et 17 (Il avait vu Ndahimana vers 18 h 30, après la fin des attaques), du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 69 à 71, et du 4 novembre 2010 (témoin CBK), p. 1 et 2 (Il avait vu Ndahimana à une réunion dans la matinée, ne l'avait pas vu après 10 heures et ne l'avait plus revu que dans la soirée vers 19 heures, lorsque l'accusé était retourné à l'église de Nyange pour une autre réunion); pièce à conviction D.4 (témoin CBS), p. 4 (Le témoin parle d'une visite de Ndahimana le jeudi, mais dit n'avoir pas vu l'intéressé le jour de l'attaque); comptes rendus des audiences du 13 septembre 2010 (témoin CBN), p. 25 à 27 (Aucune mention de Ndahimana dans la description de l'attaque du 15 avril 1994), p. 62 et 63 (Ndahimana n'était pas l'un de ceux qui avaient dirigé les attaques), du 14 septembre 2010 (témoin CBN), p. 10 et 11 (Il n'avait pas vu Ndahimana le 15 avril 1994), du 21 février 2011 (témoin ND24), p. 15 à 17 (Il n'avait vu Ndahimana que vers 20 heures ou 21 heures), du 20 avril 2011 (témoin ND22), p. 7 à 9 (Durant l'attaque, Kayishema avait demandé à Ndungutse où était Ndahimana), du 27 janvier 2011 (témoin ND6), p. 15 à 17 (Il n'avait pas vu Ndahimana à l'église de Nyange le 15 avril 1994), du 19 janvier 2011 (témoin ND12), p. 8 et 9 (Il n'avait pas vu Ndahimana à l'église de Nyange le 15 avril 1994), du 18 janvier 2011 (témoin ND11), p. 39 à 41 (Il n'avait pas vu Ndahimana à l'église de Nyange ce jour-là), et du 24 janvier 2011 (témoin ND7), p. 9 et 10 (Il n'avait pas vu Ndahimana au presbytère de Nyange jusqu'à 20 heures ou 21 heures).

¹⁰⁶³ Compte rendu de l'audience du 18 novembre 2010, p. 25 à 27 (huis clos).

¹⁰⁶⁴ Compte rendu de l'audience du 5 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 13 et 14 (huis clos); pièce à conviction D.9 (« Tout ce travail était supervisé par le juge Habiyaambere et le témoin CDL »); comptes rendus des audiences du 19 janvier 2011 (témoin ND12), p. 7 et 8, et du 24 janvier 2011 (témoin ND7), p. 33 et 34.

476-61

557. En conclusion, la majorité juge que le Procureur n'a pas fourni d'éléments de preuve suffisamment crédibles pour mettre à mal le caractère raisonnable de l'alibi de l'accusé. Les éléments de preuve à charge présentés ne sont pas suffisants pour établir au-delà de tout doute raisonnable que, le 15 avril 1994, Ndahimana avait ordonné à des assaillants de « commence[r] à travailler » et que l'attaque avait été lancée à la suite à cet ordre. Le Procureur n'a pas non plus prouvé au-delà de tout doute raisonnable que la responsabilité de Ndahimana était engagée pour avoir donné des ordres aux assaillants, avoir incité ceux-ci à agir et pour avoir supervisés les intéressés en leur fournissant des armes et du carburant pour tenter de brûler vifs les Tutsis réfugiés dans l'église de Nyange. Au vu de ces circonstances, il n'est pas besoin pour la majorité d'examiner l'objection soulevée par la Défense au motif que l'allégation selon laquelle l'accusé a tiré le premier coup de feu pour donner le signal du lancement des attaques du 15 avril 1994 n'a pas été plaidée de façon adéquate dans l'acte d'accusation¹⁰⁶⁵.

5.3.7 Après l'attaque contre l'église de Nyange

5.3.7.1 *Distribution d'armes*

558. La majorité a examiné le témoignage de CDL selon lequel Ndahimana avait discuté avec l'IPJ Kayishema et deux hommes nommés Abayisenga et Kagenza devant le bureau communal, le 15 avril 1994 vers 18 h 30¹⁰⁶⁶. Elle rappelle qu'elle ne se fondera sur la déposition de CDL que si celle-ci est corroborée.

559. La Défense soutient qu'elle n'a pas reçu de notification adéquate de l'allégation formulée par CDL à l'audience, selon laquelle, le 15 avril 1994 à 18 h 30, le témoin avait vu Ndahimana rencontrer deux individus devant le bureau communal et leur promettre de veiller à ce que les assaillants aient suffisamment d'armes et de munitions pour le lendemain¹⁰⁶⁷.

560. Pour commencer, la majorité fait observer qu'il est allégué dans le paragraphe 26 de l'acte d'accusation que l'accusé et d'autres personnes ont fourni des armes aux assaillants « pour tenter de brûler vifs les réfugiés tutsis dans l'église »¹⁰⁶⁸. Ce paragraphe détaillé de l'acte d'accusation ne porte pas sur les allégations selon lesquelles des armes ont été distribuées *après* l'attaque contre l'église de Nyange, c'est-à-dire après que la tentative d'incendier l'église eut échoué. En outre, la majorité constate que le Procureur n'a fourni aucune notification de cette allégation dans le résumé de la déposition attendue du témoin CDL figurant dans son Mémoire préalable au procès ; il s'est contenté d'indiquer que le témoin déposerait sur le fait que « l'accusé a[vait] donné davantage de balles aux assaillants durant l'attaque du 16 avril 1994... » [traduction]¹⁰⁶⁹. La majorité conclut que le Procureur n'a pas dûment notifié à la Défense le témoignage de CDL relatif à la discussion qui avait eu lieu à l'extérieur du bureau communal, discussion qu'elle considère comme un fait essentiel. En conséquence, la majorité n'examinera pas cette allégation.

¹⁰⁶⁵ Compte rendu de l'audience du 21 septembre 2011, p. 81 et 82.

¹⁰⁶⁶ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 16 et 17.

¹⁰⁶⁷ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », note 572.

¹⁰⁶⁸ Acte d'accusation, par. 26.

¹⁰⁶⁹ Mémoire préalable au procès du Procureur, annexe IV, p. 4.

5.3.7.2 Réunion tenue au presbytère de Nyange

561. Selon le paragraphe 26 de l'acte d'accusation, la tentative d'incendier l'église ayant échoué, Ndahimana et d'autres parties à l'entreprise criminelle commune ont tenu une réunion au presbytère de Nyange pour planifier de nouvelles attaques contre les Tutsis.

562. Le témoin à charge CBK a dit à la barre que, lorsque « les autorités » s'étaient rendu compte que leur plan visant à incendier l'église avait échoué, elles avaient tenu une réunion vers 19 heures dans le bâtiment où résidaient les prêtres. Étaient présents à cette deuxième réunion : Seromba, Ndahimana, Kayishema, Kanyarukiga, Ndungutse, Mbakilirehe, le colonel Nzaphakumunsi et d'autres personnes¹⁰⁷⁰. Ce témoignage est en partie corroboré par celui de CDJ, qui était arrivé à la paroisse vers 19 heures et avait vu Ndahimana, le père Seromba et Kanyarukiga assis à la véranda du presbytère de Nyange et discutant pendant environ deux heures¹⁰⁷¹. Aucun des deux témoins n'avait entendu la teneur de la conversation.

563. Dans sa notification d'alibi, la Défense a reconnu que Ndahimana était retourné à la paroisse de Nyange dans la soirée du 15 avril 1994. Elle affirme toutefois que l'accusé n'y était resté que de 20 heures à 20 h 30 environ¹⁰⁷². Le témoin ND24 a précisé avoir vu Ndahimana passer par le barrage routier qu'il tenait vers 20 heures ou 21 heures ce jour-là. Ndahimana venait de Kibuye à bord d'une Pajero conduite par un certain Anicet¹⁰⁷³. Il a ajouté que Ndahimana se dirigeait vers le presbytère de Nyange, mais qu'il n'y était pas resté longtemps et qu'il l'avait vu quitter les lieux¹⁰⁷⁴. Le témoin ND7 a dit lors de sa déposition n'avoir pas vu Ndahimana au cours de l'attaque, mais l'avoir vu entre 20 heures et 21 heures dans la cour intérieure du presbytère¹⁰⁷⁵. Thérèse Mukabideri a dit que Ndahimana était retourné aux funérailles vers 18 ou 19 heures ce soir-là, mais qu'il n'y était pas resté longtemps¹⁰⁷⁶. Ce témoignage est corroboré par celui d'Anicet Tumesenge, qui a dit qu'il était environ 18 heures, lorsqu'ils étaient arrivés aux funérailles et qu'il avait déposé Ndahimana chez lui vers 20 heures¹⁰⁷⁷. Aucun des témoins à décharge n'a donné d'informations sur l'objet de la visite de l'accusé au presbytère, ni n'a dit si celui-ci y avait rencontré d'autres personnes.

564. Malgré les légères incohérences concernant le moment exact de la visite de Ndahimana, la majorité tient pour établi que, après être allé à Kibuye, Ndahimana est retourné aux funérailles, avant de se rendre au presbytère de Nyange. La majorité tient en outre pour établi que l'accusé a rencontré le père Seromba, Kanyarukiga et peut-être d'autres autorités. Cependant, en l'absence d'éléments de preuve supplémentaires établissant l'objet de cette rencontre, la majorité ne saurait conclure que le Procureur a prouvé au-delà de tout doute raisonnable que la seule explication raisonnable était que la réunion s'était tenue pour planifier de nouvelles attaques contre les Tutsis. La majorité fait observer qu'elle a conclu ailleurs dans le présent jugement que, dans la matinée du 16 avril 1994, une réunion s'était tenue pour planifier l'attaque lancée contre les Tutsis plus tard ce jour-là (section 6.3.3.3 du chapitre III).

¹⁰⁷⁰ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 18 et 19.

¹⁰⁷¹ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 34 et 35.

¹⁰⁷² Pièce de la Défense intitulée « Notice of Alibi », 3 septembre 2010, p. 3.

¹⁰⁷³ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 15 à 17, 31 à 34.

¹⁰⁷⁴ Ibid., p. 15 à 17.

¹⁰⁷⁵ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 9 et 10.

¹⁰⁷⁶ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 76 et 77.

¹⁰⁷⁷ Compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 10 à 12, 15 et 16, 18 et 19.

5.3.7.3 Implication de Ndahimana ou de parties à l'entreprise criminelle commune dans l'ordre donnée aux assaillants d'ensevelir les cadavres des Tutsis tués ce jour-là

565. De nombreux témoins ont indiqué à l'audience que les cadavres des victimes tutsies avaient été enterrés le 15 avril 1994. Toutefois, dans la mesure où le paragraphe 28 de l'acte d'accusation ne contient la mention d'aucun *actus reus* ou *mens rea* criminel, la Chambre de première instance ne se prononcera pas sur cette allégation.

6. Attaque et démolition de l'église de Nyange le 16 avril 1994

6.1 Introduction

566. Il est allégué dans l'acte d'accusation que, le 16 avril 1994 ou vers cette date, Ndahimana, Seromba, Kayishema, Kanyarukiga et d'autres personnes ont tenu une réunion au presbytère. Après cette réunion, Ndahimana a commencé à tirer sur les réfugiés, donnant ainsi aux assaillants le signal du lancement d'une attaque de grande envergure contre les réfugiés tutsis. Le même jour, Ndahimana, ces mêmes individus et d'autres personnes se sont réunis, ont élaboré un plan visant à tuer tous les réfugiés tutsis qui se trouvaient dans l'église de Nyange en démolissant celle-ci et ont décidé d'un commun accord de tuer les réfugiés de cette manière¹⁰⁷⁸.

567. Il est allégué en outre dans l'acte d'accusation que les mêmes individus ont ordonné aux assaillants de démolir l'église de Nyange à l'aide d'un bulldozer, causant ainsi la mort d'environ 2 000 réfugiés tutsis qui se trouvaient à l'intérieur de l'église. Ndahimana était présent lors de la démolition de l'église, incitant les assaillants à tuer les réfugiés tutsis et supervisant l'attaque. Après la démolition de l'église, ces mêmes individus, dont l'accusé, se sont rendus au presbytère de Nyange pour y fêter l'événement autour d'un verre. Les corps des Tutsis tués à la paroisse de Nyange ont été ensevelis dans des charniers dans la paroisse et ses environs¹⁰⁷⁹.

568. La Défense a fourni un alibi pour Ndahimana concernant le 16 avril 1994. La Défense soutient que l'accusé s'est caché dans un couvent car il avait peur des miliciens *Interahamwe* de Kibilira qu'il pensait trouver à la paroisse de Nyange ce jour-là¹⁰⁸⁰. Dans sa notification d'alibi, la Défense soutient aussi que l'accusé était poursuivi « par les mêmes personnes en janvier 1993 alors qu'il travaillait pour Rubaya Gisenyi »¹⁰⁸¹ [traduction]. La Défense conteste par ailleurs la crédibilité des témoins à charge¹⁰⁸² et fait observer que cinq témoins présents à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994 ont affirmé n'y avoir pas vu Ndahimana¹⁰⁸³.

569. Le Procureur a appelé à la barre les témoins CBR, CDL, CBK, CNJ, CNT, CBY, CDJ et CBT au soutien de sa mise en cause de Ndahimana à propos de l'attaque contre la paroisse de Nyange le 16 avril 1994. La Défense a appelé à la barre les témoins BX3, ND17 et ND35, au soutien de l'alibi de Ndahimana tendant à prouver que l'accusé avait passé la journée du 16 avril

¹⁰⁷⁸ Acte d'accusation, par. 29 et 30. Voir aussi le compte rendu de l'audience du 21 septembre 2011, p. 8 et 9, 20 à 23.

¹⁰⁷⁹ Acte d'accusation, par. 31 à 33. Voir aussi le compte rendu de l'audience du 21 septembre 2011, p. 8 et 9, 20 et 21.

¹⁰⁸⁰ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 29 à 32 et 389. Voir aussi le compte rendu de l'audience du 21 septembre 2011, p. 72 à 75.

¹⁰⁸¹ Pièce de la Défense intitulée « *Notice of Alibi* », 3 septembre 2010. Voir aussi la pièce de la Défense intitulée « *Supplement to the Notice of Alibi filed on 3rd September 2010* », 21 septembre 2010.

¹⁰⁸² Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 364 à 388. Voir aussi les comptes rendus des audiences du 21 septembre 2011, p. 53 à 55, 63 et 64, 80 à 84, et du 22 septembre 2011, p. 1 à 4.

¹⁰⁸³ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 391, 393 et 395 à 399.

1994 caché dans un couvent, ainsi que les témoins ND22, KR3, ND6, ND24 et ND7, qui ont affirmé avoir été présents à la paroisse ce jour-là et n'y avoir pas vu Ndahimana.

6.2 Éléments de preuve

6.2.1 Témoin à charge CBR

570. En avril 1994, le témoin CBR, un agriculteur d'ethnie hutue, habitait la commune de Kivumu¹⁰⁸⁴. Il avait participé aux tueries de la paroisse de Nyange¹⁰⁸⁵. Tôt dans la matinée du 16 avril 1994, l'IPJ Kayishema était arrivé dans la cellule du témoin à bord d'une camionnette¹⁰⁸⁶. À l'aide d'un mégaphone, il avait réveillé les résidents et leur avait demandé de se rendre à la paroisse¹⁰⁸⁷. Le témoin et d'autres assaillants s'étaient rendus à la paroisse à bord de camions fournis par la société Astaldi. Ils y étaient arrivés entre 6 et 7 heures¹⁰⁸⁸.

571. En route pour l'église, le témoin avait, en compagnie de Ntagwabira et Hakuzimana, tué deux Tutsis de la cellule de Gakoma¹⁰⁸⁹. Il s'était dit avant de partir : « [J]e dois les tuer » et il l'avait fait¹⁰⁹⁰. À son arrivée à la paroisse de Nyange, le témoin avait vu les autorités suivantes discutant devant le bureau du prêtre : le père Seromba, Ndahimana, Kanyarukiga, Habiyaambere, l'IPJ Kayishema, Védaste Murangwabugabo, Ndungutse, l'adjudant chef Habarugira et de nombreux gendarmes. Le témoin n'avait pas entendu ce que ces hommes se disaient¹⁰⁹¹.

572. Après la discussion, Ndahimana, Kayishema et les autres autorités, à l'exception du père Seromba, s'étaient dirigés vers l'église de Nyange¹⁰⁹². L'attaque contre l'église avait commencé entre 7 heures et 8 heures¹⁰⁹³. Le témoin qui se tenait à droite dans la cour, près de l'église de Nyange, se trouvait suffisamment près de Ndahimana qui se tenait devant la porte de l'église¹⁰⁹⁴, pour voir l'accusé tirer à travers les portes et les fenêtres de l'église¹⁰⁹⁵.

573. Kayishema se tenait derrière Ndahimana, tirant lui aussi à l'intérieur de l'église de Nyange. Ndahimana avait « donné le ton » et les autres autorités suivaient, se tenant à côté de l'accusé dans le petit passage entre l'église et les murs du presbytère. Selon le témoin, « Ndahimana a[vait] ouvert le feu du côté où s'asseyaient les femmes à l'intérieur de l'église ». Ndahimana utilisait « un fusil qui n'était pas très long, que l'on porte en bandoulière ». Le témoin a estimé que les assaillants avaient tiré sans interruption pendant une trentaine de minutes sur l'église, tandis que les assaillants encerclaient celle-ci pour empêcher les réfugiés de s'échapper¹⁰⁹⁶.

574. Lorsque les tirs avaient cessé, les autorités étaient retournées à l'endroit où elles se trouvaient auparavant, à côté du presbytère de Nyange. Le témoin a entendu Kanyarukiga dire : « Il

¹⁰⁸⁴ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 7 et 8.

¹⁰⁸⁵ Ibid., p. 20 à 22.

¹⁰⁸⁶ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 34 et 35.

¹⁰⁸⁷ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 28 et 29, et du 2 novembre 2010, p. 34 et 35.

¹⁰⁸⁸ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 28 et 29.

¹⁰⁸⁹ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 37 à 40.

¹⁰⁹⁰ Ibid., p. 39.

¹⁰⁹¹ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 29 et 30.

¹⁰⁹² Id.

¹⁰⁹³ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 40 et 41.

¹⁰⁹⁴ Ibid., p. 49 et 50.

¹⁰⁹⁵ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 29 et 30.

¹⁰⁹⁶ Ibid., p. 30.

faut démolir cette église car en trois jours nous serons en mesure de la reconstruire ». Ndahimana se tenait à côté de Kanyarukiga lorsque celui-ci tenait ces propos. Le témoin n'avait pas entendu le reste de la conversation, mais peu après que Kanyarukiga eut ainsi parlé, Kayishema était arrivé avec des « engins spéciaux » qui avaient été utilisés pour démolir l'église de Nyange¹⁰⁹⁷. Le témoin ne sait pas qui avait effectivement donné l'ordre de commencer la démolition de l'église¹⁰⁹⁸. Les engins étaient conduits par trois Zaïrois dénommés Robert, Mitima et Maurice, et un Rwandais du nom d'Anasthase Nkinamubanzi¹⁰⁹⁹ (alias « Deux Mille »)¹¹⁰⁰.

575. Robert « a[vait] commencé par faire des trous » dans le mur de soubassement de l'église à l'aide d'un bulldozer, faisant en fin de compte ainsi tomber les murs de l'église sur les réfugiés qui se trouvaient à l'intérieur. Lorsque le toit s'était effondré sur les réfugiés, un des bulldozers avait creusé une fosse derrière la paroisse de Nyange. Le bulldozer avait alors commencé à sortir les corps de l'amas de briques et à les pousser dans la fosse. Pour le témoin, la démolition de l'église avait commencé vers 11 heures et avait duré jusqu'à tard dans l'après-midi¹¹⁰¹. Le clocher de l'église s'était effondré vers 16 heures ou 17 heures¹¹⁰².

576. Alors que la démolition de l'église de Nyange progressait, les murs du clocher de l'église étaient restés debout. Un bulldozer avait alors attaqué le mur de soubassement du clocher de l'église, le faisant tomber, avant que le clocher ne se penche et ne s'effondre. Le témoin avait vu « quelques réfugiés » à travers les vitres cassées des fenêtres du clocher et « à travers des trous » percés à la jonction de l'église et du clocher. Le témoin se souvient avoir vu des réfugiés vivants, notamment Charles Kagenza et un certain Damien, qui tenait un petit commerce près de la statue de la Vierge Marie. Il ne sait pas comment ceux-ci avaient pu s'échapper¹¹⁰³.

577. Le témoin n'a pas pu dire si Ndahimana était présent tout au long de la journée du 16 avril 1994¹¹⁰⁴, parce que toute son attention était concentrée sur les événements qui se déroulaient à l'église ce jour-là¹¹⁰⁵.

6.2.2 Témoin à charge CDL

578. En 1994, le témoin CDL, d'ethnie hutue, était enseignant dans la commune de Kivumu¹¹⁰⁶. Il faisait partie des assaillants¹¹⁰⁷. Le 16 avril 1994, il était arrivé à l'église de Nyange peu après 7 heures « pour assister aux événements qui s'y passaient »¹¹⁰⁸. À son arrivée, Ndahimana, les policiers communaux, l'IPJ Kayishema, Abayisenga et Kagenza se trouvaient déjà à proximité de l'église¹¹⁰⁹. Ces autorités venaient du bureau communal et se dirigeaient vers l'église, et le témoin

¹⁰⁹⁷ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 31.

¹⁰⁹⁸ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 61 et 62.

¹⁰⁹⁹ Ibid., p. 58 à 60.

¹¹⁰⁰ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 30 à 33.

¹¹⁰¹ Ibid., p. 32.

¹¹⁰² Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 41 et 42.

¹¹⁰³ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 33.

¹¹⁰⁴ Ibid., p. 36 à 38.

¹¹⁰⁵ Compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010, p. 54 et 55.

¹¹⁰⁶ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 63 à 65 (huis clos).

¹¹⁰⁷ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 40 et 41 (huis clos).

¹¹⁰⁸ Compte rendu de l'audience du 19 novembre 2010, p. 12.

¹¹⁰⁹ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 16 à 18.

les avait suivis¹¹¹⁰. Le bourgmestre était en compagnie de policiers communaux et CDL s'était joint au groupe et avait commencé à parler avec les policiers¹¹¹¹.

579. À l'arrivée du groupe à l'église de Nyange, le père Seromba se tenait devant le secrétariat de l'église et Ndahimana était allé lui parler. Après leur conversation, « le bourgmestre [était] revenu vers [I]es policiers et leur a[vait] dit que le travail allait commencer ». Ndahimana avait alors ouvert le feu sur les réfugiés qui se trouvaient à l'intérieur de l'église. Tout de suite après, les policiers avaient commencé à tirer à l'intérieur de l'église à travers les vitres cassées des fenêtres de celle-ci. Ndahimana étant la plus haute autorité présente à Nyange, le témoin avait considéré que le coup de feu tiré par l'intéressé constituait « un feu vert pour tuer les Tutsis qui se trouvaient dans l'église »¹¹¹². Le bourgmestre et les policiers avaient continué à tirer sur les réfugiés jusqu'à épuisement de leurs munitions : « Ayant constaté qu'ils n'avaient plus de munitions, ces gens ont décidé de détruire l'église sur les Tutsis et ainsi les tuer »¹¹¹³.

580. Une autre réunion s'était tenue vers 10 heures dans la pharmacie de Kanyarugika. Étaient présents à cette réunion : Kanyarukiga, Ndahimana, Kayishema, Habiyaambere, Habarugira, Ndungutse et Kanani. Étaient également présents : un homme du nom de Sinaruhamagaye, qui était chargé de la gestion des équipements de la société Astaldi, et un gendarme. Seul le père Seromba était absent. Après ces consultations, le groupe s'était rendu sur la colline. Kayishema, Habiyaambere et Emmanuel, en charge des équipements de la société Astaldi, avaient traîné un peu derrière, discutant de la manière d'entrer en contact avec les conducteurs des engins. Le même groupe s'était alors dirigé vers l'église de Nyange¹¹¹⁴.

581. À leur arrivée à l'église de Nyange, le père Seromba se tenait devant le secrétariat. Ndahimana avait parlé au père Seromba et celui-ci avait approuvé la décision de détruire l'église. Cette discussion s'était tenue devant tout le monde et le témoin se trouvait suffisamment près pour entendre Ndahimana et Seromba parler¹¹¹⁵.

582. Un bulldozer était arrivé, et Kayishema et Habiyaambere étaient allés chercher les conducteurs des bulldozers, l'un de ceux-ci ayant passé la nuit au bureau communal. Les bulldozers avaient pour conducteurs Mitima et Maurice, tous deux de nationalité zaïroise. Ces deux conducteurs étaient assistés par un certain Anasthase Nkinamubanzi (alias « [Deux Mille] »), conducteur d'engin de la société Astaldi, mais qui était suspendu à ce moment-là¹¹¹⁶.

583. Les bulldozers avaient commencé à détruire la partie de l'église de Nyange la plus proche du clocher, mais les murs y étaient renforcés et de ce fait difficiles à détruire. Ce qui avait amené le père Seromba à conseiller aux conducteurs des bulldozers de commencer par le mur arrière de l'église, qui était moins solide¹¹¹⁷. Le père Seromba et Ndahimana étaient présents et donnaient des instructions aux conducteurs des bulldozers. À un moment donné, les réfugiées avaient commencé à jeter des pierres sur les conducteurs des bulldozers. Ndahimana et Seromba avaient alors donné du

¹¹¹⁰ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 18 à 21.

¹¹¹¹ Ibid., p. 20 et 21.

¹¹¹² Id.

¹¹¹³ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 23.

¹¹¹⁴ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 22 à 24, et du 19 novembre 2010, p. 18 et 19.

¹¹¹⁵ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 22 et 23, et du 19 novembre 2010, p. 19 et 20.

¹¹¹⁶ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 23 et 24.

¹¹¹⁷ Ibid., p. 25 et 26.

matériel à ces derniers pour se protéger¹¹¹⁸. Finalement, l'église « a[vait] été détruite jusqu'à la dernière brique ». Le clocher avait été la dernière partie à s'effondrer. Les réfugiés avaient été tués par les briques et la toiture de l'église qui étaient tombées sur eux. Ceux qui avaient survécu « [avaient] été achevés » par des assaillants présents sur les lieux. L'attaque avait pris fin vers 17 heures¹¹¹⁹.

584. Ndahimana n'avait ni sanctionné les auteurs, ni contraint ceux-ci à payer une réparation pour les dommages causés. Bien au contraire, le témoin avait entendu dire que Ndahimana avait rétrogradé un policier du nom de Mbakilirehe, de son grade de brigadier à celui de simple policier, parce que l'intéressé n'avait pas joué un rôle assez actif lors des attaques, et surtout parce qu'il n'avait pas donné suffisamment de munitions aux assaillants ce jour-là. La décision de sanctionner Mbakilirehe avait été prise lors de la première réunion des conseillers communaux tenue après l'attaque¹¹²⁰. Ndahimana avait aussi récompensé des assaillants de Kibilira en leur donnant des vaches¹¹²¹.

6.2.3 Témoin à charge CBK

585. En avril 1994, le témoin CBK, d'ethnie hutue, se trouvait à un endroit d'où il pouvait observer ce qui se passait à la paroisse de Nyange¹¹²².

586. Dans la matinée du 16 avril 1994, le témoin CBK avait eu l'impression que « tous les Hutus de la commune de Kivumu » s'étaient rendus à la paroisse de Nyange¹¹²³. Il avait vu Kayishema, Ndahimana, Ndungutse et le père Seromba tenir une réunion au presbytère de Nyange. Alors que les intéressés approchaient du secrétariat, Seromba avait demandé à Ndahimana ce qui devait être fait, « parce que toutes les tentatives avaient échoué ». Ndahimana était accompagné de l'IPJ Kayishema à ce moment-là, et ils avaient insisté sur le fait qu'il fallait tuer les intellectuels tutsis sinon les assaillants « aur[aient] perdu leur temps ». Les personnes précitées avaient donc décidé de détruire le clocher de l'église pour tuer les réfugiés Tutsis qui se cachaient à l'intérieur de celui-ci¹¹²⁴. Ndahimana et les autres se tenaient à l'extérieur lorsqu'ils avaient eu cette discussion et le témoin se trouvait à côté d'un robinet d'eau situé tout près d'eux et pouvait entendre ce qu'ils disaient¹¹²⁵.

587. Les bulldozers étaient alors arrivés pour détruire l'église de Nyange. Ils avaient commencé à démolir le mur arrière de l'église. Une fois le mur tombé, les assaillants avaient pu attaquer certains des réfugiés qui se trouvaient à l'intérieur de l'église, mais n'avaient pu atteindre ceux qui se cachaient dans le clocher. L'un des conducteurs des bulldozers à qui il avait été demandé d'attaquer le clocher de l'église était réticent à le faire. Il avait demandé à Kayishema, Seromba et Ndahimana s'ils voulaient vraiment qu'il démolisse l'église. Seromba avait répondu : « Oui, il faut la démolir, les Hutus sont nombreux, ils vont en construire une autre ». Le conducteur avait posé la même

¹¹¹⁸ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 25 et 26.

¹¹¹⁹ Ibid., p. 26.

¹¹²⁰ Ibid., p. 26 et 27.

¹¹²¹ Ibid., p. 28 et 29.

¹¹²² Pièce à conviction P.16.

¹¹²³ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 20.

¹¹²⁴ Ibid., p. 20, 27 et 28 ; pièce à conviction P.8 1).

¹¹²⁵ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 19 à 21.

question deux fois encore et le père Seromba avait répondu que l'église devait être détruite car elle abritait des démons¹¹²⁶.

588. Le témoin a estimé que le clocher de l'église de Nyange s'était écroulé vers 14 heures. Les réfugiés qui avaient survécu à la destruction de l'église avaient été tués par les assaillants à coups de machette, de gourdin et de petites haches. Pendant la démolition de l'église, le témoin avait notamment vu le père Seromba, Ndahimana, Kayishema, le brigadier Mbakilirehe et le témoin CDL¹¹²⁷. Les cadavres avaient ensuite été enterrés dans trois fosses communes à l'aide des bulldozers fournis par la société Astaldi¹¹²⁸.

589. Après la démolition de l'église de Nyange, le père Seromba, Ndahimana, Kayishema, Kanyarukiga, Mbakilirehe, le conseiller Nsidabyamere, Dabame, Kanamugire, le colonel Nzaphakumunsi et d'autres personnes s'étaient réunis au presbytère de Nyange et avaient bu du vin et de la bière. Selon le témoin, « [t]out simplement, on constatait qu'[ils] étaient en train de festoyer après la destruction de l'église de Nyange ». Les autorités avaient alors donné quelques bouteilles aux miliciens *Interahamwe* qui se trouvaient en bas. Le témoin se trouvait dans la cour intérieure du presbytère au moment où tout cela s'était passé et il en tira la conclusion suivante : « On constatait que ces autorités étaient contentes de ce qui venait de se passer »¹¹²⁹.

6.2.4 Témoin à charge CNJ

590. En avril 1994, le témoin CNJ, d'ethnie hutue, était étudiant et habitait la commune de Kivumu¹¹³⁰. Il avait participé aux tueries de la paroisse de Nyange¹¹³¹.

591. À l'arrivée du témoin à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994 vers 9 heures, il avait vu des assaillants encercler l'église de Nyange. Kayishema, Ndahimana, Védaste Murangwabugabo, le témoin CDL, Ndungutse, Habiyaambere et Kanyarukiga étaient tous présents. Un bulldozer et son conducteur, Anasthase Nkinamubanzi, étaient déjà sur place et les autorités discutaient de la meilleure manière de détruire l'église. Le bourgmestre adjoint Védaste Murangwabugabo avait suggéré de faire un trou dans l'église pour que les assaillants puissent entrer par là dans l'église. Mais le bourgmestre avait répondu que, si la brèche était trop petite, les réfugiés pourraient attaquer les assaillants. Les autorités avaient donc commencé à discuter de la destruction de l'église tout entière. Le témoin se tenait à environ deux mètres des autorités lorsqu'il les avait entendues parler de la destruction de l'église. Il a expliqué qu'il était jeune et voulait montrer aux autorités qu'il prenait une part active à ce qui se passait ce jour-là¹¹³².

592. Le père Seromba n'étant pas présent lorsque cette discussion avait lieu, Kayishema était donc allé le chercher. Les autorités avaient ensuite rencontré le père Seromba. Environ une minute plus tard, le témoin avait entendu Ndahimana dire : « [O]n peut y aller », après quoi Kayishema

¹¹²⁶ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 22.

¹¹²⁷ Ibid., p. 20 à 22.

¹¹²⁸ Ibid., p. 31 à 33.

¹¹²⁹ Ibid., p. 24.

¹¹³⁰ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 48 à 50 ; pièce à conviction P.20.

¹¹³¹ Comptes rendus des audiences du 4 novembre 2010, p. 50 (« Q.: Faisiez-vous partie du groupe des Hutus qui ciblaient les Tutsis ? R.: Tout à fait »), et du 5 novembre 2010, p. 12 (huis clos) (« J'ai joué un rôle également dans les tueries des autres... d'autres personnes, mais les 11 personnes, ce sont les personnes [que] j'ai ... j'ai physiquement tuées »).

¹¹³² Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 66 à 69.

avait dit au conducteur du bulldozer : « Maintenant, tu peux y aller ». Le bulldozer avait alors démoli un mur et les assaillants s'étaient rués dans l'église pour tuer les réfugiés qui avaient survécu. Les réfugiés rescapés avaient réagi en jetant des pierres sur les assaillants. Le bourgmestre avait alors ordonné aux assaillants de quitter l'église tandis que le bulldozer s'attaquait à un autre mur. Chaque fois qu'un mur s'effondrait, les assaillants entraient dans l'église pour tuer les réfugiés qui avaient survécu aux débris qui tombaient¹¹³³. L'attaque s'était terminée vers 15 heures ou 16 heures. Un petit pan du mur de l'église était resté debout, mais comme il n'abritait pas de réfugiés, il n'y avait pas de raison de le faire tomber¹¹³⁴. Les cadavres avaient été enterrés dans une fosse commune à proximité de la route menant à Kibuye¹¹³⁵. En réponse à une question du Procureur qui voulait savoir si Ndahimana avait essayé d'arrêter les tueries, le témoin a répondu : « Ce que vous dites m'amuse fortement ». La seule préoccupation de Ndahimana était d'empêcher la mort d'assaillants hutus : « [I]l n'a jamais eu pitié des Tutsis »¹¹³⁶.

6.2.5 Témoin à charge CNT

593. En 1994, le témoin CNT, d'ethnie hutue, était un responsable dans l'administration locale¹¹³⁷. Il avait participé à l'attaque de la paroisse de Nyange le 16 avril 1994¹¹³⁸.

594. Le témoin a précisé à l'audience s'être rendu à l'église de Nyange le jour où celle-ci avait été détruite par des bulldozers en 1994, mais n'a pas pu se rappeler la date exacte¹¹³⁹. Ce jour-là, l'IPJ Kayishema était arrivé dans la cellule du témoin à bord d'une voiture Pajero de couleur blanche. Le témoin n'avait pas de montre, mais a estimé que Kayishema était arrivé vers midi. Kayishema avait dit au témoin que Ndahimana avait demandé aux membres de la population de se rendre à l'église parce que celle-ci avait été attaquée par « l'ennemi » et, pour le témoin, cela signifiait que l'église avait été attaquée par les « Tutsis »¹¹⁴⁰. Comme ce message émanait du bourgmestre, le témoin s'était immédiatement rendu à l'église à bord d'un véhicule appartenant à un habitant de Ruhengeri. Chemin faisant, il avait aussi vu un certain Jigoma conduire un pickup Toyota de couleur blanche appartenant au témoin CDZ. Ce véhicule transportait aussi des assaillants hutus à la paroisse de Nyange et, pour le témoin, Jigoma avait été autorisé à conduire ce véhicule par le bourgmestre¹¹⁴¹.

595. Le témoin n'était pas armé lorsqu'il avait quitté sa cellule, mais il avait ramassé des pierres à son arrivée à l'église de Nyange¹¹⁴². À son arrivée, il avait vu Kayishema qui tenait un fusil et tirait sur les réfugiés à l'intérieur de l'église de Nyange. Il avait aussi vu Ndahimana muni d'un fusil, circulant parmi les assaillants et donnant à ceux-ci des ordres pour que personne « ne [leur] échappe[] »¹¹⁴³. Ndahimana portait une veste et un pantalon noirs et n'avait pas de barbe¹¹⁴⁴. Un

¹¹³³ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 68.

¹¹³⁴ Ibid., p. 68 et 69.

¹¹³⁵ Ibid., p. 71.

¹¹³⁶ Ibid., p. 70.

¹¹³⁷ Pièce à conviction P.44 ; compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 51 et 52 (huis clos).

¹¹³⁸ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 62 (huis clos).

¹¹³⁹ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 14 et 15 (En prenant en compte l'intégralité de la déposition du témoin, la majorité peut déduire que celui-ci parlait des faits survenus le 16 avril 1994).

¹¹⁴⁰ Comptes rendus des audiences du 10 novembre 2010, p. 54 et 55, et du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 20 à 22.

¹¹⁴¹ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 54 à 57.

¹¹⁴² Ibid., p. 55 et 56.

¹¹⁴³ Comptes rendus des audiences du 10 novembre 2010, p. 56 à 60, et du 11 novembre 2010, p. 2.

¹¹⁴⁴ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 2 à 4.

bulldozer avait commencé à détruire l'église. Certains des assaillants avaient continué à tirer sur l'église tandis que d'autres jetaient des pierres et que d'autres encore utilisaient des armes traditionnelles pour tuer les Tutsis¹¹⁴⁵. Les bulldozers avaient commencé à démolir l'église et, lorsque les réfugiés ouvraient la porte pour s'enfuir, les assaillants tiraient sur eux et leur jetaient des pierres. À en croire le témoin, « tout le monde [était] mort »¹¹⁴⁶.

596. Le témoin avait quitté les lieux vers 15 heures, alors que le bulldozer creusait une fosse pour y ensevelir les cadavres¹¹⁴⁷. Il a estimé que Ndahimana était responsable de ces tueries, ajoutant ce qui suit : « [S]i Grégoire Ndahimana avait voulu empêcher [les] assaillants de tuer ces personnes, ces assaillants ne les auraient pas tuées ». De plus, un certain Philippe Twahirwa avait dit au témoin que lui-même et d'autres personnes avaient reçu des vaches de Ndahimana en guise de récompense pour leur participation aux attaques¹¹⁴⁸.

6.2.6 Témoin à charge CBY

597. En avril 1994, le témoin CBY, d'ethnie hutue, se trouvait à un endroit d'où il pouvait observer ce qui se passait à la paroisse de Nyange¹¹⁴⁹. Tôt dans la matinée du 16 avril 1994, il avait vu Ndahimana et d'autres autorités au presbytère de Nyange. Les intéressés avaient rencontré « le prêtre » et avaient quitté le presbytère¹¹⁵⁰.

598. Le témoin était sorti du presbytère de Nyange et, avant d'y retourner, il avait vu qu'un deuxième bulldozer était arrivé. Les bulldozers étaient utilisés pour démolir l'église. Le père Seromba se trouvait au presbytère lors de la démolition de l'église de Nyange. Le témoin n'avait pas souvent quitté l'endroit où il se trouvait à l'intérieur du presbytère ce jour-là. Plus tard dans l'après-midi, Seromba avait pris une bière au balcon avec deux autres prêtres. Le témoin avait vu Ndahimana après la démolition de l'église : il buvait de la bière devant le bâtiment où résidaient les prêtres avec « les autorités dont [le témoin venait de] parl[er] », un certain Kimaranzara et des policiers. Ils avaient des casiers de bière qu'ils étaient en train de partager avec les conducteurs des bulldozers¹¹⁵¹.

6.2.7 Témoin à charge CDJ

599. En avril 1994, le témoin CDJ, d'ethnie hutue, se trouvait à un endroit d'où il avait pu suivre ce qui s'était passé à la paroisse de Nyange¹¹⁵².

600. Il s'était rendu à la paroisse de Nyange un samedi du mois d'avril, mais n'a pas pu donner la date exacte¹¹⁵³. Il y était arrivé vers 19 heures¹¹⁵⁴. À son arrivée, il avait remarqué que l'église de

¹¹⁴⁵ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 58 à 60.

¹¹⁴⁶ Ibid., p. 59.

¹¹⁴⁷ Ibid., p. 60.

¹¹⁴⁸ Ibid., p. 60 et 61.

¹¹⁴⁹ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 41 et 42.

¹¹⁵⁰ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010, p. 63, et du 10 novembre 2010, p. 40 à 42 (huis clos).

¹¹⁵¹ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 64.

¹¹⁵² Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 26 et 27 (huis clos).

¹¹⁵³ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 35 et 36.

¹¹⁵⁴ Ibid., p. 43 à 45.

466B1

Nyange avait été détruite, mais il n'avait pas vu de cadavres. Une personne lui avait dit au presbytère de Nyange que l'église avait été démolie par un bulldozer¹¹⁵⁵.

601. À son arrivée, le témoin avait vu Ndahimana, Kanyarukiga et le père Seromba sur le balcon du presbytère de Nyange, devant la chambre du père Seromba¹¹⁵⁶. Ils buvaient de la bière en ayant l'air d'être joyeux. Ils y étaient restés environ trois heures, mais le témoin n'était pas assez près pour entendre ce qu'ils se disaient¹¹⁵⁷.

6.2.8 Témoin à charge CBT

602. En avril 1994, le témoin CBT, un agriculteur d'ethnie hutue, habitait la commune de Kivumu¹¹⁵⁸. Le 15 avril 1994, il était à l'église de Nyange jusque vers 16 heures et n'y était pas retourné¹¹⁵⁹. Le lendemain était un samedi¹¹⁶⁰. Il s'était rendu au centre commercial avant l'après-midi pour effectuer des achats, mais n'y avait pas passé toute la journée¹¹⁶¹. Le samedi était jour de marché à Mutanoga et le témoin avait entendu les autres personnes venues faire leurs courses dire que l'église avait été démolie. Des *Interahamwe* qui se trouvaient au marché avaient également dit au témoin qu'ils avaient vu Ndahimana confisquer un fusil que Ndungutse avait ce jour-là. Les mêmes personnes lui avaient dit que c'était Ndahimana lui-même qui avait donné ce fusil à Ndungutse¹¹⁶².

6.2.9 Témoin à décharge ND17

603. En avril 1994, le témoin ND17, d'ethnie hutue, se trouvait à un endroit d'où il avait pu savoir ce qui s'était passé au couvent¹¹⁶³. Durant les événements d'avril 1994, il n'avait pas quitté le couvent¹¹⁶⁴. Il habitait à environ 200 mètres de Ndahimana et savait que celui-ci était une autorité, mais pensait que l'accusé ne le connaissait pas¹¹⁶⁵.

604. Le témoin était d'avis que Ndahimana s'était trouvé confronté à des problèmes en avril 1994 parce qu'« il refusait de collaborer avec les gens qui tuaient les gens »¹¹⁶⁶. Selon lui, Ndahimana était « recherch[é] parce qu'il ne participait pas à l'entreprise de tuer les gens » et parce qu'il avait arrêté « des meurtriers »¹¹⁶⁷.

605. Deux attaques avaient été lancées par les *Interahamwe* contre le couvent et avaient été repoussées par des policiers affectés par Ndahimana à la protection des religieuses, dont quatre

¹¹⁵⁵ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 35 et 36.

¹¹⁵⁶ Id.

¹¹⁵⁷ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 35 et 36, 44 et 45.

¹¹⁵⁸ Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 63 et 64.

¹¹⁵⁹ Comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010, p. 50 et 51, et du 8 septembre 2010, p. 3 et 4.

¹¹⁶⁰ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 3 et 4.

¹¹⁶¹ Ibid., p. 4 à 6.

¹¹⁶² Ibid., p. 3 à 5.

¹¹⁶³ Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 2 et 3 (huis clos).

¹¹⁶⁴ Ibid., p. 7 à 9 (huis clos).

¹¹⁶⁵ Comptes rendus des audiences du 3 mai 2011, p. 5 et 6 (huis clos), p. 19 à 21.

¹¹⁶⁶ Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 5 et 6 (huis clos).

¹¹⁶⁷ Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 18.

étaient des Tutsies et deux des Hutues. Les policiers avaient été affectés au couvent le 16 avril 1994 et les attaques contre le couvent avaient eu lieu après la destruction de l'église de Nyange¹¹⁶⁸.

606. Le samedi 16 avril 1994, l'accusé avait frappé à la porte du couvent vers 5 heures. Le témoin avait ouvert la porte et Ndahimana était entré sans dire bonjour. Il avait l'air très triste¹¹⁶⁹. Le témoin avait vu Ndahimana quitter les lieux vers 19 heures dans la soirée par l'entrée sud du couvent, mais ne l'avait pas vu sortir entre son arrivée et son départ¹¹⁷⁰. Le témoin a dit que, le samedi 16 avril 1994, il pouvait entendre la destruction de l'église, « du couvent où [il se] trouvai[t] pendant la nuit »¹¹⁷¹.

6.2.10 Témoin à décharge ND35

607. En avril 1994, le témoin ND35, d'ethnie hutue, se trouvait à un endroit d'où il avait pu observer ce qui s'était passé au couvent. Il avait vu Ndahimana pour la première fois lors de la cérémonie d'investiture de l'intéressé comme bourgmestre¹¹⁷².

608. Après le début de la guerre, le témoin arrivait au couvent vers 16 heures et en repartait vers 7 heures. Il savait que l'église de Nyange était attaquée, mais n'y était pas allé. Vers 5 heures, le samedi 16 avril 1994, il avait vu Ndahimana arriver au couvent. Le témoin ND17 avait ouvert la porte et Ndahimana était entré rapidement. Le témoin et les autres personnes présentes avaient stoppé Ndahimana pour lui demander ce qui se passait. L'une des autres personnes présentes à ce moment-là avait dit au témoin que la personne qui venait d'entrer était le bourgmestre. Le témoin avait ensuite quitté le couvent vers 7 heures. Bien qu'il soit retourné au couvent à 16 heures, il a dit que ce n'était que vers 19 h 30 qu'il avait appris par d'autres personnes présentes au couvent que Ndahimana était reparti environ une demi-heure auparavant¹¹⁷³.

609. Le lendemain, sœur Johanna avait expliqué au témoin que Ndahimana se cachait de personnes qui voulaient le tuer, à savoir Callixte, Kimana et Kayishema. Le témoin a ajouté que, pendant la guerre, Ndahimana avait sauvé des vies, notamment celles des quatre religieuses de « l'église de Nyange » qui avaient survécu à la guerre¹¹⁷⁴.

6.2.11 Témoin à décharge BX3

610. En 1994, le témoin BX3, d'ethnie hutue, tenait un petit commerce¹¹⁷⁵. Le témoin connaissait Ndahimana parce que celui-ci était natif de la même commune que son époux¹¹⁷⁶. La mort du Président avait trouvé BX3 à Kigali. Le 7 avril 1994, elle avait quitté Kigali pour Kivumu¹¹⁷⁷.

611. Le témoin avait vu Ndahimana le 12 avril 1994, lorsque l'accusé lui avait délivré un laissez-passer. Elle a ajouté : « Après cette date [12 avril 1994], Ndahimana se cachait parce que des gens

¹¹⁶⁸ Comptes rendus des audiences du 3 mai 2011, p. 9 à 11 (huis clos), p. 14 et 15.

¹¹⁶⁹ Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 5 et 6, 10 et 11 (huis clos).

¹¹⁷⁰ Ibid., p. 10 et 11 (huis clos).

¹¹⁷¹ Ibid., p. 9 (huis clos).

¹¹⁷² Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 31 et 32 (huis clos).

¹¹⁷³ Comptes rendus des audiences du 3 mai 2011, p. 34 et 35 (huis clos), p. 40 et 41.

¹¹⁷⁴ Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 42.

¹¹⁷⁵ Compte rendu de l'audience du 23 février 2011, p. 2 et 3 ; pièce à conviction D.116.

¹¹⁷⁶ Compte rendu de l'audience du 23 février 2011, p. 4 à 6 (huis clos).

¹¹⁷⁷ Ibid., p. 17 (huis clos).

464-65

voulaient lui faire du mal Mais nous savions très bien qu'il n'était pas mort, qu'il était toujours en vie, même s'il se cachait »¹¹⁷⁸.

612. Le 16 avril 1994, le témoin n'avait pas vu Ndahimana. Elle avait appris que celui-ci était allé se cacher au couvent des sœurs de l'Assomption (ou le « couvent ») ce jour-là¹¹⁷⁹. Elle avait appris cela d'une connaissance appelée Mama Yuwani, qui avait pu quitter le couvent, n'étant pas une cible pour les tueurs¹¹⁸⁰.

6.2.12 Témoin à décharge Melane Nkiriyehe

613. En avril 1994, Melane Nkiriyehe était le directeur du budget au Ministère des finances à Kigali. Il était également membre du comité technique de la commune de Kivumu et connaissait très bien l'accusé¹¹⁸¹. Au début du mois d'avril 1994, il habitait Kigali, mais avait ensuite déménagé avec le Gouvernement intérimaire à Murambi, préfecture de Gitarama, le 13 avril 1994. Il y était resté jusqu'à la chute du Gouvernement, mais il « [avait] fait un saut » à la commune de Kivumu à la fin de mai 1994. Lors de ce déplacement, il avait brièvement vu Ndahimana¹¹⁸².

614. Le témoin a indiqué que, en 1993, Ndahimana était soupçonné de collaboration avec le FPR¹¹⁸³. Il a aussi ajouté que Ndahimana n'était pas respecté par certaines autorités de la commune de Kivumu, notamment par le témoin CDL et Kanyarukiga¹¹⁸⁴.

6.2.13 Témoin à décharge ND6

615. En 1994, le témoin ND6, d'ethnie hutue, habitait la commune de Kivumu¹¹⁸⁵. Il connaissait très bien Ndahimana, puisqu'il voyait celui-ci souvent à la messe¹¹⁸⁶. Le témoin faisait partie des assaillants de la paroisse de Nyange le 15 et le 16 avril 1994¹¹⁸⁷.

616. Le témoin était arrivé à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994 vers midi, en compagnie de deux voisins. Le témoin ND6 a dit ce qui suit : « Nous connaissions ce qui s'était passé la veille et nous savions ce qui devait être fait ce jour-là »¹¹⁸⁸. À son arrivée, le toit de l'église de Nyange était encore intact, le clocher était debout et on jetait des pierres sur les réfugiés¹¹⁸⁹. Il était allé saluer Ndungutse. Il avait entendu celui-ci parler au témoin CDL et dire : « Notre responsable [Ndahimana] nous a oubliés, nous a abandonnés ; où est-ce qu'il se trouve ? ». Ndungutse avait répondu : « Eh bien, je vais chercher cinq jeunes garçons... cinq garçons qui vont m'accompagner pour voir s'il se cache chez lui ». Le témoin s'était donc rendu avec un groupe de personnes au domicile de Ndahimana situé à environ un kilomètre de l'église, mais ils n'y avaient pas trouvé l'accusé. Lorsque l'équipe allée à la recherche du bourgmestre était revenue à l'église, Ndungutse

¹¹⁷⁸ Compte rendu de l'audience du 23 février 2011, p. 40.

¹¹⁷⁹ Ibid., p. 14 et 15.

¹¹⁸⁰ Ibid., p. 15 et 16.

¹¹⁸¹ Compte rendu de l'audience du 22 février 2011, p. 3 à 5, 26.

¹¹⁸² Ibid., p. 26.

¹¹⁸³ Ibid., p. 8 à 10.

¹¹⁸⁴ Ibid., p. 16 à 22, 23 à 25, 42 et 43.

¹¹⁸⁵ Pièce à conviction D.99.

¹¹⁸⁶ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 21 et 22.

¹¹⁸⁷ Ibid., p. 24 à 26.

¹¹⁸⁸ Ibid., p. 18.

¹¹⁸⁹ Ibid., p. 17 et 18.

avait dit : « Même si nous n'avons pas pu trouver Ndahimana, peu importe, nous allons continuer notre travail »¹¹⁹⁰.

6.2.14 Témoin à décharge ND21

617. Le témoin ND21, d'ethnie hutue, était mariée au témoin à charge CBR au moment de sa déposition devant la Chambre¹¹⁹¹. Elle a dit à la barre que, le 15 avril 1994, de nombreux assaillants avaient attaqué l'église de Nyange. Le témoin CBR était revenu de l'attaque vers 21 heures avec une blessure au front, et l'avait informée de ce qui se passait à l'église¹¹⁹². Le témoin CBR avait dit avoir été touché par une pierre lorsque les deux groupes se jetaient des pierres. Il était mal en point¹¹⁹³.

618. Le témoin CBR avait été malade pendant une semaine et n'avait pas participé à l'attaque contre l'église de Nyange le 16 avril 1994. Le témoin ND21 s'était occupée des blessures de son mari et était restée aux côtés de celui-ci tout au long de cette période¹¹⁹⁴.

619. Bien que le témoin ND21 n'ait pas été présente physiquement lors des attaques contre l'église de Nyange en avril 1994, elle en avait entendu parler par d'autres personnes¹¹⁹⁵. Le témoin CBR n'avait pas dit à sa femme que Ndahimana était présent lors des attaques¹¹⁹⁶.

6.2.15 Témoin à décharge ND7

620. En 1994, Le témoin ND7, une agricultrice d'ethnie tutsie, habitait la commune de Kivumu¹¹⁹⁷. Elle connaissait Ndahimana en tant que bourgmestre de la commune de Kivumu¹¹⁹⁸. Vers 16 heures le 10 avril 1994, elle avait quitté son domicile pour aller chercher refuge à la paroisse de Nyange¹¹⁹⁹. Il y avait plus d'un millier de réfugiés à la paroisse lorsqu'elle s'y trouvait¹²⁰⁰.

621. Le 16 avril 1994, le témoin se cachait dans une pièce du presbytère de Nyange. De la fenêtre de cette pièce, elle pouvait voir le clocher de l'église de Nyange et la statue de la Vierge Marie¹²⁰¹. L'attaque du 16 avril 1994 avait commencé vers 5 heures. À 14 heures, l'église avait déjà été détruite. Le témoin n'avait pas vu Ndahimana à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994. En fait, elle ne l'avait pas vu jusqu'au 17 avril 1994 vers 9 heures, lorsque l'accusé était arrivé pour emmener les rescapés de l'attaque, dont le témoin, à l'hôpital¹²⁰².

¹¹⁹⁰ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 19, 31 et 32 (Le témoin s'était rendu au domicile de Ndahimana en compagnie de Didace Habyarimana, Habiyaakare et d'autres jeunes de Kibilira, dont Rwarakabije), p. 38 et 39 (La distance entre l'église de Nyange et le bureau communal pouvait être parcourue à pied en 10 minutes).

¹¹⁹¹ Compte rendu de l'audience du 14 février 2011, p. 3 à 5 (huis clos).

¹¹⁹² Compte rendu de l'audience du 14 février 2011, p. 21 et 22.

¹¹⁹³ Ibid., p. 56 et 57.

¹¹⁹⁴ Ibid., p. 22 à 24, 42 et 43.

¹¹⁹⁵ Ibid., p. 49 et 50.

¹¹⁹⁶ Ibid., p. 24 et 25.

¹¹⁹⁷ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 1 à 3 ; pièce à conviction D.93.

¹¹⁹⁸ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 1 à 3.

¹¹⁹⁹ Ibid., p. 3 et 4.

¹²⁰⁰ Ibid., p. 4 et 5.

¹²⁰¹ Ibid., p. 15 et 16.

¹²⁰² Ibid., p. 15 et 16.

6.2.16 Témoin à décharge ND24

622. En avril 1994, le témoin ND24, d'ethnie hutue, travaillait dans une société locale¹²⁰³. Il avait tenu un barrage routier à l'extérieur de la paroisse de Nyange entre le 14 et le 16 avril 1994, et avait participé à l'attaque contre l'église de Nyange le 15 avril 1994¹²⁰⁴. Il avait entendu parler de Ndahimana pour la première fois lorsque celui-ci était devenu bourgmestre en octobre 1993¹²⁰⁵.

623. Le témoin a dit n'avoir pas participé à l'attaque contre la paroisse de Nyange le 16 avril 1994, ayant d'autres engagements¹²⁰⁶. Il a néanmoins indiqué ce qui suit à l'audience : « [L]es assaillants qui étaient venus de Kibilira sont arrivés, ils criaient, ils s'étaient couverts de feuilles de bananier, et ils [se sont] rendus à l'église, y ont trouvé des personnes qui y avaient passé la nuit ... Et le bulldozer a commencé à démolir l'église. Après cela, les personnes qui avaient été tuées ont été enterrées ... Après cet incident, je me rappelle que l'IPJ Kayishema a récompensé les assaillants qui avaient accepté de passer la nuit à l'église pour empêcher [les] Tutsis de s'échapper ». Il semblerait qu'il ait appris ces détails d'un compagnon et de commerçants qu'il avait rencontrés au centre commercial lorsqu'il s'y était rendu vers 16 heures ou 17 heures ce jour-là¹²⁰⁷.

624. Le témoin n'avait pas tenu le barrage routier établi à l'extérieur de la paroisse de Nyange le 16 avril 1994, mais, à son avis, si Ndahimana était passé par la place du marché de Nyange ce jour-là, il l'aurait vu, malgré le grand nombre de personnes qui se trouvaient sur la place du marché¹²⁰⁸. Il n'avait pas vu Ndahimana le 16 avril 1994¹²⁰⁹.

6.2.17 Témoin à décharge KR3

625. En avril 1994, le témoin KR3, d'ethnie hutue, travaillait pour la commune de Kivumu¹²¹⁰.

626. Le 16 avril 1994, il s'était rendu à l'église de Nyange pour porter de la nourriture à deux réfugiés qu'il avait envoyés chercher refuge à la paroisse de Nyange. Il était arrivé vers midi et était reparti vers 13 h 30. À son arrivée à l'église, une foule immense y était rassemblée et le témoin avait pris peur. Les bulldozers avaient commencé à démolir l'église, le toit s'était effondré et le bulldozer s'attaquait à un mur. Au moment où le témoin quittait l'endroit, seul le clocher de l'église était encore debout¹²¹¹.

627. À l'église de Nyange, il avait vu Ndungutse, Kanyarukiga, Mbakilirehe, Habiyaambere, Kayishema et un policier communal du nom de Niyitegeka. Il n'avait pas vu Ndahimana et a dit qu'il aurait remarqué celui-ci s'il avait été présent. Personne n'avait jamais dit au témoin que Ndahimana avait été présent à l'église le 16 avril 1994. À son avis, Ndahimana était resté aux funérailles du docteur Ntawuruhunga¹²¹².

¹²⁰³ Pièce à conviction D.112.

¹²⁰⁴ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 2 à 4.

¹²⁰⁵ Ibid., p. 6 à 8, 21 et 22.

¹²⁰⁶ Ibid., p. 20 et 21.

¹²⁰⁷ Ibid., p. 21, 35 et 36.

¹²⁰⁸ Ibid., p. 36 et 37.

¹²⁰⁹ Ibid., p. 21 et 22, 36 et 37.

¹²¹⁰ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 55 et 56 (huis clos) ; pièce à conviction P.95.

¹²¹¹ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 71 à 74.

¹²¹² Ibid., p. 74 à 76.

6.2.18 Témoin à décharge ND22

628. En 1994, le témoin ND22, un agriculteur d'ethnie hutue, habitait la commune de Kivumu¹²¹³. Il connaissait Ndahimana, celui-ci étant le bourgmestre de la commune de Kivumu¹²¹⁴. Le témoin avait avoué lors des procédures devant les juridictions *gacaca* avoir participé à l'attaque du 15 avril 1994 contre la paroisse de Nyange¹²¹⁵.

629. Le 16 avril 1994, le témoin était arrivé à la paroisse de Nyange vers 6 h 30 ou 7 heures¹²¹⁶. Selon ses dires, aucun réfugié n'avait été tué par les membres de la population ce jour-là ; les réfugiés avaient été tués lorsque l'église de Nyange s'était effondrée sur eux¹²¹⁷. Les bulldozers avaient commencé à détruire l'église par le mur situé du côté de la sacristie vers 10 heures. Le clocher de l'église s'était effondré et l'attaque avait pris fin vers 15 heures¹²¹⁸. Le témoin a décrit son rôle à la paroisse le 16 avril 1994 comme étant celui d'un « observateur cynique »¹²¹⁹. Il n'avait pas vu Ndahimana ce jour-là¹²²⁰ et a cité Kayishema, le témoin CDL, Mbakilirehe et Ndungutse comme étant ceux qui avaient dirigé ce jour-là¹²²¹.

6.3 Délibération

6.3.1 Crédibilité des témoins

6.3.1.1 Témoin à charge CBR

630. D'emblée, la majorité constate que, dans un plaidoyer de culpabilité daté du 26 janvier 2001, le témoin avait reconnu avoir participé pendant trois jours aux crimes commis à la paroisse de Nyange, y compris le 16 avril 1994¹²²². La majorité conclut qu'il est peu probable qu'un individu puisse de manière constante et librement reconnaître avoir participé à des crimes auxquels il n'a dans la réalité pas pris part. Aussi, estime-t-elle que, lorsque le témoin ND21 a dit à l'audience que son époux avait été blessé le 15 avril 1994, soit elle s'était trompée de date soit elle avait menti pour quelque autre raison.

631. La majorité rappelle ses sérieuses réserves en ce qui concerne la crédibilité du témoin CBR (section 5.3.1.5 du chapitre III). Il s'agit d'un témoin complice actuellement détenu et la majorité estime que sa déposition doit être examinée avec précaution, au vu des conclusions auxquelles elle est déjà parvenue, sur la base d'éléments de preuve à décharge crédibles et fiables, quant au comportement de CBR en prison. En effet, les témoins à décharge ND24, ND34 et ND22 ont soutenu que, alors qu'ils étaient en prison, CBR avait exercé des pressions sur d'autres détenus pour

¹²¹³ Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 1 à 3, 21 et 22 ; pièce à conviction D.125.

¹²¹⁴ Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 3 et 4.

¹²¹⁵ Ibid., p. 24 et 25.

¹²¹⁶ Ibid., p. 10 et 11.

¹²¹⁷ Ibid., p. 11 et 12.

¹²¹⁸ Ibid., p. 10 à 12.

¹²¹⁹ Ibid., p. 12.

¹²²⁰ Ibid., p. 13 et 14.

¹²²¹ Ibid., p. 10 et 11.

¹²²² Pièce à conviction D.34, p. 27.

que ceux-ci mettent en cause les autorités, Ndahimana notamment, dans leurs aveux de culpabilité (section 5.3.1.5 du chapitre III)¹²²³.

632. Abordant à présent les déclarations antérieures du témoin CBR, la majorité constate que celui-ci n'avait pas encore été condamné au moment où il avait fait la déclaration du 9 octobre 2001¹²²⁴. Elle rappelle qu'« un témoin accusé de crimes pour lesquels il n'a pas encore été jugé "peut avoir un intérêt réel ou supposé à calomnier des personnes incriminées devant un tribunal" [traduction] et peut être tenté ou incité à ce faire par le biais d'un faux témoignage »¹²²⁵.

633. Cela étant, le témoin CBR avait fait des déclarations aux enquêteurs du TPIR en août/septembre 2000 et le 9 octobre 2001, et était passé aux aveux devant le bureau du Procureur de Kibuye le 26 janvier 2001¹²²⁶. Ces déclarations ainsi que la déposition précédente de CBR dans l'affaire *Seromba* décrivent la participation de Ndahimana d'une manière qui concorde avec la déposition du témoin au procès¹²²⁷.

634. En conclusion, la majorité ne se fondera sur la déposition de CBR que si celle-ci est corroborée, en dépit des réserves de la majorité liées à la moralité du témoin et au fait que celui-ci a pu avoir des motifs de mettre en cause l'accusé à travers les activités qu'il a menées en prison.

6.3.1.2 Témoin à charge CDL

635. La majorité relève que d'autres témoins au procès ont cité le témoin CDL comme étant une des autorités impliquées dans l'attaque du 16 avril 1994¹²²⁸. Les éléments de preuve versés au dossier montrent que le témoin a essayé de minimiser son propre rôle dans les tueries commises le 15 et le 16 avril 1994 à la paroisse de Nyange. Plusieurs témoins ont cité CDL comme un de ceux qui avaient participé aux attaques ces deux jours-là. Pourtant, le témoin a à peine admis et reconnu sa participation à l'attaque contre l'église de Nyange. En effet, il a admis avoir été celui qui était allé demander à quelqu'un d'envoyer les bulldozers utilisés pour enterrer les corps le 15 avril 1994¹²²⁹. De plus, il a reconnu avoir participé aux « consultations » tenues à la pharmacie de Kanyarukiga et en face du bureau abritant le secrétariat de la paroisse, dans la matinée du 16 avril 1994 vers 10 heures¹²³⁰. Quand des questions lui ont été posées sur la peine d'emprisonnement à vie avec restriction criminelle qu'il était en train de purger, il a dit avoir été condamné « suite à des accusations fausses », selon lesquelles il aurait distribué des armes qui avaient été utilisées lors de l'attaque contre l'église de Nyange¹²³¹. Un autre exemple des tentatives du témoin de minimiser son propre rôle dans les attaques contre la paroisse de Nyange ressort de ce qui a été dit à propos des discussions entre les autorités sur la meilleure façon de détruire l'église. Selon le témoin CNJ, CDL

¹²²³ Comptes rendus des audiences du 21 février 2011 (témoin ND24), p. 42 et 43, du 20 avril 2011 (témoin ND22), p. 17 et 18, 31 et 32, du 17 février 2011 (témoin ND34), p. 75 à 78, et du 18 février 2011 (témoin ND34), p. 8 à 10.

¹²²⁴ Voir la pièce à conviction D.33, p. 3 (« Je n'ai pas encore été condamné »).

¹²²⁵ Arrêt *Ntakirutimana*, par. 129.

¹²²⁶ Pièces à conviction D.32, D.33 et D.34.

¹²²⁷ Pièce à conviction D.35.

¹²²⁸ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 20 à 22, du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 66 et 67, du 27 janvier 2011 (témoin ND6), p. 19 à 21, 25 et 26, et du 20 avril 2011 (témoin ND22), p. 10 et 11.

¹²²⁹ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 13 et 14 (huis clos).

¹²³⁰ Compte rendu de l'audience du 19 novembre 2010, p. 18 et 19.

¹²³¹ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 41 (huis clos).

faisait partie des autorités qui discutaient de la meilleure façon de détruire l'église, alors que l'intéressé a seulement dit à la barre avoir entendu les autorités discuter¹²³².

636. La majorité tient compte du fait que le récit des événements de ce jour-là fait par le témoin a pu être arrangé de sorte à minimiser le rôle qu'il avait joué dans les événements et à rejeter la responsabilité sur l'accusé. En outre, elle rappelle les conclusions auxquelles elle est déjà parvenue, à savoir que le témoin a pu en vouloir à l'accusé, ayant été lui aussi pressenti pour le poste de bourgmestre que Ndahimana avait finalement obtenu (section 4.3.1.9 du chapitre III).

637. Toutefois, la majorité garde à l'esprit que le rôle de premier plan joué par le témoin dans les attaques signifie que celui-ci était probablement bien placé pour apprécier le rôle que jouait chacun des participants dans les événements qui se déroulaient. Bref, la majorité peut se fonder sur la déposition du témoin CDL, si celle-ci est corroborée, pour incriminer l'accusé, malgré les réserves qu'elle émet sur la moralité et les possibles motifs de l'intéressé, tels qu'analysés ci-dessus.

6.3.1.3 Témoin à charge CBK

638. La majorité rappelle que le témoin CBK avait 14 ans au moment des faits¹²³³. Dans sa première déclaration aux enquêteurs du TPIR datée du 15 août 2000, le témoin n'avait pas fait mention de Ndahimana au sujet de l'attaque du 16 avril 1994, mais avait parlé de l'accusé à propos d'une réunion tenue ce jour-là avant l'attaque. Cependant, la majorité relève que la déclaration concernait presque exclusivement le père Seromba¹²³⁴. Une deuxième déclaration datée du 26 avril 2001 portait principalement sur Gaspard Kanyarukiga et, là encore, en dehors de Seromba, le témoin n'avait pas fait mention d'autres assaillants en ce qui concerne l'attaque du 16 avril 1994¹²³⁵. Dans sa troisième déclaration faite en octobre et novembre 2002, il avait dit ceci :

Le 16 avril 1994 vers 8 heures le matin, les dirigeants se sont à nouveau retrouvés au presbytère. Ils ont d'abord tenu une réunion dans une pièce du presbytère. Plus tard, j'ai vu le père Seromba, Ndahimana, Kayishema, Kanyarukiga, le colonel Nzaphakumunsi, Ndungutse et [le témoin CDL] qui discutaient debout devant le secrétariat de la paroisse...Kayishema a dit au [témoin CDL] de les aider à apporter le bulldozer pour détruire l'église...le groupe discutait du nombre d'intellectuels tutsis qui se cachaient dans le clocher¹²³⁶.

639. Le témoin avait alors décrit l'attaque et la destruction de l'église de Nyange, mais n'avait pas fait mention de la présence de Ndahimana. Il n'avait pas non plus mentionné la présence de Ndahimana lorsqu'il avait parlé du fait que Seromba, Kayishema et d'autres personnes avaient partagé un verre après les tueries. Enfin, il avait aussi affirmé que, « [à] Kivumu, les gens faisaient davantage confiance aux prêtres qu'aux responsables du Gouvernement, le père Seromba était plus puissant que le bourgmestre »¹²³⁷. Ces observations, ajoutées à l'absence dans chacune des déclarations antérieures de CBK de toute mention de la présence de Ndahimana ou de la

¹²³² Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 66 à 69 (Le témoin CNJ était arrivé vers 9 heures. Il avait vu les assaillants encerclant l'église de Nyange. Kayishema, Ndahimana, Védaste Murangwabugabo, le témoin CDL, Ndungutse, Joseph Habiyaambere et Kanyarukiga étaient présents).

¹²³³ Vu le jeune âge du témoin lors des événements, sa déposition doit être examinée avec circonspection. Voir arrêt *Simba*, par. 78.

¹²³⁴ Pièce à conviction D.40.

¹²³⁵ Pièce à conviction D.39.

¹²³⁶ Pièce à conviction D.42, p. 7 et 8.

¹²³⁷ Ibid., p. 5, 7 et 8.

participation de celui-ci aux attaques du 16 avril 1994, amènent la majorité à aborder la déposition de ce témoin avec circonspection. En conséquence, la majorité ne se fondera sur la déposition de CBK que si celle-ci est corroborée.

6.3.1.4 Témoin à charge CNJ

640. Le témoin CNJ avait participé à l'attaque contre la paroisse de Nyange le 16 avril 1994 et il s'agit d'un témoin complice. Il a expliqué avoir été arrêté en janvier 1997 et condamné à huit ans d'emprisonnement. Comme il avait déjà passé onze ans en détention, les juges l'avaient libéré après sa condamnation, le temps qu'il avait passé en détention préventive étant supérieur à la durée de sa peine¹²³⁸. Si on suit donc la chronologie des événements, le témoin avait probablement été condamné vers 2008, ce qui signifie que toutes ses déclarations antérieures avaient été faites lorsqu'il était en détention préventive. La majorité relève que, dans ses déclarations antérieures et ses aveux aux autorités rwandaises, CNJ n'avait pas donné de précisions sur les crimes qu'il avait commis, probablement pour minimiser son propre rôle dans lesdits crimes d'avril 1994. En outre, lorsqu'il a été question des déclarations qu'il avait faites dans la prison de Gisovu, il a reconnu « n'avoir pas dit la vérité dans toutes [l]es lettres » dont l'une contenait ladite déclaration, car il ne voulait pas être appelé à témoigner dans certains procès¹²³⁹. Il avait aussi menti dans sa déclaration de novembre 2001 sur l'implication de Seromba, parce qu'il lui avait été promis de l'argent s'il agissait ainsi¹²⁴⁰. Le fait que le témoin a admis qu'il était prêt à mentir pour de l'argent impose la circonspection. Par ailleurs, le témoin n'avait mis en cause l'accusé qu'à partir du moment où il avait donné des informations supplémentaires aux autorités rwandaises en novembre 2001, après la mise en accusation de Ndahimana devant le Tribunal de céans¹²⁴¹.

641. Toutefois, le témoin était un homme libre au moment de sa déposition devant la Chambre¹²⁴². En outre, lors de cette déposition, il a donné des détails importants sur l'attaque du 16 avril 1994 contre la paroisse de Nyange et sur les personnes qui y avaient participé¹²⁴³. Ces diverses circonstances prises ensemble amèneront la majorité à ne se fonder sur la déposition de ce témoin que si celle-ci est corroborée.

6.3.1.5 Témoin à charge CNT

642. Le témoin CNT avait participé à l'attaque contre la paroisse de Nyange le 16 avril 1994 et il s'agit donc d'un témoin complice. Au moment de sa déposition devant la Chambre, il avait avoué ses crimes et exécutaient des travaux d'intérêt général¹²⁴⁴.

643. Il ne se souvenait pas de la date à laquelle l'église avait été détruite¹²⁴⁵, mais son récit concorde avec celui d'autres témoins qui ont parlé à la barre de l'attaque du 16 avril 1994. En conséquence, la majorité conclut que le témoin a décrit des événements survenus ce jour-là.

¹²³⁸ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 73 et 74 (huis clos).

¹²³⁹ Compte rendu de l'audience du 5 novembre 2010, p. 35 et 36, 50 et 51.

¹²⁴⁰ Compte rendu de l'audience du 5 novembre 2010, p. 21 à 25 (huis clos).

¹²⁴¹ Pièce à conviction D.46.

¹²⁴² Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 73 et 74 (huis clos).

¹²⁴³ Pièce à conviction D.52.

¹²⁴⁴ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 62 (huis clos).

¹²⁴⁵ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 14 et 15 (Selon la déposition de CBK, ce serait le 16 avril 1994).

644. La majorité conclut que la déposition du témoin n'est pas suffisamment détaillée et n'est pas suffisamment probante pour lui être d'une utilité particulière lorsqu'il s'agit pour elle de se prononcer au-delà de tout doute raisonnable. En outre, de tous les témoins qui ont parlé de la présence de Ndahimana lors de la démolition de l'église de Nyange, c'est CNT qui a fourni le récit qui incrimine le plus l'accusé. En effet, même si les dépositions des autres témoins à charge ne concordent pas à propos des mots prononcés par Ndahimana durant l'attaque, aucun de ces témoins n'a dit que l'accusé « avait un fusil, [qu']il circulait parmi les assaillants et [qu'il] leur disait : "il ne faut pas que certains de ces réfugiés vous échappent" »¹²⁴⁶. De plus, contrairement à ce qu'établissent des éléments de preuve corroborés montrant que l'accusé était en compagnie d'autres autorités lorsque l'église avait été démolie, le témoin CNT a affirmé ce qui suit : « Kayishema se tenait non loin de l'entrée... l'entrée que beaucoup de personnes pouvaient utiliser. Seromba se tenait à l'entrée qui donne sur la cour intérieure. Il semblait être dépassé par les événements. Quant à Ndahimana, il se tenait de l'autre côté de l'église »¹²⁴⁷. Ce qui contredit la déclaration antérieure faite par le témoin le 25 mars 2003, dans laquelle il avait expliqué que les trois hommes se tenaient devant la porte principale de l'église de Nyange¹²⁴⁸. Sa déclaration a pu être influencée par le désir de voir condamner les autorités de Kivumu pour les tueries commises à l'église de Nyange, dans un souci de rejeter sur autrui ou de partager avec autrui la responsabilité découlant de sa propre condamnation. En conclusion, la majorité ne s'appuiera sur la déposition de ce témoin que si celle-ci est corroborée.

6.3.1.6 Témoin à charge CBY

645. La majorité rappelle qu'il ressort d'une déclaration faite par le témoin aux enquêteurs du TPIR le 2 février 1996 que l'intéressé n'avait pas vu Ndahimana lors des attaques, mais seulement « le 12 ou le 13 avril... peu de temps avant la destruction de l'église »¹²⁴⁹. Dans sa déclaration de 2000, CBY avait dit avoir vu Ndahimana uniquement les 8, 9, 11 et 12 avril 1994¹²⁵⁰. Invité à s'expliquer sur ces divergences, le témoin a indiqué que, en faisant ses déclarations, il s'était contenté de répondre aux questions qui lui étaient posées¹²⁵¹. La majorité juge cette explication peu convaincante.

646. Outre les préoccupations susvisées qu'elle a suscitées, la déposition du témoin était vague. Enfin, la relation des événements du 16 avril 1994 par CBY contenait en outre des divergences, lorsqu'elle est comparée aux éléments de preuve présentés au procès. Par exemple, il en ressort que, durant la démolition de l'église de Nyange, CBY était caché au presbytère de Nyange, ce qui pourrait expliquer qu'il n'ait pas parlé du rôle de Ndahimana durant l'événement. Toutefois, il a affirmé que Seromba aussi se trouvait au presbytère lors de la démolition, buvant de la bière avec deux autres prêtres¹²⁵². Bref, la majorité ne se fondera sur la déposition ce témoin que si celle-ci est corroborée.

¹²⁴⁶ Comptes rendus des audiences du 10 novembre 2010, p. 45, et du 11 novembre 2010, p. 1 et 2.

¹²⁴⁷ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 4.

¹²⁴⁸ Pièce à conviction D.70.

¹²⁴⁹ Pièce à conviction D. 67 : compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 9 et 10, 42 et 43 (huis clos).

¹²⁵⁰ Pièce à conviction D.66.

¹²⁵¹ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 42 et 43 (huis clos).

¹²⁵² Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 63 et 64.

6.3.1.7 Témoin à charge CDJ

647. La déposition du témoin CDJ est de peu d'utilité, dans la mesure où l'intéressé était arrivé à la paroisse à 19 heures. Toutefois, il a dit de manière constante avoir vu Ndahimana, Kanyarugika et le père Seromba au balcon du presbytère de Nyange, devant la chambre du père Seromba, alors que les intéressés buvaient de la bière en ayant l'air d'être joyeux¹²⁵³. De ce témoignage, la majorité peut déduire que CDJ parlait du 16 avril 1994. Elle fait observer que, si la déposition du témoin est vague sur certains aspects des événements, plus particulièrement sur les dates, les détails qu'elle contient à propos de ce que CDJ avait pu observer alors que les autorités auraient été en train de boire de la bière suscitent des interrogations¹²⁵⁴. La majorité émet des doutes quant à la possibilité qu'avait CDJ, de l'endroit où il se trouvait, d'observer la scène de manière aussi précise, dans une obscurité totale¹²⁵⁵. En conséquence, elle ne fera fond sur la déposition de ce témoin que si celle-ci est corroborée.

6.3.1.8 Témoin à charge CBT

648. La majorité relève que le témoin CBT ne se trouvait pas à l'église le 16 avril 1994 et que, en conséquence, sa déposition a une valeur probante limitée en l'espèce.

6.3.1.9 Témoins à décharge

649. Les témoins à décharge ND6, ND7, ND24, KR3 et ND22 ont tous dit à la barre avoir été présents lors de l'attaque contre la paroisse de Nyange le 16 avril 1994, mais n'avoir pas vu Ndahimana ce jour-là. De plus, ND24 a affirmé que, bien qu'il n'ait pas été présent à la paroisse, il aurait su si Ndahimana était passé par le centre de Nyange pour se rendre à la paroisse. La majorité a conclu ailleurs dans le présent jugement que l'accusé avait pu passer par le barrage routier sans que le témoin ND24 l'ait su (section 5.3.1.19 du chapitre III).

6.3.2 Alibi

650. Dans sa notification d'alibi déposée le 3 septembre 2010, la Défense a indiqué que Ndahimana se cachait au couvent des religieuses le 16 avril 1994. Pour établir son alibi, la Défense a appelé à la barre les témoins BX3, ND17 et ND35¹²⁵⁶. La majorité rappelle que, conformément à l'article 67 A) ii) a) du Règlement, la Défense notifie au Procureur son intention d'invoquer un alibi « avant le début du procès », notamment « les noms et adresses des témoins ainsi que tous autres éléments de preuve sur lesquels l'accusé a l'intention de se fonder pour établir son alibi ». En l'espèce, si le nom et l'adresse du témoin BX3 ont été communiqués par la Défense au début de la présentation des moyens à charge le 21 septembre 2010, les noms et les adresses des témoins ND17 et ND35 n'ont pas été déposés avant avril 2011, trois mois après le début de la présentation des

¹²⁵³ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 35 et 36, 43 à 45.

¹²⁵⁴ Ibid., p. 44 (Le témoin a pu indiquer le type de bière que les assaillants buvaient : « J'ai pu constater qu'ils utilisaient des bouteilles de la bière Primus »).

¹²⁵⁵ Ibid., p. 29 à 31, 34 et 35, 56 et 57 (Le témoin a expliqué que, à son arrivée à la paroisse ce jour-là, il avait vu de nombreux cadavres, qu'il avait paniqué, et il a ajouté : « Je me suis dirigé vers la paroisse, à l'endroit où je devais être. » (p. 34). Le témoin a précisé qu'il se tenait à côté de l'entrée, à une vingtaine de mètres des autorités (p. 34).

¹²⁵⁶ Voir la pièce de la Défense intitulée « Notice of Alibi », 3 septembre 2010, la pièce de la Défense intitulée « Supplement to the Notice of Alibi Filed on 3rd September 2010 », 21 septembre 2010, la pièce de la Défense intitulée « Additional Notice of Alibi », 7 avril 2011, et la pièce de la Défense intitulée « Additional Notice of Alibi », 13 avril 2011.

CSB

moyens à décharge. En pareilles circonstances, la majorité rappelle que la communication tardive de la liste des témoins d'alibi peut avoir un effet sur son appréciation de la crédibilité de l'alibi¹²⁵⁷.

651. C'est une preuve par ouï-dire que BX3 a fournie sur le séjour de Ndahimana au couvent le 16 avril 1994. Elle a dit à l'audience que Mama Yumani, une religieuse du couvent, lui avait dit que Ndahimana y avait été le 16 avril 1994¹²⁵⁸. Les témoins ND17 et ND35 étaient ensemble à 5 heures le 16 avril 1994 au couvent des sœurs de l'Assomption. Chacun d'entre eux a indiqué avoir vu Ndahimana arriver à 5 heures. Le témoin ND17 a également indiqué avoir vu Ndahimana quitter le couvent ce jour-là dans la soirée à 19 heures¹²⁵⁹, alors que ND35 a seulement précisé qu'il lui avait été dit que l'accusé avait quitté le couvent à cette heure-là¹²⁶⁰. Le témoin ND35 a ajouté avoir appris que Ndahimana se cachait de personnes dénommées Callixte, Kimana et Kayishema¹²⁶¹.

652. La majorité est d'avis que les récits des témoins relatifs au 16 avril 1994 sont vagues, sauf en ce qui concerne l'heure à laquelle les témoins avaient vu Ndahimana arriver au couvent et l'heure à laquelle l'accusé en était reparti. En effet, aucun de ces témoins ne dit avoir vu Ndahimana le 16 avril 1994 entre 5 heures et 19 heures. De plus, la communication tardive des identités des témoins ND17 et ND35 peut donner à penser que la Défense avait élaboré cet alibi de manière à ce qu'il corrobore le témoignage de BX3. La majorité estime qu'il existe un risque sérieux qu'il puisse s'agir dans ce cas particulier d'un moyen de preuve récemment monté de toutes pièces.

653. De plus, la majorité fait observer que le témoin ND17 a expliqué que sa maison était située à deux kilomètres seulement du couvent, mais qu'il était resté au couvent et n'était pas rentré chez lui du 6 avril 1994 au moment où il avait quitté le couvent en mai ou juin 1994. Il a expliqué qu'il était resté à son travail parce que les religieuses étaient menacées et qu'il « ne pouva[i]t pas les abandonner à leur sort ». Il a également dit à la barre être marié et père de cinq enfants. À la question de savoir pourquoi il avait choisi de rester avec les religieuses plutôt qu'avec sa famille, il a répondu : « J'étais préoccupé par le sort des religieuses et également par le sort de mes enfants. Mais, comme je ne pouvais pas me trouver aux deux endroits à la fois, j'ai continué à veiller sur les sœurs. Et, par chance, mes enfants n'ont pas eu de problème, et les sœurs n'ont pas non plus eu de problème ». La majorité conclut que l'explication donnée par le témoin est troublante, en particulier dans la mesure où les religieuses du couvent étaient gardées par des policiers à partir du 16 avril 1994¹²⁶².

654. Le témoin ND35 a dit lors de sa déposition avoir vu Ndahimana le 16 avril 1994 à 5 heures, tout en indiquant que lui-même avait quitté le couvent à 7 heures et y était revenu à 16 heures. Plus tard, lors d'une discussion avec ses collègues vers 19 h 30, il avait appris de ceux-ci que l'accusé avait quitté le couvent juste une trentaine de minutes auparavant¹²⁶³. La majorité relève que, sur la base du propre témoignage de ND35, celui-ci n'aurait effectivement pu avoir assisté directement qu'au seul évènement de l'arrivée de l'accusé vers 5 heures.

¹²⁵⁷ Affaire *Bizimungu et consorts*, Décision relative à la notification d'alibi donnée par Jérôme Bicomumpaka, 7 juillet 2005, par. 5 ; arrêt *Nchamihigo*, par. 97 ; compte rendu de l'audience du 21 septembre 2011, p. 26 et 27.

¹²⁵⁸ Compte rendu de l'audience du 23 février 2011, p. 15 et 16 (huis clos).

¹²⁵⁹ Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 10 et 11 (huis clos).

¹²⁶⁰ Comptes rendus des audiences du 3 mai 2011, p. 34 et 35 (huis clos), p. 40 et 41.

¹²⁶¹ Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 36 et 37 (huis clos).

¹²⁶² Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 14 et 15, 20 et 21.

¹²⁶³ Comptes rendus des audiences du 3 mai 2011, p. 34 et 35 (huis clos), p. 40 et 41.

655. La majorité relève de même que le témoin ND6 a dit au procès que, le 16 avril 1994, il se trouvait à la paroisse de Nyange et avait entendu Ndungutse demander au témoin CDL où était le bourgmestre. Le témoin était alors allé chercher Ndahimana chez celui-ci, mais ne l'y avait pas trouvé¹²⁶⁴. La majorité reconnaît qu'il s'agit en l'occurrence d'un témoin complice ; cependant, au moment de sa déposition devant la Chambre, ND6 avait avoué les crimes qu'il avait commis, avait déjà été condamné et avait purgé sa peine¹²⁶⁵. La majorité n'estime pas que l'intéressé ait pu avoir des motifs de témoigner en faveur de l'accusé. Toutefois, elle relève que ND6 a admis ce qui suit : « Voyez-vous, il y avait de nombreuses personnes. On ne pouvait pas voir tout le monde, et je ne peux vous parler que de personnes que j'ai vues et celles qui étaient à côté de moi ». S'agissant plus précisément de Ndahimana, il a dit lors de sa déposition n'avoir pas vu l'intéressé, mais n'a pas nié la possibilité que celui-ci ait pu être présent¹²⁶⁶. Il se pourrait que la capacité de chaque témoin de reconnaître ou non différents individus et le fait que les témoins aient pu observer ce qui se passait à partir d'endroits différents aient contribué à ce que ND6 n'ait pas pu voir l'accusé.

656. En conclusion, les éléments de preuve à décharge établissent uniquement que l'accusé est arrivé au couvent à 5 heures et en est reparti à 19 heures. Ils ne rendent pas compte des endroits où l'intéressé aurait pu se trouver à un moment quelconque entre 5 et 19 heures le 16 avril 1994. La majorité relève en outre deux points : premièrement, les éléments de preuve versés au dossier ne contrediraient pas une possibilité pour l'accusé de se rendre à l'église de Nyange après avoir quitté le couvent¹²⁶⁷ ; deuxièmement, la majorité a déjà exprimé des doutes sur la fiabilité des dépositions des témoins ND17 et ND35. Elle a également conclu que les dépositions des intéressés présentaient un risque sérieux d'être des témoignages récemment montés de toutes pièces, ce qui a un effet sur l'analyse que la majorité fait de leur crédibilité.

657. Pour les motifs qui précèdent, la majorité considère que les témoignages de ND17, ND35 et BX3 selon lesquels Ndahimana s'était rendu au couvent le 16 avril 1994 tôt dans la matinée et y était resté toute la journée en se cachant ne peuvent raisonnablement pas être crédibles.

6.3.3 Réunions et décision de détruire l'église de Nyange le 16 avril 1994

6.3.3.1 Introduction

658. Après avoir conclu qu'elle ne saurait se fonder sur aucune déposition à charge sans corroboration, la majorité recherchera maintenant si les moyens présentés par le Procureur contiennent des éléments de preuve de corroboration pouvant étayer au-delà de tout doute raisonnable les allégations énoncées aux paragraphes 29 à 31 de l'acte d'accusation.

659. Après avoir examiné à la fois les éléments de preuve produits et les paragraphes 29 à 31 de l'acte d'accusation, la majorité relève qu'il est allégué qu'au moins deux réunions auraient été tenues le 16 avril 1994 en vue de planifier le meurtre des réfugiés et la destruction de l'église de Nyange. Les parties à l'entreprise criminelle commune se seraient réunies pour la première fois au

¹²⁶⁴ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 18 à 20, 31 et 32, 38 et 39 (Le témoin s'était rendu au domicile de Ndahimana avec Didace Habyarimana, Habiyakare et d'autres jeunes venant de Kibilira, dont Rwarakabije (p. 31 et 32). La majorité relève aussi que la distance entre l'église de Nyange et le bureau communal pouvait être parcourue à pied en 10 minutes (p. 32)).

¹²⁶⁵ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 24 à 26.

¹²⁶⁶ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 40 (huis clos).

¹²⁶⁷ La majorité rappelle que la distance entre l'église de Nyange et le couvent n'est que de 400 mètres. Voir le procès-verbal intitulé « *Report on Site Visit* » établi le 13 juin 2011, par. 6 iii).

presbytère de Nyange à un moment non précisé dans la matinée du 16 avril 1994. À la suite de cette réunion, les assaillants ont tiré des coups de feu sur l'église jusqu'à épuisement de leurs munitions. Une deuxième réunion se serait tenue entre les parties à l'entreprise criminelle commune tard dans la matinée au presbytère ou près de celui-ci. À la suite de cette réunion, l'église a été détruite par un bulldozer. Les réfugiés qui n'ont pas été tués par la chute des débris ont été tués par les assaillants qui sont entrés dans l'église après l'effondrement de la façade du bâtiment.

6.3.3.2 Première réunion et tirs sur l'église de Nyange le 16 avril 1994

660. Les témoins à charge CDL et CBR ont tous deux dit à la barre que, tôt dans la matinée, Ndahimana s'était réuni avec d'autres parties à l'entreprise criminelle commune. Après cette réunion, Ndahimana avait tiré sur les réfugiés, donnant ainsi le signal du déclenchement de l'attaque. Selon le témoin CBR, à son arrivée à l'église de Nyange, il avait vu les autorités suivantes en train de discuter devant le bureau du prêtre : le père Seromba, Ndahimana, Kanyarukiga, Habiyambere, Kayishema, Védaste Murangwabugabo, Ndungutse, l'adjudant-chef Habarugira et plusieurs gendarmes. Il n'avait pas entendu ce que les intéressés se disaient. Après leur discussion, Ndahimana avait tiré à travers les portes et les fenêtres de l'église et avait ainsi « donné le ton », les autres autorités lui emboitant alors le pas¹²⁶⁸. À l'arrivée de CDL à la paroisse, Ndahimana, les policiers communaux, Kayishema et les autres autorités étaient en train de discuter. Lorsque ce groupe était arrivé au secrétariat de l'église, Ndahimana avait parlé au père Seromba. Après leur discussion, « le bourgmestre [était] revenu vers ces policiers et leur a[vait] dit que le travail allait commencer ». Ndahimana avait alors ouvert le feu sur les réfugiés qui étaient à l'intérieur de l'église de Nyange. Immédiatement après, les policiers avaient commencé à tirer sur l'église¹²⁶⁹.

661. La majorité relève que les deux témoins ont tous deux dit à l'audience avoir vu Ndahimana ouvrir le feu sur l'église de Nyange¹²⁷⁰. Le témoin CBR a dit avoir vu Ndahimana utiliser « un fusil qui n'était pas très long » et « que l'on porte en bandoulière »¹²⁷¹. Le témoin CDL n'a pas donné d'informations sur le type d'arme que Ndahimana aurait utilisé ; il a seulement indiqué que l'accusé avait ouvert le feu sur les réfugiés qui se trouvaient à l'intérieur de l'église¹²⁷².

662. Toutefois, la majorité relève que des parties des dépositions des deux témoins diffèrent en ce qui concerne les participants à la réunion et aussi la manière dont la réunion s'était déroulée. Selon CDL, Seromba, Ndahimana, Kanyarukiga, Habiyambere, Kayishema, Murangwabugabo, Ndungutse, Habarugira et les gendarmes étaient présents¹²⁷³. D'après ce témoin, le bourgmestre avait d'abord parlé à Kayishema, à d'autres autorités et aux policiers communaux¹²⁷⁴. Après cela, il

¹²⁶⁸ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 31, et du 2 novembre 2010, p. 49 et 50 (Du côté droit de la cour proche de l'église de Nyange, le témoin se trouvait suffisamment près de Ndahimana, qui se tenait devant l'entrée principale de l'église et qui tirait à travers les portes et les fenêtres de l'église. Kayishema suivait l'exemple de Ndahimana, tirant lui aussi sur l'église. Ndahimana « a[vait] donné le ton » et les autres autorités avaient suivi).

¹²⁶⁹ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 20 et 21 (Ndahimana avait alors ouvert le feu sur les réfugiés qui se trouvaient dans l'église. Immédiatement après, les policiers avaient aussi commencé à tirer à l'intérieur de l'église à travers les fenêtres cassées de celle-ci. Ndahimana étant la plus haute autorité présente à l'église de Nyange, le témoin avait considéré le coup de feu tiré par celui-ci comme étant « un feu vert pour tuer les Tutsis qui se trouvaient dans l'église »).

¹²⁷⁰ Comptes rendus des audiences du 2 novembre 2010 (témoin CBR), p. 49 et 50, du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 29 et 30, et du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 20 et 21.

¹²⁷¹ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 30.

¹²⁷² Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 20 et 21.

¹²⁷³ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 29 et 30.

¹²⁷⁴ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 16 et 17, 20 et 21.

était apparemment allé parler seul à Seromba devant le secrétariat de l'église et était revenu dire aux policiers de commencer la tuerie¹²⁷⁵.

663. Selon CBR, après la discussion, Ndahimana, Kayishema et les autres autorités, à l'exception du père Seromba, s'étaient dirigés vers l'église¹²⁷⁶. Il semble aussi qu'au moins Ndahimana et Kayishema aient tiré sur l'église¹²⁷⁷. Le témoin CDL a précisé à la barre que Ndahimana et les policiers qui accompagnaient celui-ci avaient tiré sur l'église¹²⁷⁸.

664. La majorité rappelle qu'elle a émis de sérieux doutes sur la crédibilité des témoins CBR et CDL. Elle rappelle que les témoins CBK, CBY, ND7 et ND22 se trouvaient à des endroits d'où ils pouvaient observer ce qui se passait à la paroisse, tôt le 16 avril 1994, avant le début de l'attaque et la destruction de l'église de Nyange. Pourtant, aucun de ces témoins n'a parlé d'une première réunion et d'une première attaque lancée ce jour-là. S'il est vrai que le fait que les témoins aient pu observer ce qui se passait à partir d'endroits différents pourrait expliquer les variations dans les dépositions des intéressés, la majorité estime toutefois que, pour cette première attaque, si celle-ci avait eu lieu, des armes à feu auraient été employées, tout comme plusieurs personnes auraient tiré sur l'église. Les autres personnes présentes à la paroisse de Nyange auraient entendu les coups de feu ou auraient été au courant de ces faits.

665. Sur la base des circonstances qui précèdent, la majorité conclut que le Procureur n'a pas prouvé au delà de tout doute raisonnable que l'accusé avait participé à une réunion au presbytère de Nyange, ni que, à la suite de cette réunion alléguée, Ndahimana avait tiré sur l'église, signalant ainsi le lancement de l'attaque.

6.3.3.3 Deuxième réunion et décision de détruire l'église de Nyange le 16 avril 1994

666. Selon les témoins à charge CDL, CBR, CBK, CNJ et CBY, une réunion à laquelle Ndahimana et d'autres autorités avaient pris part s'était tenue le 16 avril 1994. Après cette réunion, les bulldozers avaient commencé à démolir l'église de Nyange.

667. D'emblée, la majorité dit qu'elle tient pour prouvé qu'une réunion s'est tenue dans la matinée entre 9 et 10 heures¹²⁷⁹. S'agissant maintenant du lieu de celle-ci, les témoins CBR, CBK et CBY ont affirmé que la discussion avait eu lieu à côté du presbytère de Nyange¹²⁸⁰. Le témoin CDL a dit que la réunion avait commencé à la pharmacie de Kanyarugika et que les autorités, dont Ndahimana, s'étaient ensuite rendues à l'église pour rencontrer le père Seromba, qui se tenait

¹²⁷⁵ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 20 et 21.

¹²⁷⁶ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 29 et 30.

¹²⁷⁷ Ibid., p. 29 à 31.

¹²⁷⁸ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 20 et 21.

¹²⁷⁹ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 30 et 31 (À la fin de la fusillade, les autorités étaient retournées à l'endroit où elles se trouvaient auparavant, près du presbytère), du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 22 à 24, du 19 novembre 2010 (témoin CDL), p. 18 et 19 (La réunion s'était tenue vers 10 heures à la pharmacie de Kanyarugika), du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 19 et 20 (La réunion s'était tenue au presbytère de Nyange à une heure non précisée par le témoin), du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 66 et 77, 68 et 69 (Il a dit que la réunion s'était tenue vers 9 heures, mais n'a pas indiqué à quel endroit), du 9 novembre 2010 (témoin CBY), p. 62 à 64, et du 10 novembre 2010 (témoin CBY), p. 40 à 42 (huis clos) (Le témoin a précisé que la réunion avait eu lieu dans la « matinée » au presbytère).

¹²⁸⁰ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2011 (témoins CBR), p. 30 et 31, du 9 novembre 2010 (témoin CBY), p. 63 et 64, et du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 19 et 20, 27 et 28 ; pièce à conviction P.8 1).

457 bis

devant le secrétariat¹²⁸¹. Ces témoignages ne manquent pas de cohérence. De fait, il apparaît que le secrétariat et le presbytère étaient très proches l'un de l'autre¹²⁸². En conséquence, il est établi à la satisfaction de la majorité qu'une réunion s'est tenue dans la matinée du 16 avril 1994, entre 9 et 10 heures, à proximité du presbytère, le lieu et l'heure où cette réunion s'est tenue étant établis au-delà de tout doute raisonnable.

668. Le témoin CBR avait entendu Kanyarugika dire aux autres autorités, dont Seromba, que l'église de Nyange devait être démolie. Selon CBR, Ndahimana était présent lorsque Kanyarukiga tenait ces propos. Le témoin ne savait pas qui avait donné l'ordre de commencer à détruire l'église¹²⁸³.

669. Le témoin CBK avait vu Kayishema, Ndahimana, Ndungutse et Seromba tenir une réunion au presbytère de Nyange. Alors que les intéressés s'approchaient du secrétariat, Seromba avait demandé à Ndahimana ce qui devait être fait, « parce que toutes les tentatives avaient échoué ». Ndahimana était en compagnie de l'IPJ Kayishema et les deux avaient insisté sur le fait que les intellectuels tutsis devaient être tués, ce qui avait amené les personnes précitées à décider donc de détruire le clocher de l'église pour tuer les réfugiés¹²⁸⁴. Le témoin se tenait près d'un robinet d'eau tout proche et avait pu donc entendre ce que Ndahimana et les autres se disaient, les intéressés se trouvant à l'extérieur lorsqu'ils avaient cette discussion¹²⁸⁵.

670. Le témoin CBY a expliqué avoir vu Ndahimana et d'autres autorités tenir une réunion mais n'a donné aucune autre indication concernant le rôle joué par Ndahimana¹²⁸⁶.

671. Le témoin CNJ est le seul à avoir dit que les autorités, dont Ndahimana, s'étaient réunies avec le père Seromba et qu'immédiatement après Ndahimana avait dit que « l'on pouvait y aller », après quoi Kayishema avait dit au conducteur du bulldozer : « Maintenant, tu peu[x] y aller »¹²⁸⁷. Toutefois, le témoignage de CNJ selon lequel l'accusé avait donné l'ordre de commencer la démolition de l'église de Nyange ne concorde pas avec d'autres témoignages relatifs à la même réunion. La majorité rappelle que, bien que le témoin ait mentionné la présence de Ndahimana dans certaines de ses déclarations antérieures, il n'y avait jamais dit que c'était Ndahimana qui avait ordonné aux conducteurs du bulldozer de commencer à détruire l'église de Nyange. Elle considère qu'il s'agit là d'une grave omission. De plus, la majorité a déjà décidé qu'elle ne s'appuierait sur la déposition de ce témoin complice que si celle-ci est corroborée¹²⁸⁸ (sections 5.3.1.4 et 6.3.1.4 du chapitre III).

672. Le témoin CDI est le seul à avoir dit à la barre que la décision de détruire l'église de Nyange avait été prise à la pharmacie de Kanyarukiga par plusieurs personnes, au nombre desquelles figuraient Kanyarukiga, Ndahimana et Kayishema. Le père Seromba n'y était pas¹²⁸⁹. Le témoin a ajouté que, par la suite, Ndahimana avait parlé à Seromba, qui avait approuvé la décision

¹²⁸¹ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 22 à 24, et du 19 novembre 2010, p. 18 à 20.

¹²⁸² Pièces à conviction P.35, P.37 et P.38.

¹²⁸³ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 29 à 31, et du 2 novembre 2010, p. 61 et 62.

¹²⁸⁴ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 20, 27 et 28 ; pièce à conviction P.8 1).

¹²⁸⁵ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 19 et 20.

¹²⁸⁶ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010, p. 62 à 64, et du 10 novembre 2010, p. 40 à 42 (huis clos).

¹²⁸⁷ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 68.

¹²⁸⁸ Ibid., p. 66 à 69.

¹²⁸⁹ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 22 à 24, et du 19 novembre 2010, p. 18 et 19.

de détruire l'église¹²⁹⁰. À la suite de cette discussion, un bulldozer était arrivé et la destruction de l'église avait commencé¹²⁹¹. La majorité rappelle qu'elle ne se fondera sur la déposition de ce témoin complice que si celle-ci est corroborée.

673. Il ressort des éléments de preuve qui précèdent que Ndahimana a participé à la réunion avec diverses autres autorités. Toutefois, ce que l'accusé a fait ou le niveau de sa contribution à cette réunion n'apparaissent pas aussi clairement. La majorité conclut néanmoins que la présence de l'accusé à cette réunion a été prouvée au-delà de tout doute raisonnable.

674. S'agissant à présent de l'objet de la réunion, les témoins CBR, CDL, CBK et CNJ ont tous dit que la décision de détruire l'église de Nyange avait été prise au cours de cette réunion¹²⁹². La majorité relève que les témoins CDJ, CBY, ND11, ND12 et ND22 ont affirmé que la destruction de l'église à l'aide de bulldozers avait commencé le 15 avril 1994 et que cette démolition s'était arrêtée ce même jour, du fait qu'il s'était mis à pleuvoir et que la nuit était tombée¹²⁹³. D'autres éléments de preuve établissent que l'église a été finalement détruite le 16 avril 1994. Le témoin CDL a donné l'explication suivante : « Donc, la destruction n'a pas eu lieu en tant que telle le 15. Seulement les vitres des fenêtres ont été brisées lorsque les grenades ont été lancées - les vitres ont été brisées -, mais la destruction, à proprement parler, ... a eu lieu le 16 avril. La vraie démolition ... a eu lieu le 16 avril »¹²⁹⁴. La majorité conclut qu'une tentative de destruction de l'église a pu avoir lieu le 15 avril 1994, mais que celle-ci a réellement été détruite le 16 avril 1994.

¹²⁹⁰ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 22 et 23, et du 19 novembre 2010, p. 19 et 20.

¹²⁹¹ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 22 à 24.

¹²⁹² Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 31 (Après la fusillade, les autorités étaient retournées à l'endroit où elles se trouvaient auparavant, près du presbytère. Le témoin a entendu Kanyarukiga dire : « Il faut démolir cette église car en trois jours nous serons en mesure de la reconstruire ». Ndahimana se tenait à côté de Kanyarukiga lorsque celui-ci tenait ces propos. Le témoin n'avait pas entendu le reste de la conversation, mais juste après que Kanyarukiga eut parlé, Kayishema était arrivé avec des « engins spéciaux », qui avaient servi à démolir l'église), du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 22 et 23, du 19 novembre 2010 (témoin CDL), p. 19 et 20 (Après la réunion tenue à la pharmacie de Kanyarukiga, Ndahimana s'était entretenu avec le père Seromba, qui avait approuvé la décision de démolir l'église. Cette discussion s'était déroulée à l'extérieur et le témoin se trouvait suffisamment près pour entendre Ndahimana et Seromba parler), du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 19 à 21, 27 et 28 (Ces hommes avaient décidé de détruire le clocher de l'église pour tuer les réfugiés qui s'y étaient cachés), et du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 66 à 69 (Le témoin se tenait près des autorités et les avait entendu discuter de la démolition de l'église).

¹²⁹³ Comptes rendus des audiences du 11 novembre 2010 (témoin CDJ), p. 34 à 36 (Le vendredi soir, le témoin était arrivé à la paroisse vers 19 heures et avait constaté qu'une partie de l'église avait été détruite et qu'il y avait des cadavres dans la cour de l'église), du 10 novembre 2010 (témoin CBY), p. 34 et 35, 37 à 41 (huis clos) (Ils avaient commencé la démolition de l'église le 15 avril 1994 et l'avaient achevée le 16 avril 1994), du 18 janvier 2011 (témoin ND11), p. 41 et 42, 45 à 47 (Alors que le témoin se trouvait dans l'église, un homme appelé Léonard était arrivé avec du carburant et en avait aspergé l'église. Les réfugiés avaient vu arriver un « engin spécial », qui avait creusé une fosse dans laquelle les cadavres avaient été enterrés. L'engin avait ensuite été utilisé pour commencer la démolition de la partie nord de l'église. Il s'était alors mis à pleuvoir et la nuit était tombée. L'engin spécial était resté dans l'enceinte de l'église), du 19 janvier 2011 (témoin ND12), p. 7 à 10 (Les assaillants avaient alors tenté d'incendier l'église à l'aide du carburant, mais la tentative avait échoué. « Plus tard », un bulldozer était arrivé pour enterrer les victimes à un endroit appelé Rubagano. Vers 16 ou 17 heures, le bulldozer s'était attaqué aux murs de l'église, mais avait dû s'arrêter lorsqu'il s'était mis à pleuvoir. Les *Interahamwe* s'étaient retirés et les réfugiés, dont le témoin, étaient restés à l'intérieur de l'église), et du 20 avril 2011 (témoin ND22), p. 12 à 14 (Après les tueries et les enterrements, un bulldozer avait commencé à démolir l'église, mais il s'était mis à pleuvoir et la démolition s'était arrêtée car le bulldozer s'embourbait).

¹²⁹⁴ Comptes rendus des audiences du 19 novembre [2010] (témoin CND), p. 9, du 21 février 2011 (témoin ND24), p. 20 et 21, 35 et 36, du 24 janvier 2011 (témoin ND7), p. 15 et 16, du 27 janvier 2011 (témoin ND6), p. 18 à 20, du CII12-0001(F)

675. La majorité conclut également que, nonobstant des tentatives de destruction de l'église de Nyange le 15 avril 1994, la décision de détruire l'église a été prise à la réunion tenue dans la matinée du 16 avril 1994. Les éléments de preuve produits établissent que la décision a été prise de tuer les réfugiés tutsis de l'église de Nyange en détruisant celle-ci. La majorité parvient à cette conclusion sur la base de preuves directes et indirectes produites au procès. L'attaque et, en fin de compte, la destruction de l'église ont commencé juste après la réunion du 16 avril 1994.

676. Cependant, la seule présence de Ndahimana à cette réunion ne signifie pas nécessairement que l'accusé partageait l'intention criminelle des parties à l'entreprise criminelle commune. Comme elle l'explique ci-dessous, la majorité estime que la présence de l'accusé à l'église de Nyange le 16 avril 1994 peut avoir été motivée par le fait qu'il y était à son corps défendant, des éléments de preuve crédibles produits au procès ayant démontré que l'accusé se trouvait sous le coup de menaces.

677. La majorité conclut que le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable que la responsabilité de l'accusé était engagée pour ce qui est des accusations énoncées au paragraphe 30 de l'acte d'accusation.

6.3.4 Participation de Ndahimana à l'attaque contre l'église de Nyange

678. Il est allégué au paragraphe 31 de l'acte d'accusation que Ndahimana et d'autres autorités ont ordonné aux assaillants de détruire l'église de Nyange à l'aide d'un bulldozer. Cette attaque a causé la mort d'environ 2 000 réfugiés tutsis qui se trouvaient à l'intérieur de l'église. Il est allégué aussi dans l'acte d'accusation que Ndahimana était présent lors de la destruction de l'église, incitant les assaillants à tuer les réfugiés tutsis et les supervisant.

679. À titre préliminaire, la majorité note que la Défense soutient que le Procureur n'a pas plaidé de manière adéquate son accusation selon laquelle, le 16 avril 1994, l'accusé « se déplaçait pour dire aux assaillants qu'aucun réfugié ne devait leur échapper »¹²⁹⁵. La majorité rappelle que Ndahimana est accusé d'avoir « incit[é] les assaillants à tuer les réfugiés tutsis et [d'avoir] supervis[é] l'attaque » perpétrée le 16 avril 1994 à l'église de Nyange. À ce sujet, la majorité rappelle que, si le Procureur a l'obligation d'énoncer les faits essentiels dans l'acte d'accusation, rien ne lui fait obligation de présenter tous les éléments de preuve qu'il entend produire pour établir ces faits¹²⁹⁶. L'objection de la Défense est donc sans objet.

680. Les témoins CDL, CNT, CNJ et CBK ont tous dit à l'audience que Ndahimana était présent lors de la démolition effective de l'église de Nyange le 16 avril 1994¹²⁹⁷. Le témoin CBT a seulement entendu dire que l'église avait été démolie¹²⁹⁸.

681. S'intéressant maintenant aux éléments de preuve concernant la participation de Ndahimana à l'attaque, la majorité observe que CDL a indiqué que le bourgmestre et Seromba avaient essayé

1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 28 à 34, du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 20 à 22, du 4 novembre 2010 (témoin CBK), p. 5 et 6, et du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 66 à 69.

¹²⁹⁵ Compte rendu de l'audience du 21 septembre 2011, p. 81.

¹²⁹⁶ Arrêt *Ntagerura et consorts*, par. 21 ; arrêt *Ntakirutimana et consorts*, par. 470 ; arrêt *Niyitegeka*, par. 193.

¹²⁹⁷ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 25 et 26, du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 20 à 22, du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 68 et 69, du 10 novembre 2010 (témoin CNT), p. 56 à 60, et du 11 novembre 2010 (témoin CNT), p. 1 à 4.

¹²⁹⁸ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 3 à 5.

CCC 2-10

d'aider les conducteurs des bulldozers en montrant à ceux-ci comment « accomplir les différentes tâches ». Il a en outre dit à la barre que, lorsque les réfugiés avaient commencé à jeter des pierres sur les conducteurs des bulldozers, Ndahimana et Seromba avaient donné aux intéressés du matériel pour se protéger¹²⁹⁹.

682. Le témoin CNT a dit lors de sa déposition que, pendant que les assaillants étaient en train de détruire l'église de Nyange, Ndahimana donnait des ordres aux assaillants pour s'assurer qu'aucun réfugié ne s'échapperait¹³⁰⁰.

683. Le témoin CNJ a dit à l'audience que, chaque fois que le bulldozer démolissait un mur, les assaillants se précipitaient à l'intérieur de l'église pour tuer les réfugiés qui avaient survécu à la chute des débris de l'église. Ndahimana décidait alors du moment où devait être donné l'ordre aux assaillants de quitter l'église pour que le bulldozer puisse attaquer un autre mur sans blesser les intéressés¹³⁰¹.

684. Le témoin CBK a affirmé à la barre que Ndahimana était présent lorsque le père Seromba disait aux conducteurs des bulldozers de commencer à démolir l'église de Nyange et lorsque l'église était démolie¹³⁰².

685. La majorité rappelle que la corroboration ne nécessite pas que les récits des témoins soient identiques dans tous leurs aspects étant donné que « [t]out témoin expose ce qu'il a vu du point de vue qui était le sien au moment des faits ou conformément à sa propre perception des événements qu'on lui a rapportés »¹³⁰³. Les divergences peuvent être raisonnablement expliquées par le fait que les témoins avaient pu observer ce qui se passait lors de l'attaque à partir d'endroits différents, par la connaissance que chacun d'eux avait de la participation de certains assaillants et par le temps qui s'est écoulé depuis les faits en cause¹³⁰⁴.

686. La majorité conclut que, bien que les dépositions des témoins à charge soient concordantes quant à la présence de l'accusé lors de la destruction de l'église de Nyange, ils n'établissent pas au-delà de tout doute raisonnable le rôle que celui-ci a joué lors des tueries. Les témoins à charge font plutôt chacun un récit différent des actions menées par Ndahimana lors de la démolition de l'église.

687. Les témoins CNT et CNJ ont indiqué que l'accusé avait donné des ordres aux assaillants ou avait dirigés ceux-ci lors de l'attaque¹³⁰⁵. Toutefois, CNT et CNJ sont tous deux des témoins complices. La majorité rappelle de plus que la déposition de CNT montre que l'intéressé peut être motivé par le désir de rejeter sur l'accusé ou de partager avec celui-ci la responsabilité découlant de sa propre condamnation. S'agissant du témoin CNJ, le fait que celui-ci soit prêt à mentir dans une déclaration écrite contre de l'argent impose d'examiner sa déposition avec circonspection¹³⁰⁶. La majorité ne juge pas ces témoins crédibles pour ce qui est de la partie de leurs dépositions se rapportant aux actions de Ndahimana lors de l'attaque du 16 avril 1994.

¹²⁹⁹ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 25 et 26.

¹³⁰⁰ Comptes rendus des audiences du 10 novembre 2010, p. 56 à 60, et du 11 novembre 2010, p. 1 et 2.

¹³⁰¹ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 68 et 69.

¹³⁰² Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 21 et 22, 31 à 33.

¹³⁰³ Arrêt *Nahimana et consorts*, par. 428.

¹³⁰⁴ Arrêt *Munyakazi*, par. 107.

¹³⁰⁵ Comptes rendus des audiences du 4 novembre p. 68 et 69, du 10 novembre 2010, p. 56 à 60, et du 11 novembre 2010, p. 1 et 2.

¹³⁰⁶ Voir la section 5.3.1.4 du chapitre III.

688. Selon CDL, l'accusé avait aidé les conducteurs des bulldozers en leur montrant notamment comment « accomplir les différentes tâches »¹³⁰⁷. Enfin, le témoin CBK n'a fait référence à la présence de l'accusé que lorsque l'église de Nyange était en train d'être démolie¹³⁰⁸.

689. Après avoir examiné l'ensemble de la preuve, la majorité conclut que le Procureur a prouvé au-delà de tout doute raisonnable le seul fait que l'accusé était présent lors de l'attaque de l'église de Nyange. Il n'a pas prouvé que Ndahimana avait incité les assaillants à tuer les Tutsis ou avait supervisé l'attaque contre la paroisse de Nyange.

6.3.5 Boissons prises au presbytère de Nyange

690. Le Procureur allègue dans le paragraphe 32 de l'acte d'accusation que, après la démolition de l'église de Nyange, Ndahimana et les autres autorités se sont rendues au presbytère de Nyange pour y fêter l'événement autour d'un verre. Le Procureur invoque les dépositions des témoins CBY, CDJ et CBK au soutien de cette allégation¹³⁰⁹.

691. Le témoin CBK a dit lors de sa déposition que, après la destruction de l'église de Nyange, Ndahimana, le père Seromba, Kayishema, Kanyarukiga, Christophe Mbakilirehe, le conseiller Dabama Nsidadyamere, Kanamugire, le colonel Nzaphakumunsi et d'autres personnes s'étaient retrouvés au presbytère de Nyange et avaient bu du vin et de la bière. Le témoin a précisé, à propos de ces autorités : « Tout simplement, on constatait qu'elles étaient en train de festoyer après la destruction de l'église de Nyange ». Les autorités avaient ensuite donné quelques boissons aux miliciens *Interahamwe* qui étaient en bas. Le témoin qui était dans la cour du presbytère pendant le déroulement de cet événement a conclu qu'« [o]n constatait que ces autorités étaient contentes de ce qui venait de se passer »¹³¹⁰. La majorité rappelle toutefois que, au départ, le témoin CBK n'avait pas mentionné la présence de Ndahimana dans sa déclaration de 2002, lorsqu'il avait parlé du fait que Seromba, Kayishema et d'autres personnes avaient partagé un verre après les tueries¹³¹¹. De plus, la pièce à conviction D.43 jette des doutes sur la présence de Nzaphakumunsi le 16 avril 1994, l'intéressé ayant affirmé dans sa déclaration de 2003 qu'il n'était pas retourné dans le secteur de Nyange avant la fin avril ou le début mai 1994¹³¹². En conséquence, la majorité émet de sérieux doutes sur la crédibilité du témoignage de CBK sur ce point.

692. Le témoin CBY avait vu Ndahimana prendre de la bière devant le bâtiment où résidaient les prêtres, après la destruction de l'église de Nyange, avec « les autorités dont [le témoin venait de] parl[er] », un certain Kimaranzara et des policiers. Ils avaient des casiers de bière qu'ils partageaient avec les conducteurs des bulldozers¹³¹³. La majorité rappelle toutefois que, dans ses déclarations antérieures, le témoin avait précisé avoir vu l'accusé pour la dernière fois le 12 ou le 13 avril 1994¹³¹⁴.

¹³⁰⁷ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 25 et 26.

¹³⁰⁸ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 21 et 22, 31 à 33.

¹³⁰⁹ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 22 à 25, du 9 novembre 2010 (témoin CBY), p. 63 et 64, et du 11 novembre 2010 (témoin CDJ), p. 35 et 36, 44 et 45.

¹³¹⁰ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 22 à 25.

¹³¹¹ Pièce à conviction D.40.

¹³¹² Pièce à conviction D.43.

¹³¹³ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 64.

¹³¹⁴ Pièces à conviction D.66 et D.77.

693. Le témoin CDJ avait vu Ndahimana, Kanyarukiga et le père Seromba sur le balcon de la chambre du père Seromba au presbytère de Nyange, après la destruction de l'église de Nyange. Il a dit à l'audience que ceux-ci étaient en train de boire de la bière et que le groupe avait « l'air d'être joyeux »¹³¹⁵. Le témoin n'a toutefois pas donné de détails particuliers pour expliquer comment il pouvait voir cet événement de l'endroit où il se trouvait, à au moins 20 mètres des autorités et dans une obscurité totale¹³¹⁶.

694. D'emblée, la majorité fait observer que les éléments de preuve ne montrent pas de façon claire et précise où les autorités partageaient ces boissons et avec qui ils les partageaient, même s'il est établi que Kanyarukiga et Seromba étaient présents, avec Ndahimana.

695. La majorité constate que, dans ce paragraphe particulier de l'acte d'accusation, il n'est allégué aucun acte criminel et que l'allégation formulée dans le paragraphe a été présentée pour prouver l'intention de l'accusé. La majorité rappelle que, pour prouver l'intention génocide par des preuves indirectes, la conclusion selon laquelle l'accusé avait une intention génocide doit être la *seule* déduction raisonnable qui puisse être tirée de l'ensemble des éléments de preuve¹³¹⁷. En l'espèce, la majorité constate qu'aucun des trois témoins ne faisaient partie du groupe des personnes qui partageait un verre et l'allégation selon laquelle ces personnes étaient en train de fêter est donc une déduction faite par les témoins eux-mêmes. La majorité est réticente à se fier à l'interprétation des événements à laquelle se sont livrés les témoins, notamment parce que la déposition de chacun de ces témoins soulève des questions de crédibilité. Enfin, elle conclut que le Procureur a prouvé au-delà de tout doute raisonnable que l'accusé avait partagé un verre avec Kanyarukiga, Seromba et peut-être d'autres personnes après les tueries du 16 avril 1994. Toutefois, les éléments de preuve présentés n'ont pas établi au-delà de tout doute raisonnable les motifs pour lesquels les intéressés partageaient un verre.

6.3.6 Enterrement des corps après les tueries

696. Il est allégué dans le paragraphe 33 de l'acte d'accusation que, après la destruction de l'église de Nyange, les corps des Tutsis tués à la paroisse de Nyange ont été ensevelis dans des charniers dans la paroisse et ses environs. La Chambre de première instance relève qu'il n'est fait état dans ce paragraphe de l'acte d'accusation d'aucun *actus reus* ou *mens rea* criminel. En outre, le paragraphe est formulé à la voix passive et aucun individu ou groupe de personnes qui aurait enseveli les corps n'y est nommément cité. Dès lors, la Chambre ne se prononcera pas sur cette allégation.

6.3.7 Moyens de preuve à décharge

6.3.7.1 Témoins à décharge

697. Les témoins à décharge ND6, ND7, ND24, KR3 et ND22 ont tous dit à la barre avoir été présents lors de l'attaque contre l'église de Nyange le 16 avril 1994, mais n'avoir pas vu

¹³¹⁵ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 35 et 36, 44 et 45.

¹³¹⁶ Comptes rendus des audiences du 11 novembre 2010, p. 26 et 27 (huis clos), p. 34, 56 et 57 (Le témoin a expliqué que, à son arrivée à la paroisse ce jour-là, il avait vu de nombreux cadavres, avait paniqué, et il a ajouté : « Je me suis dirigé vers la paroisse, à l'endroit où je devais être ». Il a indiqué qu'il se tenait à côté de l'entrée, à une vingtaine de mètres des autorités).

¹³¹⁷ Arrêt *Nahimana et consorts*, par. 524.

CC 43/01

Ndahimana ce jour-là. Par ailleurs, le témoin ND24 a affirmé que, tout en étant absent de la paroisse, il aurait été au courant de la présence de Ndahimana, si celui-ci était passé par le centre du marché de Nyange ce jour-là en se rendant à la paroisse de Nyange. La majorité a déjà conclu ailleurs dans le présent jugement que l'accusé avait pu passer par le barrage routier sans que le témoin ND24 ne l'ait su (section 5.3.1.19 du chapitre III).

698. La majorité rappelle que les témoins CBK et KR3 avaient eu l'impression que « tous les Hutus de la commune de Kivumu » s'étaient rendus à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994¹³¹⁸ et qu'il y avait plus d'assaillants que les jours précédents¹³¹⁹. La majorité estime que des milliers de personnes (assaillants et réfugiés confondus) se trouvaient à la paroisse le 16 avril 1994. De plus, elle estime que la scène à la paroisse ne pouvait être que chaotique ce jour-là, sachant que des centaines d'assaillants avaient pris part à l'attaque pour essayer de tuer les réfugiés et que la totalité de l'église de Nyange avait été détruite à l'aide de bulldozers, ce qui avait entraîné la mort de pratiquement tous les réfugiés.

699. En outre, aucun des témoins à décharge n'était bien placé pour pouvoir suivre attentivement tous les événements et voir toutes les personnes présentes à la paroisse. Par exemple, le témoin ND7 ne voyait pas grand-chose de l'endroit où elle se cachait, à savoir dans une pièce du presbytère de Nyange. De la fenêtre de cette pièce, elle pouvait voir le clocher de l'église de Nyange et la statue de la Vierge Marie¹³²⁰. Le témoin KR3 n'était resté à l'église que de midi à 13 h 30¹³²¹. Par ailleurs, la déposition de ND22 a été mise à mal par l'assertion du témoin selon laquelle les membres de la population n'avaient tué aucun réfugié ce jour-là et que les réfugiés avaient plutôt trouvé la mort lorsque l'église s'était effondrée sur eux¹³²².

700. De plus, la majorité relève que le témoignage de ND6 et ND22 selon lequel ils n'avaient pas vu l'accusé à la paroisse de Nyange peut trouver une explication dans le fait que les endroits à partir desquels ils observaient ce qui se passait étaient différents de ceux où se trouvaient d'autres témoins et dans le caractère chaotique des événements.

701. Sur la base des circonstances qui précèdent, la majorité est d'avis que les moyens de preuve à décharge ont une valeur probante limitée et ne parviennent pas à jeter un doute raisonnable sur la présence de Ndahimana lors des attaques contre la paroisse de Nyange le 16 avril 1994.

6.3.7.2 Menaces contre l'accusé

702. Le témoin ND6 a dit à l'audience que, le 16 avril 1994 vers midi, peu après son arrivée à la paroisse de Nyange, il s'était rendu avec un groupe de personnes au domicile de Ndahimana à la suite d'un ordre donné par Ndungutse en présence du témoin CDL¹³²³. Le témoin et cinq autres personnes avaient suivi l'ordre, mais n'avaient pas trouvé Ndahimana¹³²⁴. Le témoin a aussi dit ce

¹³¹⁸ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 19 et 20, et du 25 janvier 2011 (témoin KR3), p. 24 (Le témoin a dit que « la foule [des] assaillants qui avaient attaqué l'église, [...] étaient venus de toute[s] [les parties] de la commune de Kivumu. Il y en avait qui étaient venus même d'autres communes - autres que Kivumu... c'était une foule compacte »).

¹³¹⁹ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 20 et 21.

¹³²⁰ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 15 et 16.

¹³²¹ Ibid., p. 71 à 74.

¹³²² Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 11 et 12.

¹³²³ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 17 à 20.

¹³²⁴ Ibid., p. 18 à 20, 31 et 32, 38 et 39.

qui suit : « [L]e programme de Ndungutse consistait à tuer les Tutsis qui avaient cherché refuge à l'église ... Alors, le 14, il nous a dit ceci : "Ces gendarmes ont été appelés par Ndahimana pour qu'ils se postent là-bas. Alors, le 15, nous nous sommes rendus sur les lieux, il n'était pas présent. Ndahimana doit être un complice des *Inyenzi*. Alors, il faut qu'on aille le chercher et qu'on lui montre que tous ses efforts ont été vains, qu'il a fait tout cela pour rien" »¹³²⁵.

703. Ce témoignage relatif aux menaces proférées par Ndungutse contre l'accusé ne sera jugé crédible que si l'absence effective de Ndahimana à la paroisse de Nyange dans la matinée du 16 avril 1994 avant la tenue de la réunion peut être corroborée. D'emblée, la majorité constate que les témoins à charge CBR et CDL ont dit avoir vu l'accusé à la paroisse vers 7 heures, que l'intéressé avait tenu une réunion avec les autres autorités et qu'il avait tiré sur l'église de Nyange pour donner le signal du lancement de l'attaque¹³²⁶. Pour des motifs exposés ci-dessus, la majorité n'a pas trouvé ces parties des dépositions des témoins suffisamment probantes. Elle pense plutôt que l'accusé est arrivé plus tard cette matinée-là pour prendre part à la réunion tenue juste avant la destruction de l'église.

704. La majorité constate que la déposition de ND6 n'est pas nécessairement contredite par la conclusion à laquelle elle est parvenue, à savoir que l'accusé était présent à la réunion tenue tard dans la matinée avant l'attaque du 16 avril 1994. En effet, le témoin a dit être arrivé à l'église de Nyange vers midi¹³²⁷. Il ne s'agit toutefois là que d'une estimation. Expliquant l'heure qu'il a donnée pour un autre événement, le témoin a dit ceci : « Vous savez il est difficile d'estimer le temps lorsqu'on ne porte pas une montre ; le plus souvent, nous nous trompons sur les heures. Je suis en train de vous expliquer en me basant sur la position du soleil...Ce qui est important pour moi, c'est que l'on puisse vous expliquer comment se sont déroulés les événements »¹³²⁸. Le témoin a ajouté que, alors qu'il était allé chercher Ndahimana, « le [témoin CDL] et Kayishema [avaient] organisé une attaque ... [contre] les Tutsis »¹³²⁹. Il est dès lors possible que la réunion se soit tenue au moment où ND6 reconnaît n'avoir pas été présent à la paroisse de Nyange.

705. Il ressort de la déposition de ND6 que Ndungutse avait des soupçons quant aux allégeances réelles de l'accusé. Les dépositions de ND17 et BX3 corroborent le fait que l'accusé avait des raisons de craindre pour sa sécurité.

706. Le fait que l'alibi n'ait pas été jugé raisonnablement plausible ne signifie pas que l'ensemble des témoignages relatifs à l'alibi doit être rejeté¹³³⁰. Le témoin ND17 a estimé que Ndahimana était « pourchassé... parce qu'il ne participait pas à l'entreprise de tuer les gens », et parce que l'accusé avait arrêté des personnes soupçonnées de meurtre¹³³¹. Le témoin BX3 avait vu Ndahimana le 12 avril 1994 et a donné l'explication suivante : « Après cette date, Ndahimana se cachait parce que des gens voulaient lui faire du mal ... Mais nous savions très bien qu'il n'était pas mort, qu'il était

¹³²⁵ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 33.

¹³²⁶ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 28 à 30, du 2 novembre 2010 (témoin CBR), p. 40 et 41, du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 16 à 18, et du 19 novembre 2010 (témoin CDL), p. 11 et 12.

¹³²⁷ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 17 et 18.

¹³²⁸ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 38.

¹³²⁹ Ibid., p. 19.

¹³³⁰ Arrêt *Ntagerura*, par. 214 (Explication selon laquelle il n'est pas déraisonnable pour un juge des faits d'admettre certaines parties d'un témoignage et d'en rejeter d'autres. Même si certains éléments de la déposition d'un témoin ont été corroborés par un autre témoignage, une Chambre de première instance n'est pas tenue d'ajouter foi à l'ensemble de cette déposition).

¹³³¹ Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 19.

443bis

toujours en vie, même s'il se cachait »¹³³². La majorité rappelle que Ndungutse était un de ceux qui dirigeaient l'attaque contre la paroisse de Nyange¹³³³. Elle relève que l'intéressé était apparemment une personne influente, capable de diriger des assaillants tels que ND6 et son groupe¹³³⁴. De fait, ND6 a indiqué que Ndungutse pensait que Ndahimana soutenait la population tutsie et que Ndungutse avait proféré des menaces contre l'accusé, en disant de façon précise : « [I]l faut qu'on aille le [Ndahimana] chercher et qu'on lui montre que tous ses efforts ont été vains, qu'il a fait tout cela pour rien »¹³³⁵. En conséquence, la majorité conclut que les éléments de preuve établissent que Ndungutse a défié l'autorité de l'accusé et que certains membres de la population ont effectivement pensé que l'accusé était une personne prise pour cible. Elle en conclut que Ndahimana était sous le coup de menaces pendant la période en cause¹³³⁶.

¹³³² Compte rendu de l'audience du 23 février 2011, p. 40.

¹³³³ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 18 à 20 (Il a dit que Ndungutse avait pris part à la réunion tenue dans la soirée du 15 avril 1994), du 9 novembre 2010 (témoin CBK), p. 6 et 7 (Il a affirmé que Ndungutse était l'un de ceux qui avaient dirigé les tueries du 15 avril 1994), du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 42 et 43, du 21 février 2011 (témoin ND24), p. 12 et 13 (« [L]e 15 avril...la grande attaque a été dirigée par Ndungutse »), du 27 janvier 2011 (témoin ND6), p. 12 et 13, 15 à 20 (Il a précisé que c'était Ndungutse qui avait « donné le signal de l'attaque » le 15 avril 1994 et que l'intéressé lui avait dit de « continuer à travailler » le 16 avril 1994), et du 20 avril 2011 (témoin ND22), p. 10 et 11 (Il a affirmé que Ndungutse était un de ceux qui avaient dirigé l'attaque du 16 avril 1994).

¹³³⁴ Voir, par exemple, le compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 18 à 20.

¹³³⁵ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 32 et 33.

¹³³⁶ La majorité constate aussi que le témoin Nkiriyehe a affirmé que Ndahimana lui avait dit avoir quitté l'usine de thé de Rubaya Gisenyi au début de 1993, parce qu'il craignait pour sa sécurité en raison de problèmes liés à ses activités syndicales à l'usine et du fait que ses employeurs le soupçonnaient de travailler pour le FPR. La majorité conclut toutefois que ce témoignage a peu de valeur probante, Nkiriyehe n'ayant établi aucun lien entre ces prétendues menaces contre Ndahimana dans la préfecture de Gisenyi au début de 1993 et une menace précise contre l'accusé le 16 avril 1994 dans la préfecture de Kibuye.

CHAPITRE IV : CONCLUSIONS JURIDIQUES

1. Introduction

707. Le Procureur accuse Ndahimana de génocide (chef I) ou, à titre subsidiaire, de complicité dans le génocide (chef II) et d'extermination constitutive de crime contre l'humanité (chef III), en vertu de l'article 6.1 du Statut.

708. La majorité a conclu que les allégations imputant à Ndahimana une responsabilité pénale à raison des réunions tenues les 13 et 14 avril 1994 n'ont pas été prouvées (sections 4.3.3 et 4.3.4.2.1 du chapitre III).

709. Dans ses constatations de fait, la majorité a conclu que l'alibi invoqué par la Défense pour ce qui concerne les faits survenus le 15 avril 1994 pouvait raisonnablement être plausible ; cet alibi couvre toute la journée, de l'aube à la fin de l'après-midi. La majorité a en outre conclu que le caractère raisonnable de cette conclusion n'a pas été mis à mal par des éléments de preuve convaincants qui démontrent que l'accusé se trouvait à l'église de Nyange le 15 avril 1994 (section 5.3.4.3 du chapitre III).

710. Dans ses constatations de fait, elle a par ailleurs conclu que l'alibi invoqué par la Défense pour ce qui est des faits survenus le 16 avril 1994 ne pouvait raisonnablement pas être plausible. La majorité a conclu que Ndahimana avait participé à une réunion tenue à l'église de Nyange le 16 avril 1994 juste avant le début des attaques. En outre, elle a jugé que le Procureur avait prouvé que l'accusé était présent lors de ces attaques, que, par sa présence, celui-ci avait aidé et encouragé à commettre le crime de génocide (section 2 du chapitre premier).

2. Responsabilité pénale directe

2.1 Article 6.1 du Statut

711. L'article 6.1 du Statut énonce les différentes formes de responsabilité pénale individuelle pour les crimes relevant de la compétence du Tribunal, à savoir le fait de planifier, l'incitation à commettre, le fait d'ordonner, la commission ainsi que l'aide et l'encouragement à commettre un de ces crimes.

712. Dans l'acte d'accusation, le Procureur impute à Ndahimana toutes les formes de responsabilité pénale individuelle visées à l'article 6.1 du Statut. Le Procureur cherche aussi à établir la responsabilité pénale de Ndahimana pour les actes susmentionnés en invoquant la théorie de l'entreprise criminelle commune (forme élémentaire)¹³³⁷. Avant d'énoncer les principes juridiques applicables à ces formes de responsabilité, la majorité recherchera d'abord si chacune d'elles, au regard de ses constatations de fait, a été suffisamment plaidée dans l'acte d'accusation.

2.2 Notification des charges

713. La Chambre d'appel a dit que, même si un chef d'accusation n'indique pas précisément la forme de responsabilité retenue, l'accusé pourrait avoir reçu, en temps voulu, un préavis clair de la forme de responsabilité retenue, par exemple, dans d'autres paragraphes de l'acte d'accusation.

¹³³⁷ Acte d'accusation, par. 11 et 37 ; Mémoire préalable au procès du Procureur, par. 9 à 29.

Ainsi, le droit exige de considérer l'acte d'accusation dans son ensemble quand il s'agit de déterminer si l'accusé a été dûment informé des modes de responsabilité applicables aux allégations énoncées¹³³⁸. Lorsque l'acte d'accusation n'expose pas clairement la ou les formes de responsabilité invoquée(s), le Procureur est tenu de préciser le plus tôt possible pour chaque chef d'accusation la ou les formes de responsabilité alléguée(s), par exemple, dans son mémoire préalable au procès¹³³⁹.

714. En l'espèce, la Chambre a dit ce qui suit :

Selon Grégoire Ndahimana, l'on ne saurait invoquer en même temps le paragraphe 1 et le paragraphe 3 de l'article 6 du Statut. La Chambre estime que, puisque les allégations de faits essentiels que contiennent les paragraphes 13 à 33 sont suffisantes pour étayer chaque forme de responsabilité et qu'elles informent suffisamment Ndahimana des accusations portées contre lui pour qu'il puisse mener des investigations sur ce qui lui est reproché, ces paragraphes [de l'article 6 du Statut] peuvent être invoqués cumulativement¹³⁴⁰ [traduction].

715. Par conséquent, l'argument de la Défense selon lequel l'acte d'accusation est vicié, au motif que celui-ci ne contient pas d'indication quant à la source de l'obligation juridique incombant à l'accusé d'empêcher la commission d'actes criminels ou de punir les auteurs de tels actes, est dénué de fondement¹³⁴¹.

716. Dans sa décision, la Chambre a par ailleurs jugé qu'elle ne « trouvait pas de vice dans la manière dont l'entreprise criminelle commune avait été plaidée dans l'acte d'accusation modifié »¹³⁴² [traduction]. Par suite, l'allégation de la Défense selon laquelle cette forme de responsabilité n'a pas été plaidée comme le requiert le droit applicable est dénuée de fondement¹³⁴³.

2.3 Droit applicable

717. La « planification » suppose qu'une ou plusieurs personnes programment le comportement criminel constitutif d'un ou plusieurs crimes visés dans le Statut et qui seront commis ultérieurement¹³⁴⁴. Il suffit de démontrer que la planification a substantiellement contribué à la survenance du comportement criminel¹³⁴⁵. Quant à la *mens rea* pour ce mode de responsabilité, il s'agit de l'intention de planifier la commission d'un crime ou à tout le moins de la conscience de la

¹³³⁸ Arrêt *Semanza*, par. 259 et 358 ; arrêt *Ntakirutimana*, par. 473 ; arrêt *Aleksovski*, par. 171, note de bas de page 319. Voir aussi l'arrêt *Gacumbitsi*, par. 120 à 124.

¹³³⁹ Arrêt *Gacumbitsi*, par. 161 et 163 (citant l'arrêt *Krnjelac*, par. 138) ; arrêt *Ntakirutimana*, par. 475.

¹³⁴⁰ Décision intitulée « *Decision on Defects in the Indictment* », 30 avril 2010, par. 12.

¹³⁴¹ La Défense soutient que l'acte d'accusation et le Mémoire préalable au procès du Procureur sont tous deux muets sur la source ou l'étendue de l'obligation juridique incombant à l'accusé. Elle soutient en outre qu'aucun fait essentiel n'est présenté « pour étayer de façon directe » [traduction] l'allégation relative au manquement à l'obligation d'empêcher la commission de crimes ou de punir les auteurs de ces crimes. Voir la pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 444.

¹³⁴² Décision intitulée « *Decision on Defects in the Indictment* », 30 avril 2010, par. 7.

¹³⁴³ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 444 ; décision intitulée « *Decision on Defects in the Indictment* », 30 avril 2010, par. 7.

¹³⁴⁴ Arrêt *Ndahimana et consorts*, par. 479 (citant l'arrêt *Kordić et Čerkez*, par. 26).

¹³⁴⁵ Id.

CcCpBis

réelle probabilité qu'un crime soit commis au cours de l'exécution des actes ou omissions qui ont été planifiés¹³⁴⁶.

718. L'« incitation » est le fait de provoquer autrui à commettre une infraction¹³⁴⁷. Il n'est pas nécessaire de prouver que l'infraction n'aurait pas été commise sans l'intervention de l'accusé ; il suffit de démontrer que l'incitation a substantiellement contribué au comportement de l'auteur matériel de l'infraction¹³⁴⁸. Quant à la *mens rea* pour ce mode de responsabilité, il s'agit de l'intention d'inciter à la commission d'un crime ou à tout le moins de la conscience de la réelle probabilité qu'un crime soit commis au cours de l'exécution des actes ou omissions qui ont été incités¹³⁴⁹.

719. Le fait d'« ordonner » suppose que l'accusé soit en position d'autorité lorsqu'il donne à une autre personne l'ordre de commettre une infraction. Il n'est pas nécessaire qu'il existe une relation officielle de subordination entre l'accusé et l'auteur du crime. Il suffit de prouver que l'accusé occupait une certaine position d'autorité qui obligerait une autre personne à commettre un crime en exécution d'un ordre par lui donné. L'autorité qui fait naître le genre de relation de subordination envisagé à l'article 6.1 du Statut peut ne pas être officielle ou peut être de nature purement temporaire¹³⁵⁰.

720. La Chambre d'appel a dit que la commission s'entend principalement de la perpétration matérielle d'un crime (avec l'intention coupable requise) ou de l'omission coupable d'un acte requis en vertu d'une règle de droit pénal¹³⁵¹. La commission englobe également, selon l'interprétation qui en a été donnée, les trois formes d'entreprise criminelle commune : la forme élémentaire, la forme systémique et la forme élargie¹³⁵². Le Procureur a indiqué n'avoir retenu en l'espèce que la forme élémentaire de l'entreprise criminelle commune¹³⁵³.

721. Il est de jurisprudence constante que l'élément matériel requis pour chacune de ces formes d'entreprise criminelle commune se constitue de trois composantes¹³⁵⁴. En premier lieu, il faut une pluralité de personnes, lesquelles ne doivent pas nécessairement être organisées en une structure militaire, politique ou administrative. Le deuxième élément, c'est l'existence d'un but commun, qui est, ou qui implique, de commettre un des crimes visés dans le Statut. Ce but ne doit pas nécessairement avoir été mis au point ou formulé au préalable. Il peut se concrétiser de manière inopinée et se déduire des faits. Le troisième élément, c'est la participation de l'accusé au dessein commun, lequel implique la commission d'un des crimes visés dans le Statut ; cette participation n'implique pas nécessairement la consommation d'un crime spécifique visé dans les dispositions du Statut (par exemple, assassinat, extermination, torture ou viol), mais elle peut prendre la forme d'une aide ou d'une contribution à la réalisation du but commun. Si la contribution d'un accusé à

¹³⁴⁶ Arrêt *Nahimana et consorts*, par. 479 (citant l'arrêt *Kordić et Čerkez*, par. 29 et 31).

¹³⁴⁷ Arrêt *Nahimana et consorts*, par. 480 (citant l'arrêt *Ndindabahizi*, par. 117, et l'arrêt *Kordić et Čerkez*, par. 27).

¹³⁴⁸ Arrêt *Nahimana et consorts*, par. 480 (citant l'arrêt *Gacumbitsi*, par. 129, et l'arrêt *Kordić et Čerkez*, par. 27).

¹³⁴⁹ Arrêt *Nahimana et consorts*, par. 480 (citant l'arrêt *Kordić et Čerkez*, par. 29 et 32).

¹³⁵⁰ Jugement *Bagosora et consorts*, par. 2008 (citant l'arrêt *Semanza*, par. 361 et 363).

¹³⁵¹ Arrêt *Nahimana et consorts*, par. 478.

¹³⁵² Jugement *Simba*, par. 386 (citant l'arrêt *Kvočka et consorts*, par. 82 et 83, l'arrêt *Ntakirutimana*, par. 463 à 465, l'arrêt *Vasiljević*, par. 96 à 99, et l'arrêt *Krnojelac*, par. 30). Voir aussi l'arrêt *Nahimana et consorts*, par. 478, et l'arrêt *Brđanin*, par. 364.

¹³⁵³ Mémoire préalable au procès du Procureur, par. 21 à 27.

¹³⁵⁴ Jugement *Simba*, par. 387 (citant l'arrêt *Kvočka et consorts*, par. 96, l'arrêt *Ntakirutimana*, par. 466, l'arrêt *Vasiljević*, par. 100, et l'arrêt *Krnojelac*, par. 31). Voir aussi l'arrêt *Brđanin*, par. 364.

une entreprise criminelle commune ne doit être ni substantielle ni même nécessaire, il faut au moins que l'accusé ait largement favorisé la perpétration des crimes dont il est déclaré responsable¹³⁵⁵.

722. La *mens rea* requise varie en fonction de la forme d'entreprise criminelle commune retenue. En l'espèce, le Procureur se fonde sur la forme élémentaire¹³⁵⁶, qui requiert l'intention, partagée par tous les coauteurs, de commettre un crime précis¹³⁵⁷. Lorsque le crime exige une intention spéciale, comme, par exemple, l'intention d'exercer une discrimination, l'accusé en tant que membre de l'entreprise criminelle commune doit partager cette intention spéciale¹³⁵⁸. En effet, la simple connaissance du but des autres participants ne suffit pas ; l'accusé doit vouloir que ses actes entraînent la réalisation du but criminel¹³⁵⁹.

723. La Chambre d'appel a expliqué que le complice accomplit des actes visant précisément à apporter aide, encouragement ou soutien moral à une autre personne pour que celle-ci commette un certain crime, et que ces actes doivent avoir un effet important sur la perpétration de ce crime¹³⁶⁰. Il n'est pas nécessaire que cette perpétration soit conditionnée par les actes matériels (*actus reus*) du complice, lesquels peuvent intervenir avant, pendant ou après le crime principal¹³⁶¹. La *mens rea* de la complicité par aide et encouragement s'analyse comme le fait pour le complice de savoir que les actes qu'il accomplit contribuent à la perpétration d'un crime précis par l'auteur principal¹³⁶². Dans le cas des crimes supposant une intention spécifique comme la persécution ou le génocide, le complice doit connaître celle de l'auteur principal¹³⁶³.

724. La majorité appréciera ces formes de responsabilité pénale dans ses conclusions juridiques selon que de besoin.

3. Responsabilité du supérieur hiérarchique

3.1 Principes juridiques

725. Pour que la responsabilité d'un supérieur hiérarchique civil ou militaire soit pénalement engagée en vertu de l'article 6.3 du Statut à raison de crimes commis par ses subordonnés, les trois éléments suivants doivent être prouvés : 1) il doit exister entre l'accusé et la personne concernée

¹³⁵⁵ Arrêt *Simba*, par. 303 (citant l'arrêt *Brđanin*, par. 430). Voir aussi l'arrêt *Kvočka et consorts*, par. 90 (« Lorsque l'accusé sait seulement que par sa contribution, il aide une seule personne à commettre un seul crime, sa responsabilité est celle d'un complice, et ce, même si l'auteur principal est membre d'une entreprise criminelle commune visant à commettre d'autres crimes. En revanche, si l'accusé sait que par sa contribution, il aide un groupe de personnes participant à une entreprise criminelle commune à commettre des crimes et partage leur intention, il peut être reconnu pénalement responsable, en tant que coauteur, des crimes commis en exécution du but commun »). Voir aussi l'arrêt *Vasiljević*, par. 102, et l'arrêt *Tadić*, par. 229.

¹³⁵⁶ Mémoire préalable au procès du Procureur, par. 21 à 27.

¹³⁵⁷ Jugement *Simba*, par. 388 (citant l'arrêt *Ntakirutimana*, par. 467, l'arrêt *Vasiljević*, par. 101, et l'arrêt *Krnjelac*, par. 32).

¹³⁵⁸ Jugement *Simba*, par. 388 (citant l'arrêt *Kvočka et consorts*, par. 109 et 110).

¹³⁵⁹ Jugement *Mpambara*, par. 14.

¹³⁶⁰ Jugement *Bagosora et consorts*, par. 2009 (citant l'arrêt *Blagojević et Jokić*, par. 127, l'arrêt *Simić*, par. 85, l'arrêt *Blaškić*, par. 45 et 46, l'arrêt *Vasiljević*, par. 102, et l'arrêt *Ntagerura et consorts*, par. 370).

¹³⁶¹ Jugement *Bagosora et consorts*, par. 2009 (citant l'arrêt *Blagojević et Jokić*, par. 127, l'arrêt *Blaškić*, par. 48, l'arrêt *Simić*, par. 85, et l'arrêt *Ntagerura et consorts*, par. 372).

¹³⁶² Jugement *Bagosora et consorts*, par. 2009 (citant l'arrêt *Blagojević et Jokić*, par. 127, l'arrêt *Simić*, par. 86, l'arrêt *Vasiljević*, par. 102, l'arrêt *Blaškić*, par. 46, et l'arrêt *Ntagerura et consorts*, par. 370).

¹³⁶³ Jugement *Bagosora et consorts*, par. 2009 (citant l'arrêt *Blagojević et Jokić*, par. 127).

une relation de subordination ; 2) le supérieur doit savoir ou avoir des raisons de savoir que les actes criminels reprochés étaient sur le point d'être commis ou avaient été perpétrés par ses subordonnés ; enfin, 3) le supérieur hiérarchique n'a pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour empêcher la commission des actes criminels pertinents ou en punir les auteurs¹³⁶⁴.

726. L'existence d'une relation de subordination s'établit en démontrant qu'il y a entre l'accusé et la personne concernée un rapport hiérarchique formel ou informel. Le supérieur hiérarchique doit avoir le pouvoir ou l'autorité, *de jure* ou *de facto*, de prévenir ou de punir une infraction commise par ses subordonnés. Il doit exercer un contrôle effectif sur les subordonnés au moment de la commission de l'infraction. Le contrôle effectif s'entend de la capacité matérielle de prévenir la commission de l'infraction ou d'en punir les principaux auteurs. On ne satisfait pas à cette condition en établissant l'existence d'une influence générale de l'accusé sur la personne concernée¹³⁶⁵.

727. Le supérieur hiérarchique est animé ou est présumé être animé de la *mens rea* requise pour que soit engagée la responsabilité pénale dans l'un ou l'autre des cas suivants : 1) il a été établi à l'aide de preuves directes ou indirectes qu'il savait effectivement que ses subordonnés étaient sur le point de commettre ou avaient commis un crime visé dans le Statut ; 2) le supérieur hiérarchique disposait d'informations l'avertissant de la possibilité d'une infraction, en faisant ressortir la nécessité de mener des enquêtes complémentaires pour vérifier si ses subordonnés s'apprêtaient à commettre, étaient en train de commettre ou avaient commis une telle infraction¹³⁶⁶.

728. Pour établir que le supérieur hiérarchique savait effectivement que ses subordonnés avaient commis des crimes ou étaient en train d'en commettre, les éléments de preuve à prendre en considération sont notamment le nombre, le type et la portée d'actes illégaux, la période durant laquelle lesdits actes se sont produits, le nombre et le type de militaires qui y ont participé, le moyen logistique mis en œuvre, l'emplacement géographique du théâtre des crimes en question, le caractère généralisé desdits crimes, la rapidité avec laquelle les opérations ont été menées, le *modus operandi* d'actes illégaux de nature similaire, les officiers et les personnels impliqués, et le lieu où se trouvait le supérieur hiérarchique au moment des faits¹³⁶⁷.

3.2 Questions préliminaires

729. La Défense soutient dans ses dernières conclusions écrites que, dans l'acte d'accusation comme dans son Mémoire préalable au procès, le Procureur n'indique pas clairement « la source de l'obligation juridique incombant à l'accusé, pas plus qu'il ne décrit de quelque manière que ce soit l'étendue de ladite obligation... »¹³⁶⁸ [traduction].

730. La majorité rappelle la décision relative au vice de forme entachant l'acte d'accusation dans laquelle la Chambre chargée de la mise en état a dit :

¹³⁶⁴ Arrêt *Orić*, par. 18 ; arrêt *Nahimana et consorts*, par. 484 ; arrêt *Gacumbitsi*, par. 143 ; jugement *Ntagerura et consorts*, par. 627 ; jugement *Semanza*, par. 400.

¹³⁶⁵ Arrêt *Halilović*, par. 59 ; arrêt *Gacumbitsi*, par. 143 ; arrêt *Kajelijeli*, par. 85 ; arrêt *Ntagerura et consorts*, par. 341 et 342 ; jugement *Ntagerura et consorts*, par. 628 ; jugement *Semanza*, par. 402 et 415.

¹³⁶⁶ Arrêt *Čelebići*, par. 232 ; arrêt *Hadžihasanović et Kubura*, par. 28 ; arrêt *Galić*, par. 184 ; arrêt *Bagilishema*, par. 37 et 42 ; jugement *Ntagerura et consorts*, par. 629 ; jugement *Semanza*, par. 405.

¹³⁶⁷ Jugement *Bagosora et consorts*, par. 2014 (citant le jugement *Delić*, par. 64, le jugement *Strugar*, par. 68, et le jugement *Limaj et consorts*, par. 524).

¹³⁶⁸ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 444.

[L]a responsabilité du supérieur hiérarchique a été suffisamment plaidée. La Chambre rappelle que l'acte d'accusation doit être considéré dans son ensemble. Il est allégué dans l'acte d'accusation modifié que Grégoire Ndahimana était bourgmestre de la commune de Kivumu et que, en vertu de cette position alléguée, il exerçait une autorité sur les personnes énumérées aux paragraphes 12 et 37 de l'acte d'accusation. En outre, dans un certain nombre de paragraphes, se trouve décrit sur la base de faits un comportement de l'accusé à raison duquel le Procureur soutient que l'intéressé a eu connaissance ou avait des raisons d'avoir connaissance des actes de ses subordonnés, mais n'a ni empêché ces actes, ni puni ses subordonnés¹³⁶⁹ [traduction].

731. La majorité conclut dès lors que ce point est dénué de fondement.

3.3 Délibération

732. Ndahimana est accusé, en vertu de l'article 6.3 du Statut, de génocide ou de complicité dans le génocide au paragraphe 12 de l'acte d'accusation. Il est aussi accusé, en vertu de l'article 6.3 du Statut, d'extermination constitutive de crime contre l'humanité au paragraphe 37 de l'acte d'accusation.

733. Selon l'acte d'accusation, Ndahimana est responsable des crimes commis par ses subordonnés *de jure* et *de facto* durant la période du 6 au 30 avril 1994. Au nombre de ses subordonnés présumés figurent notamment Gilbert Rugwizangoga Kanani, un bourgmestre adjoint, Védaste Murangwabugabo, un bourgmestre adjoint, Fulgence Kayishema, l'inspecteur de police judiciaire Christophe Mbakilirehe, le brigadier de la police de la commune de Kivumu, des conseillers tels que Laurent Sindabyemera, conseiller du secteur de Sanga, Jean Marie Vianney Habarugira, conseiller du secteur de Nyange, d'autres conseillers, des policiers communaux, des employés de la commune, des gendarmes, des *Interahamwe* et d'autres civils hutus¹³⁷⁰.

3.4 Autorité *de jure* de nature générale

734. Le Procureur allègue que, en tant que bourgmestre de la commune de Kivumu en avril 1994, Ndahimana est responsable des actes commis par ses subordonnés *de jure* et *de facto* durant la période des faits, l'accusé n'ayant pas pris les mesures nécessaires et raisonnables pour empêcher la commission de ces actes ou pour en punir les auteurs¹³⁷¹.

735. La Défense affirme que Ndahimana n'exerçait l'autorité *de jure* que sur un nombre restreint de personnes, à savoir le personnel du bureau communal et les policiers communaux. En outre, tout contrôle exercé par l'intéressé s'apparentait davantage à celui d'un « directeur général dans un organisme public s'occupant essentiellement de développement social » [traduction] qu'à celui d'un commandant militaire¹³⁷². Quant à l'autorité *de facto*, Ndahimana ne jouissait que de pouvoirs limités qui ne lui permettaient pas d'empêcher que se produisent les faits survenus à la paroisse de Nyange, le bourgmestre étant membre du MDR et ne pouvant de ce fait bénéficier du soutien de la plupart des habitants de Kivumu, qui étaient des partisans du MRND. De plus, « [Ndahimana] n'avait pas officiellement pris fonction, parce qu'aucune cérémonie de passation de service n'avait

¹³⁶⁹ Décision intitulée « *Decision on Defects in the Indictment* », 30 avril 2010, par. 11.

¹³⁷⁰ Acte d'accusation, par. 12 et 37.

¹³⁷¹ Ibid., par. 2 et 37.

¹³⁷² Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 422 et 423.

eu lieu. S'il y avait eu une véritable passation de service, les divers organes de la commune... auraient cherché à collaborer avec lui »¹³⁷³ [traduction].

736. Il n'est pas contesté que, en avril 1994, la loi en vigueur portant réglementation des pouvoirs, droits et obligations des bourgmestres était intitulée « Organisation communale - Disposition organique », loi du 23 novembre 1963 telle que modifiée par le décret-loi du 26 septembre 1974 et le décret présidentiel du 4 octobre 1977 (la « loi sur l'organisation communale »)¹³⁷⁴.

737. Selon l'article [60] de la loi sur l'organisation communale, l'administration communale était placée sous l'autorité directe du bourgmestre¹³⁷⁵.

738. Le bourgmestre supervisait les conseillers communaux¹³⁷⁶ et exerçait un contrôle administratif sur les agents de l'État affectés dans la commune¹³⁷⁷. Tous les agents communaux, notamment le personnel administratif, le personnel technique et la police communale, étaient placés sous l'autorité du bourgmestre¹³⁷⁸, lequel, après avis du conseil communal, avait le pouvoir de les engager, de les suspendre et de les révoquer ; toutefois, les décisions concernant l'engagement, la suspension et la révocation du personnel devaient être approuvées par le préfet¹³⁷⁹. Les chapitres VI à VIII de la loi sur l'organisation communale contiennent le régime disciplinaire applicable par le bourgmestre en cas de faute disciplinaire des agents communaux. Le bourgmestre était chargé d'imposer ces mesures¹³⁸⁰.

739. La loi exposant dans le détail les pouvoirs *de jure* du bourgmestre ne définit pas suffisamment l'autorité précise que l'intéressé exerçait véritablement en 1994. Aussi, la majorité procédera-t-il à un examen des éléments de preuve plus précis concernant l'autorité *de jure* et *de facto* de Ndahimana sur chacune des catégories de personnes qui auraient été ses subordonnés et dont la participation aux attaques contre l'église de Nyange a été établie.

3.5 Autorité *de jure* spécifique et contrôle effectif

3.5.1 Police communale

740. En vertu de la législation rwandaise, le bourgmestre assumait l'entière responsabilité de l'organisation, du fonctionnement et du contrôle de la police communale¹³⁸¹. Les membres du corps de la police communale étaient des employés de la commune ayant le même statut que les autres employés communaux¹³⁸². Le bourgmestre était doté du même pouvoir de prendre des mesures disciplinaires à l'encontre des policiers communaux que celui dont il jouissait à l'égard des autres employés. La loi prévoyait cinq catégories de sanctions, tel qu'indiqué ci-après. Si le bourgmestre

¹³⁷³ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 436. 438 à 440.

¹³⁷⁴ Pièce à conviction P.47.

¹³⁷⁵ Ibid., article 60.

¹³⁷⁶ Ibid., article 37.

¹³⁷⁷ Ibid., article 58 11°.

¹³⁷⁸ Ibid., article 104 (88) ; modification du 25 novembre 1975, article 3.

¹³⁷⁹ Ibid., articles 93 (77) et 94 (78).

¹³⁸⁰ Ibid., modification du 25 novembre 1975, article 33.

¹³⁸¹ Ibid., modification du 4 octobre 1977, articles 4 et 7 (Ce dernier article dispose en outre que le brigadier de la police communale était placé sous l'autorité du bourgmestre).

¹³⁸² Pièce à conviction P.47, articles 1 à 3.

était seul habilité à prendre des mesures disciplinaires à l'encontre des policiers communaux, il ne pouvait toutefois infliger les sanctions des quatrième et cinquième catégories qu'après avis conforme du conseil communal, approuvé par le préfet¹³⁸³. Les cinq catégories de sanctions étaient : « 1) le blâme ; 2) la retenue du quart du traitement pendant un mois maximum ; 3) la suspension disciplinaire pour une durée d'un mois maximum ; cette peine entraîne l'interdiction d'exercer toute fonction et la retenue de la moitié du traitement ; 4) la disponibilité disciplinaire pour une durée indéterminée ; cette peine entraîne la suppression de tout traitement et de toute indemnité ; 5) la révocation »¹³⁸⁴.

741. Le témoin Kayishema a expliqué que la commune comptait cinq policiers, un brigadier et un brigadier adjoint¹³⁸⁵. Il a en outre dit à la barre que l'IPJ de la commune de Kivumu était Fulgence Kayishema, celui-ci étant resté en poste jusqu'à sa fuite en juillet 1994¹³⁸⁶. Par ailleurs, Mbakilirehe était le brigadier de la police communale de la commune de Kivumu¹³⁸⁷. D'autres témoins ont corroboré ce témoignage. Il ressort de dépositions pertinentes que le bourgmestre était l'autorité dont relevait principalement la police communale¹³⁸⁸.

3.5.1.1 Contrôle effectif sur les policiers

742. La majorité rappelle que, pour satisfaire à l'exigence du contrôle effectif, il ne suffit pas de démontrer l'influence générale qu'exerçait l'accusé¹³⁸⁹. En conséquence, elle déterminera tout d'abord si l'accusé avait le pouvoir de donner des ordres aux policiers de Kivumu ou de prendre des mesures disciplinaires à l'encontre de ceux-ci en avril 1994.

743. Le témoin à décharge ND17 a indiqué que deux attaques lancées par les *Interahamwe* contre le couvent avaient été repoussées par les policiers que Ndahimana avait affectés à la protection des religieuses. Selon ND17, ces policiers avaient été dépêchés le 16 avril 1994 au couvent et celui-ci avait été attaqué après la destruction de l'église de Nyange¹³⁹⁰. Malgré l'assertion de la Défense selon laquelle l'accusé était sans pouvoir pendant le génocide, le fait que le 16 avril 1994 – jour où l'église de Nyange a été détruite – Ndahimana avait confié une certaine mission aux policiers qui lui avaient obéi montre que l'intéressé exerçait sur ces derniers un contrôle effectif.

744. La majorité a également examiné les preuves indirectes qui indiquent que Ndahimana avait pris des mesures disciplinaires à l'encontre du brigadier Mbakilirehe. Elle a examiné en particulier la pièce à conviction P.51. Cette lettre datée du 29 avril 1994 montre que l'accusé avait rétrogradé Mbakilirehe du rang de brigadier à celui de simple policier, et entendait remplacer l'intéressé par

¹³⁸³ Pièce à conviction P.47, article 33.

¹³⁸⁴ Ibid., [modification du 25 novembre 1975], article 32.

¹³⁸⁵ Compte rendu de l'audience du 18 avril 2011, p. 22 à 26.

¹³⁸⁶ Ibid., p. 67 et 68.

¹³⁸⁷ Comptes rendus des audiences du 18 avril 2011, p. 49 à 51, et du 19 avril 2011, p. 1.

¹³⁸⁸ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 28 et 29 (Le personnel communal supervisé par le bourgmestre comprenait notamment les policiers communaux. En outre, le bourgmestre était chargé d'assurer la sécurité dans sa commune et pouvait requérir d'autres forces de maintien de l'ordre afin de rétablir la sécurité), du 18 janvier 2011 (témoin ND13), p. 27 et 28 (Le témoin a convenu que le bourgmestre avait la responsabilité de l'organisation, du fonctionnement et du contrôle de la police communale et qu'il pouvait sanctionner le brigadier pour « des infractions mineures » en « temps normaux »), et du 18 avril 2011 (témoin Kayishema), p. 22 à 26 (Les policiers relevaient du bourgmestre selon les dispositions juridiques en la matière et ne pouvaient exercer leurs fonctions que dans les limites de la commune).

¹³⁸⁹ Jugement *Ntagerura et consorts*, par. 628 ; jugement *Karera*, par. 564 ; jugement *Setako*, par. 459.

¹³⁹⁰ Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 9 à 11, 14 et 15.

Abayisenga, dont l'adjoint devait être Niyitegeka. Le préfet Kayishema a confirmé avoir reçu ampliation de la lettre et que Ndahimana avait les pleins pouvoirs pour rétrograder ou promouvoir le personnel communal durant le mois d'avril 1994¹³⁹¹.

745. La majorité fait observer que le témoin à décharge ND22 a vu Mbakilirehe parmi ceux qui dirigeaient l'attaque du 16 avril 1994¹³⁹². Ce témoignage doit être examiné à la lumière de la déposition du témoin à charge CNJ au sujet de l'attaque du 15 avril 1994. Selon ce témoin, le brigadier Mbakilirehe et un autre policier communal ayant refusé de tirer, le bourgmestre avait demandé aux intéressés de remettre leurs fusils¹³⁹³. En outre, si CDL a dit avoir appris que Mbakilirehe avait été rétrogradé pour n'avoir pas été assez actif pendant les attaques¹³⁹⁴, les témoins KR3 et ND13 ont quant à eux affirmé le contraire à l'audience¹³⁹⁵. Le témoin Kayishema a expliqué que Mbakilirehe avait été rétrogradé en raison d'un « dysfonctionnement dans la police communale », concernant par exemple l'affectation des policiers à leurs postes de travail et la gestion des armes et des munitions¹³⁹⁶. La majorité note que les éléments de preuve n'établissent pas clairement si Mbakilirehe a activement participé aux tueries ou s'il a rechigné à y participer, ni pour quelles raisons l'intéressé a été rétrogradé. Or, la pièce à conviction P.51 établit clairement que Mbakilirehe a été remplacé par Abayisenga qui devait avoir Niyitegeka pour adjoint. De plus, il n'est pas contesté que Niyitegeka a pris part aux attaques perpétrées à l'église de Nyange les 15 et 16 avril 1994 (voir les dépositions évoquées dans les sections 5.2.1 et 6.2.17 du chapitre III).

746. Il est aussi établi que l'accusé a promu Niyitegeka au poste de brigadier adjoint deux semaines après les tueries commises à l'église Nyange. Par ailleurs, quelle qu'ait pu être la raison de la rétrogradation de Mbakilirehe, ce fait en lui-même prouve que Ndahimana avait le pouvoir de rétrograder ou de promouvoir le personnel communal durant le mois d'avril 1994¹³⁹⁷.

747. D'autres éléments de preuve aussi établissent que Ndahimana exerçait un contrôle effectif sur les policiers en avril 1994. Par exemple, ND11 a dit à la barre s'être enfui dans la nuit du 15 avril 1994 et que Ndahimana avait chargé un policier d'accompagner le témoin jusqu'à la rivière, afin que celui-ci puisse traverser et se mettre en lieu sûr¹³⁹⁸. Le témoin ND1 a affirmé lors de sa déposition avoir vu Ndahimana arriver au centre de santé avec des rescapés tutsis le 17 avril 1994¹³⁹⁹, ajoutant que l'accusé avait posté des policiers autour de ce centre pour tenter d'assurer la sécurité de ces rescapés¹⁴⁰⁰. Sur la base de l'ensemble de la preuve, la majorité conclut que Ndahimana exerçait un contrôle effectif sur les policiers au cours du mois d'avril 1994.

¹³⁹¹ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 2 à 4, 16 à 19.

¹³⁹² Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 11.

¹³⁹³ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 61 à 63 (Le témoin a indiqué que les policiers communaux Niyitegeka et Abayisenga avaient tiré sur le clocher de l'église. Il a ensuite expliqué que deux gendarmes avaient refusé de tirer et avaient par suite été désarmés par le bourgmestre. L'un des gendarmes était Gicadi, qui était originaire de Rukoko, et l'autre était le brigadier Christophe Mbakilirehe).

¹³⁹⁴ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2011, p. 27 et 28.

¹³⁹⁵ Comptes rendus des audiences du 17 janvier 2011 (témoin ND13), p. 34 et 35, et du 25 janvier 2011 (témoin KR3), p. 1 (Il a expliqué que Mbakilirehe avait été rétrogradé pour avoir participé aux tueries).

¹³⁹⁶ Compte rendu de l'audience du 18 avril 2011, p. 50 et 51.

¹³⁹⁷ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 2 à 4, 16 à 19.

¹³⁹⁸ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 44.

¹³⁹⁹ Compte rendu de l'audience du 20 janvier 2011, p. 15.

¹⁴⁰⁰ Compte rendu de l'audience du 20 janvier 2011, p. 16.

3.5.1.2 Mens Rea : « Savait ou avait des raisons de savoir »

748. La majorité fait observer qu'on ne saurait présumer qu'un supérieur savait effectivement que ses subordonnés étaient en train de commettre, s'apprêtaient à commettre ou avaient commis des crimes, mais que cette connaissance effective peut être établie à partir d'indices que contient le dossier¹⁴⁰¹.

3.5.1.2.1 Faits survenus le 15 avril 1994

749. La majorité est parvenue à la conclusion suivante : le 15 avril 1994, une attaque de grande envergure a eu lieu à la paroisse de Nyange et s'est soldée par la mort de centaines de réfugiés tutsis. Elle relève que les témoins CBT, CDK, CBY, CDL, CBI, CBK, CBN et CNJ ont mis en cause des policiers communaux, dont Niyitegeka, dans les attaques perpétrées à la paroisse¹⁴⁰².

750. La majorité convient que plusieurs policiers au moins ont participé à l'attaque de grande envergure qui a eu lieu le 15 avril 1994. Elle rappelle que ni la présence de Ndahimana le 15 avril 1994 ni la responsabilité de l'intéressé au titre de l'article 6.1 du Statut n'ont été établies au-delà de tout doute raisonnable. Elle a aussi conclu qu'il n'était pas prouvé que l'accusé avait participé à des réunions ayant eu pour objet de planifier les attaques perpétrées avant le 16 avril 1994 (section 5.3.4.3 du chapitre III). Elle a conclu plutôt que, le 14 avril 1994, Ndahimana s'était rendu à Rufungu où il était resté jusque tard dans la soirée, puis y était retourné très tôt le matin du 15 avril 1994. L'accusé se trouvait en un lieu autre que Nyange, occupé à organiser les funérailles de son ami le docteur Ntawuruhunga (section 5.3.3 du chap. III).

751. La Chambre d'appel dans l'affaire *Čelebići* a conclu que le fait même qu'un supérieur dispose d'informations générales, de nature à le mettre en garde contre d'éventuels agissements de

¹⁴⁰¹ Arrêt *Halilović*, par. 66.

¹⁴⁰² Comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010 (témoin CBT), p. 49, du 8 novembre 2010 (témoin CDK), p. 36 à 41, du 9 novembre 2010 (témoin CDK), p. 21 et 22 (Il a affirmé que deux policiers, à savoir Maharamu et Munyancarama, avaient tiré à l'intérieur de l'église de Nyange), du 9 novembre 2010 (témoin CBY), p. 61 à 63, du 10 novembre 2010 (témoin CBY), p. 8 et 9, 38 et 39, 42 et 43 (huis clos) (Selon le témoin, les policiers communaux dénommés Kabalisa et Maharamu ainsi qu'un étudiant du nom de Jean-Marie avaient tiré à l'intérieur de l'église. Dans une déclaration faite aux enquêteurs du TPIR le 2 février 1996, il avait déjà cité les noms des personnes suivantes comme ayant été celles qui avaient dirigé l'attaque : Kanyarukiga, Maharamu et Rangira, ces deux derniers étant des policiers communaux), du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 10 (Aux dires de CDL, parmi les policiers communaux ayant participé aux attaques, figuraient Jean-Bosco Mabayisenga, Télesphore Nyantara, Anasthase Uzabakiriro, Makaberi, Appolinaire Rangira et Adrian Niyitegeka. Des policiers, dont Habarugira et un certain Ephrem, avaient également fait feu sur les réfugiés tutsis et sur l'église), du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 43 et 44 (Il a affirmé que les policiers communaux portaient des armes modernes, notamment des armes à feu, et tiraient sur les réfugiés. Au nombre de ces policiers figuraient Adrien Niyitegeka (alias « Maharamu »), Télesphore Munyantarama et Télesphore Mbakilirehe), du 13 septembre 2010 (témoin CBN), p. 26, 27, 64 et 65, du 21 septembre 2011 (témoin CBN), p. 15 et 16, du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 14 à 18, 71 (Parmi les assaillants figuraient des policiers communaux, qui avaient tiré à l'intérieur de l'église à l'aide de leurs fusils, des *Interahamwe* munis d'armes traditionnelles et des gendarmes aussi), du 21 septembre 2011 (témoin CBN), p. 16 et 17 (Le Procureur invoque également la pièce à conviction P.51 pour établir que Ndahimana a promu Niyitegeka le 1^{er} avril 1994 ; or, la Chambre estime que cette preuve n'est pas particulièrement probante, la lettre ayant été émise deux semaines avant les faits survenus à l'église de Nyange), et du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 61 à 63 (Le témoin CNJ a indiqué que les policiers communaux Niyitegeka (alias « Maharamu ») et Abayisenga avaient tiré sur le clocher de l'église. Le témoin a ensuite expliqué que deux gendarmes avaient refusé de tirer et avaient par suite été désarmés par le bourgmestre. L'un des gendarmes était Gicadi, qui était originaire de Rukoko, et l'autre était le brigadier Christophe Mbakilirehe).

ses subordonnés, suffit à engager sa responsabilité pénale¹⁴⁰³. La majorité a jugé que le fait que l'accusé ait quitté la paroisse de Nyange dès 5 heures ou 6 heures, le 15 avril 1994, pouvait raisonnablement être plausible. Dès lors, elle conclut que le Procureur n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana avait des raisons de savoir que des crimes étaient sur le point d'être commis.

752. La majorité a aussi examiné les éléments de preuve concernant la tenue d'une deuxième réunion après les attaques du 15 avril 1994, mais rappelle qu'aucun des témoins n'avait suivi ce qui s'y était dit (section 5.3.7.2 du chapitre III). En outre, s'agissant de l'objet de la réunion, elle n'estime pas que la planification des tueries du lendemain constitue la seule conclusion raisonnable qui puisse être tirée des éléments de preuve (section 5.3.7.2 du chapitre III).

753. La majorité rappelle que l'expression « avait des raisons de savoir » a été interprétée par la Chambre d'appel en l'affaire *Čelebići* comme voulant dire « possédaient des informations [lui] permettant de conclure »¹⁴⁰⁴. Pour établir si l'accusé « possédai[t] des informations [lui] permettant de conclure », la majorité a examiné diverses preuves indirectes. En particulier, Ndahimana était revenu à la paroisse de Nyange - au même endroit précisément où les meurtres avaient été commis - quelques heures seulement après la fin de l'attaque du 15 avril 1994. Plusieurs témoins ont affirmé à l'audience que certains *Interahamwe* avaient passé la nuit à la paroisse afin d'empêcher les Tutsis, qui s'étaient retranchés dans l'église de Nyange, de s'échapper¹⁴⁰⁵. La présence des assaillants à la paroisse avait dû être suffisamment visible pour attirer l'attention de toute personne qui y arrivait. De surcroît, et fait particulièrement important : la majorité relève que de nombreux réfugiés avaient été tués, que l'on avait tenté d'incendier l'église et qu'un bulldozer était resté à la paroisse après qu'il eut servi à enterrer les corps. La situation à la paroisse avait dû être si chaotique que toute personne qui y arrivait aurait su qu'une attaque de grande envergure avait eu lieu ce jour-là. En outre, si les éléments de preuve produits n'établissent pas clairement l'objet de la réunion, les témoignages de CBK et CDJ sont concordants sur le fait que Ndahimana avait tenu une réunion avec Seromba et Kanyarukiga¹⁴⁰⁶, qui étaient tous deux présents à l'église et avaient participé - de différentes manières - à l'attaque qui s'était déroulée le 15 avril 1994.

754. La majorité a également examiné les éléments de preuve relatifs aux faits survenus le 16 avril 1994. Elle relève que les témoins tant à charge qu'à décharge ont fait état de la présence sur les lieux du policier Niyitegeka non seulement le 15 mais aussi le 16 avril 1994, à des moments où Ndahimana était présent. Le témoin CBY a dit avoir vu des policiers et Ndahimana partager un verre après la destruction de l'église de Nyange. Ce témoignage conforte davantage la conclusion de la majorité selon laquelle Ndahimana avait des raisons de savoir que les policiers communaux avaient commis des crimes le 15 avril 1994. L'accusé s'était rendu à la paroisse peu après les meurtres, dans la soirée du 15 avril 1994, et s'était entretenu avec Seromba et Kanyarukiga. Il y était présent le 16 avril 1994 et y avait de nouveau rencontré Seromba et Kanyarukiga ainsi que des policiers, dont Niyitegeka, identifié comme étant l'un des assaillants du 15 avril 1994.

¹⁴⁰³ Arrêt *Čelebići*, par. 238.

¹⁴⁰⁴ Ibid., par. 232.

¹⁴⁰⁵ Voir, par exemple, les comptes rendus des audiences du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 65 et 66 (L'IPJ Kayishema et Kanyarukiga avaient ordonné aux personnes venues de Kibilira de passer la nuit autour de l'église de Nyange afin d'empêcher les réfugiés, qui s'y étaient retranchés, de s'enfuir), et du 9 novembre 2010 (témoin CBY), p. 62 et 63 (Ce soir-là, les assaillants avaient encerclé l'église afin d'attaquer tout réfugié qui essaierait de s'enfuir).

¹⁴⁰⁶ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 18 à 20, et du 11 novembre 2010 (témoin CDJ), p. 34.

755. Au vu de ces circonstances, si la majorité n'est pas convaincue que Ndahimana savait effectivement que les policiers communaux étaient impliqués dans ces faits, elle conclut toutefois que l'accusé avait *des raisons de savoir*. Étant parvenu à cette conclusion, et vu le nombre relativement limité de policiers dans la commune de Kivumu, la majorité décide de ne pas accueillir l'argument selon lequel l'accusé n'avait aucune raison de savoir que l'un quelconque des policiers de la commune de Kivumu avait participé à l'attaque perpétrée contre l'église de Nyange le 15 avril 1994.

3.5.1.2.2 Faits survenus le 16 avril 1994

756. La majorité a conclu que, le 16 avril 1994, s'était tenue à la paroisse de Nyange une réunion au cours de laquelle un groupe d'autorités avait décidé, en présence de Ndahimana, de détruire l'église de Nyange (section 6.3.3.3 du chapitre III). Elle a aussi conclu que le Procureur avait établi au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana était présent durant les tueries (section 6.3.4 du chapitre III).

757. S'agissant du point de savoir si les autorités communales étaient impliquées dans l'attaque contre l'église de Nyange le 16 avril 1994, le témoin CBR a fait cas de la présence de Ndahimana, de Kayishema et d'autres autorités¹⁴⁰⁷. De plus, à l'arrivée du témoin CDI, à l'église dans la matinée du 16 avril 1994, Ndahimana s'y trouvait déjà avec des policiers communaux¹⁴⁰⁸. À la question de savoir quelles autorités étaient présentes « lorsque l'église était en train d'être démolie », le témoin CBK a répondu que certains conseillers de la commune de Kivumu étaient là ainsi que Ndahimana, Kayishema, Christophe Mbakilirehe et « bien d'autres » personnes¹⁴⁰⁹. Selon le témoin CBY, après les tueries et la démolition de l'église, Ndahimana et d'autres personnes, dont certains policiers, avaient partagé de la bière¹⁴¹⁰. Ce témoignage de CBY est le seul qui tende à établir que les policiers étaient sur les lieux après l'attaque du 16 avril 1994. Quoi qu'il en soit, la majorité a déjà décidé ailleurs dans le présent jugement qu'elle ne ferait fond sur la déposition de ce témoin que si celle-ci est corroborée (section 6.3.1.6 du chapitre III).

758. Passant à présent à l'examen des moyens à décharge, la majorité relève que, à la question de savoir quelles autorités communales il avait vu le 16 avril 1994, le témoin ND6 a répondu avoir vu Kayishema et deux policiers communaux¹⁴¹¹. Le témoin ND7 avait vu le 16 avril 1994 Adrien Niyitegeka, Mbakilirehe et Kayishema, mais ceux-ci ne se trouvaient pas ensemble et ND7 ne les avait pas vus participer aux tueries¹⁴¹². Le témoin ND22 a dit n'avoir pas vu Ndahimana le 16 avril 1994, mais avoir effectivement vu Kayishema et Mbakilirehe parmi ceux qui dirigeaient l'attaque¹⁴¹³.

759. Ayant examiné les éléments de preuve relatifs aux faits survenus le 16 avril 1994, la majorité tient pour établie la présence de policiers communaux sur les lieux, mais elle juge qu'il n'en est pas de même pour ce qui est de la participation des intéressés aux tueries commises. Plusieurs témoins ont évoqué la présence sur les lieux de nombreux « assaillants hutus », sans

¹⁴⁰⁷ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 29 et 30.

¹⁴⁰⁸ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 17, 26 à 28.

¹⁴⁰⁹ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 21 et 22.

¹⁴¹⁰ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 63 et 64.

¹⁴¹¹ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 20.

¹⁴¹² Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 23 à 26.

¹⁴¹³ Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 11, 14.

fournir d'autres précisions. Certains aussi ont fait état de celle de nombreux *Interahamwe* venus de divers endroits, dont la commune de Kibilira. La majorité ne doute point qu'une attaque de cette nature a été menée par diverses catégories d'assaillants ; en effet, elle rappelle sa conclusion selon laquelle des policiers ont participé à l'attaque du 15 avril 1994. Toutefois, le rôle réel des intéressés dans les faits survenus le 16 avril 1994 reste peu clair. La simple preuve de la présence sur les lieux de policiers communaux ne suffit pas pour conclure au-delà de tout doute raisonnable que la police a participé à l'attaque du 16 avril 1994. La majorité rappelle que la responsabilité d'un supérieur hiérarchique ne peut être invoquée que si les subordonnés de celui-ci *ont commis ou étaient sur le point de commettre* des crimes. Par conséquent, la preuve que des crimes *ont été commis ou étaient sur le point d'être commis* revêt pour la majorité une importance fondamentale dans la détermination de la culpabilité de l'accusé. La preuve de la simple présence sur les lieux des policiers communaux ne saurait suffire à étayer des conclusions reposant sur l'article 6.3 du Statut.

760. La majorité rappelle qu'il incombe au Procureur d'établir la culpabilité de l'accusé au-delà de tout doute raisonnable. Lorsque la preuve n'établit pas clairement les accusations portées, la majorité peut se fonder sur des preuves indirectes. En l'espèce, elle constate que l'absence de preuves quant à la participation des policiers aux faits survenus le 16 avril 1994 est principalement due au fait que le Procureur n'a pas pris les mesures appropriées pour établir les catégories d'assaillants qui se trouvaient à l'église de Nyange. En conclusion, la Chambre considère que la responsabilité de Ndahimana ne saurait être engagée en vertu de l'article 6.3 du Statut à raison des faits survenus le 16 avril 1994.

3.5.1.3 Manquement à l'obligation de prévenir ou de punir

761. Il est de jurisprudence constante que l'obligation de prévenir devrait s'entendre comme celle qui incombe à un supérieur hiérarchique, à n'importe quel stade précédant la perpétration d'un crime par ses subordonnés, s'il a connaissance que ce crime est préparé ou planifié, ou lorsqu'il a des raisons de savoir que ses subordonnés s'apprêtent à commettre ces crimes. L'obligation de prévenir et celle de punir sont deux obligations juridiques distinctes¹⁴¹⁴.

762. La majorité a examiné les témoignages de Kayishema, Anicet Tumusenge et ND13 selon lesquels, le 15 avril 1994, après 14 heures, Ndahimana était allé demander des renforts au préfet, l'église de Nyange ayant subi plusieurs attaques, mais que celui-ci n'avait pas pu venir en aide à l'accusé. Les gendarmes du camp de la gendarmerie de Kibuye étaient partis à Kigali et il n'y avait ni carburant ni véhicules disponibles¹⁴¹⁵. Ainsi qu'il est dit ailleurs dans le présent jugement, la majorité estime qu'elle ne peut déduire des éléments de preuve produits l'objet réel de la visite de Ndahimana à la préfecture ce jour-là (section 5.3.3 du chapitre III). Toutefois, le fait pour l'accusé de savoir que l'église était attaquée et d'avoir demandé l'aide des gendarmes ne démontre pas que celui-ci a pris une quelconque mesure pour empêcher la commission des crimes. La Chambre examinera ci-dessous la responsabilité du supérieur hiérarchique que le bourgmestre assumait à l'égard des gendarmes.

763. S'agissant de l'obligation de punir, la majorité est d'avis que celle-ci constitue une forme de responsabilité distincte de l'obligation de prévenir. La Chambre d'appel a, à cet égard, dit ce qui

¹⁴¹⁴ Arrêt *Halilović*, par. 72 et 79.

¹⁴¹⁵ Comptes rendus des audiences du 18 avril 2011 (témoin Kayishema), p. 39 et 40, 42 à 44, 55, du 19 avril 2011 (témoin Kayishema), p. 8 et 9, du 12 mai 2011 (témoin Tumusenge), p. 10, et du 17 janvier 2011 (témoin ND13), p. 39, 42 et 43.

suit dans l'affaire *Blaškić* : « Le manquement à l'obligation de punir et le manquement à l'obligation de prévenir supposent que des crimes différents ont été perpétrés à des époques différentes : le premier concerne des crimes commis dans le passé par des subordonnés tandis que le second concerne leurs crimes futurs »¹⁴¹⁶.

764. Interrogé sur les mesures prises pour remédier à la situation qui prévalait dans la commune de Kivumu entre avril et juillet 1994, le témoin Kayishema a indiqué ce qui suit : « [I]l [Ndahimana] a fait, je pense, des rapports sur la sécurité qui régnait dans sa commune »¹⁴¹⁷. Toutefois, aucune preuve de ces rapports n'a été produite au procès. La majorité rappelle avoir conclu que, le 16 avril 1994, Ndahimana était présent lors des attaques. Elle a de sérieux doutes sur le fait que l'accusé ait fait rapport sur les tueries du 15 avril 1994, sachant que, comme la majorité l'a relevé ailleurs dans le présent jugement, celui-ci se trouvait à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994. Elle fait observer en outre que le témoignage de Kayishema concernant les rapports est non corroboré et vague.

765. Quoi qu'il en soit, la majorité rappelle que la Chambre d'appel a conclu que le critère juridique applicable à la responsabilité du supérieur hiérarchique veut qu'un rapport transmis aux autorités compétentes *puisse* suffire pour considérer que celui-ci s'est acquitté de l'obligation de punir les subordonnés auteurs de crimes, mais que ce sont les circonstances de l'espèce qui déterminent si un tel rapport est effectivement suffisant¹⁴¹⁸. L'expression « mesures nécessaires et raisonnables » s'entend des mesures qu'un supérieur est à même de prendre, en son pouvoir, comme l'atteste le degré de contrôle effectif qu'il exerçait sur ses subordonnés¹⁴¹⁹.

766. La majorité rappelle que le bourgmestre pouvait imposer des sanctions lourdes pour régler le comportement des policiers communaux (section 3.5.1.1 du chapitre IV). Sans être en soi et en lui seul un indicateur suffisant de la responsabilité du supérieur hiérarchique incombant à l'accusé, le pouvoir qu'avait celui-ci d'imposer des sanctions disciplinaires n'en constitue pas moins un élément nécessaire.

767. En conclusion, la majorité considère que le Procureur n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana avait la capacité matérielle de prévenir les crimes commis par les policiers communaux à l'église de Nyange. En effet, il n'existe aucune preuve directe établissant que des instructions concernant des mesures de sécurité avaient effectivement été exécutées en donnant lieu à la commission d'actes criminels. Toutefois, la majorité conclut que l'accusé avait la capacité matérielle de punir les auteurs de ces crimes en prenant des mesures disciplinaires telles que la rétrogradation. Au vu des circonstances qui précèdent, elle juge que la responsabilité de Ndahimana est engagée, en vertu de l'article 6.3 du Statut, à raison des crimes commis par les policiers à l'église de Nyange le 15 avril 1994.

3.5.2 Personnel communal

768. Au moment des faits visés dans l'acte d'accusation, l'administration de la commune de Kivumu était, en vertu de la législation rwandaise, placée sous l'autorité directe du bourgmestre¹⁴²⁰.

¹⁴¹⁶ Arrêt *Blaškić*, par. 83.

¹⁴¹⁷ Compte rendu de l'audience du 18 avril 2011, p. 52.

¹⁴¹⁸ Arrêt *Bošković*, par. 234.

¹⁴¹⁹ Arrêt *Blaškić*, par. 83.

¹⁴²⁰ Pièce à conviction P.47.

Les agents de l'administration communale étaient régis par les principes généraux énoncés dans les articles 92 à 94 de la loi sur l'organisation communale du 23 novembre 1963, ainsi qu'il suit :

Les communes peuvent engager du personnel en vue du fonctionnement des services communaux. Par ailleurs, si besoin est, des agents de l'administration de l'État peuvent être détachés aux conditions fixées par leur statut auprès d'une administration communale.

Le pouvoir d'engagement, de suspension et de révocation appartient au bourgmestre [après avis du Conseil communal conformément aux instructions du Ministre de l'intérieur].

Toutes décisions concernant l'engagement, la suspension ou la révocation de personnel doivent être approuvées par le préfet ou son délégué¹⁴²¹.

769. Le personnel communal était réparti en trois catégories : le « personnel administratif » (secrétariat et comptabilité), le « personnel technique » et la « police communale »¹⁴²².

3.5.2.1 Conseillers communaux

770. Le témoin CDL a expliqué la structure hiérarchique au sein de la commune comme suit : le bourgmestre était la plus haute autorité au sein de l'administration communale, suivi du conseil communal, composé de conseillers de secteurs, puis du personnel communal dont les secrétaires, les policiers communaux, les agents recenseurs et les bourgmestres adjoints¹⁴²³.

771. Le témoin Kayishema a dit à l'audience que la situation des conseillers de secteurs devait être examinée avec précaution car ceux-ci étaient élus par la population de la commune. Ils avaient pour tâche d'aider le bourgmestre dans la gestion de la commune, mais relevaient du Ministère de l'intérieur en matière de sanctions et de peines¹⁴²⁴. Le témoin ND13 a indiqué que, parmi les conseillers, seul Laurent Sindabyemera du secteur de Sanza, membre du parti MDR, entretenait de bonnes relations avec Ndahimana. Tous les autres étaient des membres du MRND et ne s'entendaient pas bien avec ce dernier¹⁴²⁵.

772. Il semble que les membres du conseil communal, organe consultatif élu constitué de représentants de secteurs, n'étaient pas des subordonnés *de jure* de l'accusé au sens de l'article 6.3 du Statut, même si les activités de chaque conseiller étaient supervisées par le bourgmestre, à qui ils adressaient trimestriellement un rapport sur leurs activités¹⁴²⁶. Parallèlement, de par la loi, « [l]e bourgmestre est, d'une manière générale, chargé d'exécuter les décisions du Conseil communal »¹⁴²⁷. En droit, en vertu de l'article 6.3 du Statut, l'accusé ne peut pas être reconnu coupable de manquement à ses obligations prévues dans la doctrine du supérieur hiérarchique si les personnes dont il s'agit n'étaient pas réellement ses subordonnés.

773. Quoi qu'il en soit, la majorité constate que, à l'arrivée du témoin CBT à l'église le 15 avril 1994, celui-ci avait vu le témoin ND23, conseiller du secteur de Gasave, Habarugira, conseiller du

¹⁴²¹ Pièce à conviction P.47, articles 92 à 94.

¹⁴²² Ibid., [modification du 25 novembre 1975], articles 3 à 4.

¹⁴²³ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 28 et 29.

¹⁴²⁴ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 15.

¹⁴²⁵ Compte rendu de l'audience du 17 janvier 2011, p. 37.

¹⁴²⁶ Pièce à conviction P.47, article 37. Parallèlement, de par la loi, « [l]e bourgmestre est, d'une manière générale, chargé d'exécuter les décisions du Conseil communal » (article 58).

¹⁴²⁷ Ibid., article 58.

secteur de Nyange, et le conseiller du secteur de Kivumu¹⁴²⁸. Le témoin CBK a indiqué que les conseillers Habarugira, Sindabyemera et Mahame se trouvaient en compagnie des autorités dans la matinée du 15 avril 1994 et que les intéressés s'étaient réunis avec Seromba. Le témoin n'avait pas entendu leurs propos, mais, à l'issue de la réunion, il avait vu le groupe s'adresser aux assaillants hutus, après quoi une attaque de grande envergure avait eu lieu¹⁴²⁹. Les témoins CBS et CBN ont cité les conseillers Gatwaza et Habarugira parmi les meneurs de l'attaque du 15 avril 1994¹⁴³⁰. Le témoin YAU aussi a parlé à l'audience de la réunion qui avait précédé les tueries et de l'attaque qui s'en était suivie le 15 avril 1994. Elle a en particulier dit : « La seule autre personne en autorité que j'ai reconnu[e] présente à l'église de Nyange est le conseiller Vianney »¹⁴³¹. Le témoin CBK a dit à la barre que certains conseillers de la commune de Kivumu étaient présents « lorsque l'église était en train d'être démolie »¹⁴³².

774. Il ressort donc de la preuve que Habarugira et d'autres conseillers de la commune de Kivumu ont participé aux meurtres aussi, mais les identités de ces personnes n'en ressortent pas clairement. La majorité a également pris en considération le fait que le témoin ND13 a admis avoir assisté le 20 avril 1994 avec les conseillers communaux et le bourgmestre à une réunion tenue au bureau communal. Le témoin a par ailleurs confirmé que, cinq jours plus tard, le 25 avril 1994, les réfugiés tutsis qui se trouvaient au centre de santé avaient été tués¹⁴³³. La majorité fait observer que, si l'objet de cette réunion n'est pas connu et les décisions qui y avaient été prises non établies, il est en revanche clair qu'une réunion s'était bel et bien tenue. Toutefois, ce témoignage est par trop éloigné et de nature trop générale pour permettre d'en déduire que Ndahimana avait la capacité matérielle d'empêcher les crimes commis par les conseillers à l'église de Nyange ou de punir les auteurs de ces crimes. En effet, il n'existe aucune preuve directe établissant que l'accusé avait donné des instructions qui avaient effectivement été exécutées en donnant lieu à un comportement criminel. Le Procureur n'a pas produit d'éléments de preuve suffisants pour établir que Ndahimana savait ou avait des raisons de savoir que les conseillers s'apprêtaient à commettre ou avaient déjà commis des actes criminels à l'église de Nyange. De même, la majorité ne peut conclure que Ndahimana a été informé à un quelconque moment de ces actes. En conclusion, elle juge que la responsabilité du supérieur hiérarchique incombant à l'accusé au sens de l'article 6.3 du Statut n'est pas engagée à raison des actes commis par des conseillers.

3.5.2.2 Bourgmestres adjoints

775. Si la loi sur l'organisation communale n'évoque pas expressément le corps des bourgmestres adjoints, il ressort de la preuve que ceux-ci faisaient partie du personnel communal. Si l'emploi du terme « adjoint » semblerait indiquer que le bourgmestre occupait une certaine position de supérieur hiérarchique, la loi sur l'organisation communale n'indique pas clairement les responsabilités qui lui incombent à l'égard d'un bourgmestre adjoint. Par conséquent, un possible manquement à des obligations lui incombant en vertu du droit qui régit la responsabilité du

¹⁴²⁸ Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 44 et 45, 49 et 50.

¹⁴²⁹ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 14 à 18, 70 et 71.

¹⁴³⁰ Comptes rendus des audiences du 6 septembre 2010 (témoin CBS), p. 24 à 29 (Le témoin CBS a affirmé que les conseillers de Kivumu et de Nyange, Gatwaza et Habarugira, se trouvaient à la paroisse ce jour-là. Le conseiller Gatwaza et d'autres dirigeants avaient fait encercler l'église pour tuer les réfugiés. Armé d'une machette, le conseiller Habarugira donnait des instructions. Il avait participé au massacre), et du 13 septembre 2010 (témoin CBN), p. 26 à 28.

¹⁴³¹ Pièce à conviction D.30.

¹⁴³² Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2011, p. 21.

¹⁴³³ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 28 et 29, 33 et 34 (huis clos).

supérieur hiérarchique n'entre pas, pour ce qui concerne les bourgmestres adjoints, en l'absence d'éléments de preuve probants démontrant le contraire, dans les prévisions de l'article 6.3 du Statut.

776. Le témoin CBT a dit à l'audience avoir vu le bourgmestre adjoint Mpenda ordonner aux assaillants d'encercler l'église de Nyange le 15 avril 1994¹⁴³⁴. Selon CBN, le bourgmestre adjoint « collaborai[t] » avec les assaillants¹⁴³⁵. À l'arrivée du témoin CNJ à l'église le 16 avril 1994, il aurait vu Ndahimana, Kayishema et le bourgmestre adjoint Murangwabugabo¹⁴³⁶.

777. S'agissant de la collaboration entre Ndahimana et les bourgmestres adjoints, le témoin ND13 a expliqué que ceux-ci « n'avaient pas de bonnes relations » avec le bourgmestre, que ce dernier n'exerçait sur eux aucun contrôle¹⁴³⁷ et que, lorsque les intéressés commettaient une faute, « tout ce que le bourgmestre pouvait faire, c'[était] de faire un rapport [de] la situation [à] la préfecture ou [au] Ministère de l'intérieur, parce que les assistants bourgmestres dépendaient de la fonction publique à travers le Ministère de l'intérieur »¹⁴³⁸. Le témoin Kayishema a dit à la barre que, en tant que bourgmestre de la commune de Kivumu, Ndahimana n'avait aucune autorité *de jure* sur les bourgmestres adjoints¹⁴³⁹. Le témoin a indiqué qu'un bourgmestre adjoint était un fonctionnaire de l'administration centrale censé assister le bourgmestre, mais ne relevait pas de l'autorité directe de celui-ci¹⁴⁴⁰.

778. Ayant soigneusement examiné les éléments de preuves produits au procès, la majorité conclut que le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana savait ou avait des raisons de savoir que les bourgmestres adjoints s'apprêtaient à commettre ou avaient déjà commis des actes criminels à l'église de Nyange. Il n'a pas non plus prouvé que l'accusé avait la capacité matérielle d'empêcher de tels crimes ou d'en punir les auteurs. En conclusion, la majorité juge que la responsabilité du supérieur hiérarchique incombant à Ndahimana au sens de l'article 6.3 du Statut n'est pas engagée à raison des actes commis par les bourgmestres adjoints.

3.5.2.3 Inspecteur de police judiciaire (IPJ)

779. En avril 1994, Fulgence Kayishema était l'IPJ de la commune de Kivumu. L'article 106 (90) de la loi sur l'organisation communale dispose que les membres de la police communale qui ont la qualité d'IPJ dépendent, en cette qualité, du ministère public. Le Procureur n'a pas rapporté la preuve que Ndahimana exerçait, en tant que bourgmestre de la commune de Kivumu, une autorité *de jure* sur le personnel communal.

780. Passant à présent à l'examen des éléments de preuve produits au procès, la majorité constate que le témoin ND13 a affirmé que les articles 58, 61 et 62 de la loi sur l'organisation communale prévoyaient l'exercice par le bourgmestre, qui représentait la commune, d'une autorité sur l'IPJ¹⁴⁴¹. Ayant apprécié la législation applicable en la matière, la majorité constate que les articles dont il s'agit ont davantage trait au statut du bourgmestre en général qu'aux responsabilités de l'intéressé

¹⁴³⁴ Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 42 et 43 (Le témoin CBT a expliqué que « Mpenda » était le surnom de Védaste Murangwabugabo).

¹⁴³⁵ Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 26 et 27.

¹⁴³⁶ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2011, p. 66 à 68.

¹⁴³⁷ Compte rendu de l'audience du 17 janvier 2011, p. 24.

¹⁴³⁸ Compte rendu de l'audience du 17 janvier 2011, p. 24 et 25.

¹⁴³⁹ Compte rendu de l'audience du 18 avril 2011, p. 27 à 30, 33.

¹⁴⁴⁰ Ibid., p. 21 et 34.

¹⁴⁴¹ Compte rendu de l'audience du 18 avril 2011, p. 23 et 24.

vis-à-vis de l'IPJ en particulier. Elle a aussi examiné le témoignage à décharge de Kayishema tendant à établir que, en tant que bourgmestre de Kivumu, Ndahimana n'avait officiellement aucun pouvoir hiérarchique sur l'IPJ¹⁴⁴². En outre, il n'existait entre l'un et l'autre aucune relation de subordination, de sorte que le bourgmestre ne pouvait que requérir l'assistance de l'IPJ¹⁴⁴³.

781. Le témoin ND13 a indiqué que l'IPJ Kayishema avait abandonné ses responsabilités d'inspecteur de police judiciaire, pour, à la place, commettre le génocide, abusant ainsi du pouvoir dont il était investi¹⁴⁴⁴. Il a aussi indiqué que Ndahimana ne pouvait prendre aucune mesure disciplinaire contre Kayishema car, ayant été nommé par le Ministère de la justice, ce dernier ne relevait pas du bourgmestre mais du ministère public, seul habilité à prendre des sanctions contre l'IPJ le cas échéant¹⁴⁴⁵.

782. Quant au point de savoir qui était principalement chargé de la conservation et de la gestion des armes dans la commune, la majorité considère que les témoignages sur ce point ne sont pas concluants. Le témoin à décharge ND13 a affirmé que, même si la loi prévoyait que le bourgmestre était le chef de l'exécutif de la commune, l'intéressé ne s'occupait pas forcément des armes de la commune¹⁴⁴⁶. Le témoin a expliqué que c'était le brigadier de la police communale qui supervisait les policiers, gérait les armes et les munitions et gardait la clé de l'armurerie¹⁴⁴⁷.

783. Ayant soigneusement examiné les éléments de preuve produits au procès, la majorité conclut que le Procureur n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana savait ou avait des raisons de savoir que l'IPJ s'apprêtait à commettre ou avait déjà commis des actes criminels à l'église de Nyange. Il n'a pas non plus prouvé que l'accusé avait la capacité matérielle d'empêcher de tels crimes ou d'en punir les auteurs. En conclusion, la majorité juge que la responsabilité du supérieur hiérarchique incombant à Ndahimana au sens de l'article 6.3 du Statut n'est pas engagée à raison des agissements de l'IPJ Kayishema.

3.5.3 Gendarmes

784. La loi sur la Gendarmerie nationale de 1974 dispose en termes généraux en son article 28 comme suit : « Les membres de la Gendarmerie nationale sont placés pour l'exécution de leur mission, sous l'autorité exclusive de leurs supérieurs hiérarchiques »¹⁴⁴⁸.

785. En avril 1994, le bourgmestre, qui n'appartenait pas à la hiérarchie de la gendarmerie, ne pouvait pas exercer de commandement opérationnel sur l'unité de gendarmerie mise à sa disposition. Le caractère limité du rapport *de jure* entre les deux parties en présence ressort de la disposition suivante :

Au cours de l'exécution d'une réquisition, l'autorité de Gendarmerie doit se maintenir en liaison avec l'autorité administrative requérante et l'informer, à moins de force majeure, des moyens d'action qu'elle se propose de mettre en œuvre... De son côté, l'autorité

¹⁴⁴² Compte rendu de l'audience du 18 avril 2011, p. 27 à 30, 33.

¹⁴⁴³ Ibid., p. 24 et 25.

¹⁴⁴⁴ Compte rendu de l'audience du 17 janvier 2011, p. 26 et 27.

¹⁴⁴⁵ Ibid., p. 27.

¹⁴⁴⁶ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 24 et 25.

¹⁴⁴⁷ Comptes rendus des audiences du 17 janvier 2011, p. 35, et du 18 janvier 2011, p. 3 et 4.

¹⁴⁴⁸ Pièce à conviction D.120.

424613

administrative doit transmettre à l'autorité de Gendarmerie toutes les informations utiles à l'accomplissement de sa mission¹⁴⁴⁹.

786. La majorité conclut que le bourgmestre n'exerçait pas de contrôle *de jure* sur les gendarmes. Toutefois, selon la Chambre d'appel, l'exercice d'une autorité *de jure* ne constitue qu'un indice du contrôle effectif¹⁴⁵⁰. Aussi, les faits particuliers de la cause doivent-ils être examinés pour déterminer si Ndahimana exerçait un contrôle effectif sur les gendarmes.

787. En termes de pouvoirs généraux, les témoins à décharge Kayishema et ND13 ont dit à l'audience que Ndahimana n'était pas habilité par la loi à donner des ordres aux gendarmes, mais devait plutôt requérir l'assistance de ceux-ci en matière de sécurité¹⁴⁵¹. Bref, le Procureur n'a pas démontré que Ndahimana exerçait une autorité *de jure* sur les gendarmes.

788. La majorité rappelle les conclusions auxquelles elle est parvenue sur les paragraphes 16 à 18 de l'acte d'accusation (section 2.3 du chapitre III). Les parties ne sont pas divisées sur le fait que, le 11 avril 1994, Ndahimana a présidé une réunion de sécurité au bureau communal de Kivumu, au cours de laquelle les participants ont décidé que le bourgmestre demanderait au préfet d'affecter un certain nombre de gendarmes à la commune de Kivumu. Après un examen attentif des éléments de preuve relatifs à cette réunion, la majorité a conclu que ceux-ci ne permettaient pas de dire si cette décision était motivée par l'intention de protéger les réfugiés ou de leur nuire.

789. Il ressort de la preuve que les gendarmes ont essayé de protéger les réfugiés dans les premières phases des attaques contre l'église de Nyange, c'est-à-dire avant le 14 avril 1994¹⁴⁵². Cependant, leur rôle de protecteurs est devenu moins important à mesure que le nombre d'assaillants augmentait et que l'attaque prenait de l'ampleur. Ici aussi, les faits survenus les 15 et 16 avril 1994 sont les plus pertinents pour déterminer le rôle joué par les gendarmes.

790. Dans son appréciation des éléments de preuve relatifs aux faits survenus le 15 avril 1994, la majorité a examiné les témoignages de CBK, CDL, CBS, CBI et CBN tendant à établir que les gendarmes avaient participé à l'attaque contre l'église de Nyange¹⁴⁵³. Si elle considère que ces témoignages sont concordants sur ce point, la majorité se dit toutefois préoccupée par la déposition du témoin CBS¹⁴⁵⁴. Ce témoin avait dit dans sa déclaration d'août 2000 et dans sa déposition en l'affaire *Kanyarukiga* que les gendarmes avaient averti les réfugiés d'une attaque imminente et leur avaient dit d'essayer de se défendre eux-mêmes. Le témoin a expliqué qu'il voulait par là dire que les gendarmes n'avaient pas aidé les réfugiés et que, par la suite, ceux-ci « [avaient] donc exécuté la mission qu'ils avaient reçue », à savoir collaborer avec les Hutus pour tuer les Tutsis¹⁴⁵⁵. La majorité a de sérieux doutes sur cette explication et juge que l'affirmation de CBS selon laquelle les

¹⁴⁴⁹ Pièce à conviction D.120, article 39.

¹⁴⁵⁰ Arrêt *Orić*, par. 91 et 92. Voir aussi le [jugement] *Renzaho*, par. 752.

¹⁴⁵¹ Comptes rendus des audiences du 18 avril 2011 (témoin Kayishema), p. 27 à 30, 33, et du 17 janvier 2011 (témoin ND13), p. 23.

¹⁴⁵² Voir, par exemple, les comptes rendus des audiences du 8 septembre 2010 (témoin CDZ), p. 41, du 21 février 2011 (témoin ND24), p. 9 et 10, du 27 janvier 2011 (témoin ND6), p. 5 et 6, et du 19 janvier 2011 (témoin ND12), p. 6 à 8.

¹⁴⁵³ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 14 à 18, 70 et 71, du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 15, du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 60 à 63, du 9 novembre 2010 (CBY), p. 61 et 62, du 10 novembre 2010 (témoin CBY), p. 34 et 35, 38 à 40, du 7 septembre 2010 (témoin CBS), p. 8 à 11, 32, du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 43 et 44, et du 13 septembre 2010 (témoin CBN), p. 26 à 28.

¹⁴⁵⁴ Comptes rendus des audiences du 6 septembre 2010, p. 63 et 64, et du 7 septembre 2010, p. 28 ; pièces à conviction D.7 et D.8.

¹⁴⁵⁵ Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 8 à 11, 32.

gendarmes avaient pris part à l'attaque n'est pas crédible. Elle est convaincue que la déclaration faite par l'intéressé en 2000 tendait plutôt à montrer que les gendarmes ne nourrissaient pas d'hostilité à l'égard des réfugiés.

791. Les témoignages à décharge ne mettent pas en cause les gendarmes ; en effet, le témoin ND6 a indiqué à lors de sa déposition que, au début de l'attaque, les gendarmes se trouvaient dans la cour arrière du presbytère de Nyange, mais que ceux-ci « [s'étaient] découragés » à la vue des trop nombreux assaillants¹⁴⁵⁶. Ce témoignage est corroboré en partie par celui de ND12, qui a affirmé que les gendarmes avaient repoussé les assaillants qui se dirigeaient vers l'église de Nyange pour tuer les réfugiés. Le témoin ND12 a ajouté qu'une attaque de plus grande envergure avait suivi, mais que les gendarmes n'étaient plus là¹⁴⁵⁷. En outre, les témoins ND11 et ND7 faisaient tous deux partie des réfugiés qui ont dit avoir été aidés par des gendarmes¹⁴⁵⁸. La majorité rappelle que ces deux témoins étant des rescapés tutsis, les intéressés n'auraient aucun motif de nier la présence des gendarmes si ceux-ci avaient été sur les lieux. Après examen de l'ensemble des dépositions, la majorité estime que les témoins à décharge jettent un doute raisonnable sur le rôle des gendarmes lors des attaques à l'église de Nyange le 15 avril 1994. En conséquence, elle se doit de conclure que le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable que les gendarmes avaient participé aux attaques à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994.

792. La majorité va se pencher sur les éléments de preuve relatifs aux faits survenus le 16 avril 1994. Les témoins CBR et CDL ont évoqué la présence de gendarmes à la paroisse, aux côtés de Seromba, Ndahimana, Kanyarukiga, Kayishema, Ndungutse et d'autres personnes, dans la matinée du 16 avril 1994¹⁴⁵⁹.

793. La majorité juge que le Procureur n'a pas établi la participation de gendarmes aux tueries, et que l'implication de ceux-ci dans les faits survenus à la paroisse le 16 avril 1994 est peu claire. Elle ne peut conclure que la seule déduction raisonnable est que les gendarmes avaient participé aux meurtres perpétrés à la paroisse de Nyange et que Ndahimana exerçait sur les intéressés un contrôle effectif. Elle ne saurait donc tenir l'accusé responsable, au sens de l'article 6.3 du Statut, des agissements des gendarmes.

3.5.4 Réservistes

794. Le Procureur n'a pas rapporté la preuve qu'un administrateur civil comme l'accusé pouvait s'imposer à la structure militaire rwandaise. Par conséquent, la majorité est d'avis qu'il ne pouvait pas avoir eu d'autorité *de jure* sur les militaires en cause.

795. La majorité rappelle qu'il s'agit ici de l'implication dans les faits survenus le 15 avril 1994 d'un réserviste de l'armée du nom de Théophile Rukara. Toutefois, celui-ci n'agissant pas en l'espèce en tant qu'élément placé sous le commandement de l'armée rwandaise, son implication

¹⁴⁵⁶ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 42 (huis clos).

¹⁴⁵⁷ Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 7 et 8.

¹⁴⁵⁸ Comptes rendus des audiences du 18 janvier 2011 (témoin ND11), p. 42 à 44, 76 (Le témoin ND11 avait parlé à un gendarme qui lui « a[vait] permis » de sortir de l'église de Nyange vers minuit), et du 24 janvier 2011 (témoin ND7), p. 14 et 15, 34 et 35, 38 et 39 (Immédiatement après être entrée dans une pièce en compagnie d'autres réfugiés, entre 15 heures et 16 heures, les gendarmes en avaient verrouillé la porte pour les mettre hors d'atteinte des assaillants).

¹⁴⁵⁹ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 29, du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 23 et 24, et du 19 novembre 2010 (témoin CDL), p. 18 et 19.

dans les faits sera examinée dans la section consacrée au contrôle qu'exerçait l'accusé sur les assaillants civils.

3.5.5 Assaillants civils

796. Le Procureur a cherché à établir la responsabilité du supérieur hiérarchique incombant à Ndahimana à raison des crimes commis dans la commune de Kivumu par la population civile hutue, y compris la milice *Interahamwe*, du fait de la fonction de bourgmestre qu'exerçait l'accusé¹⁴⁶⁰. La Défense a nié que celui-ci exerçait une autorité sur les forces de défense civile, les *Interahamwe* ou toute autre milice civile¹⁴⁶¹.

797. La majorité a conclu que Rukara appartenait à la catégorie des assaillants civils. Elle rappelle que, dans la matinée du 15 avril 1994, un réserviste dénommé Rukara a lancé une grenade, voire plusieurs, sur les réfugiés, forçant ceux-ci à se replier vers l'église de Nyange (section 5.3.5 du chapitre III)¹⁴⁶². Toutefois, le Procureur n'a pas établi que Rukara agissait sur ordre de Ndahimana ou que l'intéressé était placé sous le contrôle effectif de l'accusé.

798. La majorité estime que les faits survenus le 16 avril 1994 sont les plus pertinents pour pouvoir se prononcer sur la responsabilité du supérieur hiérarchique incombant à Ndahimana à raison des crimes commis par la population civile hutue. Il ressort de la preuve que les civils ont été incités à aller prendre part aux attaques contre l'église de Nyange ; toutefois, il n'a pas été établi que Ndahimana avait joué un rôle dans le rassemblement et la supervision des forces *Interahamwe*. Pendant la destruction de l'église, la présence de Ndahimana, mais aussi de Seromba, Kanyarukiga et Kayishema, donne la forte impression que plusieurs personnes influentes dans la commune de Kivumu avaient un intérêt et ont joué un rôle dans le massacre. De même, le fait que des *Interahamwe* sont également venus d'autres communes, dont Kibilira, témoigne d'une coordination à grande échelle entre des forces civiles qui ne relevaient pas de la juridiction territoriale dont Ndahimana avait la charge¹⁴⁶³. De l'avis de la majorité, il ressort du dossier que, pendant les moments critiques, Ndahimana a, par sa présence et sa qualité de bourgmestre, facilité une attaque de grande envergure contre les réfugiés tutsis (section 6.3.4 du chapitre III). Si ces éléments de preuve tendent à montrer l'autorité dont jouissait Ndahimana en général, ils ne suffisent toutefois pas pour permettre de conclure que l'accusé avait la capacité matérielle d'empêcher l'attaque ou de punir les assaillants civils qui y ont pris part.

¹⁴⁶⁰ Acte d'accusation, par. 12.

¹⁴⁶¹ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 431.

¹⁴⁶² Comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010 (témoin CBT), p. 41 (Théophile Rukara avait lancé une grenade, tuant ainsi des Tutsis), du 8 novembre 2010 (témoin CDK), p. 37 à 39 (Kanyarukiga « s'entretenait avec » Théophile Rukara, qui par la suite avait lancé des grenades, tuant des Tutsis), du 9 novembre 2010 (témoin CBY), p. 61, du 10 novembre 2010 (témoin CBY), p. 38 (huis clos) (Un ancien militaire du nom de Rukara avait grimpé sur le toit d'une maison et lancé des grenades sur les Tutsis, tuant et blessant un grand nombre de ceux-ci), du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 8 et 9 (« Rukara », ancien militaire, était monté sur le toit d'une boutique, d'où il avait lancé des grenades, forçant les réfugiés à se replier), du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 14 à 18, 70 et 71 (À un moment donné, Théophile Rukara avait grimpé sur le toit du bâtiment de la Caritas et avait lancé des grenades sur les Tutsis, causant la mort d'un grand nombre d'entre eux), du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 58 à 61 (À un certain moment, Rukara, militaire à la retraite, avait lancé trois grenades sur les Tutsis, qui avaient alors commencé à se replier), du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 22 à 25, et du 2 novembre 2010 (témoin CBR), p. 63 et 64 (Un certain Rukara avait apporté des armes y compris des grenades. Du toit d'une boutique, Rukara avait lancé les grenades sur les réfugiés tutsis, causant de nombreux morts parmi ceux-ci).

¹⁴⁶³ Voir, par exemple, les comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 27 et 28, du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 65, et du 27 janvier 2011 (témoin ND6), p. 10 à 12.

799. Au vu des circonstances détaillées qui précèdent, la majorité conclut que le dossier n'établit pas l'existence d'un lien de subordination entre Ndahimana et les assaillants civils, pas davantage qu'il n'établit que l'intéressé avait la capacité matérielle d'empêcher les crimes par eux commis à l'église de Nyange ou de les en punir. Aussi, l'accusé ne saurait-il être tenu responsable, au sens de l'article 6.3 du Statut, des agissements de ces assaillants civils.

3.6 Conclusion

800. Le Procureur a démontré que Ndahimana exerçait un contrôle effectif sur les policiers communaux qui avaient participé aux attaques contre l'église de Nyange le 15 avril 1994. Il s'ensuit que la responsabilité de Ndahimana peut être engagée, en vertu de l'article 6.3 du Statut, à raison des crimes commis par les policiers à la paroisse de Nyange.

801. Le Procureur n'a pas démontré que Ndahimana exerçait un contrôle effectif sur l'une quelconque des catégories d'assaillants dont la participation aux crimes commis à la paroisse de Nyange est prouvée, pas plus qu'il n'a démontré qu'incombait à l'accusé la responsabilité du supérieur hiérarchique à raison des crimes commis par ces catégories d'assaillants. Aussi, l'accusé ne saurait-il être tenu responsable, au sens de l'article 6.3 du Statut, des crimes commis par ces assaillants à la paroisse de Nyange.

4. Génocide

4.1 Introduction

802. Au titre du chef I de l'acte d'accusation, le Procureur impute à Ndahimana le génocide visé à l'article 2.3 a) du Statut.

4.2 Droit applicable

803. Pour qu'un accusé soit reconnu coupable du crime de génocide, il doit être établi qu'il a commis l'un quelconque des actes énumérés à l'article 2.2 du Statut, avec l'intention spécifique de détruire, en tout ou en partie, un groupe, comme tel, le groupe étant défini comme entrant dans l'une des catégories protégées que sont la nationalité, la race, l'ethnie ou la religion¹⁴⁶⁴. Nonobstant le fait qu'aucun seuil numérique n'ait été fixé à cet égard, l'auteur de ce crime doit avoir agi avec l'intention de détruire au moins une partie substantielle du groupe¹⁴⁶⁵. L'auteur du génocide ne doit pas être uniquement animé par l'intention criminelle de commettre le génocide, et le fait qu'il ait un mobile personnel pour agir ne saurait empêcher de conclure qu'il est habité par l'intention spécifique de commettre le génocide¹⁴⁶⁶.

804. En l'absence de preuve directe, l'intention de commettre le génocide qui habite l'auteur peut être déduite de certains faits et indices qui sont de nature à établir au-delà de tout doute raisonnable l'existence de l'intention. Au nombre des éléments propres à établir l'intention spécifique du génocide figurent notamment le contexte général de perpétration d'autres actes répréhensibles

¹⁴⁶⁴ Jugement *Bagosora et consorts*, par. 2115 (citant l'arrêt *Nahimana et consorts*, par. 492, 496, 522 et 523, l'arrêt *Niyitegeka*, par. 48, l'arrêt *Gacumbitsi*, par. 39, et le jugement *Brdanin*, par. 681 et 695).

¹⁴⁶⁵ Jugement *Bagosora et consorts*, par. 2115 (citant l'arrêt *Seromba*, par. 175, l'arrêt *Gacumbitsi*, par. 44, le jugement *Simba*, par. 412 et le jugement *Semanza*, par. 316).

¹⁴⁶⁶ Jugement *Bagosora et consorts*, par. 2115 (citant l'arrêt *Simba*, par. 269, l'arrêt *Ntakirutimana*, par. 302 à 304, l'arrêt *Niyitegeka*, par. 48 à 54, et l'arrêt *Krnjelac*, par. 102 (citant l'arrêt *Jelisić*, par. 49)).

systématiquement dirigés contre le même groupe, l'échelle des atrocités commises, le fait que les victimes ont été délibérément et systématiquement choisies en raison de leur appartenance à un groupe particulier, ou la répétition d'actes de destruction discriminatoires¹⁴⁶⁷.

805. Le Procureur accuse Ndahimana d'avoir commis le meurtre de membres de la population tutsie ou d'atteintes graves à l'intégrité physique ou mentale de ceux-ci. La majorité a dressé le constat judiciaire du fait que l'ethnie tutsie est un groupe protégé¹⁴⁶⁸. Pour emporter une condamnation du chef de génocide, le Procureur se doit de démontrer que l'auteur principal a intentionnellement tué un ou plusieurs de ses membres¹⁴⁶⁹. La Chambre d'appel a fait observer que la notion d'« atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale » n'est pas définie dans le Statut et que la définition de ces types d'atteintes n'a pas été abordée de front¹⁴⁷⁰. La torture, le viol et les violences ayant pour effet de défigurer la victime ou de provoquer des blessures graves à ses organes externes ou internes, sans pour autant causer la mort, sont des exemples typiques d'atteintes graves à l'intégrité physique¹⁴⁷¹. L'atteinte grave à l'intégrité mentale suppose « davantage une dégradation faible ou temporaire des facultés mentales résultant, par exemple, de la soumission à une peur intense, à la terreur, à l'intimidation ou à des menaces »¹⁴⁷². Pour être constitutive de génocide, l'atteinte à l'intégrité physique ou mentale de membres d'un groupe doit être d'une gravité telle qu'elle menace de détruire en tout ou en partie ce groupe¹⁴⁷³.

4.3 Délibération

4.3.1 Meurtres perpétrés à l'église de Nyange le 16 avril 1994

806. Dans ses constatations de fait, la majorité a conclu que, sur la base des dépositions concordantes des témoins à charge CBK, CBY, CNJ, CDL et CBR, le Procureur a prouvé au-delà de tout doute raisonnable que, le 16 avril 1994 en fin de matinée, avant la destruction de l'église de Nyange, Ndahimana avait tenu une réunion au presbytère de Nyange avec le père Seromba, l'IPJ Kayishema, Kanyarukiga et d'autres parties à l'entreprise criminelle commune. Elle tient aussi pour prouvé que Ndahimana était présent à cette réunion lorsque les autres participants ont élaboré et adopté d'un commun accord le plan de tuer tous les réfugiés qui se trouvaient dans l'église en détruisant celle-ci (section 6.3.3.3 du chapitre III).

¹⁴⁶⁷ Jugement *Bagosora et consorts*, par. 2116 (citant l'arrêt *Seromba*, par. 176 (renvoyant au jugement *Seromba*, par. 320), l'arrêt *Nahimana et consorts*, par. 524 et 525, l'arrêt *Simba*, par. 264, l'arrêt *Gacumbitsi*, par. 40 et 41, l'arrêt *Rutaganda*, par. 525, l'arrêt *Semanza*, par. 262 (citant l'arrêt *Jelisić*, par. 47) et l'arrêt *Kayishema et Ruzindana*, par. 147 et 148).

¹⁴⁶⁸ Décision relative à la requête du Procureur aux fins de constat judiciaire, 7 Avril 2010.

¹⁴⁶⁹ Jugement *Bagosora et consorts*, par. 2117 (citant le jugement *Simba*, par. 414 (renvoyant à l'arrêt *Kayishema et Ruzindana*, par. 151)).

¹⁴⁷⁰ Arrêt *Seromba*, par. 46. Voir aussi le jugement *Kayishema et Ruzindana*, par. 110 et 113 (Dans lequel la Chambre de première instance a dit que « l'expression "atteinte grave à l'intégrité mentale" devrait être interprétée au cas par cas, à la lumière des principes généraux du droit »).

¹⁴⁷¹ Arrêt *Seromba*, par. 46 (citant le jugement *Semanza*, par. 320 (citant le jugement *Kayishema et Ruzindana*, par. 109) et le jugement *Ntagerura et consorts*, par. 664).

¹⁴⁷² Arrêt *Seromba*, par. 46 (citant le jugement *Kajelijeli*, par. 815 (citant le jugement *Kayishema et Ruzindana*, par. 110) et le jugement *Semanza*, par. 321).

¹⁴⁷³ Arrêt *Seromba*, par. 46 (citant le jugement *Kajelijeli*, par. 184 et le jugement *Krajišnik*, par. 862) ; rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-huitième session, 6 mai - 26 juillet 1996, Assemblée générale, Documents officiels Cinquante et unième session, Supplément n° 10 (A/51/10) (1996), p. 92.

807. Dans ses constatations de fait, la majorité a en outre déterminé que l'accusé était présent pendant la destruction de l'église de Nyange et le meurtre des réfugiés tutsis le 16 avril 1994 (section 6.3.4 du chapitre III).

808. À la lumière de ces circonstances, la majorité examinera à présent le ou les mode(s) de responsabilité qui s'appliquent le mieux au comportement de Ndahimana. Elle rappelle que la Chambre d'appel a souligné qu'il était important d'énoncer de manière univoque la portée de la responsabilité pénale de la personne déclarée coupable¹⁴⁷⁴. La Chambre d'appel a aussi confirmé qu'une Chambre de première instance pouvait cumuler divers modes de responsabilité lorsque cela s'avère nécessaire pour qualifier de manière complète le comportement criminel d'un accusé¹⁴⁷⁵.

809. En l'espèce, la majorité a considéré que la responsabilité de l'accusé découlait de la participation de celui-ci à la réunion du 16 avril 1994 et de sa présence pendant les attaques qui s'en étaient suivies. Par suite, le Procureur n'a pas prouvé que l'accusé avait planifié, incité à commettre ou ordonné l'un quelconque des crimes mis à la charge de l'intéressé¹⁴⁷⁶. La majorité examinera toutefois si, en étant présent sur les lieux, Ndahimana a commis le crime de génocide par participation à une entreprise criminelle commune ou par aide et encouragement.

4.3.2 La présence de l'accusé constitue-t-elle une omission comme preuve de participation à une entreprise criminelle commune ?

810. La participation à une entreprise criminelle commune peut être établie par des faits qualifiés d'omissions. Pour que l'élément objectif de la participation se trouve établi, il suffit que, « par un acte ou une omission, [l'accusé] ait contribué à la réalisation du but criminel commun »¹⁴⁷⁷. Toutefois, l'omission de l'accusé, qui constitue l'*actus reus* de ce mode de responsabilité, ne saurait simplement être le fait de ne pas empêcher ou punir le crime¹⁴⁷⁸.

811. Dans les condamnations prononcées au titre de ce mode de responsabilité, une omission est souvent conjuguée à des actes positifs antérieurs. Dans bien des cas, pour établir la *mens rea*

¹⁴⁷⁴ Voir l'arrêt *Ndindabahizi*, par. 122 (« Un accusé peut s'entendre déclaré coupable d'un seul crime au titre de plusieurs modes de responsabilité, mais des condamnations subsidiaires au titre de plusieurs modes de responsabilité sont généralement incompatibles avec le principe selon lequel un jugement doit énoncer de manière univoque la portée de la responsabilité pénale de la personne déclarée coupable. Ce principe veut notamment que la peine sanctionne la culpabilité tout entière de celle-ci. Cette culpabilité étant fonction de l'*actus reus* et de la *mens rea* de la personne condamnée. Les modes de responsabilité peuvent alourdir (par exemple, si le crime est commis avec dol spécial) ou diminuer (par exemple, si l'intéressé a aidé et encouragé à la commission d'un crime en sachant que celui-ci serait vraisemblablement commis) la gravité du crime. La responsabilité pénale d'une personne reconnue coupable doit donc être établie sans équivoque » (notes de bas de page omises)).

¹⁴⁷⁵ Ibid., par. 122 (Un accusé peut s'entendre déclaré coupable d'un seul crime au titre de plusieurs modes de responsabilité) et 123 (Où il est dit que la Chambre de première instance entendait souligner que, pour être complète, la qualification du comportement de l'accusé devait faire état de l'addition de modes de responsabilité) ; arrêt *Gacumbitsi*, par. 204 (Rappelant que l'accusé a joué un rôle de premier plan dans le fait de planifier, d'inciter à commettre, de commettre, d'aider et d'encourager à commettre le génocide et l'extermination des Tutsis dans la commune de Rusumo, où des milliers de Tutsis avaient été tués ou été victimes d'atteintes graves à leur intégrité physique ou mentale).

¹⁴⁷⁶ Acte d'accusation, par. 10 et 35.

¹⁴⁷⁷ Arrêt *Kvočka et consorts*, para 187.

¹⁴⁷⁸ Jugement *Mpambara*, par. 39 (« La Chambre rejette catégoriquement cette interprétation. Le fait de ne pas empêcher ou punir un crime ne peut pas être considéré comme un mode de commission de ce crime ») (non souligné dans l'original).

requis pour mettre en jeu ce mode de responsabilité, il est nécessaire de conjuguer l'inaction de l'accusé aux actes positifs antérieurs qui révèlent l'intention criminelle qu'il partageait¹⁴⁷⁹.

812. En l'espèce, la majorité n'est pas convaincue au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana partageait l'intention spécifique des autres parties à l'entreprise criminelle commune. Plus précisément, le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable que l'accusé partageait l'intention de détruire en tout ou en partie la population tutsie¹⁴⁸⁰.

813. La majorité rappelle que les éléments de preuve concernant le point de savoir si Ndahimana a assisté à une ou à deux réunions à l'église de Nyange le 13 avril 1994 et si une attaque a eu lieu ce même jour sont peu clairs. Elle a conclu que Ndahimana avait participé à une réunion au presbytère de Nyange, mais qu'il n'avait pas été prouvé au-delà de tout doute raisonnable que les autorités avaient planifié l'extermination des Tutsis le 13 avril 1994 (section 4.3.2 du chapitre III). En outre, si la majorité a conclu que Ndahimana s'était rendu au presbytère le 14 avril 1994, il reste que le Procureur n'a pas rapporté la preuve que l'intéressé avait quitté les lieux en refusant de venir en aide aux réfugiés. Le Procureur n'a pas prouvé non plus au-delà de tout doute raisonnable qu'une attaque orchestrée par les subordonnés de l'accusé avait eu lieu après la réunion du 14 avril 1994 (section 4.3.4.2.1 du chapitre III).

814. La majorité a jugé que l'alibi invoqué par Ndahimana pour la date du 15 avril 1994 pouvait raisonnablement être plausible et qu'aucune conclusion ne pouvait être déduite du fait que l'accusé s'était rendu au presbytère de Nyange ce soir-là (section 5.3.3 du chapitre III). Elle ne saurait dès lors se fonder sur les actes positifs antérieurs de l'accusé pour conclure que celui-ci partageait l'intention spécifique des auteurs principaux.

815. S'agissant à présent des faits survenus le 16 avril 1994, la majorité rappelle que le Procureur a seulement prouvé que Ndahimana avait participé à la réunion tenue ce jour-là et était présent pendant l'attaque qui s'en était suivie. En conséquence, elle considère que, même si l'accusé avait une responsabilité dans les faits survenus ce jour-là, celui-ci n'a toutefois pas joué un rôle de premier plan dans la planification des tueries commises à l'église de Nyange. C'est-à-dire que l'intéressé n'a pas ordonné ou expressément donné les instructions de tuer les Tutsis (section 6.3.4 du chapitre III).

816. La majorité rappelle par ailleurs que, dans la plupart des cas, l'intention génocide est établie par des preuves indirectes. Cependant, en pareils cas, la conclusion que l'accusé était animé de la *mens rea* requise doit être la seule déduction raisonnable qui puisse être faite de l'ensemble de la preuve¹⁴⁸¹. Ici, la majorité ne conclut pas que la seule déduction raisonnable qui puisse être faite des éléments de preuve est que l'accusé était animé de l'intention génocide.

¹⁴⁷⁹ Jugement *Mpambara*, par. 24 ; arrêt *Kvočka et consorts*, par. 195 (La chambre d'appel a confirmé le verdict de culpabilité pour participation à une entreprise criminelle commune prononcé contre l'accusé du fait que celui-ci n'avait ni empêché les crimes commis par les gardiens du camp ni puni les auteurs ; la Chambre d'appel a aussi pris en considération ce qui suit : « [1] il avait un rang élevé dans la hiérarchie du camp et exerçait un certain pouvoir sur les gardiens ; [2] il avait suffisamment d'influence pour prévenir certains sévices ou y mettre un terme mais ne s'est servi de cette influence qu'en de très rares occasions ; [3] il s'acquittait diligemment de ses tâches et prenait une part active à la marche du camp ; par sa participation, il a cautionné aux yeux des autres participants ce qui se passait dans le camp »).

¹⁴⁸⁰ Article 2 du Statut.

¹⁴⁸¹ Arrêt *Nahimana et consorts*, par. 524.

817. De ce fait, la majorité a aussi examiné les preuves indirectes présentées par le Procureur et tendant à démontrer que Ndahimana était animé d'une intention criminelle au moment des faits visés dans l'acte d'accusation.

818. Le témoin CBI a affirmé à l'audience que, le 13 avril 1994, Seromba avait remis à Ndahimana une liste sur laquelle étaient inscrits des noms de Tutsis et que les personnes en question avaient été amenées à la paroisse de Nyange¹⁴⁸². La majorité a toutefois conclu qu'elle ne s'appuierait sur ce témoignage que s'il est corroboré. Elle a conclu en outre qu'aucun élément de preuve du dossier ne démontrait que, à ce moment-là, Ndahimana était animé d'intentions criminelles, pas davantage que les Tutsis avaient été conduits à l'église de Nyange sur instructions de l'accusé (section 3.3 du chapitre III). D'autres éléments de preuve, tels que la déposition du témoin CBY, donnent à penser que, en fait, Ndahimana ne nourrissait pas d'intentions criminelles à l'égard des réfugiés ; en effet, le témoin a affirmé avoir le 13 avril 1994 entendu Ndahimana ordonner aux assaillants de rentrer chez eux¹⁴⁸³.

819. La majorité reconnaît par ailleurs que, pour « prouver l'intention génocide de Ndahimana »¹⁴⁸⁴, le Procureur invoque des témoignages selon lesquels des femmes hutues auraient été extraites de l'église de Nyange le 14 avril 1994. Néanmoins, outre le fait d'avoir indiqué qu'elle ne s'appuierait sur la déposition du témoin CBS que si celle-ci est corroborée, la majorité a considéré que l'allégation selon laquelle Ndahimana était resté dans le véhicule alors que Kayishema invitait les trois femmes hutues à sortir de l'église démontrerait au plus que l'accusé avait connaissance de l'intention criminelle de Kayishema, mais pas nécessairement qu'il partageait cette intention (section 4.3.4.2.2 du chapitre III). Sur ce point, la majorité ne conclut pas que la seule déduction raisonnable qui puisse être faite des éléments de preuve est que Ndahimana était animé d'une intention génocide.

820. Au contraire, la majorité juge plausible que la présence de Ndahimana à la paroisse de Nyange les jours qui ont précédé la destruction de l'église de Nyange ait pu être motivée par la volonté de l'intéressé de tenter de protéger les réfugiés plutôt que de leur nuire. En effet, l'argument du Procureur selon lequel Ndahimana était animé d'une intention criminelle est mis à mal par d'autres éléments de preuve tendant à démontrer que l'accusé était arrivé sur les lieux après l'attaque du 14 avril 1994 et avait demandé aux gendarmes de protéger les réfugiés. Le témoin à charge CDZ avait quitté l'église de Nyange dans la nuit du 14 avril, persuadé que ceux qui resteraient sur place mettaient en danger leur vie, les gendarmes lui ayant fait part du grand risque qu'il courait en y restant¹⁴⁸⁵. Le témoin à décharge ND24 a expliqué que, le 14 avril 1994, les assaillants dont il faisait partie avaient tenté de lancer une attaque contre l'église mais n'avaient pu le faire, les gendarmes ayant tiré en l'air pour les disperser, et qu'aucun Tutsi n'avait été blessé ce jour-là¹⁴⁸⁶.

¹⁴⁸² Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 34 à 38 (Le témoin CBI a indiqué avoir vu Antoine Karake et la famille de celui-ci parmi les Tutsis arrivés par la suite).

¹⁴⁸³ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 22 et 23 (huis clos) (R. : « Il [Ndahimana] s'adressait aux Hutus qui avaient attaqué les Tutsis. Q. : Veuillez me corriger, si je me trompe - est-ce que Ndahimana a dit aux assaillants de rentrer chez eux ? R. : Oui, il leur a demandé de rentrer. Mais je ne sais pas s'ils sont immédiatement rentrés chez eux parce que je ne les ai pas suivis).

¹⁴⁸⁴ Pièce du Procureur intitulée « *Prosecu[tor's Final] Brief* », par. 62 et 63.

¹⁴⁸⁵ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 39 et 41.

¹⁴⁸⁶ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 4 et 5, 9 et 10, 26 et 27.

476 bis

821. S'agissant des faits survenus le 16 avril 1994, le Procureur a soutenu que « Ndahimana a[vait] fêté le meurtre des Tutsis, car il avait pour intention de voir ceux-ci tués »¹⁴⁸⁷ [traduction]. Sur ce point, il n'est pas établi à la satisfaction de la majorité que la seule déduction raisonnable qui puisse être faite des éléments de preuve est que Ndahimana a fêté les tueries et partageait donc l'intention criminelle des auteurs principaux (section 6.3.5 du chapitre III).

822. Le fait que Ndahimana ait été animé du dol spécial requis pour que soit engagée sa responsabilité au titre de ce mode de participation n'est pas la seule déduction raisonnable qui puisse être faite de l'ensemble de la preuve.

823. La majorité n'examinera pas le point de savoir si l'accusé devrait être tenu responsable pour aide et encouragement par omission. Le Procureur a fourni des informations claires et cohérentes aussi bien à l'accusé qu'à la Chambre aux fins de leur indiquer que sa thèse était axée sur la *participation directe* aux activités criminelles entourant les attaques perpétrées à la paroisse de Nyange¹⁴⁸⁸. Pour la majorité, ce serait contraire aux droits fondamentaux de l'accusé en matière de procès équitable, notamment le droit de pouvoir se défendre et d'être informé des charges retenues contre lui, que de déclarer l'intéressé pénalement responsable pour aide et encouragement par omission¹⁴⁸⁹.

4.3.3 La présence de l'accusé sur les lieux constitue-t-elle une approbation tacite comme preuve de participation par aide et encouragement ?

824. La majorité rappelle que l'accusé peut être déclaré coupable pour avoir aidé et encouragé à commettre un crime lorsqu'il est établi que, par son comportement, il a approuvé tacitement et encouragé la commission du crime et qu'il l'a donc largement favorisée¹⁴⁹⁰. Pour que la complicité par approbation tacite et encouragement soit constituée, il faut que l'accusé soit présent sur le lieu du crime ou à proximité de celui-ci¹⁴⁹¹.

825. Dans les cas où cette forme de responsabilité prévue à l'article 6.1 du Statut a été appliquée, l'accusé exerçait une certaine autorité, était présent sur les lieux du crime et son inaction était perçue comme une approbation tacite et un encouragement¹⁴⁹². La Chambre de première instance en l'affaire *Kayishema* a conclu ce qui suit : « [L]a responsabilité individuelle de telles personnes sous l'empire de l'Article 6.1 du Statut est engagée ici, non pas à raison de l'obligation d'agir, mais plutôt de l'encouragement et de la caution que les auteurs du crime pourraient déduire du fait qu'ils n'aient pas agi en la circonstance »¹⁴⁹³. Dans les cas où une telle responsabilité est retenue,

¹⁴⁸⁷ Pièce du Procureur intitulée « *Prosecutor's Final Brief* », par. 98.

¹⁴⁸⁸ Voir, par exemple, l'acte d'accusation, par. 25 à 31.

¹⁴⁸⁹ Jugement *Rwamakuba*, par. 26 et 28.

¹⁴⁹⁰ Jugement *Aleksovski*, par. 87 ; arrêt *Kayishema et Ruzindana*, par. 201 et 202 ; jugement *Akayesu*, par. 706.

¹⁴⁹¹ Voir l'arrêt *Brđanin*, par. 273 (Où il est dit : « Dans les cas où elle a été appliquée [la théorie selon laquelle par son comportement, l'accusé a approuvé tacitement et encouragé la commission du crime], l'accusé était investi d'une autorité, était présent sur les lieux du crime et son inaction était perçue comme une approbation tacite et un encouragement »). Voir aussi le jugement *Seromba*, par. 307, et le jugement *Bagilishema*, par. 36 (Où il est dit : « [L]a responsabilité du "spectateur approuvateur" au titre de l'aide et de l'encouragement n'est engagée que s'il est effectivement présent sur le lieu du crime ou, tout au moins, à proximité de celui-ci »).

¹⁴⁹² Jugement *Aleksovski*, par. 87 ; arrêt *Kayishema et Ruzindana*, par. 201 et 202 ; jugement *Akayesu*, par. 706. Voir aussi le jugement *Furundžija*, par. 205 à 207 (analysant l'affaire de la *Synagogue*).

¹⁴⁹³ Jugement *Kayishema et Ruzindana*, par. 202 (confirmé par l'arrêt *Kayishema et Ruzindana*, par. 201 et 202).

l'autorité de l'accusé et sa présence sur le lieu du crime permettent de conclure que son inaction constituait de fait une approbation tacite et un encouragement¹⁴⁹⁴.

826. Les « encouragements » et le « soutien moral » sont deux modes de comportement qui peuvent engager la responsabilité pénale pour aide et encouragement à commettre le crime. Il n'est pas nécessaire que les encouragements ou le soutien apportés soient explicites ; dans certaines circonstances, la présence même de l'accusé sur les lieux du crime (ou à proximité) en tant que « spectateur silencieux » peut être interprétée comme une approbation tacite ou un encouragement. En tout état de cause, l'encouragement ou le soutien moral doivent toujours avoir un effet important sur la perpétration du crime¹⁴⁹⁵. Ainsi que l'a dit la Chambre de première en l'affaire *Furundžija* : « Alors que l'on peut dire de tout spectateur qu'il encourage un spectacle, le public étant l'élément indispensable de tout spectacle, le spectateur a été dans ces affaires déclaré complice uniquement lorsque sa position d'autorité était telle que sa présence avait pour effet d'encourager ou de légitimer notablement les actes des auteurs »¹⁴⁹⁶.

827. Selon la jurisprudence, l'autorité dont l'accusé était investi couplée à sa présence sur le lieu du crime permettent de conclure que le comportement de l'intéressé avait largement favorisé le crime. Il s'ensuit que les encouragements et le soutien moral ne peuvent constituer une contribution importante au crime que lorsque les auteurs principaux ont eu conscience de la présence de l'accusé¹⁴⁹⁷. En l'espèce, la présence de Ndahimana le 16 avril 1994 a été établie au-delà de tout doute raisonnable (section 6.3.3.3 du chapitre III).

828. La majorité considère que Ndahimana ne pouvait ignorer que les victimes des attaques perpétrées à la paroisse de Nyange étaient des Tutsis. Par exemple, il ressort des témoignages sur les faits survenus le 14 avril 1994 que l'accusé s'était entretenu avec les réfugiés qui lui avaient dit avoir été attaqués¹⁴⁹⁸. La majorité a conclu que Ndahimana était arrivé à la paroisse de Nyange dans la soirée du 15 avril 1994 et qu'il avait des raisons de savoir qu'une attaque de grande envergure avait eu lieu ce jour-là. Elle a également conclu à la responsabilité pénale de l'accusé à raison des actes commis par des policiers communaux le 15 avril 1994, attendu que, ayant des raisons de savoir que ceux-ci avaient participé aux meurtres perpétrés ce jour-là, Ndahimana ne les en avait toutefois pas punis (section 3.5.1.3 du chapitre IV). La *mens rea* du « spectateur approuvateur » peut s'inférer des circonstances, et s'étendre à la conduite antérieure de l'intéressé lorsque cette conduite est connexe – s'il a, par exemple, permis que des crimes soient commis en toute impunité ou s'il en a verbalement encouragé la commission¹⁴⁹⁹. De plus, la présence de Ndahimana à la réunion tenue avant l'attaque du 16 avril 1994 et pendant ladite attaque montre que l'accusé ne pouvait ignorer que les auteurs principaux avaient l'intention de commettre le génocide.

¹⁴⁹⁴ Jugement *Kayishema et Ruzindana*, par. 200 (renvoyant à l'analyse de l'affaire de la *Synagogue* dans le jugement *Furundžija*, par. 207).

¹⁴⁹⁵ Arrêt *Brdanin*, par. 277.

¹⁴⁹⁶ Jugement *Furundžija*, par. 232.

¹⁴⁹⁷ Arrêt *Kayishema et Ruzindana*, par. 201 ; jugement *Akayesu*, par. 706 et 707 ; jugement *Furundžija*, par. 207 à 209 ; jugement *Aleksovski*, par. 88 ; jugement *Bagilishema*, par. 36 ; jugement *Ndindabahizi*, par. 457.

¹⁴⁹⁸ Voir, par exemple, les comptes rendus des audiences du 18 janvier 2011 (témoin ND11), p. 37 à 40, 57 et 58 (Il avait appris que l'accusé était arrivé au presbytère et s'était entretenu avec les réfugiés), et du 19 janvier 2011 (témoin ND12), p. 5 à 7, 16 à 18 (Elle a dit que « [t]ous les réfugiés pouvaient entendre » la conversation. Ils avaient informé Ndahimana que Ndungutse était à la tête des assaillants qui les avaient attaqués et l'accusé avait répondu qu'il « n'avait pas de pouvoir », mais avait demandé aux gendarmes de continuer à protéger les réfugiés).

¹⁴⁹⁹ Jugement *Bagilishema*, par. 36.

419 bis

829. Pour que la présence du « spectateur approbateur » ait l'influence requise sur les auteurs du crime, celui-ci ne doit pas avoir une qualité subalterne¹⁵⁰⁰. Plusieurs témoins ayant décrit Ndahimana, bourgmestre de la commune de Kivumu, comme étant une autorité¹⁵⁰¹, la majorité en conclut que l'intéressé exerçait une certaine autorité morale sur la population de sa commune.

830. La majorité reconnaît toutefois que la position d'autorité de Ndahimana ne suffit pas en soi et en elle seule pour étayer de façon concluante la responsabilité pénale de l'intéressé. La *mens rea* requise dans le cas plus précis du « spectateur approbateur » réside dans le fait pour l'accusé de savoir que sa présence sera regardée par les auteurs du crime comme un encouragement ou un soutien¹⁵⁰². À cet égard, plusieurs auteurs des crimes commis ont rapporté que la présence de Ndahimana à la paroisse de Nyange avait eu pour effet de les encourager dans la perpétration de ces crimes¹⁵⁰³. La majorité a conclu que l'accusé n'avait pas incité à lancer l'attaque ni n'avait supervisée celle-ci¹⁵⁰⁴. Dans ce cas, la présence de l'accusé constitue une preuve indirecte qui peut être prise en considération pour établir la *mens rea* du spectateur approbateur¹⁵⁰⁵.

831. Ndahimana a dû savoir que sa présence pendant l'attaque aurait eu pour effet d'encourager considérablement les assaillants, vu qu'il était une personne influente dans la commune. De plus, la participation de l'accusé aux réunions tenues à la paroisse dans les jours qui ont précédé le 16 avril 1994, alors que se déroulaient les attaques et d'autres incidents à la paroisse et dans sa commune, donnait l'impression qu'il agissait en « spectateur approbateur ». Ndahimana ne s'est pas ouvertement opposé aux tueries et ne pouvait pas avoir ignoré que cela serait probablement considéré par les assaillants comme une approbation tacite de la perpétration des attaques. Il savait que la destruction de l'église entraînerait inévitablement la mort des réfugiés tutsis. Il s'ensuit que la présence de l'accusé sur les lieux du crime a contribué substantiellement à l'attaque perpétrée, à la destruction de l'église et à la mort des nombreux réfugiés qui se trouvaient à l'intérieur de celle-ci¹⁵⁰⁶.

832. Le comportement de Grégoire Ndahimana en tant que spectateur approbateur s'est résumé à fournir un soutien moral aux auteurs principaux du crime, ce qui constitue l'*actus reus* de l'aide et de l'encouragement¹⁵⁰⁷. La majorité est d'avis que cette participation de l'accusé par aide et encouragement, sous la forme d'une approbation tacite, est le mode de participation qui décrit de la

¹⁵⁰⁰ Jugement *Bagilishema*, par. 36.

¹⁵⁰¹ Comptes rendus des audiences du 6 septembre 2010 (témoin CBS), p. 46, du 4 novembre 2010 (témoin CBK), p. 20, du 21 février 2011 (témoin ND24), p. 40 (« Je savais, de manière générale, que le bourgmestre était notre responsable »), et du 17 février 2011 (témoin ND3), p. 23 (« Je sais que c'est Kayishema qui se servait d'un véhicule pour sillonner les différents coins de la commune et que c'est, en fait, lui qui était l'autorité au niveau de la commune »).

¹⁵⁰² Jugement *Bagilishema*, par. 36.

¹⁵⁰³ Voir l'analyse des dépositions des témoins CBR et CDL (section 6.3.3.2 du chapitre III).

¹⁵⁰⁴ La majorité rappelle l'opinion dissidente du juge Liu jointe à l'arrêt *Seromba*, où, au paragraphe 4, la distinction est faite entre l'aide matérielle et la supervision, ainsi qu'il suit : « C'est un rôle différent qu'a eu en l'espèce Athanase Seromba : il a accepté la décision prise par les autorités communales de détruire l'église, a parlé à un conducteur de bulldozer et a, par ses propos, encouragé celui-ci à détruire l'église, allant jusqu'à lui donner des indications sur le côté fragile de l'église, mais il n'a ni "supervisé", ni "dirigé" le massacre, et n'est aucunement intervenu dans la mise à part des Tutsis en vue de leur meurtre ».

¹⁵⁰⁵ Jugement *Bagilishema*, par. 36.

¹⁵⁰⁶ La majorité rappelle l'opinion dissidente du juge Liu jointe à l'arrêt *Seromba*, où, le juge dit au paragraphe 16 ce qui suit : « [C]omment le seul fait de savoir que la destruction de l'église entraînerait inévitablement la mort d'environ 1 500 réfugiés tutsis se traduit-il par "une intention de détruire en tout ou en partie" les Tutsis ? ».

¹⁵⁰⁷ Arrêt *Blaškić*, par. 46.

façon la plus adéquate le comportement criminel de l'intéressé. Aussi conclut-elle au-delà de tout doute raisonnable que la responsabilité de Ndahimana se trouve engagée, en vertu de l'article 6.1 du Statut, pour avoir aidé et encouragé à commettre le meurtre des réfugiés tutsis à l'église de Nyange le 16 avril 1994.

5. Complicité dans le génocide

833. Au titre du chef II de l'acte d'accusation, le Procureur impute à Ndahimana la complicité dans le génocide visé à l'article 2.3 e) du Statut. Le Procureur a indiqué que le chef de complicité est plaidé subsidiairement à celui de génocide (chef I). En conséquence, ayant reconnu l'accusé coupable de génocide au titre du chef I, la majorité ne retient pas le chef II de l'acte d'accusation.

6. Crimes contre l'humanité

6.1 Introduction

834. Au titre du chef III de l'acte d'accusation, le Procureur impute à Ndahimana l'extermination constitutive de crime contre l'humanité visée à l'article 3 b) du Statut.

6.2 Attaque généralisée ou systématique

835. Pour qu'un acte énuméré à l'article 3 du Statut soit considéré comme un crime contre l'humanité, le Procureur doit établir qu'une attaque généralisée ou systématique a été perpétrée contre la population civile en raison de son appartenance nationale, politique, ethnique, raciale ou religieuse¹⁵⁰⁸. L'attaque contre une population civile s'entend de la commission contre celle-ci d'une pluralité d'actes de violence ou de types de mauvais traitements visés aux aliénas a) à i) de l'article 3 du Statut¹⁵⁰⁹. Les termes « généralisée » et « systématique » qui sont censés être interprétés comme des éléments disjoints, visent respectivement l'ampleur de l'attaque, outre le nombre des personnes ciblées, et le caractère organisé des actes de violence perpétrés, de même que l'improbabilité qu'ils se produisent de manière fortuite¹⁵¹⁰.

836. En ce qui concerne la *mens rea* requise, l'auteur doit avoir agi en ayant connaissance du contexte général dans lequel s'inscrivait l'attaque et du fait que ses actes faisaient partie intégrante d'une attaque généralisée, sans qu'il soit nécessaire qu'il partage les buts et les objectifs qui ont inspiré l'attaque généralisée en question¹⁵¹¹. La satisfaction du deuxième critère qui subordonne la

¹⁵⁰⁸ Jugement *Bagosora et consorts*, par. 21[65] (citant l'arrêt *Semanza*, par. 326 à 332 (renvoyant au jugement *Akayesu*, par. 578), le jugement *Rutaganda*, par. 73, l'arrêt *Akayesu*, par. 467 et 469, l'arrêt *Ntakirutimana*, par. 516, le jugement *Ntagerura et consorts*, par. 697 et 698, le jugement *Mpambara*, par. 11, le jugement *Simba*, par. 421, le jugement *Gacumbitsi*, par. 299, et l'arrêt *Tadić*, par. 248 et 255).

¹⁵⁰⁹ Jugement *Bagosora et consorts*, par. 2165 (citant l'arrêt *Ndahimana et consorts*, par. 915 à 918, l'arrêt *Kordić et Čerkez*, par. 666, l'arrêt *Kunarac et consorts*, par. 89, et le jugement *Kunarac et consorts*, par. 415).

¹⁵¹⁰ Jugement *Bagosora et consorts*, par. 2165 (citant l'arrêt *Ndahimana et consorts*, par. 920 (reprenant un passage de l'arrêt *Kordić et Čerkez*, par. 94), l'arrêt *Ntakirutimana*, par. 516, le jugement *Mpambara*, par. 11, le jugement *Semanza*, par. 328 et 329, le jugement *Kunarac et consorts*, par. 429, l'arrêt *Kunarac et consorts*, par. 94, l'arrêt *Gacumbitsi*, par. 101 (citant le jugement *Gacumbitsi*, par. 299), l'arrêt *Stakić*, par. 246, l'arrêt *Blaškić*, par. 101, le jugement *Limaj et consorts*, par. 180, et le jugement *Brdanin*, par. 133).

¹⁵¹¹ Jugement *Bagosora et consorts*, par. 2166 (citant l'arrêt *Gacumbitsi*, par. 86 et 103 (renvoyant à l'arrêt *Tadić*, par. 251 et 252), l'arrêt *Galić*, par. 142, l'arrêt *Semanza*, par. 268 et 269, le jugement *Simba*, par. 421, l'arrêt *Kordić et Čerkez*, par. 99, le jugement *Kunarac et consorts*, par. 434, l'arrêt *Kunarac et consorts*, par. 102 et l'arrêt *Blaškić*, par. 124 à 127).

consommation du crime contre l'humanité à l'existence d'un motif inspiré par l'appartenance « nationale, politique, ethnique, raciale ou religieuse » de la victime n'emporte pas qu'il faille rapporter la preuve d'une intention discriminatoire¹⁵¹².

837. Ayant examiné l'ensemble de la preuve, la majorité conclut que la population tutsie de la commune de Kivumu a été la cible d'attaques généralisées en avril 1994. Des témoins ont rapporté que des attaques avaient été lancées contre les Tutsis dans les jours qui avaient immédiatement suivi la mort du Président Habyarimana. Des centaines, voire des milliers, de Tutsis s'étaient réfugiés à la paroisse de Nyange. Les éléments de preuve établissant que des attaques ont été perpétrées à la paroisse de Nyange et indiquant l'ampleur des tueries et la composition ethnique des victimes ne permettent de tirer qu'une seule conclusion, à savoir que, en avril 1994, il y a eu dans la commune de Kivumu des attaques généralisées contre la population civile tutsie en raison de l'appartenance ethnique de celle-ci.

838. Vu la position d'autorité qu'occupait Ndahimana à l'époque et la présence de l'accusé à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994, la majorité juge inconcevable que les auteurs des tueries ainsi que Ndahimana n'aient pas su que leurs actes s'inscrivaient dans le cadre d'une attaque généralisée.

7. Extermination

7.1 Droit applicable

839. Pour que le crime d'extermination soit constitué, la preuve doit être faite que l'accusé a participé à des massacres généralisés ou systématiques ou qu'il a systématiquement soumis un grand nombre de personnes à des conditions d'existence devant inévitablement entraîner leur mort¹⁵¹³. L'extermination se distingue du meurtre en ce qu'elle doit être perpétrée à grande échelle¹⁵¹⁴. S'il est vrai que l'extermination est le fait de commettre le meurtre d'un grand nombre de personnes, il reste qu'il ne ressort pas de cette définition qu'un quelconque seuil numérique ait été établi pour que le crime soit constaté¹⁵¹⁵. L'élément moral de l'extermination réside dans l'intention de commettre un massacre ou d'y participer¹⁵¹⁶.

7.2 Délibération

840. Ndahimana est accusé d'extermination constitutive de crime contre l'humanité, sur la base d'allégations prouvées portant sur les faits survenus à la paroisse de Nyange les 15 et 16 avril 1994¹⁵¹⁷. La majorité recherchera si ces allégations prouvées équivalent à une extermination constitutive de crime contre l'humanité.

841. La majorité a conclu que les tueries commises à la paroisse de Nyange les 15 et 16 avril 1994 sont constitutives du crime de génocide. Il ressort clairement des constatations faites que ces tueries ont été perpétrées en raison de l'appartenance ethnique des victimes. La responsabilité de Ndahimana est engagée, en vertu du paragraphe 3 de l'article 6 du Statut, à raison des crimes

¹⁵¹² Jugement *Bagosora et consorts*, par. 2166 (citant le jugement *Akayesu*, par. 464 à 469 et 595, et le jugement *Bagilishema*, par. 81).

¹⁵¹³ Arrêt *Ntakirutimana*, par. 522 ; jugement *Ndindabahizi*, par. 480.

¹⁵¹⁴ Arrêt *Ntakirutimana*, par. 516. Voir aussi le jugement *Ndindabahizi*, par. 479, et le jugement *Semanza*, par. 340.

¹⁵¹⁵ Arrêt *Ntakirutimana*, par. 516.

¹⁵¹⁶ Jugement *Ntagerura et consorts*, par. 701. Voir aussi l'arrêt *Ntakirutimana*, par. 522.

¹⁵¹⁷ Acte d'accusation, par. 34 à 38.

411b

commis par les policiers communaux le 15 avril 1994, et, en vertu du paragraphe 1 de l'article 6 du Statut, pour avoir aidé et encouragé à commettre les tueries du 16 avril 1994 (section 4.3.3 du chapitre IV).

842. La majorité rappelle de plus ses constatations selon lesquelles des centaines, voire des milliers, de civils tutsis ont été tués à la paroisse de Nyange. Par conséquent, elle ne doute point que les meurtres ont été commis à grande échelle et, dès lors, qu'ils sont constitutifs de l'extermination. Le nombre de réfugiés tutsis qui avaient cherché refuge à la paroisse et la présence de Ndahimana prouvent que celui-ci avait connaissance de l'intention des auteurs principaux de commettre des meurtres à grande échelle, compte tenu en particulier du contexte dans lequel les tueries ont été commises.

843. La majorité reconnaît Ndahimana coupable d'extermination constitutive de crime contre l'humanité par aide et encouragement et à raison de la responsabilité du supérieur hiérarchique qui lui incombait à l'égard des policiers communaux (chef III).

8. Cumul de déclarations de culpabilité

8.1 Introduction

844. La majorité a jugé que les éléments de preuve étayaient les conclusions qu'elle a tirées au titre de dispositions différentes du Statut, à propos du même comportement. Selon la Chambre d'appel, le cumul de déclarations de culpabilité est possible si chacun des crimes comporte un élément nettement distinct qui fait défaut dans l'autre¹⁵¹⁸. Un élément est nettement distinct d'un autre s'il exige la preuve d'un fait que n'exige pas l'autre¹⁵¹⁹. Si ce critère n'est pas rempli, seule la déclaration de culpabilité fondée sur la disposition la plus spécifique sera retenue. L'infraction la plus spécifique englobe celle qui l'est moins, puisque la commission de la première implique forcément que la deuxième a également été commise¹⁵²⁰.

845. À la lumière de ces principes juridiques, la majorité recherchera à présent si elle peut prononcer cumulativement des déclarations de culpabilité sur la base des conclusions auxquelles elle est parvenue.

8.2 Génocide et extermination constitutive de crime contre l'humanité

846. Les conclusions de la majorité relatives au génocide (chef I) et à l'extermination constitutive de crime contre l'humanité (chef III) sont fondées sur le même comportement. Les deux crimes sont considérés comme des crimes distincts respectivement à l'article 2.3 a) et à l'article 3 b) du Statut. Selon la jurisprudence constante du Tribunal de céans et du TPIY, chacun de ces crimes comporte des éléments matériellement distincts. L'élément matériellement distinct du génocide est l'intention spécifique de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux. L'élément matériellement distinct de l'extermination constitutive de crime contre l'humanité est la commission du crime dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une

¹⁵¹⁸ Arrêt *Ntakirutimana*, par. 542 (citant l'arrêt *Musema*, par. 358 à 370, l'arrêt *Kordić et Čerkez*, par. 1033, l'arrêt *Krstić*, par. 218 et l'arrêt *Čelebići*, par. 412).

¹⁵¹⁹ Arrêt *Ntakirutimana*, par. 542 (citant l'arrêt *Čelebići*, par. 412). Ce critère a été clarifié dans l'arrêt *Kunarac et consorts*, par. 168. Voir aussi l'arrêt *Vasiljević*, par. 135 et 146, et l'arrêt *Krstić*, par. 218.

¹⁵²⁰ Jugement *Popović et consorts*, par. 2111 (citant l'arrêt *Galić*, par. 163, et l'arrêt *Krstić*, par. 218).

population civile¹⁵²¹. Des déclarations de culpabilité peuvent être prononcées pour ces deux crimes à propos d'un même comportement¹⁵²².

847. En conséquence, la majorité prononce des déclarations de culpabilité à la fois pour génocide (chef I) et pour extermination constitutive de crime contre l'humanité (chef III) à raison de la responsabilité incombant à Ndahimana dans les meurtres et les attaques perpétrés à la paroisse de Nyange en avril 1994.

¹⁵²¹ Arrêt *Ntakirutimana*, par. 542 (citant l'arrêt *Musema*, par. 366). Voir aussi l'arrêt *Nahimana et consorts*, par. 1029, l'arrêt *Ntagerura et consorts*, par. 426, et l'arrêt *Semanza*, par. 318.

¹⁵²² Arrêt *Ntakirutimana*, par. 542 (citant l'arrêt *Musema*, par. 370).

CHAPITRE V : DÉTERMINATION DE LA PEINE

1. Introduction

848. Ayant déclaré Grégoire Ndahimana coupable de génocide (chef I) et d'extermination constitutive de crime contre l'humanité (chef III) par aide et encouragement et à raison de la responsabilité du supérieur hiérarchique qui incombait à l'accusé à l'égard des policiers communaux, la majorité se doit à présent de fixer une peine appropriée.

2. Droit applicable

849. Tous les crimes prévus par le Statut du Tribunal constituent des violations graves du droit international humanitaire¹⁵²³. Lorsqu'elle fixe une peine, toute Chambre jouit d'un pouvoir discrétionnaire certes étendu, mais non illimité, étant tenue d'individualiser la peine pour tenir compte de la situation personnelle de l'accusé et de rendre compte de la gravité des crimes commis¹⁵²⁴.

850. Conformément aux articles 23 du Statut et 101 du Règlement, pour fixer une peine appropriée, la Chambre tient compte des éléments suivants : 1) la grille générale des peines d'emprisonnement appliquée par les tribunaux rwandais, 2) la gravité de l'infraction, 3) la situation personnelle de l'accusé, notamment les circonstances aggravantes et atténuantes, et 4) la mesure dans laquelle l'accusé a déjà purgé toute peine qui pourrait lui avoir été infligée par une juridiction nationale pour le même fait¹⁵²⁵, ces éléments ne constituant pas une liste exhaustive, comme l'a souligné la Chambre d'appel¹⁵²⁶. En outre, la Chambre de première instance doit, le cas échéant, déduire de la durée totale de la peine le temps que l'accusé a passé en détention en attendant son transfèrement au Tribunal et pendant le procès¹⁵²⁷.

3. Arguments des parties

851. Le Procureur soutient que Ndahimana devrait être condamné à deux peines confondues d'emprisonnement à vie pour les chefs I et III, soulignant à cet effet la gravité du crime de génocide, l'existence de nombreuses circonstances aggravantes et l'absence de circonstances atténuantes¹⁵²⁸. Selon lui, Ndahimana a directement participé à des crimes des plus odieux, ce qui classe l'accusé dans la catégorie des plus grands criminels¹⁵²⁹. Le Procureur soutient en outre qu'il existe des circonstances aggravantes, notamment la position d'autorité qu'occupait Ndahimana en tant que bourgmestre de la commune de Kivumu, le fait pour l'intéressé d'avoir abusé de cette autorité, sa participation directe aux crimes en tant qu'auteur, le caractère violent et humiliant des

¹⁵²³ Jugement *Gatete*, par. 673 (citant l'arrêt *Kayishema et Ruzindana*, par. 367 (citation tirée de l'article premier du Statut)).

¹⁵²⁴ Jugement *Gatete*, par. 673 (citant l'arrêt *Kajelijeli*, par. 291).

¹⁵²⁵ Paragraphes 1 à 3 de l'article 23 du Statut ; alinéas i) à iv) de l'article 101 B) du Règlement.

¹⁵²⁶ Arrêt *Kajelijeli*, par. 290 (citant l'arrêt *Musema*, par. 380).

¹⁵²⁷ Article 101 C) du Règlement.

¹⁵²⁸ Pièce du Procureur intitulée « *Prosecutor's Final Brief* », par. 284 à 317. Voir aussi le compte rendu de l'audience du 21 septembre 2011, p. 48 à 50.

¹⁵²⁹ Pièce du Procureur intitulée « *Prosecutor's Final Brief* », par. 284 à 285.

actes commis par lui, la vulnérabilité de ses victimes et la prolongation de ses infractions dans le temps¹⁵³⁰.

852. La Défense plaide que Ndahimana devrait voir sa peine atténuée du fait que, au moment où les crimes ont été commis, l'accusé n'occupait le poste de bourgmestre que depuis six mois et que, au moment où il prenait ses fonctions, la commune se trouvait déjà dans une situation critique qu'il n'a pas pu maîtriser¹⁵³¹. Elle affirme aussi que Ndahimana a pris toutes les mesures possibles pour protéger les Tutsis, que l'accusé est un homme de bonne moralité, marié et père de neuf enfants biologiques et de deux enfants adoptifs¹⁵³².

4. Délibération

4.1 Gravité de l'infraction

853. Facteur déterminant s'agissant de décider de la peine à imposer¹⁵³³, la gravité de l'infraction s'apprécie au regard des circonstances propres à l'espèce, de la forme et du degré de participation de l'accusé à l'infraction ainsi que du nombre de victimes¹⁵³⁴.

854. La majorité a reconnu Ndahimana coupable en vertu du droit régissant la responsabilité du supérieur hiérarchique, à raison des crimes commis par les policiers communaux le 15 avril 1994, et pour avoir aidé et encouragé à commettre les crimes de génocide et d'extermination constitutive de crime contre l'humanité, à raison des faits survenus à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994 et qui ont causé la mort d'environ 2 000 hommes, femmes et enfants tutsis. La gravité de ces crimes, les pertes en vies humaines et les graves atteintes à la dignité humaine qui en ont résulté ne sauraient être suffisamment soulignées.

855. La majorité relève que, dans le droit rwandais, les crimes semblables à ceux en cause sont passibles de la peine d'emprisonnement à vie, en fonction de la nature de la participation de l'accusé¹⁵³⁵. La pratique générale du Tribunal de céans est de n'imposer la peine d'emprisonnement à vie qu'aux plus hauts responsables qui ont planifié et ordonné la commission des atrocités¹⁵³⁶.

¹⁵³⁰ Pièce du Procureur intitulée « *Prosecu[tor's Final] Brief* », par. 289 à 309.

¹⁵³¹ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 519 à 521.

¹⁵³² Ibid., par. 522 et 523.

¹⁵³³ Arrêt *Nshogoza*, par. 98 ; arrêt *Nahimana et consorts*, par. 1060.

¹⁵³⁴ Arrêt *Rukundo*, par. 243.

¹⁵³⁵ Affaire *Gatete*, Décision relative à la demande du Procureur tendant à ce que l'affaire soit renvoyée à la République du Rwanda, 17 novembre 2008, par. 22 à 25 (Analyse de la grille des peines en vigueur au Rwanda) ; affaire *Kanyarukiga*, décision intitulée « *Decision on Prosecutor's Request for Referral to the Republic of Rwanda* », 6 juin 2008, par. 22 à 25 (Analyse de la grille des peines en vigueur au Rwanda). Voir aussi l'arrêt *Semanza*, par. 377 (« [L']obligation faite aux Chambres de première instance de recourir "à la grille générale des peines appliquée par les tribunaux du Rwanda" ne contraint pas les Chambres de première instance à se conformer à cette pratique, mais tout simplement à en tenir compte » (citation tirée de l'arrêt *Serushago*, par. 30), et l'arrêt *Dragan Nikolić*, par. 69.

¹⁵³⁶ Voir le jugement *Renzaho*, par. 820, note 890 (citant l'arrêt *Musema*, par. 383 (Où la Chambre relève que, si les dirigeants et les planificateurs d'un conflit donné doivent encourir une responsabilité pénale plus grande que les subalternes, ce principe est en toutes circonstances assorti de la condition essentielle que la gravité de l'infraction est la considération première à retenir lors de la détermination de la peine). La majorité fait observer que des peines d'emprisonnement à vie ont été infligées à de hauts responsables des instances administratives et militaires dans les affaires suivantes : le jugement *Niyitegeka*, par. 499 et 502 (Ministre de l'information), le jugement *Kambanda*, par. 44, 61 et 62 (Premier Ministre), le jugement *Kamuhanda*, par. 6, 764 et 770 (Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique). Dans plusieurs autres affaires, des responsables de niveau subalterne et d'autres qui

4.2 Situation personnelle de l'accusé, circonstances aggravantes et circonstances atténuantes

856. En ce qui concerne la situation personnelle de l'accusé, la Chambre jouit d'un large pouvoir d'appréciation des circonstances aggravantes ou atténuantes qu'elle juge pertinentes pour déterminer la peine qu'il convient d'imposer à l'intéressé. Pour être retenues, les circonstances aggravantes doivent être établies au-delà de tout doute raisonnable¹⁵³⁷, les circonstances atténuantes s'établissant sur la seule base de l'hypothèse la plus probable¹⁵³⁸.

4.2.1 Circonstances aggravantes

857. La Chambre d'appel a énuméré divers facteurs qui peuvent constituer des circonstances aggravantes. Ce sont la qualité de l'accusé, la prolongation de l'infraction dans le temps, la préméditation, la participation active de l'auteur aux actes criminels de ses subordonnés, le caractère violent de l'infraction, la vulnérabilité et la qualité des victimes, leur nombre particulièrement élevé et les circonstances entourant l'infraction¹⁵³⁹.

858. La Chambre peut considérer comme une circonstance aggravante la position d'autorité d'un accusé ou l'influence dont celui-ci jouit ou le fait pour lui d'avoir abusé de cette autorité¹⁵⁴⁰. Toutefois, ne saurait être considérée comme facteur aggravant toute circonstance déjà prise en compte en tant qu'élément constitutif d'un crime à raison duquel l'accusé a été reconnu coupable¹⁵⁴¹.

859. La majorité note que, en l'espèce, l'abus par Ndahimana de son rôle d'autorité influente relève des éléments constitutifs du crime dont il a été déclaré coupable en vertu du paragraphe 1 et du paragraphe 3 de l'article 6 du Statut. Par conséquent, ce fait ne peut être retenu comme circonstance aggravante, contrairement à ce que laisse entendre le Procureur.

860. La majorité juge en outre que le nombre de victimes de l'attaque contre l'église de Nyange, attaque pour laquelle la responsabilité à titre individuel de Ndahimana a été retenue, constitue une circonstance aggravante¹⁵⁴², de même que le fait que les attaques ont eu lieu dans une paroisse où

n'occupaient pas de poste officiel ont été condamnés à des peines d'emprisonnement à vie. Voir, par exemple, le jugement *Karera*, par. 585 (préfet de Kigali-rural), le jugement *Kayishema et Ruzindana*, p. 8 (Kayishema était préfet de Kibuye), l'arrêt *Gacumbitsi*, par. 206 (bourgmestre), le jugement *Musema*, par. 999 à 1008 (directeur influent d'une usine à thé, qui exerçait un contrôle sur les tueurs), le jugement *Rutaganda*, par. 466 à 473 (deuxième vice-président des *Interahamwe* au niveau national), le jugement *Hategekimana*, par. 736 à 748 (commandant et autorité influente au Camp Ngoma), et le jugement *Gatete*, par. 675 à 683 (« Personnalité de premier plan dans les préfectures de Byumba et de Kibungo », ancien bourgmestre de la commune de Murambi, directeur au Ministère de la famille et de la promotion féminine en avril 1994).

¹⁵³⁷ Jugement *Nyiramasuhuko*, par. 6193 (citant l'arrêt *Nahimana et consorts*, par. 1038 et l'arrêt *Kajelijeli*, par. 82 et 294).

¹⁵³⁸ Jugement *Nyiramasuhuko*, par. 6197 (citant l'arrêt *Nahimana et consorts*, par. 1038 et l'arrêt *Kajelijeli*, par. 294).

¹⁵³⁹ Arrêt *Blaškić*, par. 686 ; arrêt *Ndindabahizi*, par. 135.

¹⁵⁴⁰ Arrêt *Semanza*, par. 335 à 336 ; arrêt *Dragomir Milošević*, par. 302 et 303.

¹⁵⁴¹ Arrêt *Ndindabahizi*, par. 137.

¹⁵⁴² Arrêt *Semanza*, par. 337 à 338 ; arrêt *Ndindabahizi*, par. 135 ; jugement *Simba*, par. 440 ; jugement *Bagosora et consorts*, par. 2272 ; jugement *Serugendo*, par. 90 ; jugement *Karera*, par. 579 ; jugement *Rugambarara*, par. 24.

406

des gens s'étaient réfugiés parce que de tels lieux sont universellement reconnus comme étant des sanctuaires¹⁵⁴³.

861. La majorité considère que les actes de Ndahimana ne dénotaient aucun zèle ou sadisme particulier. L'accusé n'a pas personnellement pris part aux tueries. Dès lors, contrairement à ce que laisse entendre le Procureur, cet élément ne peut être retenu comme une circonstance aggravante¹⁵⁴⁴.

4.2.2 Circonstances atténuantes

862. Parmi les circonstances atténuantes, on peut citer les éléments tels que la coopération que l'accusé a fournie au Procureur, la reddition volontaire, la bonne moralité et l'absence d'antécédents judiciaires, la conduite de l'accusé pendant la détention, la situation personnelle et familiale, la participation indirecte aux actes criminels allégués, l'âge et l'assistance apportée aux détenus ou aux victimes¹⁵⁴⁵.

863. La majorité fait observer qu'il ressort des éléments de preuve produits au procès par la Défense que, avant les faits allégués dans l'acte d'accusation, Ndahimana a toujours entretenu des relations cordiales et de coopération avec les Tutsis, sur le plan tant professionnel que personnel¹⁵⁴⁶. La Défense a également souligné le fait que Ndahimana était marié, père de neuf enfants biologiques et de deux enfants adoptifs¹⁵⁴⁷.

864. La Défense a rapporté la preuve que Ndahimana était venu en aide à des Tutsis pendant la période visée dans l'acte d'accusation¹⁵⁴⁸. Plusieurs témoins ont évoqué des épisodes précis au cours desquels Ndahimana les avait personnellement aidés à se mettre en lieu sûr¹⁵⁴⁹. Si la majorité

¹⁵⁴³ Arrêt *Kamuhanda*, par. 357 ; arrêt *Ntakirutimana et consorts*, par. 563 ; jugement *Karera*, par. 579 et 580 ; jugement *Muhimana*, par. 605.

¹⁵⁴⁴ Compte rendu de l'audience du 21 septembre 2011, p. 50 ; pièce du Procureur intitulée « *Prosecu[tor's Final] Brief* », par. 302 b.

¹⁵⁴⁵ Arrêt *Blaškić*, par. 696.

¹⁵⁴⁶ Comptes rendus des audiences du 28 février 2011 (témoin Munsy), p. 21 (Le témoin Munsy a dit que Ndahimana n'avait pas « un comportement "antiquelqu'un", voire anti-tutsi »), du 22 février 2011 (témoin Nkiryeye), p. 8 à 10 (Il a affirmé que Ndahimana lui avait confié qu'il avait dû quitter son poste à l'usine de thé de Rubaya car les autorités n'avaient pas apprécié qu'il ait recruté des personnes issues de tous les groupes ethniques, ajoutant que, au mariage de Ndahimana, les membres du protocole et les filles d'honneur étaient des Tutsis), et du 18 février 2011 (témoin ND2), p. 27 (huis clos) (Le témoin ND2 a affirmé que, lorsque les minorités tutsies avaient été attaquées dans les communes de Gaseke et de Giciye en 1991, Ndahimana était immédiatement allé voir le directeur de la société pour laquelle il travaillait pour demander que des mesures soient prises en vue de protéger celles-ci).

¹⁵⁴⁷ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 523.

¹⁵⁴⁸ Ibid., par. 522 et 523.

¹⁵⁴⁹ Comptes rendus des audiences du 17 janvier 2011 (témoin ND13), p. 38 et 39 (« Au moment des événements, pendant le génocide, même si Ndahimana n'a pas pu sauver beaucoup de Tutsis, il a quand même prodigué des conseils à certains Tutsis pour qu'ils puissent sauver leur vie... il a aidé certaines personnes à s'enfuir pour aller chercher refuge ailleurs »), du 18 janvier 2011 (témoin ND11), p. 44 (Il a dit s'être enfui dans la nuit du 15 avril 1994 et que Ndahimana l'avait secouru en le faisant accompagner par un policier qui devait l'aider à traverser la rivière et à se mettre en lieu sûr), du 24 janvier 2011 (témoin ND7), p. 5 (Elle a affirmé avoir surpris le 14 avril 1994, Ndahimana en train de dire aux gendarmes d'ouvrir le feu sur les assaillants si cela s'avérait nécessaire. Le 17 avril 1994, l'accusé l'avait conduite au centre de santé avec environ 26 autres rescapés), du 27 janvier 2011 (témoin ND6), p. 5 et 6 (Il a indiqué que, à son arrivée à la paroisse de Nyange en compagnie de Ndungutse, les gendarmes, qui selon ce dernier avaient été dépêchés par Ndahimana, les avaient repoussés et avaient « failli, même, [leur] tirer dessus »), et du 7 février 2011 (témoin Mukankusi), p. 18 et 19 (Elle a évoqué plusieurs cas où les gens ont eu la vie sauve grâce à l'intervention des policiers communaux ou des autorités communales).

n'ignore pas les actes d'humanité de Ndahimana, elle met néanmoins en regard du nombre de Tutsis à qui l'accusé a porté assistance celui des victimes de l'attaque contre l'église de Nyange. La disproportion qui ressort de cette comparaison l'amène à considérer que l'assistance fournie par Ndahimana aux Tutsis était relativement sélective et elle juge que cette assistance ne constitue donc pas une circonstance atténuante importante.

865. S'agissant du comportement de l'accusé lors des faits survenus en 1994, la majorité a jugé que Ndahimana n'avait pas joué un rôle de premier plan dans les attaques. Il n'avait pas pris part personnellement aux meurtres commis. En outre, la majorité a jugé que l'accusé n'avait ni planifié les crimes ni incité à les commettre. La responsabilité qui incombe à Ndahimana dans les crimes commis ne découle pas d'un plan prémédité, mais, plutôt, du fait de s'être joint tardivement aux auteurs des crimes, par sa présence à l'église de Nyange le 16 avril 1994. La majorité a aussi jugé que l'accusé n'était pas animé de la *mens rea* requise pour lui permettre de conclure à d'autres formes de responsabilité directe telles que l'entreprise criminelle commune ; en effet, la preuve en l'espèce ne démontre pas que la seule conclusion raisonnable qui puisse être tirée des agissements de l'accusé est que celui-ci partageait l'intention génocide des auteurs principaux. La responsabilité pénale incombant à l'accusé découle de son approbation tacite des crimes commis ainsi que de sa présence sur les lieux de ces crimes.

866. La majorité juge par ailleurs important que l'accusé ait pris des mesures positives pour maintenir la sécurité dans la commune, dans les jours qui ont suivi la mort du Président Habyarimana, et ce jusqu'au plus fort des attaques. Elle tient pour établi que Ndahimana a mis à profit la réunion du 11 avril 1994 pour examiner la situation sécuritaire dans la commune. En outre, ce même jour, il a demandé au préfet d'envoyer des gendarmes à la paroisse¹⁵⁵⁰. La majorité a aussi considéré que Ndahimana avait pris des mesures pour punir certains auteurs des attaques antérieures contre les Tutsis¹⁵⁵¹.

867. La majorité rappelle avoir conclu que la responsabilité de Ndahimana était engagée, en vertu de l'article 6.3 du Statut, à raison des crimes commis par les policiers communaux le 15 avril 1994 (section 3.5.1.3 du chapitre IV), et que, par sa présence, l'accusé avait contribué substantiellement à l'attaque contre l'église de Nyange le 16 avril 1994. Toutefois, elle tient aussi compte des témoignages faisant état de l'affiliation de l'accusé à un parti politique modéré. Le témoin ND13 a souligné l'effet du multipartisme sur l'autorité de l'accusé, vu que celui-ci était membre d'un parti de l'opposition¹⁵⁵². Dans son procès-verbal d'aveu, le témoin CDL a dit ce qui suit : « En termes de

¹⁵⁵⁰ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 76. Voir aussi le compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 35 à 39 (huis clos), la pièce à conviction D.124, le compte rendu de l'audience du 15 février 2011, p. 41 (huis clos), la pièce à conviction D.108 et le compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 2 et 3.

¹⁵⁵¹ Voir, par exemple, les comptes rendus des audiences du 25 janvier 2011, p. 8 (huis clos) (Il ressort de cette déposition que, ayant appris le 8 avril 1994 que Ndungutse avait menacé le témoin, parce que celui-ci avait refusé de participer à une attaque contre les Tutsis, Ndahimana avait ordonné aux fonctionnaires de la commune de confisquer l'arme à feu que détenait Ndungutse), et du 24 janvier 2011, p. 76 (Le témoin a indiqué que Ndahimana avait adressé des lettres « aux conseillers communaux et aux membres des comités de cellule leur demandant d'assurer la sécurité des membres de la population...[et] envoyé des policiers communaux dans les secteurs pour assurer la sécurité des membres de la population »).

¹⁵⁵² Comptes rendus des audiences du 17 janvier 2011, p. 15 et 16 (huis clos) (Le témoin ND13 a affirmé ce qui suit : « [L]es électeurs qui [...] l'avaient élu le suivaient, le respectaient, mais l'autre branche de la population communale n'obéissait pas à ses ordres...ses pouvoirs étaient réduits, il n'était pas aussi fort que du temps du parti unique », du 18 janvier 2011, p. 28 (En effet, « pendant le multipartisme, le pouvoir des bourgmestres avait été très réduit. À telle enseigne que les personnes qui étaient dans un parti autre que celui du bourgmestre n'entendaient pas ce que leur disait le bourgmestre »), et du 24 janvier 2011, p. 81 et 82 (huis clos) (Ce témoignage a aussi été corroboré par celui de KR3).

partis politiques, j'étais membre du MDR, de tendance modérée, et les gens nous appelaient des traîtres et des complices des *Inkotanyi* »¹⁵⁵³ [traduction]. La majorité note que Ndahimana aussi était membre du MDR, parti minoritaire modéré, et que l'appartenance politique de l'accusé a pu avoir un effet défavorable sur la manière dont celui-ci était perçu par la société hutue de la commune de Kivumu.

868. En outre, la Défense a produit des éléments de preuve tendant à établir que, par rapport à d'autres autorités de la commune, Ndahimana jouissait d'un pouvoir minime¹⁵⁵⁴. Plusieurs témoins ont évoqué des occasions où des personnes, accusées d'avoir attaqué les Tutsis, avaient été arrêtées sur ordre de Ndahimana, mais avaient été libérées par l'IPJ Kayishema un ou deux jours plus tard, sans qu'aucune enquête exhaustive n'ait été menée sur les faits¹⁵⁵⁵. Le témoin CBK a dit : « À Kivumu les gens faisaient davantage confiance aux prêtres qu'aux responsables du gouvernement local. [...] La population locale lui obéissait plus [au père Seromba] qu'aux autorités locales »¹⁵⁵⁶. La majorité n'accueille pas l'argument selon lequel Ndahimana jouissait d'un pouvoir minime lors des faits en cause et souligne que ces témoignages n'exonèrent en aucune manière l'accusé de la responsabilité lui incombant à raison du rôle qu'il a joué dans les faits survenus à la paroisse de Nyange. Toutefois, il se dégage de ces témoignages la forte impression que plusieurs personnes influentes dans la commune de Kivumu avaient un intérêt et ont joué un rôle dans les massacres. En outre, la majorité a conclu ailleurs dans le présent jugement que la présence de l'accusé à l'église de Nyange ne contredisait pas l'assertion selon laquelle celui-ci était sous le coup de menaces le 16 avril 1994 (section 6.3.7.2 du chapitre III). Cette présence amène à penser par ailleurs que l'intéressé a pu participer aux tueries sous l'effet de la contrainte plutôt que par extrémisme ou par haine ethnique.

869. La majorité juge que la bonne moralité de Ndahimana et la situation familiale de celui-ci atténuent sa peine. La majorité juge aussi que le fait que Ndahimana n'était pas animé de l'intention génocide de tuer les Tutsis et qu'il a essayé de maintenir la sécurité dans la commune de Kivumu dans les jours qui ont suivi la mort du Président Habyarimana, et ce jusqu'à ce que la situation soit devenue extrêmement chaotique, pèsent d'un poids important dans la détermination de la sentence. Enfin, la majorité a aussi considéré que l'influence exercée par d'autres autorités de la commune de Kivumu était pertinente aux fins de la détermination de la peine à infliger à Ndahimana.

¹⁵⁵³ Pièce à conviction D.77, p. 14.

¹⁵⁵⁴ Compte rendu de l'audience du 18 avril 2011 (témoin Kayishema), p. 24 et 25 (Le témoin a dit que l'IPJ Kayishema « s'ingérait beaucoup dans les affaires administratives de la commune »).

¹⁵⁵⁵ Comptes rendus des audiences du 24 janvier 2011 (témoin KR3), p. 81 et 82 (huis clos) (« [Q]uelquefois, lorsque Grégoire Ndahimana arrêtait certaines personnes, Kayishema les relâchait »), du 26 janvier 2011 (témoin ND5), p. 57 et 58 (Le témoin ND5 avait été arrêté pour le meurtre d'un certain Thomas Mwendezi et avait appris que c'était le bourgmestre qui avait autorisé son arrestation. Or, peu après, lui et cinq autres suspects avaient été libérés par Kayishema), et du 17 février 2011 (témoin ND34), p. 73 (Il avait assisté à l'arrestation des personnes soupçonnées du meurtre de Martin Karekezi, mais, l'un des suspects, qu'il avait revu quelques jours plus tard, lui avait confié que Kayishema les avait remis en liberté).

¹⁵⁵⁶ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 20 ; pièce à conviction D.42, p. 5.

5 Conclusion

870. La majorité peut, souverainement, prononcer une peine unique et relève que cette pratique est habituellement indiquée lorsque les infractions peuvent être considérées comme relevant d'une seule entreprise criminelle¹⁵⁵⁷.

871. La majorité a pris en compte la gravité de chacun des crimes dont l'accusé a été déclaré coupable ainsi que les circonstances aggravantes et atténuantes invoquées par les parties.

872. Ayant examiné les circonstances pertinentes exposées ci-dessus, et veillé à ce que l'accusé ne soit pas puni deux fois à raison du même fait, la majorité, le juge Arrey ayant exprimé une opinion dissidente, condamne Grégoire Ndahimana à une peine unique de

15 ANS D'EMPRISONNEMENT

MESURES CORRÉLATIVES

873. Cette peine l'emporte sur toute autre peine infligée à Grégoire Ndahimana par un quelconque État ou par toute autre institution. La durée de la période que l'accusé a passée en détention depuis son arrestation le 11 août 2009 sera déduite de sa peine, en application de l'article 101 C) du Règlement.

874. La peine prononcée sera exécutée dans un État désigné par le Président du Tribunal après consultation de la Chambre. Le Greffier en avisera le Gouvernement rwandais et l'État désigné.

875. Dans l'attente de son transfèrement au lieu désigné pour l'exécution de sa peine, Grégoire Ndahimana sera maintenu en détention sous le régime qui est actuellement le sien.

876. Conformément à l'article 102 [A)] du Règlement, dès le dépôt d'un acte d'appel, il sera sursis à l'exécution de la peine jusqu'au prononcé de la décision sur l'appel, le condamné restant néanmoins en détention.

877. Le juge Arrey joint une opinion dissidente au présent jugement.

Fait à Arusha, le 30 décembre 2011

[Signé]
Florence Rita Arrey

Président

[Signé]
Bakhtiyar Tuzmukhamedov

Juge

[Signé]
Aydin Sefa Akay

Juge

[Sceau du Tribunal]

¹⁵⁵⁷ Jugement *Karera*, par. 585 ; jugement *Ndindabuhizi*, par. 497.

Opinion dissidente du juge Florence Rita Arrey

1. Introduction

1. Selon moi, la présente espèce est celle de l'entreprise criminelle commune par excellence. L'accusé, Grégoire Ndahimana, n'a peut-être pas été le cerveau de l'entreprise, si tant est qu'il y en ait effectivement eu une, mais il a participé aussi activement à l'entreprise qu'Athanase Seromba, Gaspard Kanyarukiga, Fulgence Kayishema, Télesphore Ndungutse¹⁵⁵⁸ et d'autres, bien qu'à sa façon.

2. Dans son Mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge, la Défense a soutenu que les meurtres de civils tutsis avaient commencé en l'absence de Ndahimana

et à son insu. [Des] témoins à charge ont affirmé à la barre que les tueries avaient commencé sur les collines et que des Tutsis avaient été tués, leurs vaches mangées et leurs habitations incendiées. Grégoire Ndahimana n'était certainement pas responsable de tous ces actes. Il ne pouvait donc pas y avoir un plan établi visant à exterminer les habitants Tutsis de la commune, qu'il ait été conçu par Grégoire Ndahimana lui-même ou mis au point pour donner suite à sa décision¹⁵⁵⁹.

3. Je suis d'avis que la planification et la préparation des massacres n'ont pas été faites en une seule journée ou au cours d'une ou deux réunions isolées. Le plan a plutôt été élaboré au fil du temps, les participants se joignant à l'entreprise à mesure que celle-ci se développait. Télesphore Ndungutse, Fulgence Kayishema, et Gaspard Kanyarukiga semblent avoir été parmi les premières personnes enthousiasmées par le plan visant à tuer les civils tutsis de la commune de Kivumu¹⁵⁶⁰. Rien dans la preuve n'indique que Ndahimana faisait partie du groupe des premiers adhérents au plan et, de fait, l'intéressé peut avoir hésité à se joindre à l'entreprise au début de celle-ci. Mais à mesure qu'avancait le plan, un consensus se dégagait parmi les décideurs de Kivumu et le nombre de parties à l'entreprise se multipliait. Je suis d'accord avec la majorité qu'il n'existe aucune preuve que, lorsque Télesphore Ndungutse a commis les premiers crimes contre des civils tutsis dans les jours qui ont immédiatement suivi la mort du Président Habyarimana, Ndahimana a apporté son soutien à ces crimes ou que l'accusé partageait l'intention criminelle de Ndungutse¹⁵⁶¹. Cependant, l'espèce porte principalement sur le génocide commis à la paroisse de Nyange les 15 et 16 avril 1994 et, comme je l'exposerai en détail dans la présente opinion, je tiens pour prouvé que, à la date

¹⁵⁵⁸ Je relève que Fulgence Kayishema et Télesphore Ndungutse n'ont pas été jugés par le Tribunal de céans et que l'affaire *Kanyarukiga* n'est pas encore terminée. Pour tirer des conclusions sur la participation des intéressés aux faits survenus à la paroisse de Nyange, je me fonde exclusivement sur les éléments de preuve produits en l'espèce.

¹⁵⁵⁹ Mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge, par. 116.

¹⁵⁶⁰ Comptes rendus des audiences du 18 janvier 2010 (témoin à décharge ND11), p. 36 (« Le 11, les nommés Kayishema, Gacabuterezi et Rushema ont écrit une note adressée aux... à l'*Interahamwe* nommé Muyogoro Jean-Bosco. C'était un *Interahamwe* de chez nous. Dans cette note, ces personnes demandaient à cet *Interahamwe* de commencer à tuer les Tutsis dans cette localité et lui demandaient de tout faire pour qu'aucun Tutsi ne puisse s'échapper »), et du 27 janvier 2011 (témoin ND6), p. 32 (« Le programme de Ndungutse était de tuer les Tutsis qui avaient cherché refuge à l'église »). Voir aussi les éléments de preuve examinés ci-dessous, selon lesquels Ndungutse a participé aux premières tueries des Tutsis dans la commune de Kivumu, et le compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010 (témoin YAU), p. 44 à 46 (En une occasion, le témoin et d'autres réfugiés avaient donné à Kayishema et Kanyarukiga de l'argent pour qu'ils aillent leur chercher à manger, mais ceux-ci n'ont pas apporté à manger. Par ailleurs, lorsqu'une religieuse de l'église de Nyange avait essayé d'apporter de la nourriture aux réfugiés, Kayishema et Kanyarukiga « [avaient] déversé cette nourriture par terre »).

¹⁵⁶¹ Jugement, par. 99.

du 14 avril 1994, Grégoire Ndahimana savait qu'un génocide était imminent, partageait l'intention criminelle des autres coauteurs et a contribué significativement à l'entreprise.

2. Attaques contre des civils tutsis entre le 6 et le 11 avril 1994

4. Comme indiqué plus haut, je souscris à la conclusion de la majorité selon laquelle le Procureur n'a pas établi que la responsabilité de Ndahimana était engagée à raison du meurtre de Grégoire Ndakubana par Ndungutse¹⁵⁶². Rien dans le dossier n'établit que l'accusé a planifié, incité à commettre ou organisé ce meurtre. Par ailleurs, Ndungutse était un enseignant et le Procureur n'a pas établi que Ndahimana exerçait une autorité sur les enseignants au sens de l'article 6.3 du Statut. Je tiens aussi pour prouvé que Ndahimana a arrêté un certain nombre de subalternes qu'il croyait être responsables des premières tueries¹⁵⁶³.

5. Cependant, je garde à l'esprit que Kivumu n'avait qu'une population d'un peu plus de 50 000 habitants¹⁵⁶⁴, que Ndungutse était bien connu pour ses sentiments anti-tutsis de longue date¹⁵⁶⁵, que, outre sa profession d'enseignant, l'intéressé était aussi le vice-président du MRND dans la commune de Kivumu¹⁵⁶⁶ et que le 11 avril 1994 Ndahimana a écrit une lettre dans laquelle il disait savoir que Ndungutse était responsable de « violences » contre des personnes « sur base ethnique »¹⁵⁶⁷. Au vu de ces éléments de preuve, je tiens pour établi que, à la date du 11 avril 1994, Ndahimana savait que Téléphore Ndungutse avait participé au meurtre de Grégoire Ndakubana et que l'accusé n'a pris aucune mesure pour mettre l'intéressé en détention ou le désarmer. J'estime particulièrement révélateur le manquement à l'obligation de prendre les mesures relevant de ses attributions de bourgmestre, sachant qu'il a par la suite fait désarmer Ndungutse après les meurtres commis à la paroisse de Nyange, lorsque ce dernier a menacé le témoin à décharge KR3, un des complices de Ndahimana¹⁵⁶⁸.

3. Décision prise entre le 11 et le 13 avril 1994 de transférer les réfugiés à l'église de Nyange

6. Je souscris à la conclusion de la majorité concernant le paragraphe 19 de l'acte d'accusation. Cependant, je pense qu'il importe de souligner que les réfugiés qui se trouvaient à l'église de Nyange n'étaient pas libres de leurs mouvements. Les éléments de preuve démontrent de façon concluante que, le 13 avril 1994, un barrage routier a été établi à une vingtaine ou trentaine de mètres de l'église de Nyange dans le but de limiter les déplacements des Tutsis¹⁵⁶⁹. Étant donné que le Procureur ne fait aucune mention de ce barrage routier dans l'acte d'accusation, je n'examinerai pas la possible contribution de Ndahimana à ce confinement des Tutsis.

¹⁵⁶² Jugement, par. 99.

¹⁵⁶³ Compte rendu de l'audience du 26 janvier 2011, p. 53 à 57 (Le bourgmestre avait demandé à Adrien Niyitegeka et Téléphore Muryantarama d'arrêter six personnes à la suite du meurtre de Thomas Mwendezi).

¹⁵⁶⁴ *Le Procureur c. Ndahimana*, affaire n° ICTR-2001-PT-68, Décision relative à la requête du Procureur aux fins de constat judiciaire, 7 avril 2010, Fait admis x.

¹⁵⁶⁵ Comptes rendus des audiences du 11 novembre 2010 (témoin CDL), p. 66 et 67, du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 3 et 4, et du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 8 et 9, 11 et 12, 16 et 17.

¹⁵⁶⁶ Comptes rendus des audiences du 11 novembre 2010, p. 66 et 67, et du 17 janvier 2011, p. 35 et 36.

¹⁵⁶⁷ Pièce à conviction D.110B ; voir aussi le compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 41 (huis clos).

¹⁵⁶⁸ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 8 à 10 (huis clos).

¹⁵⁶⁹ Voir, par exemple, les comptes rendus des audiences du 21 février 2011 (témoin ND24), p. 5 et 6, 8 et 9, 27 à 31, 34 à 36, et du 11 novembre 2010 (témoin CDL), p. 67. Voir aussi, le compte rendu de l'audience du 21 février 2011 (témoin ND24), p. 25 (À la question de savoir si les civils tutsis pouvaient se déplacer librement, le témoin a répondu : « Bien entendu, s'ils avaient quitté l'endroit... cet endroit-là, ils auraient été tués, ils devaient donc rester sur place »).

7. Je relève par ailleurs que la salle de catéchisme ne se trouvait pas à l'intérieur de l'église¹⁵⁷⁰ et, de ce fait, ne souscris pas à la conclusion de la majorité selon laquelle « les réfugiés avaient pu entrer dans l'église dès le 7 avril 1994 »¹⁵⁷¹.

4. 13 avril 1994 (le « 13 avril »)

8. D'emblée, j'observe que le Procureur n'a allégué la commission d'aucun crime les 13 et 14 avril 1994. La preuve pertinente à rechercher concerne donc ce que savait Ndahimana et quelle intention l'animait pendant ces deux jours cruciaux qui ont précédé les massacres.

9. Je relève en outre que la Défense n'a présenté aucun élément de preuve indiquant que Ndahimana n'était pas à la paroisse de Nyange le 13 avril. Néanmoins, c'est au Procureur qu'incombe la charge de prouver que non seulement Ndahimana était présent à la paroisse ce jour-là, mais que la présence de l'intéressé était d'une façon ou d'une autre liée aux meurtres qui y ont été commis les 15 et 16 avril 1994.

4.1 **Attaque contre la paroisse et rôle des gendarmes qui y étaient affectés**

10. Je souscris à la conclusion de la majorité selon laquelle les assaillants hutus ont attaqué les réfugiés à la paroisse de Nyange le 13 avril, mais que le Procureur n'a pas prouvé que Gaspard Kanyarukiga avait été l'instigateur de l'attaque ce jour-là¹⁵⁷².

11. Rien dans la preuve n'établit que des gendarmes étaient postés dans la commune de Kivumu avant la demande faite par Ndahimana le 11 avril 1994 et les parties ne sont pas divisées sur le fait que, le 11 avril 1994, Ndahimana, en sa qualité de bourgmestre, a demandé au préfet d'affecter des gendarmes à la paroisse de Nyange. Quelques heures plus tard, quatre gendarmes sont arrivés dans la commune de Kivumu. J'estime donc pertinent le rôle des gendarmes dans les événements qui se sont par la suite produits à la paroisse de Nyange. Cependant, sur la base de la preuve disponible, je ne peux pas conclure qu'ils ont joué un rôle nuisible à la paroisse de Nyange le 13 avril 1994.

4.2 **Remise d'une liste de Tutsis au père Seromba en présence de Ndahimana**

12. Le témoin CBI a affirmé à l'audience que, le 13 avril 1994, à une heure qu'il n'a pas précisée, Seromba avait demandé aux réfugiés s'il y avait « d'autres personnes qui étaient restées sur les collines ». Le témoin CBI avait donné à Seromba une liste de civils tutsis qui n'étaient pas venus à la paroisse et Seromba avait remis la liste à Ndahimana. Plus tard ce jour-là, le témoin CBI avait vu arriver à la paroisse des Tutsis dont il avait donné les noms. Certains étaient arrivés à bord d'un véhicule appartenant au témoin CDZ. Ce véhicule était conduit par un dénommé Yohana Jigoma¹⁵⁷³.

13. Le Procureur n'a pas exposé cet épisode de façon adéquate au paragraphe 14 de l'acte d'accusation. Cependant, la Défense n'a soulevé aucune objection concernant la notification de ce

¹⁵⁷⁰ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 2 et 3.

¹⁵⁷¹ Jugement, par. 156.

¹⁵⁷² Ibid., par. 282.

¹⁵⁷³ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 34 à 38. Parmi les Tutsis qui étaient arrivés par la suite à l'église, le témoin avait vu Antoine Karake et sa famille.

point. Plus important encore : cet élément de preuve se rapporte à la *mens rea* de l'accusé, un fait essentiel qui a été plaidé dans l'acte d'accusation¹⁵⁷⁴.

14. J'exprime mon désaccord avec la majorité sur un certain nombre de préoccupations dont celle-ci a fait état au sujet de la crédibilité du témoin CBI¹⁵⁷⁵. J'ai trouvé que la déposition de ce témoin était dans l'ensemble crédible et digne de foi ; cela est en particulier vrai pour son témoignage relatif à la demande, par le père Seromba, d'une liste de Tutsis qui n'étaient pas venus à la paroisse et au rôle joué par Ndahimana pour que ceux-ci soient amenés à la paroisse. Le témoin a pour la première fois fourni des détails sur cet épisode dans sa première déclaration aux enquêteurs du TPIR datée d'août 2000, bien avant que Ndahimana n'ait été mis en accusation par le Tribunal de céans. Sachant que le témoin avait personnellement joué un rôle en fournissant les noms des Tutsis qui n'étaient pas à la paroisse au père Seromba, lequel avait ensuite remis la liste à Ndahimana, il se pourrait qu'il se soit mieux souvenu des détails de cet épisode que de ceux d'autres épisodes de ce qui devait être une période traumatisante pour lui qui est Tutsi. Par ailleurs, il ressort clairement de la déposition du témoin que celui-ci s'en voulait d'avoir fourni les noms à Seromba¹⁵⁷⁶, ce qui a aussi pu rendre cet épisode inoubliable pour lui. Enfin, je relève que le témoin a donné un nombre considérable de détails sur cet épisode, fournissant les noms des réfugiés qui avaient été emmenés à la paroisse ce jour-là, des précisions sur le véhicule à bord duquel ils étaient arrivés et le nom du chauffeur du véhicule¹⁵⁷⁷. Je fais observer aussi que le témoin YAU a affirmé que Kayishema et Kanyarukiga avaient, ce jour-là, emmené des Tutsis à l'église dans le véhicule de Kanyarukiga, après une réunion avec Ndahimana et d'autres parties présumées à l'entreprise criminelle commune¹⁵⁷⁸.

15. M'appuyant, en particulier, sur le témoignage de CBI, et sur celui de YAU qui le corrobore, témoignage selon lequel les parties présumées à l'entreprise criminelle commune avaient emmené des Tutsis à l'église le 13 avril 1994, je tiens pour établi que Ndahimana a participé au transfert à la

¹⁵⁷⁴ Voir, par exemple, *Le Procureur c. Kanyarukiga*, ICTR-02-78-AR73.2, décision intitulée « *Decision on Gaspard Kanyarukiga's Interlocutory Appeal of a Decision on the Exclusion of Evidence* », 23 mars 2010, par. 8 à 10.

¹⁵⁷⁵ J'estime qu'un grand nombre de préoccupations exprimées par la majorité au paragraphe 226 du jugement concernant la crédibilité du témoin CBI relevaient de la conjecture. Tout en étant d'accord que le fait pour le témoin d'avoir senti le besoin « d'informer [le FPR] qu'il s'absenterait du Rwanda pendant qu'il déposerait en l'espèce » pourrait susciter des interrogations, je ne vois pas de contradictions laissant penser que les liens du témoin avec le FPR ont influé sur sa déposition. Je ne considère pas importante la divergence relevée au paragraphe 227 du jugement, puisque le témoin a reconnu au procès qu'il n'avait pas vu Ndahimana le 7 avril 1994. Par ailleurs, comme j'y reviendrai de façon plus détaillée ci-dessous, je considère la preuve relative à la présence du véhicule communal rouge trop peu convaincante pour en tirer une conclusion qui aurait un effet sur la crédibilité du témoin. Je ne partage pas l'avis exprimé par la majorité au paragraphe 230 du jugement, à savoir que le témoin « a nié avoir fait cas de réunions ». Le témoin a plutôt jugé que ce qu'il avait décrit auparavant comme étant une « réunion » était en réalité une « conversation ». À mon avis, il s'agit là plus d'une simple question de sémantique que d'une divergence. Enfin, s'agissant de la conclusion de la majorité au paragraphe 231 du jugement, à savoir qu'elle n'a pas trouvé « le récit de CBI concernant les réunions auxquelles l'accusé aurait participé suffisamment convaincant et détaillé », je rappelle que le témoin était réfugié au moment des faits et, compte tenu de cela, je juge peu probable qu'il ait été en mesure de fournir davantage de détails. Par ailleurs, je ne partage pas l'avis exprimé au paragraphe 479 par la majorité, qui juge révélateur que « le témoin n'a[it] pas parlé de la participation de Ndahimana à une quelconque réunion avant l'attaque » du 15 avril 1994. En tant que réfugié, l'intéressé n'était peut-être pas en mesure d'observer les réunions qui se tenaient au presbytère. J'estime au contraire que le fait de n'avoir pas mentionné la participation de Ndahimana aux réunions du 15 avril 1994 laisse penser que CBI ne tenait pas à impliquer de façon exagérée Ndahimana dans chacun des événements qui s'étaient produits ce jour-là.

¹⁵⁷⁶ Pièce à conviction D.25B.

¹⁵⁷⁷ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 34 à 38.

¹⁵⁷⁸ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 42 à 45.

paroisse de Nyange le 13 avril 1994 des Tutsis qui étaient restés chez eux ou chez des amis et des membres de leur famille.

16. Je suis d'accord avec la majorité pour dire que, le 11 avril 1994, ceux, dont Ndahimana, qui ont décidé de transférer à la paroisse de Nyange les réfugiés qui se trouvaient au bureau communal pouvaient l'avoir fait en croyant qu'ils seraient mieux à même de protéger les intéressés et de leur venir en aide à la paroisse¹⁵⁷⁹. Même si aucun élément de preuve du dossier n'établit que, le 13 avril 1994, des parties à l'entreprise criminelle commune ont forcé les réfugiés tutsis qui étaient chez eux ou chez des amis et des membres de leur famille à se rendre à la paroisse de Nyange, je ne peux imaginer de motif innocent plausible aux transferts de réfugiés effectués ce jour-là, surtout que ces transferts semblent avoir été principalement conçus par Athanase Seromba, Fulgence Kayishema et Gaspard Kanyarukiga, qui tous semblent avoir été des partisans de la première heure du plan visant l'extermination de la population tutsie de la commune de Kivumu. Par exemple, le témoin CBS a dit à l'audience que, le 13 avril 1994, Seromba avait refusé de distribuer de la nourriture aux réfugiés et avait demandé aux gendarmes de tirer sur tout réfugié qui irait chercher des bananes dans la bananeraie¹⁵⁸⁰. Le témoin CBI aussi a affirmé que, ce jour-là, lorsque les réfugiés avaient essayé de cueillir des bananes sur les bananiers qui se trouvaient près de la paroisse, le père Seromba avait menacé de les abattre¹⁵⁸¹. Le témoin ND11 a dit que, le 11 avril 1994, Kayishema et d'autres personnes avaient adressé une lettre à un certain Jean Bosco, un *Interahamwe* de la région. Dans cette lettre, ils demandaient à Jean Bosco « de commencer à tuer les Tutsis dans cette localité » et « lui demandaient de tout faire pour qu'aucun Tutsi ne puisse s'échapper »¹⁵⁸². Les témoins CBR et CBY ont tous deux affirmé que Kanyarukiga avait participé à l'attaque contre les réfugiés qui avait eu lieu le 14 avril 1994¹⁵⁸³.

17. Pour conclure, j'exprime mon désaccord partiel avec la majorité quand celle-ci dit qu'« aucun élément de preuve du dossier n'établit que, à ce moment-là, l'accusé était animé d'une intention criminelle »¹⁵⁸⁴. Même si je ne puis conclure au-delà de tout doute raisonnable que, le 13 avril 1994, Ndahimana partageait l'intention des toutes premières parties à l'entreprise criminelle commune, je suis cependant certaine que, à cette date-là, il était au courant de l'intention qu'avaient ces personnes de nuire aux réfugiés. Rien dans la preuve n'établit qu'il a pris les mesures relevant de ses attributions de bourgmestre pour entraver leurs plans.

4.3 Présence de Ndahimana à la paroisse de Nyange le 13 avril 1994

4.3.1 Crédibilité des témoins à charge

18. La majorité a émis des doutes sur la crédibilité des témoins à charge CBK¹⁵⁸⁵, CBY¹⁵⁸⁶ et CDJ¹⁵⁸⁷. Je ne souscris pas entièrement à ses conclusions. Je commencerai par faire observer qu'aucun de ces témoins n'a été accusé de participation au génocide, que rien dans le dossier ne

¹⁵⁷⁹ Jugement, par. 145 et 146.

¹⁵⁸⁰ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 16 et 17.

¹⁵⁸¹ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 39 et 40.

¹⁵⁸² Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011[1], p. 35 à 37.

¹⁵⁸³ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 19 et 20, et du 10 novembre 2010 (témoin CBY), p. 34 et 35 (huis clos).

¹⁵⁸⁴ Jugement, par. 280.

¹⁵⁸⁵ Jugement, par. 235 à 238.

¹⁵⁸⁶ Ibid., par. 239 et 240.

¹⁵⁸⁷ Ibid., par. 241, 242 et 647.

donne à penser que l'un quelconque d'entre eux avait un motif de mentir et que tous les trois étaient particulièrement bien placés pour observer ce qui se passait à la paroisse pendant la période en cause.

19. Selon moi, l'âge du témoin CBK à l'époque des faits n'est pas un facteur à prendre en considération pour apprécier la crédibilité de l'intéressé¹⁵⁸⁸. Même si celui-ci était objectivement jeune, ceux qui l'entouraient, en particulier le père Seromba, le traitaient en adulte. Dans la première déclaration qu'il avait faite aux enquêteurs du TPIR en 2000, le témoin avait seulement mentionné la présence de Ndahimana à une réunion tenue à la paroisse de Nyange et affirmé que cette réunion avait eu lieu le 15 avril 1994 « à la tombée de la nuit » au presbytère¹⁵⁸⁹. Cependant, cette déclaration portait presque exclusivement sur Seromba, ce qui était normal, vu l'emploi qu'occupait le témoin à l'époque. Par ailleurs, la déclaration était axée sur les faits survenus les 15 et 16 avril 1994 plutôt que sur ceux qui avaient conduit au génocide¹⁵⁹⁰. De même, je ne suis pas particulièrement préoccupée par le fait que le témoin n'a pas mentionné le nom de Ndahimana dans sa deuxième déclaration datée de 2001, celle-ci étant presque entièrement consacrée à Gaspard Kanyarukiga et étant extrêmement courte. Dans cette déclaration, le témoin avait indiqué avoir vu Kanyarukiga à la paroisse le 14 avril 1994, mais c'était là tout ce qu'il avait à dire sur ce qui avait précédé les attaques des 15 et 16 avril 1994¹⁵⁹¹. Malgré des divergences mineures, la déclaration du témoin datée de 2002 et les dépositions qu'il avait faites par la suite dans les procès *Seromba* et *Kanyarukiga* concordaient dans l'ensemble avec sa déposition en l'espèce¹⁵⁹². Je relève aussi que, à la différence des autres témoins, le témoin CBK a affirmé n'avoir pas vu Ndahimana pendant l'attaque du 15 avril 1994¹⁵⁹³, ce qui laisse penser qu'il ne tenait pas à mettre Ndahimana en cause de façon exagérée dans les faits survenus à la paroisse de Nyange. Par ailleurs, il ressort des premières déclarations du témoin que, même si celui-ci rejetait sur Athanase Seromba la plus grande responsabilité dans les meurtres perpétrés à la paroisse de Nyange - ce qui n'est pas surprenant, vu l'emploi que l'intéressé occupait à la paroisse -, il a pris bien soin de dire qu'il n'avait jamais vu Seromba participer personnellement à un meurtre. Le témoin s'est aussi attaché, aussi bien dans ses premières déclarations qu'au procès, à établir une distinction entre ce qu'il avait vu et ce qu'il avait déduit. De façon plus générale, son comportement au procès, la quantité des détails fournis et le fait qu'il n'a pas été ébranlé par le contre-interrogatoire constituent autant de facteurs qui attestent de la crédibilité et de la fiabilité de CBK. Enfin, une grande partie de la déposition du témoin est corroborée en tout ou en partie par d'autres témoins.

20. À la différence de la majorité, je ne suis pas particulièrement préoccupée par les divergences entre la déposition du témoin CBY et ses déclarations antérieures à propos des dates¹⁵⁹⁴. Je suis convaincue par l'explication du témoin selon laquelle, lorsqu'il avait été interrogé pour la première

¹⁵⁸⁸ Voir le jugement, par. 235.

¹⁵⁸⁹ Pièce à conviction D.40.

¹⁵⁹⁰ Id.

¹⁵⁹¹ Pièce à conviction D.39.

¹⁵⁹² Pièce à conviction P.19 ; pièces à conviction D.38, D.41 et D.42. Au paragraphe 237 du jugement, la majorité relève que « dans l'affaire *Seromba*, CBK avait dit à la barre que deux réunions s'étaient déroulées le 14 avril 1994. Il avait ajouté que les réfugiés avaient été désarmés "à un certain moment", mais qu'il ne savait pas qui avait pris cette décision. Cependant, dans l'affaire *Kanyarukiga*, il avait dit que les Tutsis avaient été désarmés le 13 avril 1994 par les autorités parmi lesquelles figuraient Ndahimana, Kayishema, Kanyarukiga, Mbakilirehe et le témoin CDL ». Je ne vois pas de divergence entre ces deux déclarations. Dans la deuxième déclaration, le témoin n'indique pas qu'il a « soudainement » appris qui avait pris la décision de désarmer les réfugiés.

¹⁵⁹³ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 70 et 71.

¹⁵⁹⁴ Jugement, par. 466.

fois, les enquêteurs étaient surtout intéressés par les faits qui s'étaient produits et n'avaient pas insisté sur les dates¹⁵⁹⁵. Cependant, je partage tout à fait les réserves exprimées par la majorité au sujet du témoignage relatif aux faits survenus les 15 et 16 avril¹⁵⁹⁶. Cela dit, le récit du témoin concordait avec celui d'autres témoins et je n'ai pas de doute qu'il se trouvait à la paroisse durant la période en cause. Le témoin a affirmé avoir vu Ndahimana à la paroisse le 8 avril 1994. La Défense a produit des éléments de preuve indiquant que Ndahimana était à Kigali ce jour-là¹⁵⁹⁷. Je ne trouve pas les éléments de preuve produits sur ce point concluants, mais je fais observer que, même si je les avais trouvés concluants, je ne considérerais pas cette divergence sur la présence de Ndahimana à la paroisse de Nyange le 8 avril suffisamment importante pour priver de fiabilité la totalité de la déposition du témoin. Je relève en outre que, au procès, celui-ci a seulement affirmé avoir vu Ndahimana à la paroisse tôt le matin les 15¹⁵⁹⁸ et 16 avril 1994¹⁵⁹⁹ et tard dans l'après-midi le 16 avril¹⁶⁰⁰, mais n'a pas dit que l'accusé avait pris part aux attaques ces jours-là. Tout comme le témoin CBK donc, il ne semble pas avoir fait preuve d'un excès de zèle pour mettre Ndahimana en cause dans les faits survenus à la paroisse de Nyange. Par ailleurs, le témoin a fourni des détails nombreux sur les faits en question ; sa déposition en l'espèce concordait dans l'ensemble avec celle qu'il avait faite dans l'affaire *Kanyarukiga*¹⁶⁰¹ et n'a pas été ébranlée lors du contre-interrogatoire. Enfin, une grande partie de la déposition de CBY est corroborée en tout ou en partie par d'autres témoins.

21. Le témoin CDJ a été cohérent et clair lors du contre-interrogatoire. Même s'il n'a pas été précis au sujet des dates du mois concerné, il a fait preuve de clarté quant aux jours de la semaine au cours desquels les faits s'étaient produits à l'église, et sa déposition à cet égard concordait avec celle d'autres témoins. Le témoin avait l'habitude d'arriver à la paroisse à une heure fixe chaque jour, ce qui rend particulièrement crédible la relation des faits 17 ans après leur survenue. Je n'émetts aucune réserve sur la crédibilité et la fiabilité de ce témoin.

4.3.2 Appréciation des éléments de preuve

22. Le témoin CBK a parlé de deux réunions tenues au presbytère le 13 avril 1994 et auxquelles avaient assisté les parties à l'entreprise criminelle commune alléguée, dont Ndahimana : une dans la matinée et une autre en début d'après-midi¹⁶⁰². Le témoin CDJ a fait état d'une réunion tenue avec quelques uns des mêmes participants, dont Ndahimana, en début de soirée¹⁶⁰³. Ces témoignages ne

¹⁵⁹⁵ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 25 à 27 (huis clos).

¹⁵⁹⁶ Jugement, par. 466 à 468. Je suis préoccupée par le fait que, dans sa déclaration de 1996 (pièce à conviction D.67), il a uniquement indiqué avoir vu Ndahimana une seule fois avant les faits survenus à la paroisse de Nyange. Dans sa déclaration de 2000, qui était plus détaillée (pièce à conviction D.66), il avait indiqué avoir vu Ndahimana plusieurs fois avant les attaques des 15 et 16 avril, mais n'avait pas mentionné la présence de l'intéressé ces jours-là. Toutefois, je fais remarquer que cette deuxième déclaration n'était qu'un récit relativement superficiel des faits survenus les 15 et 16 avril et que le témoin n'y avait fait mention d'aucune réunion. Par ailleurs, les deux déclarations concernaient principalement Athanase Seromba. Quoi qu'il en soit, je ne m'appuierai sur la déposition du témoin CBY concernant les faits survenus les 15 et 16 avril que si celle-ci est corroborée.

¹⁵⁹⁷ Comptes rendus des audiences du 28 février 2011 (témoin Emerita Munsy), p. 3 à 9, du 23 février 2011 (témoin BX3), p. 19 et 20, et du 24 janvier 2011 (témoin KR3), p. 59 à 61 (huis clos).

¹⁵⁹⁸ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 53 à 55 (huis clos).

¹⁵⁹⁹ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010, p. 62 à 64, et du 10 novembre 2010, p. 32 de la version anglaise.

¹⁶⁰⁰ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010, p. 53 à 55 (huis clos), p. 63 et 64.

¹⁶⁰¹ Pièces à conviction D.68 et D.69.

¹⁶⁰² Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 6 à 12, 66 et 67.

¹⁶⁰³ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 31 à 34.

sont pas inconciliables. Le témoin CDJ avait pu ne pas se trouver à un endroit d'où il pouvait observer des réunions s'étant tenues plus tôt dans la journée et le témoin CBK pouvait ne pas avoir remarqué la tenue d'une réunion en début de soirée. Le témoin CBI a corroboré le témoignage de CBK selon lequel des parties à l'entreprise criminelle commune alléguée s'étaient rencontrées au presbytère en milieu de matinée le 13 avril 1994¹⁶⁰⁴. Je n'attache aucune importance au fait que le témoin CBI croyait que la réunion avait eu lieu vers 10 heures, alors que le témoin CBK a affirmé à l'audience qu'elle avait eu lieu à 11 heures. Le témoin CBI aussi a corroboré le témoignage de CBK selon lequel Ndahimana et Seromba étaient ensemble à la paroisse plus tard ce jour-là. J'ai conclu que le témoin CDJ était crédible et fiable et n'estime pas nécessaire que sa déposition soit corroborée pour qu'on puisse s'y fonder.

23. Comme indiqué plus haut, le témoin CBK a dit à la barre avoir vu Ndahimana et d'autres parties à l'entreprise criminelle commune, dont Seromba, Kayishema et Ndungutse, après l'attaque qui avait eu lieu vers 14 heures. Le témoin CBY a affirmé avoir vu Ndahimana et d'autres autorités à la paroisse vers la fin de l'attaque et que Ndahimana avait dit aux assaillants de rentrer chez eux¹⁶⁰⁵. Le témoin YAU a affirmé être arrivée à la paroisse le 13 avril 1994 à la mi-journée. À son arrivée, elle avait vu Ndahimana et d'autres parties présumées à l'entreprise criminelle commune, dont le père Seromba, Fulgence Kayishema et Kanyarukiga, en réunion devant le secrétariat de la paroisse¹⁶⁰⁶. Sachant qu'elle n'a pas parlé de l'attaque qui avait eu lieu ce jour-là, j'en déduis qu'elle était arrivée et avait vu ces personnes ensemble après l'attaque. Le témoin CDJ a affirmé lors de sa déposition avoir vu Ndahimana en compagnie de Seromba et Kanyarukiga en début de soirée¹⁶⁰⁷.

24. Je suis donc convaincue que le Procureur a établi au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana avait participé le 13 avril 1994 à au moins trois réunions avec d'autres parties à l'entreprise criminelle commune alléguée, dont le père Seromba, Fulgence Kayishema et Télesphore Ndungutse : celle ayant eu lieu le matin avant l'attaque, une autre s'étant tenue tout de suite après l'attaque et une troisième ayant eu lieu dans la soirée du même jour.

25. Tout en accueillant le témoignage de CBY selon lequel ce jour-là Ndahimana avait ordonné aux assaillants de rentrer chez eux¹⁶⁰⁸, je ne puis déterminer si l'accusé avait fait cela pour protéger les réfugiés ou parce qu'il avait conclu que les assaillants seraient submergés par le grand nombre des réfugiés. Quoi qu'il en soit, ce témoignage démontre que Ndahimana avait une certaine influence sur les assaillants.

4.4 Conclusion sur le 13 avril 1994

26. Je tiens pour établi que Ndahimana a participé, avec Athanase Seromba, Gaspard Kanyarukiga et Fulgence Kayishema, à la prise de la décision d'amener à l'église les civils tutsis qui n'étaient pas allés à la paroisse le 13 avril 1994. Je ne crois pas que le but de cette opération ait été de protéger les réfugiés. Je tiens en outre pour établi que Ndahimana était au courant de l'attaque qui a eu lieu le 13 avril 1994. Aucun élément de preuve n'a été produit au procès pour démontrer que l'accusé a pris les mesures relevant de ses attributions de bourgmestre pour punir les

¹⁶⁰⁴ Comptes rendus des audiences du 14 septembre 2010, p. 33 à 35, et du 21 septembre 2011, p. 11.

¹⁶⁰⁵ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 22 et 23 (huis clos).

¹⁶⁰⁶ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 40 à 42. J'en déduis que le témoin est arrivé le 13 avril 1994.

¹⁶⁰⁷ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 31 à 34.

¹⁶⁰⁸ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 22 et 23 (huis clos).

auteurs de cette attaque ou pour prévenir d'autres attaques. Même si l'on ne dispose pas de précisions sur ce point, je ne doute pas que Ndahimana et les parties à l'entreprise criminelle commune ont discuté le 13 avril 1994 du sort des réfugiés. Je tiens par ailleurs pour établi que, à cette date, les parties à l'entreprise criminelle commune alléguée, dont le père Seromba et Téléphore Ndungutse, n'avaient aucune intention de protéger les réfugiés et que Ndahimana le savait. Néanmoins, je ne puis conclure au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana partageait leur intention le 13 avril 1994.

5. 14 avril 1994 (le « 14 avril »)

5.1 L'alibi

27. Une grande partie de l'alibi de Ndahimana pour ce jour n'est pas inconciliable avec les éléments de preuve à charge. Je tiens pour prouvé que Ndahimana a pu faciliter le passage de la dépouille du docteur Ntahurwunga au barrage routier établi près de la paroisse et que l'accusé est resté pendant un certain temps du milieu à la fin de l'après-midi au domicile du défunt. La principale incohérence provient de la déposition du témoin à décharge Thérèse Mukabideri, laquelle a affirmé que l'accusé était chez elle de 16 heures à minuit ce jour-là. Comme j'y reviendrai de façon plus détaillée ci-dessous¹⁶⁰⁹, je suis d'avis que ce témoignage de Mukabideri manquait suffisamment de fiabilité pour pouvoir être mis à mal par des éléments de preuve à charge convaincants.

28. La déposition du témoin à décharge ND24 n'est pas totalement inconciliable avec les éléments de preuve à charge. Le 14 avril 1994, le témoin tenait le barrage routier établi juste devant la paroisse. Il avait vu Ndahimana passer par le barrage routier alors que l'accusé se rendait au presbytère entre 13 heures et 14 heures le 14 avril 1994. Lorsque Ndahimana était arrivé au presbytère « tout le monde [y compris les Tutsis] s'[était] rapproché de lui, même les gendarmes », mais le témoin n'avait pas pu entendre ce que l'accusé et ces personnes se disaient. Ndahimana était revenu du presbytère après une trentaine de minutes¹⁶¹⁰. Le témoin avait de nouveau vu Ndahimana plus tard ce jour-là. Entre 15 heures et 16 heures, ceux qui tenaient le barrage routier avaient fouillé le véhicule transportant le « corps » d'un homme qui avait été tué à Kigali. Une vingtaine de minutes plus tard, le bourgmestre était « passé par là » et son véhicule aussi avait été fouillé¹⁶¹¹.

29. Même si lors du contre-interrogatoire le récit de ND24 relatif aux attaques à l'église n'a, à certains égards, pas été ébranlé, en dépit des efforts du Procureur tendant à embrouiller le témoin, j'ai néanmoins des préoccupations quant à la crédibilité de ce dernier. Je rappelle qu'il était complice dans les attaques perpétrées à Nyange et qu'il a avoué avoir participé à l'un des premiers meurtres de Tutsis dans la commune¹⁶¹². J'émet des réserves concernant en particulier son insistance à plusieurs reprises sur le fait que Ndahimana ne pouvait pas passer par le barrage routier tenu par lui sans qu'il ne l'ait su¹⁶¹³. Lors de l'interrogatoire complémentaire, le témoin a affirmé ce qui suit : « [J]e ne pouvais "savoir" que du passage dont j'avais été témoin. Pour le ... Mais je vous dis que, essentiellement, nous étions sur les lieux, parce que, même pour nous approvisionner en

¹⁶⁰⁹ Voir par. 55 ci-dessous.

¹⁶¹⁰ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 10.

¹⁶¹¹ Ibid., p. 11, 28 et 29.

¹⁶¹² Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 3 à 6, 42 et 43.

¹⁶¹³ Ibid., p. 35 à 37 (Si Ndahimana « était passé par [le barrage routier], en tout cas, on l'aurait su d'une manière ou d'une autre... quelqu'un comme lui ne pouvait pas passer à un tel endroit sans qu'on le sache ». « [M]ais si quelqu'un passait, en l'occurrence le bourgmestre, je l'aurais vu ». « [S]'il était passé par là on l'aurait su »).

nourriture, ce n'était pas loin du barrage routier ... Bon, je peux parler des choses qui ... dont j'ai été témoin, mais pour des incidents ou des événements dont je ne peux ... je n'ai pas été témoin, je ne peux pas en parler »¹⁶¹⁴. De plus, de l'aveu du témoin lui-même, il s'absentait du barrage routier pendant de longues périodes. Il n'était pas là lorsqu'il participait aux attaques les 14 et 15 avril et n'était pas là non plus lorsqu'il était allé s'occuper d'un problème familial le 16 avril¹⁶¹⁵. Par ailleurs, il a donné la précision suivante : « [L]orsqu'on était fatigué, on rentrait »¹⁶¹⁶. Je ne puis par conséquent ajouter foi à l'affirmation de ND24 selon laquelle Ndahimana n'aurait pu passer par le barrage en se rendant à la paroisse de Nyange ou en revenant durant la période du 13 au 16 avril 1994 qu'aux heures indiquées par le témoin. Je relève par ailleurs que ND24 semblait tenir Fulgence Kayishema et dans une moindre mesure le témoin CDL seuls responsables du génocide commis à Nyange. Cela est peut-être dû au fait qu'il était plus proche de ces participants à l'entreprise criminelle commune que des autres, mais il n'a fourni que peu d'éléments pour étayer ses affirmations à caractère général selon lesquelles l'IPJ Kayishema était plus influent dans la commune de Kivumu que Ndahimana¹⁶¹⁷.

30. Enfin, je note que les témoins CDL et ND24 ont tous deux déposé au sujet du passage de la dépouille du docteur Ntawuruhunga au barrage routier de Nyange l'après-midi du 14 avril, pour appuyer leurs thèses personnelles relatives à l'autorité *de facto* qu'exerçait Ndahimana ce jour-là. Le témoin CDL a indiqué que, lorsque le 14 avril ceux qui tenaient le barrage routier avaient essayé d'ouvrir le cercueil du docteur Ntawuruhunga, Ndahimana était intervenu et avait veillé à ce que le véhicule passe en toute sécurité¹⁶¹⁸. Le témoin ND24 a affirmé que, lorsque Ndahimana était arrivé au barrage routier, après que le véhicule portant la dépouille du docteur Ntawuruhunga eut passé le barrage, la voiture de l'accusé avait été fouillée aussi minutieusement qu'un véhicule conduit par toute autre personne¹⁶¹⁹. Ayant des doutes sur la fiabilité des deux témoins, je ne peux me prononcer de façon concluante sur ce point, mais, comme j'y reviendrai plus loin¹⁶²⁰, la version du témoin CDL concorde plus avec d'autres éléments de preuve fiables relatifs à l'autorité dont jouissait Ndahimana à l'époque.

5.2 Réunion tenue au marché de Mutanoga/Nyange dans l'après-midi du 14 avril

31. Je partage un grand nombre des préoccupations exprimées par la majorité au sujet de la crédibilité et de la fiabilité de CDL¹⁶²¹ et me refuse donc à faire fond sur la déposition non corroborée de ce témoin. Je souscris par conséquent à l'avis de la majorité¹⁶²² selon lequel le Procureur n'a pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable l'allégation formulée au paragraphe 24 de l'acte d'accusation.

¹⁶¹⁴ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 51.

¹⁶¹⁵ Ibid., p. 17 à 21, 48 et 49.

¹⁶¹⁶ Ibid., p. 9 (passage cité), 10 à 12, 13 à 15, 20 et 21.

¹⁶¹⁷ Ibid., p. 24.

¹⁶¹⁸ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 2 à 4, et du 18 novembre 2010, p. 13, 61 à 63.

¹⁶¹⁹ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 10 à 12.

¹⁶²⁰ Voir par. 185 ci-dessous.

¹⁶²¹ Jugement, par. 243 à 248, 452 et 453.

¹⁶²² Ibid., par. 312.

5.3 Rôle des gendarmes le 14 avril 1994

32. Le 11 avril 1994, Ndahimana a réquisitionné quatre gendarmes auprès du préfet et a affecté ces hommes à la paroisse de Nyange. Comme j'y reviendrai de façon plus détaillée ci-dessous¹⁶²³, je suis donc d'avis que Ndahimana porte un certain degré de responsabilité pour ce qui concerne le comportement des intéressés à la paroisse pendant les faits en cause.

33. Le témoin CBN, qui était réfugié en 1994, a dit à la barre que, le 13 avril 1994, des policiers avaient confisqué les armes traditionnelles des réfugiés et avaient dit à ceux-ci qu'ils seraient protégés par eux et par les gendarmes¹⁶²⁴. Le témoin YAU, qui était elle aussi réfugiée au moment des faits en cause, a affirmé lors de sa déposition que, le 14 avril 1994, le père Seromba avait demandé aux gendarmes de confisquer les « bâtons » que les réfugiés avaient en leur possession¹⁶²⁵. Elle a aussi affirmé avoir vu les gendarmes en réunion avec les parties à l'entreprise criminelle commune, dont Ndahimana, plus tard ce même jour¹⁶²⁶. Elle a par ailleurs fait observer que deux gendarmes étaient présents le jour des attaques et que ceux-ci n'avaient rien fait pour venir en aide aux réfugiés¹⁶²⁷. Le témoin CDZ, un réfugié, a dit à l'audience s'être enfui de l'église dans la nuit du jeudi¹⁶²⁸, les gendarmes lui ayant dit que ce serait dangereux d'y rester¹⁶²⁹. Le témoin CBR, un témoin complice, a dit à la barre que, le 14 avril, Ndungutse, Kayishema et un groupe d'assaillants, dont le témoin, s'étaient rassemblés à la statue de la Vierge Marie vers 11 heures. Ndungutse et Kayishema avaient rencontré les gendarmes, qui avaient dit aux assaillants qu'ils seraient submergés par le grand nombre des réfugiés. Ndungutse et Kayishema avaient répondu : « Nous allons, nous, essayer » ; puis ils avaient convaincu les gendarmes de laisser les assaillants mener l'attaque. Les gendarmes avaient alors coupé une corde qui servait de barrage routier et s'étaient retirés¹⁶³⁰.

34. Le témoin ND24, un témoin complice, a indiqué lors de sa déposition être arrivé au barrage routier qu'il tenait à 8 heures. Vers 11 heures, des assaillants menés par Ndungutse étaient arrivés au barrage armés de gourdins. Les gendarmes avaient tiré en l'air et les assaillants, y compris ceux qui tenaient le barrage, s'étaient enfuis. Tout l'incident avait duré une vingtaine de minutes et, vers midi, le barrage routier avait été rétabli¹⁶³¹. Le témoin ND6, un témoin complice, a affirmé à l'audience que, le 14 avril 1994, Ndungutse avait dirigé un petit groupe d'une vingtaine de personnes, dont le témoin, qui s'était rendu à la paroisse de Nyange pour y tuer des réfugiés. À l'arrivée du groupe à l'église, Ndungutse avait parlé aux gendarmes. Les gendarmes avaient dit au groupe de reculer et, celui-ci ne l'ayant pas fait, les gendarmes avaient tiré en l'air. En revenant de

¹⁶²³ Voir par. 220 et 226 ci-dessous.

¹⁶²⁴ Comptes rendus des audiences du 13 septembre 2010, p. 61 et 62, et du 14 septembre 2010, p. 9 et 10. Je souscris à l'appréciation faite par la majorité de la déposition du témoin CBN au paragraphe 224 du jugement à propos des mauvais traitements infligés aux réfugiés. Pour cette raison, je ne peux pas conclure que le Procureur a établi au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana avait insulté les réfugiés tutsis à Nyange le 14 avril. Cela dit, je ne partage pas l'avis exprimé par la majorité au paragraphe 225 selon lequel le fait que « [l]e témoin semble garder rancune à l'accusé, parce que celui-ci n'avait pas porté secours aux réfugiés bien qu'occupant un poste élevé dans la commune » rend la déposition de celui-ci sujette à caution. Si c'était le cas, toute déposition de victime pourrait être considérée comme peu fiable. Pour ce qui me concerne, je suis d'avis que ce témoin a été dans l'ensemble crédible.

¹⁶²⁵ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 44 à 46.

¹⁶²⁶ Ibid., p. 46 et 47.

¹⁶²⁷ Id.

¹⁶²⁸ J'en déduis que le témoin parlait du jeudi 14 avril 1994.

¹⁶²⁹ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 39 et 40, 41 et 42.

¹⁶³⁰ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 15 à 20, et du 2 novembre 2010, p. 14 à 16, 17 à 19.

¹⁶³¹ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 8 à 10, 26 et 27.

l'église, le groupe avait rencontré par hasard le brigadier Mbakilirhe. Lorsque celui-ci avait appris ce qui s'était passé, il a dit : « C'est le bourgmestre qui a compliqué la tâche pour vous, parce qu'il a amené ces gendarmes-là ». Le témoin n'avait pas entendu la conversation entre Ndungutse et Mbakilirhe, mais l'avait appris par la suite de Ndungutse¹⁶³². Le témoin ND12, un réfugié, a dit lors de sa déposition que, le 14 avril 1994 vers 10 heures, Ndungutse était arrivé à la paroisse avec un groupe d'assaillants. Trois gendarmes qui se trouvaient à la paroisse avaient pu chasser les assaillants, qui n'étaient pas revenus ce jour-là. Le témoin avait vu Ndahimana au presbytère vers 14 heures ce même après-midi. L'accusé avait parlé aux réfugiés, auxquels il avait demandé qui avait dirigé l'attaque. Les réfugiés avaient répondu que c'était Ndungutse et Ndahimana avait répliqué qu'il « n'avait pas de pouvoir », mais avait demandé aux gendarmes de continuer à protéger les réfugiés¹⁶³³. Le témoin ND11 a affirmé à la barre que, le 14 avril 1994, il était allé chercher refuge à l'église de Nyange. Il était arrivé vers 22 heures. À son arrivée à l'église, des membres de sa famille l'avaient informé que Ndungutse avait lancé une attaque contre les réfugiés ce jour-là, mais que les gendarmes avaient repoussé les assaillants¹⁶³⁴. Le témoin ND7, un réfugié, a affirmé à l'audience que, le 14 avril 1994, des assaillants hutus dirigés par Ndungutse, Kayishema et le témoin CDL avaient attaqué la paroisse, mais que les gendarmes avaient pu repousser l'attaque. Plus tard, le témoin avait surpris Ndahimana en train de dire aux gendarmes qu'ils devaient protéger les réfugiés et qu'ils pouvaient tirer sur tout assaillant si cela s'avérait nécessaire¹⁶³⁵.

35. Les témoins à charge ont donc dit au procès que les gendarmes postés à la paroisse de Nyange ne les avaient pas protégés le 14 avril, alors que les témoins à décharge ont affirmé le contraire. Je suis d'avis que les éléments de preuve à charge ne sont pas nécessairement inconciliables avec les éléments de preuve à décharge, puisqu'il y a eu apparemment plus d'une attaque ou échauffourée entre les assaillants hutus et les réfugiés tutsis le 14 avril 1994. Ainsi le témoin CBN a précisé que, le 14 avril, vers 8 heures, des Hutus avaient lancé une « importante » attaque contre les réfugiés. Il a ajouté : « Nous l'avons repoussée, et puis, ils ont encore une fois réattaqué et nous avons encore une fois repoussé les assaillants » ; il a précisé : « Pendant toute la journée, nous avons fait face aux assaillants qui nous attaquaient » ; il a en outre indiqué que « l'attaque du 14 dans l'après-midi n'a[vait] pas duré beaucoup de temps »¹⁶³⁶. Le témoin a aussi affirmé que l'assaut avait pris fin pendant que Ndahimana et d'autres parties à l'entreprise criminelle commune alléguée étaient en réunion au presbytère¹⁶³⁷. Le témoignage de YAU aussi conforte l'idée d'une série d'échauffourées ou d'attaques ce jour-là, même si le témoin n'a pas indiqué l'heure à laquelle s'étaient produits ces incidents. Elle a dit à la barre : « Nous les repoussions, ils retournaient, ainsi de suite »¹⁶³⁸. Le témoin CBK n'a pas parlé d'attaque lancée le matin, mais en a mentionné une qui aurait été lancée en début d'après-midi. Il a aussi indiqué que cette attaque avait eu lieu après une réunion des parties à l'entreprise criminelle commune, dont Ndahimana, au presbytère¹⁶³⁹. Le témoin CBY a indiqué qu'une attaque avait eu lieu en fin de matinée après une réunion des parties à l'entreprise criminelle commune alléguée, dont Ndahimana.

¹⁶³² Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 3 à 7.

¹⁶³³ Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 4 à 8.

¹⁶³⁴ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 36 à 40, 57 à 59.

¹⁶³⁵ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 4 à 6, 31 à 33.

¹⁶³⁶ Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 61 et 62, 66 à 68.

¹⁶³⁷ Ibid., p. 21 à 26, 61 et 62, 66 à 68.

¹⁶³⁸ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 46 à 48.

¹⁶³⁹ Comptes rendus des audiences du 3 septembre 2010, p. 10 à 12, 56 et 57 (version anglaise), et du 3 novembre 2010, p. 12 à 14, 68 à 70.

Ces personnes n'étaient plus présentes lorsque l'attaque avait commencé, mais étaient revenues pendant que celle-ci se déroulait¹⁶⁴⁰. Le témoin CDL a dit à l'audience avoir vu les assaillants revenir de l'église vers 15 heures le 14 avril, ce dont je déduis qu'il avait vu ces assaillants peu de temps après la fin de l'attaque¹⁶⁴¹. Le témoin CBR a affirmé avoir participé à une attaque qui avait commencé vers 11 heures le 14 avril 1994 et que les assaillants étaient repartis vers 14 heures¹⁶⁴². Tous ces témoins, dont certains sont des victimes et d'autres des complices, ont indiqué que l'attaque qui avait eu lieu le 14 avril 1994 avait pris fin vers 14 heures ou 15 heures. Les témoins à charge ont tous aussi dit à la barre que l'attaque avait pris fin parce que les réfugiés étaient plus nombreux que les assaillants et n'ont pas dit que les gendarmes avaient aidé à repousser les assaillants ce jour-là.

36. Le témoin à décharge ND24 aussi a affirmé lors de sa déposition qu'une attaque avait commencé en fin de matinée le 14 avril 1994 vers 11 heures. Les assaillants étaient armés de gourdins. Les gendarmes avaient tiré en l'air et les assaillants, y compris ceux qui tenaient le barrage routier, s'étaient enfuis. L'incident avait duré en tout une vingtaine de minutes et le barrage routier avait été rétabli vers midi¹⁶⁴³. Je relève que le témoin a indiqué une durée de l'attaque beaucoup plus courte que celle fournie par les autres témoins. Tout en ne considérant pas ce témoin complice crédible et fiable, et tout en faisant observer que des aspects importants de la déposition de l'intéressé sont contredits par les dépositions de témoins plus fiables, je précise que cela ne veut pas dire qu'aucun détail de sa déposition, notamment son témoignage sur le moment où l'attaque a eu lieu, n'est digne de foi. Le témoin à décharge ND6, qui a lui aussi reconnu avoir participé à une attaque, a dit que l'attaque avait commencé à 10 heures et avait été repoussée par les gendarmes lorsque ceux-ci avaient tiré en l'air. Ce témoignage concorde avec celui de ND24 selon lequel cet incident s'était produit le matin et n'avait pas duré longtemps¹⁶⁴⁴. Le témoin ND12 aussi a fait état d'une attaque ayant eu lieu vers 10 heures, mais a affirmé que les assaillants n'étaient pas revenus après que les gendarmes les eurent chassés¹⁶⁴⁵. J'éprouve des doutes face à la certitude que manifeste le témoin ND12 sur ce point, l'intéressé ayant précisé que, sauf pendant quelques minutes seulement, il était resté dans le bâtiment de l'église lors de son séjour à la paroisse¹⁶⁴⁶. Le témoin ND11 n'a fourni qu'une preuve par ouï-dire sur le rôle joué par les gendarmes dans l'échec d'une attaque¹⁶⁴⁷.

37. Sur la base de l'ensemble de ces éléments de preuve, je tiens pour établi que les gendarmes affectés à la paroisse de Nyange par Ndahimana ont repoussé une attaque lancée le matin du 14 avril 1994. Cependant, il est difficile de se prononcer sur le point de savoir s'ils ont continué ou non à jouer un rôle protecteur tout au long de la journée. La date revêt une importance, parce que je suis d'avis que, si des parties à l'entreprise criminelle commune alléguée avaient déjà en tête un destin funeste pour les réfugiés le 13 avril 1994, une décision concertée et coordonnée de lancer une attaque massive contre les réfugiés peut ne pas avoir été prise ou murie avant le 14 avril 1994. S'agissant du témoignage de CDZ, un réfugié, selon lequel il s'était enfui de l'église dans la nuit du

¹⁶⁴⁰ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 34 à 36 (huis clos).

¹⁶⁴¹ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 2 à 4, et du 18 novembre 2010, p. 13, 61 à 63.

¹⁶⁴² Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 15 à 20, et du 2 novembre 2010, p. 14 à 17, 19.

¹⁶⁴³ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 8 à 10, 26 et 27.

¹⁶⁴⁴ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 3 à 7.

¹⁶⁴⁵ Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 4 à 8.

¹⁶⁴⁶ Ibid., p. 12 et 13.

¹⁶⁴⁷ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 36 à 40, 57 à 59.

jeudi 14 avril, les gendarmes lui ayant dit qu'il serait dangereux de rester à l'église¹⁶⁴⁸, je rappelle que le témoin s'est décrit comme étant « le Tutsi le plus éminent à Nyange »¹⁶⁴⁹ et que, à ce titre, il pouvait obtenir des gendarmes des informations plus fiables que d'autres Tutsis moins influents.

38. En conclusion, je suis d'avis que le rôle des gendarmes affectés à la paroisse par Ndahimana a commencé à changer le 14 avril 1994. Je tiens pour prouvé qu'ils ont protégé les réfugiés le matin du 14 avril 1994. Je ne puis me prononcer sur le rôle joué par eux plus tard ce jour-là, même s'ils ont pu offrir une aide ponctuelle comme dans le cas du témoin CDZ. Ainsi que j'y reviendrai de façon plus détaillée ci-dessous¹⁶⁵⁰, je suis convaincue qu'ils se sont rangés du côté des assaillants le 15 avril 1994.

5.4 Participation de la police communale aux attaques du 14 avril 1994

39. Le témoin CBY a affirmé à l'audience que Kanyarukiga, Appolinaire Rangira et Maharamu, dirigeaient les assaillants le 14 avril 1994. Les deux derniers étaient des policiers communaux. Même si j'estime fiable, dans l'ensemble, le témoignage du témoin CBY relatif aux faits survenus le 14 avril 1994, il existe une divergence importante entre la déposition de l'intéressé et une déclaration antérieure faite par lui au sujet des faits survenus le 15 avril 1994, et je préfère donc ne faire fond sur son témoignage que si celui-ci est corroboré. Le témoin CBR a dit à la barre que l'IPJ Kayishema avait participé à l'attaque lancée ce jour-là¹⁶⁵¹. Comme j'y reviendrai de façon plus détaillée ci-dessous, je suis d'avis que la responsabilité de Ndahimana est engagée à raison du comportement de Kayishema pendant cette période, mais je nourris de sérieux doutes sur la fiabilité de CBR et ne m'appuierai sur un quelconque témoignage de l'intéressé que s'il s'agit d'un témoignage corroboré. Aucun autre témoin n'ayant mentionné le rôle de ces policiers dans l'attaque ou les attaques de ce jour-là, je conclus que le Procureur n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable que les subordonnés de Ndahimana avaient attaqué les réfugiés tutsis à la paroisse de Nyange le 14 avril 1994.

5.5 Présence de Ndahimana à la paroisse de Nyange le 14 avril 1994

40. La majorité a conclu que Ndahimana avait participé à une réunion avec des parties à l'entreprise criminelle commune le 14 avril 1994 et que le bourgmestre « n'[était] pas accusé à propos d'une deuxième réunion tenue le 14 avril 1994, mais uniquement au sujet de celle qui est mentionnée au paragraphe 23 de l'acte d'accusation »¹⁶⁵². Je ne puis être d'accord avec la majorité sur ce point. Tout en étant d'accord que, si le Procureur avait bien connu son dossier en détail avant le procès, il aurait mentionné une ou plusieurs réunions au paragraphe 23 de l'acte d'accusation, je ne crois pas que ce défaut de mention de plus d'une réunion exonère la Chambre de l'obligation qui lui incombe d'examiner l'ensemble de la preuve. La participation à une réunion n'est pas un crime, mais les éléments de preuve relatifs aux réunions du 14 avril 1994 sont utiles pour déterminer ce que savait l'accusé et chercher à connaître l'intention dont il était animé. En conséquence, je conclus que les réunions tenues ce jour-là ne constituaient pas des faits essentiels devant être exposés avec précision dans l'acte d'accusation.

¹⁶⁴⁸ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 39 à 42.

¹⁶⁴⁹ Ibid., 39 à 41.

¹⁶⁵⁰ Voir par. 87 ci-dessous.

¹⁶⁵¹ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 15 à 20, et du 2 novembre 2010, p. 14 à 16, 17 à 19.

¹⁶⁵² Jugement, par. 290.

41. J'estime que le témoignage de CBY selon lequel Ndahimana a participé à une réunion à la paroisse de Nyange le 14 avril à 8 heures en compagnie d'autres parties à l'entreprise criminelle commune¹⁶⁵³ est digne de foi. Néanmoins, je préfère me concentrer sur les réunions qui ont eu lieu plus tard ce jour-là. Sur la base des éléments de preuve versés au dossier, je conclus que Ndahimana a participé ce jour-là à au moins deux réunions avec des parties à l'entreprise criminelle commune à la paroisse le 14 avril 1994 : une qui s'est tenue vers 11 heures et 13 h 30 et une autre dans la soirée. Il est possible que les parties à l'entreprise criminelle commune se soient réunies aussi bien avant qu'après le désarmement des réfugiés, comme l'a précisé le témoin CBK. Les témoins CBN, CBI, CBK et CBY ont tous affirmé que l'attaque avait commencé lorsque Ndahimana et les autres parties à l'entreprise criminelle commune étaient encore à la paroisse ou immédiatement après le départ des intéressés en début d'après-midi.

42. Je suis par ailleurs convaincue par le témoignage de CDJ, que je trouve digne de foi¹⁶⁵⁴, selon lequel Ndahimana a participé à une autre réunion avec des parties à l'entreprise criminelle commune ce soir-là. Au sujet de ce témoin, la majorité a conclu que « la déposition de CDJ était vague à propos des dates et heures auxquelles se seraient produits les événements relatés par lui, et que le témoin n'a[va]it pu donner aucune information sur l'objet des réunions » tenues le 14 avril 1994. Je ne puis être d'accord avec la majorité sur ce point. La première déclaration de CDJ au TPIR en 2001 n'est pas inconciliable avec la déposition du témoin. Il s'agit simplement d'une déclaration superficielle dans laquelle celui-ci n'a pas fourni de dates. Dans sa déposition en l'espèce, CDJ a parlé des faits survenus les « lundi », « mardi », « mercredi », etc., plutôt que des 11, 12 et 13 avril. Sa déposition relative à ce qu'il avait observé à la paroisse de Nyange le « vendredi » et le « samedi » concorde avec les dépositions d'autres témoins sur les faits survenus le vendredi 15 avril et le samedi 16 avril 1994. Je ne peux donc souscrire à l'idée que le témoin n'était pas précis au sujet des dates. Par ailleurs, je suis d'avis que le fait pour celui-ci de reconnaître qu'il n'avait pas entendu les conversations à la paroisse ne laisse penser à rien d'autre, sinon que ce témoin n'était guère intéressé à exagérer le rôle de Ndahimana dans les événements de la paroisse de Nyange. Enfin, la présence de Ndahimana à la paroisse ce soir-là est aussi confirmée par le témoignage de CBS et je ne considère pas fiable celui de Mukabideri selon lequel Ndahimana était chez elle toute la soirée.

43. Je reconnais qu'il existe des divergences entre les différentes versions données par les témoins à propos des réunions et de l'attaque ou des attaques qui ont eu lieu ce jour-là, divergences que j'attribue au passage du temps et, du fait que l'attaque ou les attaques du 14 avril n'avaient pas fait de victimes, toute attaque perpétrée ce jour-là n'aurait pas pu être aussi mémorable que celles des jours suivants. En conséquence, sur la base de la preuve prise dans son ensemble, je conclus que Ndahimana a passé beaucoup de temps à la paroisse le 14 avril 1994 en présence des parties à l'entreprise criminelle commune et qu'il avait pu être informé de l'attaque ou des attaques qui ont eu lieu ce jour-là.

44. Enfin, je ne suis pas d'accord avec la majorité quand elle dit que « les éléments de preuve à charge relatifs aux conséquences de la réunion alléguée sont vagues et peu concluants »¹⁶⁵⁵. Même s'il est vrai qu'aucun témoin n'a assisté aux réunions en question ou entendu les discussions qui y ont été tenues, vu l'ampleur des attaques qui ont eu lieu les 15 et 16 avril 1994 et le grand nombre des participants à ces attaques, je pense que l'offensive a nécessité une importante planification et

¹⁶⁵³ Compte rendu de l'audience du 10 novembre 2010, p. 34 à 36 (huis clos).

¹⁶⁵⁴ Jugement, par. 241.

¹⁶⁵⁵ Jugement, par. 298.

que la décision concertée de tuer les réfugiés avait été prise bien avant les premières attaques le matin du 15 avril 1994. J'en conclus que la seule déduction raisonnable est que, au cours de deux réunions au moins tenues le 14 avril 1994, des parties à l'entreprise criminelle commune et Ndahimana ont débattu du sort des réfugiés et qu'à ce moment-là aucune personne influente participant à ces réunions ne s'était employée à protéger ces derniers.

5.6 « Désarmement » des réfugiés

45. D'emblée, je relève que le témoin à décharge ND7 a dit au procès que certains réfugiés étaient arrivés à l'église munis de petits bâtons qu'ils avaient laissés à l'entrée de l'église¹⁶⁵⁶, tandis que le témoin ND12 a affirmé que les réfugiés qui étaient à la paroisse « n'avaient rien comme armes »¹⁶⁵⁷. Le terme « arme » peut à mon avis prêter à confusion. Aucun élément de preuve du dossier ne donne à penser que les réfugiés étaient munis d'armes à feu ou d'armes similaires. La preuve montre bien cependant que les réfugiés avaient pu repousser les assaillants aussi bien le 13 avril que le matin du 14 avril en se servant de pierres et d'objets appelés par le témoin CBK « des arcs et des machettes », le témoin YAU parlant, elle, de « bâtons ». Je relève par ailleurs que certains témoins ont affirmé que les réfugiés avaient été « désarmés » le 13 avril 1994¹⁶⁵⁸, alors que d'autres ont dit que c'était le 14 avril¹⁶⁵⁹. Je tiens pour établi que, le 13 ou 14 avril 1994, des parties à l'entreprise criminelle commune alléguée ont décidé de fouiller les réfugiés et de leur retirer tous les objets qui pouvaient être qualifiés d'« armes traditionnelles ». Rien dans le dossier n'indique que les réfugiés se sont battus entre eux et je suis donc convaincue que la seule conclusion raisonnable est que la décision de désarmer les réfugiés a été prise dans le but d'empêcher ceux-ci de se défendre, en exécution du plan commun visant l'extermination de la population tutsie de la commune de Kivumu rassemblée à la paroisse. Il reste à déterminer si l'accusé a contribué au « désarmement » ou en avait eu connaissance.

46. Le témoin CBK a affirmé à la barre que, après une réunion tenue le 13 avril, il avait entendu des parties à l'entreprise criminelle commune discuter de la nécessité de désarmer les réfugiés. Le 14 avril 1994, après une réunion de personnes influentes, dont Ndahimana, des parties à l'entreprise criminelle commune avaient désarmé les réfugiés. Ndahimana était présent lorsque cela s'était produit¹⁶⁶⁰. Je relève que le témoignage de CBK relatif aux moments où s'était tenue la réunion et où avait eu lieu la confiscation des armes qui s'en était suivie était relativement détaillé. Je ne crois pas que sa déposition en l'affaire *Seromba*, dans laquelle il avait dit ne pas savoir qui avait pris la décision de confisquer les armes, soit inconciliable avec sa déposition en l'espèce, puisque le témoin a simplement affirmé cette fois que la décision avait été prise lors d'une réunion au cours de laquelle un certain nombre de personnes qu'il a nommément désignées étaient présentes. Par ailleurs, même si le témoin n'avait fait que brièvement mention de cet épisode dans l'affaire *Seromba*, il avait toutefois bien dit que les armes confisquées avaient été emmenées au bureau communal. Le témoin YAU a dit à la barre que le père Seromba avait demandé aux gendarmes de confisquer les « bâtons » que les réfugiés avaient en leur possession et que les gendarmes l'avaient fait¹⁶⁶¹. Le témoin CBN a affirmé que des policiers avaient pris les armes traditionnelles

¹⁶⁵⁶ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2011, p. 4.

¹⁶⁵⁷ Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 7.

¹⁶⁵⁸ Témoins CBN et CDL.

¹⁶⁵⁹ Témoins CBK et YAU.

¹⁶⁶⁰ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 11 à 15, 67 à 70.

¹⁶⁶¹ Compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010, p. 44 à 46.

appartenant aux réfugiés, mais croyait que cela avait eu lieu le 13 avril 1994¹⁶⁶². Je rappelle que ce témoin a dit ce qui suit : « ...Vous comprenez bien dans quelle situation j'étais [...]. J'avais une très, très grande peur ; et s'il m'avait été possible, je me serais fait tuer moi-même, mais je ne pouvais pas et je n'avais pas de choix. Je ne pouvais même pas fuir »¹⁶⁶³. Dans ces circonstances, il est possible que le témoin se soit trompé sur les dates, mais j'attache peu d'importance à pareilles erreurs. Le témoin ND11 a affirmé lors de sa déposition que, à son arrivée à la paroisse le 14 avril 1994, il avait remarqué que les réfugiés avaient tenté d'emmener des armes dans l'église, mais que celles-ci avaient été confisquées par les gendarmes¹⁶⁶⁴. Enfin, le témoin CDL a affirmé que, le 13 avril 1994 entre midi et 14 heures, il avait rencontré par hasard le bourgmestre adjoint Kanani, qui lui avait dit que, à la suite d'une réunion des parties à l'entreprise criminelle commune alléguée, dont Ndahimana, lui et d'autres personnes avaient fouillé les réfugiés pour voir si ceux-ci étaient armés. Des armes traditionnelles avaient été découvertes au cours de la fouille, mais pas d'armes à feu¹⁶⁶⁵. Même si le témoignage du témoin CDL s'appuyait sur une preuve par ouï-dire et qu'il ne corrobore pas d'autres éléments de preuve relatifs au lieu de la réunion qui avait précédé la fouille pour trouver des armes, il corrobore ceux d'autres témoins qui ont affirmé qu'une fouille avait eu lieu et que Ndahimana en avait eu connaissance.

47. Le témoin CBK a indiqué que des objets appartenant aux réfugiés avaient été confisqués après une réunion des parties à l'entreprise criminelle commune qui avait commencé vers 11 heures le 14 avril. Le témoin CBI a corroboré ce témoignage en partie, en affirmant avoir vu Ndahimana et d'autres parties à l'entreprise criminelle commune en réunion avec le père Seromba vers 11 heures ou midi¹⁶⁶⁶. Le témoin CBN a dit au procès avoir vu Ndahimana et d'autres parties à l'entreprise criminelle commune ce jour-là entre midi et 13 h 30. Le témoin CBS a indiqué avoir vu Ndahimana en compagnie d'autres parties à l'entreprise criminelle commune l'après-midi du 14 avril.

48. Sur la base des éléments de preuve du dossier, je ne crois pas que ceux qui ont procédé au « désarmement » des réfugiés l'aient fait parce qu'ils s'attendaient à ce que la police et les gendarmes protègent les intéressés. Au contraire, je tiens pour établi que les parties à l'entreprise criminelle commune ont décidé d'enlever ces objets aux réfugiés afin de faciliter l'extermination de ceux-ci qui s'en était suivie. Que Ndahimana ait été ou non présent au moment du désarmement ne revêt pas une très grande importance. Plus important est le point de savoir si l'accusé avait connaissance de la décision de « désarmer » et s'il savait que le but de la confiscation était d'empêcher les réfugiés de pouvoir se défendre lors des attaques qui allaient suivre. Pour moi, le Procureur a prouvé au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana avait connaissance de la décision et du but poursuivi à travers celle-ci. De surcroît, l'accusé n'a pris aucune mesure relevant de ses attributions de bourgmestre pour faire obstacle au plan.

5.7 Départ des femmes hutues de l'église

49. Dans ses plaidoiries, la Défense a soutenu que l'allégation selon laquelle les parties à l'entreprise criminelle commune avaient fait partir les femmes hutues mariées à des hommes tutsis de l'église le 14 avril 1994 en présence de Ndahimana n'avait pas été plaidée dans l'acte

¹⁶⁶² Comptes rendus des audiences du 13 septembre 2010, p. 57 à 59, et du 14 septembre 2010, p. 9 et 10.

¹⁶⁶³ Compte rendu de l'audience du 14 septembre 2010, p. 8.

¹⁶⁶⁴ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 36 à 40, 57 à 59.

¹⁶⁶⁵ Comptes rendus des audiences du 11 novembre 2010, p. 75 à 77, et du 18 novembre 2010, p. 61 à 63.

¹⁶⁶⁶ Comptes rendus des audiences du 14 septembre 2010, p. 39 et 40, 41 et 42, et du 21 septembre 2011, p. 7 et 8, 12 et 13.

d'accusation. Elle a conclu que le défaut de « plaider suffisamment et dans les conditions les plus claires le rôle qu'aurait joué en l'espèce Monsieur Ndahimana rend[ait] nulle et non avenue l'allégation en question »¹⁶⁶⁷. Je note tout d'abord que la Défense n'a pas soulevé cette question avant les plaidoiries et qu'elle aurait pu le faire pendant qu'elle contre-interrogeait le témoin CBS¹⁶⁶⁸. J'observe ensuite que cette allégation figurait dans le résumé de la déposition attendue du témoin CBS inclus dans le Mémoire préalable au procès du Procureur. Enfin, je trouve pertinente ici la décision de la Chambre d'appel en l'affaire *Kanyarukiga*, à propos d'un argument du même ordre avancé par la Défense et selon lequel le fait que Kanyarukiga ait versé par terre la nourriture destinée aux réfugiés n'avait pas été exposé avec suffisamment de précision dans l'acte d'accusation. La Chambre d'appel a dit : « Puisque dans l'acte d'accusation le Procureur expose comme un fait essentiel l'état d'esprit spécifique allégué, les faits par lesquels la *mens rea* doit être établi relèvent de la preuve et il n'est pas besoin qu'ils soient plaidés dans l'acte d'accusation »¹⁶⁶⁹ [traduction]. Je fais observer qu'il n'est fait référence dans le paragraphe 9 de l'acte d'accusation à la *mens rea* qu'en ce qui concerne la complicité dans le génocide, mais je conclus que le paragraphe 9, lu conjointement avec les paragraphes 8 et 28 de l'acte d'accusation et avec le paragraphe 71 du Mémoire préalable au procès du Procureur, informent suffisamment l'accusé de la *mens rea* qui lui est imputée au sujet des crimes de génocide et d'extermination. Tout en estimant que, à ce stade avancé de l'histoire du Tribunal, le Procureur aurait dû plaider de façon plus claire la *mens rea* relative au crime de génocide dans l'acte d'accusation, je conclus que ce manque de clarté du Procureur n'a fait subir aucun préjudice à la Défense. S'agissant du départ des femmes hutues de l'église, je considère que cette question relève de la preuve présentée au soutien de la *mens rea* alléguée et que, quoi qu'il en soit, la Défense n'a subi aucun préjudice sur ce point.

50. Le seul témoin à avoir déposé au sujet du départ des femmes hutues de l'église de Nyange le 14 avril 1994 est le témoin à charge CBS¹⁶⁷⁰. La majorité a exprimé des doutes sur la crédibilité et la fiabilité de ce témoin, mais sa plus grande préoccupation, que je fais mienne, a trait au fait que le témoin a dit avoir vu Ndahimana à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994¹⁶⁷¹. Je ne conclus pas que

¹⁶⁶⁷ Compte rendu de l'audience du 21 septembre 2010, p. 81.

¹⁶⁶⁸ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 58 et 59.

¹⁶⁶⁹ Voir, par exemple, *Le Procureur c. Kanyarukiga*, affaire n° ICTR-02-78-AR73.2, décision intitulée « *Decision on Gaspard Kanyarukiga's Interlocutory Appeal of a Decision on the Exclusion of Evidence* », 23 mars 2010, par. 8 à 10. Voir aussi *Arsène Shalom Ntahobali et Pauline Nyiramasuhuko c. le Procureur*, affaire n° ICTR-97-21-AR73, décision intitulée « *Decision on the Appeals By Pauline Nyiramasuhuko and Arsène Shalom Ntahobali on the "Decision on Defence Urgent Motion to Declare Parts of the Evidence of Witnesses RV and QBZ Inadmissible"* », 2 juillet 2004, par. 14 et 15.

¹⁶⁷⁰ Au paragraphe 302 du jugement, la majorité déclare qu'elle « juge troublant le fait que, de tous les témoins qui étaient présents à la paroisse dans la soirée du 14 avril 1994, CBS soit le seul à se rappeler que quelques Hutues avaient été extraites de l'église ». Premièrement, je fais observer qu'il y avait environ 1 500 à 2 000 réfugiés à l'église ce soir-là et que la grande majorité de ces témoins potentiels de cet épisode ont été exterminés les jours suivants. Les quelques survivants qui ont déposé en l'espèce pouvaient ne pas s'être trouvés dans un endroit d'où ils pouvaient observer cet épisode. Il ressort clairement des dépositions des trois témoins qui étaient bien placés pour observer ce qui se passait à la paroisse de façon générale, CBK, CBY et CDJ, que les intéressés étaient souvent occupés à d'autres tâches et qu'ils n'observaient pas ce qui se passait en permanence.

¹⁶⁷¹ Je partage la préoccupation exprimée par la majorité au paragraphe 475 du jugement, du fait que le témoin avait fourni deux déclarations dans lesquelles il disait n'avoir pas vu Ndahimana à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994, que cela est contredit par ce que l'intéressé a dit au procès et qu'on ne peut donc pas se fier à lui sur ce point. Je ne souscris cependant pas à l'avis exprimé par la majorité au paragraphe 218 du jugement selon lequel le fait que « la déclaration faite par le témoin en février 1996 aux enquêteurs du Tribunal avait été recueillie au tribunal de Kivumu et que la déclaration de mars 2003 de l'intéressé avait été recueillie chez le bourgmestre adjoint » revêt de l'importance. Il y a surtout que je puis suivre la majorité dans la conclusion qu'elle formule aux paragraphes 219 et 475 du jugement, à savoir que le témoin était évasif lors du contre-interrogatoire. Je ne puis non plus suivre la majorité dans la conclusion

le témoignage de CBS était, dans sa totalité, dénué de crédibilité. Dans une première déclaration faite devant les enquêteurs du TPIR en 1995, le témoin avait eu à répondre à une question sur « le genre de personnes qui se trouvaient » à l'église [traduction]. Le témoin avait répondu qu'« un petit nombre de femmes hutues mariées à des Tutsis [étaient à l'église]. Les Hutus ont sorti ces femmes de l'église le jeudi. Le lendemain, les meurtres ont commencé » [traduction]. Dans la même déclaration, le témoin avait aussi dit avoir vu le bourgmestre arriver à l'église chaque jour dans un véhicule et que « c'[était] arrivé du lundi au jeudi » [traduction]¹⁶⁷². Dans une deuxième déclaration devant les enquêteurs du TPIR en 1996, le témoin avait dit avoir vu Ndahimana arriver à l'église dans un véhicule le « jeudi » en compagnie de l'IPJ Kayishema, du brigadier Mbakilirehe et d'un policier nommé Aloys Nishirimbere. Il a ajouté : « Kayishema est venu à l'église et a fait partir les femmes hutues qui sont mariées à des hommes tutsis ». Le bourgmestre Ndahimana était resté dans la voiture¹⁶⁷³. J'en déduis que, lorsque le témoin parlait du « jeudi » avant les attaques, il voulait dire le 14 avril 1994. Je conclus donc que le récit que fait le témoin de la présence de Ndahimana lorsque les femmes hutues avaient été extraites de l'église de Nyange par l'IPJ Kayishema dans la soirée du 14 avril 1994 est constant depuis 1995-1996, soit bien avant la mise en accusation de Ndahimana par le Tribunal de céans. Je fais observer par ailleurs que les déclarations recueillies en l'espèce par les enquêteurs du TPIR à l'époque étaient de façon générale très superficielles, l'accent y étant principalement mis sur les attaques dans lesquelles des civils avaient été tués plutôt que sur les faits qui avaient mené aux attaques. Je considère donc particulièrement important que le témoin ait parlé du départ des femmes hutues de l'église dans une des toutes premières déclarations comme celle susvisée. De plus, cet épisode ne pouvait qu'être mémorable pour le témoin, si celui-ci avait alors pu penser que cela constituait l'indication que le sort des réfugiés tutsis était scellé, comme cela semble avoir été le cas. En effet, la seule conclusion raisonnable est que ces femmes ont été extraites de l'église dans le cadre de la préparation de l'attaque à grande échelle qui devait avoir lieu le lendemain.

51. Enfin, je note que la déposition du témoin CBS est en partie corroborée par celle de CDJ, un témoin que je considère crédible et digne de foi, qui a affirmé à l'audience avoir vu Ndahimana à la paroisse dans la soirée du 14 avril 1994. Les témoignages de CBS et CDJ concordent aussi avec ceux d'autres témoins qui ont dit à la barre que Ndahimana avait passé beaucoup de temps à la paroisse les 13 et 14 avril en compagnie de Kayishema, Mbakilirehe et d'autres parties à l'entreprise criminelle commune. Je conclus par conséquent que le Procureur a établi au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana était présent lorsque des femmes hutues avaient été extraites de l'église dans la soirée du 14 avril 1994 par Fulgence Kayishema et le brigadier de police Christophe Mbakilirehe. La majorité a conclu que « s'il avait éprouvé de l'animosité vis-à-vis des Tutsis, l'accusé aurait probablement joué dans la sortie des Hutues de l'église un rôle plus actif que celui d'un Ndahimana décrit par le témoin à charge passivement assis dans le véhicule »¹⁶⁷⁴. À mon avis, cela relève de la conjecture, puisque beaucoup de grands auteurs de crimes préfèrent rester tapis dans l'ombre¹⁶⁷⁵ et pourraient même souhaiter laisser à leurs victimes l'impression qu'ils sont

qu'elle formule aux paragraphes 219 à 221 du jugement, à savoir qu'il existait d'importantes divergences entre les déclarations faites par le témoin en 1995 et en 1996 au sujet du départ des femmes hutues de l'église le 14 avril 1994, puisque toutes les déclarations fournies par les témoins à l'époque étaient de nature superficielle.

¹⁶⁷² Pièce à conviction D.3, p. 3, 5.

¹⁶⁷³ Pièce à conviction D.4, p. 4.

¹⁶⁷⁴ Jugement, par. 301.

¹⁶⁷⁵ À titre d'exemple du genre de considération que les auteurs des crimes pouvaient avoir à l'esprit à l'époque, voir la pièce à conviction D.42, une déclaration du témoin CBK aux enquêteurs du Procureur en 2002, dans laquelle l'intéressé indiquait que le père Seromba avait décidé de sauver certains enfants tutsis « pour prouver aux forces du FPR qui CII12-0001(F)

du côté de celles-ci. Je tiens pour prouvé que Ndahimana savait que ces femmes étaient extraites de l'église dans le cadre de la préparation de l'attaque à grande échelle qui devait avoir lieu le lendemain. Ndahimana était le supérieur hiérarchique direct de Mbakilirehe. Il était aussi une plus haute autorité que l'IPJ Kayishema. Pourtant, là encore, Ndahimana n'a pris aucune mesure relevant de ses attributions de bourgmestre pour faire obstacle au plan criminel. Au contraire, j'ai la conviction que sa présence pendant le départ des femmes hutues prouve qu'il couvrait les préparatifs en vue de l'exécution du plan.

5.8 Conclusions sur les 13 et 14 avril 1994

52. Les 13 et 14 avril 1994, Ndahimana et des parties à l'entreprise criminelle commune ont tenu une série de réunions à la paroisse de Nyange. Pour moi, le Procureur a établi que, à la date du 14 avril 1994, les parties à l'entreprise criminelle commune s'étaient déjà entendues pour exterminer les Tutsis de la commune de Kivumu. À cette fin, elles ont i) transporté à l'église les Tutsis qui n'étaient pas venus à la paroisse le 13 avril 1994, ii) « désarmé » les réfugiés pour affaiblir leur capacité de résistance, et iii) fait partir les femmes hutues mariées à des Tutsis pour que rien de mal n'arrive à celles-ci. Même si rien dans le dossier ne donne à penser que Ndahimana était parmi les plus farouches défenseurs du plan ou que l'accusé nourrissait une antipathie ancienne pour les Tutsis de sa commune - je rappelle en effet qu'il avait arrêté des personnes qui pouvaient avoir été impliquées dans des attaques antérieures des 9 et 10 avril 1994 -, le Procureur n'est pas tenu de prouver « un enthousiasme, une satisfaction personnelle ou une initiative personnelle en vue de contribuer au but criminel commun »¹⁶⁷⁶. Ndahimana était le plus haut responsable politique dans la commune de Kivumu et à la paroisse de Nyange. Il a passé beaucoup de temps avec les parties à l'entreprise criminelle commune et avait donc connaissance de l'intention de personnes comme Seromba, Kayishema, Ndungutse et Kanyarukiga. Par ailleurs, je suis d'avis que, si les parties à l'entreprise criminelle commune avaient cru que Ndahimana était opposé à leur plan et/ou que la contribution de l'accusé au plan serait négligeable, ils auraient exclu celui-ci de leurs discussions. Ndahimana a participé au transfert des Tutsis qui n'étaient pas venus à l'église le 13 avril 1994. Il était, à tout le moins, au courant du désarmement des réfugiés intervenu le 13 ou le 14 avril 1994 et était présent lorsque des femmes hutues ont été extraites de l'église dans la soirée du 14 avril 1994. Il devait savoir que les quatre gendarmes affectés à la commune de Kivumu ne pourraient pas protéger les réfugiés pendant l'attaque qui se préparait. Il n'a pas demandé de renfort au préfet ou aux organes de l'État ce jour-là. Plus important encore : il n'a pas affecté les policiers communaux armés, qui étaient placés sous son autorité directe, à la protection des réfugiés. Je tiens donc pour établi que, au vu de l'ensemble de la preuve, la seule conclusion raisonnable est que, à la date du 14 avril 1994, Ndahimana était habité par la même intention criminelle que des personnes comme Fulgence Kayishema, Gaspard Kanyarukiga, Télesphore Ndungutse et Athanase Seromba, et était donc lui-même partie à l'entreprise criminelle commune. La contribution de Ndahimana à cette entreprise sera examinée de façon plus détaillée ci-dessous¹⁶⁷⁷.

6. 15 avril 1994 (le « 15 avril »)

6.1 Aperçu général des événements de la journée

avançaient qu'il avait sauvé quelques Tutsis. Le père SEROMBA était convaincu par son plan car on lui avait dit que les membres du FPR avaient entendu parler de ce qui s'était passé à Nyange et qu'à leur arrivée sur place, ils tueraient le père SEROMBA pour sa participation dans le génocide ».

¹⁶⁷⁶ Arrêt *Kvočka et consorts*, par. 105 et 106.

¹⁶⁷⁷ Voir par. 208 à 231 ci-dessous.

53. Prise dans son ensemble, la preuve laisse entrevoir la chronologie suivante des faits survenus le 15 avril 1994 à la paroisse de Nyange : i) entre 8 heures et 10 heures, des parties à l'entreprise criminelle commune se sont rencontrées au presbytère ; ii) après cette réunion, des assaillants hutus ont commencé à jeter des pierres sur les réfugiés tutsis, mais ces derniers sont parvenus à les repousser vers la statue de la Vierge Marie et il est possible en effet que les assaillants aient essayé délibérément de faire sortir les hommes tutsis de l'église par la ruse¹⁶⁷⁸ ; iii) entre 11 heures et midi, des parties à l'entreprise criminelle commune se sont rencontrées dans le bâtiment de la CODECOKI situé près de la statue de la Vierge Marie ; iv) après cette réunion, un certain Rukara est monté sur le toit du magasin de Kanyarukiga situé aussi aux environs de la statue et a commencé à jeter des grenades sur les réfugiés qui avançaient, en tuant un grand nombre. Les réfugiés qui ont survécu se sont ensuite repliés à l'intérieur de l'église. Des dizaines, voire davantage, de réfugiés qui n'avaient pas pu entrer dans l'église ont été tués dans la cour par des assaillants à l'aide d'armes à feu. Les assaillants ont ensuite essayé d'attaquer les réfugiés à l'intérieur de l'église en utilisant toutes sortes de stratagèmes. Ils ont tiré à travers les fenêtres de l'église, ont essayé d'incendier les portes de celle-ci ou tout l'édifice, avant de tenter de faire sauter l'église à la dynamite. Lorsque tous ces efforts sont restés vains, le père Seromba a demandé aux assaillants d'enterrer les victimes. Un bulldozer de la société Astaldi a été amené à l'église à cette fin et les corps des réfugiés qui avaient été tués à l'extérieur de l'église ont été jetés dans une fosse près du bâtiment de la Caritas. Ce qui s'est passé le reste de l'après-midi n'est pas aussi clair. Il semblerait toutefois que certaines personnes présentes sur les lieux envisageaient déjà l'utilisation du bulldozer pour attaquer le bâtiment de l'église, mais qu'il s'est mis à pleuvoir et que le bulldozer s'est embourbé. Des assaillants sont ensuite rentrés chez eux, tandis qu'un groupe d'assaillants a encerclé l'église afin de s'assurer que les réfugiés ne s'enfuiraient pas pendant la nuit. Les parties à l'entreprise criminelle commune se sont ensuite réunies de nouveau au presbytère ce soir-là.

6.2 Introduction à l'appréciation des éléments de preuve

54. Je tiens pour établi que Ndahimana a assisté aux funérailles du docteur Juvénal Ntawuruhunga très tard dans la matinée ou en début d'après-midi du 15 avril 1994. Je crois aussi que le témoignage à décharge selon lequel Ndahimana s'est rendu à Kibuye ce même après-midi pour voir le préfet Clément Kayishema peut raisonnablement être plausible. Cependant, il existe des éléments importants de la thèse de la Défense concernant ce jour auxquels je n'ajoute pas foi, parce que je nourris de sérieux doutes sur la crédibilité des témoins à décharge et que j'estime que la force probante des éléments de preuve à charge l'emporte sur celle des éléments de preuve à décharge. Par ailleurs, je remarque que les témoins à décharge ont fait preuve d'une mémoire des dates remarquable, au vu des 17 années qui se sont écoulées entre les faits en cause et leurs dépositions, et que les dates fournies semblaient avoir été soigneusement choisies pour disculper Ndahimana. En conséquence, même si certains aspects de l'alibi de Ndahimana peuvent raisonnablement être plausibles, je suis convaincue que le Procureur a prouvé au-delà de tout doute raisonnable que l'accusé était présent à la paroisse de Nyange le matin du 15 avril 1994, que celui-ci avait participé à deux réunions avec d'autres parties à l'entreprise criminelle commune pendant qu'il s'y trouvait et qu'il n'avait pas quitté les lieux avant la fin de la deuxième attaque ce jour-là. Le Procureur a en outre établi que Ndahimana était revenu à la paroisse dans la soirée du 15 avril 1994 et que l'accusé avait de nouveau rencontré les parties à l'entreprise criminelle commune.

¹⁶⁷⁸ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 13 à 15 (Le témoin ND6 a affirmé que les assaillants avaient délibérément éloigné les réfugiés de l'église. Bien que j'aie des doutes sur la crédibilité de ce témoin, dans l'ensemble, sa déposition sur ce point est plausible).

6.3 Crédibilité des témoins à décharge

6.3.1 Témoin Thérèse Mukabideri

55. Le témoin Thérèse Mukabideri a fourni à Ndahimana un alibi entre 5 heures ou 6 heures et le début de l'après-midi¹⁶⁷⁹. Elle est le seul témoin à décharge à avoir dit à l'audience qu'elle avait vu Ndahimana avant 11 heures ce jour-là. La majorité a conclu que ce témoin, entre autres, était « dans l'ensemble crédible[] »¹⁶⁸⁰. Je ne puis être d'accord avec la majorité sur ce point et je nourris plutôt de sérieux doutes sur la crédibilité de ce témoin. Elle a affirmé avoir rencontré Ndahimana pour la première fois à son mariage en 1986. Ndahimana était un ami de son mari et aussi le parrain des fils de son défunt mari. Elle était arrivée à Kivumu en provenance de Kigali le 12 avril 1994 et était allée rendre visite à Ndahimana le même jour ou le lendemain. Ndahimana était arrivé chez elle avec la dépouille de son mari le 14 avril 1994 et avait passé plusieurs heures à préparer les funérailles de celui-ci, funérailles dont il a dirigé l'organisation¹⁶⁸¹. D'autres témoins ont décrit Ndahimana comme le « maître de cérémonies » lors de ces funérailles¹⁶⁸². Pourtant, lorsqu'elle a été contre-interrogée sur la question de savoir si elle et Ndahimana étaient des amis proches, elle a répondu : « non »¹⁶⁸³. Tout en reconnaissant qu'il n'existe pas de mesure scientifique de la « solidité » d'une amitié, je suis d'avis qu'elle et Ndahimana étaient suffisamment proches pour qu'elle ait des motifs de disculper l'accusé¹⁶⁸⁴. De même, je crois qu'elle a pu minimiser l'importance de son amitié avec le témoin à décharge Mukankusi dans un souci d'atténuer au maximum l'apparence de collusion entre les deux témoins¹⁶⁸⁵. Je relève par ailleurs que, même si le témoin a été relativement précis au sujet du moment où elle avait vu Ndahimana chez elle les 14 et 15 avril et a dit que celui-ci l'avait aidée à organiser les funérailles, elle n'a cependant pas fourni de précisions sur la nature de cette aide. Enfin, son mari a été tué dans la nuit du 13 au 14 avril et, par conséquent, son souvenir des jours suivants peut avoir été troublé par le traumatisme provoqué par cet événement. Pour les motifs qui précèdent, je ne pourrai conclure à la crédibilité de son témoignage que si celui-ci est corroboré.

6.3.2 Témoin Béatrice Mukankusi

56. La majorité a aussi conclu que le témoin Béatrice Mukankusi était « dans l'ensemble crédible[] »¹⁶⁸⁶. Je ne puis, là non plus, être d'accord avec elle. Mukankusi a dit au procès que, à son arrivée chez Mukabideri « légèrement avant 11 heures », Ndahimana se trouvait déjà là¹⁶⁸⁷. Elle n'a pas expliqué comment elle pouvait, 17 années après les faits, être aussi précise sur l'heure à laquelle elle était arrivée dans cette maison. Pourtant, quand une question lui a été posée lors du contre-interrogatoire au sujet d'un épisode en particulier, elle a répondu : « Vous me compliquez la vie, franchement... Vous me demandez de vous indiquer les heures pour des événements qui se sont produits en 94, franchement ? Pensez-vous que je peux me souvenir des heures auxquelles tous

¹⁶⁷⁹ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 75 et 76.

¹⁶⁸⁰ Jugement, par. 255.

¹⁶⁸¹ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 74 à 76.

¹⁶⁸² Voir, par exemple, les comptes rendus des audiences du 7 février 2011 (témoin Béatrice Mukankusi), p. 17, du 7 février 2011 (témoin Thérèse Mukabideri), p. 75 et 76, et du 12 mai 2011 (témoin Anicet Tumusenge), p. 7 et 8.

¹⁶⁸³ Compte rendu de l'audience du 8 février 2011, p. 17.

¹⁶⁸⁴ Ibid., p. 19 à 21.

¹⁶⁸⁵ Ibid., p. 19 et 20, 25 et 26.

¹⁶⁸⁶ Jugement, par. 255.

¹⁶⁸⁷ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 50 à 52.

les événements se sont produits ? »¹⁶⁸⁸. En outre, à la question de savoir à quel moment elle avait informé Ndahimana qu'elle avait vu des gens lancer des pierres à l'église, elle a répondu : « [O]n n'a pas consulté les montres et c'était un moment de funérailles, on n'a pas pu faire attention à l'heure qu'il faisait »¹⁶⁸⁹. Tout ce qu'on demandait au témoin était de dire si oui ou non elle avait informé Ndahimana de ce fait tout de suite après l'arrivée de celui-ci aux funérailles ou si elle l'avait fait plus tard.

57. J'ai aussi constaté qu'elle était évasive quand elle répondait aux questions pendant son contre-interrogatoire, même lorsque celles-ci portaient sur des divergences relativement mineures entre sa déposition dans l'affaire *Seromba* et celle en l'espèce. Elle manquait de précision même en répondant aux questions les plus simples. Par exemple, à la question de savoir si les Tutsis étaient pris pour cible en avril 1994, elle a répondu : « [L]orsque vous dites que ce sont les Tutsis qui étaient concernés, ciblés, eh bien, je vous dis que, nous tous, nous avions peur »¹⁶⁹⁰. Invitée à s'expliquer sur une contradiction plus importante entre sa déposition dans le procès *Seromba* et celle qu'elle a faite en l'espèce au sujet de la présence de Ndahimana à l'église de Nyange, elle était particulièrement évasive en déclarant : « Mais si j'ai répondu comme je l'ai fait, c'est que cette question m'a été posée pendant le procès. Mais, sinon, je n'avais [pas] cette information... à l'époque des faits, je n'avais [pas] cette information »¹⁶⁹¹.

58. Enfin, je suis préoccupée par la certitude avec laquelle le témoin affirme qu'aucune réunion visant à inciter la population à attaquer les réfugiés à la paroisse de Nyange ne pouvait avoir été tenue le 14 avril 1994 sur la place du marché de Mutanoga¹⁶⁹². Sur la base des éléments de preuve fournis par les témoins CDL¹⁶⁹³ et CNJ¹⁶⁹⁴, je tiens pour établi qu'un tel fait a bien eu lieu à cet endroit dans l'après-midi du 14 avril 1994, même si le Procureur n'a pas établi au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana y avait participé. Pour les motifs qui précèdent, j'émetts de sérieux doutes sur la crédibilité de ce témoin.

6.3.3 Témoin Anicet Tumusenge

59. Je ne puis suivre la majorité dans sa conclusion selon laquelle la déposition de ce témoin n'a pas été « ébranlée lors du contre-interrogatoire »¹⁶⁹⁵. Je suis en effet préoccupée par le fait que le témoin n'a pas divulgué ses arrestations passées au Rwanda et au Kenya, lorsque le Procureur lui a posé des questions à ce sujet et je n'ai pas trouvé convaincantes les raisons fournies par l'intéressé pour expliquer son silence sur ces faits¹⁶⁹⁶. Plus important encore : même si les détails n'en sont pas clairs, il semblerait que, en juin 1994, Ndahimana soit venu en aide au témoin à un moment où celui-ci craignait pour sa sécurité et celle de sa famille¹⁶⁹⁷. En conséquence, si certains aspects de la déposition du témoin étaient crédibles, je crois que l'intéressé avait des motifs pour en ajuster certains détails, notamment les dates, afin de protéger l'accusé.

¹⁶⁸⁸ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 37.

¹⁶⁸⁹ Ibid., p. 52.

¹⁶⁹⁰ Ibid., p. 40.

¹⁶⁹¹ Ibid., p. 58.

¹⁶⁹² Ibid., p. 12 et 13.

¹⁶⁹³ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 3 et 4.

¹⁶⁹⁴ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 58 à 60 (Je suis convaincue que le marché/la place Kareteyi et Mutanoga désignaient un même endroit).

¹⁶⁹⁵ Jugement, par. 486.

¹⁶⁹⁶ Compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 19 et 20, 21 et 22, 24 à 26.

¹⁶⁹⁷ Compte rendu de l'audience du 12 mai 2011, p. 22 et 23.

6.3.4 Témoign Clément Kayishema

60. Je partage les préoccupations de la majorité concernant le témoin Clément Kayishema¹⁶⁹⁸. Je voudrais souligner, toutefois, que Kayishema a été jugé et reconnu coupable par le Tribunal de céans pour sa participation au génocide de 1994, qu'il purge actuellement une peine d'emprisonnement à vie¹⁶⁹⁹ et qu'il a fait connaître son intention de présenter au Tribunal de nouvelles « preuves » qui l'innocenteraient¹⁷⁰⁰, un droit qui lui est reconnu par les articles 120 à 123 du Règlement. Je trouve particulièrement important le fait que le témoin ne considère pas que son affaire est close et je fais observer que, vu le poste de préfet qu'il occupait au moment des faits en cause, il a juridiquement intérêt à affirmer que lui et ses subalternes, dont Ndahimana, avaient fait tout ce qui était en leur pouvoir pour assurer la sécurité dans la préfecture de Kibuye. Ceci dit, le témoin a affirmé qu'il « n'avait pas de subalternes » et que les bourgmestres en particulier étaient totalement autonomes, une affirmation qui me laisse sceptique¹⁷⁰¹.

61. Il y a eu aussi de nombreuses divergences, certaines mineures d'autres importantes, entre la déposition du témoin en l'espèce et celle qu'il avait faite dans son propre procès. Par exemple, Kayishema a affirmé en l'espèce que deux bourgmestres avaient participé aux massacres. Pourtant, lors de sa déposition dans sa propre affaire en septembre 1998, il avait dit qu'il ne connaissait aucune « personnalité ...des communes » ayant participé au massacre de Mubuga. Le témoin a soutenu avoir été informé des activités des deux bourgmestres après son propre procès, et a nié avoir modifié sa version des faits pour protéger Ndahimana¹⁷⁰². Je trouve que cette explication n'est pas convaincante.

62. Kayishema a par ailleurs dit à la barre que Ndahimana était venu à la préfecture le 15 avril après 14 heures pour demander des renforts, mais que lui ne pouvait plus déployer de gendarmes parce que ceux-ci étaient tous partis à Kigali¹⁷⁰³. Pourtant, dans son propre procès, il avait affirmé que les gendarmes étaient partis de Kibuye dans la soirée du 15 avril 1994¹⁷⁰⁴.

63. De façon générale, je trouve que ce témoin n'est pas fiable et ne peux pas faire fond sur sa déposition.

6.3.5 Léonille Murekeyisoni

64. Je souscris à l'appréciation de la majorité relative à la crédibilité du témoin à décharge Léonille Murekeyisoni¹⁷⁰⁵.

¹⁶⁹⁸ Jugement, par. 490.

¹⁶⁹⁹ *Le Procureur c. Kayishema et Ruzindana*, affaire n° ICTR-95-I-A, Arrêt, 1^{er} juin 2001, dispositif.

¹⁷⁰⁰ Compte rendu de l'audience du 18 avril 2011, p. 49 et 50.

¹⁷⁰¹ Ibid., p. 8 et 9.

¹⁷⁰² Comptes rendus des audiences du 18 avril 2011, p. 51 à 55, et du 19 avril 2011, p. 4 à 9. Comptes rendus de la déposition de Kayishema dans sa propre affaire déposés comme pièce à conviction P. 61.

¹⁷⁰³ Comptes rendus des audiences du 18 avril 2011, p. 39 et 40, 41 à 44, 54 et 55, et du 19 avril 2011, p. 8 et 9.

¹⁷⁰⁴ Comptes rendus des audiences du 19 avril 2011, p. 8 à 1, et de celle contenant la déposition de Kayishema dans sa propre affaire, produite comme pièce à conviction P. 62.

¹⁷⁰⁵ Jugement, par. 484.

6.4 Conclusion sur l'alibi

65. Je tiens pour établi que Ndahimana n'était pas présent à la paroisse de Nyange dans l'après-midi du 15 avril 1994 et qu'il participait aux funérailles du docteur Juvénal Ntawurunga pendant son absence de la paroisse. Il est aussi raisonnablement possible que l'accusé se soit rendu à Kibuye pour rencontrer le préfet Clément Kayishema. Vu le temps qui s'est toutefois écoulé depuis les faits, je crois que les témoins à décharge pourraient s'être trompés sur les moments précis de l'arrivée de Ndahimana aux funérailles, du départ de l'accusé pour Kibuye et de son retour de Kibuye.

66. La thèse de la Défense est que, lorsque le témoin Mukankusi a informé Ndahimana des combats dont elle avait été témoin à la paroisse de Nyange en venant aux funérailles, l'accusé était presque immédiatement parti pour Kibuye¹⁷⁰⁶, où il avait demandé au préfet des renforts pour la protection des réfugiés¹⁷⁰⁷. Premièrement, tel que je l'ai indiqué ci-dessus, je tiens pour prouvé que, le 14 avril 1994, Ndahimana était au courant de l'attaque imminente du 15 avril et, de ce fait, je ne crois pas qu'il ait appris la survenue de l'attaque de la bouche du témoin Mukankusi. Deuxièmement, Clément Kayishema étant le seul témoin à avoir déposé au sujet de la teneur de sa réunion avec Ndahimana ce jour-là, et du fait que je considère l'intéressé comme n'étant pas crédible, je n'attache aucune importance au témoignage de celui-ci selon lequel Ndahimana était venu demander de l'aide pour pouvoir protéger les réfugiés. En effet, la preuve indirecte tempère cette façon de rendre compte de la teneur de la discussion. Même si les quatre gendarmes affectés à la commune de Kivumu pouvaient ne pas avoir été sous l'autorité *de jure* directe d'une seule personne dans cette commune, il semblerait que les intéressés aient participé aux discussions sur le sort des réfugiés et qu'ils aient suivi les instructions données par les parties à l'entreprise criminelle commune¹⁷⁰⁸. Je suis donc convaincue que Ndahimana ne croyait pas que les gendarmes, quel qu'ait pu en être le nombre, pourraient protéger les réfugiés. En outre, si Ndahimana avait voulu renforcer les gendarmes, il aurait pu affecter la police communale à la protection des réfugiés qui se trouvaient à la paroisse. Comme je vais y revenir de façon plus détaillée ci-dessous, je tiens pour prouvé qu'au moins 11 policiers communaux travaillaient dans la commune de Kivumu au moment des faits¹⁷⁰⁹. Je ne vais pas spéculer sur le véritable motif de la visite de Ndahimana au préfet le 15 avril 1994, si tant est qu'une telle visite ait eu lieu, mais je puis néanmoins conclure que la version de la Défense n'est pas crédible. Enfin, si le témoignage de Tumusenge selon lequel lui et Ndahimana étaient retournés aux funérailles après s'être rendus chez le préfet, mais avant de rentrer à la maison, peut raisonnablement être plausible, je pense que le témoin a pu ajuster le déroulement chronologique de cette visite pour protéger l'accusé.

6.5 Autres éléments de preuve à décharge

67. Le témoin ND24 tenait le barrage routier situé juste devant la paroisse de Nyange et avait participé aux attaques contre la paroisse les 14 et 15 avril 1994¹⁷¹⁰. Selon le témoin, le 15 avril 1994, il avait seulement vu arriver Ndahimana au barrage routier vers 20 heures et 21 heures et

¹⁷⁰⁶ Compte rendu de l'audience du 7 février 2011, p. 16 à 18.

¹⁷⁰⁷ Voir les comptes rendus des audiences du 12 mai 2011 (témoin Anicet Tumusenge), p. 10, et du 18 avril 2011 (témoin Clément Kayishema), p. 39 à 41.

¹⁷⁰⁸ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010, p. 17 à 20, et du 2 novembre 2010, p. 16 et 17 (Le témoin CBR a affirmé que, le 14 avril, Ndungutse et Kayishema avaient parlé aux gendarmes, qui étaient armés de fusils. Les gendarmes avaient conseillé aux assaillants de reporter leur attaque étant donné que le nombre de réfugiés dépassait de loin le leur). Voir aussi le compte rendu de l'audience du 15 septembre 2010 (témoin YAU), p. 45 et 46.

¹⁷⁰⁹ Voir par. 211 ci-dessous.

¹⁷¹⁰ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 3 et 4, 28 et 29, 42 et 43.

repartir peu après¹⁷¹¹. Ndahimana n'aurait pas pu passer par le barrage routier entre le 14 et le 16 avril sans que le témoin ne l'ait su : « [Q]uelqu'un comme lui ne pouvait pas passer à un tel endroit sans qu'on le sache »¹⁷¹². Tel qu'exposé ci-dessus, j'estime que ce témoin n'est ni crédible ni fiable¹⁷¹³. Je relève par ailleurs que l'intéressé a soutenu que les seules armes à feu utilisées à la paroisse le 15 avril étaient des grenades, un point contesté par de nombreux témoins, qui ont affirmé que d'autres armes à feu avaient été utilisées¹⁷¹⁴.

68. Le témoin ND22 a dit à l'audience avoir participé à l'attaque contre la paroisse de Nyange le 15 avril 1994¹⁷¹⁵, mais n'y avoir pas vu Ndahimana ce jour-là¹⁷¹⁶. Le témoin a aussi affirmé que, à un moment qu'il n'a pas précisé, Kayishema avait demandé où se trouvait Ndahimana et que Ndungutse avait répondu que celui-ci « s'[était] rendu chez ses congénères, les *Inkotanyi* »¹⁷¹⁷. Je note que ND22 est un complice et, dès lors, j'aborde ce témoignage avec circonspection. Par ailleurs, je pense qu'il y avait au moins 4 000 personnes à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994, aussi bien des réfugiés que des assaillants, et qu'il est donc possible que Ndahimana ait été présent, mais que le témoin ND22 ne l'ait pas vu. Enfin, Ndahimana n'ayant pas été présent à la paroisse toute la journée du 15 avril 1994, je n'exclus pas la possibilité que Kayishema ait pu demander où se trouvait l'intéressé. Cependant, même si c'était vrai, cela ne signifierait pas que Ndahimana n'avait été à aucun moment à la paroisse ce jour-là.

69. Le témoin ND6 aussi avait participé aux attaques contre la paroisse de Nyange les 14, 15 et 16 avril 1994¹⁷¹⁸, mais n'avait pas vu le bourgmestre les 14, 15 ou 16 avril 1994¹⁷¹⁹. Je ne puis souscrire à l'appréciation de la majorité selon laquelle il n'est pas besoin d'examiner la déposition du témoin avec circonspection, au motif que l'intéressé a purgé la peine qui lui avait été infligée pour sa participation aux faits survenus à l'église de Nyange¹⁷²⁰. Les criminels ont des motifs divers et variés d'embellir la vérité. Certains peuvent espérer s'attirer les faveurs du régime en place, tandis que d'autres peuvent nourrir de telles attentes en cas de changement de régime. Certains peuvent avoir de la déférence envers des personnes influentes de la communauté dans laquelle ils vivent, que ces personnes soient ou non liées au régime, alors que d'autres peuvent espérer être l'objet de la même déférence par la suite¹⁷²¹. En outre, un certain nombre de témoins complices en

¹⁷¹¹ Ibid., p. 15 et 16.

¹⁷¹² Ibid., p. 35 (citation), 36 à 39.

¹⁷¹³ Voir par. 29 ci-dessus.

¹⁷¹⁴ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 52 et 53.

¹⁷¹⁵ Compte rendu de l'audience du 20 avril 2011, p. 15 à 25.

¹⁷¹⁶ Ibid., p. 22 et 23.

¹⁷¹⁷ Ibid., p. 8, 22 et 23, 26 et 27.

¹⁷¹⁸ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 22 et 23. Sur cette base, je ne souscris pas non plus à l'appréciation qu'a faite la majorité de la déposition du témoin à décharge ND24 au paragraphe 499 du jugement.

¹⁷¹⁹ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 21 à 23, 30 et 31, 34 et 35, 40 (huis clos).

¹⁷²⁰ Jugement, par. 261.

¹⁷²¹ Voir, par exemple, le compte rendu de l'audience du 2 novembre 2010 (témoin CBR), p. 4 à 7 (huis clos) (Le témoin a indiqué que des membres influents de la famille de Gaspard Kanyarukiga, apparentés à son épouse, le témoin à décharge ND21, avaient exercé des pressions sur lui et son épouse pour qu'ils témoignent à décharge de Kanyarukiga. Après l'échec de cette tentative, des membres de la famille de Kanyarukiga avaient soudoyé des membres de la population locale afin que ces derniers témoignent faussement contre le témoin. Même si CBR était un témoin complice, ce témoignage est plausible, puisque l'intéressé avait avoué un grand nombre de crimes aussi bien aux autorités rwandaises qu'au Tribunal de céans, mais semble soutenir que, après le procès *Kanyarukiga*, il avait été de nouveau accusé de crimes qu'il n'avait pas commis. Sa déposition confirme par ailleurs qu'il avait été jugé plus d'une fois par les autorités pour sa participation aux crimes commis à la paroisse de Nyange. Les témoins CDL et BX3 aussi ont dit qu'ils avaient été condamnés plus d'une fois pour des crimes relatifs au génocide. Je ne peux donc pas souscrire CH12-0001(F)

l'espèce semblaient avoir eu pour intention de montrer du doigt des personnes précises qu'ils tenaient responsables de les avoir incités à commettre leurs propres actes criminels¹⁷²². Les motifs incitant à déformer ou à enjoliver les faits sont nombreux et je suis d'avis qu'une personne qui a été reconnue coupable de crimes beaucoup plus graves que le faux témoignage ne peut pas être présumée dire la vérité. En conséquence, lorsqu'un génocidaire reconnu coupable dépose dans un procès, que ce soit à charge ou à décharge, la crédibilité de l'intéressé doit faire l'objet d'un examen particulièrement minutieux et je préfère ne faire fond sur une telle déposition que lorsque celle-ci est corroborée, à moins qu'une raison impérieuse impose de s'y appuyer sans corroboration¹⁷²³.

70. Je ne puis souscrire non plus à la conclusion de la majorité selon laquelle, « dans l'ensemble, la déposition de ce témoin est fiable et crédible »¹⁷²⁴. Le témoin ND6 était un auteur de crimes de second plan, complice de Télesphore Ndungutse, et la déposition de l'intéressé a porté presque exclusivement sur le rôle de ce dernier dans les attaques et sur ce que le témoin avait appris de celui-ci. Hormis le témoin CDL et Fulgence Kayishema, il n'a mentionné aucun autre auteur ou dirigeant important¹⁷²⁵, mais, lorsqu'il a parlé des deux hommes en question, il n'a pas dit qu'il les croyait responsables des attaques. Je trouve aussi troublant le témoignage de ND6 selon lequel il n'avait pas vu de conseillers de secteur ou de bourgmestres adjoints à la paroisse de Nyange ni le 15 ni le 16 avril 1994. Même si le procès ne porte essentiellement que sur les activités de Ndahimana, il a été amplement démontré que des personnes occupant de tels postes avaient participé aux attaques contre la paroisse de Nyange¹⁷²⁶. Le témoin a aussi dit à la barre que les policiers communaux n'étaient arrivés sur les lieux du crime qu'après les tueries du 15 avril et que les intéressés avaient été « étonnés » de voir cette « scène horrible »¹⁷²⁷. Comme j'y reviendrai de façon plus détaillée ci-dessous¹⁷²⁸, je tiens pour établi qu'au moins neuf policiers communaux étaient présents à la paroisse lors des attaques du 15 avril et que les intéressés ont participé aux attaques ; je ne peux par conséquent ajouter foi au témoignage de ND6 sur ce point. Je relève que les conseillers de secteur, les bourgmestres adjoints et les policiers communaux étaient tous, selon les allégations du Procureur, sous le contrôle effectif du bourgmestre en avril 1994. Ce témoignage en particulier semble donc avoir été taillé sur mesure à dessein pour exonérer l'accusé d'une

à la thèse selon laquelle une fois qu'un génocidaire a purgé sa peine, il n'a plus rien à craindre ou à attendre des autorités rwandaises ou de sa propre communauté.

¹⁷²² Par exemple, les témoins ND6 et Ndungutse ainsi que les témoins ND24 et Fulgence Kayishema.

¹⁷²³ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 40 et 41 (huis clos).

¹⁷²⁴ Jugement, par. 507.

¹⁷²⁵ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 18 à 21.

¹⁷²⁶ Voir, par exemple, les comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 13 (huis clos), p. 22 à 24, du 19 novembre 2010 (témoin CDL), p. 18 et 19 (Le témoignage porte sur le rôle des bourgmestres adjoints Gilbert Rugwizangoga Kanani et Védaste Murangwabugabo (alias « Mupende »)), du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 42 et 43, du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 29 et 30 (Le témoin a affirmé que Murangwabugabo avait participé à la planification du 16 avril 1994), du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 66 et 67, 68 et 69 (Le témoin avait vu Murangwabugabo participer à l'attaque du 16 avril 1994), du 7 septembre 2010 (témoin CBT), p. 44 et 45, 49 et 50 (Le témoin a affirmé que le conseiller Jean Marie Vianney Habarugira avait participé à l'attaque du 15 avril 1994), du 9 novembre 2010 (témoin CBK), p. 61 à 63 (Le témoin a affirmé que [Habarugira] avait participé à la réunion tenue au presbytère dans la soirée du 15 avril 1994), du 13 septembre 2010 (témoin CBN), p. 26 à 28 (Le témoin a affirmé que Habarugira avait participé à l'attaque du 15 avril 1994), du 6 septembre 2010 (témoin YAU), p. 26 à 29, du 15 septembre 2010 (témoin YAU), p. 40 à 42 (Le témoin a affirmé que [Habarugira] avait rencontré d'autres parties à l'entreprise criminelle commune le 15 avril 1994 et avait participé aux tueries ce jour-là), et du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 18 à 20 (Le témoin a affirmé avoir vu le conseiller Laurent Sindabyemera participer à la réunion des parties à l'entreprise criminelle commune dans la soirée du 15 avril 1994).

¹⁷²⁷ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 36 et 37 à 49.

¹⁷²⁸ Voir par. 211 ci-dessous.

éventuelle responsabilité au titre du paragraphe 3 de l'article 6 du Statut, ce qui jette un doute sur la déposition du témoin relative à la responsabilité de Ndahimana au titre du paragraphe 1 de l'article 6 du Statut.

71. Il importe aussi de souligner que le témoin ND6 a insisté sur le fait qu'aucune réunion n'avait eu lieu à la CODECOKI avant les attaques du 15 avril et qu'aucune réunion des autorités communales n'avait eu lieu le 15 avril nulle part à l'église de Nyange ou dans les environs de celle-ci. Il a soutenu que, si une telle réunion avait eu lieu, Ndungutse en aurait informé les assaillants, y compris le témoin¹⁷²⁹. Je suis préoccupée par la certitude dont fait montre le témoin sur ce point et ne trouve pas convaincants les motifs qu'il avance pour justifier cette certitude. Le témoin a aussi dit à la barre que, le 15 avril, il avait entendu Ndungutse dire au témoin CDL : « Notre responsable [Ndahimana] nous a oubliés, nous a abandonnés ; où est-ce qu'il se trouve ? »¹⁷³⁰ ; mais le témoin CDL n'a pas parlé de cette conversation lors de sa propre déposition. Au vu de tout ce qui précède, j'ai d'importantes réserves sur la crédibilité générale du témoin ND6.

72. Je fais aussi observer que, vu le nombre de personnes qui se trouvaient à la paroisse de Nyange le 15 avril, le fait que le seul ND6 n'ait pas vu Ndahimana à la paroisse ne signifie pas que ce dernier ne s'y trouvait pas. La même analyse vaut pour les témoins ND7, ND11 et ND12, qui étaient des réfugiés à la paroisse et n'étaient pas des complices, mais qui ont affirmé n'avoir pas vu Ndahimana à la paroisse le 15 avril.

73. ND7 aussi a indiqué au procès qu'elle pouvait voir l'église et le clocher de l'endroit où elle se trouvait au presbytère. Ayant participé à un transport sur les lieux, je ne crois pas que cela ait été possible.

74. Je suis préoccupée par l'insistance du témoin ND11 sur le fait qu'aucune réunion n'avait eu lieu à la paroisse ce jour-là et que, si une réunion y avait eu lieu, il l'aurait vue¹⁷³¹. Le témoin, un réfugié, a expliqué qu'il avait commencé la journée du 15 avril à l'intérieur de l'église et que, lorsque les assaillants étaient arrivés, il était sorti pour leur lancer des pierres. Il s'était par la suite replié à l'intérieur de l'église. À la question de savoir ce qu'il pouvait voir de l'intérieur de l'église ce jour-là, le témoin a répondu que les réfugiés pouvaient voir ce qui se passait à l'extérieur parce qu'il s'était rendu dans le clocher, d'où on pouvait avoir une vue d'ensemble de la zone. Cependant, à la question de savoir combien de temps il était resté dans le clocher, le témoin a répondu : « On ne peut pas ... On ne pouvait pas y aller et rester longtemps : on pouvait s'y rendre pendant deux minutes ... »¹⁷³². Je relève aussi que le témoin a indiqué ne pouvoir dire si le père Seromba était ou non à la paroisse les 14 et 15 avril¹⁷³³, alors que la grande majorité des témoins ont dit que Seromba était présent et qu'aucun témoin n'a dit que ce dernier n'était pas présent. Sachant que le témoin avait passé la majeure partie de la journée caché à l'intérieur de l'église avec plus de 1 000 autres réfugiés et qu'il n'avait passé que de courtes périodes dans le clocher, je trouve douteuse son affirmation selon laquelle il aurait remarqué la tenue d'une réunion si celle-ci avait eu lieu. Je me pose aussi des questions sur les raisons qui l'ont poussé à faire pareille affirmation.

¹⁷²⁹ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 17 et 18.

¹⁷³⁰ Ibid. p. 19, 31 et 32, 38. L'église de Nyange se trouvait à 10 minutes de marche du bureau communal.

¹⁷³¹ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 41 et 42.

¹⁷³² Ibid., p. 61 et 62, 76.

¹⁷³³ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 53 (huis clos).

75. Le témoin ND12 a dit à l'audience que Ndahimana lui avait sauvé la vie la nuit du 15 avril : il avait donc des raisons de vouloir innocenter l'accusé. Par ailleurs, il a dit que, lorsqu'il avait vu Ndahimana plus tard cette nuit-là chez l'intéressé, celui-ci lui avait demandé quelle était la situation à l'église¹⁷³⁴. La Défense elle-même reconnaît que Ndahimana était allé à la paroisse ce soir-là¹⁷³⁵. En conséquence, soit Ndahimana a caché au témoin ce qu'il savait des événements qui s'étaient produits à la paroisse le 15 avril soit le témoin n'a pas dit au procès la vérité sur leur discussion. Enfin, je fais observer que les témoins ND11 et ND12 s'étaient enfuis de l'église le 15 avril 1994¹⁷³⁶. Le témoin ND11 a expliqué qu'ils étaient voisins à l'époque des faits et qu'ils le sont encore aujourd'hui. Ils se voyaient presque tous les jours et, pendant la « période de deuil », ils discutaient des événements de 1994. Ils ont en outre voyagé ensemble pour venir à Arusha, même s'ils n'ont pas été logés au même endroit¹⁷³⁷. En conséquence, je prends en compte la possibilité que les ND11 et ND12 aient pu avoir discuté avant leurs dépositions de questions se rapportant à leurs témoignages.

6.6 Conclusion sur les éléments de preuve à décharge relatifs au 15 avril 1994

76. Pour les motifs exposés ci-dessus, je crois que les éléments de preuve à décharge tendant à établir que Ndahimana n'est jamais allé à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994 pourraient être mis à mal par des éléments de preuve à charge plus probants.

6.7 Les éléments de preuve à charge

77. De nombreux témoins à charge ont conforté les témoignages à décharge selon lesquels Ndahimana avait assisté à des funérailles le 15 avril 1994. Ces témoins ont toutefois affirmé que l'accusé y avait assisté après être parti de la paroisse de Nyange vers 11 h 30 et 14 heures le 15 avril 1994¹⁷³⁸.

78. Au procès, neuf témoins à charge - CBK, CBY, CBS, CBT, CDK, CNJ, CBR, YAU et CBI - ont dit que Ndahimana se trouvait à la paroisse de Nyange le matin du 15 avril 1994. Tous les neuf témoins avaient fourni des déclarations avant la mise en accusation de Ndahimana par le Tribunal de céans. De ces témoins, seuls trois - CBR, CBI et CBT - avaient parlé dans ces premières déclarations de la présence de Ndahimana à la paroisse le matin du 15 avril 1994¹⁷³⁹. Quoique cela soit préoccupant, je ne crois pas que la non-mention par certains de ces témoins de la présence de Ndahimana dans leurs premières déclarations prive les dépositions des intéressés de fiabilité. Beaucoup de premières déclarations de témoins étaient vagues¹⁷⁴⁰, un certain nombre semblaient être principalement axées sur le rôle d'Athanase Seromba¹⁷⁴¹, tandis que d'autres portaient

¹⁷³⁴ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 43 à 45, 46 et 47, 58 et 59, 62 à 65.

¹⁷³⁵ Pièce de la Défense intitulée « *Defence Notice of Alibi* ».

¹⁷³⁶ Comptes rendus des audiences du 19 janvier 2011 (témoin ND12), p. 9 et 10, et du 18 janvier 2011 (témoin ND11), p. 43 à 45, 46 et 47, 58 et 59, 62 à 65.

¹⁷³⁷ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 66.

¹⁷³⁸ Voir, par exemple, les comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010 (témoin CBT), p. 43 et 44, du 8 septembre 2010 (témoin CBT), p. 5 et 6, 10 et 11, 14 et 15, du 9 novembre 2010 (témoin CDK), p. 21 et 22, du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 63 et 64, du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 28 et 29, et du 2 novembre 2010 (témoin CBR), p. 25.

¹⁷³⁹ Pièces à conviction D.32 (témoin CBR), D.25B (témoin CBI) et P.3 (témoin CBT).

¹⁷⁴⁰ Voir, par exemple, les pièces à conviction D.16B (témoin CBN), D.67 (témoin CBY) et D.15 (témoin CDZ).

¹⁷⁴¹ Voir, par exemple, les pièces à conviction D.25B (témoin CBI), D.30B (témoin CBI), D.40 (témoin CBK) et D.67 (témoin CBY).

essentiellement sur les dirigeants les plus visibles des attaques¹⁷⁴². Ce dernier point est important, parce qu'aucun témoin n'a prétendu que Ndahimana avait personnellement dirigé le groupe d'assaillants ce jour-là.

79. La majorité a conclu qu'« [u]n examen détaillé des dépositions à charge montre que les éléments de preuve ne sont pas concordants au sujet des deux réunions alléguées. D'abord, on ne sait pas clairement laquelle des deux réunions s'était tenue en premier ni laquelle avait déclenché l'attaque. Plus important encore : l'heure à laquelle les deux réunions s'étaient tenues par rapport au début de l'attaque ne ressort pas clairement des éléments de preuve »¹⁷⁴³. Je ne puis souscrire à cette conclusion de la majorité, pour les raisons que je vais expliciter à présent.

6.7.1 Réunion tenue tôt le matin et première attaque

80. Les témoins CBK, CBY et CBS ont tous dit à l'audience que, le 15 avril 1994, ils avaient vu Ndahimana à la paroisse de Nyange avant le début des attaques. Les témoins CBK et CBY avaient tous deux vu Ndahimana au presbytère en compagnie notamment de Fulgence Kayishema et de Gaspard Kanyarukiga. Les témoins CBK et CBY, qui étaient tous deux bien placés pour observer ce qui se passait au presbytère pendant les faits en cause, ont fait une description détaillée de ce qu'ils avaient vu et je ne vois pas pour quelle raison ils auraient menti ou exagéré. En outre, aucun des deux ne semblait particulièrement déterminé à mettre en cause l'accusé, aucun des deux n'ayant affirmé que celui-ci était présent à la paroisse de Nyange au moment des attaques perpétrées ce jour-là et aucun des deux n'ayant dit avoir entendu les discussions qui avaient eu lieu ce jour-là entre les parties à l'entreprise criminelle commune. J'émetts de plus grandes réserves sur le témoignage de CBS, lequel a dit avoir vu Ndahimana tôt le matin du 15 avril. Quand il avait été interrogé par les enquêteurs du TPIR en 1995, ceux-ci lui avait demandé de parler des activités du bourgmestre pendant l'attaque contre l'église. Il avait répondu avoir vu Ndahimana arriver à l'église dans un véhicule communal chaque jour, du lundi au jeudi. Ces jours-là, l'accusé avait parlé aux gendarmes et aux policiers communaux, mais le vendredi, le jour des tueries, CBS « ne [l'avait] pas vu »¹⁷⁴⁴. Le témoin avait dit de nouveau n'avoir pas vu le bourgmestre le jour de l'attaque dans une déclaration faite par la suite le 2 février 1996¹⁷⁴⁵. Au procès, il a expliqué que l'enquêteur avait mal transcrit ses déclarations¹⁷⁴⁶. Même s'il est très possible que les enquêteurs se soient trompés en recueillant les déclarations, je peux difficilement croire que les intéressés se soient trompés deux fois sur un même point important. En conséquence, je ne m'appuierai sur la déposition du témoin CBS que dans la mesure où celle-ci corrobore en partie les dépositions plus fiables des témoins CBK et CBY.

81. La majorité a conclu que « les dépositions des témoins à charge ne concord[aient] pas à propos de l'heure précise à laquelle la réunion s'était tenue, du lieu où elle s'était tenue, ou des conséquences qui en avaient résulté »¹⁷⁴⁷. Je ne puis être d'accord avec la majorité sur ce point. Je relève que le témoin CBK a indiqué à l'audience que la réunion avait eu lieu vers 9 heures, alors

¹⁷⁴² Voir, par exemple, les pièces à conviction D.56 (témoin CDK), D.44 (témoin CNJ), D.16B (témoin CBN) et D.67 (témoin CBY).

¹⁷⁴³ Jugement, par. 541.

¹⁷⁴⁴ Pièce à conviction D.3, p. 7 ; compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 50. J'en déduis que, lorsque le témoin parlait du lundi au jeudi, il voulait dire les dates du 11 au 14 avril 1994 et que, lorsqu'il a dit qu'il n'avait pas vu Ndahimana le « vendredi », il parlait du 15 avril 1994.

¹⁷⁴⁵ Pièce à conviction D.4.

¹⁷⁴⁶ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 50 et 51.

¹⁷⁴⁷ Jugement, par. 535.

que le témoin CBY a parlé d'une réunion tenue à 8 heures et que, si les deux témoins ont parlé de la présence de Fulgence Kayishema et Gaspard Kanyarukiga à cette réunion, ils n'étaient toutefois pas d'accord sur l'identité des autres participants. Je suis d'avis que de telles divergences sont normales, vu le temps qui s'est écoulé depuis la survenue des faits et le chaos qui régnait ce jour-là. En ce qui concerne le lieu de la réunion, CBK en a donné la version la plus précise. Il a dit à la barre que les intéressés s'étaient d'abord réunis dans la chambre de l'évêque située dans le bâtiment où résidaient les prêtres et qu'ils étaient ensuite descendus ensemble au secrétariat, situé dans le presbytère, où ils s'étaient adressés aux assaillants¹⁷⁴⁸. Le témoin CBY a été moins précis, affirmant seulement qu'il avait vu les hommes venir voir le « prêtre » au presbytère¹⁷⁴⁹. Le témoin CBS n'a pas dit avoir vu Ndahimana en réunion avec d'autres parties à l'entreprise criminelle commune, mais a dit avoir vu l'accusé peu de temps avant à la statue de la Vierge Marie¹⁷⁵⁰, située à moins de 200 mètres de l'église et du presbytère¹⁷⁵¹. Ces versions ne se contredisent en aucune manière.

82. Quant aux conséquences de la réunion, les trois témoins à charge ont tous dit à la barre que les assaillants hutus armés de pierres et/ou d'armes traditionnelles avaient attaqué les réfugiés peu après qu'ils eurent vu Ndahimana tôt ce matin-là¹⁷⁵². De ce fait, je ne puis souscrire à la conclusion de la majorité selon laquelle CNJ « [est le] seul témoin à avoir affirmé à l'audience que les gens jetaient déjà des pierres lorsque les autorités s'étaient réunies à la statue de la Vierge Marie »¹⁷⁵³ plus tard ce matin-là. En conclusion, sur la base des dépositions des témoins CBY et CBK, qui sont partiellement corroborées par celle du témoin CBS, je tiens pour prouvé que, le 15 avril 1994 vers 8 heures ou 9 heures, Ndahimana s'était réuni avec Fulgence Kayishema, Gaspard Kanyarukiga et d'autres personnes au presbytère. Même si aucun élément de preuve n'a été produit sur l'objet de la réunion, je pense que la seule conclusion raisonnable est que ces personnes ont débattu des attaques qui devaient être perpétrés ce jour-là.

6.7.2 Deuxième réunion et début de la deuxième série d'attaques

83. Selon les témoins CBT, CBI, CDK, CNJ, CBR et YAU, Ndahimana se trouvait à la paroisse entre 11 heures et 13 heures au début de la deuxième série d'attaques perpétrées ce jour-là, série au cours de laquelle les assaillants avaient utilisé des balles réelles, notamment des grenades, contre les réfugiés.

84. Dans sa première déclaration devant les enquêteurs du TPIR en 2000, le témoin YAU avait dit que la seule autorité qu'elle avait vue à la paroisse de Nyange le 15 avril était le conseiller Vianney¹⁷⁵⁴. Bien que cela soit préoccupant, je considère important qu'au procès *Seromba* elle ait mentionné la présence de Ndahimana à la paroisse de Nyange ce jour-là, même si aucune question

¹⁷⁴⁸ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 13 à 15.

¹⁷⁴⁹ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010 62 (témoin CBY), p. 61 et 62.

¹⁷⁵⁰ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 22 et 23.

¹⁷⁵¹ Même si le Greffe n'en a pas fait mention dans son rapport relatif au transport sur les lieux, je relève que mes collègues et moi nous étions officieusement mis d'accord pendant ce transport sur les lieux le fait que la statue de la Vierge Marie et la pharmacie de Kanyarukiga se trouvaient à moins de 200 mètres du bâtiment de l'église de Nyange.

¹⁷⁵² Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 16 et 17, du 9 novembre 2010 (témoin CBK), p. 61 et 62, du 10 novembre 2010 (témoin CBY), p. 37 et 38 (huis clos), et du 6 septembre 2010 (témoin CBS), p. 22 et 23.

¹⁷⁵³ Jugement, par. 542.

¹⁷⁵⁴ Pièce à conviction D.30B.

ne lui avait été précisément posée au sujet de l'accusé¹⁷⁵⁵. Enfin, sur la base de la chronologie des événements qu'elle a rapportés, je crois que YAU pouvait avoir vu Ndahimana avant d'aller se cacher au presbytère et je n'ai donc aucune raison de douter de son témoignage sur ce point. Les témoins CBT, CDK, CNJ et CBR sont des témoins complices. Je suis d'avis qu'aucun de ces témoins n'était fiable à un point tel que l'on puisse s'appuyer sur sa déposition en l'absence d'une corroboration. En même temps, je pense que chacun de ces témoins était suffisamment crédible pour que l'on puisse se fonder sur sa déposition si celle-ci est corroborée de façon adéquate, surtout qu'aucune allégation de collusion n'a été formulée à propos des intéressés. Je présume que la situation était chaotique à la paroisse le 15 avril et considère donc que les témoins complices étaient mieux placés que les autres témoins pour observer les attaques qu'ils avaient lancées à partir de la statue de la Vierge Marie, ces autres témoins étant soit des réfugiés soit des observateurs se trouvant dans les environs du presbytère¹⁷⁵⁶. Je partage plusieurs des préoccupations exprimées par la majorité à propos de la crédibilité de CBR en particulier¹⁷⁵⁷, mais je relève que, dans la première déclaration faite devant les enquêteurs du TPIR en 2000, ce témoin avait parlé de la présence de Ndahimana à la paroisse pendant les attaques¹⁷⁵⁸. Le témoin a par la suite fourni un certain nombre de déclarations aussi bien aux autorités judiciaires rwandaises qu'aux enquêteurs du TPIR et avait déposé dans les procès *Kanyarukiga* et *Seromba*. Son témoignage a été détaillé de sa première déclaration à sa déposition en l'espèce. En outre, sa déposition concorde dans l'ensemble avec celles des témoins CDK, CBT et CNJ, qui ont chacun fourni une description détaillée de l'attaque du 15 avril.

85. Les témoins CNJ, CDK et CBR ont tous dit à la barre que Ndahimana, Fulgence Kayishema, Kanyarukiga et Ndungutse s'étaient réunis vers 11 heures ou peu après dans le bâtiment de la CODECOKI ou à la statue de la Vierge Marie et qu'un réserviste de l'armée du nom de Rukara avait commencé à jeter des grenades sur les réfugiés immédiatement après, déclenchant ainsi une deuxième et plus importante attaque contre les réfugiés ce jour-là¹⁷⁵⁹. Le transport sur les lieux de la Chambre de première instance ayant permis de constater que le bâtiment de la CODECOKI se trouvait à quelques mètres de la statue, ces versions ne sont pas contradictoires. Il semblerait que CBT soit arrivé dans l'endroit peu après que Rukara eut commencé à lancer des grenades, à savoir après la réunion observée par CNJ, CDK et CBR, mais il a confirmé les témoignages de ces derniers s'agissant de la présence de Ndahimana quand la deuxième attaque avait commencé¹⁷⁶⁰. Le témoin CDL, un auteur de crime de premier plan, avait pris part à l'attaque le 15 avril et n'avait pas vu Ndahimana ce jour-là, mais a lui-même reconnu n'être arrivé qu'un

¹⁷⁵⁵ Pièce à conviction D.31, p. 17. Voir aussi la pièce à conviction D.31, p. 14 (Le témoin aussi a parlé de la présence de Ndahimana à la paroisse le 13 ou 14 avril 1994, même si aucune question concernant celui-ci ne lui avait été précisément posée).

¹⁷⁵⁶ Je ne souscris donc pas à l'avis émis par la majorité au paragraphe 555 du jugement selon lequel il importe de souligner que « d'autres témoins à charge, à savoir CBY, CDL, CBK, CBS et CBN, qui étaient tous présents lors de l'attaque, n'ont pas indiqué à l'audience que Ndahimana était présent ». Les témoins CBY et CBK, qui n'ont pas participé aux attaques, seraient restés au presbytère ou dans les environs ; les témoins CBS et CBN étaient des réfugiés. Le témoin CDL est arrivé sur les lieux plus tard ce jour-là. J'ai fait état plus haut de mes préoccupations concernant ces témoins à décharge, qui ont affirmé que Ndahimana n'était pas présent plus tôt.

¹⁷⁵⁷ Jugement, par. 459 et 460.

¹⁷⁵⁸ Pièce à conviction D.32.

¹⁷⁵⁹ Comptes rendus des audiences du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 55 à 58, 61 et 62, du 5 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 24 à 27 (huis clos), p. 33 et 34, du 8 novembre 2010 (témoin CDK), p. 35 à 37, du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 20 et 21, 56 et 57, et du 2 novembre 2010 (témoin CBR), p. 19 et 20.

¹⁷⁶⁰ Compte rendu de l'audience du 7 septembre 2010, p. 40 à 44.

certain temps après avoir entendu de loin des grenades exploser¹⁷⁶¹. Il est donc possible qu'il soit arrivé après le départ de Ndahimana.

86. Les témoins CBT, CDK, CNJ et CBR ont tous décrit de la même façon l'attaque qui avait suivi la réunion et ont tous dit que Ndahimana avait joué un rôle dans le déclenchement de l'attaque, même si leurs témoignages différaient sur certains détails. Par exemple, le témoin CBT a dit à l'audience avoir vu Ndahimana tirer en direction de l'église¹⁷⁶², alors que le témoin CNJ a affirmé que Ndahimana avait ordonné à la police d'ouvrir le feu sur l'église¹⁷⁶³. Même si ces divergences peuvent être attribuées au fait que les témoins se trouvaient dans des endroits différents, d'où ils observaient ce qui se passait, je ne suis convaincue, sur la base des dépositions des témoins CBT, CBI, CDK, CNJ, CBR et YAU prises ensemble, que du seul fait que le Procureur a prouvé au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana et les autres parties à l'entreprise criminelle commune s'étaient réunis immédiatement avant le début de la deuxième attaque et que l'accusé était présent, pas comme simple spectateur, au début de la deuxième attaque qui avait commencé entre 11 heures et midi le 15 avril. Par ailleurs, il ressort de la preuve que, contrairement au nombre limité d'assaillants présents à la paroisse de Nyange les 13 et 14 avril, ceux-ci étaient plusieurs milliers le 15 avril. J'en conclus que le Procureur a prouvé au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana avait participé à la planification des attaques, que l'accusé savait que des atrocités seraient commises ce jour-là et que les gendarmes affectés à l'église ne seraient pas capables de repousser l'assaut même s'ils l'avaient voulu.

6.7.3 Rôle des gendarmes le 15 avril

87. La majorité a conclu que « les témoins à décharge jettent un doute raisonnable sur le rôle des gendarmes lors des attaques à l'église de Nyange le 15 avril 1994 »¹⁷⁶⁴. Je ne puis être d'accord avec la majorité sur ce point. Je n'ai pas trouvé le témoin ND6 fiable. En outre, il ne pouvait pas avoir été témoin de chaque crime commis lors de l'attaque. Le témoin ND12 n'a pas dit lors de sa déposition que les gendarmes avaient repoussé les assaillants le 15 avril, mais plutôt qu'il ne les avait pas vus ce jour-là¹⁷⁶⁵. De plus, les éléments de preuve à charge n'excluent pas la possibilité que certains gendarmes aient pu venir en aide, de manière sélective, à des réfugiés, comme l'ont expliqué les témoins ND11 et ND7¹⁷⁶⁶. Bref, sur la base des dépositions des témoins CBK, CDL, CBS, CBI et CBN, je tiens pour établi que les gendarmes affectés à la paroisse de Nyange ont participé à l'attaque du 15 avril¹⁷⁶⁷.

¹⁷⁶¹ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 8 et 9.

¹⁷⁶² Comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010, p. 43 et 44, 49 et 50, et du 8 septembre 2010, p. 6 et 7, 12 et 13, 15 à 17, 20 et 21.

¹⁷⁶³ Comptes rendus des audiences du 4 novembre 2010, p. 65 et 66, et du 5 novembre 2010, p. 34 et 35.

¹⁷⁶⁴ Jugement, par. 791.

¹⁷⁶⁵ Compte rendu de l'audience du 19 janvier 2011, p. 7 à 10.

¹⁷⁶⁶ Comptes rendus des audiences du 18 janvier 2011 (témoin ND11), p. 41 à 44, 76 (Le témoin avait parlé à un gendarme qui lui avait « permis » de quitter l'église de Nyange vers minuit), et du 24 janvier 2011 (témoin ND7), p. 14 à 16, 34 et 35, 38 et 39 (Immédiatement après qu'elle et d'autres réfugiés furent entrés dans une pièce entre 15 heures et 16 heures, les gendarmes en avaient verrouillé la porte pour les mettre hors d'atteinte des assaillants).

¹⁷⁶⁷ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 13 à 17, 70 et 71, du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 15 et 16, du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 60 à 63, du 9 novembre 2010 (témoin CBY), p. 61 à 63, du 10 novembre 2010 (témoin CBY), p. 34 et 35, 37 à 41, du 7 septembre 2010 (témoin CBS), p. 8 à 11, 32, du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 42 à 45, et du 13 septembre 2010 (témoin CBN), p. 26 à 28.

6.7.4 Réunion tenue dans la soirée

88. Passant à présent à la réunion tenue dans la soirée du 15 avril 1994, je rappelle mon opinion selon laquelle le témoin à décharge Anicet Tumusenge a pu se tromper sur la chronologie des événements décrits par lui. Il en va de même pour le témoin ND24, que je n'ai pas trouvé particulièrement fiable. Les témoins CDJ¹⁷⁶⁸ et CBK¹⁷⁶⁹ ont tous deux dit à la barre que Ndahimana, Gaspard Kanyarukiga et Athanase Seromba s'étaient réunis ce soir-là au presbytère. Je considère CDJ comme étant particulièrement crédible et son témoignage est corroboré par celui de CBK. Comme le témoin CDJ avait pour habitude d'arriver à l'église tous les jours à une heure fixe, je considère son souvenir des heures plus précis que celui des autres témoins. Sur cette base, je conclus que Ndahimana, Athanase Seromba et Gaspard Kanyarukiga, notamment, se sont réunis au presbytère dans la soirée du 15 avril 1994. La majorité a conclu que le Procureur n'avait pas « prouvé au-delà de tout doute raisonnable que la seule explication raisonnable était que la réunion s'était tenue pour planifier de nouvelles attaques contre les Tutsis. La majorité fait observer qu'elle a conclu ailleurs dans le présent jugement que, dans la matinée du 16 avril 1994, une réunion s'était tenue pour planifier l'attaque lancée contre les Tutsis plus tard ce jour-là »¹⁷⁷⁰. Je ne puis être d'accord avec la majorité sur ce point. Tout en reconnaissant que les détails de la conversation ne sont pas connus, je crois que la seule explication raisonnable est que ces hommes ont discuté des attaques qui avaient été perpétrées à la paroisse ce jour-là et de la suite de l'offensive qui devait avoir lieu le lendemain. Je ne pense pas qu'une attaque de l'envergure et de l'ampleur de celle qui a eu lieu le 16 avril¹⁷⁷¹ aurait pu être planifiée au cours d'une seule réunion ponctuelle tenue dans la matinée du 16 avril.

7. 16 avril 1994 (le « 16 avril »)

7.1 L'alibi

89. Je suis d'accord avec la majorité pour dire que l'alibi de l'accusé concernant le 16 avril 1994 ne peut raisonnablement pas être plausible¹⁷⁷², mais je tiens à faire quelques observations supplémentaires. À l'appui de l'alibi, la Défense a cité à la barre les témoins ND17 et ND35, qui étaient ensemble le 16 avril 1994 à 5 heures au couvent des religieuses. Chacun d'eux a affirmé avoir vu l'accusé arriver à cette heure-là. Le témoin ND17 a aussi affirmé avoir vu Ndahimana quitter le couvent ce soir-là à 19 heures, alors que ND35 a seulement dit avoir appris que l'accusé avait quitté le couvent à ce moment-là. Le témoin ND35 a ajouté qu'il avait aussi appris que Ndahimana se cachait des *Interahamwe* de Kibilira au couvent. Le témoin BX3 a fourni une preuve par oui-dire au sujet du séjour de Ndahimana au couvent le 16 avril : Mama Yumani, une religieuse du couvent, avait dit à BX3 que Ndahimana y était ce jour-là. Le témoin n'a pas précisé à quel moment Mama Yumani lui avait communiqué cette information. Enfin, le témoin ND6 a dit à l'audience que, le 16 avril, il était à la paroisse de Nyange et avait entendu Ndungutse demander, en colère, où se trouvait le bourgmestre. Le témoin était ensuite allé voir chez Ndahimana pour savoir si celui-ci y était, mais ne l'y avait pas trouvé.

¹⁷⁶⁸ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 32 à 35.

¹⁷⁶⁹ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 18 à 20.

¹⁷⁷⁰ Jugement, par. 564 et 756.

¹⁷⁷¹ Le témoin à charge CBK et le témoin à décharge KR3 avaient tous deux eu l'impression que « tous les Hutus de la commune de Kivumu » étaient venus à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994. Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 20, et du 25 janvier 2011 (témoin KR3), p. 24 et 25.

¹⁷⁷² Jugement, par. 657.

90. Je relève que, même si les récits des deux témoins oculaires devaient être jugés dans l'ensemble crédibles, ils ne constitueraient pas pour autant un alibi parfait, ces témoins ayant en réalité vu Ndahimana entre 5 heures et 19 heures le 16 avril 1994. Cependant, l'alibi suscite des interrogations pour d'autres raisons aussi. Il est clair que ND17 et ND35 ont passé un temps considérable au couvent, au moins pendant la période en cause. Bien qu'aucune question ne leur ait été posée au procès au sujet de leurs relations, les deux témoins ont déposé le même jour en mai 2011, laissant entrevoir la possibilité qu'ils aient voyagé ensemble pour venir à Arusha et qu'ils aient discuté de leurs futures dépositions. En outre, leurs témoignages au sujet du 16 avril 1994 ont été dans l'ensemble très vagues, sauf à propos du moment où ils ont vu Ndahimana arriver au couvent et le moment où celui-ci en est reparti. Leurs récits étaient vagues à d'autres égards aussi. Par exemple, le témoin ND17 a fait une relation très vague des attaques perpétrées contre le couvent après le 16 avril 1994, attaques qui ont été repoussées par des gendarmes qu'il croyait avoir été affectés par Ndahimana à la protection du couvent. Alors qu'il se rappelait la date à laquelle Ndahimana était au couvent, il ne s'est pas souvenu des dates auxquelles le couvent avait été attaqué¹⁷⁷³. Le témoin ND35 n'a fait état ni de menace ni d'attaque contre le couvent.

91. Plus important encore : la Défense a produit peu d'éléments de preuve au soutien de son affirmation selon laquelle Ndahimana était sous le coup de menaces le 16 avril 1994. Le témoin ND6 a dit que Ndungutse, un enseignant dans une école locale, était fâché contre Ndahimana, au motif que celui-ci n'était pas venu à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994, alors que le témoin ND35 a dit avoir appris que Ndahimana fuyait les *Interahamwe* de Kibilira. Je ne dispose donc que de très peu d'éléments me permettant d'apprécier qui a précisément menacé Ndahimana, où exactement celui-ci a été menacé ou les circonstances qui ont mené aux menaces proférées contre lui. La Défense elle-même admet que Ndahimana s'est rendu à la paroisse de Nyange à son retour des funérailles le 15 avril 1994 à 20 heures ou 21 heures ce soir-là. Aucun des éléments de preuve du dossier ne donne à penser qu'une menace a été proférée contre Ndahimana entre ce moment-là et 5 heures le lendemain matin poussant l'intéressé à se cacher. Par ailleurs, je ne parviens pas à comprendre pourquoi Ndahimana se serait cru en danger le 16 avril et non le 15 ou le 17 avril 1994. Le témoin ND17 a dit à la barre qu'il était resté au couvent du 6 avril 1994 à son départ en juin 1994, laissant sa famille seule, parce qu'il craignait pour la sécurité des religieuses qui se trouvaient au couvent¹⁷⁷⁴. Quatre des six religieuses présentes au couvent étaient tutsies et, vu les attaques perpétrées contre la paroisse de Nyange les 13, 14 et 15 avril 1994, il était déjà clair que les assaillants ne considéraient pas que les établissements religieux étaient protégés. Je ne comprends donc pas pourquoi Ndahimana aurait choisi de se cacher au couvent, qui n'était pas un endroit particulièrement protégé et qui n'était situé qu'à un kilomètre de la paroisse de Nyange, où les *Interahamwe* de Kibilira et d'autres assaillants s'étaient rassemblés le 16 avril 1994. Enfin, je rappelle que la Défense ne conteste pas que Ndahimana a repris ses fonctions de bourgmestre le 17 avril 1994 et que l'accusé est resté en poste jusqu'à la chute du Gouvernement intérimaire fin juin ou début juillet 1994.

92. La déposition du témoin à décharge ND6 porte sur l'alibi. Le témoin a affirmé que, le 16 avril 1994, Ndugutse lui avait donné pour instruction de trouver Ndahimana et de l'amener à l'église. Le témoin s'était rendu chez Ndahimana, mais n'y avait pas trouvé celui-ci. J'ai traité de la crédibilité de ce témoin plus haut¹⁷⁷⁵ et je rappelle qu'il s'agit d'un témoin complice. Je voudrais

¹⁷⁷³ Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 10 et 11 (huis clos).

¹⁷⁷⁴ Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 20 et 21.

¹⁷⁷⁵ Voir par. 69 ci-dessus.

ajouter ici que je n'écarter pas totalement la possibilité qu'il ait pu y avoir des frictions entre Ndahimana et Ndungutse¹⁷⁷⁶, mais, comme j'y reviendrai de façon plus détaillée ci-dessous, je suis convaincue que Ndahimana exerçait une certaine autorité sur Ndungutse¹⁷⁷⁷. Enfin, comme j'y reviendrai ci-dessous, l'affirmation du témoin selon laquelle il serait parti à la recherche de Ndahimana est non seulement non corroborée, mais est totalement en contradiction avec des dépositions plus étayées de témoins à charge.

93. En conclusion, au vu des éléments de preuve versés au dossier, je ne peux pas conclure que Ndahimana a pu se cacher au couvent le 16 avril 1994 parce qu'il ne voulait pas participer aux attaques qui devaient être perpétrées ce jour-là contre la paroisse de Nyange ou parce qu'il était sous la menace de personnes mécontentes de sa présumée opposition aux attaques. En conséquence, je souscris à l'avis de la majorité selon lequel l'alibi de Ndahimana pour le 16 avril 1994 ne peut raisonnablement pas être plausible et vais à présent passer à l'examen des éléments de preuve à charge.

7.2 Première réunion tenue le 16 avril et tirs contre le bâtiment de l'église

94. Les témoins à charge CDL et CBR ont tous deux fourni des récits détaillés de l'attaque contre la paroisse le 16 avril 1994 et du rôle joué par Ndahimana dans les attaques. Tous deux ont affirmé que, à leur arrivée à la paroisse tôt le matin, Ndahimana s'y trouvait déjà et était en réunion avec d'autres parties présumées à l'entreprise criminelle commune. Après cette réunion, Ndahimana avait tiré sur les réfugiés qui se trouvaient à l'intérieur de l'église, donnant ainsi le signal du lancement de l'attaque.

95. Le témoin à décharge ND21, épouse du témoin à charge CBR, a affirmé lors de sa déposition que CBR avait été blessé le 15 avril 1994, que l'intéressé était resté une semaine à la maison et qu'il ne pouvait donc pas avoir participé à l'attaque contre la paroisse de Nyange le 16 avril 1994. Selon le témoin, lorsque son mari était arrivé à la maison blessé au front vers 21 heures le 15 avril 1994¹⁷⁷⁸, « [i]l a[vait] dit qu'il avait reçu un coup de pierre. Apparemment, il s'agissait de deux camps qui se lançaient mutuellement des pierres »¹⁷⁷⁹. Sur la base de cette information, je conclus que le témoin ND21 voulait dire que le témoin CBR avait été blessé dans les attaques perpétrées contre la paroisse de Nyange le 15 avril 1994. Je suis d'avis que l'épisode au cours duquel les assaillants hutus et les réfugiés tutsis s'étaient jeté des pierres s'était terminé aux environs de 11 heures ce matin-là, lorsque « Rukara » avait commencé à lancer des grenades sur les réfugiés et que ceux-ci s'étaient repliés dans l'église¹⁷⁸⁰. Si le témoin CBR avait été aussi grièvement blessé dans le jet de pierres qui avait eu lieu avant 11 heures, on ne voit pas pourquoi il n'était retourné à la maison qu'à 21 heures et pourquoi il n'avait pas montré de symptômes jusqu'à minuit. Plus important encore : le témoin CBR avait fait une déclaration devant les enquêteurs du TPIR en janvier 2000¹⁷⁸¹. Dans ladite déclaration, dans laquelle le témoin semble avoir été principalement invité à parler du rôle d'Athanase Scromba, et dans une deuxième déclaration datée du 9 octobre 2001¹⁷⁸², qui portait plus particulièrement sur Kanyarukiga, le témoin avait dit avoir

¹⁷⁷⁶ Pièce à conviction D.110B.

¹⁷⁷⁷ Voir par. 180 ci-dessous.

¹⁷⁷⁸ Compte rendu de l'audience du 14 février 2011, p. 21 à 24.

¹⁷⁷⁹ Ibid., p. 48.

¹⁷⁸⁰ Voir par. 85 ci-dessus.

¹⁷⁸¹ Pièce à conviction D.32.

¹⁷⁸² Pièce à conviction D.33.

été à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994 et avait décrit la participation de Ndahimana d'une façon qui concorde avec sa déposition en l'espèce. Enfin, dans un plaidoyer de culpabilité daté du 26 janvier 2001, le témoin avait avoué avoir participé aux crimes commis à la paroisse de Nyange pendant trois jours en 1994, y compris le 16 avril 1994¹⁷⁸³. Je trouve peu probable qu'une personne puisse constamment et librement avouer avoir participé à des crimes auxquels en réalité il n'avait pas pris part. Je ne peux donc pas ajouter foi au témoignage de ND21 selon lequel CBR n'était pas à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994. Plus généralement, la version que donne le témoin CBR de la participation de Ndahimana aux événements du 16 avril 1994 est constante depuis 2000, c'est-à-dire avant la mise en accusation de Ndahimana par le Tribunal de céans. En conséquence, malgré de sérieuses réserves concernant la moralité de CBR, je crois pouvoir faire fond sur le témoignage de l'intéressé dans certains cas et lorsque ce témoignage est corroboré.

96. Le témoin CDL a avoué avoir été l'un de ceux qui avaient perpétré les attaques du 16 avril 1994. Il a aussi été désigné par d'autres témoins comme l'un des meneurs de l'attaque ce jour-là¹⁷⁸⁴. Je tiens donc compte de la possibilité que le récit du témoin ait été arrangé pour minimiser le rôle joué par lui dans les attaques perpétrées ce jour-là. Cependant, je garde aussi à l'esprit que, du fait de son rôle de meneur dans l'attaque, il avait pu être particulièrement bien placé pour connaître le rôle de chaque participant dans les événements à mesure que ceux-ci se déroulaient. Le témoin avait d'abord désigné Ndahimana comme étant un de ceux qui dirigeaient les attaques contre la paroisse de Nyange en général, dans des aveux extrêmement détaillés qu'il a faits au parquet général de Kibuye le 16 avril 1999¹⁷⁸⁵. Dans ces aveux, il avait décrit la présence de Ndahimana et le rôle de celui-ci à la paroisse de Nyange d'une manière qui concorde avec sa déposition en l'espèce¹⁷⁸⁶. Dans les mêmes aveux, le témoin avait aussi fait remarquer qu'il n'était pas en bons termes avec Ndahimana. Au procès, il a expliqué que leurs désaccords étaient politiques plutôt que personnels¹⁷⁸⁷. Même si cela pourrait constituer chez lui un mobile le poussant à exagérer la culpabilité de Ndahimana, je rappelle que le témoin a affirmé à l'audience n'avoir pas vu Ndahimana à la paroisse de Nyange le 15 avril 1994¹⁷⁸⁸, et que, par conséquent, il ne semblait pas avoir eu la détermination de mettre en cause Ndahimana dans chacune des atrocités commises à la paroisse de Nyange. Néanmoins, je ne m'appuierai sur la déposition de ce témoin que si celle-ci est corroborée.

97. Je suis convaincue que les dépositions des témoins CBR et CDL tendent à concorder sur la présence de Ndahimana et d'autres parties à l'entreprise criminelle commune à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994. Toutefois, le témoin CDL a dit à la barre que Ndahimana n'avait tiré qu'un seul coup de feu pour donner le signal du commencement de l'attaque, après quoi la police communale avait continué à tirer¹⁷⁸⁹; quant à CBR, s'il a lui aussi dit que Ndahimana avait tiré les premiers coups de feu, son témoignage semble indiquer que Ndahimana avait continué à tirer avec les autres assaillants¹⁷⁹⁰. Mes réserves au sujet de la crédibilité de ces deux témoins sont telles que, même lorsque leurs dépositions concordent tout à fait sur un point, je préfère que celles-ci soient de

¹⁷⁸³ Pièce à conviction D.34.

¹⁷⁸⁴ Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 20 à 22, du 27 janvier 2011 (témoin ND6), p. 18 à 20, 31 et 32, 38, et du 20 avril 2011 (témoin ND22), p. 10 et 11.

¹⁷⁸⁵ Pièce à conviction D.77, p. 7.

¹⁷⁸⁶ Ibid., p. 11 et 12.

¹⁷⁸⁷ Comptes rendus des audiences du 18 novembre 2010, p. 30 à 33 (huis clos), et du 19 novembre 2010, p. 24 et 25.

¹⁷⁸⁸ Pièce à conviction D.77, p. 11.

¹⁷⁸⁹ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 20 et 21.

¹⁷⁹⁰ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 29 et 30.

plus confirmées par d'autres dépositions. Je ne suis donc pas convaincue que le Procureur a prouvé au-delà de tout doute raisonnable les allégations énoncées au paragraphe 29 de l'acte d'accusation.

7.3 Deuxième réunion tenue le 16 avril et décision de détruire l'église de Nyange

98. La majorité a conclu que « le Procureur n'a[vait] pas prouvé au-delà de tout doute raisonnable que la responsabilité de l'accusé était engagée pour ce qui est des accusations énoncées au paragraphe 30 de l'acte d'accusation »¹⁷⁹¹. Je ne puis être d'accord avec elle sur ce point. Les témoins CDL et CBR ont tous deux dit à l'audience que, après la cessation des tirs, l'accusé et les autres autorités s'étaient de nouveau réunis pour discuter de la façon de démolir l'église. Le témoin CBR a affirmé que la discussion avait eu lieu près du presbytère¹⁷⁹², alors que CDL a dit que la réunion avait commencé dans la pharmacie de Kanyarukiga et que les autorités, dont Ndahimana, s'étaient ensuite rendues à l'église rencontrer le père Seromba qui se tenait debout devant le secrétariat du presbytère¹⁷⁹³. Comme indiqué plus haut, la statue de la Vierge Marie, le bâtiment de la CODECOKI et la pharmacie de Kanyarukiga se trouvaient à moins de 200 mètres des bâtiments de l'église de Nyange et du presbytère. Je ne considère donc pas que ces récits soient inconciliables. Les témoins CBK, CBY et CNJ ont aussi affirmé à la barre que Ndahimana avait participé à une réunion au presbytère avec d'autres parties à l'entreprise criminelle commune alléguée pour discuter de la destruction de l'église¹⁷⁹⁴.

99. Le témoin CBK avait vu Ndahimana, Kayishema, Ndungutse et Seromba en réunion au presbytère. Il avait surpris Seromba en train de demander ce qu'il fallait faire après l'échec des tentatives de tuer les réfugiés, et Ndahimana et Kayishema répondant que le meurtre des intellectuels tutsis constituait une priorité, après quoi le groupe avait immédiatement décidé de détruire l'église¹⁷⁹⁵. Je relève que ce témoin a parlé d'un certain nombre de réunions entre les parties à l'entreprise criminelle commune tenues du 12 au 16 avril, mais que, en général, il a dit n'avoir pas entendu ce qui s'y discutait. Compte tenu de cet élément et de l'endroit où se trouvait le témoin lorsque les discussions avaient lieu, je conclus que la version de cette discussion qu'a fournie l'intéressé est crédible.

100. Le témoin CBR avait entendu Kanyarukiga dire : « Il faut démolir cette église car en trois jours nous serons en mesure de la reconstruire ». Ndahimana se tenait debout près de Kanyarukiga lorsque celui-ci tenait ces propos¹⁷⁹⁶. Le témoin CDL a dit à l'audience que Ndahimana avait parlé au père Seromba et que ce dernier avait approuvé la décision de détruire l'église¹⁷⁹⁷. En conséquence, les témoignages à charge de CDL et de CBR selon lesquels Ndahimana avait activement participé à la décision de détruire l'église sont corroborés par le témoin à charge CBK. Comme j'y reviendrai de façon plus détaillée ci-dessous, ce témoignage concorde avec ceux fournis par d'autres témoins à charge, qui avaient eux aussi vu et entendu Ndahimana prodiguer des conseils tactiques, des encouragements et du réconfort aux assaillants.

¹⁷⁹¹ Jugement, par. 677.

¹⁷⁹² Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 30 et 31.

¹⁷⁹³ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 20 à 22, et du 19 novembre 2010, p. 18 à 20.

¹⁷⁹⁴ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 18 à 20, du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 19 à 22, 27 et 28, du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 66 à 69, du 10 novembre 2010 (témoin CNT), p. 56 à 60, du 11 novembre 2010 (témoin CNT), p. 1 à 4, et du 9 novembre 2010 (témoin CBY), p. 62 à 64.

¹⁷⁹⁵ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 19 et 20, 27 et 28 ; pièce à conviction P.8 (1).

¹⁷⁹⁶ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 30 et 31.

¹⁷⁹⁷ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 22 et 23, et du 19 novembre 2010, p. 19 et 20.

101. En conclusion, je suis convaincue que le Procureur a établi au-delà de tout doute raisonnable que, le 16 avril 1994, Ndahimana et les autres parties à l'entreprise criminelle commune s'étaient réunis et avaient décidé d'un commun accord de tuer tous les réfugiés tutsis qui se trouvaient dans l'église de Nyange en détruisant celle-ci¹⁷⁹⁸.

7.4 Participation de Ndahimana à l'attaque

102. La majorité a dit qu'elle « conclu[ait] que le Procureur a[vait] prouvé au-delà de tout doute raisonnable le seul fait que l'accusé était présent lors de l'attaque de l'église de Nyange. Il n'a pas prouvé que Ndahimana avait incité les assaillants à tuer les Tutsis ou avait supervisé l'attaque contre la paroisse de Nyange »¹⁷⁹⁹. Je ne puis être d'accord avec la majorité sur ce point.

103. Le témoin CBK a dit au procès que l'un des conducteurs des bulldozers manifestait de la réticence à attaquer l'église et avait à deux reprises demandé à Kayishema, Seromba et Ndahimana si ceux-ci voulaient vraiment qu'il détruise l'église. Seromba avait répondu : « Oui, il faut la démolir, les Hutus sont nombreux, ils vont en construire une autre »¹⁸⁰⁰. Le témoin CNJ a dit à l'audience que, après que les parties à l'entreprise criminelle commune eurent rencontré le père Seromba, il avait entendu Ndahimana dire : « [O]n peut y aller » ; après quoi Kayishema avait dit au conducteur du bulldozer : « Maintenant, tu peu[x] y aller ». En outre, chaque fois que le bulldozer démolissait un mur et que les assaillants se ruaient dans l'église pour tuer les réfugiés qui avaient survécu aux débris qui tombaient, Ndahimana choisissait le moment d'ordonner aux assaillants de quitter l'église pour que le bulldozer puisse attaquer un autre mur sans faire de mal aux assaillants¹⁸⁰¹. Le témoin CNT a dit à la barre que Ndahimana avait ordonné aux assaillants de s'assurer qu'aucun réfugié ne s'échappe de l'église pendant qu'ils détruisaient celle-ci¹⁸⁰². Le témoin CDL a affirmé que, lorsque les réfugiés avaient commencé à jeter des pierres sur les conducteurs des bulldozers, Ndahimana et Seromba avaient fourni à ceux-ci du matériel de protection¹⁸⁰³. Le témoin CNJ a indiqué que, lorsque le bourgmestre adjoint Védaste Murangwabugabo avait suggéré de faire un trou dans la façade de l'église pour permettre aux assaillants d'entrer dans celle-ci, Ndahimana s'y était opposé en soutenant que si la brèche était trop petite les réfugiés pourraient attaquer les assaillants lorsque ces derniers pénétreraient dans l'église. Immédiatement après, les autorités avaient commencé à discuter de la destruction de l'ensemble de l'édifice de l'église¹⁸⁰⁴. Le témoin CDL aussi a affirmé que, à une heure qu'il n'a pas précisée, un groupe de personnes étaient arrivées à la paroisse pour dire à Ndahimana qu'une « attaque » avait commencé dans le secteur de Gasave. Ndahimana avait ordonné à ceux qui avaient donné l'information d'aller aider les assaillants à Gasave¹⁸⁰⁵.

104. Enfin, les témoins CDL, CNT, CNJ et CBK ont tous affirmé au procès avoir vu Ndahimana à la paroisse de Nyange pendant que l'église était démolie¹⁸⁰⁶, tandis que le témoin CBT avait

¹⁷⁹⁸ Acte d'accusation, par. 30.

¹⁷⁹⁹ Jugement, par. 689.

¹⁸⁰⁰ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 22.

¹⁸⁰¹ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 68 et 69.

¹⁸⁰² Comptes rendus des audiences du 10 novembre 2010, p. 56 à 60, et du 11 novembre 2010, p. 1 et 2.

¹⁸⁰³ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 26.

¹⁸⁰⁴ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 66 à 69.

¹⁸⁰⁵ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 25 et 26.

¹⁸⁰⁶ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 26, du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 20 à 22, du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 68 et 69, du 10 novembre 2010, p. 56 à 60, et du 11 novembre 2010 (témoin CNT), p. 1 à 4.

appris que Ndahimana était à la paroisse le 16 avril 1994¹⁸⁰⁷. Sachant que le témoignage de CBT était une preuve par ouï-dire, je n'y ferai fond que s'il est corroboré de façon adéquate par une preuve plus directe. Que Ndahimana ait été présent pendant toute la journée ou simplement pendant les moments importants de la journée importe peu.

105. Je fais de nouveau observer que, même si je partage bon nombre des préoccupations de la majorité concernant la crédibilité individuelle des témoins à charge complices, à l'exception du témoin CNT¹⁸⁰⁸, et que je suis d'avis qu'aucun de ces témoins n'était fiable au point de pouvoir s'appuyer sur un témoignage sans corroboration de celui-ci, je crois que chacun de ces témoins a été suffisamment crédible pour que l'on s'appuie sur son témoignage dans le cas où celui-ci se trouve corroboré de façon adéquate.

106. Je fais observer que les dépositions des témoins à charge ne sont pas concordantes sur les détails précis de la participation de Ndahimana à l'attaque. Cependant, je rappelle qu'il n'est pas besoin que les récits des témoins soient identiques en tous points pour qu'il y ait corroboration, attendu que « [t]out témoin expose ce qu'il a vu du point de vue qui était le sien au moment des faits ou conformément à sa propre perception des événements qu'on lui a rapportés »¹⁸⁰⁹. Des différences peuvent aussi s'expliquer raisonnablement par les différents points à partir desquels les témoins ont observé l'attaque, par leur connaissance respective de la participation de certains assaillants en particulier et par le temps écoulé¹⁸¹⁰. Vu le temps considérable qui s'est écoulé entre les faits en cause et les dépositions des témoins, le grand nombre d'assaillants et de réfugiés qui se trouvaient à l'église le 16 avril 1994 ainsi que le chaos qui devait entourer un massacre de l'ampleur de celui décrit par les témoins, le fait qu'il n'y ait pas deux témoins qui aient entendu ou vu Ndahimana participer exactement de la même façon ne me préoccupe pas. Je fais fond plutôt sur le fait que tous les témoins ont décrit la façon dont Ndahimana avait participé activement à la destruction de l'église et sur le fait qu'aucun témoin n'a affirmé que les autres coauteurs s'étaient opposés à la démarche de Ndahimana, aux directives de l'intéressé, ou à la forme de participation pronée par lui. Par ailleurs, les descriptions de la participation de Ndahimana par les témoins concordent dans l'ensemble. En outre, aucun témoin n'a dit avoir vu Ndahimana tuer personnellement un civil tutsi ou diriger un groupe d'assaillants en particulier. L'accusé semble

¹⁸⁰⁷ Compte rendu de l'audience du 8 septembre 2010, p. 3 à 5.

¹⁸⁰⁸ Je ne puis souscrire à l'appréciation faite par la majorité de la crédibilité du témoin CNT au paragraphe 644 du jugement. Premièrement, je ne suis pas d'accord que la déposition du témoin ne contenait pas suffisamment de détails pour qu'on puisse s'y fonder. Le témoin a fourni des détails au sujet des chauffeurs et des véhicules qui avaient amené les assaillants à la paroisse. Il a décrit l'attaque de manière conforme à son statut d'auteur de second plan. Il a aussi expliqué avec précision l'endroit où se trouvait Ndahimana par rapport à Kayishema et Seromba le 16 avril et donné les noms des victimes tutsies de l'attaque perpétrée ce jour-là. Plus important encore : je ne partage pas l'avis selon lequel la déposition du témoin au procès sur la position de l'accusé ne concorde pas avec sa déclaration de 2003 et les témoignages des autres témoins. Dans la pièce à conviction D.70, sa déclaration de 2003, le témoin a dit : « J'ai vu KAYISHEMA, SEROMBA, NDAHIMANA qui assistaient à la destruction de l'Église de Nyange en se tenant debout devant celle-ci, face à la porte centrale ». Au procès (compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 4 à 6), le témoin a affirmé avoir vu les trois hommes à cinq mètres de l'entrée principale au moment de la démolition de l'église. De mon point de vue, le témoin était certes plus précis au procès que dans sa première déclaration, mais il ne s'est pas contredit. Enfin, je considère que la conclusion de la majorité selon laquelle « [s]a déclaration a pu être influencée par le désir de voir condamnées les autorités de Kivumu pour les tueries commises à l'église de Nyange, dans un souci de rejeter sur autrui ou de partager avec autrui la responsabilité découlant de sa propre condamnation » relève de la conjecture. Je souscris néanmoins à l'avis selon lequel, puisqu'il s'agit d'un témoin complice, le témoignage de l'intéressé doit être examiné avec circonspection.

¹⁸⁰⁹ Arrêt *Nahimana et consorts*, par. 428.

¹⁸¹⁰ Arrêt *Munyakazi*, par. 107.

plutôt s'être appliqué à fournir aux assaillants un appui tactique et des conseils. En conséquence, je conclus que le Procureur a établi au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana avait activement participé aux meurtres commis à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994 et en particulier que l'intéressé avait incité les assaillants à les commettre et avait supervisé les attaques.

7.5 Boissons prises au presbytère

107. La majorité a jugé que « le Procureur a[vait] prouvé au-delà de tout doute raisonnable que l'accusé avait partagé un verre avec Kanyarukiga, Seromba et peut-être d'autres personnes après les tueries du 16 avril 1994. Toutefois, les éléments de preuve présentés n'ont pas établi au-delà de tout doute raisonnable les motifs pour lesquels les intéressés partageaient un verre »¹⁸¹¹.

108. Les témoins CBY, CDJ et CBK ont tous dit à l'audience que Ndahimana et d'autres parties présumées à l'entreprise criminelle commune avaient pris un verre au presbytère après la destruction de l'église¹⁸¹².

109. Le témoin CBK a dit à la barre que, après la destruction de l'église, Ndahimana, le père Seromba, Kayishema, Kanyarukiga, Christophe Mbakilirehe, le conseiller Dabama Nsidabyamere, Kanamugire, le colonel Nzaphakumunsi et d'autres personnes s'étaient réunis au presbytère et avaient bu du vin et de la bière. Le témoin a dit à propos de ces autorités : « [O]n constatait qu'elles étaient en train de festoyer après la destruction de l'église de Nyange ». Les autorités ont par la suite jeté quelques boissons aux *Interahamwe* qui étaient en bas. Le témoin, qui se trouvait dans la cour du presbytère à ce moment-là, a conclu : « On constatait que ces autorités étaient contentes de ce qui venait de se passer »¹⁸¹³. Le témoin CDJ aussi avait vu Ndahimana, Kanyarukiga et le père Seromba sur le balcon de la chambre du père Seromba au presbytère après la destruction de l'église. Il a affirmé que les intéressés buvaient de la bière et que le groupe « avait l'air d'être joyeux »¹⁸¹⁴.

110. Ce témoignage est corroboré par celui de CBY, qui, après la destruction de l'église, avait vu Ndahimana boire une bière devant le bâtiment où résidaient les prêtres en compagnie des « autorités dont [venait de parler le témoin] », un dénommé Kimaranzara et un certain nombre de policiers. Ces personnes avaient des casiers de bière qu'ils partageaient avec les conducteurs des bulldozers¹⁸¹⁵.

111. La majorité soutient que, « au départ, le témoin CBK n'avait pas mentionné la présence de Ndahimana dans sa déclaration de 2002, lorsqu'il avait parlé du fait que Seromba, Kayishema et d'autres personnes avaient partagé un verre après les tueries »¹⁸¹⁶. Je relève que, dans la pièce à conviction D.42, la déclaration du témoin de 2002, celui-ci avait dit que, « [a]près que l'église a[vait] été démolie, le colonel Nzaphakumunsi, le père Seromba et les autorités locales [étaient] montés au presbytère pour boire et faire la fête »¹⁸¹⁷. Comme relevé plus haut, je n'y vois aucune contradiction et conclus que ce témoin est dans l'ensemble crédible. Je ne vois aucune raison de douter de son témoignage sur ce point en particulier, surtout que celui-ci est corroboré par ceux des

¹⁸¹¹ Jugement, par. 69[5].

¹⁸¹² Comptes rendus des audiences du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 24, du 9 novembre 2010 (témoin CBY), p. 63 et 64, et du 11 novembre 2010 (témoin CDJ), p. 35 et 36, 44.

¹⁸¹³ Compte rendu de l'audience du 3 novembre 2010, p. 24.

¹⁸¹⁴ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010, p. 35.

¹⁸¹⁵ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 55.

¹⁸¹⁶ Jugement, par. 691, et note de bas de page 1311 renvoyant à la pièce à conviction D.40.

¹⁸¹⁷ Pièce à conviction D.42, p. 5 (non souligné dans l'original).

témoins CDJ, que j'estime crédible et digne de foi, et CBY, que je considère crédible sur la plupart des points. Par ailleurs, vu l'endroit où se trouvait le témoin CDJ à la paroisse, je n'attache pas la même importance que la majorité au fait que l'intéressé n'a pas pu « donn[er] de détails particuliers pour expliquer comment il pouvait voir cet événement de l'endroit où il se trouvait, à au moins 20 mètres des autorités et dans une obscurité totale »¹⁸¹⁸. Je présume que les participants à ce rassemblement ne se sont pas réunis dans l'obscurité totale. Je ne puis non plus souscrire à la conclusion de la majorité selon laquelle « les éléments de preuve ne montrent pas de façon claire et précise où les autorités partageaient ces boissons et avec qui ils les partageaient »¹⁸¹⁹. Tous les trois témoins ont dit que le rassemblement avait eu lieu au presbytère. Les témoins CBK et CDJ ont tous deux mentionné la présence de Ndahimana, Seromba et Kanyarukiga, notamment. Et lorsque le témoin CDJ a mentionné les « autorités dont [il venait de parler] »¹⁸²⁰, il est clair qu'il parlait notamment du même noyau de personnes.

112. En conséquence, sur la base des dépositions des témoins CBK, CDJ et CBY, qui étaient tous bien placés pour observer ce qui se passait à la paroisse en avril 1994, je suis convaincue que le Procureur a établi au-delà de tout doute raisonnable les allégations énoncées au paragraphe 32 de l'acte d'accusation. Même si la célébration du génocide n'est pas un crime prévu par le Statut, je pense que, en formulant cette allégation, le Procureur voulait prouver l'intention dont était animé Ndahimana ce jour-là. Je suis convaincue que l'élément de preuve établit que, après le massacre de 1 500 à 2 000 résidents de sa commune les 15 et 16 avril 1994, Ndahimana n'a pas versé de larmes.

8. Conclusions juridiques

8.1 Autorité de Ndahimana

113. Les parties ne sont pas divisées sur le fait que Ndahimana était le bourgmestre de la commune de Kivumu pendant la période visée dans l'acte d'accusation. Dans son Mémoire préalable au procès, le Procureur a soutenu que « [p]our le citoyen moyen de la commune de Kivumu, l'accusé aurait été considéré comme l'autorité suprême à beaucoup d'égards, presque un demi-dieu tout puissant pouvant influencer sur beaucoup d'aspects de la vie ». Il a ensuite conclu que Ndahimana « avait la "capacité matérielle" de contrôler les actions d'une fraction importante de la population de la commune de Kivumu », du brigadier de la police communale aux civils armés¹⁸²¹.

114. La Défense soutient quant à elle que « les pouvoirs de Ndahimana et les moyens à sa disposition étaient extrêmement limités et ne pouvaient lui permettre d'empêcher que ne se produisent les événements de Nyange »¹⁸²² [traduction]. Plus concrètement, elle soutient que Ndahimana était membre du MDR et que, après l'instauration du multipartisme, « seules les personnes appartenant au même parti suivaient les instructions du bourgmestre »¹⁸²³ [traduction].

115. Dans ses dernières conclusions écrites, le Procureur a contesté l'argument de la Défense selon lequel Ndahimana n'exerçait aucune autorité *de facto* pendant les événements d'avril 1994, soutenant que « le pouvoir et l'influence de Ndahimana [étaient] demeurés intacts du mois d'avril

¹⁸¹⁸ Jugement, par. 693.

¹⁸¹⁹ Ibid., par. 694.

¹⁸²⁰ Compte rendu de l'audience du 9 novembre 2010, p. 63 et 64.

¹⁸²¹ Mémoire préalable au procès du Procureur, par. 35.

¹⁸²² Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 436.

¹⁸²³ Ibid., par. 437 à 439.

au moment où il a fui le Rwanda en juillet »¹⁸²⁴ [traduction]. Dans ses réquisitions, le Procureur a parlé de Ndahimana comme étant « l'autorité suprême [dans la] commune de Kivumu » au moment où l'église de Nyange avait été détruite¹⁸²⁵.

116. Je suis d'avis que, dans un certain nombre de cas, le Procureur a confondu la responsabilité incombant au bourgmestre pour manquement à l'obligation d'exercer un contrôle sur ses subordonnés prévue au paragraphe 3 de l'article 6 du Statut avec la responsabilité incombant à l'intéressé pour manquement à l'obligation juridique prévue au paragraphe 1 de l'article 6 du Statut. Par exemple, je ne peux pas conclure que Ndahimana exerçait un contrôle effectif au sens du paragraphe 3 de l'article 6 du Statut sur les « civils hutus », ainsi que l'a postulé le Procureur au paragraphe 37 de l'acte d'accusation.

117. Comme je l'ai exposé ci-dessus, je tiens pour établi que, dans les jours qui ont suivi la mort du Président Habyarimana, un certain nombre de personnes influentes de la commune de Kivumu se sont réunies et ont convenu d'exterminer la population tutsie de la commune. Je tiens en outre pour établi que, à un moment donné le 14 avril 1994, le bourgmestre Grégoire Ndahimana a partagé l'intention criminelle qui animait ces personnes, devenant ainsi lui-même membre de l'entreprise criminelle commune. Je vais examiner à présent les éléments de preuve relatifs à l'autorité *de jure* et *de facto* dont jouissait Ndahimana, afin d'évaluer la contribution de l'accusé à l'entreprise criminelle commune.

8.2 Autorité de jure

118. Il n'est pas contesté que, en avril 1994, la loi qui régissait les pouvoirs, droits et obligations des bourgmestres était une loi intitulée « Organisation Communale - Disposition Organique », datée du 23 novembre 1963, modifiée par décret-loi du 26 septembre 1974 et décret présidentiel du 4 octobre 1977 (la « loi administrative »)¹⁸²⁶.

119. Aux termes de l'article 56 de la loi administrative, le bourgmestre était à la fois le représentant de l'autorité centrale dans la commune et la personnification de l'autorité communale. L'administration communale était placée sous l'autorité directe du bourgmestre¹⁸²⁷.

120. En outre, le bourgmestre était responsable, notamment, de l'exécution des lois et des règlements¹⁸²⁸, de la supervision des conseillers communaux¹⁸²⁹, de la présidence des réunions du conseil communal¹⁸³⁰, de la représentation de la commune en justice¹⁸³¹ et de l'exercice d'un contrôle administratif sur les agents de l'État affectés dans la commune¹⁸³². En cas d'urgence, le bourgmestre pouvait, de sa propre initiative, prendre des règlements de police qu'il pouvait notamment sanctionner par des peines ne dépassant pas sept jours de servitude pénale et 200 francs d'amende¹⁸³³. Plus généralement, il pouvait incarcérer pour 48 heures au maximum toute personne

¹⁸²⁴ Pièce du Procureur intitulée « *Prosecu[tor's Final] Brief* », par.6.

¹⁸²⁵ Compte rendu de l'audience du 21 septembre 2011, p. 3 et 4.

¹⁸²⁶ Pièce à conviction P.47.

¹⁸²⁷ Ibid., article 60.

¹⁸²⁸ Ibid., article 57.

¹⁸²⁹ Ibid., article 37.

¹⁸³⁰ Ibid., article 17.

¹⁸³¹ Ibid., article 58 (7).

¹⁸³² Ibid., article 58 (11).

¹⁸³³ Ibid., article 61.

causant du désordre sur la voie publique¹⁸³⁴. Tous les agents communaux, y compris le personnel administratif et technique ainsi que la police communale, étaient placés sous l'autorité du bourgmestre¹⁸³⁵. Le bourgmestre, après consultation du conseil communal, pouvait engager, suspendre ou révoquer un membre du personnel, mais ces décisions devaient être approuvées par le préfet¹⁸³⁶. Les chapitres VI à VIII de la loi administrative établissaient le régime disciplinaire dont pouvait se prévaloir le bourgmestre en cas de problèmes disciplinaires mettant en cause des agents communaux. Il était de la responsabilité du bourgmestre d'imposer ces mesures¹⁸³⁷ et, dans les cas où une personne était accusée d'avoir commis une faute grave, le bourgmestre pouvait suspendre la personne de ses fonctions jusqu'à la clôture de l'instruction¹⁸³⁸.

121. En ce qui concerne la police communale, la loi prévoyait que celle-ci était une force établie au niveau communal. Elle était sous la seule autorité du bourgmestre et était utilisée par celui-ci dans sa tâche de maintien et de rétablissement de l'ordre public et d'exécution des lois et des règlements¹⁸³⁹. Le bourgmestre assumait l'entière responsabilité de l'organisation, du fonctionnement et du contrôle de la police communale¹⁸⁴⁰. L'article 109 (93) de la loi administrative énonçait les obligations de la police communale et prévoyait que celle-ci devait immédiatement signaler au bourgmestre toute infraction dont elle avait connaissance¹⁸⁴¹. Les membres de la police communale qui étaient nommés officiers de police judiciaire relevaient du ministère public¹⁸⁴².

122. La pièce à conviction D.120 est une loi portant création de la gendarmerie nationale, datée du 23 janvier 1974. L'article 28 de la loi prévoyait que les « membres de la Gendarmerie Nationale [étaient] placés, pour l'exécution de leur mission, sous l'autorité exclusive de leurs supérieurs hiérarchiques »¹⁸⁴³. Sur cette base, je conclus que les gendarmes n'étaient pas sous le contrôle direct d'un bourgmestre de la même manière que la police communale. Néanmoins, la loi exigeait qu'il y ait communication entre les autorités administratives, y compris le bourgmestre, et la gendarmerie sur les questions d'ordre public. L'article 37 prévoyait que l'autorité administrative et la gendarmerie nationale devaient se communiquer les renseignements qui leur parvenaient au sujet de l'ordre public et qui pouvaient donner lieu à des mesures de précaution ou de répression, et chaque autorité de la gendarmerie devait établir des rapports réguliers avec l'autorité administrative. L'article 38 ajoutait que, lorsque la tranquillité publique était menacée, ces contacts devaient être resserrés en vue de se concerter sur les dispositions à prendre et de préparer les mesures d'exécution. En vertu de l'article 39, sauf cas de force majeure, la gendarmerie devait se maintenir en liaison avec l'autorité administrative et informer celle-ci des moyens d'action qu'elle se proposait de mettre en œuvre. En même temps, le bourgmestre était tenu de transmettre à la gendarmerie toutes les informations utiles à cette dernière pour l'accomplissement de sa mission.

¹⁸³⁴ Pièce à conviction P.47, article 62.

¹⁸³⁵ Ibid., article 104 (88) ; modification du 25 novembre 1975, article 3.

¹⁸³⁶ Pièce à conviction P.47, articles 93 (77) et 94 (78).

¹⁸³⁷ Ibid., modification du 25 novembre 1975, article 33 : « Les peines disciplinaires sont infligées par le bourgmestre.... »

¹⁸³⁸ Ibid., modification du 25 novembre 1975, article 38.

¹⁸³⁹ Ibid., articles 104 (88) et 108 (92), et modification du 4 octobre 1977, article 1.

¹⁸⁴⁰ Ibid., modification du 4 octobre 1977, article 4. L'article 7 prévoit par ailleurs que le brigadier de la police communal est placé sous l'autorité du bourgmestre.

¹⁸⁴¹ Pièce à conviction P.47, article 109 (93) 1°.

¹⁸⁴² Ibid., article 106 (90).

¹⁸⁴³ « Les membres de la Gendarmerie Nationale sont placés pour l'exécution de leur mission, sous l'autorité exclusive de leurs supérieures hiérarchiques. »

Enfin, l'article 40 prévoyait que la gendarmerie devait informer par rapport spécial les autorités administratives des événements extraordinaires concernant l'ordre ou la sûreté générale.

123. En 1994, le Rwanda était un État partie à la quatrième Convention de Genève et au Protocole additionnel II aux Conventions de Genève¹⁸⁴⁴ ainsi qu'à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (la « Convention sur le génocide »)¹⁸⁴⁵. Conformément aux articles premier, 3 et 146 de la Quatrième Convention de Genève, à la partie IV du Protocole additionnel II aux Conventions de Genève et aux articles premier, V et VI de la Convention sur le génocide, les autorités gouvernementales ont l'obligation de protéger la population civile en temps de conflit interne et/ou de génocide. Je suis d'avis que les articles 56 et 57 de la loi administrative rwandaise, lus conjointement avec l'article 1 de la modification du 4 octobre 1977¹⁸⁴⁶, imposaient en outre aux bourgmestres rwandais l'obligation juridique de faire respecter la loi et l'ordre dans leurs communes. À cette fin, la loi conférait au bourgmestre un contrôle effectif *de jure* sur la police communale, les seules forces de l'ordre affectées à une commune de manière permanente¹⁸⁴⁷.

124. S'agissant de l'autorité de Ndahimana sur des personnes comme l'inspecteur de police judiciaire, les bourgmestres adjoints et les gendarmes, je trouve révélateur que le bourgmestre ait été chargé d'exercer un contrôle administratif sur les agents de l'État affectés dans la commune¹⁸⁴⁸. En conséquence, même si un bourgmestre pouvait ne pas avoir le même degré d'autorité sur les agents de l'État affectés à la commune que celui qu'il avait sur le personnel communal et la police communale, il exerçait effectivement un certain degré d'autorité sur lesdits agents de l'État.

125. En ce qui concerne les gendarmes, notamment, je considère particulièrement important que la loi de 1974 sur la Gendarmerie nationale ait exigé une coordination à grande échelle et un échange de rapports entre les gendarmes affectés à une région et l'autorité administrative compétente. Je rappelle que, dans l'affaire *Boškoski*, la Chambre d'appel a approuvé les décisions de la Chambre de première instance selon lesquelles « les supérieurs hiérarchiques civils, qui peuvent ne pas être investis de pouvoirs disciplinaires ou de sanction peuvent remplir l'obligation de punir qui leur incombe en signalant aux autorités compétentes toute commission d'un crime ... »¹⁸⁴⁹ [traduction]. Elle a ensuite relevé que les éléments traduisant le degré de contrôle effectif exercé sur des subordonnés et les mesures nécessaires et raisonnables qui relèvent de la compétence du supérieur hiérarchique se trouvent étroitement liés, puisque les premiers peuvent constituer la preuve des dernières¹⁸⁵⁰. Je n'accueille donc pas l'argument de la Défense selon lequel Ndahimana ne jouissait d'aucune autorité sur l'IPJ, les bourgmestres adjoints ou les quatre gendarmes réquisitionnés par l'accusé et affectés par le préfet Clément Kayishema à la commune de Kivumu le 11 avril 1994.

¹⁸⁴⁴ *Le Procureur c. Ndahimana*, ICTR-2001-PT-68, Décision relative à la requête du Procureur aux fins de constat judiciaire, 7 avril 2010, fait de notoriété publique n° vi.

¹⁸⁴⁵ *Ibid.*, fait de notoriété publique n° v et vi.

¹⁸⁴⁶ Pièce à conviction P.47, modification du 4 octobre 1977, article 1: « La police communale [...] est plac[e] sous l'autorité du bourgmestre qui l'utilise dans sa tâche de maintien de l'ordre public et d'exécution des lois et règlements. »

¹⁸⁴⁷ Pièce à conviction P.47, titre [III], chapitre II, section 4, article 104 (88) ; chapitre premier de la modification du 4 octobre 1977, article 1.

¹⁸⁴⁸ Pièce à conviction P.47, article 58 (11).

¹⁸⁴⁹ Arrêt *Boškoski*, par. 231.

¹⁸⁵⁰ *Id.*

126. Je rappelle ici que, tout en jugeant essentiel d'évaluer de façon appropriée l'autorité d'un bourgmestre pendant la période en cause, ces conclusions n'ont pas pour objet d'apprécier la responsabilité encourue par Ndahimana, en vertu de l'article 6.3 du Statut, pour les actes de ses subordonnés, mais ont pour objet d'apprécier la responsabilité encourue par l'accusé à raison à la fois de ses actes de soutien à l'entreprise criminelle commune et de son manquement à l'obligation qui lui incombait de prévenir les crimes commis par ses complices dans l'entreprise criminelle commune ainsi que ceux commis par ses subordonnés, et de punir les auteurs de ces crimes, conformément au droit régissant l'entreprise criminelle commune.

127. S'agissant des mesures que le bourgmestre était habilité à prendre pour prévenir la commission d'un crime en 1994, je rappelle que, lorsqu'un bourgmestre savait qu'un crime était sur le point d'être commis, il pouvait réquisitionner des gendarmes et d'autres agents de sécurité de l'État¹⁸⁵¹, prendre des mesures d'urgence lui permettant d'imposer des peines ne dépassant pas sept jours de servitude pénale¹⁸⁵² et avoir recours à la police communale. Pour ce qui est des mesures que pouvait prendre un bourgmestre pour punir l'auteur d'un crime, à mon avis le bourgmestre était tenu en tant que représentant de l'autorité centrale dans la commune d'informer officiellement la hiérarchie de la gendarmerie ou les haut responsables des ministères présents à Kibuye, Murambi ou Kigali de crimes commis par leurs subordonnés pendant que ceux-ci étaient affectés à la commune de Kivumu. Le devoir lui incombait aussi d'informer de ces crimes les forces de l'ordre régionales et nationales. Je relève que même le témoin à décharge ND13, que je n'ai pas trouvé crédible pour ce qui est de son témoignage relatif à l'autorité de Ndahimana, a parlé de la possibilité pour le bourgmestre d'adresser un rapport à la préfecture ou aux autorités nationales en cas de mauvais comportement d'un bourgmestre adjoint¹⁸⁵³. En ce qui concerne les réservistes militaires et les gendarmes, Clément Kayishema, autre témoin à décharge dont la crédibilité à propos de l'autorité de Ndahimana en général me semble douteuse, a dit ce qui suit à la barre : « [L]a relation qui est là, c'est que, comme le réserviste militaire ou gendarme, il est habillé en civil et il habite dans la commune... donc, s'il habite dans la commune, il ne relève pas directement [des] [...] ordres [du] bourgmestre. Mais le bourgmestre a droit de voir, par exemple, sa discipline et de voir ce qu'il fait dans la commune »¹⁸⁵⁴.

128. Vu la responsabilité primordiale qui était celle du bourgmestre en matière de maintien de l'ordre public dans sa commune, je rejette l'argument de la Défense selon lequel une telle obligation ne pouvait porter que sur le mauvais comportement dans le cadre de leurs fonctions officielles des subordonnés de l'intéressé et de ceux qui l'entouraient¹⁸⁵⁵. J'estime que, au contraire, le bourgmestre était juridiquement tenu de prendre l'initiative de mesures menant à une action judiciaire ou disciplinaire contre tous les agents du Gouvernement en exercice dans la commune de Kivumu en avril 1994 qui étaient accusés d'avoir commis des crimes, en faisant rapport sur les intéressés aux autorités compétentes. Je vais à présent rechercher si Ndahimana était investi de l'autorité *de facto* pour ce faire.

¹⁸⁵¹ Voir le compte rendu de la déposition du témoin à l'audience du 12 novembre 2010, p. 28 et 29, et le témoignage selon lequel Ndahimana avait effectivement réquisitionné des gendarmes de la préfecture le 11 avril 1994.

¹⁸⁵² Pièce à conviction P.47, article 61.

¹⁸⁵³ Compte rendu de l'audience du 17 janvier 2011, p. 23 à 25.

¹⁸⁵⁴ Compte rendu de l'audience du 18 avril 2011, p. 21 et 22.

¹⁸⁵⁵ Pièce de la Défense intitulée « *Defence Final Brief* », par. 423 à 425.

8.3 Autorité de facto

129. La Défense soutient que Ndahimana n'était doté d'aucune autorité *de facto* en avril 1994, motif pris en grande partie de ce que l'intéressé appartenait à un parti d'opposition¹⁸⁵⁶ et de la période relativement courte entre le moment où l'accusé a assumé les fonctions de bourgmestre et les événements de 1994¹⁸⁵⁷. La Défense invoque aussi des éléments de preuve tendant à établir que Ndahimana a pris des mesures pour empêcher les attaques et affirme que l'accusé était dépassé par les forces destructrices dans la commune¹⁸⁵⁸.

130. Le Procureur conteste ces affirmations, en faisant fond principalement sur des éléments de preuve démontrant le rôle de premier plan qu'aurait joué Ndahimana dans les attaques des 15 et 16 avril 1994¹⁸⁵⁹.

8.3.1 Crédibilité des témoins à décharge

8.3.1.1 *Introduction*

¹⁸⁵⁶ Pièce de la Défense intitulée « *Defence Final Brief* », par. 435 à 441.

¹⁸⁵⁷ *Ibid.*, par. 440 ; compte rendu de l'audience du 22 février 2011 (témoin Melane Nkiriyehe), p. 19 et 20.

¹⁸⁵⁸ Compte rendu de l'audience du 18 avril 2011 (Clément Kayishema), p. 15 à 17.

¹⁸⁵⁹ Pièce du Procureur intitulée « *Prosecu[tor's Final] Brief* », par. 4 à 7.

355 bis

131. Trois témoins à décharge, ND13¹⁸⁶⁰, KR3¹⁸⁶¹ et Melane Nkiriyehe¹⁸⁶², dont les dépositions

¹⁸⁶⁰ Comptes rendus des audiences du 17 janvier 2011, p. 5 et 6, p. 12 à 16 (huis clos), p. 20 à 22, 23 à 25, p.29 et 30 (huis clos), p. 34 et 35, 36 à 39, 43 et 44 (En avril 1994, le témoin à décharge ND13 était employé à la préfecture de Kibuye. Il avait été bourgmestre et était donc en mesure d'apprécier l'autorité et les responsabilités des bourgmestres, surtout pendant la période qui avait précédé l'instauration du multipartisme. À l'époque du parti unique, les bourgmestres « jouissaient d'un pouvoir élargi » et étaient les « maîtres incontestés de la commune ». Selon le témoin, l'autorité *de facto* des bourgmestres représentant les partis d'opposition avait diminué avec l'avènement du multipartisme. Cette autorité reposait en partie sur leur rôle de présidents du parti politique au pouvoir. Après l'instauration du multipartisme, les bourgmestres et les autres autorités n'avaient plus joui de l'appui de membres d'autres partis : « [L]orsqu'un bourgmestre était élu comme dirigeant de la commune, c'est plutôt les membres de son parti qui suivaient ses instructions, mais les citoyens qui appartenaient à d'autres partis et dont les candidats n'avaient pas été élus n'obéissaient pas au bourgmestre ». Ndahimana avait très peu d'autorité parce qu'il était membre du MDR, un parti minoritaire dans sa commune. Pour cette raison, il ne pouvait rien dire aux personnes qui étaient membres du MRND. Par ailleurs, dans la commune de Kivumu, le MDR était considéré comme étant de connivence avec le FPR. Même si Ndahimana avait été élu, il était entouré de personnes qui s'opposaient à lui « parce qu'il était intellectuel et il n'avait pas souvent vécu à Kivumu ». Le témoin avait appris que Ndahimana avait gagné des élections grâce au soutien des autorités religieuses et d'« autres associations ». Ndahimana ne « jouissait pas de la coopération [des] conseillers de Kivumu »).

¹⁸⁶¹ Comptes rendus des audiences du 24 janvier 2011, p. 56 à 59, 71 à 74, 76 à 78, 80 à 84 (huis clos), du 25 janvier 2011, p. 8 (huis clos), p. 13, 15 à 17, 18 à 29, p. 31 à 36, 41 à 43, 43 à 59, 64 et 65 (huis clos) (Le témoin KR3 était bien placé pour pouvoir formuler des observations sur l'autorité dont jouissait le bourgmestre de la commune de Kivumu en 1994. Environ 25 personnes avaient participé à l'élection de Ndahimana comme bourgmestre. Ndahimana « se comportait très bien » pendant le génocide, mais, à cause du multipartisme à l'époque, « une partie de la population n'obéissait pas à ses ordres ». Ndahimana « voulait étendre son autorité sur toute la commune sans tenir compte des partis politiques, mais les adhérents du parti MRND ne voulaient pas entendre parler de l'autorité de Ndahimana. Le témoin a fait remarquer que 10 des 11 conseillers communaux étaient membres du MRND et le onzième un membre du MDR. En outre, le bourgmestre n'entretenait pas de bonnes relations avec le personnel communal, puisque la majorité de ceux-ci étaient membres du MRND. Il n'avait pas non plus de bonnes relations avec l'IPJ Fulgence Kayishema, qui était membre du MRND. Par ailleurs, Ndahimana n'avait pas de bonnes relations avec le président du tribunal de canton, Joseph Habiyaambere, parce que celui-ci était membre du MRND, était payé par le Ministère de la justice et que la commune n'avait aucune autorité sur les juges. Les chefs de service étaient placés sous l'autorité du bourgmestre, mais celui-ci ne pouvait pas donner d'ordres aux chefs de service et la plupart de ceux-ci étaient membres du MRND. Le bourgmestre n'entretenait pas non plus de bonnes relations avec Téléphore Ndungtse, qui était membre du MRND).

¹⁸⁶² Compte rendu de l'audience du 22 février 2011, p. 3 à 5, 8 à 10, 12 à 25, 28, 33 et 34, 42 et 43 (En avril 1994, le témoin Melane Nkiriyehe était directeur du budget au Ministère des finances à Kigali. Il était aussi membre d'un comité technique dans la commune de Kivumu. Normalement, le comité technique se réunissait une fois par trimestre, mais il ne s'était pas réuni pendant que Ndahimana était bourgmestre. Nkiriyehe était aussi membre du MDR. Nkiriyehe et Ndahimana étaient originaires de la même cellule, avaient fréquenté les mêmes écoles et étaient tous deux membres de l'« élite ». Au début du mois d'avril 1994, le témoin vivait à Kigali, mais avait par la suite déménagé à Murambi, à Gitarama, le 13 avril 1994, avec le Gouvernement intérimaire. Il y était resté jusqu'à la chute du Gouvernement, mais avait « fait un saut » dans la commune de Kivumu fin mai 1994. Au cours de ce voyage, il avait vu Ndahimana brièvement. Avant d'être bourgmestre, Ndahimana travaillait dans une usine de thé à Rubaya. Il avait dû quitter Rubaya pour des raisons de sécurité. Il avait adhéré au MDR après juin 1992. Même s'il n'avait adhéré au parti que depuis peu, Ndahimana avait été élu grâce à son charisme, à sa popularité et à sa réputation dans la commune. Il avait obtenu 110 voix, alors que son adversaire, le témoin CDL, n'en avait obtenu que deux).

Ceux qui votaient pour le bourgmestre à l'élection générale étaient notamment les conseillers, les membres de la commission technique, les chefs de services, les présidents des partis politiques et les chefs religieux. Dans l'élection en question, Ndahimana avait obtenu 19 voix, le candidat du MRND, Jean Baptiste Kagenza, en avait obtenu 15 et le troisième candidat, qui était membre du PSD, en avait obtenu 5. Ndahimana avait bénéficié des voix aussi bien des membres du MRND que de ceux du PL. Lorsque Ndahimana avait pris ses fonctions en octobre 1993, il n'y avait pas eu de « remise-reprise » (passation de service) officielle. Le fait qu'il n'y ait pas eu de cérémonie de passation de service permettait aux opposants de Ndahimana de saboter le travail de celui-ci. Parce qu'il avait perdu l'élection comme candidat du MDR, le témoin CDL avait été l'ennemi de Ndahimana dès le début. En outre, après l'élection, Kagenza, le candidat malheureux, avait tout fait pour nuire au bon fonctionnement de la commune. Il en était de même pour l'IPJ Kayishema, un autre membre du MRND, qui voulait entraver le « bon travail » de Ndahimana. En général, tous les chefs de service du MRND avaient essayé d'entraver le travail de Ndahimana. Lorsque le témoin avait rendu

CII12-0001(F)

portaient essentiellement sur l'autorité dont jouissait Ndahimana en avril 1994, ont affirmé à l'audience que, même si Ndahimana était bourgmestre, il ne jouissait d'aucune autorité *de facto*, du fait qu'il était constamment saboté par les personnes de son entourage et ses subordonnés qui étaient membres du MRND. Ces témoignages ont été confortés par celui du préfet Clément Kayishema, sur la crédibilité duquel je me suis prononcée plus haut, et par ceux d'un certain nombre d'autres témoins à décharge. Je n'examine la crédibilité des témoins à charge que dans les cas où je suis en désaccord avec la majorité.

8.3.1.2 Témoin KR3

132. Le témoin KR3 était bien placé pour pouvoir parler de l'autorité du bourgmestre de la commune de Kivumu, mais je fais observer que, de son propre aveu, il avait rarement quitté sa maison pendant la période critique du 6 au 20 avril 1994¹⁸⁶³.

133. Selon le témoin, il était allé à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994 pour apporter de la nourriture à deux jeunes filles qui y avaient cherché refuge et était resté dans les environs de la paroisse pendant un peu plus d'une heure comme « observateur »¹⁸⁶⁴. Le témoin avait été condamné à 11 ans de prison pour sa participation au génocide de 1994¹⁸⁶⁵. En juin 2010, il n'était plus en détention, mais avait fui son domicile à cause de rumeurs selon lesquelles les jugements rendus par les juridictions *gacaca* dans le secteur de Nyange étaient en révision et le processus de révision donnait lieu à des peines d'emprisonnement plus lourdes que celles qui avaient été infligées dans les jugements initiaux¹⁸⁶⁶. Le témoin a affirmé avoir appris que, lors de la révision, sa peine avait été portée à l'emprisonnement à vie¹⁸⁶⁷. Le Procureur ne s'est pas référé aux dossiers judiciaires de ce témoin ou demandé que ces dossiers soient admis en preuve. En conséquence, je ne peux que m'appuyer sur le propre témoignage du témoin selon lequel « une des accusations » portées contre lui était de n'avoir pas empêché les massacres¹⁸⁶⁸.

134. Le Procureur n'ayant produit en preuve aucun des dossiers judiciaires du témoin, il s'avère plus difficile de déterminer si le témoin pouvait avoir essayé de minimiser son propre rôle dans les événements du 16 avril 1994 à la paroisse de Nyange. Je garde toutefois à l'esprit que, lors de sa déposition, le témoin CBR a décrit de façon détaillée le meurtre d'un Tutsi nommé Ndakubana pendant la nuit du 7 avril 1994 et la participation de KR3 à ce meurtre¹⁸⁶⁹. De plus, le témoin CDL a affirmé que « [KR3] était du côté des assaillants » le 16 avril 1994¹⁸⁷⁰. Étant donné que j'ai de

visite à Ndahimana en fin mai 1994, celui-ci lui avait dit qu'il était dépassé et qu'il était saboté par des personnes qui avaient « une dent contre lui ». Les sympathisants du MRND qui avaient voté pour Ndahimana dans l'élection du bourgmestre n'étaient pas les mêmes que ceux avec lesquels l'accusé était obligé de travailler au bureau communal.

¹⁸⁶³ Comptes rendus des audiences du 24 janvier 2011, p. 71 à 74, et du 25 janvier 2011, p. 13 à 17, 25 à 27 (Le témoin était resté chez lui du 6 au 10 avril. Le 11 avril, il avait assisté à une réunion sur la sécurité au bureau communal. Il était chez lui le 12 avril et était allé brièvement au bureau communal le 13 avril. Il était resté chez lui les 14 et 15 avril, mais s'était rendu à la paroisse le 16 avril juste pendant un peu plus d'une heure. Il était de nouveau resté chez lui les 17, 18 et 19 avril, mais avait participé à une réunion au bureau communal le 20 avril 1994. Durant cette période, le témoin n'avait vu Ndahimana qu'aux réunions tenues au bureau communal les 11 et 20 avril).

¹⁸⁶⁴ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 15 à 17.

¹⁸⁶⁵ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 9 et 10 (huis clos).

¹⁸⁶⁶ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 10 (huis clos).

¹⁸⁶⁷ Id.

¹⁸⁶⁸ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 11 (huis clos).

¹⁸⁶⁹ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010, p. 9 à 12.

¹⁸⁷⁰ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 32 à 34.

sérieuses réserves sur la crédibilité de CBR et CDI, je n'attache pas une importance démesurée à leurs témoignages relatifs à la participation de KR3 au génocide.

135. Plus préoccupant est le témoignage de KR3 selon lequel, bien qu'il n'ait passé qu'environ une heure et demie à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994 et ait vu un bulldozer démolir l'église, il n'avait été témoin d'aucun meurtre pendant qu'il se trouvait à la paroisse. Le témoin a ajouté avoir vu l'IPJ Kayishema, Ndungutse, Kanyarukiga, Mbakilirehe le brigadier de la police communale, et le policier Adrien Niyitegeka à la paroisse ce jour-là, mais ne savait pas si ceux-ci avaient participé aux attaques¹⁸⁷¹. J'ai de la difficulté à croire que KR3 n'avait été témoin d'aucun meurtre ce jour-là. De surcroît, vu les fonctions que l'intéressé exerçait dans la commune, le fait qu'il n'ait pu se prononcer sur les rôles joués par Mbakilirehe, Niyitegeka, Ndungutse, Kayishema et/ou Kanyarukiga met à rude épreuve sa crédibilité¹⁸⁷². Dans le même ordre d'idées, je fais observer que, à la question du Procureur de savoir pour quelles raisons les tueries à la paroisse de Nyange n'avaient pas fait l'objet de discussions lors d'une réunion présidée par Ndahimana au bureau communal le 20 avril 1994, le témoin KR3 a affirmé qu'« [i]l était difficile de pouvoir identifier les personnes qui avaient lancé cette attaque contre les réfugiés qui se trouvaient à l'église. Il n'y avait pas de menteurs ... »¹⁸⁷³. À la question de savoir pourquoi les autorités communales n'avaient pas pris de mesures pour punir les assaillants qui avaient tué le 25 avril 1994 les survivants au centre de santé, situé à 500 mètres du bureau communal, le témoin a répondu : « [N]ous n'avons pas pu connaître l'identité des tueurs »¹⁸⁷⁴. Là encore, vu les fonctions qu'exerçait le témoin, je ne peux que conclure que celui-ci cachait délibérément la vérité, et je le soupçonne d'avoir essayé de minimiser sa propre culpabilité en plaçant l'ignorance pour le compte de tous les responsables communaux.

136. Le témoin a affirmé que Ndahimana n'entretenait pas de bonnes relations avec les 10 conseillers de Kivumu, les membres du personnel de la commune, les chefs de services et le président du tribunal local qui étaient membres du MRND¹⁸⁷⁵. Cependant, le seul exemple cité par lui concernait les rapports entre Ndahimana et Fulgence Kayishema. Plus précisément, il a dit à la barre que Kayishema avait libéré des suspects que Ndahimana avait fait arrêter pour le meurtre de la famille de Ndakubana¹⁸⁷⁶. Pourtant, lors du contre-interrogatoire, KR3 a précisé que, en une occasion, Ndahimana et Kayishema avaient conjointement procédé à l'arrestation d'un auteur présumé du meurtre d'un Tutsi et qu'il n'avait jamais laissé entendre que Ndahimana et Kayishema étaient totalement opposés : « Il y avait des points qui les opposaient mais il y en avait également sur lesquels ils étaient d'accord »¹⁸⁷⁷. En outre, le témoin a reconnu que lui-même entretenait de bonnes relations avec Ndahimana, même s'il était membre du MRND¹⁸⁷⁸, sans expliquer pourquoi lui seul, parmi les membres du personnel de la commune qui étaient membres du MRND, entretenait de bonnes relations avec le bourgmestre. Je suis d'avis que le témoin était idéalement placé pour fournir des exemples concrets de mésentente entre Ndahimana et d'autres autorités

¹⁸⁷¹ Comptes rendus des audiences du 24 janvier 2011, p. 72 à 76, et du 25 janvier 2011, p. 23 à 26.

¹⁸⁷² Comptes rendus des audiences du 24 janvier 2011, p. 72 à 76, et du 25 janvier 2011, p. 25 à 27.

¹⁸⁷³ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 33 [huis clos].

¹⁸⁷⁴ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 34.

¹⁸⁷⁵ Comptes rendus des audiences du 24 janvier 2011, p. 78 à 82 (huis clos), et du 25 janvier 2011, p. 6 et 7, 43 et 44.

¹⁸⁷⁶ Comptes rendus des audiences du 24 janvier 2011 (huis clos), et du 25 janvier 2011, p. 43 et 44.

¹⁸⁷⁷ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 46, 67 et 68 (huis clos) ; pièce à conviction P.53, p. 16 (huis clos).

¹⁸⁷⁸ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 21 et 22.

communales. Le fait qu'il ne l'a pas fait jette un sérieux doute sur la fiabilité du témoignage par trop général qu'il a fourni sur ce point.

137. Il y a eu plusieurs divergences importantes entre la déposition du témoin KR3, les déclarations antérieures de l'intéressé et ses dépositions dans d'autres affaires. Au procès, par exemple, le témoin a affirmé être retourné au travail le 20 avril 1994 et n'avoir pas vu Ndahimana porter une arme avant juin 1994. Cependant, dans une déclaration datée du 14 septembre 2000, le témoin avait affirmé que, lorsqu'il était retourné au bureau après les faits survenus à la paroisse de Nyange, il avait vu Ndahimana porter un fusil¹⁸⁷⁹. Le témoin a aussi affirmé au procès que le père Seromba avait assisté à la réunion sur la sécurité tenue au bureau communal le 11 avril. Cette déclaration concorde avec celle que le témoin avait faite devant le Comité vérité rwandais en 2002¹⁸⁸⁰, mais diverge avec celle qu'il avait faite dans l'affaire *Seromba*, dans laquelle il avait affirmé que Seromba n'avait pas assisté à la réunion. Lorsqu'on lui a fait remarquer cette divergence au procès, le témoin a répondu qu'il avait commis une erreur dans sa déposition au procès *Seromba*¹⁸⁸¹, ce qui donne à penser que KR3 a pu « par erreur » fournir un témoignage à décharge en faveur de Seromba pendant le procès de ce dernier. Le témoin manquait par ailleurs de cohérence pendant son contre-interrogatoire en l'espèce. Il a affirmé que, le 20 avril 1994, le bourgmestre Ndahimana avait tenu une réunion avec les employés de la commune afin de discuter, notamment, du comportement du brigadier de la police communale. Alors que le témoin a d'abord dit qu'il ne s'agissait pas d'une réunion des conseillers de secteurs, il s'est avéré par la suite qu'au moins six des 11 conseillers avaient assisté à cette réunion¹⁸⁸².

138. Le témoin a dit à la barre que Ndahimana n'entretenait pas de bonnes relations avec Télésphore Ndungutse, qui était membre du MRND. Il a ensuite expliqué que Ndungutse avait menacé de le tuer, parce qu'il avait refusé de se joindre à l'intéressé lorsque celui-ci avait lancé une attaque contre la famille Ndakubana le 8 avril 1994 ou vers cette date. Lorsque KR3 avait parlé à Ndahimana de la menace proférée par Ndungutse, l'accusé avait demandé au brigadier de la police communale, Jean-Bosco Abayisenga, de confisquer le fusil de Ndungutse, ce qu'Abayisenga avait pu faire¹⁸⁸³. Premièrement, on ne voit pas du tout pourquoi Ndungutse avait attendu jusqu'en mai 1994 pour menacer le témoin pour la non-participation de celui-ci à une attaque qui avait eu lieu le 8 avril 1994 ou vers cette date. Plus important encore : cette anecdote démontre uniquement que Ndungutse avait de mauvaises relations avec le témoin KR3 et non avec Ndahimana.

139. Pour les motifs qui précèdent, et vu que le témoin n'a pas pu citer un seul exemple à l'appui de sa thèse selon laquelle Ndahimana n'était pas en bons termes avec la grande majorité des hauts responsables de la commune de Kivumu, je conclus que le témoin n'était crédible sur aucun aspect de ce point.

8.3.1.3 Témoin ND13

140. Durant la période en cause, le témoin ND13 habitait la ville de Kibuye. S'il a déposé de façon détaillée et exhaustive sur un certain nombre de points importants, la source de ses

¹⁸⁷⁹ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 41 à 43 ; pièce à conviction P.52A.

¹⁸⁸⁰ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 52, 53 à 57 (huis clos) ; pièce à conviction P.54C, p. 2, question 11.

¹⁸⁸¹ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 52 à 55, 56 et 57 (huis clos) ; pièce à conviction P.53, p. 46 à 48, 50 de la version anglaise (huis clos).

¹⁸⁸² Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 29 et 31 à 33 (huis clos).

¹⁸⁸³ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 8 (huis clos).

informations et leur authenticité étaient souvent incertaines. Quoi qu'il en soit, sa déposition reposait entièrement sur des preuves par ouï-dire. Le témoin a admis qu'il ne s'était pas rendu dans la commune de Kivumu entre le 6 et le 17 avril 1994, et qu'il n'avait vu Ndahimana qu'une seule fois pendant cette période, le 15 avril 1994, alors que ce dernier sortait du bureau du préfet dans la ville de Kibuye. Le témoin a fait savoir à la Chambre que ses informations sur les faits survenus dans la commune de Kivumu venaient de rapports que lui avaient faits des amis habitant la commune à l'époque : « [I]l y avait beaucoup de personnes dans cette commune qui avaient besoin de mes conseils et qui me demandaient comment ils pouvaient se comporter pendant ces événements. Il était donc plus facile pour moi de savoir ce qui se passait dans cette commune parce que je recevais des informations de ces personnes »¹⁸⁸⁴.

141. Par exemple, le témoin avait appris que le père Seromba avait été condamné à tort, parce que l'intéressé n'avait pas participé à la destruction de la paroisse de Nyange¹⁸⁸⁵. Cette allégation n'est corroborée par aucun des éléments de preuve du dossier et jette donc le doute sur la fiabilité de façon générale des « informations » reçues par ce témoin.

142. Le témoin a affirmé que Ndahimana n'avait pas pu s'assurer la coopération des conseillers de Kivumu. À la question du Procureur de savoir comment il avait su cela, le témoin a reconnu qu'il « n'a[va]it pas été témoin oculaire de ces faits. Mais des gens [lui avaient] rapporté ce qui se faisait ... »¹⁸⁸⁶. Pourtant, lorsqu'une question lui a été posée au sujet des faits survenus dans le secteur dans lequel son frère était conseiller, le témoin a répondu : « Je ne connais pas les faits qui se sont produits en mon absence... Si mon frère a été conseiller dans ce secteur, cela ne suffit pas pour que je réponde des faits qui se sont produits dans ce secteur »¹⁸⁸⁷.

143. Bien que le témoin ait eu la certitude que CDL et Ndahimana étaient en très mauvais termes durant la période en cause¹⁸⁸⁸, il n'a pas pu dire si le témoin CDL avait démissionné de son poste à la commune avant que Ndahimana ne soit devenu bourgmestre ou après, parce que cela s'était produit après que le témoin eut quitté la commune¹⁸⁸⁹. De plus, il a soutenu que CDL était membre du MRND¹⁸⁹⁰, un fait qui a été contesté par Melane Nkiriyehe, un haut responsable du MDR¹⁸⁹¹ et par CDL lui-même, qui a dit qu'il était membre du MDR¹⁸⁹².

144. Le témoin a insisté sur le fait que les vues des partis politiques comme le MDR, le PSD et le PL étaient très différentes de celles du MRND et que, de ce fait, les partis ou les personnes membres de ces partis n'auraient pas pu avoir joint leurs forces en avril 1994¹⁸⁹³. Lors du contre-interrogatoire, il a reconnu que, en avril 1994, le Premier Ministre par intérim « devait être membre

¹⁸⁸⁴ Compte rendu de l'audience du 17 janvier 2011, p. 19, 41.

¹⁸⁸⁵ Ibid., p. 44 à 46.

¹⁸⁸⁶ Ibid., p. 44.

¹⁸⁸⁷ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 18.

¹⁸⁸⁸ Compte rendu de l'audience du 17 janvier 2011, p. 24 et 25.

¹⁸⁸⁹ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 3 à 5.

¹⁸⁹⁰ Id.

¹⁸⁹¹ Compte rendu de l'audience du 22 février 2011, p. 13 à 16.

¹⁸⁹² Compte rendu de l'audience du 18 novembre 2010, p. 24 et 25.

¹⁸⁹³ Ibid., p. 3.

du parti MDR » et que le préfet de Kibuye Clément Kayishema était membre du PSD¹⁸⁹⁴. Ces deux personnes ont été reconnues coupables de génocide par le Tribunal de céans¹⁸⁹⁵.

145. Pendant l'interrogatoire principal, le témoin ND13 a affirmé que l'IPJ Kayishema avait été nommé par le Ministre de la justice, mais que, « au quotidien », l'intéressé était un employé du ministère public, ce qui veut dire que seul le ministère public pouvait le sanctionner¹⁸⁹⁶. Toutefois, durant le contre-interrogatoire, il a reconnu que « le bourgmestre [était] le supérieur hiérarchique de l'IPJ »¹⁸⁹⁷. Le témoin a aussi indiqué que le brigadier de la police communale était sous la supervision du Ministère de l'intérieur et a affirmé de façon catégorique que Ndahimana n'avait pas d'autorité sur la police communale¹⁸⁹⁸, affirmations qui ne trouvent pas d'appui dans la loi administrative ni dans d'autres éléments de preuve. Il a insisté sur le fait que le bourgmestre ne pouvait pas révoquer ou de toute autre manière sanctionner un IPJ ou le brigadier de la police communale et que de nouvelles lois avaient été rédigées après la création de ces deux institutions¹⁸⁹⁹, mais aucune loi de cette nature n'a été versée au dossier. Plus important encore : il n'est pas contesté que Ndahimana a effectivement sanctionné le brigadier de la police communale Christophe Mbakilirehe, après les faits survenus à la paroisse de Nyange¹⁹⁰⁰.

146. La Défense n'a pas contesté l'argument du Procureur selon lequel la loi administrative, admise en preuve en tant que pièce à conviction P.47, était en vigueur au moment où le témoin était lui-même bourgmestre et pendant le mandat de Ndahimana. Tel qu'exposé ci-dessus, cette loi est claire en ce qui concerne les rapports entre le bourgmestre et la police communale. En conséquence, je ne peux que conclure que le témoin cachait délibérément la vérité, du moins sur ce point. Par ailleurs, lorsque le Procureur a montré à ND13 la lettre de Ndahimana datée du 30 avril 1994, lettre par laquelle l'accusé rétrogradait le brigadier de la police communale Christophe Mbakilirehe, le témoin a donné l'explication suivante : « Si j'ai dit que le bourgmestre Ndahimana n'était pas respecté, cela ne veut pas dire qu'il n'était plus bourgmestre. Il était toujours bourgmestre, il donnait des instructions, mais ses instructions n'étaient pas respectées ou mises en application ... »¹⁹⁰¹. Pourtant, le témoin à décharge KR3 a affirmé à l'audience que la rétrogradation de Mbakilirehe avait été mise à exécution et que d'ailleurs le successeur de ce dernier, Jean-Bosco Abayisenga, avait effectivement assumé les fonctions de brigadier¹⁹⁰².

147. Enfin, le témoin a affirmé que la « loi communale stipul[ait] » que c'était le brigadier de la police communale qui gardait la clé de l'armurerie : « [C]e sont les brigadiers de la police communale qui gèrent les armes et les munitions ... ». Cependant, il n'a cité aucune loi à l'appui de cette affirmation, bien qu'il ait été lui-même bourgmestre¹⁹⁰³.

¹⁸⁹⁴ Compte rendu de l'audience du 18 novembre 2010, p. 3.

¹⁸⁹⁵ *Le Procureur c. Kambanda*, affaire n° ICTR-97-23-T, Jugement portant condamnation, 4 septembre 1998 (confirmé par la Chambre d'appel le 19 octobre 2000) ; *Le Procureur c. Clément Kayishema*, affaire n° ICTR-95-I-T, Sentence du 21 mai 1999 (confirmée par la Chambre d'appel le 1^{er} juin 2001).

¹⁸⁹⁶ Compte rendu de l'audience du 17 janvier 2011, p. 25 à 27.

¹⁸⁹⁷ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 23.

¹⁸⁹⁸ Compte rendu de l'audience du 17 janvier 2011, p. 37 et 38.

¹⁸⁹⁹ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 24 et 25.

¹⁹⁰⁰ Pièce à conviction P.51.

¹⁹⁰¹ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 30.

¹⁹⁰² Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 8 et 9 (huis clos).

¹⁹⁰³ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 3 à 5.

148. De façon plus générale, comme dans le cas de KR3, le témoin avait beaucoup de choses à dire au sujet des mauvaises relations entre Ndahimana et les autres autorités de la commune de Kivumu, mais n'a pas été capable de fournir un seul exemple concret de la façon dont se manifestaient ces mauvaises relations dans la gestion quotidienne de la commune ou pendant les événements d'avril 1994.

149. Il y avait aussi d'importantes divergences entre la déposition du témoin et les déclarations et dépositions antérieures faites par lui. Par exemple, à une question du Procureur portant sur une réunion à laquelle le témoin avait assisté en compagnie du préfet Clément Kayishema le 18 avril 1994, ND13 a donné la réponse suivante : « [J]e n'ai même pas participé à cette réunion ; je n'étais pas présent à Kibuye car j'étais allé rendre visite à ma famille à [Karongi].... Ainsi, donc, je n'ai participé à aucune de ces réunions. J'en ai entendu parler, on m'a dit que ces réunions avaient eu lieu, mais je n'avais pas participé à ces réunions »¹⁹⁰⁴. Pourtant, il ressortait d'une déclaration faite devant les enquêteurs du TPIR le 19 octobre 1995 par le témoin que celui-ci avait indiqué avoir participé à une réunion avec le préfet le 18 avril 1994¹⁹⁰⁵. Il a fourni d'autres détails sur sa visite au préfet ce jour-là dans une déclaration ultérieure aux enquêteurs du TPIR datée du 11 avril 1996¹⁹⁰⁶. Lorsqu'il lui été demandé d'expliquer cette contradiction, le témoin a affirmé qu'il avait mal compris la question, parce qu'il considérait que sa discussion avec le préfet était une « consultation » plutôt qu'une « réunion », ajoutant « ... Madame le Procureur. Il faut savoir établir une différence entre une réunion et une séance de consultation »¹⁹⁰⁷. Cette explication n'est pas convaincante, le témoin ayant catégoriquement affirmé quelques instants plus tôt que, le 18 avril 1994, il avait rendu visite à sa famille à Karongi et ne se trouvait pas à Kibuye¹⁹⁰⁸. Dans la même déclaration de 1995¹⁹⁰⁹, le témoin avait soutenu que Clément Kayishema n'était pas responsable des crimes commis à Kibuye, l'intéressé « n'[étant] coupable que de n'avoir pas été en mesure d'assurer la protection des gens », alors que, au procès, il a affirmé que le préfet rencontrait les *Interahamwe* chaque fois que ceux-ci revenaient des tueries à « l'église », concluant de ce fait ce qui suit : « Nous pensions donc qu'à l'époque le préfet Kayishema collaborait avec les *Interahamwe*, même s'il n'était pas toujours avec eux sur les lieux des massacres »¹⁹¹⁰.

150. Enfin, je relève que le témoin a reconnu avoir été condamné à une peine d'emprisonnement de trois mois pour faux témoignage devant une juridiction *gacaca* dans une affaire mettant en cause un autre bourgmestre de la préfecture de Kibuye. Le témoin a nié avoir fait un faux témoignage soutenant que « [l]es juges dans cette juridiction, à l'époque, n'aimaient pas entendre le contraire de ce qu'ils voulaient entendre »¹⁹¹¹. N'étant pas au fait des détails de cette procédure, je n'attache pas une importance démesurée à cette condamnation. Néanmoins, je conclus que je ne peux pas m'appuyer sur la déposition du témoin en ce qui concerne l'autorité *de facto* qu'exerçait Ndahimana en avril 1994.

¹⁹⁰⁴ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 5 et 6.

¹⁹⁰⁵ Pièce à conviction P.49B.

¹⁹⁰⁶ Pièce à conviction P.50B.

¹⁹⁰⁷ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 7 à 11.

¹⁹⁰⁸ *Ibid.*, p. 5 et 6.

¹⁹⁰⁹ Pièce à conviction P.49[B].

¹⁹¹⁰ Pièce à conviction P.49[B]; [compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011,] p. 5.

¹⁹¹¹ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 20 et 21 (huis clos).

8.3.1.4 Témoin Melane Nkiriyehe

151. Lorsque le conflit a éclaté en avril 1994, le témoin Melane Nkiriyehe était directeur du budget au Ministère des finances à Kigali. Il était aussi membre du comité technique de la commune de Kivumu¹⁹¹². Cependant, il n'était pas dans la commune de Kivumu pendant les faits visés en l'espèce. Le comité technique se réunissait normalement une fois par trimestre, mais ne s'était pas réuni pendant le mandat de Ndahimana comme bourgmestre¹⁹¹³.

152. Lorsqu'il lui a été demandé quelle impression il avait eue de l'autorité de Ndahimana en 1994, Nkiriyehe a répondu : « Là, il faut préciser »¹⁹¹⁴. Il a ensuite dit avoir été témoin de ce qui se passait à Kigali et Gitarama et qu'il s'était entretenu avec Ndahimana au cours d'une brève rencontre qui avait duré moins de cinq minutes à la fin du mois de mai 1994¹⁹¹⁵. Il a conclu que les autorités de Kivumu et le Gouvernement intérimaire à Gitarama étaient tous « dépassés » par les miliciens : « C'étaient les miliciens qui gouvernaient »¹⁹¹⁶. Le témoin a conclu que « [Ndahimana] essayait mais [qu'il] était vraiment dépassé parce que la plupart, justement, de ces miliciens ne voulaient pas l'écouter ». Nkiriyehe a ajouté que, après avoir rencontré l'accusé fin mai 1994, il avait rencontré d'« autres agents, les autres personnes » qui lui avaient dit que « Ndahimana a[vait] fait son effort, mais que, malheureusement, il n'a[vait] pas pu, justement, arrêter ce qui [était] arrivé »¹⁹¹⁷. Le témoin n'a ni nommé ses sources ni fourni de précisions sur les « efforts » déployés par Ndahimana.

153. Nkiriyehe a reconnu ne s'être pas rendu à Kivumu en avril 1994. À une question sur les réunions présidées par Ndahimana au cours de ce mois, le témoin a répondu : « [J]e ne connais même pas ces réunions »¹⁹¹⁸ et, à celle de savoir si l'IPJ Kayishema était resté IPJ jusqu'en juillet 1994, Nkiriyehe a répondu : « Ça, je ne le sais pas parce que je n'étais pas là »¹⁹¹⁹.

154. Le témoin était membre de l'aile nationale du MDR¹⁹²⁰ et avait été parmi les scrutateurs qui avaient recensé les voix pendant les élections primaires du MDR dans la commune de Kivumu¹⁹²¹. Il était donc bien placé pour apprécier la politique interne du MDR et j'ajoute foi aux précisions qu'il a fournies sur le choix du candidat du MDR en vue de l'élection du bourgmestre de Kivumu¹⁹²². Le témoin a aussi affirmé que, à l'élection générale, Ndahimana avait obtenu 19 voix et son adversaire du MRND 15 voix¹⁹²³, et que Ndahimana avait bénéficié des voix de membres tant du MRND que du PL¹⁹²⁴. Le témoin a ajouté que les sympathisants du MRND qui avaient voté pour Ndahimana lors de l'élection du bourgmestre n'étaient pas les mêmes que ceux avec lesquels celui-ci devait travailler au bureau communal, mais n'a pas fourni de précisions à l'appui de cette

¹⁹¹² Compte rendu de l'audience du 22 février 2011, p. 4.

¹⁹¹³ Ibid., p. 22 à 24.

¹⁹¹⁴ Ibid., p. 29 et 30.

¹⁹¹⁵ Ibid., p. 29 et 30, 49 à 57, 51 à 53, 31 (« [O]n n'a pas pris plus de cinq minutes. À peine on ouvrait une première bière, donc, le premier verre, on fait un toast, et puis il est parti... J'ai eu la chance seulement de le rencontrer parce que je lui ai quand même serré l[a] main[], mais je n'ai pas vraiment, on n'a pas beaucoup discuté »).

¹⁹¹⁶ Ibid., p. 29 à 31.

¹⁹¹⁷ Ibid., p. 31.

¹⁹¹⁸ Compte rendu de l'audience du 22 février 2011, p. 35 et 36.

¹⁹¹⁹ Ibid., p. 41 et 42.

¹⁹²⁰ Ibid., p. 4 et 5.

¹⁹²¹ Ibid., p. 13 à 15.

¹⁹²² Ibid., p. 12 à 15, 16 à 18.

¹⁹²³ Ibid., p. 11 à 13.

¹⁹²⁴ Ibid., p. 33 et 34.

affirmation¹⁹²⁵. Il n'a pas cité le nom d'un seul membre du MRND qui avait voté pour Ndahimana ni celui de l'un de ceux qui avaient plus tard refusé de travailler avec l'accusé, à l'exception de l'IPJ Kayishema. Si le scrutin était secret, on ne sait pas comment il avait su que Ndahimana avait bénéficié de l'appui de membres du MRND. Même si le témoin était originaire de la commune de Kivumu, la source de ses informations sur l'élection générale à Kivumu et la politique du MRND n'est pas claire.

155. Parlant de l'entrave du MRND au travail de Ndahimana, le témoin Nkiriyehe a dit : « Je peux citer quelques actions » et a ajouté que l'inspecteur scolaire veillait à ce que certains enseignants « [n'écou]tent pas du tout [...] ce que disait le bourgmestre » et qu'il en était de même de l'IPJ Kayishema. Puis, il a ajouté : « Je peux citer pas mal d'exemples »¹⁹²⁶, mais a fourni un exemple abstrait et pas d'exemple concret¹⁹²⁷. Bien que le témoin n'ait pas pu donner d'exemple concret des mauvaises relations qu'il croyait exister entre Ndahimana, les membres de l'entourage de celui-ci et ses subordonnés membres du MRND, il se rappelait toutefois que l'accusé avait été élu trois fois comme président à l'école secondaire¹⁹²⁸. Sa mémoire sélective concernant les détails est préoccupante.

156. Je fais observer par ailleurs que le témoin a affirmé à l'audience que, lorsqu'il avait rendu visite à Ndahimana fin mai 1994, celui-ci lui avait dit qu'il était dépassé et qu'il était saboté par des « gens qui avaient une dent contre lui »¹⁹²⁹. Il semblerait donc que Ndahimana lui-même était au moins une des sources d'information du témoin.

157. Enfin, je suis préoccupée par l'affirmation du témoin selon laquelle le Gouvernement intérimaire à Gitarama était dépassé par ce que faisaient les *Interahamwe* et je ne peux que conclure que l'analyse politique de Nkiriyehe avait pour but de minimiser la responsabilité de toutes les autorités dans le génocide de 1994. Dans le même but, le témoin a aussi affirmé que l'autorité de Ndahimana avait été affaiblie, parce qu'il n'y avait pas eu de passation de service officielle après l'élection de l'intéressé¹⁹³⁰. Il n'a pas donné de précisions à ce sujet et je ne peux ajouter foi à l'idée que l'autorité de Ndahimana a été fortement affaiblie par la non-tenue d'une cérémonie officielle de passation de service.

158. Sur la base de toutes ces considérations prises ensemble, je conclus que ce témoin n'était ni crédible ni digne de foi.

¹⁹²⁵ Compte rendu de l'audience du 22 février 2011, p. 33 et 34.

¹⁹²⁶ Ibid., p. 19 et 20.

¹⁹²⁷ Ibid., p. 22 et 23 (« [L]e bourgmestre dit à l'IPJ de faire tel dossier, d'examiner, d'intervenir dans ce cas, l'autre... dans cette situation où, par exemple, la population est en difficulté. L'IPJ ne veut pas... ne veut pas y aller... Parce que l'IPJ, par exemple, c'était lui qui était... en fait, c'était... c'était comme si c'était un commissaire - un policier, mais un policier civil. Si, par exemple, il y a eu des problèmes d'accidents de voiture, des gens qui se sont bagarrés dans un tel secteur, ça, c'était de l'ordre de l'IPJ d'y aller... Et si, maintenant, on vient de dire au bourgmestre que dans tel secteur il y a eu de telles bagarres et qu'il dit à son IPJ d'y aller, l'autre ne veut pas y aller, ça, c'est déjà justement... c'est déjà un problème »).

¹⁹²⁸ Ibid., p. 9 et 10.

¹⁹²⁹ Compte rendu de l'audience du 22 février 2011, p. 27 à 29.

¹⁹³⁰ Ibid., p. 19 et 20, 20 à 23.

8.3.1.5 Témoin ND24

159. Le témoin ND24 a dit au procès que l'IPJ Kayishema et un certain Gacabuterezi, président d'un tribunal local, étaient plus respectés que Ndahimana dans la commune de Kivumu¹⁹³¹.

160. La Chambre a entendu des témoignages portant sur la participation aux crimes d'un certain Habiyaambere, qui, d'après les témoins, était président d'un tribunal local¹⁹³², mais a entendu peu de témoignages au sujet de Gacabuterezi, une personne qui, d'après le témoin, était plus puissante que le bourgmestre. De façon plus générale, même si la preuve indique clairement que l'IPJ Kayishema a participé activement aux crimes commis à la paroisse de Nyange, le témoin semble avoir fondé sa conclusion, selon laquelle l'intéressé et Gacabuterezi étaient les personnes les plus influentes de Kivumu et étaient seuls responsables des crimes commis à la paroisse de Nyange, sur le fait que Kayishema supervisait le barrage routier que tenait le témoin et que l'intéressé avait mené les assaillants à Nyange le 15 avril 1994¹⁹³³.

161. J'ai déjà exprimé des réserves sur la crédibilité et la fiabilité de ND24¹⁹³⁴. Je crois en outre que le témoin n'était pas placé de sorte à pouvoir porter un jugement sur l'autorité *de facto* exercée par Ndahimana et attache donc peu d'importance à son témoignage relatif à cette question.

8.3.1.6 Témoin ND23

162. En avril 1994, le témoin à décharge ND23 était conseiller de secteur dans la commune de Kivumu¹⁹³⁵. Il était au début membre du MRND, mais, à une date en 1994 qu'il n'a pas précisée, avait démissionné de ce parti¹⁹³⁶. En avril 1994, il n'était membre d'aucun parti¹⁹³⁷.

163. Le témoin était resté à son poste jusqu'en juillet 1994 et, même s'il avait été élu par la population, il relevait toujours du bourgmestre et était sous l'autorité de celui-ci pendant toute la période visée¹⁹³⁸. Il a précisé ce qui suit : « [Le bourgmestre] arrêta les décisions, et ces décisions nous étaient transmises ». Le conseil communal se réunissait deux fois par semaine [et arrêta différentes décisions] « concernant comment la commune devait être gérée »¹⁹³⁹. L'appareil administratif de la commune fonctionnait pendant la période comprise entre la mort du Président Habyarimana et juillet 1994¹⁹⁴⁰.

164. La déposition du témoin tend à étayer le point de vue du Procureur sur l'autorité *de facto* exercée par Ndahimana, plutôt que celui de la Défense. Vu le poste qu'occupait le témoin, je crois

¹⁹³¹ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 29.

¹⁹³² Comptes rendus des audiences du 11 novembre 2010 (témoin CDI.), p. 75 à 77, du 24 janvier 2011 (témoin KR3), p. 82 et 83 (huis clos), et du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 12 et 13. Au paragraphe 11 de l'acte d'accusation, le Procureur désigne Habiyaambere en tant que président du tribunal de canton. Je ne suis pas sûre que ce soit exact, puisqu'il n'existait pas de canton au Rwanda à l'époque.

¹⁹³³ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 29 à 30, 40 à 43.

¹⁹³⁴ Voir par. [29] ci-dessus.

¹⁹³⁵ Comptes rendus des audiences du 19 avril 2011, p. 32 et 33 (huis clos), p. 47 et 48 ; pièce à conviction D.123 (fiche d'identification individuelle).

¹⁹³⁶ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 59 et 60.

¹⁹³⁷ Comptes rendus des audiences du 19 avril 2011, p. 33 (huis clos), p. 45 et 46, 56, 60.

¹⁹³⁸ Ibid., p. 57 et 58, 60.

¹⁹³⁹ Ibid., p. 61.

¹⁹⁴⁰ Ibid., p. 46 à 48.

qu'il était bien placé pour se prononcer sur l'autorité *de facto* exercée par Ndahimana et je conclus que le témoin était crédible sur cet élément de preuve en particulier.

8.3.1.7 Témoin Clément Kayishema

165. Le témoin Clément Kayishema a indiqué à l'audience que, après l'éclatement des violences à Kivumu en avril 1994, Ndahimana avait perdu tout contrôle effectif sur sa commune à cause du nombre extrêmement élevé de personnes qui commettaient des violences dans la rue¹⁹⁴¹. Je rappelle la conclusion que j'ai tirée plus haut sur le fait que Kayishema n'était pas un témoin crédible¹⁹⁴².

8.3.1.8 Témoin Emerita Munsy

166. Emerita Munsy a dit avoir entendu de « personnes », dont elle n'a pu se rappeler les noms, étant donné que « c'étaient des gens qu'[elle] ne connaissai[t] pas », que, à une date qu'elle n'a pas précisée, « [l]'équipe municipale [de Ndahimana] avait proposé qu'on aille fouiller chez [celui-ci] parce qu'on le soupçonnait d'avoir caché des Tutsis ». Le témoin a conclu que, si les membres de l'entourage de Ndahimana cherchaient à fouiller la maison de ce dernier, c'était parce que « [Ndahimana] avait un comportement qui, selon eux, n'allait pas avec ce qu'ils faisaient à ce moment-là »¹⁹⁴³.

167. Le témoin a rappelé par ailleurs que, en une occasion qu'elle n'a pas précisée, elle avait entendu Ndahimana se plaindre de ce que le préfet de Kibuye ou bien avait agi de bonne foi ou était totalement « inconscient », parce que, lorsque Ndahimana avait demandé à l'intéressé de lui envoyer des gendarmes pour protéger Kivumu, ce dernier n'avait envoyé que quatre gendarmes. Ndahimana était contrarié par la réaction du préfet et traitait celui-ci de tous les noms¹⁹⁴⁴. Même si le témoin l'a nié¹⁹⁴⁵, il est ressorti de sa déposition qu'elle et son mari, Jean-Marie Vianney Nzapfakamunsi, lieutenant-colonel dans la gendarmerie, étaient des amis proches de l'accusé et d'un certain nombre de témoins qui ont déposé à l'appui de l'alibi. En effet, Ndahimana avait passé la nuit chez elle lorsqu'ils avaient appris la mort du Président Habyarimana¹⁹⁴⁶. La déposition de ce témoin au sujet de la réputation et de l'autorité de Ndahimana au moment des faits en cause était vague et, bien qu'elle n'ait pas pu donner les noms des personnes qui, d'après elle, avaient parlé favorablement de Ndahimana au cours de cette période ou dire quand la conversation au sujet du préfet avait eu lieu, elle se rappelait que, dans la nuit du 6 au 7 avril 1994, Ndahimana avait dormi dans le corridor près du parrain de sa fille, bien que l'accusé ait fait partie de 40 hôtes ayant passé la nuit chez elle cette nuit-là¹⁹⁴⁷. Plus généralement, j'ai eu l'impression, lorsqu'elle déposait, que sa comparution devant le Tribunal avait pour but de disculper son mari et les complices de celui-ci, notamment Ndahimana, de toutes allégations formulées contre eux¹⁹⁴⁸. Je n'attache donc pas d'importance démesurée à la déposition de ce témoin.

¹⁹⁴¹ Compte rendu de l'audience du 18 avril 2011, p. 45 à 47.

¹⁹⁴² Voir par. 60 à 63 ci-dessus.

¹⁹⁴³ Compte rendu de l'audience du 28 février 2011, p. 21.

¹⁹⁴⁴ Ibid., p. 27, 34 et 35.

¹⁹⁴⁵ Ibid., p. 51 à 53.

¹⁹⁴⁶ Compte rendu de l'audience du 28 février 2011, p. 4 à 7, 79 et 80, 83 et 84.

¹⁹⁴⁷ Ibid., p. 83 et 84.

¹⁹⁴⁸ Ibid., p. 41 et 42, 45 à 47.

8.3.2 Conclusion sur les éléments de preuve à décharge concernant l'autorité *de facto* exercée par Ndahimana

168. Sur la base des éléments de preuve produits par la Défense, je conclus que l'argument de celle-ci selon lequel Ndahimana exerçait peu ou n'exerçait pas d'autorité *de facto* comme bourgmestre n'est pas convaincant. Cela dit, Ndahimana ne peut être tenu responsable de ses actes et omissions comme bourgmestre que si le Procureur a prouvé que l'accusé exerçait à la fois une autorité *de facto* et *de jure* à son poste de bourgmestre.

8.3.3 Indices de l'autorité *de facto* exercée par Ndahimana

8.3.3.1 Introduction

169. Tel qu'exposé ci-dessus, je ne puis ajouter foi aux éléments de preuve à décharge tendant à établir que, en raison de l'absence d'une bonne cohabitation politique dans la commune de Kivumu, le bourgmestre n'avait aucune autorité ou influence sur tout fonctionnaire qui n'était pas membre du MDR. Je relève qu'aucun témoin à charge n'a expressément déposé au sujet des relations entre Ndahimana et les personnes sur lesquelles celui-ci aurait eu à exercer une autorité ou une influence. J'ai donc examiné la preuve indirecte que je considère comme pertinente pour l'appréciation de l'autorité *de facto* exercée par Ndahimana dans la commune de Kivumu.

8.3.4 Autorité sur la police communale

170. Je rappelle que j'ai conclu que Ndahimana exerçait une autorité *de jure* directe sur la police communale¹⁹⁴⁹.

171. Le témoin ND34 a dit à la barre que, le 9 avril 1994, un groupe d'assaillants hutus avaient attaqué un Tutsi dénommé Martin Karekezi¹⁹⁵⁰. Le dimanche vers 8 heures¹⁹⁵¹, le témoin avait vu Ndahimana arriver chez Karekezi en compagnie de deux policiers communaux, dont un répondant au nom de Leonard Kibyutsa. Ndahimana s'était informé sur le meurtre auprès des personnes rassemblées là et celles-ci avaient donné les noms de ceux qui étaient suspectés pour le meurtre de Karekezi¹⁹⁵². Ce témoignage donne à penser que Ndahimana exerçait une autorité sur la police communale le 9 avril 1994.

172. Selon le témoin ND5, entre 20 heures et 22 heures dans la nuit du 9 au 10 avril 1994, les assaillants de sa cellule avaient tué un vieillard nommé Thomas Mwendezi¹⁹⁵³. Le lendemain, le 10 avril, le témoin et cinq autres personnes avaient été arrêtés par les policiers Adrien Niyitegeka (alias « Maharamu ») et Télésphore Munyantarama, en relation avec ce meurtre. Au moment de l'arrestation, Niyitegeka avait dit au témoin que Ndahimana lui avait donné pour instruction d'arrêter les suspects, y compris le témoin¹⁹⁵⁴. Il ressort de ce témoignage que la police communale, y compris Adrien Niyitegeka, qui avait joué un rôle important dans l'attaque du 15 avril 1994, se conformaient aux directives de Ndahimana le 10 avril 1994.

¹⁹⁴⁹ Voir par. 121 et 127 ci-dessus.

¹⁹⁵⁰ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 71 et 72.

¹⁹⁵¹ J'en déduis qu'il s'agit du dimanche 10 avril 1994.

¹⁹⁵² Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 71 et 72.

¹⁹⁵³ Compte rendu de l'audience du 26 janvier 2011, p. 53 et 54.

¹⁹⁵⁴ Ibid., p. 53 à 57.

343

173. Le témoin KR3 a dit à l'audience que, en une occasion, Ndahimana et l'IPJ Kayishema avaient procédé ensemble à l'arrestation d'une personne accusée d'avoir tué un civil tutsi dans les jours qui avaient immédiatement suivi la mort du Président Habyarimana¹⁹⁵⁵. Cela a été corroboré par le témoin ND34¹⁹⁵⁶. Ce témoignage met à mal la propre déposition de KR3 et celles d'autres témoins à décharge tendant à établir que Ndahimana et l'IPJ Kayishema étaient en désaccord en avril 1994.

174. Le témoin ND4 a affirmé à la barre que, le 12 avril 1994, un groupe d'assaillants hutus avaient attaqué des civils tutsis sur la colline de Muryamanihura. Ndahimana avait envoyé sur les lieux le policier Niyitegeka (alias « Maharamu »). Niyitegeka avait dispersé les assaillants en tirant une balle dans la jambe d'un assaillant¹⁹⁵⁷. Le témoignage selon lequel les assaillants avaient été dispersés par Niyitegeka lors de cet incident a été corroboré par le témoin ND5¹⁹⁵⁸. Là encore, voici un témoignage qui révèle que, le 12 avril 1994, Ndahimana orientait les activités de la police communale et, en particulier, celles d'Adrien Niyitegeka.

175. La Défense a produit des éléments de preuve tendant à établir que les suspects arrêtés par Ndahimana à propos des meurtres de Tutsis les 9 et 10 avril 1994 avaient été ensuite libérés par l'IPJ Kayishema¹⁹⁵⁹. Le témoin ND3 a indiqué lors de sa déposition que, à partir du 15 avril, « [Fulgence] Kayishema avait plus de pouvoir que Ndahimana »¹⁹⁶⁰, mais il n'a fourni aucun élément de preuve pour étayer pareille conclusion. Tel qu'exposé ci-dessus, les témoins KR3 et ND34 ont tous deux affirmé que, au moins en une occasion, l'IPJ Kayishema et Ndahimana avaient ensemble arrêté des suspects¹⁹⁶¹. Par ailleurs, s'il ressort de la preuve en l'espèce que Kayishema était très tôt un partisan de l'entreprise criminelle commune¹⁹⁶², je ne peux pas conclure, sans vérification de la procédure pénale applicable à l'époque, que l'intéressé avait libéré des suspects pour contribuer au succès de l'entreprise criminelle commune. Il est possible que les libérations aient été conformes aux lois en vigueur à l'époque¹⁹⁶³. Je relève en outre que Ndahimana avait 11 policiers communaux au moins sous son contrôle. Rien dans la preuve n'établit que l'IPJ bénéficiait de ce genre d'appui. Enfin, Kayishema et Ndahimana avaient souvent assisté ensemble à des réunions durant la période du 13 au 16 avril 1994. En conséquence, sur la base de ce seul

¹⁹⁵⁵ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 40 et 41 (huis clos) ; pièce à conviction P.53, p. 16 (huis clos).

¹⁹⁵⁶ Compte rendu de l'audience du 18 février 2011, p. 2 à 4.

¹⁹⁵⁷ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 42 à 45 (huis clos).

¹⁹⁵⁸ Compte rendu de l'audience du 26 janvier 2011, p. 58 à 60.

¹⁹⁵⁹ Comptes rendus des audiences du 28 février 2011 (témoin Emerita Munsy), p. 21, et du 24 janvier 2011 (témoin Emerita Munsy), p. 81 à 83 (huis clos).

¹⁹⁶⁰ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 22.

¹⁹⁶¹ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 45 et 46, 67 et 68 (huis clos) ; pièce à conviction P.53, p. 16 (huis clos) ; compte rendu de l'audience du 18 février 2011, p. 2 à 4.

¹⁹⁶² Voir, par exemple, le compte rendu de l'audience du 18 janvier 2010 (témoin à décharge ND11), p. 36 (« Le 11, les nommés Kayishema, Gacabuterezi et Rushema ont écrit une note adressée aux... à l'Interahamwe nommé Muyogoro Jean-Bosco. C'était un Interahamwe de chez nous. Dans cette note, ces personnes demandaient à cet Interahamwe de commencer à tuer les Tutsis dans cette localité et lui demandaient de tout faire pour qu'aucun Tutsi ne puisse s'échapper »).

¹⁹⁶³ Par exemple, le compte rendu de l'audience du 26 janvier 2011 (témoin ND5), p. 53 à 58 (Le 10 avril, le témoin et cinq autres personnes avaient été arrêtés par les policiers Adrien Niyitegeka et Téléphore Munyantarama à la suite du meurtre d'un vieil homme tutsi dénommé Thomas Mwendezi la nuit précédente. Au cours de l'arrestation, Niyitegeka avait dit au témoin que Ndahimana lui avait donné pour instruction d'arrêter les suspects, y compris le témoin. Le lendemain, les suspects avaient rencontré l'IPJ Kayishema, qui les avait interrogés pendant une quarantaine de minutes. Après l'interrogatoire, Kayishema avait dit au témoin ND5 et aux autres suspects qu'ils pouvaient rentrer chez eux pendant qu'il poursuivait son enquête).

élément de preuve, je ne suis pas convaincue que l'IPJ Kayishema avait le désir ou la capacité de saper l'action de Ndahimana. Je relève par ailleurs que Télesphore Ndungutse, un meneur des toutes premières attaques, n'avait pas été inquiété par les autorités communales, et, de ce fait, je ne peux même pas être sûre que Ndahimana avait arrêté les auteurs principaux de ces tous premiers crimes.

176. Le témoin ND24 a dit au procès que, le 14 avril 1994, lorsque Ndahimana était passé par le barrage routier tenu par le témoin, alors que l'accusé se rendait à la paroisse de Nyange, celui-ci était accompagné de deux policiers armés¹⁹⁶⁴. Ce qui laisse voir que, le 14 avril 1994, Ndahimana pouvait donner des instructions à la police communale.

177. Le témoin ND7 a dit à la barre que, le 17 avril 1994, après consultation avec Seromba, Ndahimana et un certain nombre de policiers communaux avaient transféré 27 Tutsis blessés de la paroisse de Nyange au centre de santé communal¹⁹⁶⁵. Le témoin ND1 a corroboré le témoignage selon lequel Ndahimana avait emmené des Tutsis blessés au centre de santé ce jour-là. L'accusé avait aussi veillé à ce que le centre soit protégé par des policiers communaux. Cependant, trois jours plus tard, un groupe d'assaillants avaient tué les survivants qui se trouvaient au centre de santé¹⁹⁶⁶. Le témoin KR3 a confirmé que les survivants avaient été emmenés au centre de santé communal et qu'ils y avaient plus tard été tués¹⁹⁶⁷. Ce témoignage révèle que, le 17 avril 1994, Ndahimana donnait des instructions à la police municipale. Je n'émettrai pas d'hypothèse quant aux motifs qui avaient poussé Ndahimana à utiliser la police communale pour protéger les Tutsis le 17 avril 1994 et non les 15 et 16 avril. Sachant que les tueries perpétrées au centre de santé communal n'ont pas été plaidées dans l'acte d'accusation, je ne me prononcerai pas sur ce point.

178. Le témoin ND17 a indiqué lors de sa déposition que, à une date qu'il n'a pas précisée, après les attaques lancées contre la paroisse de Nyange, des policiers communaux affectés par Ndahimana à la protection du couvent des religieuses avaient pu repousser des assaillants du couvent¹⁹⁶⁸. Ce témoignage aussi révèle que Ndahimana était encore capable d'orienter les activités de la police communale après les tueries à Nyange.

179. La pièce à conviction P.51 est une lettre par laquelle Ndahimana rétrogradait le brigadier de la police communale Christophe Mbakilirehe au rang de policier ordinaire et nommait Jean Bosco Abayisenga comme brigadier et Adrien Niyitegeka comme adjoint d'Abayisenga. Les parties ne sont pas divisées sur la réalité de cette réorganisation de la police communale et je conclus que cette réorganisation conforte la thèse du Procureur selon laquelle Ndahimana exerçait, en tant que bourgmestre, un contrôle *de jure* et *de facto* sur la police communale. Ce qui divise les parties, c'est la raison pour laquelle Mbakilirehe a été rétrogradé. J'examinerai ce point ci-dessous, lors de l'appréciation de l'intention de Ndahimana.

180. Lorsque Ndungutse avait menacé de tuer le témoin KR3, celui-ci ayant refusé de se joindre à lui lors d'une attaque contre la famille Ndakubana le 8 avril 1994 ou vers cette date, KR3 en avait

¹⁹⁶⁴ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 9 et 10, 39 et 40, 50 et 51.

¹⁹⁶⁵ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 39 à 41.

¹⁹⁶⁶ Compte rendu de l'audience du 20 janvier 2011, p. 11 à 13.

¹⁹⁶⁷ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 33 à 36 (huis clos).

¹⁹⁶⁸ Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 14 et 15.

parlé à Ndahimana. L'accusé avait alors demandé au nouveau brigadier de la police communale Jean-Bosco Abayisenga, de confisquer le fusil de Ndungutse, ce que l'intéressé avait fait¹⁹⁶⁹.

8.3.5 Réunions

181. Il n'est pas contesté que Ndahimana a présidé une réunion le 11 avril 1994 pour discuter de la sécurité dans la région et que les conseillers et autres autorités communales avaient participé à cette réunion. Après celle-ci, Ndahimana a appelé le préfet pour lui demander d'affecter des gendarmes dans la commune de Kivumu et le préfet a accédé à sa demande en envoyant quatre gendarmes à Kivumu le jour même¹⁹⁷⁰. Rien dans le dossier ne donne à penser que des membres influents de la communauté n'avaient pas assisté à la réunion convoquée par le bourgmestre ou que les décisions prises pendant la réunion ce jour-là n'avaient pas été mises à exécution. De mon point de vue, cet élément de preuve indique que le 11 avril 1994 Ndahimana exerçait une autorité *de facto* de même ordre que celui de tout autre bourgmestre.

182. Fait tout aussi important : le témoin KR3 a affirmé à l'audience que, le 20 avril 1994, le bourgmestre Ndahimana avait tenu une réunion du personnel communal et des conseillers pour discuter, notamment, du comportement du brigadier de la police communale¹⁹⁷¹. Il semblerait par ailleurs que la décision de Ndahimana de rétrograder Mbakilirehe avait été approuvée par le conseil municipal au cours de ladite réunion¹⁹⁷². Une procédure visant le partage des biens appartenant à des victimes tutsies à Nyange avait aussi fait l'objet de discussions et avait été approuvée¹⁹⁷³. Cet élément de preuve établit que, dans les quatre jours qui ont suivi le génocide perpétré à la paroisse de Nyange, Ndahimana a pu exercer ses activités comme d'habitude au bureau communal ; il a pu obtenir du conseil l'approbation de sa décision de rétrograder Mbakilirehe et la mise en place d'une procédure de répartition des biens des Tutsis.

8.3.6 Autres indices de l'autorité *de facto*

183. Tel qu'exposé de façon détaillée ci-dessus, la preuve établit que, lorsque Ndahimana a donné aux assaillants le 16 avril 1994 des directives ou leur a fait des propositions, ces directives et propositions ont été mises en application¹⁹⁷⁴.

184. Le témoin BX3 a affirmé à l'audience que, le 12 avril 1994 ou vers cette date, elle avait décidé de faire venir chez elle ses petits-enfants qui vivaient à l'extérieur de la commune de Kivumu. Afin qu'un ami puisse aller les chercher, elle avait obtenu un laissez-passer de Ndahimana. D'après le témoin, les personnes qui tenaient les barrages routiers autorisaient les détenteurs de laissez-passer à passer les barrages sans être inquiétés¹⁹⁷⁵. Il ressort de cet élément de preuve que Ndahimana jouait un rôle important dans le contrôle des déplacements des résidents de Kivumu durant cette période.

¹⁹⁶⁹ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 8 (huis clos).

¹⁹⁷⁰ Voir, par exemple, le compte rendu de l'audience du 19 avril 2011 (témoin ND23), p. 49 à 52.

¹⁹⁷¹ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 29, 31 à 33 (huis clos).

¹⁹⁷² Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011 (témoin KR3), p. 83 et 84 (huis clos).

¹⁹⁷³ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011 (témoin KR3), p. 32 à 34, 58 (huis clos) (La question des biens des Tutsis avait été examinée en détail, et il avait été décidé que quiconque voulait exploiter une terre appartenant à une victime tutsie paierait un montant au conseiller local qui transférerait l'argent à la commune).

¹⁹⁷⁴ Voir par. 102 à 106 ci-dessus.

¹⁹⁷⁵ Comptes rendus des audiences du 23 février 2011, p. 7 à 10 (huis clos), p. 37 à 39.

185. Le témoin CDL a dit à la barre que lorsque, le 14 avril 1994, des personnes tenant un barrage routier avaient essayé d'ouvrir le cercueil du docteur Ntawuruhunga, Ndahimana était intervenu et avait veillé à ce que le véhicule passe en toute sécurité¹⁹⁷⁶.

186. Le témoin ND23 était conseiller dans la commune de Kivumu. Il a affirmé que, durant la période d'avril à juillet 1994, il avait pour supérieur hiérarchique Ndahimana et relevait de l'autorité de celui-ci¹⁹⁷⁷. Il a précisé ce qui suit : « [Le bourgmestre]... arrêtaient les décisions, et ces décisions ... étaient transmises [aux conseillers] ». Le conseil communal se réunissait deux fois par semaine [et arrêtaient différentes décisions] « concernant comment la commune devait être gérée »¹⁹⁷⁸. Par ailleurs, le bureau communal fonctionnait pendant toute cette période¹⁹⁷⁹.

187. Répondant à une question sur l'autorité exercée par Ndahimana sur la police communale, le témoin ND24 a dit ne rien savoir des relations entre le bourgmestre et la police communale, mais a ajouté ceci : « Je savais, de manière générale, que le bourgmestre était notre responsable »¹⁹⁸⁰. Le témoin ND3 aussi a décrit Ndahimana comme étant « l'autorité au niveau de la commune »¹⁹⁸¹, ce qu'a affirmé de même le témoin ND5, qui a dit à l'audience que la population de Kivumu respectait Ndahimana parce qu'il s'agissait d'une autorité¹⁹⁸².

188. Le témoin CBK était d'avis qu'Athanase Seromba jouissait d'une autorité spirituelle sur les assaillants de la paroisse de Nyange, que Ndahimana jouissait de l'autorité administrative sur les intéressés et que, si Seromba et Ndahimana « s'étaient [mis] ensemble » pour empêcher que les événements n'aient lieu, ceux-ci ne se seraient pas produits ; il a ajouté : « Ndahimana et Seromba se sont... ont collaboré pour la destruction de l'église »¹⁹⁸³.

189. Le témoin CBN a dit à l'audience que Ndahimana « était l'autorité suprême dans la commune de Kivumu. Et tout ce qui se fai[ait] dans la commune [était] de la responsabilité du bourgmestre parce que c'[était] lui l'autorité suprême au niveau de la commune »¹⁹⁸⁴.

190. Selon le témoin CDL, une ou deux semaines après les tueries à Nyange, Ndahimana avait convoqué les résidents de Kivumu et les réservistes, et ces derniers avaient préparé les autres résidents à la défense civile¹⁹⁸⁵.

191. Enfin, je juge important le fait que Ndahimana soit resté en fonction jusqu'à ce qu'il ait été menacé par l'avance du FPR en fin juin ou au début juillet 1994, date à laquelle il a fui vers la République démocratique du Congo.

¹⁹⁷⁶ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010, p. 2 à 4, et du 18 novembre 2010, p. 13, 61 à 62.

¹⁹⁷⁷ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 57 et 60.

¹⁹⁷⁸ Ibid., p. 61.

¹⁹⁷⁹ Ibid., p. 47 et 48.

¹⁹⁸⁰ Compte rendu de l'audience du 21 février 2011, p. 40.

¹⁹⁸¹ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011, p. 23.

¹⁹⁸² Compte rendu de l'audience du 26 janvier 2011, p. 63.

¹⁹⁸³ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 20.

¹⁹⁸⁴ Compte rendu de l'audience du 13 septembre 2010, p. 63 et 64.

¹⁹⁸⁵ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 27 et 28.

8.3.7 Conclusion sur l'autorité *de facto* exercée par Ndahimana

192. Au vu de l'ensemble des éléments de preuve qui précèdent, dont beaucoup ont été fournis par des témoins à décharge, je tiens pour établi que, en avril 1994, Ndahimana exerçait une autorité *de facto* conforme à son autorité *de jure*.

8.4 Contrainte

193. Dans son Mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge, la Défense a affirmé que Ndahimana avait été « victime de la violence politique » à son lieu de travail à Gisenyi, que les miliciens du MRND à Gisenyi le soupçonnaient d'être un agent du FPR après un voyage à Abidjan en janvier 1993, et que l'accusé avait été par la suite menacé par les *Interahamwe* et s'était enfui à Kivumu nuitamment¹⁹⁸⁶. Elle a ajouté qu'elle rapporterait la preuve que Ndahimana était sous le coup de menaces des *Interahamwe* de Kibilira et que le bourgmestre ne pouvait donc pas prendre le risque de se rendre à la paroisse de Nyange le 16 avril 1994¹⁹⁸⁷. La majorité a conclu que « Ndahimana était sous le coup de menaces pendant la période en cause »¹⁹⁸⁸ et que « l'intéressé a[va]it pu participer aux tueries sous l'effet de la contrainte plutôt que par extrémisme ou par haine ethnique »¹⁹⁸⁹. Je ne puis être d'accord avec la majorité sur ce point.

194. Premièrement, je fais observer que la ligne de défense de Ndahimana n'était pas qu'il avait participé à une activité criminelle sous la contrainte, mais qu'il n'était pas présent à la paroisse de Nyange les 15 et 16 avril 1994 et qu'il n'a d'aucune manière participé aux crimes¹⁹⁹⁰. Cela dit, je ne crois pas qu'il serait dans l'intérêt de la justice de ne pas examiner la preuve relative à la contrainte simplement parce que les conseils de la Défense ont choisi d'adopter une autre stratégie judiciaire.

195. Le témoin ND11 a affirmé lors de sa déposition que, à son arrivée dans la nuit du 15 avril 1994 chez Ndahimana, celui-ci lui avait demandé quelle était la situation à l'église de Nyange, parce que l'accusé ne s'y était pas rendu. Ndahimana avait aussi dit au témoin qu'il avait sollicité l'aide du préfet « car les *Interahamwe* [avaient] passé la journée à [le] pourchasser également »¹⁹⁹¹. Le témoin ND17 a affirmé que Ndahimana avait des problèmes en avril 1994 parce qu'« il refusait de collaborer avec les gens qui tuaient les gens »¹⁹⁹². Le témoin était d'avis que Ndahimana « était pourchassé ... parce qu'il ne participait pas à l'entreprise de tuer les gens » et parce qu'il avait fait arrêter « des meurtriers »¹⁹⁹³. Le témoin ND35 a dit à la barre avoir appris de sœur Johanna que Ndahimana avait cherché refuge au couvent des sœurs le 16 avril 1994 pour fuir des personnes qui voulaient le tuer, à savoir Callixte Kimana et Kayishema¹⁹⁹⁴. Le témoin Melane Nkiriyehe a dit à l'audience que Ndahimana était soupçonné d'avoir été complice du FPR en 1993¹⁹⁹⁵. Le témoin Clément Kayishema a affirmé que, lorsque Ndahimana était allé le voir le 15 avril 1994, ils avaient discuté d'un certain nombre de questions notamment « l'insécurité » personnelle de Ndahimana,

¹⁹⁸⁶ Mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge, par. 18.

¹⁹⁸⁷ Ibid., par. 116.

¹⁹⁸⁸ Jugement, par. 706.

¹⁹⁸⁹ Ibid., par. 868.

¹⁹⁹⁰ Pièce de la Défense intitulée « *Defence Notice of Alibi* ».

¹⁹⁹¹ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 44.

¹⁹⁹² Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 5 et 6 (huis clos).

¹⁹⁹³ Compte rendu de l'audience du 3 mai 2011, p. 18.

¹⁹⁹⁴ Ibid., p. 41 et 42.

¹⁹⁹⁵ Compte rendu de l'audience du 22 février 2011, p. 8 à 10.

ajoutant : « [A]vant même qu'il ne soit bourgmestre, il avait eu des problèmes d'insécurité qui l'avaient même fait quitter son [poste] dans l'usine à thé Rubaya »¹⁹⁹⁶.

196. Tel qu'exposé ci-dessus¹⁹⁹⁷, à la différence de la majorité¹⁹⁹⁸, je ne considère pas que ND6 soit un témoin crédible. J'ai en outre de sérieux doutes sur la fiabilité du reste des témoignages selon lesquels Ndahimana agissait sous la contrainte pendant la période en cause, sachant que ces témoignages reposent sur des preuves par ouï-dire et qu'ils sont par trop vagues. Ceux qui ont soutenu à l'audience que Ndahimana était sous le coup de menaces à l'usine de thé de Gisenyi début 1993, n'ont pas fourni de précisions à ce sujet ni indiqué de lien avec les menaces qui auraient été proférées contre l'intéressé en avril 1994. Par ailleurs, [moins] de six mois après son retour de Gisenyi à Kivumu, Ndahimana a été élu bourgmestre de la commune de Kivumu, ce qui donne à penser que l'accusé était de façon générale aimé et respecté dans la commune. Il semblerait en outre que, pendant qu'il était à la paroisse de Nyange le matin du 15 avril, Ndahimana n'a pas caché son intention d'assister aux funérailles du docteur Juvenal Ntawuruhunga ce jour-là. Rien dans le dossier ne laisse penser que Ndahimana a été harcelé pendant qu'il participait aux funérailles. Au contraire, des témoins à décharge ont indiqué à la barre que Ndahimana s'était rendu ce jour-là dans la ville de Kibuye en compagnie d'Anicet Tumusenge, qu'il venait de rencontrer le matin du même jour, et qu'il n'était escorté ni par la police communale ni par aucune autre personne armée¹⁹⁹⁹. Enfin, Ndahimana a passé beaucoup de temps du 11 au 16 avril en compagnie de parties à l'entreprise criminelle commune, dont plusieurs étaient des membres influents de la communauté, et il a continué à occuper son poste de bourgmestre pendant toute la période en cause. Je considère tout aussi important le fait que Ndahimana a eu au moins 11 policiers à sa disposition et semblait entretenir de bonnes relations de travail avec le préfet. En conséquence, j'estime non convaincants les rares éléments de preuve donnant à entendre que Ndahimana agissait sous la contrainte.

8.5 Entreprise criminelle commune

8.5.1 Introduction

197. Aux paragraphes 11 et 36 de l'acte d'accusation, le Procureur a allégué que Ndahimana était partie à une entreprise criminelle commune, que le but de cette entreprise était l'extermination des Tutsis à la paroisse de Nyange et que la responsabilité de Ndahimana était par conséquent engagée, en vertu de l'article 6.1 du Statut, à raison du génocide commis à la paroisse de Nyange.

198. Le Procureur a prouvé qu'une entreprise criminelle commune existait dans la commune de Kivumu en avril 1994 et que le but en était l'extermination, en tout ou en partie, de la population tutsie de la commune de Kivumu. Je ne me prononcerai pas sur le nombre exact des parties à l'entreprise criminelle commune, mais je conclus que parmi ses membres principaux figuraient Athanase Seromba, le prêtre de la paroisse de Nyange, Gaspard Kanyarukiga, un homme d'affaires influent, Téléphore Ndungutse, un enseignant local et vice-président du MRND dans la commune de Kivumu, et Fulgence Kayishema, l'inspecteur de police judiciaire de Kivumu. Il est possible qu'il y ait eu des heurts entre personnalités ou des querelles de clans au sein de l'entreprise, mais,

¹⁹⁹⁶ Compte rendu de l'audience du 18 avril 2011, p. 73.

¹⁹⁹⁷ Voir par. 69 ci-dessus.

¹⁹⁹⁸ Jugement, par. 702 à 705.

¹⁹⁹⁹ Comptes rendus des audiences du 18 avril 2011 (témoin Clément Kayishema), p. 73, du 12 mai 2011 (témoin Anicet Tumusenge), p. 7 à 10, et du 21 février 2011 (témoin ND24), p. 31 à 33, 46 et 47.

ce qui importe, c'est que les membres aient pu travailler ensemble pour atteindre le but commun du génocide de la population tutsie de Kivumu.

8.5.2 L'intention de Ndahimana

199. À propos de l'intention qui animait Ndahimana, la majorité a dit que « [s]ur ce point, [elle] ne conclu[ai]t pas que la seule déduction raisonnable qui puisse être faite des éléments de preuve [était] que l'accusé était animé de l'intention génocide »²⁰⁰⁰. Je ne puis souscrire à cette conclusion de la majorité. D'emblée, je fais observer que, si Ndahimana avait manifesté son opposition au plan, quelque faible qu'ait pu être l'influence que prètent à l'intéressé les éléments de preuve à décharge, les autres parties à l'entreprise criminelle commune auraient procédé à la mise en œuvre du plan sans l'accusé. Au contraire, les éléments de preuve établissent que Ndahimana se réunissait régulièrement avec les parties à l'entreprise criminelle commune durant toute la période en cause, avant, pendant et immédiatement après les tueries. Selon moi, il s'agit là d'un commencement de preuve indiquant que l'accusé acceptait le plan et que la participation de celui-ci à l'entreprise était importante, voire essentielle.

200. Cependant, je ne puis m'appuyer sur un commencement de preuve uniquement et je rappelle avoir jugé que le Procureur avait établi au-delà de tout doute raisonnable que, à un certain moment le 14 avril 1994, sinon avant, Ndahimana a partagé l'intention des autres coauteurs²⁰⁰¹. Ici, je voudrais simplement ajouter que le fait que Ndahimana n'ait affecté aucun policier communal placé sous son autorité à la paroisse pour renforcer les gendarmes qui s'y trouvaient, en dépit des menaces planant sur la vie des réfugiés et dont il était certainement au courant, conforte la conclusion à laquelle je suis parvenue, à savoir que l'accusé ne souhaitait pas voir les réfugiés protégés.

201. Le témoin KR3 a affirmé à l'audience que, au cours de la réunion du 11 avril 1994 présidée par Ndahimana au bureau communal, les participants avaient décidé que serait distribuée aux réfugiés tutsis qui se trouvaient à l'église les vivres qui étaient initialement destinés aux élèves de l'école secondaire de Ntambwe, de même que ceux stockés au centre de nutrition et au presbytère²⁰⁰². La commune devait assurer le transport des vivres plus précisément par le véhicule du témoin CDZ et une Daihatsu de couleur bleue appartenant à Antoine Twagirayezu. Les deux véhicules devaient être mis à la disposition du bourgmestre pour le transport des vivres et pour assurer la sécurité²⁰⁰³. Cependant, le témoin à charge CBS a dit à la barre que, pendant qu'il se trouvait à l'église, les réfugiés n'avaient rien reçu à manger²⁰⁰⁴. De fait, les femmes enceintes et les enfants qui s'y trouvaient avaient commencé à mourir de faim le 13 avril 1994²⁰⁰⁵. Ce témoignage a été corroboré par les témoins CNJ, YAU, CDJ et CBI, qui ont tous affirmé au procès que les réfugiés n'avaient pas reçu de vivres des autorités²⁰⁰⁶. Vu les nombreux déplacements effectués par Ndahimana à la paroisse avant les attaques, il devait avoir su que les réfugiés mourraient de faim. Je considère le fait pour l'accusé de n'avoir pas mis en œuvre les décisions prises à la réunion du

²⁰⁰⁰ Jugement, par. 816.

²⁰⁰¹ Voir par. 52 ci-dessus.

²⁰⁰² Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 66 et 67.

²⁰⁰³ Ibid., p. 68 et 69.

²⁰⁰⁴ Compte rendu de l'audience du 6 septembre 2010, p. 16 et 17.

²⁰⁰⁵ Id.

²⁰⁰⁶ Comptes rendus des audiences du 15 septembre 2010 (témoin YAU), p. 45 et 46, du 14 septembre 2010, p. 3 et 4, du 15 septembre 2010 (témoin CBI), p. 45 et 46, du 11 novembre 2010 (témoin CDJ), p. 44, et du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 79 et 80.

11 avril 1994 concernant la distribution de vivres aux réfugiés comme une autre indication de l'intention qui animait l'intéressé pendant la période qui a suivi ladite réunion.

202. Le 16 avril 1994 dans l'après-midi, Ndahimana et d'autres parties à l'entreprise criminelle commune ont célébré, au presbytère, l'exécution du plan criminel, un point qui, selon moi, illustre encore plus que Ndahimana partageait l'intention des autres coauteurs.

203. Le 20 avril 1994, le bourgmestre Ndahimana a tenu une réunion du personnel de la commune et des conseillers afin de discuter, notamment, du comportement du brigadier de la police communale²⁰⁰⁷. L'autre sujet à l'ordre du jour était celui des biens appartenant aux Tutsis. La question a été examinée en détail et il a été décidé que quiconque souhaitait exploiter une terre appartenant à une victime tutsie devait payer un loyer au conseiller local, qui transférerait ensuite l'argent à la commune²⁰⁰⁸. Le fait que Ndahimana et les membres de son entourage aient préféré se pencher sur la question du partage des biens des Tutsis plutôt que sur les sanctions à infliger aux auteurs des tueries à la paroisse de Nyange étaye la conclusion à laquelle je parviens ci-dessous, à savoir que Ndahimana partageait l'intention des autres coauteurs parties à l'entreprise criminelle commune pendant toute la période en cause.

204. La pièce à conviction P.51 est une lettre par laquelle Ndahimana rétrogradait le brigadier de la police communale Christophe Mbakilirehe au rang de policier ordinaire et nommait Jean Bosco Abayisenga comme brigadier et Adrien Niyitegeka comme adjoint d'Abayisenga. La lettre elle-même ne contient pas les motifs de la rétrogradation, mais il y est fait allusion aux avertissements donnés par le passé à Mbakilirehe en 1988, c'est-à-dire avant que Ndahimana ne soit devenu bourgmestre. Le témoin KR3 a affirmé à l'audience que Mbakilirehe avait été rétrogradé parce que « [c]elui-ci s'[était] mal comporté pendant les troubles. Il était brigadier de la police communale, au lieu d'ordonner à ses policiers d'assurer la sécurité, il a[vait] fait autre chose. Et cela a[vait] conduit à la détérioration de la sécurité »²⁰⁰⁹. Le témoin ND24 a fourni un témoignage sous la forme d'une preuve par ouï-dire, qui laisse entendre que Mbakilirehe était du côté des assaillants pendant l'attaque du 15 avril²⁰¹⁰. Le témoin Clément Kayishema, qui, comme préfet, avait été informé des changements au sein de la police communale, a seulement pu dire que Mbakilirehe avait été rétrogradé à cause d'un « dysfonctionnement » dans la police communale²⁰¹¹. Le témoin à décharge CDL, pour sa part, a affirmé que Mbakilirehe avait été rétrogradé pour « ne pas avoir été actif pendant les attaques ... [et parce qu']on l'accusait d'avoir refusé de donner suffisamment de munitions aux policiers pendant les attaques le vendredi »²⁰¹². Selon CNJ, le 15 avril 1994, Ndahimana avait ordonné à la police communale de tirer sur l'église et, lorsque Mbakilirehe et deux policiers communaux avaient refusé d'exécuter cet ordre, Ndahimana leur avait demandé de lui remettre leurs fusils²⁰¹³. J'ai de sérieux doutes sur la fiabilité de CDL et je ne suis en conséquence pas prête à faire fond sur sa déposition si celle-ci n'est pas corroborée. Tel qu'exposé ci-dessus, je conclus que KR3 et ND24 sont tout aussi peu, sinon moins, fiables. J'ai de moindres doutes sur la

²⁰⁰⁷ Comptes rendus des audiences du 25 janvier 2011, p. 29, p. 31 à 33 (huis clos).

²⁰⁰⁸ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 32 à 34, 64 et 65 (huis clos).

²⁰⁰⁹ Compte rendu de l'audience du 24 janvier 2011, p. 84.

²⁰¹⁰ Compte rendu de l'audience du 27 janvier 2011, p. 3 à 9.

²⁰¹¹ Comptes rendus des audiences du 18 avril 2011, p. 50, et du 19 avril 2011, p. 2 et 3.

²⁰¹² Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010, p. 27.

²⁰¹³ Compte rendu de l'audience du 4 novembre 2010, p. 60 à 63 (Le policier Adrien Niyitegeka, surnommé « Maharamu », avait tiré en direction du clocher de l'église. L'un des deux policiers qui avait été désarmé s'appelait Gicadi).

fiabilité de CNJ, mais n'entends pas me prononcer sur le rôle de Mbakilirehe dans les attaques en me fondant uniquement sur la déposition de ce témoin et sur celle du témoin CDL.

205. Cependant, il n'est pas contesté que Ndahimana a remplacé Mbakilirehe par les policiers Jean Bosco Abayisenga et Adrien Niyitegeka. Les témoins CDL et CNJ ont tous deux affirmé à l'audience qu'Abayisenga avait activement participé aux tueries le 15 avril 1994²⁰¹⁴. Les témoins CBT, CBY, CBS et CBN ont dit à la barre que Niyitegeka avait joué un rôle particulièrement actif dans l'attaque en question²⁰¹⁵. Sachant que Ndahimana a remplacé Mbakilirehe par deux autres policiers qui avaient participé aux attaques, je tiens pour prouvé que, quel qu'ait pu être le motif qui a poussé l'accusé à rétrograder Mbakilirehe, il n'a pas puni l'intéressé pour participation aux attaques à la paroisse de Nyange.

206. Je rappelle que, quand Téléphore Ndungutse a menacé le témoin KR3, Ndahimana a été capable de faire désarmer Ndungutse. J'en conclus que, quand Ndahimana voulait sévir contre un auteur de crime de premier plan, comme Ndungutse, il pouvait le faire. J'examinerai ci-dessous la responsabilité incombant à Ndahimana du fait de ses omissions comme bourgmestre, mais je tiens, à ce stade, à souligner que le fait pour Ndahimana de n'avoir pris aucune mesure raisonnable et nécessaire relevant de ses attributions, pour punir les auteurs des tueries à la paroisse de Nyange, est un élément important qui vient conforter la conclusion à laquelle je suis parvenue, à savoir que l'accusé était animé de la même intention que les autres coauteurs. Vu la participation de Ndahimana à de nombreuses réunions avec des parties à l'entreprise criminelle commune et la participation active de l'intéressé au massacre du 16 avril 1994, je conclus que l'idée avancée par le témoin KR3 selon laquelle Ndahimana n'avait pris aucune mesure punitive parce qu'il ne connaissait pas les auteurs des crimes²⁰¹⁶ est dépourvue de fondement.

207. En conclusion, si Ndahimana avait uniquement participé aux réunions avec des personnes comme Anasthase Seromba et les gendarmes à la paroisse de Nyange avant le génocide perpétré les 15 et 16 avril 1994, j'aurais souscrit à l'avis de la majorité selon lequel une déduction raisonnable pourrait être que l'intention qui animait Ndahimana et la participation de celui-ci aux faits étaient anodines²⁰¹⁷. Cependant, vu la preuve de la participation de l'accusé à de nombreuses réunions avec d'autres parties à l'entreprise criminelle commune pendant toute la période du 13 au 16 avril, conjuguée à des preuves indirectes pertinentes permettant d'apprécier la *mens rea* de Ndahimana, je conclus que le Procureur a établi au-delà de tout doute raisonnable que, à un moment inconnu le 14 avril 1994, Ndahimana avait partagé l'intention de ses complices de détruire en tout ou en partie la communauté tutsie de la commune de Kivumu.

8.5.3 Contribution de Ndahimana à l'entreprise criminelle commune

8.5.3.1 Soutien actif

208. Concernant la contribution de Ndahimana à l'entreprise criminelle commune, je rappelle que, en tant que bourgmestre, Ndahimana était la plus haute autorité politique liée aux tueries de la

²⁰¹⁴ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 7 à 10, et du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 60 et 61, 62 et 63.

²⁰¹⁵ Comptes rendus des audiences du 9 novembre 2010, p. 61 à 63, du 10 novembre 2010 (témoin CBY), p. 34 et 35, 37 à 39 (huis clos), du 14 septembre 2010 (témoin CBS), p. 44, et du 13 septembre 2010 (témoin CBN), p. 26 à 28.

²⁰¹⁶ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 32 et 33 (huis clos).

²⁰¹⁷ Jugement, par. 820.

paroisse de Nyange. J'ai conclu qu'il exerçait une importante autorité *de facto* et *de jure* dans la commune. Même si je ne suis pas certaine que sa participation à l'entreprise criminelle commune a été une condition *sine qua non* de la commission du génocide à la paroisse de Nyange, je suis néanmoins convaincue que s'il avait usé de toute son autorité pour entraver l'action de l'entreprise criminelle commune, celle-ci aurait échoué.

8.5.3.1.3 Planification

209. J'ai conclu que Ndahimana avait participé à au moins huit réunions des parties à l'entreprise criminelle commune pendant la période du 13 au 16 avril 1994, dont au moins six avaient eu lieu avant la première série des tueries perpétrées le 15 avril 1994 et au moins deux autres s'étaient tenues avant la deuxième série qui a eu lieu le 16 avril 1994. Sur la base de ces éléments de preuve, je tiens pour établi que Ndahimana a activement participé à la planification des tueries à la paroisse de Nyange.

8.5.3.1.4 Incitation

210. J'étais déjà parvenue à la conclusion que, le 16 avril 1994, Ndahimana avait à la fois incité les assaillants à commettre des crimes à la paroisse de Nyange et avait supervisé les intéressés.

8.5.3.2 Participation des policiers communaux aux attaques

211. La responsabilité incombant à Ndahimana à raison du rôle joué par la police communale dans les tueries peut être qualifiée à la fois de responsabilité par omission et de responsabilité par commission : Ndahimana a à la fois manqué à son obligation d'affecter, après les attaques du 13 ou 14 avril 1994, des policiers placés sous son autorité à la protection des réfugiés qui se trouvaient à la paroisse et a fait en sorte que ces policiers participent aux attaques les 15 et 16 avril 1994. Il ressort de la preuve qu'il y avait au moins 11 policiers communaux dans la commune de Kivumu en avril 1994 et que, au moins neuf de ceux-ci avaient participé à l'attaque du 15 avril 1994, à savoir Jean Bosco Abayisenga²⁰¹⁸, Adrien Niyitegeka (alias « Maharamu »)²⁰¹⁹, Appolinaire Rangira²⁰²⁰, Athanase Uzubukaliho/Uzabakiriho (alias « Gicyare » ou « Gicadi »)²⁰²¹, Téléphore Munyantarama²⁰²², Nyantara²⁰²³, Habaruriga²⁰²⁴, Makaberi²⁰²⁵ et Ephrem²⁰²⁶. Les témoins ont ajouté que Christophe Mbakilirehe était présent à la paroisse ce jour-là mais n'ont pas parlé d'une

²⁰¹⁸ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 25 et 26, et du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 60 et 61, 62 et 63.

²⁰¹⁹ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 9 et 10, du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 25 et 26, du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 44, du 8 novembre 2010 (témoin CDK), p. 36 à 41, du 9 novembre 2010 (témoin CDK), p. 21 et 22, et du 7 septembre 2010 (témoin CBT), p. 42 à 44.

²⁰²⁰ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 9 et 10, du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 25 et 26, du 7 septembre 2010 (témoin CBT), p. 42 à 44, et du 17 février 2011 (témoin ND34), p. 73 et 74.

²⁰²¹ Comptes rendus des audiences du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 9 et 10, du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 25 et 26, et du 17 février 2011 (témoin ND34), p. 73 et 74.

²⁰²² Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 25 et 26, du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 44, du 8 novembre 2010, p. 36 à 41, et du 9 novembre 2010 (témoin CDK), p. 21 et 22.

²⁰²³ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 9 et 10.

²⁰²⁴ Compte rendu de l'audience du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 25 et 26.

²⁰²⁵ Id.

²⁰²⁶ Compte rendu de l'audience du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 9 et 10.

participation de l'intéressé à l'attaque²⁰²⁷. Les témoins ND34 et Béatrice Mukankusi aussi ont eux parlé d'un policier dénommé Léonard Kibyutsa, mais pas en relation avec des attaques à la paroisse de Nyange²⁰²⁸. Le témoin CBS a mentionné la présence d'un policier dénommé Aloys Nishirembere à la paroisse le 14 avril²⁰²⁹. Même si le témoin CBY a affirmé à l'audience qu'un autre participant répondant au nom de Kabalisa était aussi policier, les témoins CBR et CDK ont dit que celui-ci était un ancien officier de l'armée²⁰³⁰. Ces deux derniers témoins ayant pris part aux attaques, j'ai le sentiment qu'ils étaient mieux placés pour savoir quel était le statut de l'intéressé.

212. La majorité a dit que « le Procureur n'[avait] pas établi au-delà de tout doute raisonnable que Ndahimana avait la capacité matérielle de prévenir les crimes commis par les policiers communaux à l'église de Nyange »²⁰³¹. Je ne puis être d'accord avec la majorité sur ce point. La majorité et moi sommes cependant d'accord sur le fait que Ndahimana exerçait une autorité *de jure* sur la police communale et j'estime convaincants les éléments de preuve établissant que l'intéressé exerçait aussi une autorité *de facto*. Aucun élément de preuve du dossier ne donne à penser que Ndahimana a dénoncé à un quelconque moment la participation de la police communale à l'attaque ou qu'il a suspendu ou révoqué un policier pour la participation de celui-ci aux attaques. Au vu de ces éléments, considérés conjointement avec la preuve ci-dessus établissant que Ndahimana exerçait une autorité *de facto* sur la police communale²⁰³², non seulement je pense que Ndahimana était à même de prévenir les crimes commis par la police locale et qu'il ne l'a pas fait, mais je suis en outre d'avis que l'accusé a fait en sorte que la police communale participe aux attaques perpétrées les 15 et 16 avril 1995. Selon moi, c'est la seule déduction raisonnable qui puisse être faite des éléments de preuve du dossier²⁰³³.

8.5.3.3 Transport

213. Je souscris à l'avis de la majorité selon lequel, lorsque Ndahimana et les autres participants à la réunion tenue le 11 avril 1994 ont décidé de réquisitionner les véhicules appartenant aux membres de la population, ils ne pensaient pas nécessairement que les véhicules seraient utilisés pour le transport des assaillants à la paroisse de Nyange. Cependant, des éléments de preuve ont été produits qui établissent de manière concluante que, au moins un véhicule, appartenant au témoin CDZ, a été réquisitionné par Ndahimana après la réunion du 11 avril 1994²⁰³⁴ et que ce véhicule a été par la suite utilisé pour transporter les assaillants à la paroisse de Nyange²⁰³⁵. Je tiens pour établi que ce véhicule n'aurait pas pu être utilisé à cette fin sans le consentement de Ndahimana.

²⁰²⁷ Comptes rendus des audiences du 14 septembre 2010 (témoin CBI), p. 44, du 7 septembre 2010 (témoin CBT), p. 42 à 44, du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 13 à 16, du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 60 à 63 (Mbakilirehe avait refusé d'obtempérer à l'ordre de Ndahimana de tirer sur les réfugiés), et du 20 avril 2011 (témoin ND22), p. 4 à 6.

²⁰²⁸ Comptes rendus des audiences du 17 février 2011, p. 73 et 74, et du 7 février 2011, p. 35 et 36.

²⁰²⁹ Pièce à conviction D.4, p. 4.

²⁰³⁰ Comptes rendus des audiences du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 27 et 28 (Le témoin CBR a décrit Kabalisa comme un ancien militaire mais a affirmé que l'intéressé travaillait avec la police communale ce jour-là), du 9 novembre 2010 (témoin CDK), p. 61 à 63, et du 10 novembre 2010 (témoin CDK), p. 34 et 35, 37 à 39 (huis clos) (Le témoin CDK aussi a décrit Kabalisa comme un ancien militaire).

²⁰³¹ Jugement, par. 767.

²⁰³² Opinion dissidente, par. 171 à 180.

²⁰³³ Comptes rendus des audiences du 2 novembre 2010 (témoin CBR), p. 37 à 39, du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 16 à 18, 20 et 21, 22 et 23, et du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 20 à 22, 24 et 25, 31 et 32.

²⁰³⁴ Pièce à conviction P.5.

²⁰³⁵ Comptes rendus des audiences du 8 septembre 2010 (témoin CDZ), p. 37 et 38, du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 16 et 17, 25 et 26, du 2 novembre 2010 (témoin CBR), p. 58 et 59, du 3 novembre 2010 (témoin CBK), p. 17

214. S'agissant de l'utilisation par les assaillants de la Toyota Hilux de couleur rouge appartenant au bureau communal, je relève que le témoin à décharge Charles Ruvurajabo a dit à la barre que le véhicule n'avait pas quitté le garage de son père pendant cette période²⁰³⁶. Je ne puis suivre la majorité dans sa conclusion selon laquelle ce témoignage était crédible²⁰³⁷. Je rappelle que le témoin était un Tutsi et qu'il a reconnu être parti se cacher, en précisant : « [J]e dirais que c'est entre une semaine et une semaine et demie, après le 6 avril »²⁰³⁸. Le témoin n'a pas indiqué sur quelle base était fondée sa certitude que le véhicule communal n'avait pas quitté le garage de son père au cours de la période en cause. De façon plus générale, je trouve que les éléments de preuve qui se rapportent au véhicule communal sont par trop parcellaires et contradictoires pour permettre de se prononcer de façon claire sur ce point. Par suite, à la différence de la majorité, je n'ai pas pris en considération cette question lors de l'appréciation de la crédibilité des témoins²⁰³⁹.

8.5.3.4 Munitions

215. Le témoin KR3 a affirmé que Ndahimana et le brigadier Christophe Mbakilirehe gardaient tous deux les clefs de l'armurerie communale²⁰⁴⁰. Le témoin ND13 pensait que seul le brigadier de la police communale détenait une clef²⁰⁴¹. Les témoins à charge CDL, CBR et CNJ ont tous dit au procès que Ndahimana jouait un rôle dans la distribution des armes entreposées au bureau communal pour être utilisées par la police communale²⁰⁴². Les témoins CBR et CDL n'étaient pas les plus crédibles des témoins à charge et ND13 n'était pas un témoin à décharge crédible. Je relève aussi que les témoignages de CBR et CNJ reposaient sur des preuves par ouï-dire. Néanmoins, je constate que les preuves indirectes corroborent les éléments de preuve fournis par les trois témoins à charge. Il n'est pas contesté que les assaillants ont utilisé des armes à feu pour attaquer l'église de Nyange tard le matin ou en début d'après-midi du 15 avril 1994 et qu'ils ont par la suite été à court de munitions. Les éléments de preuve établissent également que Christophe Mbakilirehe, le brigadier de la police communale, était présent à l'église ce jour-là, mais rien dans le dossier ne donne à penser que l'intéressé a parcouru la courte distance qui sépare la paroisse de Nyange et le bureau communal dans le but de réapprovisionner le stock d'armes des assaillants²⁰⁴³. Ndahimana, en revanche, n'était pas à la paroisse quand les assaillants sont venus à court de munitions et n'y est

et 18, du 6 septembre 2010 (témoin CBS), p. 28 à 30, du 7 septembre 2010 (témoin CBI), p. 65 à 68, et du 10 novembre 2010 (témoin CNT), p. 55 et 56.

²⁰³⁶ Compte rendu de l'audience du 8 février 2011, p. 40 à 43.

²⁰³⁷ Jugement, par. 515.

²⁰³⁸ Compte rendu de l'audience du 10 février 2011, p. 32 à 34, 37.

²⁰³⁹ Voir, par exemple, le paragraphe 479 du jugement concernant le témoin CBI.

²⁰⁴⁰ Compte rendu de l'audience du 25 janvier 2011, p. 43 et 44 (huis clos).

²⁰⁴¹ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011, p. 3 à 5.

²⁰⁴² Comptes rendus des audiences du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 63 (Le 15 avril 1994, lorsque la police communale était venue à manquer de munitions, « il [avait fallu] ... attendre le retour du bourgmestre. Car il n'y avait pas moyen d'aller chercher les munitions au bureau communal »), du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 21 (Tard pendant la journée du 15 avril, Ndungutse et l'inspecteur de police judiciaire Kayishema avaient informé les assaillants, dont le témoin, que le « matériel » était épuisé, parce que « le stock... d'autres matériels avaient été [fermés] par le bourgmestre, qu'ils attendaient que le bourgmestre revienne » pour qu'il leur donne du matériel supplémentaire), et du 12 novembre 2010 (témoin CDL), p. 16 à 18 (Le 15 avril 1994 vers 18 h 30, le témoin avait vu Ndahimana discuter avec Kayishema et Abayisenga à l'extérieur du bureau communal. Kayishema et Abayisenga avaient dit à Ndahimana que les assaillants n'avaient pas pu tuer les réfugiés tutsis, parce qu'ils étaient à court de munitions et que Ndahimana n'était pas là pour distribuer le matériel nécessaire. Ndahimana avait promis de leur fournir le matériel le lendemain matin).

²⁰⁴³ Compte rendu de l'audience du 11 novembre 2010 (témoin CDL), p. 73 et 74 (La distance entre le bureau communal et l'église était d'environ un kilomètre).

retourné que plus tard ce soir-là. Les éléments de preuve indiquent aussi de manière concluante que, le lendemain, 16 avril 1994, les assaillants sont de nouveau arrivés à la paroisse de Nyange munis d'armes à feu et de munitions. Rien dans la preuve ne donne à penser que quelqu'un d'autre que Ndahimana et Mbakilirehe détenait les clés de l'armurerie communale. Il s'ensuit que, de mon point de vue, la seule déduction raisonnable qui puisse être faite est que Ndahimana a mis des munitions à la disposition des assaillants soit à son retour de Rufungo dans la soirée du 15 avril, ou, quoi qu'il en soit, avant le début de l'attaque le lendemain.

8.5.4 Participation par omission

216. En examinant la responsabilité encourue par Ndahimana au titre de l'article 6.3 du Statut pour avoir manqué à l'obligation qui lui incombait d'empêcher la commission des crimes en cause et d'en punir les auteurs, la majorité invoque la jurisprudence de la Chambre d'appel selon laquelle « [l]e contrôle effectif s'entend de la capacité matérielle de prévenir la commission de l'infraction ou d'en punir les principaux auteurs »²⁰⁴⁴ et que les « mesures nécessaires et raisonnables s'entend des mesures qu'un supérieur est à même de prendre, en son pouvoir, comme l'atteste le degré de contrôle effectif qu'il exerçait sur ses subordonnés »²⁰⁴⁵.

217. Pour déterminer si une personne est coupable de n'avoir pas pris les mesures nécessaires et raisonnables en vue d'empêcher la commission d'actes criminels ou pour en punir les auteurs au sens de l'article 6.3 du Statut, la Chambre d'appel a dans l'affaire *Blaškić* dit que ce qui constituait une mesure raisonnable et nécessaire « [était] davantage une affaire de preuve que de droit substantiel ... »²⁰⁴⁶ et que « les mesures nécessaires et raisonnables que doit prendre le supérieur sont celles qui sont en son pouvoir, pouvoir dont atteste le degré de contrôle effectif qu'il exerce sur ses subordonnés. Adresser des rapports aux autorités compétentes est [...] une mesure possible "dans certaines circonstances" »²⁰⁴⁷.

218. Je tiens à souligner de nouveau que mon appréciation des mesures raisonnables et nécessaires que pouvait prendre Ndahimana pour empêcher la commission des crimes en 1994 ou pour en punir les auteurs n'a pas pour but de déterminer si l'accusé était ou non un supérieur hiérarchique au sens du paragraphe 3 de l'article 6 du Statut, mais a pour but de déterminer si les omissions de l'accusé, examinées conjointement avec les actes commis par lui, s'étaient traduites par une contribution substantielle à l'entreprise criminelle commune au regard de la jurisprudence et du paragraphe 1 de l'article 6 du Statut. Je suis d'avis que la jurisprudence relative à la responsabilité visée au paragraphe 3 de l'article 6 du Statut est d'une grande utilité pour l'appréciation de l'importance des omissions relevant du paragraphe 1 de l'article 6 du Statut. Je ne crois pas, par exemple, que, à l'exception de Ndahimana et de Christophe Mbakilirehe, le brigadier de la police communale, aucun auteur principal des crimes commis à la paroisse de Nyange puisse être tenu responsable, ni au titre du paragraphe 1 ni au titre du paragraphe 3 de l'article 6 du Statut, pour n'avoir pas affecté la police communale à la protection des réfugiés à la paroisse.

219. Je rappelle que, en vertu de l'article 56 de la loi administrative, un bourgmestre était à la fois le représentant de l'autorité centrale et la personnification de l'autorité communale²⁰⁴⁸. La police

²⁰⁴⁴ Jugement, par. 726.

²⁰⁴⁵ Ibid., par. 765.

²⁰⁴⁶ Arrêt *Blaškić*, par. 69 et 72.

²⁰⁴⁷ Arrêt *Blaškić*, par. 72. Voir aussi l'arrêt *Boškovski*, par. 234.

²⁰⁴⁸ Pièce à conviction P.47, article 60

communale était placée sous l'autorité directe du bourgmestre qui l'utilisait dans ses fonctions de maintien et de rétablissement de l'ordre public et d'exécution des lois et des règlements²⁰⁴⁹. Un bourgmestre était en outre investi de certains pouvoirs de police. Ainsi, en cas d'urgence, il pouvait incarcérer des personnes pour une période ne dépassant pas sept jours²⁰⁵⁰. Il pouvait aussi réquisitionner la force publique²⁰⁵¹. Sur cette base, j'ai conclu que le bourgmestre était juridiquement tenu d'assurer l'ordre public dans sa commune. Ceci établit une distinction entre Ndahimana et les autres parties à l'entreprise criminelle commune comme Seromba, un prêtre, et Kanyarukiga, un homme d'affaires, qui peuvent avoir eu une certaine influence au sein de la communauté et, dans le cas de Seromba, avoir une obligation morale ou religieuse de protéger les civils, mais n'étaient pas juridiquement tenus de le faire.

220. Le bourgmestre était chargé d'exercer un contrôle administratif sur les agents de l'État affectés dans la commune²⁰⁵². Sur la base de la preuve produite en l'espèce, j'ai conclu que les « agents de l'État » comprenaient, notamment, les gendarmes, l'inspecteur de la police judiciaire et les bourgmestres adjoints. Compte tenu de la responsabilité incombant à un bourgmestre en matière de maintien de l'ordre public dans sa commune, ajoutée au rôle de l'intéressé en tant que représentant du Gouvernement central dans la commune²⁰⁵³ et au contrôle administratif qu'il exerçait sur les agents de l'État²⁰⁵⁴, je suis d'avis qu'un bourgmestre avait l'obligation de signaler toute faute professionnelle ou activité criminelle des agents de l'État aux supérieurs hiérarchiques de ceux-ci à Kigali, Kibuye ou Murambi. En effet, je ne vois pas comment un supérieur hiérarchique dans une institution publique dont le siège se trouve à l'extérieur de la commune aurait pu être informé d'une faute professionnelle ou activité criminelle d'un subordonné affecté dans la commune de Kivumu si la personne responsable du maintien de l'ordre de l'endroit où a été commis le crime, en l'occurrence le bourgmestre, ne la lui signale pas.

221. Les conseillers communaux étaient des responsables élus et, en conséquence, même si, sur la base de la déposition du témoin ND23²⁰⁵⁵, j'ai le sentiment que le bourgmestre exerçait sur eux un degré plus important d'autorité *de facto* que celle prévue dans la loi administrative, je suis d'accord avec la majorité que le Procureur n'en a pas rapporté la preuve au-delà de tout doute raisonnable²⁰⁵⁶. Cela dit, puisque le bourgmestre était responsable du maintien de l'ordre dans sa commune, je crois qu'il avait l'obligation de signaler aux forces de l'ordre compétentes les conseillers, les autorités judiciaires, les miliciens et les civils accusés de participation à une activité criminelle grave dans sa commune, après réception d'une information fiable à ce sujet. La seule chose dont je suis convaincue cependant, c'est que Ndahimana savait ou avait des raisons de savoir que ses complices dans l'entreprise criminelle commune, avec lesquels il avait planifié les attaques à la paroisse de Nyange, ses subordonnés dans la police communale et les agents de l'État affectés dans la commune, à savoir l'IPJ, les bourgmestres adjoints et les gendarmes, avec lesquels il travaillait régulièrement, avaient participé au génocide perpétré à la paroisse de Nyange²⁰⁵⁷. Je ne

²⁰⁴⁹ Pièce à conviction P.47, article 104 (88) et 108 (92), et modification du 4 octobre 1977, article 1.

²⁰⁵⁰ Ibid., article 61.

²⁰⁵¹ Voir le compte rendu de la déposition du témoin à l'audience du 12 novembre 2010, p. 28 et 29, et la preuve que l'accusé avait effectivement réquisitionné des gendarmes de la préfecture le 11 avril 1994.

²⁰⁵² Pièce à conviction P.47, article 58 (11).

²⁰⁵³ Ibid., article 60.

²⁰⁵⁴ Ibid., article 58 (11).

²⁰⁵⁵ Compte rendu de l'audience du 19 avril 2011, p. 60 et 61.

²⁰⁵⁶ Jugement, par. 772.

²⁰⁵⁷ Il s'ensuit que je ne puis suivre la majorité dans les conclusions qu'elle a tirées aux paragraphes 778, 783 et 793 du jugement. Contrairement à ce qu'affirme la majorité au paragraphe 775 du jugement, je ne suis pas convaincue que les

peux pas conclure qu'il avait la connaissance requise en ce qui concerne chacun des conseillers, chacune des autorités judiciaires ou chacun des miliciens et je n'examinerai donc aucune obligation juridique qui pourrait avoir incombé à Ndahimana de signaler aux autorités compétentes les crimes commis par ces derniers groupes de personnes.

8.5.4.1 Omissions spécifiques

222. Le 10 avril 1994, Ndahimana a adressé à au moins un conseiller une lettre demandant à celui-ci d'« assurer la sécurité » dans son secteur et d'« éviter les divisions »²⁰⁵⁸, et, le lendemain, il a adressé une lettre à un collègue du MDR afin de s'assurer que les membres de ce parti de la zone de ce dernier ne provoqueraient pas de tensions ethniques comme le faisait Ndungutse²⁰⁵⁹. J'estime que ces lettres faisaient partie des mesures nécessaires et raisonnables qu'un bourgmestre aux prises avec des violences ethniques dans sa commune devait prendre.

223. Je rappelle par ailleurs que, les 9 et 10 avril ou à l'une de ces dates, Ndahimana avait arrêté un certain nombre de personnes accusées de participation aux premiers meurtres de civils tutsis dans la commune de Kivumu après la mort du Président Habyarimana²⁰⁶⁰ et que, dans un incident distinct intervenu le 12 avril, il a donné pour instruction à la police communale de repousser les personnes qui attaquaient les civils tutsis, ce que celle-ci avait fait²⁰⁶¹. J'estime que ces actes aussi démontrent que Ndahimana a pris les mesures raisonnables et nécessaires pour lutter contre les violences dans sa région pendant les six jours qui ont suivi la mort du Président. Rien dans la preuve n'établit cependant que Ndahimana a pris les mesures nécessaires et raisonnables pour empêcher la commission des crimes interethniques après le 12 avril 1994 et, tel qu'exposé ci-dessus, je tiens pour établi que l'accusé a continué à exercer la même autorité après le 12 avril 1994 que lorsque ces mesures constructives ont été prises par lui.

224. Selon le témoin KR3, après les tueries à la paroisse de Nyange, Ndahimana avait adressé une note aux conseillers communaux et membres des comités de cellule leur demandant d'assurer la sécurité de leurs citoyens et de mettre fin à la chasse à l'homme visant les Tutsis²⁰⁶². Le témoin Clément Kayishema a indiqué à la barre croire que Ndahimana avait « même [...] fait, [pensait-il], des rapports sur la sécurité qui régnait dans sa commune »²⁰⁶³. Je ne peux pas ajouter foi à ces témoignages, KR3 et Kayishema ayant été particulièrement peu fiables et n'ayant pu produire la moindre copie des prétendues communications ni donner de précisions sur le contenu de celles-ci.

225. Tel qu'exposé ci-dessus, je tiens pour prouvé que Ndahimana exerçait un contrôle effectif sur la police communale. Pourtant, l'intéressé n'a pas affecté celle-ci à la protection de la paroisse le 14 avril 1994, alors que je suis sûre qu'il était au courant des plans de l'attaque qui devait avoir lieu le lendemain. Au contraire, les témoins à charge comme ceux à décharge ont tous affirmé à

bourgmestres adjoints faisaient partie du personnel de la commune au sens de la loi administrative. Je considère qu'il était tout aussi possible qu'ils soient des agents de l'État affectés dans la commune.

²⁰⁵⁸ Pièce à conviction D.108[C].

²⁰⁵⁹ Pièce à conviction D.110[B].

²⁰⁶⁰ Comptes rendus des audiences du 17 février 2011 (témoin ND34), p. 71 à 73, du 18 février 2011 (témoin ND34), p. 3 et 4, 17 à 19, du 26 janvier 2011 (témoin ND5), p. 53 à 57, 61 et 62, 64 et 65, du 25 janvier 2011 (témoin KR3), p. 44 (huis clos).

²⁰⁶¹ Compte rendu de l'audience du 17 février 2011 (témoin ND4), p. 43 à 45 (huis clos).

²⁰⁶² Comptes rendus des audiences du 24 janvier 2011, p. 76 à 78, du 25 janvier 2011, p. 13 et 14, 28 et 29, et du 25 janvier 2011, p.37 et 38, 40 à 44 (huis clos) ; pièce à conviction P.52[B].

²⁰⁶³ Compte rendu de l'audience du 18 avril 2011, p. 52.

l'audience que la police communale avait joué un rôle de premier plan dans l'attaque de l'église le 15 avril²⁰⁶⁴. Les éléments de preuve tendant à prouver que l'accusé a rétrogradé Mbakilirehe pour la participation de ce dernier aux attaques ne sont pas convaincants. Aucun autre élément de preuve n'indique que Ndahimana a puni d'autres policiers communaux ayant participé aux attaques. De fait, deux des policiers qui ont participé aux attaques ont été promus, dont l'un a joué un rôle de meneur²⁰⁶⁵.

226. Le 11 avril 1994, Ndahimana a réquisitionné des gendarmes. Tel qu'exposé ci-dessus, je crois qu'il est tout à fait possible que, le jour où il a fait la demande, il s'attendait à ce que les gendarmes protègent la population tutsie. Cependant, quand ceux-ci ont, au contraire, choisi de rejoindre les rangs des assaillants les 15 et 16 avril 1994, plutôt que de protéger les réfugiés, Ndahimana ne les a pas réprimandés et n'a pas signalé leurs crimes à leurs supérieurs hiérarchiques dans la gendarmerie ou au préfet. Ayant demandé l'affectation des intéressés dans la commune de Kivumu, je pense que lui incombait de ce fait l'obligation particulière de surveiller comment ceux-ci s'acquitteraient de leurs tâches.

227. Comme indiqué plus haut, je tiens pour établi que Ndahimana a, jusqu'à un certain point, exercé un degré d'autorité réelle sur l'IPJ Fulgence Kayishema, un membre de la police communale, du moins en ce que celui-ci était un agent de l'État affecté dans la commune de Kivumu, même s'il relevait du ministère public. Sur la base des éléments de preuve produits en l'espèce, je suis convaincue que Kayishema a joué un rôle actif dans le génocide perpétré à la paroisse de Nyange²⁰⁶⁶. Rien dans le dossier ne prouve que, après les tueries, Ndahimana a informé les supérieurs hiérarchiques de Kayishema au ministère public ou d'autres autorités compétentes du rôle joué par l'intéressé dans les attaques.

228. Je suis par ailleurs convaincue que Védaste Murangwabugabo (alias « Védaste Mupende »), un bourgmestre adjoint, a participé aux attaques²⁰⁶⁷. Là encore, rien dans le dossier n'indique que Ndahimana a informé les supérieurs hiérarchiques de Murangwabugabo ou d'autres autorités compétentes de la participation de ce dernier aux crimes commis à la paroisse de Nyange les 15 et 16 avril 1994.

229. De façon plus générale, aucun élément de preuve du dossier n'indique que Ndahimana a pris quelque mesure que ce soit pour punir l'un quelconque des auteurs de crimes après les attaques dans sa commune. Au contraire, le 20 avril 1994, lorsque Ndahimana a convoqué une réunion au bureau communal avec les conseillers et le personnel communal, il a préféré parler du partage des biens appartenant aux victimes des crimes plutôt que des sanctions à infliger aux auteurs de ces crimes.

230. Sur la base de ce qui précède, je crois que la seule déduction raisonnable est que l'une des contributions les plus importantes de Ndahimana à l'entreprise criminelle commune a été de donner l'assurance à ses complices et à ses subordonnés, explicitement ou implicitement, qu'il ne prendrait pas de mesures relevant de ses attributions de bourgmestre pour les punir à raison de crimes qu'ils

²⁰⁶⁴ Voir, par exemple, les témoins CBR, CDL, CNJ et ND6.

²⁰⁶⁵ Voir les paragraphes 204 et 205 ci-dessus.

²⁰⁶⁶ Voir, par exemple, les comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010 (témoin CBT), p. 37 et 39, 61 et 62, 65 et 66, du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 57 à 63, du 5 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 64 et 65, et du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 16 et 17, 20 et 21.

²⁰⁶⁷ Voir, par exemple, les comptes rendus des audiences du 7 septembre 2010 (témoin CBT), p. 43 et 44, du 1^{er} novembre 2010 (témoin CBR), p. 29 et 30, et du 4 novembre 2010 (témoin CNJ), p. 66 et 67.

commettraient à Nyange, et que cela a encouragé les intéressés à prendre part à la commission des crimes.

8.5.5 Conclusion sur l'entreprise criminelle commune

231. Pour finir, je conclus que Ndahimana a conféré au plan criminel l'imprimatur de la plus haute autorité politique dans la région, qu'il a participé à la planification des crimes commis à la paroisse de Nyange les 15 et 16 avril 1994, qu'il a donné des conseils stratégiques et apporté un soutien aux assaillants le 16 avril, qu'il a fourni les moyens de transport durant toute la période et des munitions aux assaillants pendant les attaques. Tout aussi important : je crois qu'il a octroyé à ses complices et à ses subordonnés une immunité générale pour leur participation au génocide perpétré à la paroisse de Nyange les 15 et 16 avril 1994. Prise dans son ensemble, je crois que la contribution de l'accusé à la forme élémentaire de l'entreprise criminelle commune ne peut raisonnablement être jugée autrement qu'importante.

9. Détermination de la peine

9.1 Circonstances aggravantes

232. Une partie substantielle de la population tutsie de la commune de Kivumu, 1 500 à 2 000 civils, a été exterminée en deux jours en avril 1994, dans des conditions horribles. La preuve indique qu'on a laissé les victimes mourir de faim avant de les tuer. J'estime que la gravité du crime et l'autorité dont était investi l'accusé à l'époque constituent des circonstances aggravantes aux fins de la détermination de la peine. Je partage l'avis de la majorité selon lequel le fait que le massacre a eu lieu dans une paroisse, un lieu universellement reconnu comme étant un sanctuaire, est une autre circonstance aggravante²⁰⁶⁸.

9.2 Circonstances atténuantes

233. Je souscris à la conclusion de la majorité au paragraphe 866 du jugement selon laquelle, immédiatement après la mort du Président Habyarimana, Ndahimana a fait arrêter des personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes contre des Tutsis et a adressé aux dirigeants politiques au moins deux lettres condamnant les violences interethniques²⁰⁶⁹. Par ailleurs, selon le critère de la plus grande probabilité, le 11 avril 1994, il a réquisitionné des gendarmes auprès du préfet pour mieux protéger les réfugiés. Je suis par ailleurs d'accord que ces mesures constructives du début constituent une circonstance atténuante.

234. Les parties n'ont présenté pratiquement aucun élément de preuve relatif à la politique du MDR et je suis donc perplexe devant la conclusion de la majorité selon laquelle le MDR était un parti « modéré » et que l'appartenance de Ndahimana à ce parti peut constituer une circonstance atténuante²⁰⁷⁰. Jean Kambanda, le Premier Ministre du Gouvernement intérimaire, était membre du MDR²⁰⁷¹. Le témoin CDL a affirmé qu'il était membre de l'aile modérée du MDR²⁰⁷², mais cette appartenance ne l'a pas empêché de participer activement au génocide. Tel qu'exposé ci-dessus, je

²⁰⁶⁸ Jugement, par. 860.

²⁰⁶⁹ Pièce à conviction D.108C et D. 110B (Lettres de Ndahimana demandant aux autorités d'assurer la sécurité dans la commune de Kivumu).

²⁰⁷⁰ Jugement, par. 867.

²⁰⁷¹ Compte rendu de l'audience du 18 janvier 2011 (témoin ND13), p. 2 à 4.

²⁰⁷² Pièce à conviction D.77, p. 14.

conclus que les quelques éléments de preuve produits pour établir que Ndahimana ne jouissait pas de la même autorité que les autres bourgmestres ne sont ni crédibles ni fiables. Plus généralement, je ne puis faire mienne l'idée que l'appartenance à tel ou tel parti politique peut constituer une circonstance atténuante.

235. Je ne puis suivre la majorité dans sa conclusion selon laquelle la « situation familiale » de l'accusé constitue une circonstance atténuante²⁰⁷³. Au contraire, je suis personnellement d'avis que le fait que l'accusé a 11 enfants²⁰⁷⁴ aurait dû l'inciter à manifester plus d'égards envers les familles des autres. J'estime néanmoins que la situation familiale de l'intéressé ne constitue ni une circonstance atténuante ni une circonstance aggravante aux fins de la détermination de la peine.

236. Enfin, j'exprime un profond désaccord avec la majorité quand celle-ci tire de la preuve l'impression que « plusieurs personnes influentes dans la commune de Kivumu avaient un intérêt et ont joué un rôle dans les massacres » et quand elle conclut que « l'influence exercée par d'autres autorités de la commune de Kivumu » est pertinente pour la détermination de la peine²⁰⁷⁵. Comme indiqué de façon détaillée ci-dessus, je tiens pour acquis que des crimes de cette ampleur et de cette nature sont souvent commis par de nombreuses personnes influentes agissant ensemble. Tout en étant d'accord avec la majorité que Ndahimana n'était pas un aliéné solitaire dans la commune de Kivumu, je ne crois pas que cela constitue une circonstance atténuante aux fins de la détermination de la peine.

237. Ayant conclu que Ndahimana n'était pas un simple complice dans le génocide perpétré à la paroisse de Nyange, mais un auteur principal de ce crime, je l'aurais condamné à une peine d'emprisonnement plus longue que celle que lui a infligée la majorité²⁰⁷⁶.

Fait à Arusha, le 30 décembre 2011

[Signé]

Florence Rita Arrey

Juge

[Sceau du Tribunal]

²⁰⁷³ Jugement, par. 869.

²⁰⁷⁴ Pièce de la Défense intitulée « *Defence [Final] Brief* », par. 522 et 523.

²⁰⁷⁵ Jugement, par. 868.

²⁰⁷⁶ Jugement, par. 872.

Annexe A : Rappel de la procédure

ACTE D'ACCUSATION

1. Dans l'acte d'accusation initial établi le 20 juin 20[0]1²⁰⁷⁷, le Procureur imputait à Grégoire Ndahimana les crimes de génocide ou, à titre subsidiaire, de complicité dans le génocide, d'entente en vue de commettre le génocide et d'extermination constitutive de crime contre l'humanité, visés aux articles 2 et 3 du Statut et punissables en vertu des articles 22 et 23 dudit Statut. Le 5 juillet 2001, l'acte d'accusation établi contre Ndahimana a été corrigé et confirmé²⁰⁷⁸.
2. Le 4 juillet 2000, le Procureur a émis un mandat d'arrêt et un ordre de transfert contre l'accusé²⁰⁷⁹. Le 4 juillet 2001, la Chambre a rendu une décision relative à la requête *unilatérale* du Procureur aux fins de recherche, saisie, arrestation et transfert²⁰⁸⁰.
3. Le 21 décembre 2001, la Chambre a rendu une décision relative à la requête *unilatérale* du Procureur en annulation de l'ordonnance du 4 juillet 2001 prescrivant la non-divulgence de l'acte d'accusation et du mandat d'arrêt²⁰⁸¹.
4. Arrêté le 11 août 2009 en République démocratique du Congo, l'accusé a été ensuite transféré au siège du Tribunal à Arusha le 20 septembre 2009. Ndahimana a fait sa comparution initiale devant le Tribunal le 28 septembre 2009 et a plaidé non coupable de tous les chefs retenus contre lui²⁰⁸².
5. Le 23 octobre 2009, la Chambre et les parties ont discuté de la préparation du procès lors d'une conférence de mise en état informelle. La Chambre a ensuite rendu une ordonnance portant calendrier, par laquelle elle donnait instruction au Procureur de déposer ses requêtes en modification de l'acte d'accusation et en prescription de mesures de protection en faveur des témoins potentiels au plus tard le 16 novembre 2009, et ordonnait à la Défense de déposer son éventuelle réponse dans les cinq jours suivant la date à laquelle la traduction du projet d'acte d'accusation modifié lui aura été signifiée²⁰⁸³.
6. Le 16 novembre 2009, le Procureur a déposé un acte d'accusation modifié dans lequel il imputait à Ndahimana les crimes de génocide (chef I) ou, à titre subsidiaire, de complicité dans le génocide (chef II) et d'extermination constitutive de crime contre l'humanité (chef III)²⁰⁸⁴. Ndahimana a contesté toutes les accusations portées contre lui²⁰⁸⁵.
7. Le 3 février 2010, sur la base de la confirmation le 3 juillet 2001 de l'acte d'accusation établi contre Ndahimana, et du fait que la modification sollicitée contribuerait à corriger et à

²⁰⁷⁷ Acte d'accusation, 20 juin 2001.

²⁰⁷⁸ Pièce du Procureur intitulée « *Indictment Confirmation Memorandum from ICTR Prosecutor* », 3 juillet 2001.

²⁰⁷⁹ Mandat d'arrêt et ordre de transfert, 4 juillet 2000.

²⁰⁸⁰ Décision relative à la requête *unilatérale* du Procureur aux fins de recherche, saisie, arrestation et transfert, 4 juillet 2001.

²⁰⁸¹ Décision intitulée « *Decision on the Prosecutor's Ex Parte Request to Rescind the Non-Disclosure Order of 4 July 2001 relating to the Indictment and Warrant of Arrest* », 21 décembre 2001.

²⁰⁸² Compte rendu de l'audience du 28 septembre 2009, p. 13 et 14.

²⁰⁸³ Ordonnance intitulée « *Scheduling Order under Rule 54 of the Rules of Procedure and Evidence* », 4 novembre 2009.

²⁰⁸⁴ Acte d'accusation modifié, 16 novembre 2009.

²⁰⁸⁵ Exception préjudicielle de Ndahimana, 10 novembre 2009.

clarifier l'acte d'accusation confirmé, la Chambre a accordé au Procureur l'autorisation de déposer un acte d'accusation modifié²⁰⁸⁶, ce que ce dernier a ensuite fait le 5 février 2010²⁰⁸⁷. Puis, la Chambre a rendu une ordonnance portant calendrier qui fixait au 9 février 2010 une nouvelle comparution initiale de Ndahimana²⁰⁸⁸.

PHASE DE MISE EN ÉTAT

8. Le 4 mars 2010, la Chambre a fait droit en partie à la requête du Procureur en prescription de mesures de protection en faveur des témoins à charge et a ordonné au Procureur de déposer, sous le sceau de la confidentialité, la liste des témoins qui avaient déjà bénéficié de ces mesures, la teneur de celles-ci et les affaires dans lesquelles de telles décisions portant mesures de protection avaient été rendues²⁰⁸⁹.

9. Le 5 mars 2010, la Défense a déposé son exception préjudicielle fondée sur un certain nombre de vices de forme qui entacheraient l'acte d'accusation modifié²⁰⁹⁰. Dans sa décision du 30 avril 2010, la Chambre chargée de la mise en état a conclu que l'acte d'accusation modifié n'était pas vicié et que la forme de l'entreprise criminelle commune alléguée, la *mens rea* sous-tendant cette entreprise ainsi que la nature de la participation de Ndahimana à celle-ci avaient été dûment exposés dans l'acte d'accusation. Elle a également dit que l'identité des présumées parties à l'entreprise criminelle commune avait été suffisamment plaidée, avec l'indication des noms et des catégories de personnes parties à l'entreprise alléguée. La Chambre a toutefois ordonné au Procureur de « donner plus de précisions sur l'identité des “autres personnes” évoquées aux paragraphes 15, 17 à 26 et 29 à 32, ou à défaut de compléter le membre de phrase “autres personnes” en y ajoutant l'expression “dont l'identité est inconnue” »²⁰⁹¹ [traduction]. Le 18 août 2010, le Procureur a déposé de nouveau l'acte d'accusation modifié en l'affaire *Le Procureur c. Grégoire Ndahimana*²⁰⁹².

10. Le 15 mars 2010, le Procureur a déposé sa requête aux fins de constat judiciaire²⁰⁹³, à laquelle la Chambre a fait droit le 7 avril 2010, dressant ainsi constat judiciaire du génocide perpétré au Rwanda en 1994, des informations relatives à l'église de Nyange et à l'emplacement de celle-ci, de la législation rwandaise en vigueur et du statut international dont jouissait le Rwanda en 1994 en tant qu'État partie à la Convention sur le génocide, aux Conventions de Genève et aux Protocoles additionnels auxdites Conventions²⁰⁹⁴.

²⁰⁸⁶ Décision intitulée « *Decision on Prosecutor's Request for Leave to File an Amended Indictment under Rule 50 of the Rules of Procedure and Evidence* », 3 février 2010.

²⁰⁸⁷ Acte d'accusation modifié, 5 février 2010.

²⁰⁸⁸ Ordonnance intitulée « *Scheduling Order under Rule 50 and 54 of the Rules of Procedure and Evidence* », 8 février 2010.

²⁰⁸⁹ Décision intitulée « *Decision on the Prosecution's Motion for Protective Measures for Its Witnesses - Articles 19, 20 and 21 of the Statute and Rules 54, 69, 73 and 75 of the Rules of Procedure and Evidence* », 4 mars 2010.

²⁰⁹⁰ Pièce de la Défense intitulée « *Ndahimana Defence Motion on Defects in the [Amended] Indictment* », 5 mars 2010.

²⁰⁹¹ Décision intitulée « *Decision on Ndahimana's Motion on Defects in the Amended Indictment* », 30 avril 2010, par. 4 à 7 et p. 6.

²⁰⁹² Pièce du Procureur intitulée « *Amended Indictment (with the addition of “whose identities are unknown,” at paragraphs 15, 17-26 and 29-32 as ordered by the Trial Chamber in its Rule 72 Decision of 30 April 2010)* », 18 août 2010.

²⁰⁹³ Pièce du Procureur intitulée « *Prosecution's Motion for Judicial Notice pursuant to Rule 94 of the Rules of Procedure and Evidence* », 15 mars 2010.

²⁰⁹⁴ Décision relative à la requête du Procureur aux fins de constat judiciaire, 7 avril 2010, p. 6 et 7.

11. Le Procureur a déposé son Mémoire préalable au procès le 15 mars 2010²⁰⁹⁵.

12. le 14 juin 2010, le Greffier a rendu une décision portant retrait de la commission d'office du coconseil de Grégoire Ndahimana, Beth Susan Lyons²⁰⁹⁶, qui a ensuite été remplacée par M^e Wilfred Ngunjiri Nderitu²⁰⁹⁷.

13. Le 24 août 2010, la Défense a déposé une requête urgente aux fins de report temporaire de l'instance²⁰⁹⁸. Le procès s'est néanmoins ouvert comme prévu le 6 septembre 2010. Une réunion informelle s'étant tenue le 14 septembre 2010, au cours de laquelle toutes les parties s'étaient accordées sur le calendrier du procès, le 15 septembre 2010 la Chambre a jugé comme étant sans objet la requête de la Défense aux fins de la tenue d'une conférence de mise en état²⁰⁹⁹.

LE PROCÈS

14. La présentation des moyens de preuve à charge a commencé le 6 septembre 2010 et s'est achevée le 19 novembre 2010²¹⁰⁰. Le Procureur a cité des témoins et versé aux débats 65 pièces à conviction.

15. La Défense a déposé son Mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge le 7 décembre 2010²¹⁰¹. Elle a commencé la présentation de ses moyens le 17 janvier 2011 et l'a achevée le 12 mai 2011²¹⁰². Elle a cité des témoins et versé aux débats un total de 128 pièces à conviction.

16. En septembre 2010, la Chambre de première instance a accordé des mesures de protection provisoires aux témoins à décharge²¹⁰³. Le 7 décembre 2010, elle a statué sur deux requêtes du Procureur aux fins de communication des détails de l'alibi, et de transport sur les lieux au Rwanda²¹⁰⁴. Le 14 décembre 2010, la Chambre a ordonné à la Défense de réduire le nombre de ses témoins²¹⁰⁵. En février 2011, la Chambre a autorisé la Défense à modifier sa liste de témoins²¹⁰⁶, mais a rejeté la demande de celle-ci tendant à faire déposer certains témoins par voie de vidéoconférence²¹⁰⁷. La Chambre a par ailleurs fait droit à la requête de la Défense aux fins de

²⁰⁹⁵ Mémoire préalable au procès du Procureur, 15 mars 2010.

²⁰⁹⁶ Décision intitulée « *Decision on the Withdrawal of the Assignment of Beth Susan Lyons as Co-counsel for Grégoire Ndahimana* », 14 juin 2010.

²⁰⁹⁷ Document intitulé « *Letter from DCDMS. Ref: ICTR-JUD-11-5-2-09-1290/DN Assigning Mr. Wilfred Ngunjiri Nderitu as Co-counsel to Represent the Accused Grégoire Ndahimana* », 23 juillet 2010.

²⁰⁹⁸ Pièce de la Défense intitulée « *Urgent Defence Motion for Adjournment of the Hearing of the Trial Pursuant to Article 20 (2) and (4) of the Statute of the ICTR and Request for Convening a Status Conference* », 24 août 2010.

²⁰⁹⁹ Décision intitulée « *Decision on Defence Motion for Adjournment of the Start of Trial and Request to Convene a Status Conference* », 15 septembre 2010.

²¹⁰⁰ Comptes rendus des audiences du 6 septembre 2010, p. 1, et du 19 novembre 2010, p. 36 et 37.

²¹⁰¹ Mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge, 7 novembre 2010.

²¹⁰² Comptes rendus des audiences du 17 janvier 2011, p. 1 et 2, et du 12 mai 2011, p. 38.

²¹⁰³ Ordonnance intitulée « *Interim Order on Protective Measures for Defence Witnesses* », 22 septembre 2010.

²¹⁰⁴ Décision intitulée « *Decision on the Prosecutor's Motion for Particulars of Alibi* », 7 décembre 2010 ; décision intitulée « *Decision on the Prosecution's Motion for Site Visits in the Republic of Rwanda* », 7 décembre 2010.

²¹⁰⁵ Ordonnance intitulée « *Order for the Defence to Reduce Its List Of Witnesses (Rules 54 and 73ter (D) of the Rules of Procedure and Evidence)* », 14 décembre 2010.

²¹⁰⁶ Décision intitulée « *Decision on Defence Motion For Leave to Vary Its Witness List and Correct the Pseudonym of a Witness* », 11 février 2011.

²¹⁰⁷ Décision intitulée « *Decision on Defence Motion to Hear the Testimony of Witnesses BX7 and FB1 via Video Link* », 25 février 2011.

modification de sa liste de témoins et de prescription par la Chambre de mesures de protection en faveur des nouveaux témoins à décharge²¹⁰⁸ ; elle a rendu par la suite une autre décision relative à la requête de la Défense aux fins de modification de sa liste de témoins²¹⁰⁹.

17. Le 3 mai 2011, la Chambre a rejeté la requête de la Défense aux fins d'admission de [la déclaration] d'un témoin en vertu de l'article 92 *bis* du Règlement²¹¹⁰.

18. Le 20 janvier 2011, la Chambre a décidé de faire droit à la requête formée par la Défense de Gaspard Kanyarukiga aux fins de communication de documents du procès *Grégoire Ndahimana*²¹¹¹.

AUTRES PROCÉDURES

19. De l'ouverture du procès le 6 septembre 2010 à son achèvement le 12 mai 2011, la Chambre de première instance a siégé pendant quelques sessions sous le régime de l'article 15 *bis* du Règlement, le juge Bakhtiyar Tuzmukhamedov ayant été affecté parallèlement à l'affaire *Le Procureur c. Nzabonimana*, qui se déroulait alors devant le Tribunal.

20. Le 28 avril 2011, la Chambre a décidé des lieux devant faire l'objet d'une inspection lors du transport sur les lieux. Les parties ont proposé au Rwanda les sites où les faits de la cause s'étaient produits²¹¹². Le transport sur les lieux s'est déroulé entre le 7 et le 10 juin 2011²¹¹³.

21. Le 25 juillet 2011, les deux parties au procès ont déposé leurs dernières conclusions écrites²¹¹⁴. Les parties ont été entendues en leurs réquisitions et plaidoiries les 21 et 22 septembre 2011²¹¹⁵.

22. Le 19 octobre 2011, la Chambre de première instance a rendu une ordonnance portant calendrier aux fins d'informer les parties qu'elle donnerait lecture du résumé de son jugement le 17 novembre 2011 à 11 heures²¹¹⁶. Le résumé du présent jugement a été lu en audience publique à ladite date.

²¹⁰⁸ Décision intitulée « *Decision on Defence Motion to Vary Its Witness List and Request for Protective Measures for New Witnesses* », 31 mars 2011.

²¹⁰⁹ Décision intitulée « *Decision on Defence Motion to Vary Its Witness List* », 18 avril 2011.

²¹¹⁰ Décision intitulée « *Decision on Defence's Motion for the Admission of Witness Testimony Pursuant to Rule 92 bis (with Strictly Confidential Annex 1)* », 3 mai 2011.

²¹¹¹ Décision intitulée « *Decision on Motion by Gaspard Kanyarukiga for Disclosure of All Material from the Proceedings of Grégoire Ndahimana* », 20 janvier 2011.

²¹¹² Ordonnance intitulée « *Scheduling Order for Site Visit to Rwanda, Filing of Closing Briefs and Hearing of Closing Arguments* », 28 avril 2011.

²¹¹³ Procès verbal intitulé « *Report on Site Visit* », ref: ICTR/11-6-04-11/010, 13 juin 2011.

²¹¹⁴ Ordonnance intitulée « *Scheduling Order for Site Visit to Rwanda, Filing of Closing Briefs and Hearing of Closing Arguments* », 28 avril 2011, p. 8. Voir aussi les dernières conclusions écrites du Procureur, 25 juillet 2011, et les dernières conclusions écrites de la Défense, 25 juillet 2011.

²¹¹⁵ Ordonnance intitulée « *Scheduling Order for Site Visit to Rwanda, Filing of Closing Briefs and Hearing of Closing Arguments* », 28 avril 2011, p. 8. Voir aussi les comptes rendus des audiences du 21 et du 22 septembre 2011.

²¹¹⁶ Ordonnance intitulée « *Scheduling Order*, 19 octobre 2011 », p. 2.

ANNEXE B : DÉFINITIONS ET JURISPRUDENCE**1. DÉFINITIONS ET ABRÉVIATIONS²¹¹⁷****Acte d'accusation initial***Le Procureur c. Ndahimana*, affaire n° ICTR-01-68-I, Acte d'accusation, 20 juin 2001**Acte d'accusation modifié ou acte d'accusation***Le Procureur c. Ndahimana*, affaire n° ICTR-01-68-I, Acte d'accusation modifié, 16 novembre 2009**Acte d'accusation modifié***Le Procureur c. Ndahimana*, affaire n° ICTR-01-68-I, Acte d'accusation modifié, 5 février 2010**Acte d'accusation modifié***Le Procureur c. Ndahimana*, affaire n° ICTR-01-68-I, Acte d'accusation modifié, 18 août 2010**Convention (de 1951) et Protocole (de 1967) relatifs au statut des réfugiés**

Convention relative au statut des réfugiés

Protocole relatif au statut des réfugiés

Convention sur le génocide

Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide

Dernières conclusions écrites du Procureur*Le Procureur c. Ndahimana*, affaire n° ICTR-01-68-T, *Prosecutor's Final Trial Brief*, 25 juillet 2011**Dernières conclusions écrites de la Défense***Le Procureur c. Ndahimana*, affaire n° ICTR-01-68-T, *Defence Final Brief*, 25 juillet 2011**Église**

Église de Nyange

²¹¹⁷ Aux termes de l'article 2 B) du Règlement, l'emploi du masculin et du singulier comprend le féminin et le pluriel et inversement.

Exception préjudicielle de Ndahimana

Exception préjudicielle pour vices de forme de l'acte d'accusation fondée sur l'article 72A ii) du Règlement de procédure et de preuve

FPR

Front patriotique rwandais

IPJ

Inspecteur de police judiciaire

Majorité

La majorité de la Chambre de première instance se composant des juges Bakhtiyar Tuzmukhamedov et Aydin Sefa Akay

MDR

Mouvement démocratique républicain

Mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge

Le Procureur c. Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68-T, Mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge (déposé en vertu de l'article 73 ter du Règlement de Procédure et de preuve), 7 décembre 2010

MRND

Mouvement révolutionnaire national pour la démocratie et le développement

Note

Note de bas de page

p.

page(s)

par.

paragraphe(s)

Paroisse

Paroisse de Nyange

CIH12-0001(F)

295

Traduction certifiée par la SSL du TPIR

PL

Parti libéral

Presbytère

Presbytère de Nyange

Protocole additionnel II aux Conventions de Genève

Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II), 8 juin 1977

PSD

Parti social démocrate

Quatrième Convention de Genève

Convention (IV) de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, 12 août 1949

Règlement

Règlement de procédure et de preuve du Tribunal pénal international pour le Rwanda

Statut

Statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda adopté par le Conseil de sécurité dans sa résolution 955

TPIR, ou Tribunal de céans, ou Tribunal

Tribunal pénal international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994

TPIY

Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991

2. JURISPRUDENCE

2.1. TPIR

Affaire Akayesu

Le Procureur c. Jean-Paul Akayesu, affaire n° ICTR-96-4-T, Jugement, 2 septembre 1998 (« jugement Akayesu »)

Le Procureur c. Jean-Paul Akayesu, affaire n° ICTR-96-4-A, Arrêt, 1^{er} juin 2001 (« arrêt Akayesu »)

Affaire Bagilishema

Le Procureur c. Ignace Bagilishema, affaire n° ICTR-95-1A-T, Jugement, 7 juin 2001 (« jugement Bagilishema »)

Le Procureur c. Ignace Bagilishema, affaire n° ICTR-95-1A-A, Motifs de l'arrêt, 3 juillet 2002 (« arrêt Bagilishema »)

Affaire Bagosora et consorts

Le Procureur c. Théoneste Bagosora, Gratien Kabiligi, Aloys Ntabakuz et Anatole Nsengiyumva, affaire n° ICTR-98-41-T, *Decision on Aloys Ntabakuze's Interlocutory Appeal on Questions of Law Raised by the 29 June 2006 Trial Chamber I Decision on Motion for Exclusion of Evidence*, 18 septembre 2006

Le Procureur c. Théoneste Bagosora et consorts, affaire n° ICTR-98-41-T, Jugement, 18 décembre 2008 (« jugement Bagosora et consorts »)

Affaire Bikindi

Le Procureur c. Simon Bikindi, affaire n° ICTR-01-72-T, Jugement, 2 décembre 2008 (« jugement Bikindi »)

Simon Bikindi c. le Procureur, affaire n° ICTR-01-72-A, Arrêt, 18 mars 2010 (« arrêt Bikindi »)

Affaire Gacumbitsi

Sylvestre Gacumbitsi c. le Procureur, affaire n° ICTR-01-64-A, Arrêt, 7 juillet 2006 (« arrêt Gacumbitsi »)

Affaire Gatete

Le Procureur c. Jean-Baptiste Gatete, affaire n° ICTR-00-61-R11 bis, Décision relative à la demande du procureur tendant à ce que l'affaire soit renvoyée à la République du Rwanda, 17 novembre 2008

Le Procureur c. Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68-T

Le Procureur c. Jean-Baptiste Gatete, affaire n° ICTR-00-61-T, Jugement, 31 mars 2011 (« jugement Gatete »)

Affaire Kajelijeli

Le Procureur c. Juvénal Kajelijeli, affaire n° ICTR-98-44A-T, Jugement et sentence, 1^{er} décembre 2003 (« jugement Kajelijeli »)

Juvénal Kajelijeli c. le Procureur, affaire n° ICTR-98-44A-A, Arrêt, 23 mai 2005 (« arrêt Kajelijeli »)

Affaire Kambanda

Le Procureur c. Jean Kambanda, affaire n° ICTR-97-23-S, Jugement, 4 septembre 1998 (« jugement Kambanda »)

Affaire Kamuhanda

Jean de Dieu Kamuhanda c. le Procureur, affaire n° ICTR-99-54A-T, Jugement et sentence, 22 janvier 2004 (« jugement Kamuhanda »)

Le Procureur c. Jean de Dieu Kamuhanda, affaire n° ICTR-99-54A-A, Arrêt, 19 septembre 2005 (« arrêt Kamuhanda »)

Affaire Kanyarukiga

Gaspard Kanyarukiga c. le Procureur, affaire n° ICTR-02-78-AR73-2, *Decision on Gaspard Kanyarukiga's Interlocutory Appeal of a Decision on the Exclusion of Evidence*, 23 mars 2010

Affaire Karemera et consorts

Le Procureur c. Karemera et consorts, affaire n° ICTR-98-44-T, Décision relative aux requêtes orales de la défense aux fins d'exclure la déposition du témoin XBM, de sanctionner le Procureur et d'exclure les éléments de preuve qui sortent du cadre de l'Acte d'accusation, 19 octobre 2006

Affaire Karera

Le Procureur c. François Karera, affaire n° ICTR-01-74-T, Jugement portant condamnation, 7 décembre 2007 (« jugement Karera »)

François Karera c. le Procureur, affaire n° ICTR-01-74-A, Arrêt, 2 février 2009 (« arrêt Karera »)

Affaire Kayishema et Ruzindana

Le Procureur c. Clément Kayishema et Obed Ruzindana, affaire n° ICTR-95-1-T, Jugement, 21 mai 1999 (« jugement Kayishema et Ruzindana »)

Le Procureur c. Clément Kayishema et Obed Ruzindana, affaire n° ICTR-95-1-A, Motifs de l'arrêt, 1^{er} juin 2001 (« arrêt Kayishema et Ruzindana »)

Affaire Mpambara

Le Procureur c. Jean Mpambara, affaire n° ICTR-01-65-T, Jugement, 11 septembre 2006 (« jugement Mpambara »)

Affaire Musema

Le Procureur c. Alfred Musema, affaire n° ICTR-96-13-T, Jugement et sentence, 27 janvier 2000 (« jugement Musema »)

Alfred Musema c. le Procureur, affaire n° ICTR-96-13-A, Arrêt, 16 novembre 2001 (« arrêt Musema »)

Affaire Muvunyi

Tharcisse Muvunyi c. le Procureur, affaire n° ICTR-00-55A-A, Arrêt, 29 août 2008 (« premier arrêt Muvunyi »)

Tharcisse Muvunyi c. le Procureur, affaire n° ICTR-00-55A-A, Arrêt, 1^{er} avril 2011 (« deuxième arrêt Muvunyi »)

Affaire Nahimana et consorts

Le Procureur c. Ferdinand Nahimana et consorts, affaire n° ICTR-99-52-T, Jugement portant condamnation, 3 décembre 2003 (« jugement Nahimana et consorts »)

Ferdinand Nahimana et consorts c. le Procureur, affaire n° ICTR-99-52-A, Arrêt, 28 novembre 2007 (« arrêt Nahimana et consorts »)

Affaire Nchamihigo

Le Procureur c. Siméon Nchamihigo, affaire n° ICTR-01-63-T, Jugement, 12 novembre 2008 (« jugement Nchamihigo »)

Siméon Nchamihigo c. le Procureur, affaire n° ICTR-01-63-A, Arrêt, 18 mars 2010 (« arrêt Nchamihigo »)

Affaire Ndahimana

Le Procureur c. Grégoire Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68, Exception préjudicielle pour vices de forme de l'acte d'accusation fondée sur l'article 72 A) ii) du Règlement de procédure et de preuve, 10 novembre 2009 (« Exception préjudicielle »)

Le Procureur c. Grégoire Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68-PT, *Defence Motion on Defects in the Amended Indictment pursuant to Rule 72*, 5 mars 2010 (« Exception préjudicielle »)

Le Procureur c. Grégoire Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68-PT, Mémoire préalable au procès du Procureur, 15 mars 2010 (« Mémoire préalable au procès du Procureur »)

Le Procureur c. Grégoire Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68-PT, *Decision on Ndahimana's Motion on Defects in the Amended Indictment*, 30 avril 2010 (« décision du 30 avril 2010 »)

Le Procureur c. Grégoire Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68-1, *Acte d'accusation modifié*, 18 août 2010 (« acte d'accusation »)

Le Procureur c. Grégoire Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68, *Notice of Alibi from the Defence of Ndahimana Grégoire under Rule 67(A) (ii) of the Rules of Procedure and Evidence*, 3 septembre 2010 (« notification d'alibi »)

Le Procureur c. Grégoire Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68, *Supplement to the Notice of Alibi Filed on 3rd September 2010*, 22 septembre 2010

Le Procureur c. Grégoire Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68-T, *Mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge* (déposé en vertu de l'article 73 *ter* du Règlement de procédure et de preuve), 7 décembre 2010 (« Mémoire préalable à la présentation des moyens à décharge »)

Le Procureur c. Grégoire Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68, *Notice of Alibi under Rule 67(A) (ii) of the Rules of Procedure and Evidence*, 7 avril 2011

Le Procureur c. Grégoire Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68, *Additional Notice of Alibi under Rule 67(A) (ii) of the Rules of Procedure and Evidence*, 13 avril 2011

Le Procureur c. Grégoire Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68, *Interoffice Memorandum: Report on Site Visit (7 to 10 June 2011)*, Ref: ICTR/11-6-04-11/010, 13 juin 2011 (« Procès verbal intitulé « Report on Site Visit » »)

Le Procureur c. Grégoire Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68, *Defence Final Brief*, 25 juillet 2011 (« Pièce de la Défense intitulée "Defence Final Brief" »)

Le Procureur c. Grégoire Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68-T, *Prosecutor's Final Trial Brief*, 25 juillet 2011 (« Pièce du Procureur intitulée "Prosecution Final Trial Brief" »)

Affaire Ndindabahizi

Le Procureur c. Emmanuel Ndindabahizi, affaire n° ICTR-01-71-I, *Jugement et sentence*, 15 juillet 2004 (« jugement Ndindabahizi »)

Emmanuel Ndindabahizi c. le Procureur, affaire n° ICTR-01-71-A, *Arrêt*, 16 janvier 2007 (« arrêt Ndindabahizi »)

Affaire Niyitegeka

Le Procureur c. Éliézer Niyitegeka, affaire n° ICTR-96-14-T, *Jugement portant condamnation*, 16 mai 2003 (« jugement Niyitegeka »)

Éliézer Niyitegeka c. le Procureur, affaire n° ICTR-96-14-A, *Arrêt*, 9 juillet 2004 (« arrêt Niyitegeka »)

Le Procureur c. Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68-T

Affaire Ntagerura et consorts

Le Procureur c. André Ntagerura et consorts, affaire n° ICTR-99-46-T, Jugement et sentence, 25 février 2004 (« jugement *Ntagerura et consorts* »)

Le Procureur c. André Ntagerura et consorts, affaire n° ICTR-99-46-A, Arrêt, 7 juillet 2006 (« arrêt *Ntagerura et consorts* »)

Affaire Ntakirutimana

Le Procureur c. Elizaphan Ntakirutimana et Gérard Ntakirutimana, affaires n°s ICTR-96-10-A et ICTR-96-17-T, Jugement portant condamnation, 21 février 2003 (« jugement *Ntakirutimana* »)

Le Procureur c. Elizaphan Ntakirutimana et Gérard Ntakirutimana, affaires n°s ICTR-96-10-A et ICTR-96-17-A, Arrêt, 13 décembre 2004 (« arrêt *Ntakirutimana* »)

Affaire Nyiramasuhuko et consorts

Arsene Shalom Ntahobali et Pauline Nyiramasuhuko c. le Procureur, affaire n° ICTR 97-21-AR-73, *Decision on the Appeals By Pauline Nyiramasuhuko and Arsène Shalom Ntahobali on the "Decision on Defence Urgent Motion to Declare Parts of the Evidence of Witnesses RV and QBZ Inadmissible"*, 2 juillet 2004

Affaire Renzaho

Le Procureur c. Tharcisse Renzaho, affaire n° ICTR-97-31-T, Jugement portant condamnation, 14 juillet 2009 (« jugement *Renzaho* »)

Tharcisse Renzaho c. le Procureur, affaire n° ICTR-97-31-A, Arrêt, 1^{er} avril 2011 (« arrêt *Renzaho* »)

Affaire Rukundo

Emmanuel Rukundo c. le Procureur, affaire n° ICTR-01-70-A, Arrêt, 20 octobre 2010 (« arrêt *Rukundo* »)

Affaire Rutaganda

Le Procureur c. Georges Anderson Nderubumwe Rutaganda, affaire n° ICTR-96-3-T, Jugement, 6 décembre 1999 (« jugement *Rutaganda* »)

Georges Anderson Nderubumwe Rutaganda c. le Procureur, affaire n° ICTR-96-3-A, Arrêt, 26 mai 2003 (« arrêt *Rutaganda* »)

Affaire Semanza

Le Procureur c. Laurent Semanza, affaire n° ICTR-97-20-T, Jugement et sentence, 15 mai 2003 (« jugement *Semanza* »)

Laurent Semanza c. le Procureur, affaire n° ICTR-97-20-A, Arrêt, 20 mai 2005 (« arrêt *Semanza* »)

CIH 2-0001(F)

301

Traduction certifiée par la SSL du TPIR

Jugement portant condamnation

30 décembre 2011

Le Procureur c. Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68-T

Affaire Seromba

Le Procureur c. Athanase Seromba, affaire n° ICTR-01-66-I, Jugement, 13 décembre 2006 (« jugement Seromba »)

Le Procureur c. Athanase Seromba, affaire n° ICTR-01-66-A, Arrêt, 12 mars 2008 (« arrêt Seromba »)

Affaire Serushago

Onor Serushago c. le Procureur, affaire n° ICTR-98-39-A, Motifs du jugement, 6 avril 2000 (« arrêt Serushago »)

Affaire Setako

Le Procureur c. Ephrem Setako, affaire n° ICTR-04-81-T, Jugement portant condamnation, 25 février 2010 (« jugement Setako »)

Affaire Simba

Le Procureur c. Aloys Simba, affaire n° ICTR-01-76-T, Jugement portant condamnation, 13 décembre 2005 (« jugement Simba »)

Aloys Simba c. le Procureur, affaire n° ICTR-01-76-A, Arrêt, 27 novembre 2007 (« arrêt Simba »)

Affaire Zigiranyirazo

Procès Zigiranyirazo c. le Procureur, affaire n° ICTR-01-73-A, Arrêt, 16 novembre 2009 (« arrêt Zigiranyirazo »)

2.2. TPIY

Affaire Aleksovski

Le Procureur c. Zlatko Aleksovski, affaire n° IT-95-14/1-T, Jugement, 25 juin 1999 (« jugement Aleksovski »)

Le Procureur c. Zlatko Aleksovski, affaire n° IT-95-14/1-A, Arrêt, 24 mars 2000 (« arrêt Aleksovski »)

Affaire Blagojević et Jokić

Le Procureur c. Vidoje Blagojević et Dragan Jokić, affaire n° IT-02-60-T, Jugement, 17 janvier 2005 (« jugement Blagojević et Jokić »)

Le Procureur c. Vidoje Blagojević et Dragan Jokić, affaire n° IT-02-60-A, Arrêt, 9 mai 2007 (« arrêt Blagojević et Jokić »)

Le Procureur c. Nduhimana, affaire n° ICTR-01-68-T

Affaire Blaškić

Le Procureur c. Tihomir Blaškić, affaire n° IT-95-14-A, Arrêt, 29 juillet 2004 (« arrêt Blaškić »)

Affaire Boškoski et consorts

Le Procureur c. Ljube Boškoski et Johan Tarčulovski, affaire n° IT-04-82-A, Arrêt, 19 mai 2010 (« arrêt Boškoski et consorts »)

Affaire Brđanin

Le Procureur c. Radoslav Brđanin, affaire n° IT-99-36-A, Arrêt, 3 avril 2007 (« arrêt Brđanin »)

Affaire Delalić et consorts (« Čelebići »)

Le Procureur c. Zejnil Delalić et consorts, affaire n° IT-96-21-A, Arrêt, 20 février 2001 (« arrêt Delalić et consorts »)

Affaire Delić

Le Procureur c. Rasim Delić, affaire n° IT-04-83-T, Jugement, 15 septembre 2008 (« jugement Delić »)

Affaire Furundžija

Le Procureur c. Anto Furundžija, affaire n° IT-95-17/1-T, Jugement, 10 décembre 1998 (« jugement Furundžija »)

Affaire Galić

Le Procureur c. Stanislav Galić, affaire n° IT-98-29-A, Arrêt, 30 novembre 2006 (« arrêt Galić »)

Affaire Hadžihasanović et consorts

Le Procureur c. Enver Hadžihasanović et Amir Kubura, affaire n° IT-01-47-A, Arrêt, 22 avril 2008 (« arrêt Hadžihasanović et consorts »)

Affaire Halilović

Le Procureur c. Sefer Halilović, affaire n° IT-01-48-A, Arrêt, 16 octobre 2007 (« arrêt Halilović »)

Affaire Jelisić

Le Procureur c. Goran Jelisić, affaire n° IT-95-10-A, Arrêt, 5 juillet 2001 (« arrêt Jelisić »)

Affaire Kordić et Čerkez

Le Procureur c. Dario Kordić et Mario Čerkez, affaire n° IT-95-14/2-T, Jugement, 26 février 2001 (« jugement Kordić et Čerkez »)

CH12-0001(F)

303

Traduction certifiée par la SSL du TPIR

Jugement portant condamnation

30 décembre 2011

Le Procureur c. Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68-T

Le Procureur c. Dario Kordić et Mario Čerkez, affaire n° IT-95-14/2-A, Arrêt, 17 décembre 2004 (« arrêt Kordić et Čerkez »)

Affaire Krajišnik

Le Procureur c. Momčilo Krajišnik, affaire n° IT-00-39-T, Jugement, 27 septembre 2006 (« jugement Krajišnik »)

Affaire Krstić

Le Procureur c. Radislav Krstić, affaire n° IT-98-33-A, Arrêt, 19 avril 2004 (« arrêt Krstić »)

Affaire Krnojelac

Le Procureur c. Milorad Krnojelac, affaire n° IT-97-25-A, Arrêt, 17 septembre 2003 (« arrêt Krnojelac »)

Le Procureur c. Milorad Krnojelac, affaire n° IT-97-25-T, Décision relative à l'exception préjudicielle pour vices de formes de l'acte d'accusation modifié, 11 février 2000

Affaire Kunarac et consorts

Le Procureur c. Dragoljub Kunarac, Radomir Kovač et Zoran Vuković, affaires n°s IT-96-23-A et IT-96-23/1-T, Jugement, 22 février 2001 (« jugement Kunarac et consorts »)

Le Procureur c. Dragoljub Kunarac, Radomir Kovač et Zoran Vuković, affaires n°s IT-96-23-A et IT-96-23/1-A, Arrêt, 12 juin 2002 (« arrêt Kunarac et consorts »)

Affaire Kupreškić et consorts

Le Procureur c. Zoran Kupreškić, Mirjan Kupreškić, Vlatko Kupreškić, Drago Josipović, Vladimir Šantić, affaire n° IT-95-16-A, Arrêt, 23 octobre 2001 (« arrêt Kupreškić et consorts »)

Affaire Kvočka et consorts

Le Procureur c. Miroslav Kvočka et consorts, affaire n° IT-98-30/1-A, Arrêt, 28 février 2005 (« arrêt Kvočka et consorts »)

Affaire Limaj et consorts

Le Procureur c. Faimir Limaj, Fatmir Limaj, Isak Musliu Haradin Bala, affaire n° IT-03-66-T, Jugement, 30 novembre 2005 (« jugement Limaj et consorts »)

Affaire Naletilić et Martinović

Le Procureur c. Mladen Naletilić, alias « Tuta », et Vinko Martinović, alias « tela », affaire n° IT-98-22-A, Arrêt, 3 mai 2006 (« arrêt Naletilić et Martinović »)

Le Procureur c. Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68-T

Affaire *Nikolić*

Le Procureur c. Dragan Nikolić, affaire n° IT-94-2-A, Arrêt relatif à la sentence, 4 février 2005 (« arrêt *Dragan Nikolić* »)

Affaire *Orić*

Le Procureur c. Naser Orić, affaire n° IT-03-68-A, Arrêt, 3 juillet 2008 (« arrêt *Orić* »)

Affaire *Popović et consorts*

Le Procureur c. Vujadin Popović, Ljubiša Beara, Drago Nikolić, Ljubomir Borovčanin, Radivoje Miletić, Milan Gvero et Vinko Pandurević, affaire n° IT-05-88-T, Jugement, 10 juin 2010 (« jugement *Popović et consorts* »)

Affaire *Simić*

Le Procureur c. Blagoje Simić et consorts, affaire n° IT-95-9-T, Jugement, 17 octobre 2003 (« jugement *Blagoje Simić et consorts* »)

Le Procureur c. Blagoje Simić, affaire n° IT-95-9-A, Arrêt, 28 novembre 2006 (« arrêt *Blagoje Simić* »)

Affaire *Stakić*

Le Procureur c. Milomir Stakić, affaire n° IT-97-24-A, Arrêt, 22 mars 2006 (« arrêt *Stakić* »)

Affaire *Strugar*

Le Procureur c. Pavle Strugar, affaire n° IT-01-42-T, Jugement, 31 janvier 2005 (« jugement *Strugar* »)

Affaire *Tadić*

Le Procureur c. Duško Tadić, affaire n° IT-94-1-A, Arrêt, 15 juillet 1999 (« arrêt *Tadić* »)

Affaire *Vasiljević*

Le Procureur c. Mitar Vasiljević, affaire n° IT-98-32-A, Arrêt, 25 février 2004 (« arrêt *Vasiljević* »)

30964

Le Procureur c. Ndahimana, affaire n° ICTR-01-68-T

ANNEXE C : ACTE D'ACCUSATION

CII12-0001(F)

306

Traduction certifiée par la SSL du TPIR

Jugement portant condamnation

30 décembre 2011